PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE

Liberté
Égalité
Fraternité

FRANCE RELANCE

SICOVAL
Le Sud-Est
Toulousain

CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

pour le territoire de la Communauté d'Agglomération du SICOVAL

3 Janvier 2022

Anticiper, Accélérer et Accompagner les Transitions

CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE

pour le territoire de la Communauté d'Agglomération du SICOVAL

ENTRE

La Communauté d'Agglomération du SICOVAL
Représentée par son Président, M. Jacques Oberti, autorisé à l'effet des présentes suivant une délibération en date du 5 juillet 2021,
Ci-après désignée par Le SICOVAL;

d'une part,

ET

L'État,
Représenté par M. Etienne Guyot , préfet de la Région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne,
Ci-après désigné par « l'État » ;

En présence de Mesdames et Messieurs les maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération du SICOVAL :

Pour la Commune d'AUREVILLE, Monsieur Xavier ESPIC
Pour la Commune d'AUZEVILLE-TOLOSANE, Monsieur Dominique LAGARDE
Pour la Commune d'AUZIELLE, Madame Michèle SEGAFREDO
Pour la Commune d'AYGUESVIVE, Monsieur Jacques OBERTI
Pour la Commune de BAZIEGE, Monsieur Jean-François ROUSSEL
Pour la Commune de BELBERAUD, Monsieur Rafael SORROCHE
Pour la Commune de BELBEZE-DE-LAURAGAIS, Madame Catherine GAVEN
Pour la Commune de CASTANET-TOLOSAN, Monsieur, Xavier NORMAND
Pour la Commune de CLERMONT LE FORT, Madame Elizabeth GIACHETTO
Pour la Commune de CORRONSAC, Monsieur Thierry OUPLOMB
Pour la Commune de DEYME, Monsieur Eric BORRA
Pour la Commune de DONNEVILLE, Monsieur Bernard CROUZIL



Pour la Commune d'ESCALQUENS, Monsieur Jean-Luc TRONCO
Pour la Commune d'ESPANES, Monsieur Christophe GILLON
Pour la Commune de FOURQUEVAUX, Monsieur Olivier CAPELLE
Pour la Commune de GOYRANS, Madame Véronique HAÏTCE
Pour la Commune d'ISSUS, Monsieur Bruno CAUBET
Pour la Commune de LABASTIDE-BEAUVOIR, Monsieur André DURAND
Pour la Commune de LABEGE, Monsieur Laurent CHERUBIN
Pour la Commune de LACROIX-FALGARDE, Monsieur Jean-Daniel MARTY
Pour la Commune de LAUZERVILLE, Madame Christelle GARCIA
Pour la Commune de MERVILLA, Monsieur Gérard GARDELLE
Pour la Commune de MONTBRUN-LAURAGAIS, Monsieur Laurent BRAAK
Pour la Commune de MONTGISCARD, Monsieur Laurent FOREST
Pour la Commune de MONTLAUR, Monsieur Paul DU LIMBERT
Pour la Commune de NOUEILLES, Madame Marie-Josée SAVES
Pour la Commune d'ODARS, Monsieur Patrice ARSEGUEL
Pour la Commune de PECHABOU, Madame Dominique SANGAY
Pour la Commune de PECHBUSQUE, Monsieur Didier BELAIR
Pour la Commune de POMPERTUZAT, Madame Christine GALVANI
Pour la Commune de POUZE, Monsieur Pierre LATTARD
Pour la Commune de RAMONVILLE SAINT AGNE, Monsieur Christophe LUBAC
Pour la Commune de REBIGUE, Monsieur Jacques CHARRIE
Pour la Commune des VARENNES, Monsieur Philippe GOUX
Pour la Commune de VIEILLE-TOULOUSE, Monsieur Gérard ROBERT
Pour la Commune de VIGOULET-AUZIL, Monsieur Jacques SEGERIC

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État.

Les contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE) constituent une nouvelle génération de démarche de partenariat entre l'État et les collectivités locales. Ces contrats traduisent de manière transversale et opérationnelle les ambitions d'un territoire en matière de transition

écologique, de développement économique et de cohésion territoriale. Ces contrats répondent à trois enjeux.

1 - A court terme, il s'agit d'associer les territoires au plan de relance. Ces nouveaux contrats sont un vecteur de la relance 2021-2022 et ils favorisent l'investissement public et privé dans tous les territoires.

En réponse immédiate aux conséquences économiques de la crise sanitaire, l'État a déployé un ensemble de mesures de soutien. A l'échelle départementale, ces mesures représentent un volume de 1,6 Mds€ d'aides au titre du fonds de solidarité et de l'activité partielle et ont permis l'engagement de 2,9 Mds€ de prêts garantis par l'État. Le territoire du SICOVAL bénéficie pleinement de ce soutien : pour la seule mesure d'activité partielle, les entreprises de la communauté d'agglomération ont bénéficié de 47,3 M€.

Sur le volet social et sanitaire, l'État a notamment mobilisé 275 879,39 € sur le territoire du SICOVAL au titre du remboursement de masques acquis par les collectivités. En matière de mobilité, l'État est intervenu pour compenser les pertes des autorités organisatrices des transports (AOM) à hauteur de 13 698 985 €.
En complémentarité avec ces mesures de soutien, l'État a déployé le Plan « France Relance » dont l'objectif est de soutenir l'investissement public et privé, d'accompagner les transitions écologiques et numériques et de renforcer la souveraineté de l'économie française. Pour le territoire du Sicoval, un volume de 23,3 M€ a d'ores-et-déjà été engagé au bénéfice des collectivités territoriales le composant, de ses entreprises et de ses habitants.

2 - Dans la durée du mandat municipal 2020-2026, il s'agit d'accompagner les collectivités dans leur projet de territoire, vers un nouveau modèle de développement résilient sur le plan écologique, productif et sanitaire. Le CRTE a vocation à traiter l'ensemble des enjeux du territoire, dans une approche transversale et cohérente, notamment en matière de développement durable, d'éducation, de sport, de santé, de culture, de revitalisation urbaine, de mobilité, d'accès au service, de développement économique, d'emploi, d'agriculture, d'aménagement numérique.

Les projets portés dans le cadre de ce contrat devront être économes en foncier et en ressources et améliorer l'état des milieux naturel, afin de s'inscrire dans les engagements nationaux de la stratégie bas carbone et de préservation de la biodiversité.

3 - Le CRTE constitue l'outil privilégié de contractualisation entre l'État et un territoire. Le CRTE regroupe les démarches contractuelles existantes. À l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération du Sicoval, le CRTE a vocation à intégrer l'ensemble des dispositifs contractuels de l'Etat, en particulier le Contrat de Transition Ecologique.

Le CRTE reprend également les actions prévues dans le plan climat air-énergie territorial (PCAET) du SICOVAL.

Conformément au volet territorial du protocole de préfiguration du Contrat de Plan Etat-Région, une convergence entre les dispositifs de contractualisation territoriale de l'État, via le CRTE, de la région, via le Contrat Territorial Occitanie et des dispositifs contractuels des autres collectivités sera engagée sur la base d'un projet de territoire partagé.

Dès lors qu'un axe stratégique du projet de territoire correspond à un contrat passé avec l'État, ce contrat a vocation à être inclus dans le CRTE. Cette logique intégratrice vise à simplifier l'accès des porteurs de projets aux crédits de l'État et de ses opérateurs.

Le CRTE est un contrat évolutif qui s'échelonne sur six années

Le présent contrat constitue, dans ce cadre, une étape dans la définition et la mise en œuvre d'une démarche commune vers les objectifs de relance et de transition écologique pour le territoire du SICOVAL. Il est conclu entre l'Etat, la Communauté d'Agglomération et à travers elle ses communes, avec la volonté d'y associer le Conseil Régional d'Occitanie Pyrénées Méditerranée, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, au travers d'un pacte territorial compris dans le projet de contrat de plan Etat-Région.

Un projet de territoire avec pour fondement l'innovation et la solidarité

La Communauté d'Agglomération du Sicoval rassemble 36 communes péri-urbaines au Sud-Est de Toulouse. Pionnière de l'intercommunalité de projet, dont elle a largement inspiré les lois, elle met en œuvre, depuis 45 ans, un projet politique pour son territoire avec pour fondement : l'innovation et la solidarité.

Au fil des ans, les communes ont enrichi les compétences « traditionnelles » du Sicoval (le développement économique et l'aménagement de l'espace) en lui confiant de nouvelles missions en prise directe avec le quotidien des habitants : habitat, transports, emploi, gestion de l'eau et des déchets, cohésion sociale, mais également depuis le 1er janvier 2012 les services relatifs à la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, le soutien à l'autonomie...

Depuis 2003, le projet politique global du Sicoval s'exprime sous la forme de nombreux documents programmatiques et notamment par la mise en œuvre d'un Agenda 21, confortant son engagement en faveur du développement durable. Un engagement récompensé en 2008, lorsque la Communauté d'Agglomération du SICOVAL fut la 1ère en Midi-Pyrénées à obtenir le label « Agenda 21 local France » et plus récemment en janvier 2020, la première de Haute-Garonne à signer un Contrat de Transition Ecologique avec l'Etat

L'Agenda 21 actuel 2014-2020 (étendu à 2021/2022 du fait de la crise sanitaire) s'inscrit dans une perspective à long terme, jusqu'à l'horizon 2030. Ce projet de développement durable pour le territoire a été élaboré à partir d'un bilan critique de ce qui avait été fait au préalable ainsi que de la participation des citoyens.

Il s'agit donc d'un projet partagé, fruit d'une construction collective. Il traduit l'engagement politique qui a pour ambition de faire du territoire :

• une terre d'accueil, qui s'organise autour du développement de l'habitat, des transports et des déplacements, de l'économie et de l'emploi...

• une terre de solidarités, qui propose des services à la personne, qui facilite l'accès aux droits, à la culture, aux sports et aux loisirs, qui encourage la vie associative créatrice de liens...

• une terre d'écocitoyenneté, engagée dans la lutte contre le changement climatique, la maîtrise de l'énergie, la préservation des ressources naturelles et de l'environnement à travers la prévention des déchets, la gestion de l'eau...

Anticiper, Accélérer et Accompagner les Transitions

En conséquence de la crise sanitaire, économique et sociale, cette ambition est amplifiée et bousculée en ce début de mandat 2020-2026 par l'accélération des phénomènes de transition :

- une **transition démographique** hors norme d'un territoire péri-urbain à la périphérie d'une grande agglomération en expansion et au contact de territoires ruraux en attente de solidarité.

- une **transition sociétale** traduite par une attente forte des habitants d'excellence du service public, de proximité et d'authenticité dans les modes de production et de consommation, d'affirmation du lien social.

- une **transition écologique** reposant sur l'accélération de la transition énergétique, l'aménagement durable du territoire, la promotion d'un Habitat de qualité, le développement des mobilités collectives et alternatives, le soutien à une économie de transition, la préservation de la biodiversité.

- une **transition économique** fortement impactée par la crise de la filière aéronautique et la nécessité de diversification des filières d'excellence portées par le territoire : Agro-biotechnologies, Spatial, Biotechnologies, numérique responsable, Fintech, Internet des objets, rénovation énergétique, énergie et construction éco-responsable, économie circulaire.

- une **transition numérique** reposant sur l'amélioration de l'accès à l'information (SDAN), l'accompagnement des publics, la fiabilisation, la maîtrise et la sécurisation des données, le développement des usages et des modes de production du service public, dans un partenariat fort avec le tissu économique local.

Ce projet de territoire repose sur le principe fondamental de faire communauté avec les communes, élus et acteurs du territoire et faire que le Sicoval incarne un territoire et développe une identité, en relation équilibrée avec les territoires voisins.
A ce titre, une identification des interactions à la fois en termes de flux de personnes, interactions économiques, gestion des ressources, flux financiers, services, etc. permettra de prioriser les thématiques de développement ou de renforcement des coopérations aux bonnes échelles.

Le contrat de relance et de transition écologique, participe et accompagne ces 5 transitions dans le développement du territoire du SICOVAL :

Orientation I : Accueillir les populations nouvelles en conservant l'identité du territoire à travers un équilibre entre habitat, activités et transport,

Orientation II ... tout en garantissant l'affirmation du lien social,

Orientation III ... en misant sur l'excellence environnementale du territoire,

Orientation IV ... sur l'innovation et les partenariats dans l'économie locale

Orientation V...et en accompagnant tous les publics dans la transition numérique.

Article 1er - Objet

L'objet du présent contrat est de définir un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre opérationnelle pour réussir collectivement la transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale du SICOVAL autour de projets concrets.

Article 2 – Stratégies du territoire

2.1 Stratégie de transition démographique

Constats :

Le SICOVAL est un territoire péri-urbain jouant un rôle à part entière d'équilibre entre le cœur de l'agglomération toulousaine et les coteaux du Lauragais. Territoire d'accueil hors norme de population depuis de nombreuses années, il préserve son identité à travers un développement équilibré entre habitat, activités et transport. Il protège également depuis sa création des espaces de respiration naturels ou agricoles de toute urbanisation. Enfin il garantit l'accès de toutes les populations à une forte qualité de vie à travers une politique dynamique de production de services.

Enjeux et Finalités de la transition démographique : Accueillir les populations nouvelles en conservant l'identité du territoire à travers un équilibre entre habitat, activités et transport,

1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais:

- Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.
- Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..
- Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais

2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports:

- Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance et pour pérenniser les terres agricoles, forestières et naturelles
- Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.
- Garantir l'accès de tous au territoire : logements, équipements et services.
- Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire
- Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.
- Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles
- Veiller à la qualité urbaine dans la zone sensible du canal du Midi

3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace:

- Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette, et respectueuse de la biodiversité, tout en maintenant la dynamique d'accueil économique en privilégiant le renouvellement urbain et le recyclage foncier déjà artificialisé (Projet de loi Climat et résilience).
- Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations
- Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire,
- Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,

4/ Garantir l'accès des usagers aux services:

- Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.
- Accompagner les centres-bourg vers la qualité urbaine notamment des espaces publics permettant de réduire la dépendance automobile et favoriser la piétonisation,
- Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale) et faciliter l'émergence de complémentarités territoriales,
- Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en termes d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite.

2.2 Stratégie de transition sociétale

Constats :

En tant que territoire péri-urbain subissant de plein fouet la rurbanisation et le brassage de populations, il est de fait très rapidement impacté par les phénomènes de transition sociétale. Ils se traduisent notamment par une attente forte des habitants d'excellence du service public, de

solidarité envers les plus démunis, de proximité dans la gouvernance du territoire, d'authenticité dans les modes de production et de consommation, et d'affirmation du lien social.

Enjeux et Finalités de la transition sociétale : Garantir l'affirmation du lien social

1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales:

- Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.
- Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).
- Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et l'accompagnement à la scolarité pour une réelle égalité des chances.
- Contribuer à l'autonomie des jeunes adultes.
- Améliorer l'accès à la culture et au sport

2/ Renforcer les solidarités dans un contexte inédit de crise et faire en sorte que le bloc local joue un rôle de bouclier social face aux situations de rupture, d'isolement et de précarité:

- Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants...),
- Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire...)
- Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes...
- Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC...) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.
- Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.

3/ Conforter la cohésion sociale et le « vivre ensemble » sur le territoire:

- Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.
- Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).
- Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.
- Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.
- Favoriser des actions intergénérationnelles.
- Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.
- Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.
- Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.
- Lutter contre les violences faites aux femmes.



4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers (tous services concernés: soins, logement, emploi, accueil petite enfance, enfance, jeunesse, services de soutien à l'autonomie...):

- Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré ...) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services
- Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité...).
- Elaborer un Projet Territorial de Santé afin d'améliorer l'offre globale.

5 /Mieux articuler les politiques sociales avec les autres politiques publiques et développer les partenariats:

- Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.
- Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.
- Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.
- Renforcer la lisibilité de l'action publique locale par une démarche collective de qualité des accueils.
- Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.
- Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.
- Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région...)
- Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.

2.3 Stratégie de transition écologique et énergétique :

Constats :

Engagé depuis de nombreuses années dans la transition écologique et énergétique, le Sicoval a fait au fil des années de l'excellence environnementale un de ses fers de lance. Son action repose sur l'accélération de la transition énergétique, l'aménagement durable du territoire, la promotion d'un Habitat de qualité, le développement des mobilités collectives et alternatives, le soutien à une économie responsable et la préservation de la biodiversité. Conscient de la richesse environnementale et paysagère de son territoire et de l'importance de la qualité de l'environnement pour le « bien vivre » local et global, le Sicoval est depuis sa création engagé dans la préservation de ses espaces naturels et de la biodiversité. Cet engagement s'est traduit dès 1980 par la signature d'une charte d'aménagement qui protège plus de 60% de son territoire contre toute mutation à destination urbaine.

Enjeux et Finalités de la transition énergétique et écologique : Miser sur l'excellence environnementale du territoire



1/ Accélération de la transition énergétique afin de réduire de 60% des émissions de gaz à effet de serre et de 50% de la consommation énergétique du territoire (par rapport à 2013) ainsi qu'une multiplication par 3 (par rapport à 2012) du recours aux énergies renouvelables dans les consommations énergétiques du territoire :

- Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables, notamment sur les espaces construits et bétonnés (Projet de loi Climat),
- Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.
- Promouvoir et développer la construction durable et décarbonée (stratégie nationale bas carbone) à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.

2/ Aménagement durable du territoire et promotion d'un Habitat de qualité:

- Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.
- Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.
- Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.
- Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.

3/ Développement des mobilités collectives et alternatives :

- Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.
- Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030
- Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.
- Améliorer la qualité des espaces publics des centre-bourgs pour favoriser la piétonisation des petites distances

4 /Soutien à une économie de transition:

- Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.
- Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.
- Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.

5/ Préservation de la biodiversité et de la qualité de vie du territoire:

- Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.



- Réduire la production de déchets en accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.
- Préserver et sécuriser la ressource en eaux.
- Favoriser les démarches en faveur de la replantation de haies dans les espaces agricoles
- Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.

L'État mobilise d'ores et déjà une enveloppe de 8,4 M€ sur le territoire de l'agglomération du Sicoval au bénéfice de la rénovation énergétique des bâtiments, axe majeur du volet écologie du plan « France Relance ». Dans ce cadre, près de 6,4 M€ sont investis par l'Etat au bénéfice de la rénovation de son propre patrimoine bâti (14 projets en cours) et 2M€ dans le cadre de l'appel à projet national Massi-Réno.

L'État est également intervenu pour soutenir l'investissement des collectivités territoriales fragilisées par les conséquences économiques de la crise sanitaire. Au titre des exercices 2020 et 2021, l'État a d'ores et déjà engagé sur le territoire de l'agglomération du SICOVAL plus de 1,6M€ (DETR, DSIL classique, DSIL relance, FNADT), dont 280 000 € au titre du Plan France relance. Ces projets participeront du soutien des entreprises locales de la filière du bâtiment et des travaux publics.

2.4 Stratégie de transition économique

Constats :

Le Sicoval est depuis sa création reconnu pour son dynamisme économique permettant de préserver l'équilibre entre offre d'emplois et accueil de population.
La grande majorité des emplois se situent sur le nord du territoire (Labège, 40% des salariés), Ramonville-Saint-Agne, Castanet-Tolosan, Escalquens). Le tissu économique essentiellement réparti au sein de filières d'excellence : La filière numérique, la filière Biotech, Santé et dispositifs médicaux, la filière agriculture et agro-chaînes et bien sûr la filière aéronautique et spatial malheureusement fortement impactée par la crise sanitaire actuelle. L'aménagement de zones d'activités est une compétence stratégique pour favoriser le développement économique équilibré et cohérent. L'innovation et les partenariats de développement sont des caractéristiques importantes du développement du territoire.

Enjeux et Finalités de la transition économique : Miser sur l'innovation et les partenariats dans l'économie locale

1 / Attirer, prospecter les talents et rayonner:

- Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.
- Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.
- Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.



- Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.
- Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.
- Développer le tourisme d'affaire.
- Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire, notamment par la contribution à la mise en valeur du Canal du Midi – Patrimoine mondial de l'UNESCO (Plan de gestion du Canal du Midi).

2/ Orienter et transformer notre offre d'accueil:

- Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).
- Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)
- Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.
- Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.

3/ Poursuivre un développement harmonieux, durable et solidaire:

- Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).
- Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,
- Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.
- Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace
- Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.

Dans le cadre du déploiement du volet industriel du Plan « France Relance » un volume d'aides de 9,6 M€ ciblés sur 42 projets d'entreprises, a déjà été engagé par l'État en soutien de l'investissement des entreprises participant à la résilience du tissu économique.

2.5 Stratégie de transition numérique

Constats :

Le Sicoval et les communes de son territoire sont engagés dans une transition numérique d'ampleur reposant sur l'amélioration de l'accès à l'information (SDAN), l'accompagnement des publics, la fiabilisation, la maîtrise et la sécurisation des données, le développement des usages et des modes de production du service public, dans un partenariat fort avec le tissu économique local.

Enjeux et Finalités de la transition numérique : Accompagner tous les publics dans la transition numérique

1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):

- Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.

2/ Accompagnement des publics:

- Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.
- Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.

3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données:

- Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.
- Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.
- Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local

4/ Développement des usages et des modes de production du service public:

- Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.
- Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services.
- Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.
- Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.
- Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental

5/ Partenariat fort avec le tissu économique local:

- Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.
- Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.
- Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.

La communauté d'agglomération du SICOVAL a souhaité s'inscrire dans une expérimentation locale de lutte contre l'illectronisme. Afin de favoriser l'inclusion numérique le SICOVAL bénéficiera du déploiement de 4 conseillers numériques France services pour un montant total de 200 000 €.

Article 3 – Priorités d'action et principes de mise à jour du CRTE

Les stratégies du territoire sont déclinées en actions à conduire sur le territoire portées soit par le Sicoval soit par les communes. A titre d'illustration, une liste indicative de ces actions figure en annexe 2. Cette liste ne présage pas, à ce stade, des participations effectives de l'État ni des autres financeurs.
Les crédits de l'Etat mobilisables pour les opérations du CRTE sont ceux de la DSIL relance, de la DSIL de droit commun, de la DETR, du FNADT, des ministères concernés par les contrats ou les axes thématiques intégrés dans le CRTE, des opérateurs partenaires.

Article 4 - Engagements des partenaires

Le présent accord établit les bases, objectifs et grandes thématiques de coopération entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération en matière de relance et de transition écologique.

Les deux parties conviennent de poursuivre, le dialogue contractuel pour faire évoluer régulièrement le Contrat territorial de Relance et de Transition Ecologique de la Communauté d'Agglomération du SICOVAL

Celui-ci intégrera, à partir du présent contrat et en l'élargissant le cas échéant à d'autres thématiques (culture, sport, emploi....), les engagements partagés du prochain contrat de plan Etat-Région.

Il aura pour objectif de proposer un cadre contractuel clair, ambitieux et dynamique, véritable outil de visibilité et de mise en cohérence des politiques publiques de l'Etat sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du SICOVAL sur la période 2021-2026. Il permettra d'assurer, au niveau du territoire, une convergence des stratégies, actions et moyens de l'Etat et du SICOVAL, et un dialogue permanent, en lien avec ceux des collectivités et partenaires associées dans le contrat directement ou en parallèle du contrat notamment à travers la mise en place d'une conférence des financeurs qui se réunira régulièrement et au moins une fois par an.

Les partenaires du CRTE s'engagent à tout mettre en œuvre pour assurer la réalisation des premières actions inscrites à ce contrat.

4.1. La Communauté d'Agglomération du Sicoval.

En signant ce CRTE, le Sicoval assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la transition écologique, du développement économique et de la cohésion de son territoire. Elle porte la démarche et l'intègre dans ses politiques publiques.

La collectivité s'engage à désigner dans ses services un référent responsable du pilotage du CRTE qui sera l'interlocuteur des services de l'État pour la mise en œuvre du contrat et son évaluation.

4.2. L'État, les établissements et opérateurs publics

L'État mobilise, sous l'égide de la préfecture, les services de l'État et de ses opérateurs.
L'aide de l'État peut également consister, dans le respect du droit de la concurrence, en un appui en ingénierie.

L'État s'engage au moyen de ses services et établissements à accompagner les évolutions et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets. L'appui de l'État portera en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

Des données d'observation et d'analyse territoriale avec la mise à disposition par l'ANCT d'un portrait du territoire sur lequel le périmètre du contrat est assis sont mobilisables par les collectivités. Il comprend les principales données et cartographies issues de l'Observatoire des territoires, à mettre en perspective pour le projet de territoire pour lui permettre de se situer dans son environnement (comparaison au sein du bassin de vie, du département, de la région, au niveau national...).

Considérant les ambitions du Sicoval en matière de transition écologique et d'économie circulaire, le Préfet de la Haute-Garonne a identifié le Sicoval comme démonstrateur et a souhaité accompagner le territoire dans la mise en œuvre de ses actions. A ce titre, le Sicoval bénéficiera d'un appui technique et financier pour la mise en œuvre de son CRTE proposé par l'ADEME via le Contrat d'objectif territorial (COT). Ce COT devra s'articuler avec le projet de territoire et les axes stratégiques identifiés, et décliner le programme d'action. L'accompagnement financier est établi sur la base des résultats obtenu.

L'État s'engage à désigner dans ses services un référent responsable du pilotage du CRTE qui soit l'interlocuteur des services de la collectivité pour la mise en œuvre du contrat et son évaluation.

4.3. Résultats attendus du futur CRTE

Les parties s'engagent à assurer un suivi des actions financées. Les modalités d'évaluation et les indicateurs d'impacts ou de résultats dans les dimensions économiques, sociales et environnementales qui seront définis dans le cadre de la mise en œuvre du CRTE à travers le programme annuel décliné en fiches actions.

Les montants prévisionnels des investissements pluriannuels mentionnés ne peuvent engager les partenaires et l'État, qui est assujetti au principe d'annualité budgétaire.

Cette programmation sera examinée selon les modalités propres à chaque financeur. Une sélection sera opérée, chaque année, dans la limite des enveloppes disponibles.

Le comité de pilotage sera réuni à minima une fois par an et autant de fois que nécessaire, sur convocation des membres par M. le préfet et M. le président du Sicoval pour :

- Présenter et examiner le bilan annuel soumis par le comité technique et la programmation des actions
- Étudier et arrêter les demandes d'évaluation du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

5.2. Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et du Sicoval. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Le comité technique est composé de :

- Un référent technique du Sicoval ;
- Un représentant de l'État ;
- Tout autre acteur mobilisé pour l'élaboration et la mise en œuvre du contrat (signataire ou non).

Le comité technique territorial sera réuni à minima une fois par an avant chaque comité de pilotage et autant de fois que nécessaire, sur convocation des membres.

Les décisions de financements des actions proposées relèveront des mécanismes de décision propres à chaque financeur.

Article 6 – Entrée en vigueur

L'entrée en vigueur du présent CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

Signé le 3 janvier 2021

Le préfet de la région Occitanie
préfet de la Haute-Garonne

Étienne GUYOT

Le Président du Sicoval

Signé électroniquement par : Jacques OBERTI
Date de signature : 10/01/2022
Qualité : Président SICOVAL

Jacques OBERTI

Article 5 – Gouvernance - Comité de suivi et de programmation

Une gouvernance unifiée et un processus de programmation unique des projets, seront définis ultérieurement dans le cadre d'un pacte territorial Etat-Région-Département-Territoire. Cet accord de gouvernance vaudra convention d'application de l'action 10.1 du CPER 2021-2027 (Volet territorial) et favorise une mobilisation coordonnée des dispositifs et moyens des partenaires signataires.

Dans l'attente de l'élaboration et de la signature du Pacte territorial, les dispositions suivantes seront mises en œuvre.

Les représentants de l'État et du Sicoval mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

Le volet gouvernance sera complété par voie d'avenant notamment suite à l'élaboration et à la signature d'un pacte territorial.

5.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est coprésidé par le préfet du département, ou son représentant, et par le président du Sicoval ou son représentant.

Pourront également être associés, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées en fonction des thématiques et des projets couverts par le CRTE (représentant des chambres consulaires, experts, etc...)

Le comité de pilotage assure le suivi de la mise en œuvre du CRTE : prise en compte de la cohérence des plans d'actions avec la stratégie du CRTE ainsi qu'avec le cadre national, suivi de programmation et de la consommation des crédits alloués, fonctionnement de la procédure...

Le suivi général s'appuiera sur la présentation à chaque réunion d'un état d'avancement des opérations, présentant l'ensemble des actions réalisées et inscrites au contrat.

Le comité validera notamment le plan d'actions annuel déposé dans le cadre du CRTE, ce programme présentera une hiérarchisation des opérations déposées en fonction de leur cohérence avec les objectifs du CRTE. Cette hiérarchisation sera proposée par le comité technique (confère ci-dessous).

Annexes

Annexe 1 – Diagnostics du territoire :

- Bilan du Plan Climat-Air-Energie-Territorial 2020
- Bilan des PADD Communaux 2021
- Codev saisine Centres Bourgs 2020
- Codev saisine identité du Sicoval 2020
- Contribution SRADDET 2018
- Diagnostic Transformation numérique 2019
- Portrait de territoire – 2019
- Portrait de territoire – 2018
- Rapport de développement durable 2020

Annexe 2 – Liste indicative d'actions à conduire sur le territoire portées par le Sicoval et les 36 communes.

Plan Climat Air Énergie Territorial

Bilan année 2 – Cotech du 17 décembre 2020

Communauté d'agglomération Sicoval du Sud-Est Toulousain

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE

TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ADEME AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

TERRE CRÉATIVE & SOLIDAIRE

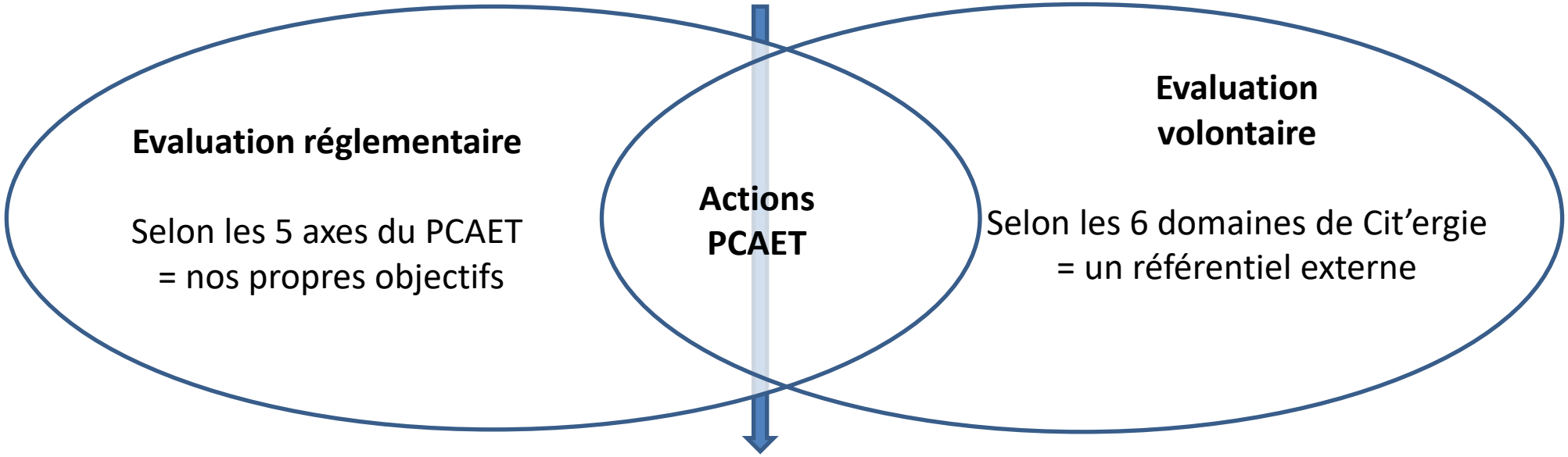
www.sicoval.fr

Ordre du jour

- Rappel sur l’articulation Cit’ergie/ PCAET
- Bilan de la deuxième année de mise en œuvre et perspectives 2021
- Perspectives Cit’ergie et bilan

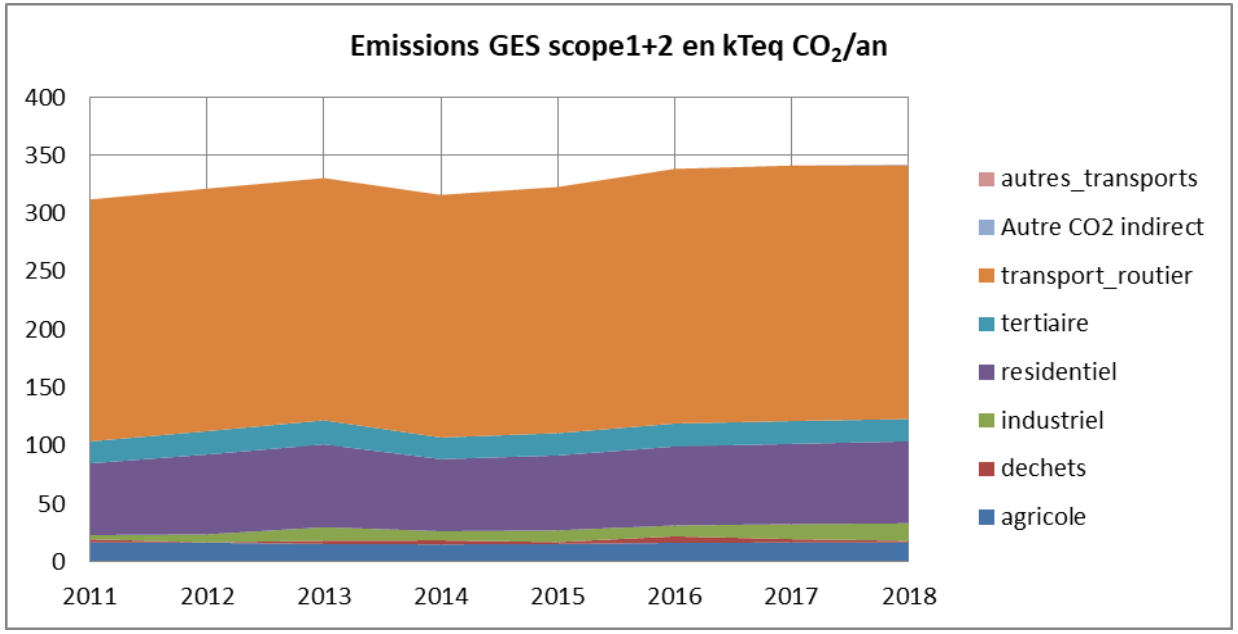
Articulation du suivi PCAET / Cit'ergie

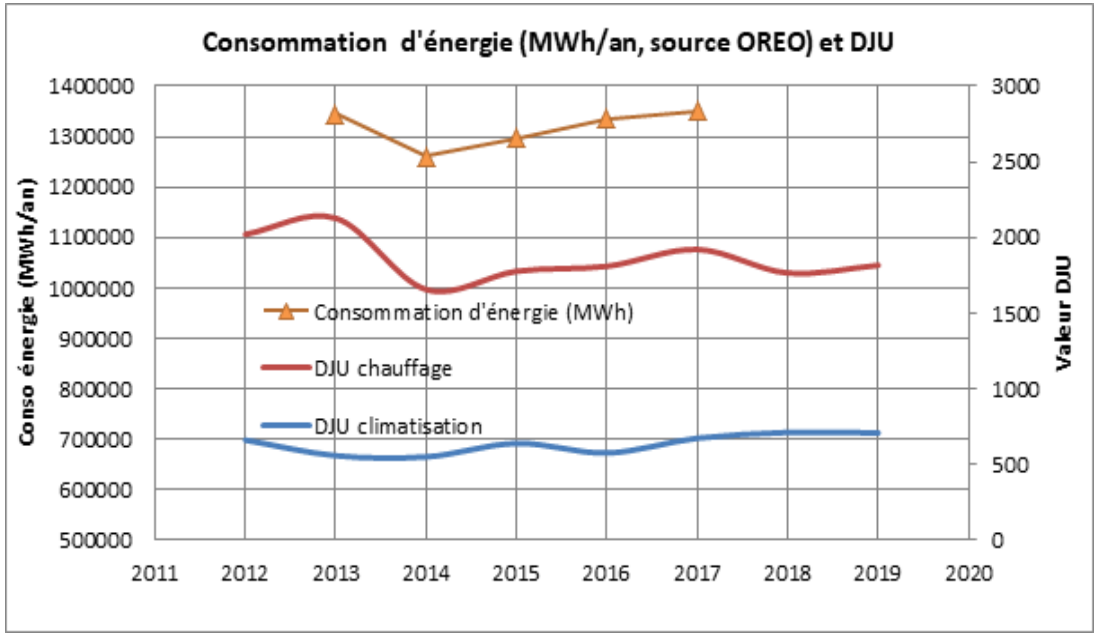
Un seul programme
Un suivi commun

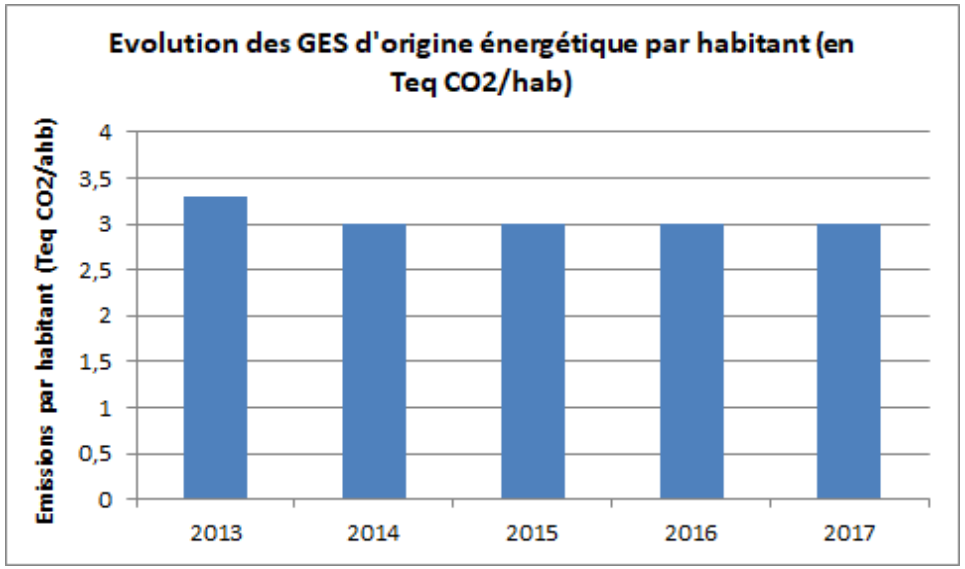


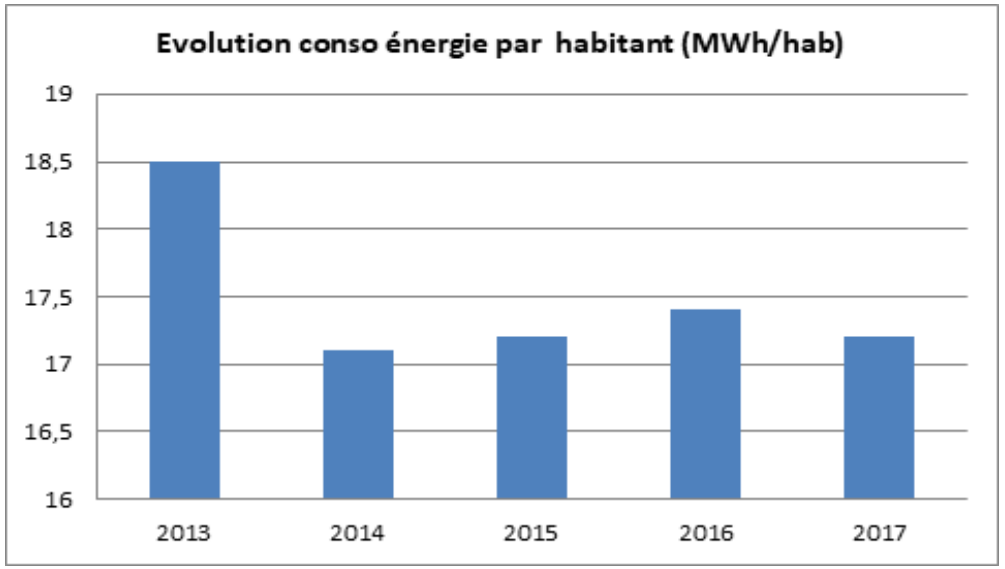
Des évaluations différenciées

L’avancement et les leviers

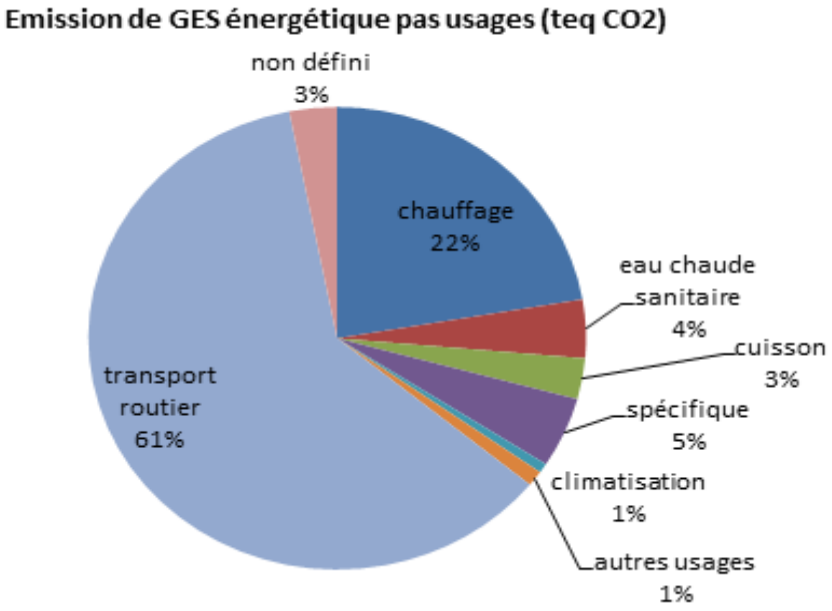


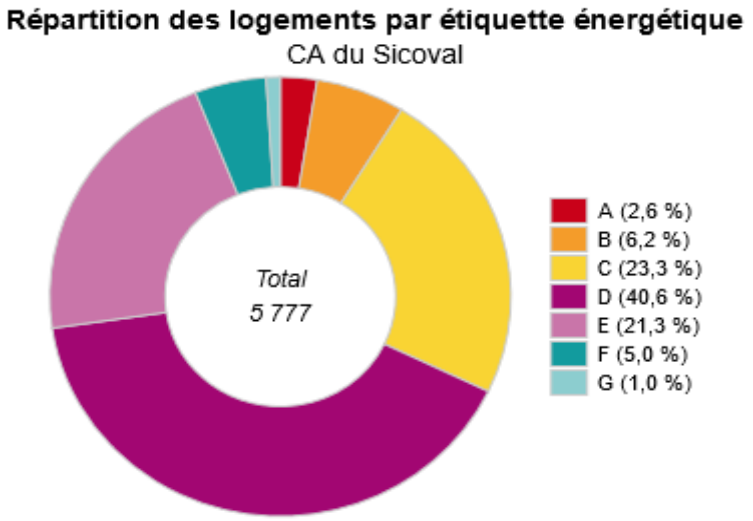




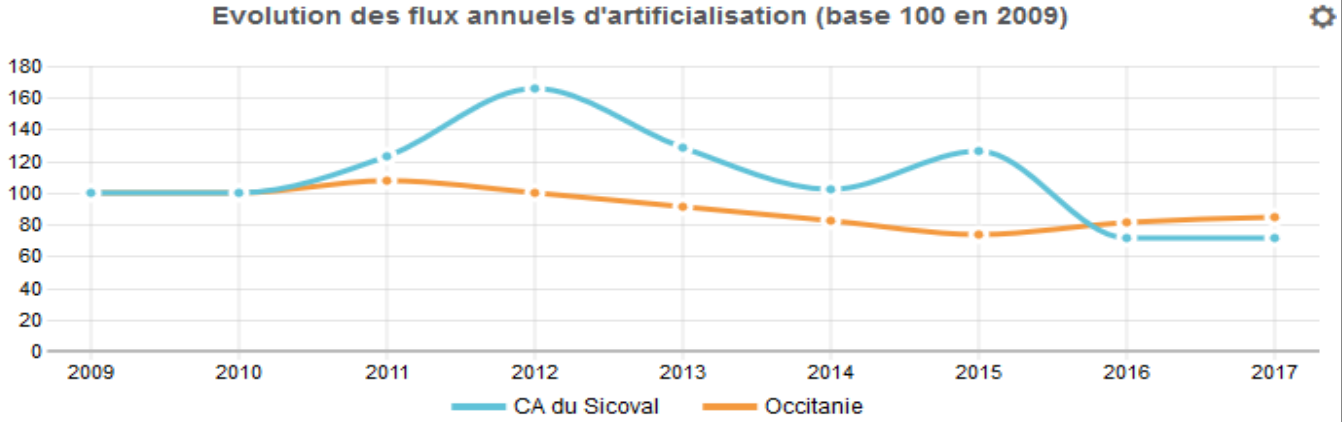


L’avancement et les leviers

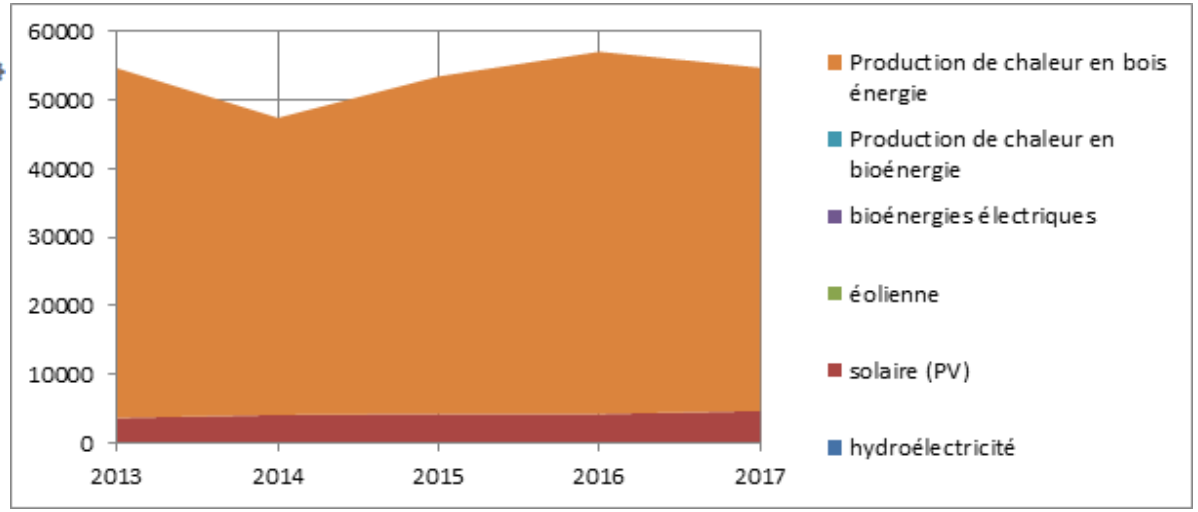




Source : ADEME DEP - retraitement DREAL



Source : Observatoire national de l'artificialisation - Plan national Biodiversité



Niveau d'avancement global

- **Taux d'avancement des actions :**

	2019	2020
Non commencé	7	4
En cours de lancement ou validation 25%	18	8
En cours de déploiement 50%	23	20
En phase finale 75%	6	19
Action terminée 100% ou croisière	0	3
	~~34%~~ 38%	58%

- **54 actions**

Axe 1 : Un territoire en transition énergétique	**73%**
Axe 2 : Un air respirable, un enjeu sanitaire	**53%**
Axe 3 : Changement climatique	**55%**
Axe 4 : Un territoire à entraîner	**58%**
Axe 5 : Un programme d'actions efficient	**48%**
Le Sicoval : Collectivité exemplaire	**58%**

Axe 1 : Un territoire en transition énergétique

Diminuer la **consommation** d'énergie

- Rénovation énergétique Renoval et PIG : toujours efficace
- Certification des constructions de logements (CERQUAL) : 420 en 2019
- Bâtiments tertiaires : stratégie DD sur Enova
- Schéma Directeur Immobilier et Energie en route

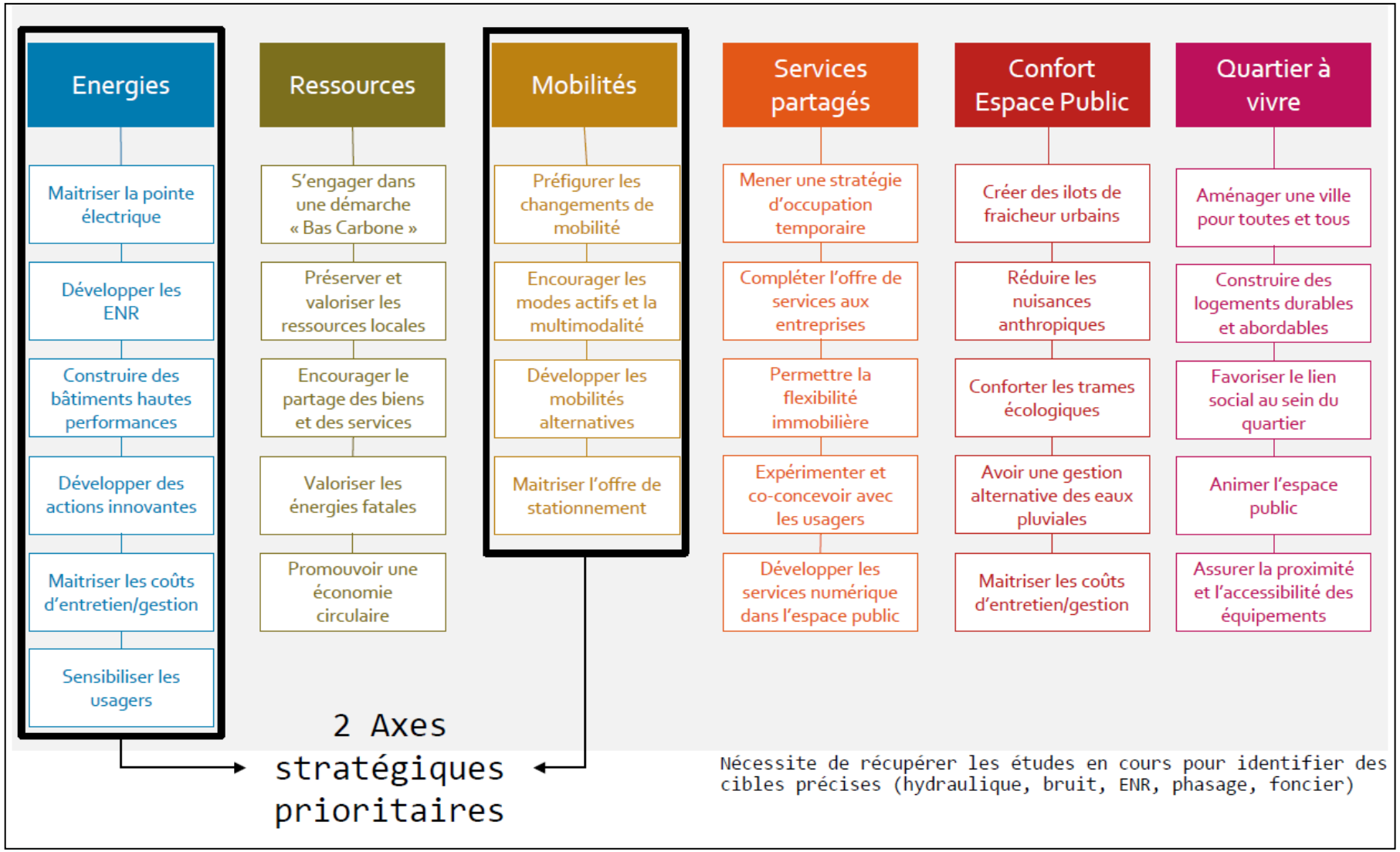
Augmenter la production d'**EnR**

- Création d'un opérateur énergie (type SEM)
- Chaleur renouvelable : animateur ENR (8 projets en 2020)
- Soutien aux initiatives citoyennes EnR : +3 toits installés, recherche des toits

Encourager l'**innovation**

- **Projet EcoBatiVal**
- **ALSH de Castanet E_4C_2**

La stratégie de développement durable d'Enova



=> Un cahier de prescriptions environnemental et de développement durable (CPEDD)

La stratégie de développement durable d'Enova

- **Des limites opérationnelles à la mise en œuvre et au contrôle du CPEDD**
- **Finalement, ce qui sera imposé :**

POUR LE NEUF

2 alternatives possibles mais obligatoires :

- **Choix 1 : un projet ambitieux et complet**
  - label transversal : BDO ou HQE
  - + le label biodivercity
- **Choix 2 : un projet exceptionnel dans un domaine**
  - label thématique (Biossourcé, BEPOS, Minergie ...)
  - + prescriptions générales pour thématiques non traitées
  - + le label biodivercity

POUR LE RENOUVELLEMENT URBAIN

Recommandations du CPEDD

Démarche facultative

Incitation via un système de décote financière

bdo Bâtiments Durables Occitanie

NF HQE

biodivercity

Axe 1 : Un territoire en transition énergétique

Diminuer la **consommation** d'énergie

- Rénovation énergétique Renoval et PIG : toujours efficace
- Bâtiments tertiaires : **stratégie DD sur Enova**
- Schéma Directeur Immobilier et Energie en route

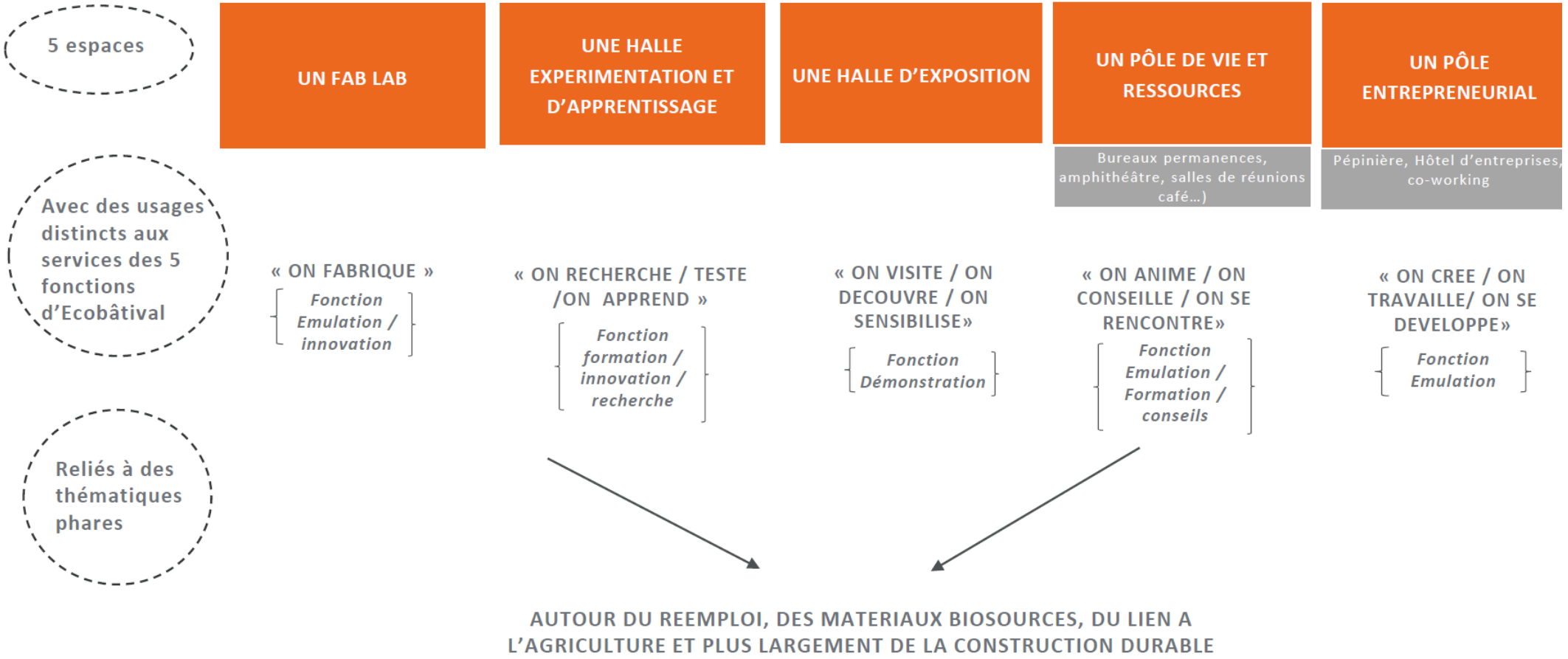
Augmenter la production d'**EnR**

- Création d'un opérateur énergie (type SEM)
- Certification des constructions de logements (**CERQUAL**) : 420 en 2019
- Chaleur renouvelable : animateur ENR (8 projets en 2020)
- Soutien aux initiatives citoyennes EnR : +3 toits installés, recherche des toits

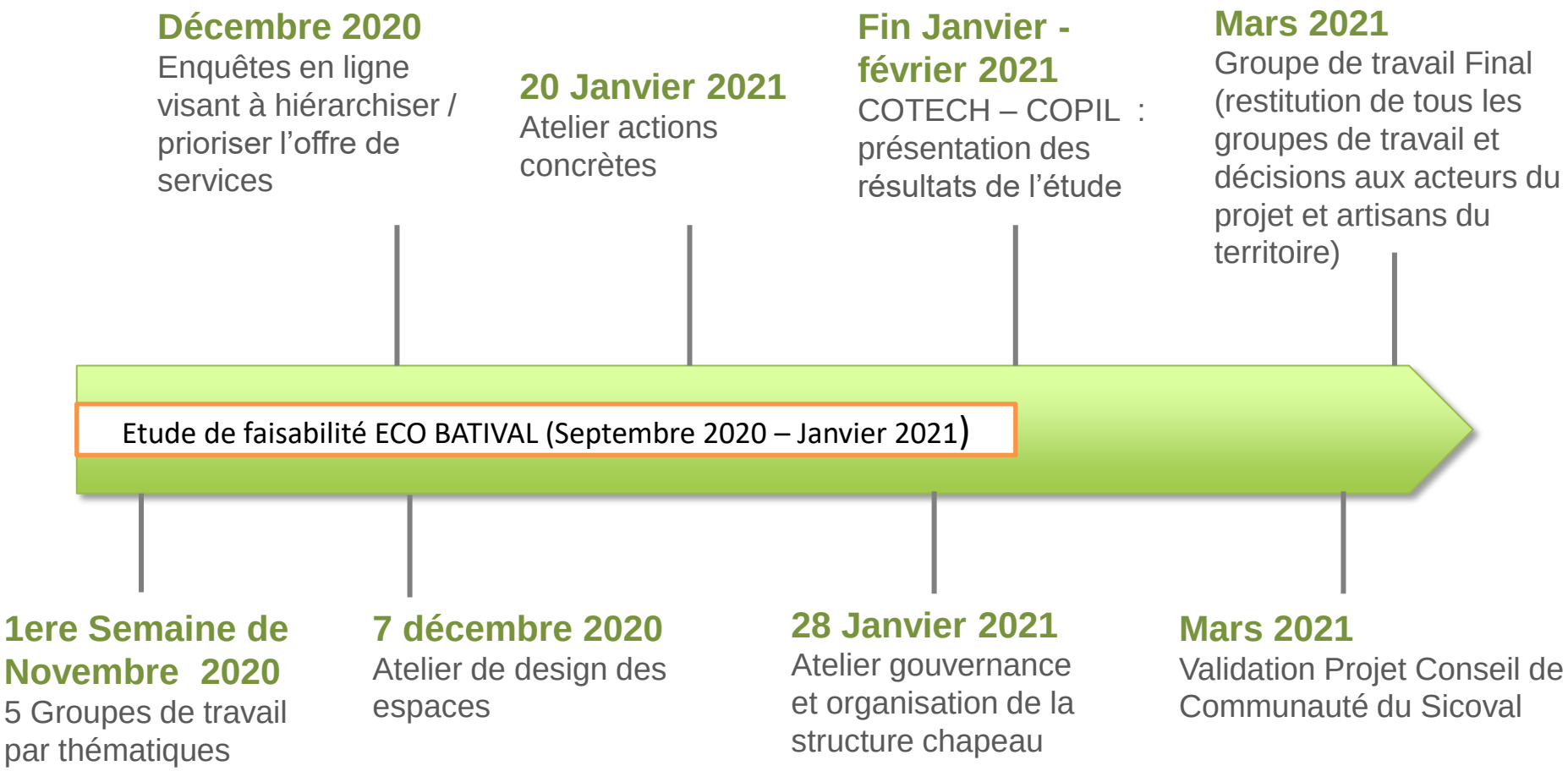
Encourager l'**innovation**

- **Projet EcoBatiVal**
- **ALSH de Castanet E_4C_2**

La modélisation du projet ECO BATIVAL : une organisation par espaces



Calendrier prévisionnel faisabilité



Axe 1 : Un territoire en transition énergétique

Diminuer la **consommation** d'énergie

- Rénovation énergétique Renoval et PIG : toujours efficace
- Bâtiments tertiaires : **stratégie DD sur Enova**
- Schéma Directeur Immobilier et Energie en route

Augmenter la production d'**EnR**

- Création d'un opérateur énergie (type SEM)
- Certification des constructions de logements (**CERQUAL**) : 420 en 2019
- Chaleur renouvelable : animateur ENR (8 projets en 2020)
- Soutien aux initiatives citoyennes EnR : +3 toits installés, recherche des toits

Encourager l'**innovation**

- **Projet EcoBatiVal**
- **ALSH de Castanet E_4C_2**

Pour le programme 2021 :

› Pérenniser Renoval
› Etablir un Schéma Directeur territorial des EnR
› Lancer le cadastre solaire
› ZAC du Rivel à Energie Positive

Quelles nouvelles idées à intégrer dans le programme d'actions ?

Axe 2 : Un air respirable, un enjeu sanitaire

Limiter le **trafic routier** et accélérer le report modal

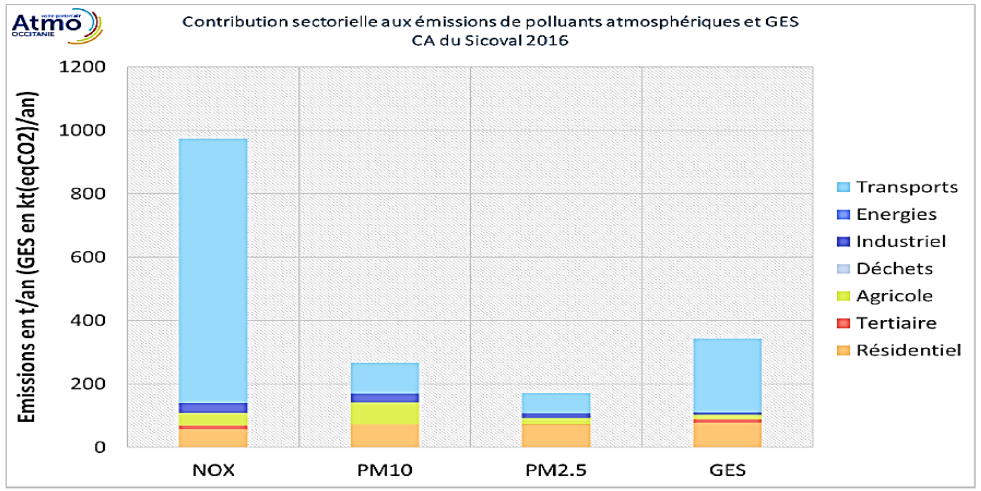
- Plan Territorial de Mobilité : stand-by
- **Station V à Labège**
- Mobilités douces : actions avec la CMA, schéma directeur cyclable et 41 spots covoiturage
- Plan pluriannuel renouvellement flotte véhicules GNV : 9 véhicules mixtes GNV/ess. + 1 PL GNV

Agir sur les émissions de polluants liés au **résidentiel**

- Sensibilisation aux gestes polluants l'air et qualité de l'air intérieur

Limiter les émissions de polluants du secteur **agricole**

- Partenariat avec des entreprises innovantes sur les bio-contrôles et bio-fertilisants



Contribution sectorielle aux émissions – SICOVAL – 2016

Pour le programme 2021 :

› Poursuivre les avancées sur le programme existant :
- Mobilité GNV : projets longs et parfois retardés (étude biogaz)
- Le CTE pour accélérer les projets
- Un schéma directeur cyclable 2021-2030 avec 10 M€ d'investissement

› Quelles nouvelles idées à intégrer dans le programme d'actions ?

Axe 3 : Changement climatique : un territoire concerné et une population vulnérable

Atténuer l'impact du territoire sur le climat

- Economie circulaire : la **Ressourcerie**
- Les actions bien implantées se poursuivent et intègrent l'EC (prévention déchets, eau potable, cours d'eau…)

Adapter les usages et anticiper le changement climatique pour protéger l'environnement

- Signature d'une **Charte de l'Arbre** : 34 signataires
- Guide rédaction PLU
- **Projet Alimentaire de Territoire**
- Charte restauration scolaire : travail sur le marché denrées alimentaires 2021

Pour le programme 2021 :

› Poursuivre les avancées sur le programme existant :
- Urbanisme : travail sur un document cadre de rédaction des PLU
- Biodiversité : travail sur un Atlas de la Biodiversité de Collectivité (ABC)
- Intégration du climat dans les politiques déchets, transports, autre?

› Quelles nouvelles idées à intégrer dans le programme d'actions ?

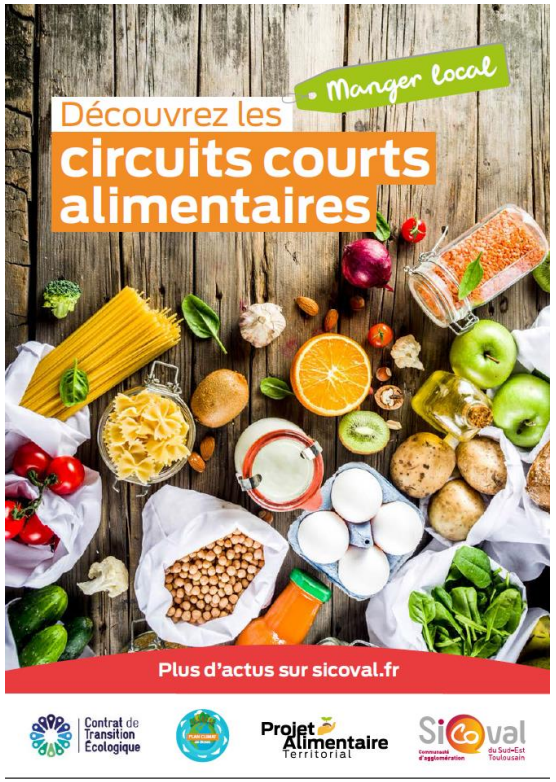
Projet Alimentaire Territorial







PROCHAINES ETAPES



Janvier/ Février 2021

- Dépôt dossier candidature PNA
- Focus Groupe

Mars/Juin

- Mise en place comité co-construction
- Élaboration Stratégie

Septembre /Décembre 2021

Élaboration du Programme d'actions

Axe 3 : Changement climatique : un territoire concerné et une population vulnérable

Atténuer l'impact du territoire sur le climat

- Economie circulaire : la **Ressourcerie**
- Les actions bien implantées se poursuivent et intègrent l'EC (prévention déchets, eau potable, cours d'eau…)

Adapter les usages et anticiper le changement climatique pour protéger l'environnement

- Signature d'une **Charte de l'Arbre** : 34 signataires
- Guide rédaction PLU
- **Projet Alimentaire de Territoire**
- Charte restauration scolaire : travail sur le marché denrées alimentaires 2021

Pour le programme 2021 :

› Poursuivre les avancées sur le programme existant :
- Urbanisme : travail sur un document cadre de rédaction des PLU
- Biodiversité : travail sur un Atlas de la Biodiversité de Collectivité (ABC)
- Intégration du climat dans les politiques déchets, transports, autre?

› Quelles nouvelles idées à intégrer dans le programme d'actions ?

Axe 4 : Un territoire à entraîner

Sensibiliser tous les acteurs

- Pas de stratégie approuvée mais des actions vers tous les acteurs

Entraîner et valoriser

- Animations mobilité
- Charte climat entreprise dynamique toujours présente
- Relais de RENOVAL, animation chaleur renouvelable, charte éclairage public

Le Sicoval, collectivité exemplaire

- **Plan de mobilité interne** pour le nouveau siège
- Critères achats durables

Pour le programme 2021 :

› Poursuivre les avancées sur le programme existant :
- Renforcer la visibilité des actions ?

› Quelles nouvelles idées à intégrer dans le programme d'actions

Axe 5 : Un programme d'actions efficient

Développer les **partenariats**

- Sicoval : territoire de partenariats

Capter les **financements**

- Financements CEE via le pg **ACTEE** porté par Soleval + via le SPIRE (Renoval)

Evaluer les projets

- Suivi budget énergie : simple extraction

Pour le programme 2021 :

› Poursuivre les avancées sur le programme existant :

- Accompagnement des entreprises à construire
- Analyse dépenses / recettes énergie
- Relancer les CEE classiques
- Tiers-investissement sur des projets rentables, tels que les ombrières sur parking

› Quelles nouvelles idées à intégrer dans le programme d'actions ?

Evaluation Cit'ergie

Domaines du référentiel Citergie	Potentiel de points Noir : nb de point max possible Bleu : nb de point max possible rapport aux compétences de la collectivité	% des points obtenus
Planification	70/84	63,3 %
Patrimoine	72/76	51 %
Energie, eau, assainissement, déchets	55/104	43 %
Mobilité	56/96	51 %
Organisation	44/44	50 %
Communication, coopération	94/96	64 %
TOTAL	**393/500**	**55 %**

Niveau Cit'ergie

Le Sicoval est notée sur 393 et non sur 500, au regard de ses compétences

Le SiCOVAL obtient 55% des 393 points

Evaluation Cit'ergie

Domaines	Notation	Principales actions
1. Planification du développement territorial	Etat initial : 63%	PCAET – Politique déchet – PLH – PIG – Renoval - Cerqual
		Engagé : Opérateur énergie – Label construction tertiaire **Pour aller plus loin :** Formaliser la prise en compte transversale de l'adaptation au changement climatique – Renforcer la prise en compte énergie climat dans les instruction de PC
2. Patrimoine de la collectivité	Etat initial : 51 %	Charte qualité EP – Gestion énergétique des bâtiments
		Engagé : La mise en place d'un schéma directeur immobilier ainsi que d'un schéma directeur de l'énergie (patrimonial) - Formaliser le développement des ENR - Systématiser la performance énergétique des nouveaux bâtiments, dans une logique de coût global -Généraliser l'application de la Charte de l'éclairage public / Achat mutualisé électricité verte **Pour aller plus loin :** Réaliser des projets concrets qui vont améliorer la performance (hausse des indicateurs : chaleur et électricité renouvelable) – Renforcer les actions d'économie d'eau sur le patrimoine

Evaluation Cit'ergie

Domaines	Notation	Principales actions
Approvisionnement énergie, eau, assainissement	Etat initial : 43 %	Politique réseau de chaleur- Taux production ENR, notamment chaleur – Stratégie compostage –
		Engagé : Boucle d'eau tempérée sur Enova – ZAC énergie positive Rivel - Programme d'optimisation énergétique des STEP – Cadastre solaire **Pour aller plus loin :** Schéma ENR - inciter à l'achat d'électricité verte – labellisation des réseaux - Renforcer la performance énergétique des réseaux d'eau potable
Mobilité	Etat initial : 50 %	Qualité offre TC – Schéma directeur cyclable – Maison de la mobilité
		Engagé : Plan de mobilité territorial - Plan de mobilité interne - plan de renouvellement et d'achat de véhicules - Poursuivre le déploiement des bornes électriques – Pérennité du schéma cyclable et articulation avec communes **Pour aller plus loin :** • Mise en place de doctrines : le stationnement, la limitation de vitesse, la logistique urbaine • Intégrer les stationnements dans le schéma directeur vélos • Développer les tiers lieux et le télé-travail

Evaluation Cit'ergie

Domaines	Notation	Principales actions
Organisation interne	Etat initial : 50 %	Moyens humains – système de suivi – marchés publics responsables
	Programmé :	**Engagé :** Mise en œuvre du suivi **Pour aller plus loin :** Une participation du personnel et une démarche d'exemplarité interne à relancer Intégration de ces questions dans les objectifs des directions, des fiches de poste et politique de formation air-énergie-climat par métier Consolider un budget global climat-air- énergie
Coopération communication	Etat initial : 64 %	Identité DD – partenariats nombreux et diversifiée– concertation ancienne - SOLEVAL
	Programmé :	**Engagé :** Club climat / Alimentation **Pour aller plus loin :** Tourisme durable Arboriculture/sylviculture/ séquestration Nouveaux dispositifs financiers (tiers financement, appels à projet)

Quelles perspectives ?

- **Un niveau Cit'ergie confortable et qui continue de progresser**
- **Un nouveau référentiel qui changera un peu la notation, sans mettre la labellisation en danger au regard de la dynamique actuelle**
- **Le niveau Gold : 75 %, une perspective lointaine !**
- **La création d'un niveau intermédiaire à 67 % est envisagé et pourrait être un point d'étape**

⇒ **Se fixer une « route vers le Gold » en s'inspirant des collectivités ayant passé ce cap ?**

Exemple GOLD : Echirolles



Evolution des scores d'Echirolles entre 2007 et 2020 (%)

	2007	2011	2016	**2020**	évolution 2011-2020	progressions significatives
Domaine 1	?	73	67,8	**83,7**	10,7	Projets de rénovation ANRU Village 2 réalisé entre 2006 et 2018, OPATB suivi du soutien du programme Mur Mur (1700 logements rénovés entre 2010 et 2019), Plan d'adaptation approuvé en 2019, Eco-Quartier Villeneuve et PIA. METRO Approbation en 2019 du PCAET, PLUi, PDU et SDE
Domaine 2	?	65	65,8	**67,4**	2,4	Baisse des consommations globales d'énergie de 29% (corrigé du climat pour le chauffage) entre 2004 et 2018 (E.Public, carburant, électricité et chauffage) pour une baisse de 52% des émissions de CO2 SDI réalisé en 2018 % ENR conso de chaleur passé de 52 en 2014 à 57% en 2018.
Domaine 3	?	57	51,4	**84,2**	27,2	Production ENR territoriale 56% chaleur-froid 34,6% électricité en 2015 tranfert compétences Métropolisation (RCU, Eau potable)
Domaine 4	?	55	59	**79,6**	24,6	déploiement mobilité vélo continue et renforcée sur dernier cycle avec Chronovélo, commune volontaire pour ZFE et 30 km/h
Domaine 5	?	51	64,3	**68,9**	17,9	Suivi régulier par ch. projet Cit'ergie (stable sur 2 cycles), nouvelle transversalité sur plan adaptation, mobilisation du CCAS, MAIS perte avance sur achats responsables
Domaine 6	?	65	69	**78,9**	13,9	Coopération renforcée avec communes et Métro, développement agriculture urbaine et jardins partagés
Total	54	62	64,3	**77,1**	11,4	Changement de référentiel d'évaluation à chaque renouvellement, Métropolisation en 2015 > réorganisation interne importante. Gold Grenoble en 2019 renouvellement Cit'ergie Métro en 2019

Et sur le court terme ?

Un programme d'actions qui progresse bien, mais qui parviendra bientôt à son terme.

Pour la suite :

- **L'articulation avec le projet de mandat**
- **La prise en compte d'un contexte spécifique :**
  - **Les nouvelles priorités et les enseignements de la gestion de crise du COVID-19** (proximité et consommation locale, résilience des territoires, précautions face aux risques de différentes natures, essor des usages numériques, etc.)
  - **L'intégration des enjeux climatiques dans les politiques de relance** (énergie verte, nouvelles motorisation, travaux de rénovation, commerces de proximité, alimentation locale, etc.) pour articuler les enjeux d'aujourd'hui avec ceux de demain

⇒ **Revisiter votre PCAET au regard de ce nouveau contexte : une mobilisation des élus, des services, des partenaires et des habitants ?**

Merci pour votre participation et



Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

Projet d'aménagement intercommunal

Perspectives partagées

Bilan des projets d'aménagement communaux



TERRE CRÉATIVE & SOLIDAIRE

www.sicoval.fr

Service Urbanisme et Planification
*Direction de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat – **Janvier 2021***

Sommaire

- Présentation de la démarche
- Bilan des projets communaux par grande politique d'aménagement
- Convergences et différenciations: éléments de synthèse



Un territoire, des communes, différents projets communaux…

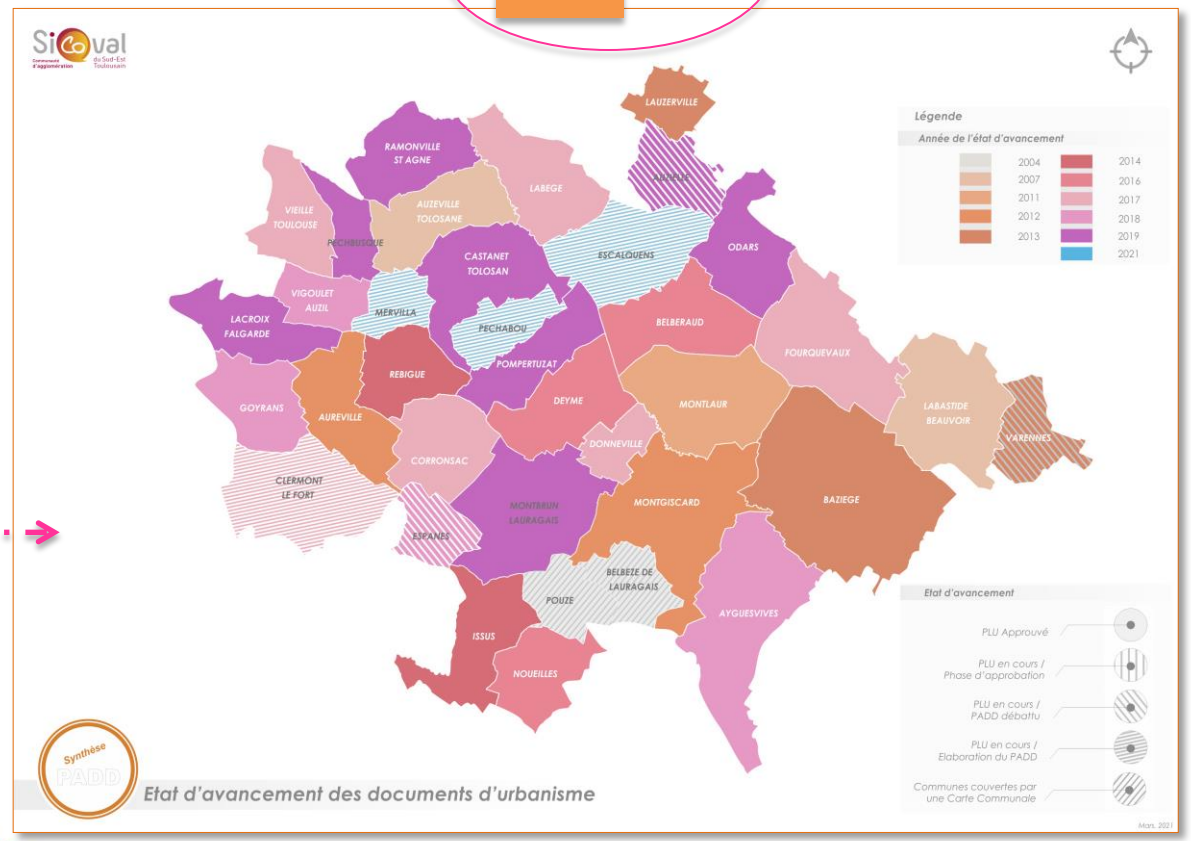
- Interroger le contenu des projets d'aménagement de chaque commune
- Rechercher les points de convergences, qui font projet commun
- Spatialiser les éléments de projet convergents

Sicoval

Diversité D.U.

∑ de projets

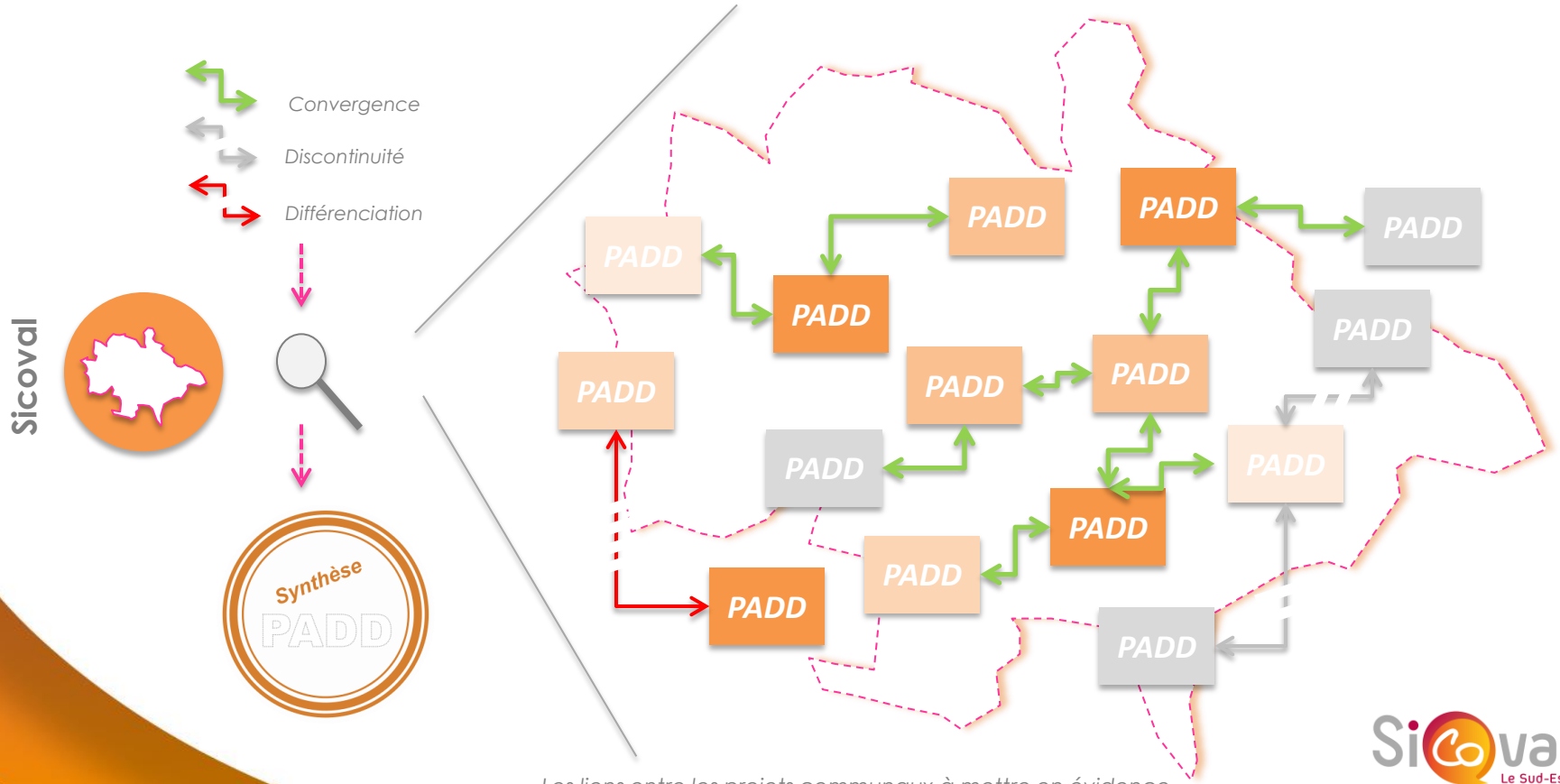
PADD X 34



Sicoval Le Sud-Est Toulousain

La recherche d'une vue d'ensemble

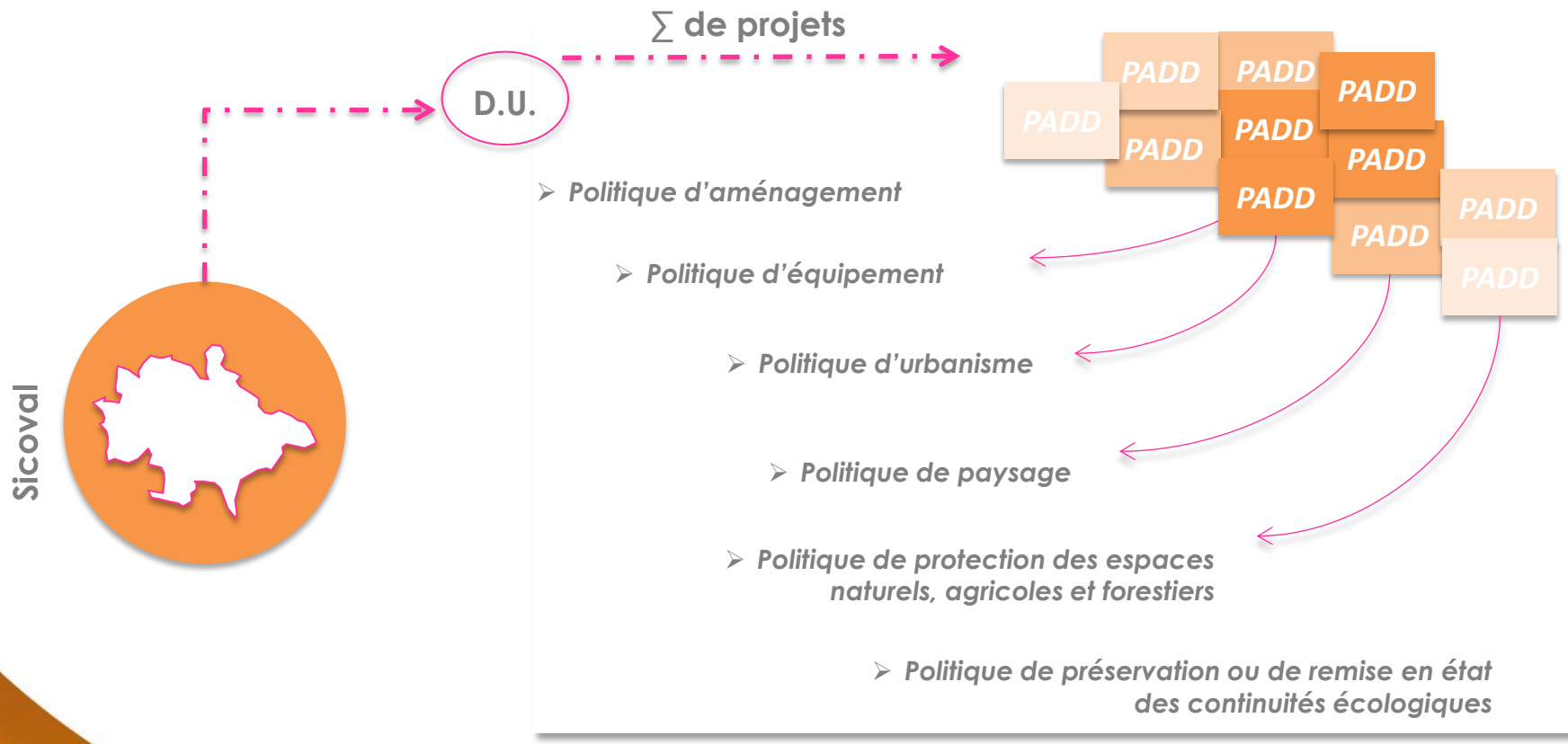
- Prendre en compte les proximités en matière de projet d'aménagement s'observant entre les différentes communes…
- …voire les logiques contraires
- Tenter de les mettre en évidence à l'échelle intercommunale et locale



Les liens entre les projets communaux à mettre en évidence

Décomposer les PADD communaux

- Proposer une analyse thématique des contenus des différents projets
- Illustrer par une synthèse cartographique les axes de projets



Politiques constituant les projets d'aménagement à interroger

Politique d'aménagement et d'urbanisme



- Une attention particulière portée aux « ***centralités*** », ce qui fait centre sur la commune au regard du contexte local: centre ville, polarité, bourg, noyau villageois…

  centralités à affirmer / renforcer / conforter

  centralités à restructurer: densification / couture et accroche urbaine / vocation nouvelle

  centralités à créer: affirmation de petits groupements bâtis historiques / dynamiques nouvelles

➢ *Volonté de reconquérir et valoriser ces espaces,* ***centres de gravité*** *de chaque commune et* ***polarités du territoire***

- Différents degrés de prise en compte des objectifs nationaux de modération de la consommation d'espace avec volonté d'***intensifier l'espace urbain*** qualitativement :

  densification des espaces urbains et comblement des dents creuses
  reconquête de l'existant (bâti vacant et renouvellement urbain)
  démarche BIMBY
  diversification des formes urbaines
  gestion des limites urbaines et des transitions
  volonté d'encadrer cette densification, rechercher une intensification souhaitée et non subie

- Une attention particulière portée à la ***qualité du développement urbain***

  localisation
  volonté d'offrir un cadre de vie qualitatif aux habitants
  recherche d'un phasage de l'urbanisation et du développement urbain
  davantage de mixité fonctionnelle attendue dans les quartiers (ex: Labège Innopôle)
  l'importance des équipements dans la définition des centralités



Centralités à affirmer / renforcer / conforter

- affirmer le rôle du centre villageois / du noyau historique
- renforcer la position centrale du coeur de ville
- préserver et valoriser le noyau villageois
- conforter la centralité
- renforcer le centre bourg
- recentrer le développement urbain autour du noyau

Centralités à créer

- créer un véritable centre
- nouvelle centralité à affirmer

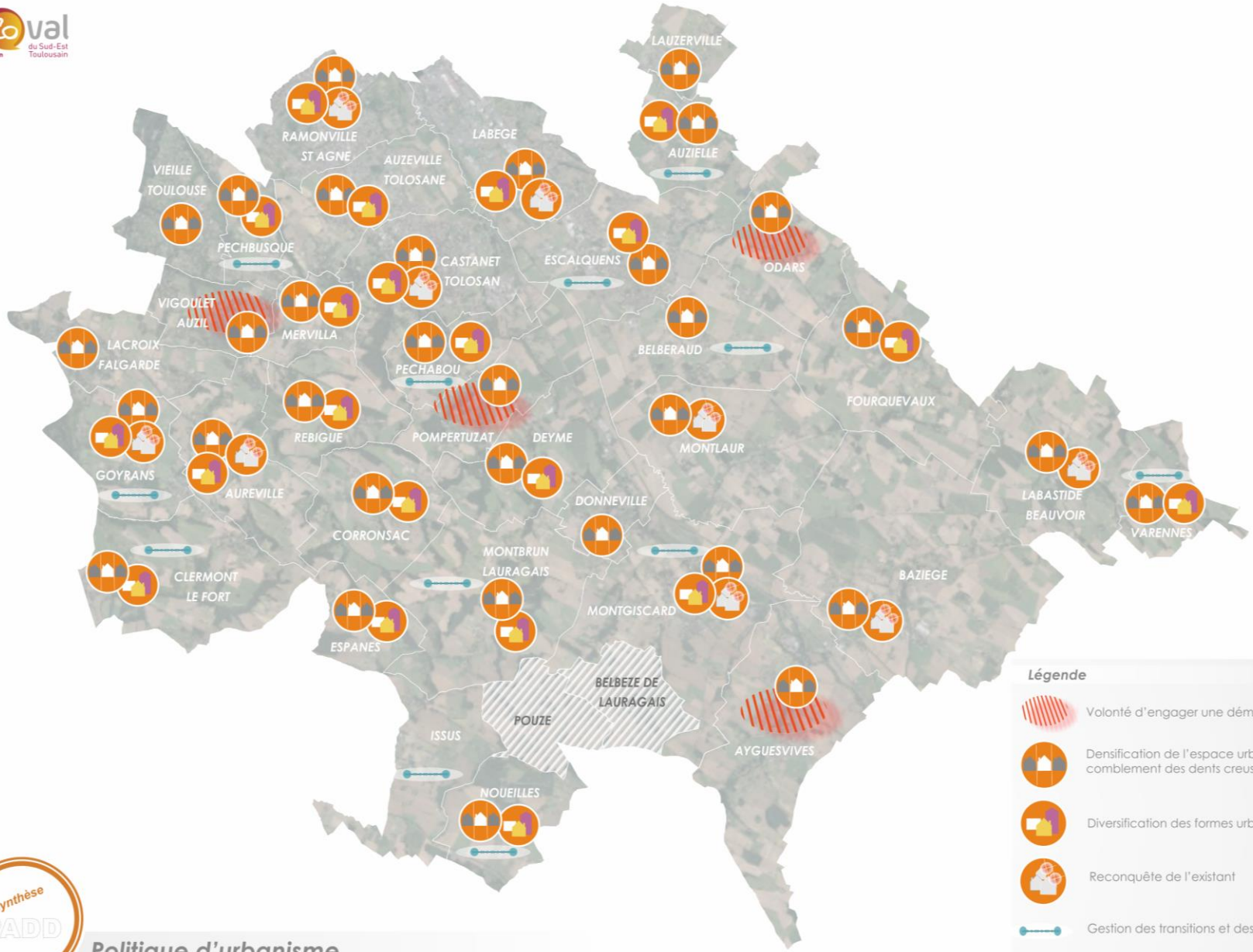
Centralités à restructurer et à redéfinir

- restructurer et développer un véritable centre ville
- redonner une vocation de centre ville au centre historique
- permettre un développement maîtrisé et durable en accroche du noyau urbain
- densifier le bourg centre
- organiser une nouvelle centralité
- réorganiser le coeur du village

Synthèse PADD

Politique d'aménagement

Mars. 2021



Synthèse PADD

Politique d'urbanisme

Zoom sur la question de l'Habitat

- La politique portée par l'intercommunalité dans le cadre du **PLH** et intégrée dans la majorité des projets communaux, permet d'harmoniser les actions en faveur du logement

- Une **déclinaison différenciée** selon les communes avec précisions concernant:
  - *Nombre de logements prévus*
  - *Typologies de logements attendues*
  - *Types de publics visés*

- Prise en compte du **parc existant** et de la problématique de la **vacance** abordées plus ponctuellement

- Des **parcours résidentiels** abordés mais souvent de façon partielle

- Les notions de **mixité** sociale et générationnelle sont généralisées



Lauzerville – Quartiers pavillonaires

Zoom sur la question des déplacements et des mobilités

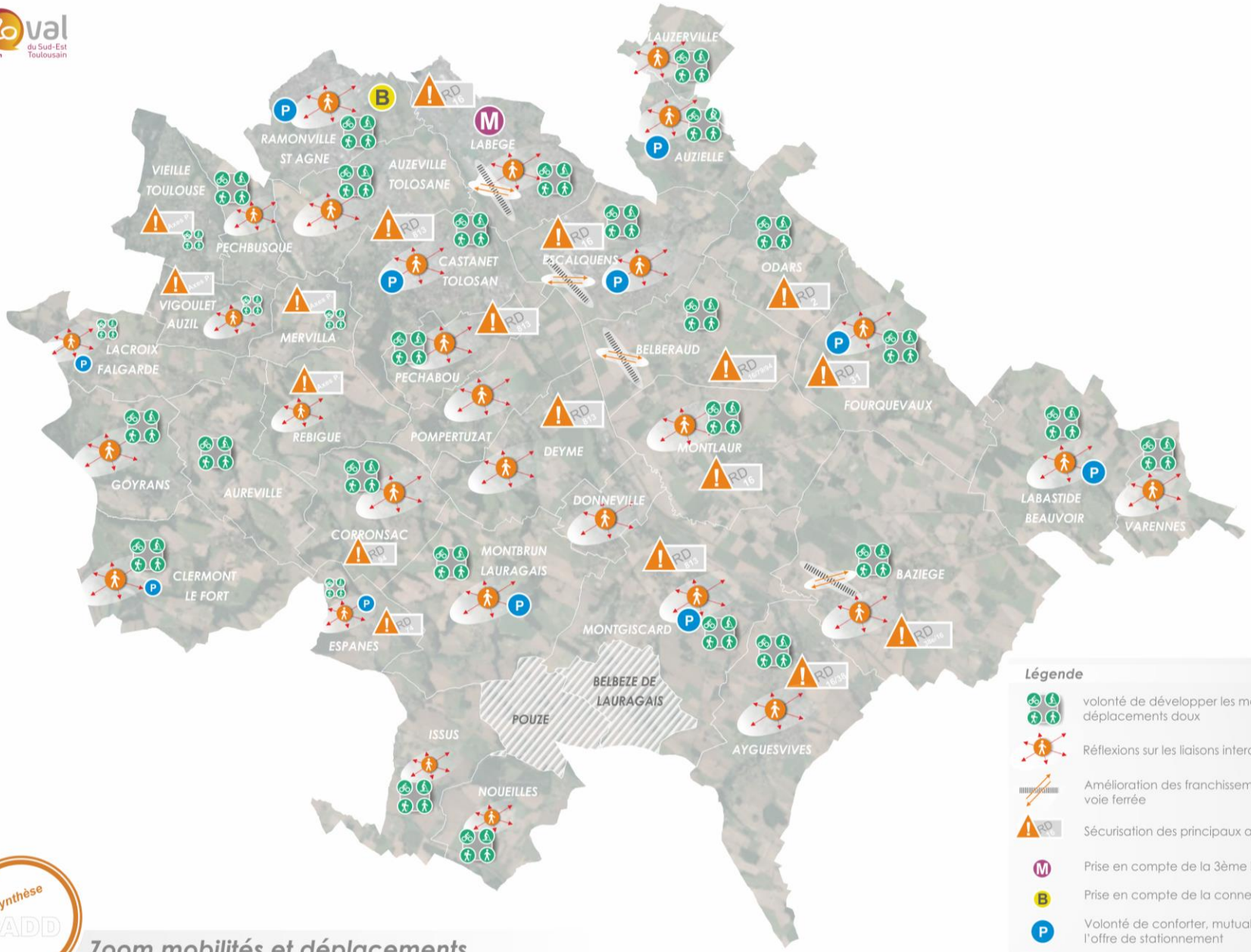
- Une question posée majoritairement à l'**échelle communale**

- Les **déplacements doux** abordés à différents niveaux, à travers différentes fonctions:
  - *maillage inter-quartier pour les déplacements urbains*
  - *développement des pistes cyclables traité ponctuellement, à articuler avec la politique actuellement menée sur le territoire*
  - *chemins de randonnées (notamment sur les coteaux) et parcours récréatifs qui donnent à voir le territoire et participent aux déplacements doux quotidiens et touristiques*

- Problématique des **fortes coupures** générées par certaines voies et qui fracturent parfois l'espace urbain des communes, générant des enjeux de sécurisation et d'apaisement des traversées (RD813, RD16,…). Principes de contournement et de déviation évoqués par quelques communes.

- **Ponctuellement abordé**: *covoiturage, l'intermodalité (ex: Labège, Escalquens, Montlaur, Ramonville) transport ferroviaire, gestion du stationnement, le développement du TAD, cohérence urbanisme/transport, prise en compte des PMR*





Synthèse PADD

Zoom mobilités et déplacements

Zoom sur l'équipement commercial

- Une **graduation observée** dans la prise en compte du commerce (échelle communale) :
  - *équipement commercial non abordé*
  - *Favoriser l'implantation de commerces de proximité (communes plus rurales)*
  - *Maintenir les commerces de proximité existants sur la polarité commerciale*
  - *Accueillir de nouveaux commerces de proximité*
  - *Conforter, développer, faire évoluer un pôle commercial existant présentant une dynamique intercommunale: Belberaud, Baziège, Labège, Montgiscard*

- La question de la **complémentarité de l'offre** n'est pas abordée à l'échelle intercommunale
- Ponctuellement évoquée: la question de l'**équilibre** concernant **l'offre proposée**, le rapport entre **commerces de proximité et centralité**
- Lien entre **aménagement de l'espace public** et valorisation du tissu commercial



Belberaud – Zone d'activité de la Balme

Zoom sur le développement économique

- Une **vision plus communautaire** affichée dans les PADD en lien avec la compétence portée par le SICOVAL *(ZA intercommunale),* ex: Enova, Rivel…

- Quelques **polarités économiques fortes** dont le rayonnement national et international est affiché *(Ramonville, Labège)*

- Les **activités touristiques** sont peu abordées, exceptées celles en lien avec le Canal du Midi et le développement du tourisme vert *(randonnées, valorisation de la campagne*)

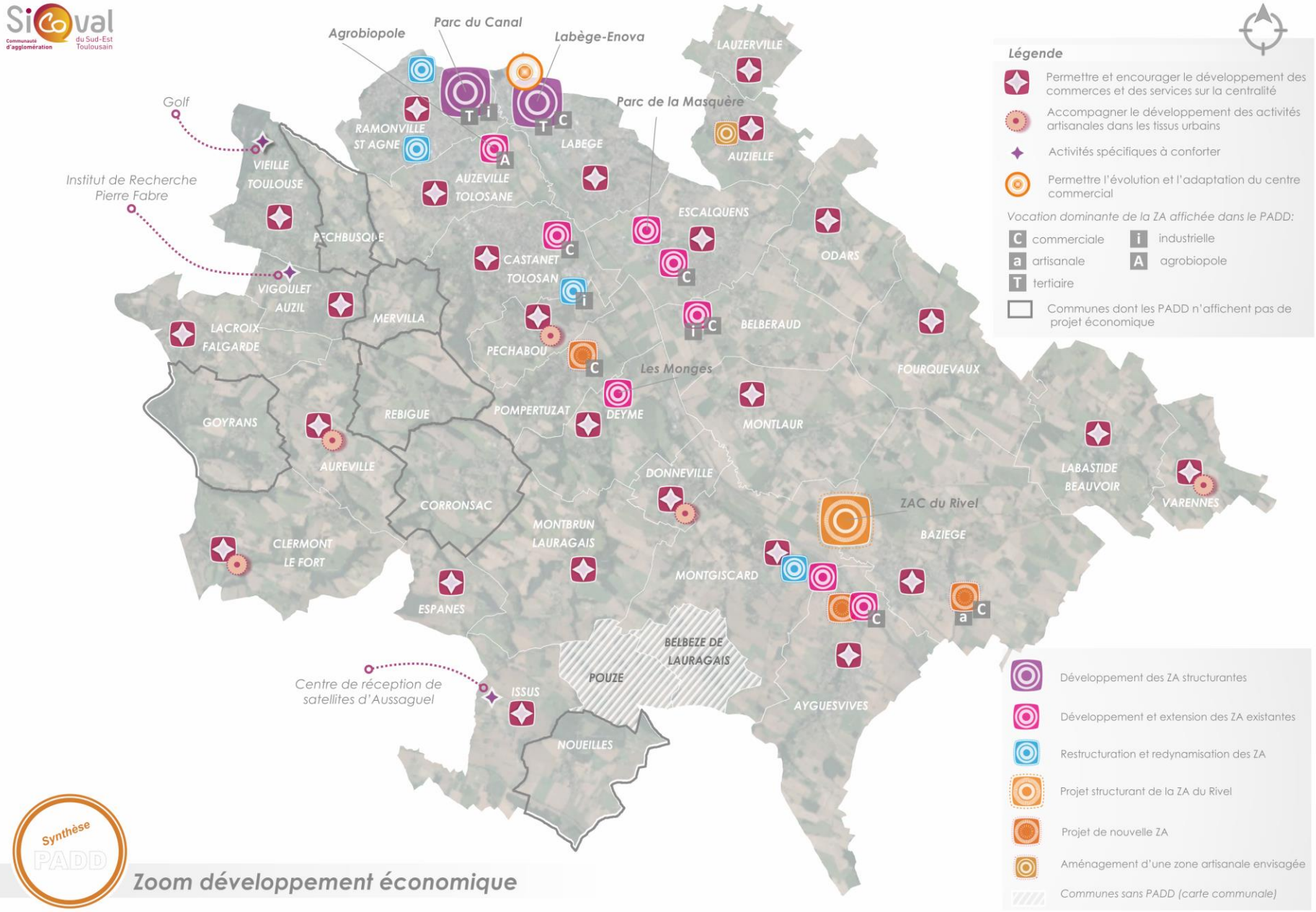
- L'implantation d'**activités artisanales** dans les tissus urbains existants est recherchée

- Quelques **activités spécifiques** implantées hors ZA sont prises en compte *(golf, entreprise pharmaceutique…)*

- L'**agriculture** abordée comme une richesse économique, en abordant la filière céréalière locale et l'enjeu de diversification des activités: *maraîchage, conversion au bio, agriculture périurbaine…*



Labège – Innopole



Synthèse PADD

Zoom développement économique

Politique d'équipement



- Une approche différenciée concernant le ***développement des équipements*** selon les communes, leur contexte et les besoins se faisant ressentir sur leur territoire

  Maintenir

  Conforter

  Créer

➢ *Volonté commune de **préserver les équipements publics** existants sur chaque commune et les polarités qui y sont associées*

- Une réflexion souvent menée à l'***échelle communale***, exceptée pour les compétences propres à l'intercommunalité:

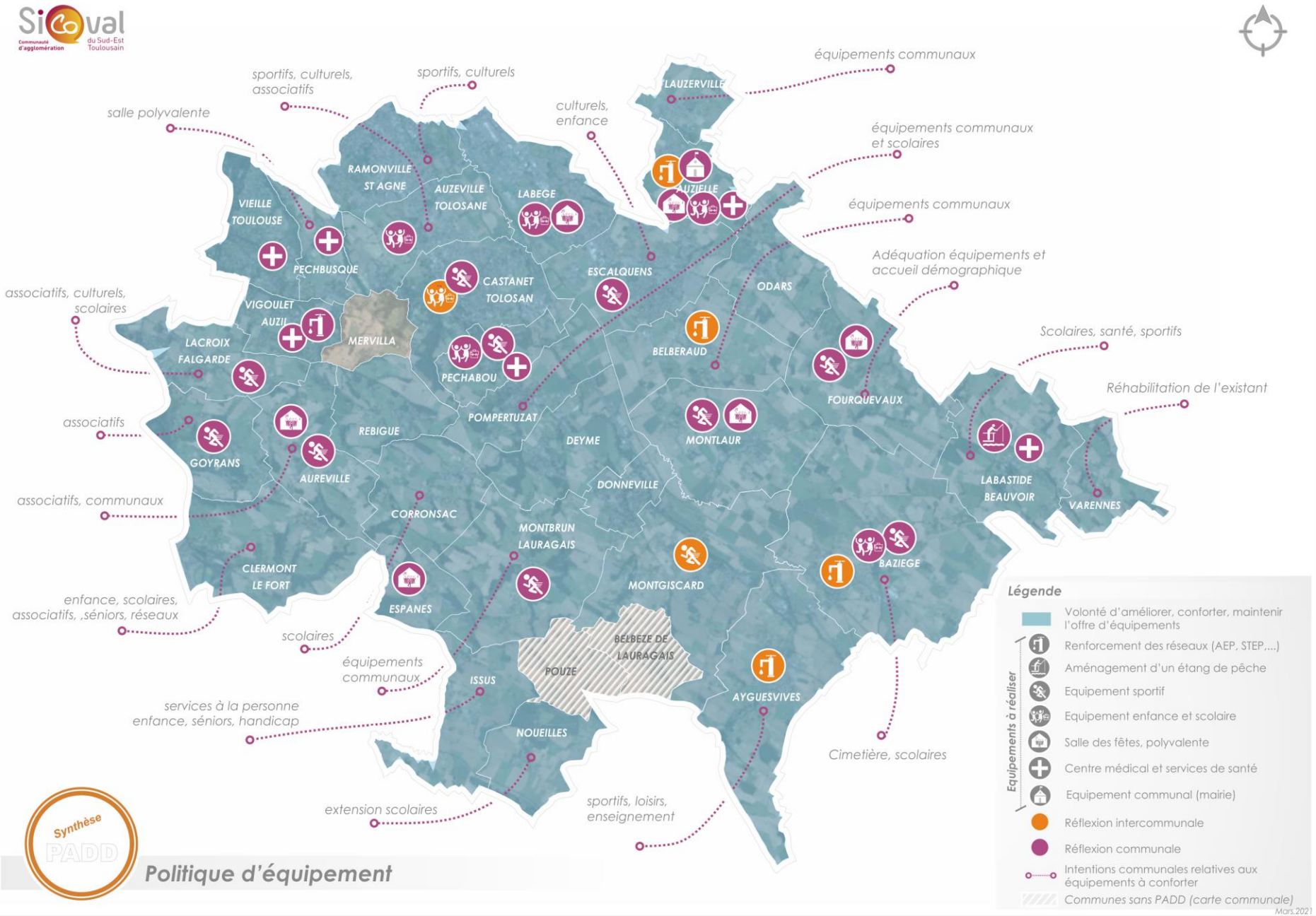
  réseaux, AEP, assainissement…

- *Plusieurs façons d'aborder et de **mettre en perspective** la question du développement démographique et des équipements publics:*

  Modérer l'accueil au regard de la capacité des équipements existants

  Intervenir sur les équipements existants afin de les conforter, de les développer en vue de l'accueil démographique envisagé

  Création de nouveaux équipements pour palier les lacunes des communes au regard de l'évolution démographique projetée



Synthèse PADD

Politique d'équipement

Zoom sur les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques et des loisirs

- ***Réseaux d'énergie***:

thématique très peu abordée par les communes (*réseau de chaleur bois à Castanet)*

- ***Communications numériques***:

  - des PADD qui souhaitent favoriser leur développement sans préciser d'actions plus précises, ou qui évoquent les enjeux de raccordement

  - enjeu de la desserte des pôles d'activités du territoire: *Parc Canal à Ramonville, développer une « ville connectée » à Labège*

- ***Loisirs***:

évoqués par le biais des aménagements projetés en lien avec

- les équipements sportifs, festifs, associatifs…
- le développement et la préservation des cheminements
- les espaces publics, la création d'aires de jeux…
- le Canal du Midi



Labège – Lac

Politique de paysage

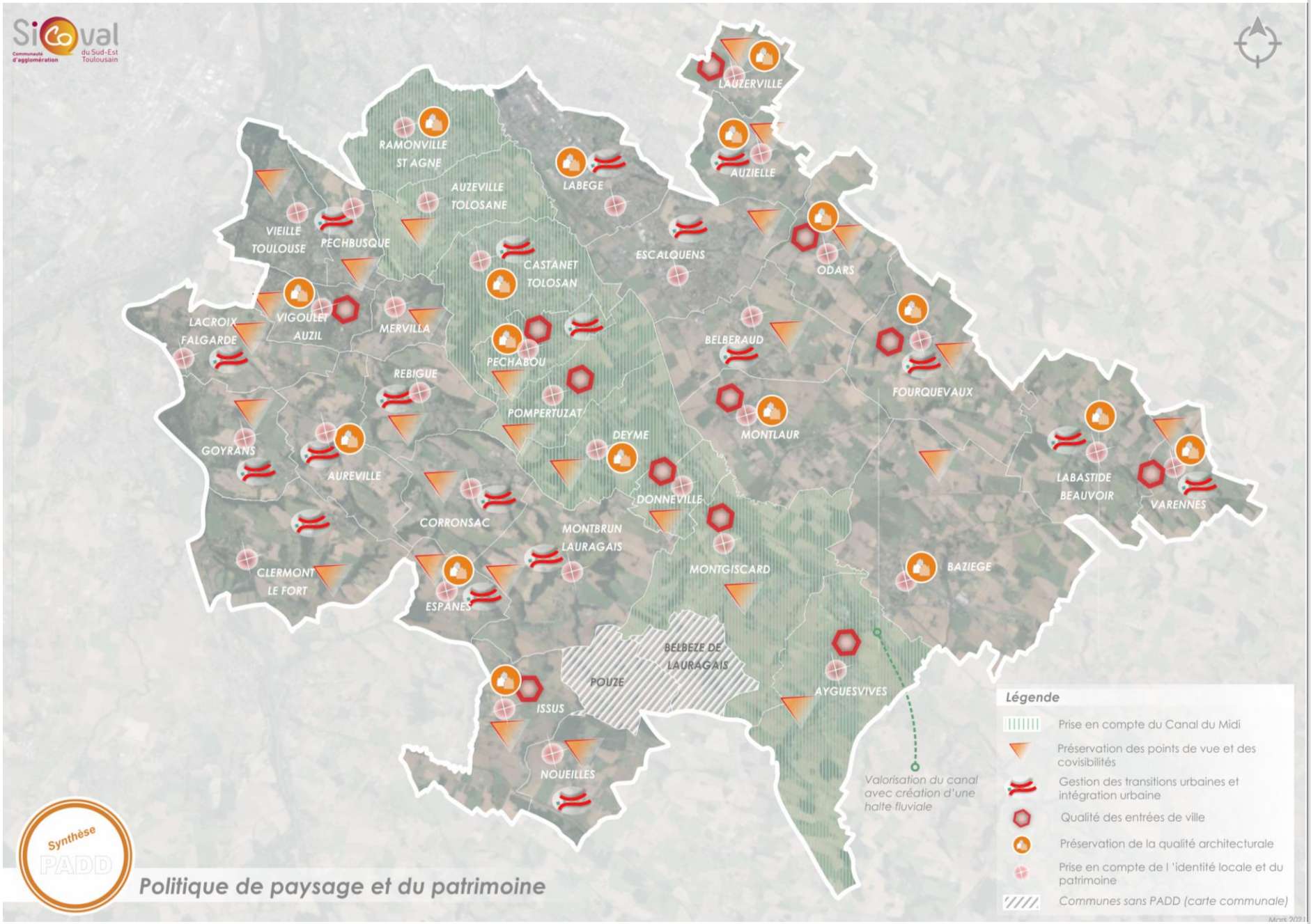
- Le ***paysage*** abordé de façon plus ou moins marquée selon la commune et le contexte local, traité de façon variée en questionnant ***différentes notions***:
  - *Patrimoine naturel*
  - *Patrimoine architectural et bâti*
  - *Qualité du cadre de Vie*
  - *Perspectives paysagères*
  - *Traitement paysager du bâti*
  - *Qualité des entrées de ville*

➢ *Volonté partagée de veiller au maintien et à la **qualité des paysages** participant à l'**identité** du territoire, qui donnent à voir ses atouts, son histoire et son évolution*

- Une attention plus particulière portée aux paysages de la part des communes des ***coteaux***, présentant des enjeux particuliers liés à la présence du ***relief*** :
  - *Traitement des transitions et des limites urbaines*
  - *Prise en compte des phénomènes de covisibilité, impact des installations et constructions*
  - *Protection des cônes de vue*
  - *Question des antennes relais à regrouper (ex: Pechbusque)*

➢ *Des **secteurs plus sensibles** faisant l'objet d'une attention particulière*

- *Des **points plus spécifiques** également traités:*
  - *Le Canal du Midi, élément emblématique à valoriser*
  - *La promotion de ce patrimoine paysager par les activités récréatives (chemin de randonnées)*
  - *Le traitement des entrées de villes*
  - *La régulation de la publicité afin de limiter ses impacts visuels (ex: Donneville)*
  - *L'amélioration de la qualité des espaces publics (ex: Baziège, Corronsac, Deyme…)*



Synthèse PADD

Politique de paysage et du patrimoine

Politique de protection des espaces NAF et des continuités écologiques

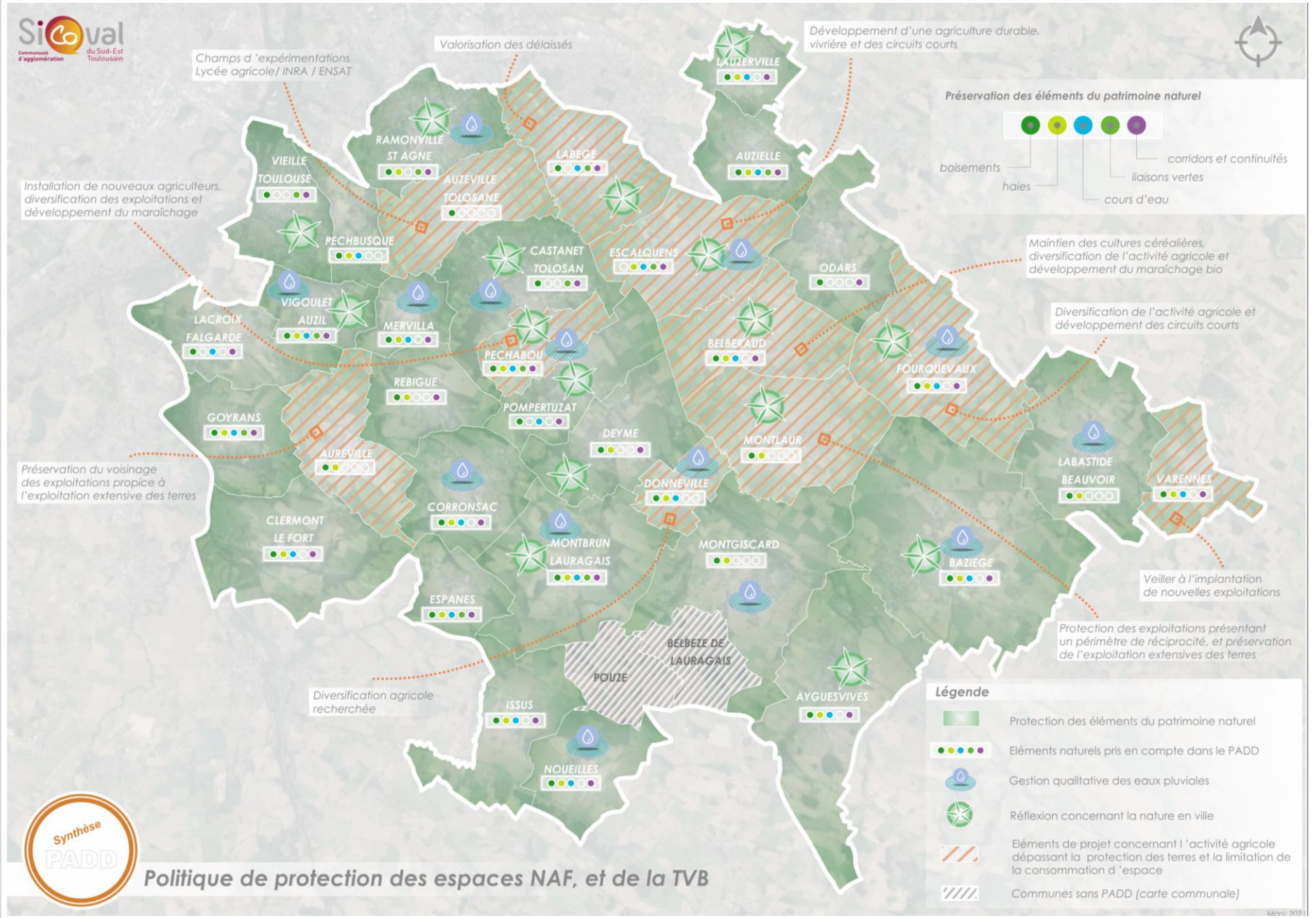
- La ***préservation de l'espace agricole*** prise en compte par nombre de communes mais pas toujours approfondie dans les PADD communaux:
  - *volonté de préserver des espaces agricoles, naturels et forestiers affichée*
  - *modération / réduction de la consommation d'espaces va dans ce sens*
  - *peu d'initiatives affichées permettant d'aller plus loin*
  - *l'agriculture abordée sous l'aspect « ressource territoriale »: paysage, identité, économie, emplois…*

➢ *Un **consensus** se dessine quant à la **préservation des espaces agricoles** et le maintien de leur cohésion, de leur unité, encouragé par le cadre législatif*

- La préservation du ***patrimoine naturel*** est largement abordée dans les projets communaux:
  - *Boisements, arbres remarquables, haies et alignements*
  - *Jardins, cours d'eau, liaisons vertes*
  - *Continuités écologiques, corridors et réservoirs de biodiversité notamment par la prise en compte du SCoT*
- Différentes approches et différents ***degrés de prise en compte***:
  - *Identification, préservation, protection, création, remise en bon état*

➢ *Des D.U. parfois anciens qui **n'approfondissent pas toujours la question de la T.V.B**.*
  - *OAP spécifiques environnement et TVB (ex: Montbrun-Lauragais, Auzielle,…)*

- *Des **réflexions engagées** concernant le traitement des eaux pluviales, les secteurs naturels sensibles (ZNIEFF, Natura 2000, RNR Confluence Garonne Ariège…)*
- *Une amorce de prise en compte de la « **nature en ville** » sur certaines communes et de l'adaptation au changement climatique (ex: Escalquens / Labège…)*


Champs d 'expérimentations
Lycée agricole/ INRA / ENSAT
Valorisation des délaissés
Développement d'une agriculture durable, vivrière et des circuits courts
Installation de nouveaux agriculteurs, diversification des exploitations et développement du maraîchage
Maintien des cultures céréalières, diversification de l'activité agricole et développement du maraîchage bio
Diversification de l'activité agricole et développement des circuits courts
Préservation du voisinage des exploitations propice à l'exploitation extensive des terres
Veiller à l'implantation de nouvelles exploitations
Protection des exploitations présentant un périmètre de réciprocité, et préservation de l'exploitation extensives des terres
Diversification agricole recherchée
Préservation des éléments du patrimoine naturel
boisements
haies
corridors et continuités
liaisons vertes
cours d'eau
LAUZERVILLE
AUZIELLE
RAMONVILLE ST AGNE
VIEILLE TOULOUSE
AUZEVILLE TOLOSANE
LABEGE
PECHBUSQUE
CASTANET TOLOSAN
ESCALQUENS
ODARS
VIGOULET AUZIL
LACROIX FALGARDE
MERVILLA
PECHABOU
BELBERAUD
FOURQUEVAUX
REBIGUE
POMPERTUZAT
GOYRANS
DEYME
MONTLAUR
LABASTIDE BEAUVOIR
VARENNES
AUREVILLE
DONNEVILLE
CORRONSAC
CLERMONT LE FORT
MONTBRUN LAURAGAIS
MONTGISCARD
BAZIEGE
ESPANES
BELBEZE DE LAURAGAIS
POUZE
AYGUESVIVES
ISSUS
NOUEILLES
Légende
Protection des éléments du patrimoine naturel
Eléments naturels pris en compte dans le PADD
Gestion qualitative des eaux pluviales
Réflexion concernant la nature en ville
Eléments de projet concernant l 'activité agricole dépassant la protection des terres et la limitation de la consommation d 'espace
Communes sans PADD (carte communale)
Synthèse PADD
Politique de protection des espaces NAF, et de la TVB

Zoom sur la modération de la consommation d'espace

- Une modération de la consommation d'espace engagée par la mise en compatibilité des PLU avec les prescriptions du SCoT, notamment vis-à-vis des densités attendues

- Un comparatif est souvent proposé entre la consommation d'espace passée et celle projetée dans le cadre du document d'urbanisme élaboré

- Mise en perspective des objectifs de modération de la consommation avec la volonté de préserver les espaces naturels et agricoles

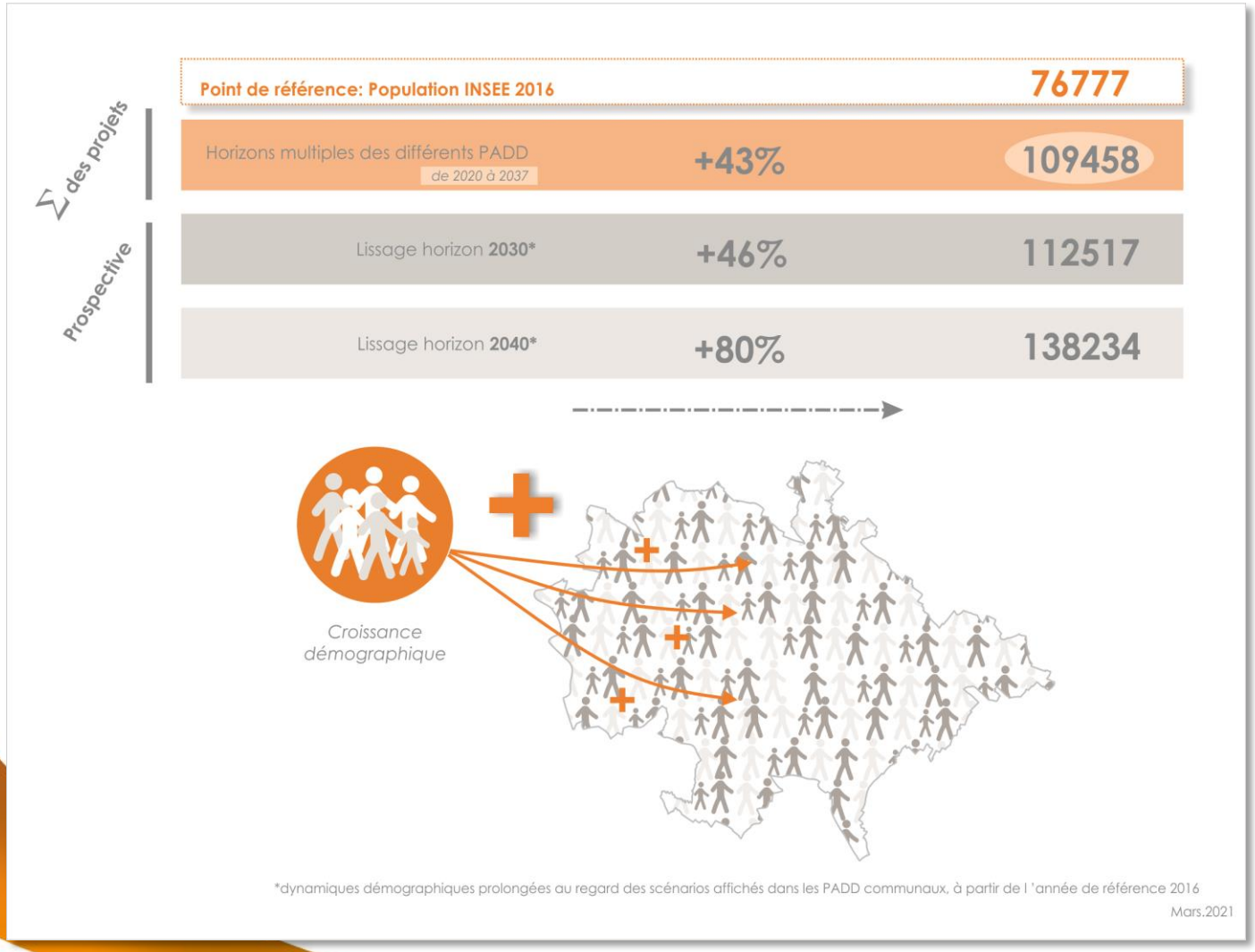
- La densification des espaces urbains mis en évidence par de nombreuses communes comme outil de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain



Baziège – développement urbain chemin de Roujairou

Quelle trajectoire démographique impulsée par les PADD ?

- *Des capacités d'accueil démographique différenciées selon les communes*
- *Un phasage mis en place dans certains PADD*
- *Un cap démographique affiché à un horizon moyen de 10 à 15 ans*



Synthèse: de nombreux éléments de projet communs…

Politique d'aménagement et d'urbanisme

Affirmation des centralités

Intensification urbaine

Qualité du développement urbain

Mixité fonctionnelle et sociale

Prise en compte du PLH

Approche multiscalaire des mobilités douces

Gestion des fractures physiques liées aux infrastructures et sécurisation des axes

Approche intercommunale du développement économique

Développement des commerces et services de proximité

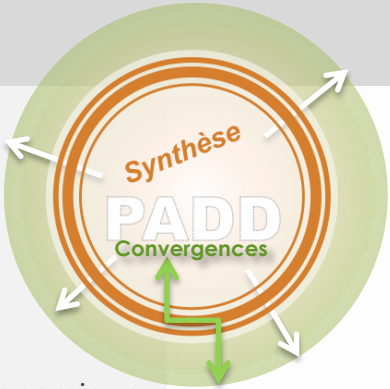
Politique d'équipement

Attention portée aux équipements communaux

Volonté de les préserver

Recherche d'une adéquation entre capacité des équipements et accueil démographique

Favoriser le développement des communications numériques



Politique de paysage

Mise en valeur des identités locales

Attention portée à la question paysagère à travers différents prismes

Enjeux paysagers et gestions des covisibilités

Traitement des transitons espaces urbains et espaces NAF

Politique de protection des espaces NAF et des continuités écologiques

Préservation du patrimoine naturel et bâti

Préservation des terres agricoles et unité des espaces associés

Modération de la consommation d'espace intégrée aux principes d'aménagement

Synthèse: … mais des différenciations à questionner

Politique d'aménagement et d'urbanisme

L'ambition en matière d'intensification

La reconquête de l'existant

La volonté de phaser l'urbanisation

La déclinaison de la politique de l'habitat

Le traitement de la problématique des déplacements

L'organisation de l'armature commerciale

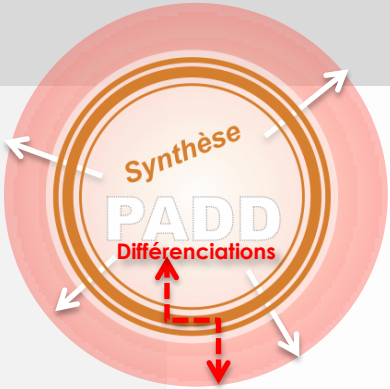
Le développement des activités artisanales

Politique d'équipement

L'offre et son organisation

Projets redondants d'une commune à l'autre

Le développement des loisirs et de l'offre touristique



Politique de paysage

Le traitement des entrées de ville

La régulation de la publicité

La qualité et le traitement des espaces publics

La problématique de l'implantation des antennes relais

Politique de protection des espaces NAF et des continuités écologiques

Différents degrés de prise en compte de la TVB

La gestion des eaux pluviales

La préservation de l'espace et des activités agricoles

La prise en compte de la « nature en ville »

Synthèse

PADD

Merci pour votre attention



Service Urbanisme et Planification
*Direction de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat – **Janvier 2021***

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Des centres-bourgs du Sicoval

mieux équipés, conviviaux, partagés

(Rapport final sur l'auto-saisine)



Février 2020

Sommaire

Introduction **4**
1 - Le texte de l'auto-saisine **5**
2 - La méthodologie de travail **7**
3 - Les évolutions sociétales et environnementales **11**
4 - Le diagnostic et les enseignements **13**
A – Comparaisons territoriales 13
B – Résultats de l'étude statistique 14
C. - Enquête sur la perception des centres-bourgs 17
D. - Résultats des rencontres avec le public et les experts 21
5 - Les valeurs **23**
Attirer et accueillir, rendre service 23
Donner du sens, des repères, plaire 23
Faire solidaire 24
Relever le défi de la transition écologique 24
6 - Les préconisations **25**
Protéger et orienter certaines terres agricoles 26
Aménager et réhabiliter l'espace, ... 25
Faire histoire commune, donner du sens 27
Développer les services 27
Réduire les déplacements 28
Synthèse et conclusion **30**
Annexes **32**

Introduction

Le Conseil de Développement (Codev) du Sicoval mis en place en février 2015 *« est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification qui résultent de ce projet ainsi que sur l'évaluation des politiques locales de promotion de développement durable du périmètre de l'établissement public intercommunal* » (loi du 7 aout 2015 sur l'intercommunalité, titre II, chapitre II Engagement Citoyen et Participation).

Au vu de son rôle et des préoccupations de ses membres, le Codev a mis en place une commission « Urbanisme, Habitat, Déplacements » dont le principal objectif est de réfléchir au développement du territoire.

Le dynamisme économique des dernières années a rythmé la croissance de l'habitat et la façon d'habiter le territoire, en transformant profondément les pratiques de vie quotidienne, les déplacements, l'implantation des entreprises et des commerces.

Inclus dans l'aire urbaine dont la démographie est une des plus dynamiques de France, le territoire a connu des mutations rapides tout au long de l'axe central des voies de communication (autoroute, voie ferrée…) mais également dans les 36 communes qui le composent. L'augmentation des emplois—a entrainé une croissance de l'habitat et rendu indispensable le recours aux véhicules qui saturent aujourd'hui tous les axes routiers.

Castanet-Tolosan en 1950 et en 2013



Figure 1 : Centre-ville de Castanet en 1950 et 2013 / Source : Geoportail

Dès la création du Sicoval, les décideurs ont su organiser l'espace économique en préservant non seulement l'activité agricole mais aussi le caractère rural du territoire et ses paysages dont la grande qualité a un pouvoir d'attraction indéniable. Pour autant, cette organisation de qualité est confrontée à son succès et aux excès qu'il entraine ici comme ailleurs malgré l'attention portée à un développement durable.

Le Codev s'est auto saisi de la question du devenir des Centres Bourgs, dont l'organisation pourra contribuer à relever les défis individuels et collectifs, auxquels sera confronté le territoire dans le contexte

des changements climatiques à venir. Les modes de vie consuméristes sont remis fortement en question au regard des liens couteux du transport entre production et consommation. Le modèle pavillonnaire qui a éloigné les habitants de leur lieu de travail doit être repensé à l'échelle locale du bassin de vie et de la commune. La réduction des énergies fossiles qui entraine *ipso facto* la diminution des capacités de transport du « tout voiture » nécessite un examen approfondi du « comment vivre » dans les campagnes à l'horizon prochain.

Il s'agit de penser à la revitalisation nécessaire pour continuer à accueillir des nouveaux habitants dans un environnement qui aura su s'adapter et qui permettra aux populations vieillissantes de continuer à vivre chez elles.

Le modèle actuel d'approvisionnement des ménages à une distance de plusieurs kilomètres ou des livraisons de l'e-commerce sera-t-il toujours possible ? La concentration des services publics et la dématérialisation pourront-elles garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens ? Les travailleurs pourront-ils continuer leurs déplacements pendulaires au quotidien ? Plus généralement, comment pourrons-nous continuer à vivre dans les campagnes et le péri urbain ?

Après un travail de diagnostic du territoire qui a permis de mettre en évidence ses caractéristiques, la commission s'est attachée à identifier les valeurs qui lui paraissent faire socle pour déterminer des préconisations. Mais, compte tenu du caractère, à la fois urbain et rural, qui caractérise le Sicoval, elles ne prennent pas le même sens dans la totalité des villes et villages qui le composent. Ainsi la zone urbaine Nord du Sicoval, prolongation de plus en plus évidente de la ville de Toulouse est considéré mieux desservie et équipée.

Pour toutes ces raisons, le Codev a engagé un questionnement à partir du texte de l'auto-saisine ci-après, établi en novembre 2016.



Le texte de l'auto-saisine
(29/11/2016)

« Depuis sa création, la Communauté d'agglomération du Sicoval œuvre pour un projet de développement durable de son territoire. La revitalisation des centres-bourgs s'inscrit dans cette démarche.
Le Codev souhaite mener, au travers de sa commission « Urbanisme, habitat et déplacements » une réflexion visant à donner à la collectivité des outils pour lui permettre de maintenir ou retrouver l'attractivité des centres-bourgs du Sicoval, dans le contexte d'intensification prévisible de nos territoires.

La problématique

La question de la revitalisation touche plusieurs problématiques, qu'il est nécessaire d'articuler. Elle est en effet au carrefour de nombreuses politiques publiques : habitat, aménagement, commerce, patrimoine, paysage, social, culturel ....

- parce que les espaces publics, les services, les commerces sont des lieux de socialisation qui répondent à la nécessité de vivre en bonne intelligence, par la notion « de plaisir de se retrouver dans des lieux agréables, apaisés »

- parce que nos modes de vie dans 20 ans seront très différents, et que nous construisons et réglementons les lieux dans lesquels nos enfants et petits-enfants vivront,

- parce que l'empreinte écologique de certains modes de consommation n'est plus acceptable,

- parce que l'expansion commerciale « hors les murs » s'est développée énormément dans la métropole toulousaine et plus particulièrement dans le Lauragais.

Les leviers de revitalisation

1. - Maintenir (ou attirer) la population dans les centres bourgs.
2.- Maintenir et dynamiser commerces/services/activités des centres-bourgs et miser sur leur attractivité.
3.- Améliorer la qualité, l'urbanité des lieux publics et la mobilité active.
4.- Planifier et aménager

Le Codev du Sicoval souhaite, au travers de ces réflexions, aborder des pistes et des orientations, qui pourront alimenter la prochaine démarche de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) à l'échelle de son territoire et des PLU à l'échelle des communes.

2. La méthodologie de travail

Dès la constitution du Codev, une Commission « Urbanisme, Habitat, Déplacements» a été mise en place afin d'échanger et proposer des avis sur les grands projets d'aménagement et de déplacements de la grande agglomération toulousaine et plus particulièrement du Sicoval. C'est de façon évidente que cette Commission a été mobilisée pour travailler sur cette auto-saisine. Elle a commencé à travailler en janvier 2017 en se réunissant environ une fois tous les deux mois. Le nombre de participants a été variable, plus ou moins une dizaine de personnes.

Dès le départ, une définition des concepts a été nécessaire :

> La revitalisation des centres bourgs est à envisager à l'échelle du territoire, avec une recherche de complémentarité entre centres bourgs dans un même bassin de vie et autour éventuellement d'un bourg-centre.
>
> **Bourg-centre** : en aménagement du territoire, une localité (qui n'a pas la taille ni la structure, ni les fonctions d'une ville) qui « organise » la vie d'un territoire : services privés et publics, loisirs, ressources collectives…
>
> **Centre-bourg** (par analogie avec le centre-ville) : partie centrale où se concentrent les activités, la vie urbaine, les aménités.
>
> *Source : https://nobilis-vallis.eu/archives/429*

Quatre dispositifs ont été mis en œuvre pour réaliser ce diagnostic du territoire :



Une volontaire en service civique (Déborah Labastie) est venue prêter main forte à la Commission d'octobre 2017 au mois de mai 2018. Elle a pu dans un premier temps réaliser l'analyse statistique et procéder dans un deuxième temps à une enquête de terrain avec des membres de la Commission.

Analyse statistique et bibliographique

L'analyse statistique a été faite sur l'ensemble des communes du Sicoval en recherchant des données démographiques, d'équipements, d'habitat, d'associations et d'évènements, d'emploi, de patrimoine etc… à partir de plusieurs sources comme l'INSEE, l'Agence d'Urbanisme de Toulouse, le Sicoval….

La lecture de plusieurs ouvrages et articles a permis de compléter les connaissances des uns et des autres et d'enrichir l'analyse collective :

- Olivier BOULBA-OLGA, *Pour un nouveau récit territorial*, Collection Les Conférences POPSU, 2019.
- CEREMA, Revitalisation des centres-bourgs ruraux : capitalisation d'expériences menées à Florac et autres communes rurales
- Paul-Henry CHOMBART DE LAUWE, *Vivre autrement*, La revue 2000 – Association Serge Antoine.
- Rapport du CGEDD (Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable) Requalifier les campagnes urbaines de France. Une stratégie pour la gestion des « franges » et des territoires périurbains
- Commissariat général à l'égalité des territoires, *Accompagner et faire réussir les territoires*, Rapport d'activité 2018.
- Le Conseil départemental : Cœurs de vie : Accompagner les communes dans leurs projets d'aménagement. Nouvelles politiques départementales : Tiers Lieux, Centres Bourgs
- Eric CHARMES, *La Revanche des villages, Essai sur la France périurbaine*, La République des idées, 2019.
- Jean-Pierre LE GOFF, *La fin des villages, une histoire française*, Gallimard, 2012.
- Daniel MAQUART, *Micro et macro-aménagement*, La revue 2000 n°45 – Association Serge Antoine, 1978.
- Marc-Olivier PADIS, *Habiter dans 20 ans*, Terra Nova, 2019.
- Jean VIARD, *C'est quoi la campagne ?*, Edition de l'Aube, 2016.
- Jean VIARD, *Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie*, édition de l'Aube,
- Programme de revitalisation des centres bourgs : Portail de la Fonction Publique
- La Région aux côtés des Territoires : Actions de la Région en faveur de la vitalité des communes, intercommunalité et des Bourgs Centres d'Occitanie
- Olivier ZAZEMON, *Comment la France a tué ses villes*, édition de l'Echiquier, 2016.



La Commission Urbanisme et Déplacements a élaboré un questionnaire au printemps 2018, à partir des éléments de diagnostic, du contexte sociétal et des propositions d'évolution. Ce questionnaire est joint en annexe. Il a été auparavant, testé auprès de plusieurs élus et diffusé ensuite dans toutes les mairies (sous forme papier et numérique), invitées à le relayer auprès de tous les habitants. Sur certains marchés, le questionnaire a servi de base d'enquête et de discussion avec des habitants.

Au total, 745 habitants ont répondu à l'enquête sur la période mars-avril 2018. 34 communes sur les 36 ont été représentées.



La Commission a souhaité élargir et partager sa réflexion avec les acteurs du territoire, habitants et élus à travers le format de rencontre-débat et d'entretiens individuels.

Le cycle de rencontres-débats a débuté en juin 2017 pour s'achever en 2019 :

- Juin 2017, **Comment bien vivre dans nos centres-bourgs ?** (Fourquevaux) Avec la participation de Mélanie Gambino, Maître de conférences en géographie - UT2J - Lisst-Dynamiques Rurales et Gladys Karroum, manager de centre-ville de la Communauté de Communes Quercy Bouriane.
- Janvier 2018, **Construire dans mon jardin (BIMBY)…Densifier pour revitaliser nos bourgs ?** (Auzeville-Tolosane) Avec la participation de Jacques SEGERIC (Maire de Vigoulet-Auzil), Olivier BORIES, Maître de conférences - Aménagement de l'espace ENSFEA et Jean-Michel CAZENAVE, Chargé de projets en Audiovisuel à l'ENSFEA. Le film *« Des champs et des maisons »* a été projeté lors de cette séance.

L'objectif de ces rencontres est d'enrichir les regards des membres du Codev et de recueillir les perceptions et les attentes des participants sur les centres-bourgs, à travers des ateliers autour de questions ciblées. Le public présent était constitué de membres du Codev, d'habitants du territoire, d'agents-techniciens, de membres associatifs et d'élus. Un compte rendu de chaque atelier a été formalisé et mis en ligne sur le site du Sicoval sur la page internet du Codev.

Nous avons également utilisé les résultats des rencontres-débats suivantes :

- Novembre 2017, « **Le climat : tous acteurs !** » (Pechbusque) Avec la participation de Remi Dutard, chef du service écologie territoriale et énergie du Sicoval, Laure

Barthélémy-Blanc, directrice, et Martine Charpenteau, membre de SOLEVAL, Agence Locale de l'Energie et du Climat en Sicoval sud est toulousain ainsi que Philippe Hilaire et Alain Rivière, membres d'Initiative Citoyenne pour une Energie Alternative.

- Octobre 2018, **« Plus si jeunes, mais pas si vieux »** (Escalquens). Avec la participation de Philippe Gutton, Président de l'association Old-Up, d'Elisabeth Bougeois, enseignante chercheure et Serge Carcy, Président du Conseil des Sages d'Escalquens.
- Mai 2019, **« Tous connectés.... Prêts à la numérisation généralisée? »** Avec la participation d'Anne-Claire Dubreuil, Directrice de projet transformation numérique au Sicoval, Mathieu Vidal, Maître de conférences en Géographie & Aménagement, (Université Jean-Jaurès) et Cécile Merelle, formatrice en digital auprès de seniors sur la commune d'Escalquens à débattre de ces questions.

Enfin les Maires des communes suivantes ont été rencontrés : Aureville, Fourquevaux, Issus, Montgiscard afin de recueillir leur perception de la centralité de leur commune.

Audition d'experts

Des experts ont été invités à éclairer les travaux de la Commission « Urbanisme, Habitat et Déplacements » pour nourrir les réflexions:

- En novembre 2018, Florence Bellondrade et Frederic Sigal chargés de développement du commerce à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Garonne ont présenté une étude sur l'offre commerciale et les pratiques de consommation commerciale des ménages du Sicoval ;
- En décembre 2018, Claude Dupuy, Président de la section prospective du Conseil Economique Social et Environnemental de la Région Occitanie est venu présenter les résultats d'un ouvrage prospectif «Les chemins de 2040 » ;
- En mars 2019, Martine Charpenteau et Pascal Delmas, membre de l'association 2 pieds – 2 roues ont présenté les études et rapports proposés par l'association sur le développement des modes doux ;
- En octobre 2019, Pierre Roca d'Huyteza, Urbaniste de l'agence d'Une Ville à l'autre est intervenu, sur le thème de l'aménagement des espaces publics des centres-bourgs, pour exposer, leur importance dans la qualité de vie de nos communes.

C'est à la lueur de tous ces enseignements que la Commission a conduit son analyse et rédigé son rapport.

3. Les évolutions sociétales et environnementales

Quelques chiffres pour planter le décor[1]…

En 100 ans, l'espérance de vie a augmenté de 40%, le PIB a été multiplié par 10. Depuis 1950, les mobilités physiques ont été multipliées par 9 : 1/3 pour le travail, 1/3 pour la vie courante, 1/3 pour le temps libre.

Le temps de travail représentait 40% du temps de vie en 1900, 10% aujourd'hui…. L'espérance de vie à la naissance qui était de 500.000 heures en 1920 est passée à 600.000 heures en 1950, et 700.000 heures aujourd'hui.

Ainsi, en 3 générations, depuis 1950, nous sommes passés de la société industrielle, à la société de consommation (l'automobile pour tous qui a favorisé l'habitat individuel consommateur d'espaces agricoles) et avec la numérisation, le consumérisme s'est imposé avec des conséquences non négligeables sur l'environnement et l'organisation des ménages[1].

On pourrait synthétiser par les assertions suivantes :

- Au XIXe on travaillait là où on naissait
- Au XXe on est allé vivre là où il y avait du travail, en ville
- Au XXIe on aimerait travailler là où l'on aimerait vivre, et on commence à être soucieux de l'environnement et du climat

[1] Extraits de "comment faire société ensemble" Jean Viard

Le Sicoval (examiné dans son périmètre actuel) connait une importante évolution démographique et géographique. En 1936, il hébergeait 10.298 habitants (seul Baziège comptait plus de 1000 habitants) puis 12.316 en 1962, 48.475 en 1990, et 75.500 en 2015. Pour répondre à cette expansion, les lotissements ont explosé, l'automobile a supplée les transports en commun qui sont rares dans cette zone très rurale (le tramway toulousain desservant Castanet-Tolosan disparaît totalement en 1957) et les centres commerciaux ont répondu à la quasi-totalité des besoins des habitants.

L'habitat individuel est devenu un mode d'habitat plébiscité par tous les ménages qui n'hésitent plus à s'éloigner de leur travail pour bénéficier de prix accessibles à tous les niveaux de revenus. Le modèle pavillonnaire s'est développé dans toutes les aires urbaines de la même façon.

Les centres bourgs n'échappent pas à cette mode : on préfère habiter dans une maison neuve avec jardin plutôt qu'en centre bourg dans des maisons anciennes qu'il faut rénover amplement et qui n'ont pas de jardin …

Peu importe les distances, c'est le cadre de vie qui détermine le lieu de résidence. Peu importe si les enfants, ainsi que leurs parents, passent beaucoup plus de temps dans les transports. La voiture permet d'atteindre facilement les centres commerciaux dotés de parkings gratuits et facilement accessibles. L'industrie agro-alimentaire connait un essor considérable offrant aux consommateurs des produits préfabriqués, utilisables rapidement à tout moment, car stockés dans les congélateurs familiaux. Les bourgs se vident de leurs derniers commerces, on fait 5 kms pour acheter une baguette de pain.

Les personnes âgées dépendent entièrement de leur capacité à se déplacer individuellement.

Mais ces tendances sont de plus en plus critiquées. L'impératif climatique, la qualité de ce que l'on mange, de l'air, de l'eau deviennent des préoccupations majeures. Les risques que fait peser l'alimentation industrielle sur la santé sont de plus en plus connus ainsi que les conséquences sur l'environnement. La raréfaction des énergies fossiles et leur coût remettent en cause les modes de transport thermiques. Les dérèglements climatiques avec des épisodes violents alertent le citoyen sur les risques à venir. L'habitat éloigné du lieu de travail se transforme en piège pour ses habitants face à l'augmentation du coût des produits pétroliers qui devient un poste de dépenses toujours en expansion.

L'arrivée de l'information à l'échelle individuelle (télévision, smartphone, internet …) et l'usage croissant du numérique ont développé l'idée que chaque individu pourrait être autonome. C'est sans compter les difficultés de transition, en particulier pour les personnes isolées, parfois âgées et aux revenus faibles. Les rencontres du quotidien chez le commerçant, à la poste, à la banque, au café ont disparu. Les associations relèvent quelques défis mais sont tributaires du bénévolat et de ses limites.

Quelques évolutions, encore partielles et souvent individuelles, apparaissent. Les approvisionnements en circuits courts sont recherchés (marchés, production bio, cueillette à la ferme, livraisons hebdomadaires avec abonnements …) Les modes actifs, vélo ou marche commencent à se développer, le tri et la diminution des déchets également. La limitation de l'empreinte CO^2 pour les déplacements (vélo vs auto, train vs avion ...) est de plus en plus présente dans les esprits. Les temps de télétravail se multiplient à domicile ou dans des tiers lieux.

Mais la mise en œuvre d'actions plus fortes et contraignantes pour s'adapter à tous ces changements est encore largement dépendante de critères économiques ou socio-éducatifs. La prise de conscience semble rapide, émerge dans le monde des pouvoirs publics et des collectivités, mais est encore très hésitante.

Dans ce contexte de mutations territoriales, climatiques, environnementales, quelle place pourraient demain avoir les centres-bourgs, autrefois lieux d'échanges et d'activités ?

4. Le diagnostic et les enseignements

A – Comparaisons territoriales :

Un aménagement du territoire à l'américaine au Sicoval ?

Le territoire du Sicoval est en très forte expansion depuis les années 70, où de nombreux arrivants « ont voulu profiter du sud » et de la qualité des paysages préservés du Lauragais. Ils ont plébiscité l'habitat individuel, confortés par le « tout lotissement » local. Ceci a été renforcé par l'expansion automobile de l'époque et l'absence de transports en communs. Quelques chiffres pour éclairer le discours :

Augmentation population entre 1968 et 2016 (France : 29%) – *Source : INSEE*	
Porte de l'Isère[1] (Agglo Lyon)	80 %
Toulouse Métropole	75 %
Muretain	254 %
Sicoval	413 %

Part modale (*Enquêtes ménages 2013*)	**Véhicule Personnel**	**Transport en Commun**
Agglo Toulouse (2013)	60%	13 %
Agglo Lyon (2015)	42%	19 %
Muretain (2013)	72 %	7 %
Sicoval (2013)	72%	11%

Si l'on prend l'exemple des commerces, la France est plus proche d'un système *« à l'américaine »* où l'usage d'un véhicule est nécessaire pour s'approvisionner, que des systèmes des pays limitrophes. En France, 62% du chiffre d'affaire du commerce de distribution est réalisé en périphérie, tandis qu'en Allemagne, c'est l'inverse, 67% est réalisé en centre-ville. Cela correspond à une histoire urbaine différente, mais surtout à des choix politiques[2].

Cette situation généralisée est également caractéristique du Sicoval où 84 % des habitants utilisent leur véhicule personnel pour les achats, contre 76 % dans le Muretain.

Source INSEE 2015

Nombre magasins	**Commerce Extra urbain / 10.000 hab**	**Supermarché / 10.000 hab**	**Commerce de Proximité / 10.000 hab**
France Métropolitaine	0,91	1,70	19,33
Porte de l'Isére	4,22	1,27	16,29
Muretain	4,45	1,79	16,30
Sicoval	3,06	1,65	13,49

[1] Porte de l'Isère est issue de la ville nouvelle de l'Isle d'Asbeau qui a pris son essor dans les années 75, pour répondre aux besoins d'extension de Lyon, et a suivi une trajectoire d'évolution similaire à celle du Sicoval, avec trois villes de plus de 10.000 habitants, et de nombreuses communes très rurales. Cette communauté est, comme le Sicoval, totalement incluse dans l'aire urbaine de la métropole voisine.

[2] Franck Gintrand réconcilier commerce et développement urbain durable

- **Les commerces extra urbain** incluent les hypermarchés et grandes surfaces de bricolage (et autres grandes surfaces supérieures à 2 500 m²).
- **Les supermarchés** étant difficilement qualifiables (intra ou extra muros), nous en avons fait une catégorie à part
- **Le commerce de proximité** se définit par l'ensemble des commerces de quotidienneté (où les achats des consommateurs sont très fréquents (*alimentation générale ou spécialisée, supérettes, café-tabac, librairie, journaux, …*). et des commerces en pôle de vie *(présence dans un rayon restreint (300m) d'au moins quatre activités du commerce de proximité hors traiteur, pharmacie et commerce sur éventaires (définition INSEE)).*

Depuis 1968, le Sicoval a bénéficié d'une évolution fulgurante, d'un dynamisme remarquable qui a des effets très positifs (emplois, richesse ...) mais a généré une structure urbaine éclatée, bien moins dotée que d'autres en commerces de proximité dans les centres des bourgs, ce qui entraine une utilisation importante de l'automobile.

B – Résultats de l'étude statistique : *des profils de bourgs variés*

Le **travail statistique** sur les caractéristiques des communes (équipements, enseignement, habitat, attractivité, démographie, mobilité, animations, espaces de rencontre, patrimoine) a été réalisé avec des données issues de bases référencées (*Insee, Sicoval, Sig Sicoval, Tisséo, rectorat, mairies, …*)

Indicateurs retenus pour mesurer la vitalité des centres-bourgs

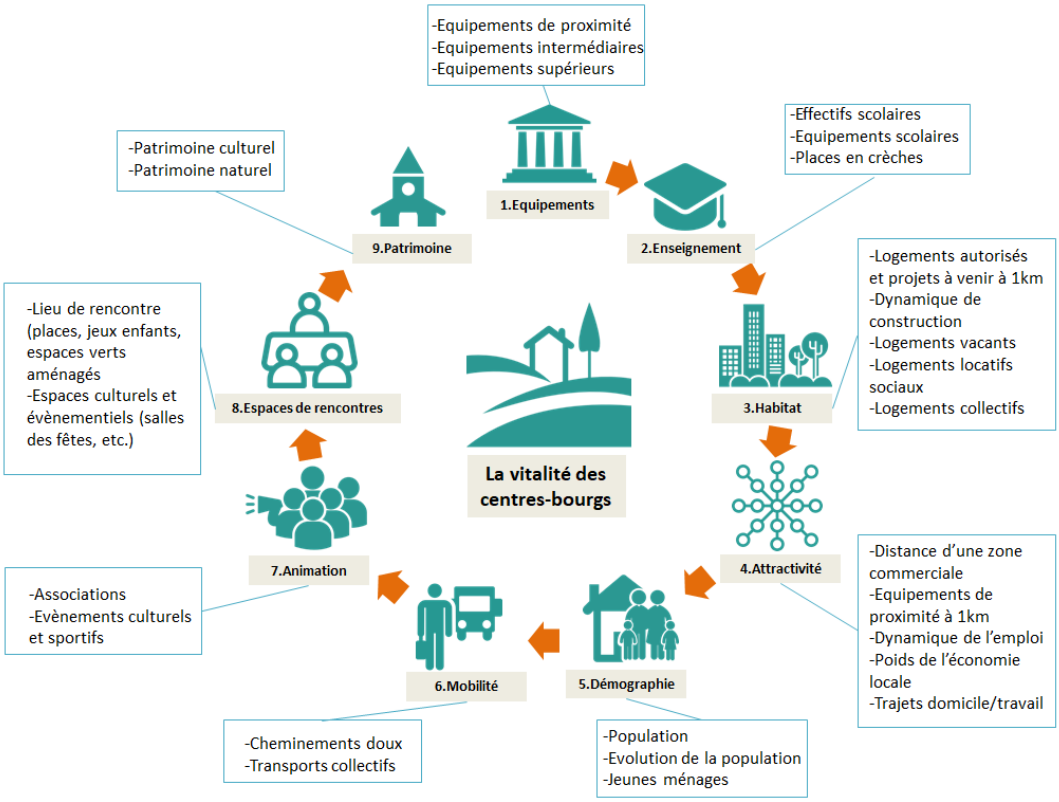


Figure 2 : Indicateurs de la revitalisation des centres-bourgs / Réalisation : Déborah Labastie

Tous les espaces de rencontre répertoriés ont fait l'objet d'observations *in situ* pour qualifier chacun d'entre eux (Exemple ci-dessous à gauche : commune d'Ayguesvives). Une analyse en isochrone du centre des Mairies a été faite (1 km) pour évaluer l'accessibilité à pieds des commerces et services (exemple ci-dessous à droite : commune de Labège).

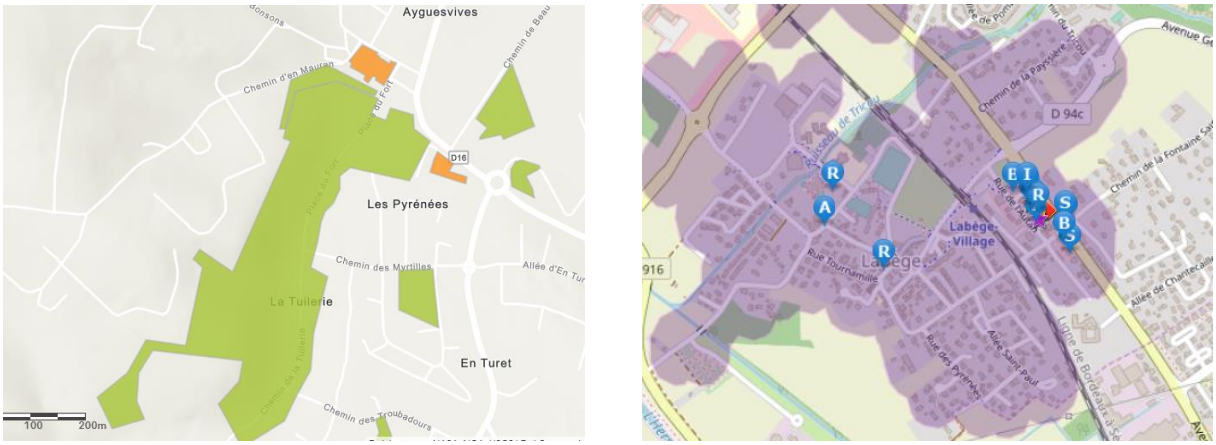


Figure 3 : Recensement des espaces de rencontre (Ayguesvives à gauche) et évaluation de l'accessibilité à pieds aux commerces de proximité (Labège à droite / Réalisation : Déborah Labastie

Ces données ont permis de classer les communes en six groupes. Les communes de Ramonville Saint-Agne et de Castanet-Tolosan qui constituent des pôles urbains et ne peuvent être qualifiées de bourgs forment un groupe à part.

Groupe	Communes	Moyenne Habitants	Caractéristiques principales de chaque groupe
1	Auzeville Tolosane, Ayguesvives, Baziège, Escalquens, Labastide Beauvoir, Labège, Lacroix-Falgarde, Montgiscard	3.627	Bien équipées, dynamiques, des dessertes différenciées, situation géographique favorable
2	Belberaud, Deyme, Donneville, Lauzerville, Montlaur, Péchabou, Pompertuzat	1.523	Caractéristiques proches du groupe 1, mais un peu moins bien dotées. Forte dynamique logements
3	Aureville, Corronsac, Vieille-Toulouse, Vigoulet-Auzil	922	Communes très résidentielles
4	Auzielle, Clermont-le-Fort, Fourquevaux, Issus, Montbrun Lauragais, Odars,	777	Forte dynamique habitat et forte attractivité. Espaces de rencontre et animations de haut niveau
5	Belbeze-de-Lauragais, Espanès, Goyrans, Mervilla, Noueilles, Pechbusque, Pouze, Rebigue, Varennes	404	Très rurales et excentrées. Des espaces de rencontre sont valorisés et mis en place

Des profils de bourgs variés

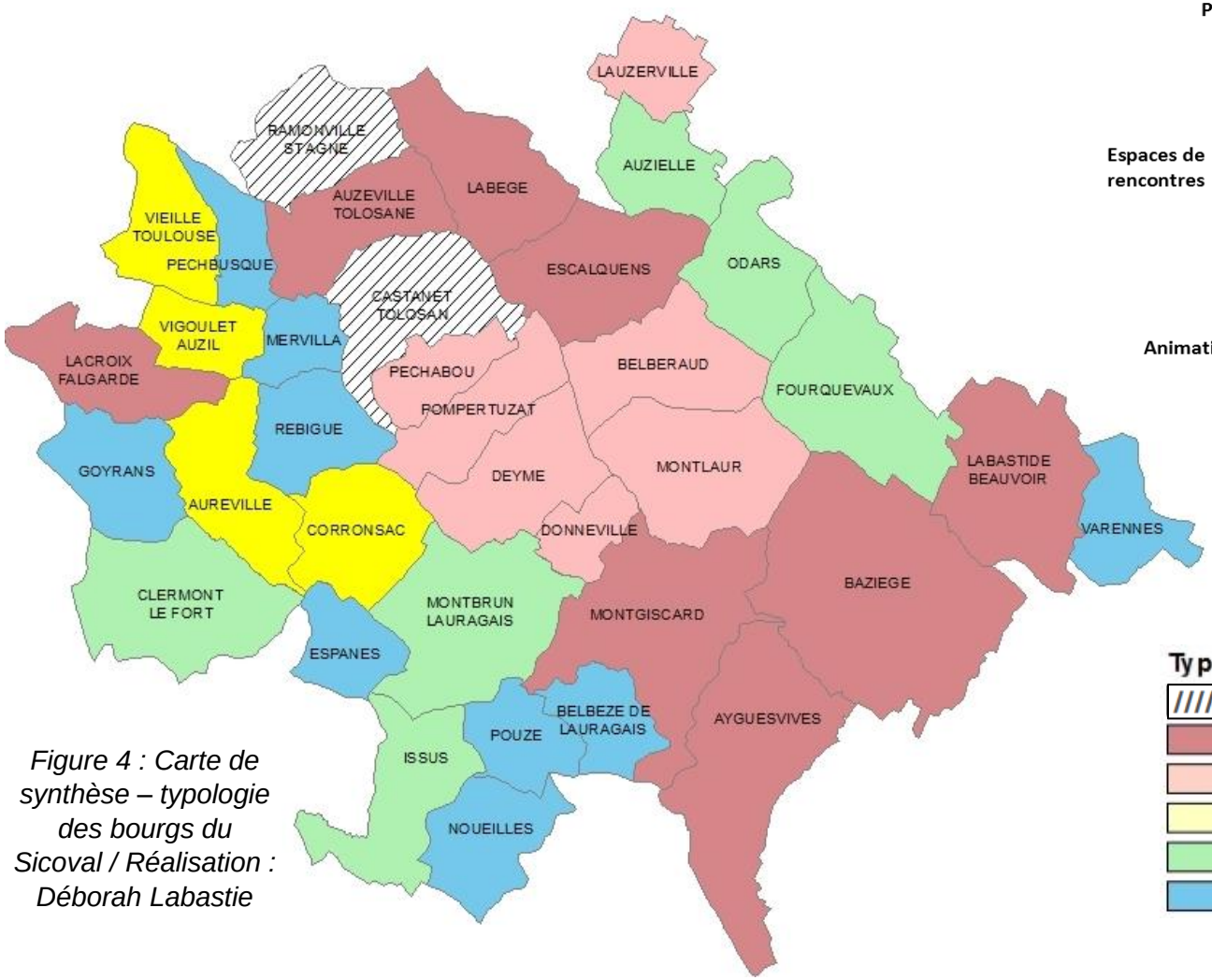
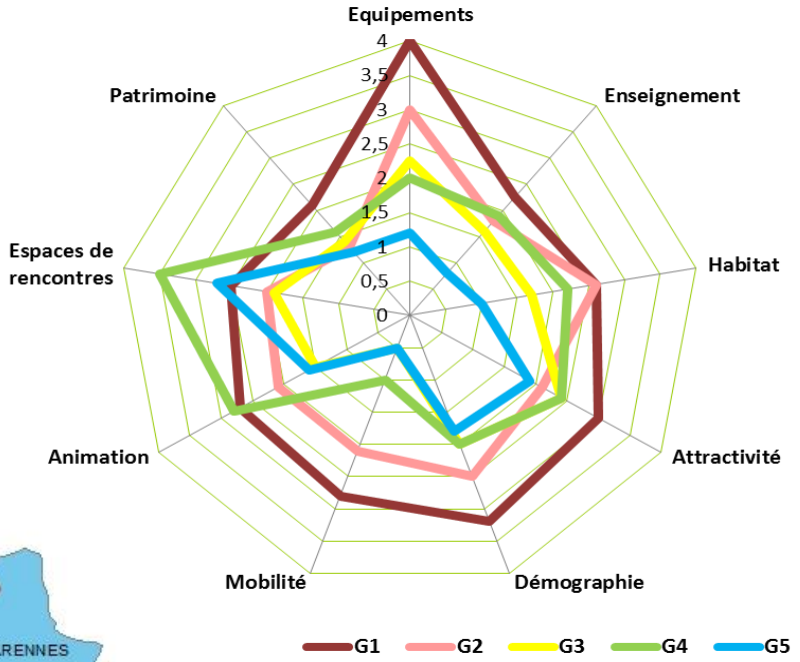


Figure 4 : Carte de synthèse – typologie des bourgs du Sicoval / Réalisation : Déborah Labastie

Notation des groupes à partir des thématiques



Typologie des bourgs	Moy. Hab/groupe
Communes > 10 000 hab.	13 331
Groupe 1	3 627
Groupe 2	1 523
Groupe 3	922
Groupe 4	777
Groupe 5	404

La typologie des bourgs est d'abord marquée par le poids démographique de ceux-ci. Les bourgs structurants sont localisés au nord ainsi qu'au sud (triangle Ayguesvives-Baziège-Montgiscard). Lacroix-Falgarde, appartenant au groupe bourgs dynamiques, est décentrée avec une logique de développement en lien avec le couloir de la vallée de l'Ariège. Sur les coteaux, trois catégories de bourgs ont été identifiées : résidentiels, animés et excentrés.

C. - Enquête sur la perception des centres-bourgs : *des commerces de proximité plébiscités*

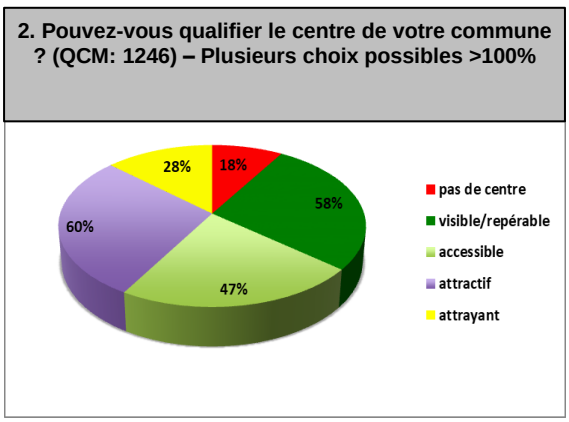
L'enquête réalisée en 2018 a permis d'obtenir 745 réponses. Cela représente 1% de la population, mais 3% des ménages pour les communes moyennes et 5% pour les petites communes *(Questionnaire en annexe 2).*

Les réponses proviennent très majoritairement de familles avec enfants installées depuis le début des années 2000 dans le Sicoval (64%). Les jeunes sont très peu représentés (26 répondants ont moins de 25 ans), et de même, dans une moindre mesure, les retraités (18%). L'enquête en ligne a probablement permis des expressions de catégories sociales peu accessibles par des enquêtes classiques. A noter le très fort taux de réponse des femmes et des cadres.

Indicateur sociodémographique	**Panel enquête**	**Territoire du Sicoval *(INSEE 2016)***
Femme / Homme	65 % / 45 %	51 % / 49 %
Actifs	76 %	75,5 %
Retraités	18 %	23,5
Couple avec enfant(s)	64 %	28,9 %
Couple sans enfant	21 %	27,1 %
Famille monoparentale	5 %	8,5 %
Moins de 25 ans	4 %	26 %
26 – 64 ans	84 %	57 %
Plus de 65 ans	12 %	16 %

La perception du centre

Les **centres sont bien identifiés**, sauf dans les bourgs coupés par des axes de communication. L'**attractivité** (commerciale) n'est pas un point fort, sauf dans les deux villes. Par contre, l'**attrait** est mentionné pour tous les bourgs dotés d'un centre avec une architecture historique et/ou de paysages remarquables, y compris pour de tous petits villages.



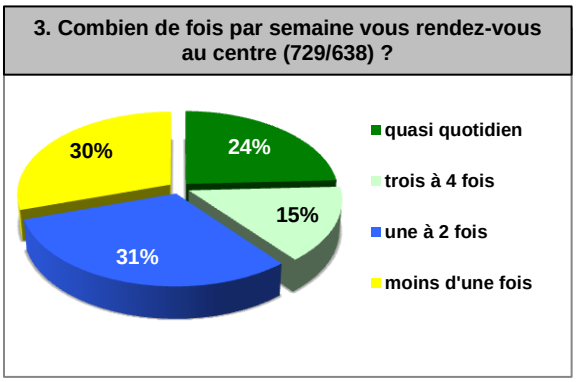
La fréquentation du centre

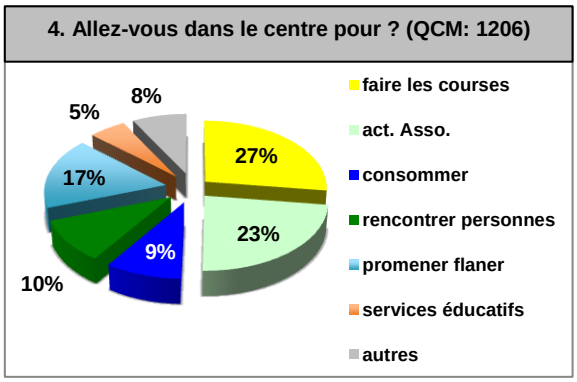
Les 2/3 des enquêtés vont plus d'une fois par semaine au centre de leur commune.

Trois grandes typologies émergent :

- Réaliser une action, un service
- Répondre à un besoin « sociétal »
- Répondre à un besoin de « détente »

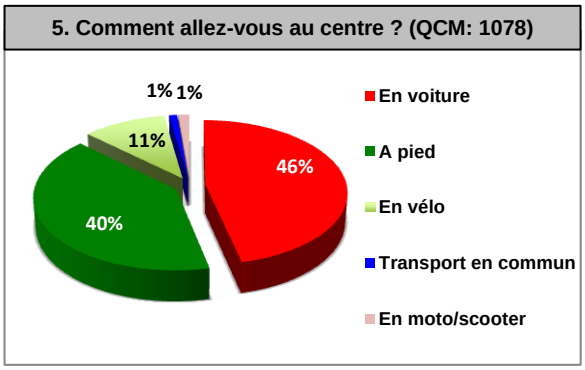
On note des corrélations entre la perception et la fréquentation du centre : ainsi +52% des « promeneurs flâneurs » trouvent leur centre « attrayant ».

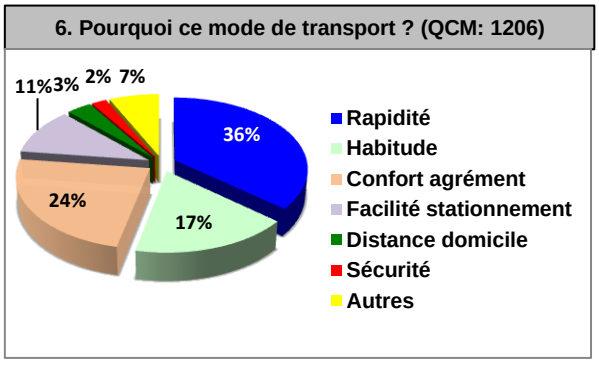




Les modes d'accès pour rejoindre le centre

La voiture est le moyen de transport privilégié pour se rendre au centre (rapidité, habitude, confort, logique domicile-travail, sécurité…). Les utilisateurs de vélos font principalement valoir les facilités de stationnement et dans une moindre mesure un militantisme écologique. Les habitants qui se rendent au centre à pied le font pour des raisons d'agrément et de proximité de leur domicile au centre.

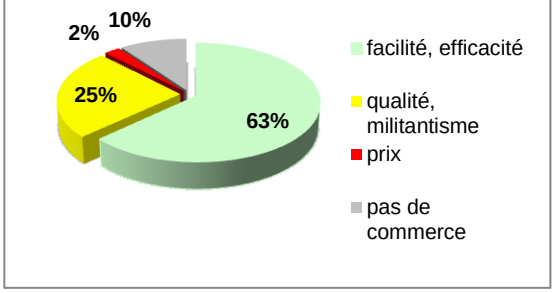




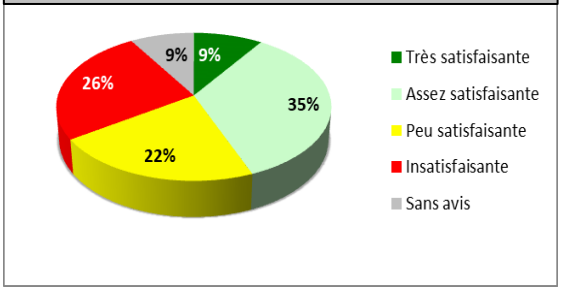
L’offre commerciale et les services de proximité

L’offre commerciale des centralités est utilisée par opportunité/facilité**,** et plutôt par les actifs. Les retraités sont plus présents dans les supermarchés (situés à proximité des bourgs). Les marchés font jeu égal avec les commerces de proximité (dans les murs) et les supermarchés (hors les murs principalement). Les hypermarchés sont nettement moins souvent utilisés. Un besoin d’un commerce « de base » est fortement exprimé en rural (supérette/boulangerie).

8. Pourquoi fréquentez-vous les commerces de proximité du centre (QCM 1194)?



12. Que pensez-vous de l’offre commerciale sur votre commune ?

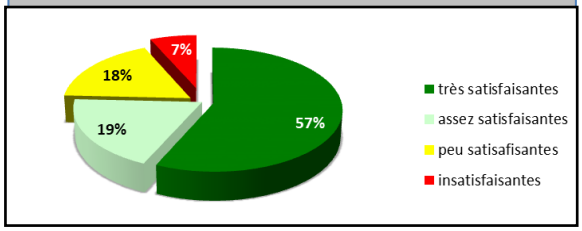


Les animations

Les **animations** sont plébiscitées, avec une **très forte expression autour des évènements à l’échelle de l’intercommunalité** (Lo Campestral, Randovales, Festival de rue…), à rapprocher du point précédent.

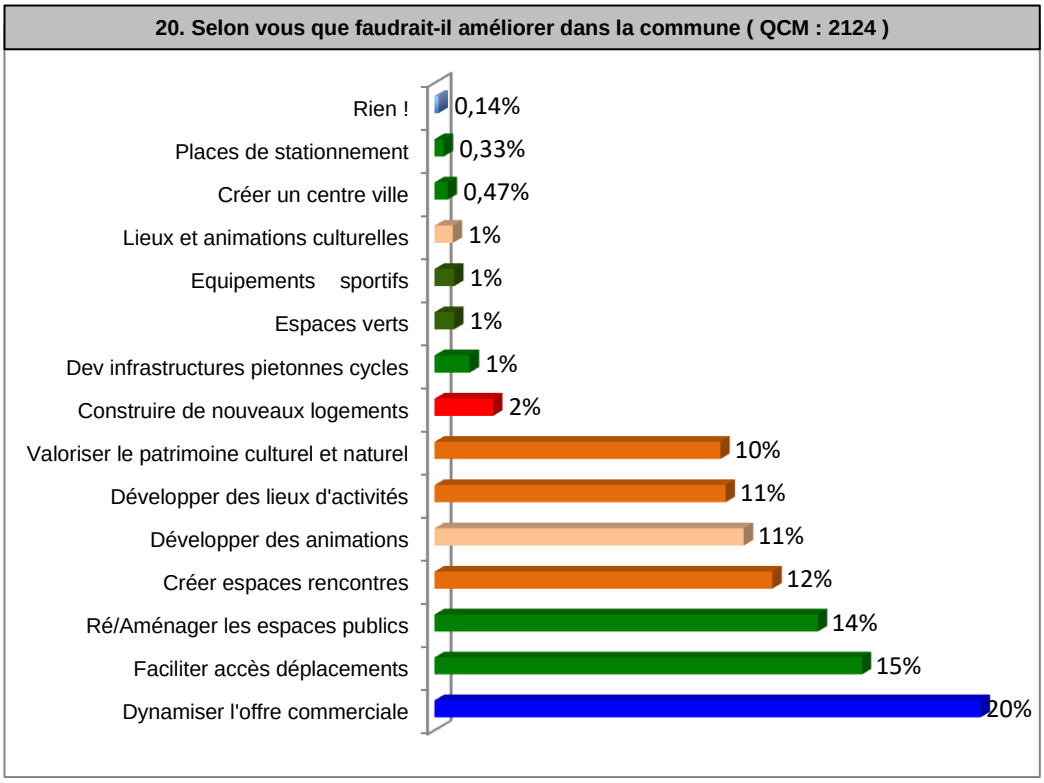
La **vie associative** est appréciée avec une fréquentation sur la commune de résidence.

15. Que pensez-vous des animations proposées dans votre commune (680) ?



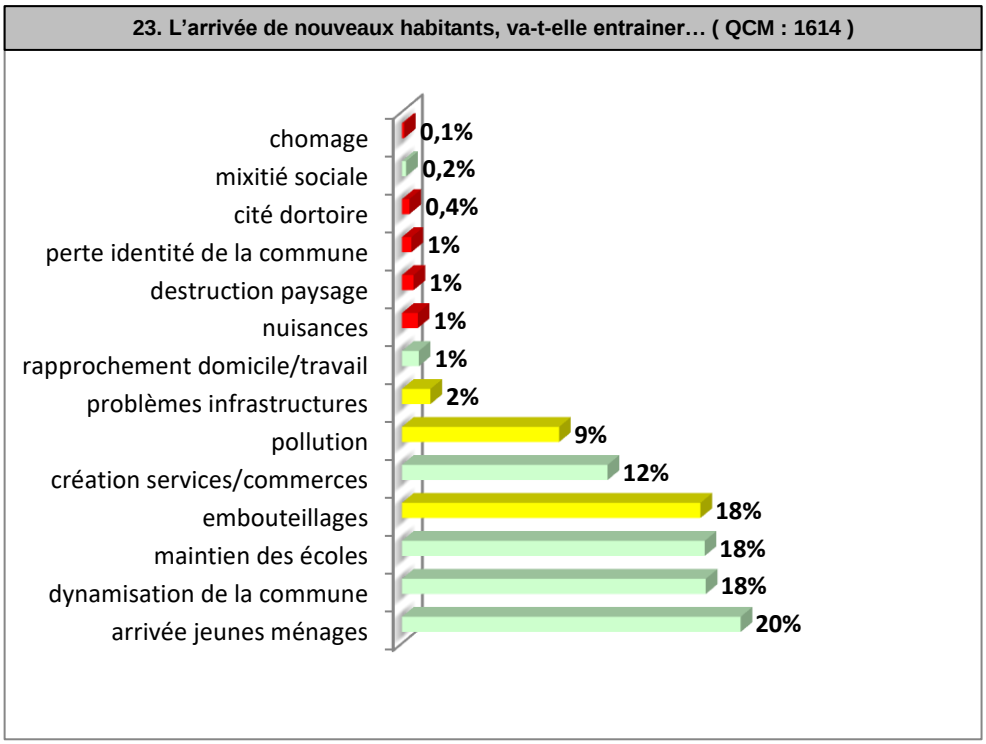
Les propositions pour le centre-bourg

20. Selon vous que faudrait-il améliorer dans la commune (QCM : 2124)



Une demande de plus de commerces et d'infrastructures dans les centres bourgs, mais aussi une forte demande pour des lieux de vie (lieux de partage et de rencontres, en lien avec le patrimoine existant)

L'accueil de nouveaux habitants



L'**accueil de nouveaux habitants est très bien accepté**, pour **dynamiser** les communes, mais avec une préférence d'habitats adaptés au contexte local (collectifs et mitoyens pour les villes, mitoyens et individuels pour le semi rural ou rural).

Une grande tendance semble apparaitre avec cet échantillon de réponses : une <u>recherche de sens</u> autour de la qualité paysagère et historique de certaines communes, et une expression forte sur un besoin sociétal de convivialité et de rencontres.

D. - Résultats des rencontres avec le public et les experts

En complément de l'enquête ci-dessus, le Codev a organisé diverses rencontres avec des experts et des ateliers qui tout en exprimant les souhaits des habitants éclairent notre travail :

Une recherche de proximité dans les centres-bourgs

Les habitants des villages et bourgs en périphérie de Toulouse viennent tout d'abord chercher « une vie de village » qui se caractérise par une certaine proximité et un lien social. Cette proximité souvent impulsée par la vie associative locale ou par des évènements (foires, marchés, vide greniers...) reste cependant très dépendante de bénévoles et d'une masse critique de personnes engagées. Il existe des initiatives locales intéressantes qui stimulent la proximité et le lien social comme l'exemple d'un projet d'épicerie associative en cours sur la commune de Fourquevaux.

Mais certains habitants se contentent de leur habitat sans pour autant vouloir entretenir des relations locales. Les bourgs sont alors plus des « cités dortoirs » que des lieux conviviaux et de vivre-ensemble.

Une taille critique pour le développement de commerces

En dehors des grandes communes comme Castanet-Tolosan, Ramonville Saint-Agne et des bourgs moyens, les petits bourgs ne bénéficient pas de commerces de proximité : *« Il faut parfois faire 5 km pour aller chercher du pain »*. Les personnes âgées sont les plus vulnérables au regard de ce manque de commerce sur place car leur mobilité est souvent restreinte.

Des espaces publics attractifs

La présentation réalisée a permis à la commission de retenir les mots clefs suivants :

- **Effet de levier**, quand l'espace public est un ensemble où on ne doit pas investir beaucoup en un lieu et laisser le reste en espace de seconde zone,
- **Usage**, quand on encourage l'appropriation de l'espace par différents publics,
- **Frugalité**, quand on trouve des réponses simples aux aménagements en créant par la même un effet de levier fort avec peu d'investissement,
- **Durée**, quand chaque projet est intégré dans une échelle plus globale,
- **Ecologie**, quand on explique la place de la nature dans les aménagements, et que l'on fait changer le regard,
- **Détail**, quand on attire l'attention sur le « bien fait » en soignant les détails.

Une consultation préalable et systématique des usagers des modes actifs

Les cyclistes doivent être consultés sur les projets et les réalisations d'aménagement. L'association 2 pieds-2 roues attire l'attention sur les difficultés de circulation et la sécurité dans les centres-bourgs et le long des routes départementales.

Les scénarios « chemins 2040 » du CESER Occitanie

La Commission retient l'approche du futur dans les trois scénarios :

- Le Scénario **« Tendanciel »** est construit à partir des processus dominants au présent ou sur le court terme.
- Le Scénario **« Sombre »** est construit sur des processus considérés comme négatifs dans de très nombreux domaines et cela dans un contexte national et international dépressif, du moins en Occident.
- Le Scénario **« Nouvelles convergences : innovation, environnement et recompositions territoriales »** est caractérisé par des innovations non seulement techniques, mais aussi économiques, sociales, sociétales, culturelles, politiques…ayant le souci de leur compatibilité avec les environnements dans toutes leurs diversités : climatiques, biologiques, sanitaires, esthétiques.

https://www.ceser-occitanie.fr/travaux/travaux-section-prospective-prospective-chemins-2040/

La Commission note l'approche très scientifique et documentée du CESER et constate qu'elle n'est pas en capacité de faire le lien entre cette démarche et la sienne. Elle en retient toutefois des éléments fondamentaux qui confirment ses préoccupations.



5 – Les valeurs pour repenser les centres-bourgs

Le Codev se propose d'adjoindre aux valeurs traditionnelles du Sicoval : innovation et solidarité, des valeurs transversales qu'il considère nécessaires afin de réussir le meilleur aménagement possible des centres-bourgs du territoire.

Attirer et accueillir, rendre service

L'aménagement urbain depuis plusieurs décennies s'est organisé, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants de façon concentrique, vers l'extérieur des communes. Parallèlement les logements des centres-bourgs connaissent une désaffection due au désir majoritaire d'un habitat pavillonnaire.

Savoir attirer et accueillir dans les centres-bourgs, c'est rendre ces zones attrayantes, notamment en rénovant les bâtiments anciens et les équipements existants. Cela permettrait d'enclencher un cercle vertueux d'attraction de biens et services pour attirer un nombre critique de clients et usagers potentiels.

Une manière complémentaire de rendre les centres-bourgs séduisants consiste à développer l'emploi (donc les entreprises) dans ces secteurs proches des logements des salariés.

Donner du sens, des repères, plaire

La mondialisation a brouillé les repères de proximité : nombres d'habitants disent souffrir d'anonymat et d'isolement au sein même de leur lieu d'habitation.

La mise en valeur du patrimoine (même ordinaire comme un lavoir), des paysages et des espaces publics permet de s'approprier son environnement et l'histoire locale, en donnant du sens partagé et des repères de proximité.

Ainsi il n'est pas étonnant que notre enquête ait montré que les sicovaliens plébiscitaient les centres-bourgs qui avaient du sens du fait de leur cachet historique, de leur attrait, même si celui-ci est de petite taille et donc parfois démuni de services.

Donner du sens consiste aussi à participer à la vie municipale au travers de la participation citoyenne et communale et à s'impliquer dans le tissu associatif (Journées citoyennes à Corronsac, Ayguesvives….)

Dans la même enquête, les habitants plébiscitent les rassemblements festifs, fêtes locales, Campestral ou Randovales organisés sur le territoire.

Faire solidaire

La solidarité doit s'exercer dans l'accueil des nouveaux arrivants et proposer des solutions de logements, d'éducation, de partage, de santé… aux anciens et aux plus jeunes.

Pour relever les défis qui nous attendent, nous devons absolument anticiper ce que pourra être demain. Le vieillissement de la population est tel en Sicoval qu'à l'horizon 2030, le territoire comptera plus de 90 000 habitants dont 20 000 seniors de plus de 65 ans et plus de 7 000 de plus de 80 ans.

La mixité des générations est relative. Les plus jeunes sont souvent confrontés à l'exigence de leur vie professionnelle et familiale mais aussi au coût immobilier sur le territoire. De plus en plus de personnes âgées sont isolées à domicile et pour lesquelles l'organisation de vie et de services doit être anticipée.

Certaines communes réfléchissent à des typologies d'habitat mixtes (collectif-individuel, locataire-propriétaire, accession propriété-aidé, Bimby…) et de centralité de la commune pour faciliter l'accès aux commerces du quotidien. Il convient de répondre aux besoins des personnes isolées dans les habitations éloignées des centres de vie ?

L'isolement n'est pas seulement celui des personnes âgées mais aussi celui des célibataires, des familles monoparentales, des personnes sans emploi, de même des jeunes face à la complexité de leur avenir... Les raisons de cet isolement peuvent être multiples mais l'éloignement géographique peut être réel et accentué selon les revenus. Comment dès lors réduire cet isolement ? Le numérique peut-il être l'outil miracle ?

L'impact du chômage sur les individus, leur famille et la société peut être très lourd, la recherche de solutions solidaires est à privilégier.

Relever le défi de la transition écologique

Ce défi de la transition écologique est transversal à toutes les valeurs.

La prise de conscience de l'impasse de notre mode de vie consumériste est aujourd'hui de plus en plus partagée. En effet chacun perçoit maintenant dans son propre quotidien les premiers effets du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité.

Pour relever ce défi, il faudrait encourager notamment des modes de consommation plus responsables, une offre de commerces et de services dans les centres-bourgs qui favorisent au maximum des modes actifs de déplacements (marche, vélo…), ainsi que la récupération, la réparation et la réutilisation (ressourcerie, café bricole…). La pédagogie et l'éducation ont un impact non négligeable sur les changements de comportement (exemple familles à énergie positive ou 0 déchet). Pour contrer l'artificialisation des sols, l'étalement pavillonnaire doit être fortement réduit tout en densifiant l'existant pour accueillir les populations nouvelles. L'un des enjeux est aussi de végétaliser les espaces pour créer des ilots de fraicheur et réduire les risques d'inondations. La réintroduction de la nature en ville permet d'améliorer le cadre de vie et le bien-être des habitants.

6 – Les préconisations

Les préconisations résultent de la démarche d'études, d'analyses, d'enquêtes et de rencontres réalisée depuis trois ans.
La revitalisation des centres-bourgs et le développement territorial passent par une action complète et combinée de tous les leviers qui permettront d'améliorer la qualité de vie des habitants du centre-bourg mais également du bassin de vie. Ces leviers et différentes propositions sont déclinés ci-après, et découlent des valeurs identifiées précédemment qui ont pour objectif de proposer des lieux de vie attractifs, attrayants et accessibles sur tout le territoire.

Concevoir, aménager et réhabiliter l'espace par :

- **une autre conception de l'urbanisme, avec notamment une vision partagée de l'aménagement intercommunal**

Ces propositions nécessitent une politique d'urbanisme volontariste du Sicoval et des communes pour une stratégie d'urbanisation maitrisée à l'échelle de plusieurs générations.

1) Lutter contre l'étalement urbain en utilisant notamment tout ce qui est disponible.
   Valoriser les bâtiments anciens ou vacants : achat éventuel des logements vacants et/ou vétustes qui pourraient être réhabilités par la collectivité. Taxation spécifique des logements vacants en capacité d'être habités. Densifier en construisant des petits collectifs ou des maisons en bande.



2) Réduire les déplacements domicile-travail et faciliter la mixité habitat/emploi : équiper des salles de tiers lieux destinées au télétravail, au co-working, Inciter les entreprises et les professions libérales à s'installer dans les centres-bourgs pour multiplier les petits espaces d'emploi.



3) Aménager ou créer des lieux de vie adaptés à la taille des communes (commerces, parcs, jardins publics, aires de jeux, bancs…) pour favoriser le lien social.



4) Favoriser les constructions évolutives. Cela pourrait permettre d'adapter le logement à la taille de la famille : un T4/T5 pouvant être transformé en appartements plus petits lorsque les enfants sont partis. Penser un habitat partagé en externalisant certaines fonctions du logement (chambre d'amis, laverie,…).



- **une amélioration de l'existant**

5) Développer des jardins communs sur tous les espaces disponibles, gérés et entretenus collectivement par les habitants. Ouverts à tous, crées à l'initiative des habitants d'un quartier ou impulsés par la commune, ces jardins communs répondent à des objectifs sociaux (convivialité, mixité sociale), culturels (fêtes en plein air, événements culturels…), nutritionnels et pédagogiques (éducation au respect de l'environnement : gestion de l'eau, compost…).



6) Redonner de la perméabilité à certains espaces actuellement minéralisés (parking, cheminements, esplanades, cours d'écoles etc). Végétaliser tous les espaces possibles afin de garantir fraicheur et améliorer la qualité de l'air et l'esthétique, en particulier, les rues : plantation le long des rues, des façades, des pieds de palissade ou des délaissés de voirie…



Protéger et orienter certaines terres agricoles

7) Préserver les espaces naturels dans chaque commune et les rendre visibles au niveau intercommunal (trames vertes et bleues) afin de protéger la biodiversité.



8) Sauvegarder les espaces agricoles environnants, développer la production locale et les circuits courts. Mettre en place une politique publique foncière permettant de réserver des terres maraîchères et faciliter l'installation de producteurs. Tendre vers un Plan Alimentaire Territorial.



Faire histoire commune, donner du sens

9) Mettre en avant la richesse de chaque bourg : l'histoire et le patrimoine, les sentiers de randonnée, les informations sur le tourisme, l'hébergement possible…



10) Développer les actions culturelles (Lo Campestral, les Randovales, fêtes locales, repas partagés, expositions,…) qui rassemblent les habitants et favorisent le lien social.



11) Initier des journées citoyennes d'embellissement du bourg : ramassage des déchets, plantations de fleurs dans les rues, petits travaux de peinture…
Organiser des animations en centre-bourg autour du recyclage et la réutilisation des objets et matériaux.



Développer les services

12) Couvrir l'ensemble du territoire avec des services de proximité y compris les services de santé.

Faciliter l'installation de magasins de producteurs locaux. Installer des « magasins à tout faire » (multiple rural) : mise à disposition de bâtiments aux loyers très concurrentiels, qui permettent à la fois un dépannage pour des courses alimentaires de base, boire un café, se restaurer, recevoir les colis, assurer un lien avec d'autres services (blanchisserie, remise des clefs en cas d'intervention d'artisan à domicile…), avoir un accès internet …



13) Réaliser dans les centres-bourgs, des emplacements pour des structures mobiles de commerces ou d'activités par l'installation de colonnes techniques (eau, électricité, internet…) Ces commerces mobiles peuvent aussi aller à domicile.



14) Développer et former aux activités de recyclage (ressourcerie, café-bricole …) qui peuvent favoriser le retour à l'emploi.



Réduire les déplacements

15) Favoriser les modes actifs de déplacements. Assurer des « micros hub » à tous les arrêts majeurs des transports structurants (arceau vélos, quelques places parking voiture) Tous les cœurs de ville doivent être limités à 30 km/h pour faciliter la cohabitation piéton/vélo/voiture. Avoir des aménagements cyclables sécurisés autour du centre-bourg et pour accéder aux écoles étendus aux personnes à mobilité réduite (PMR, poussettes…).



16) Limiter les circulations des véhicules dans les centres-bourgs : mettre en place des parkings périphériques, réorganiser les déplacements motorisés et les stationnements indispensables (vélo, voiture…) dans le centre.



17) Développer les transports en commun ou le covoiturage vers les équipements structurants et les services publics. Etablir un plan de déplacement pour répondre à la demande de personnes n'ayant aucun moyen de locomotion.

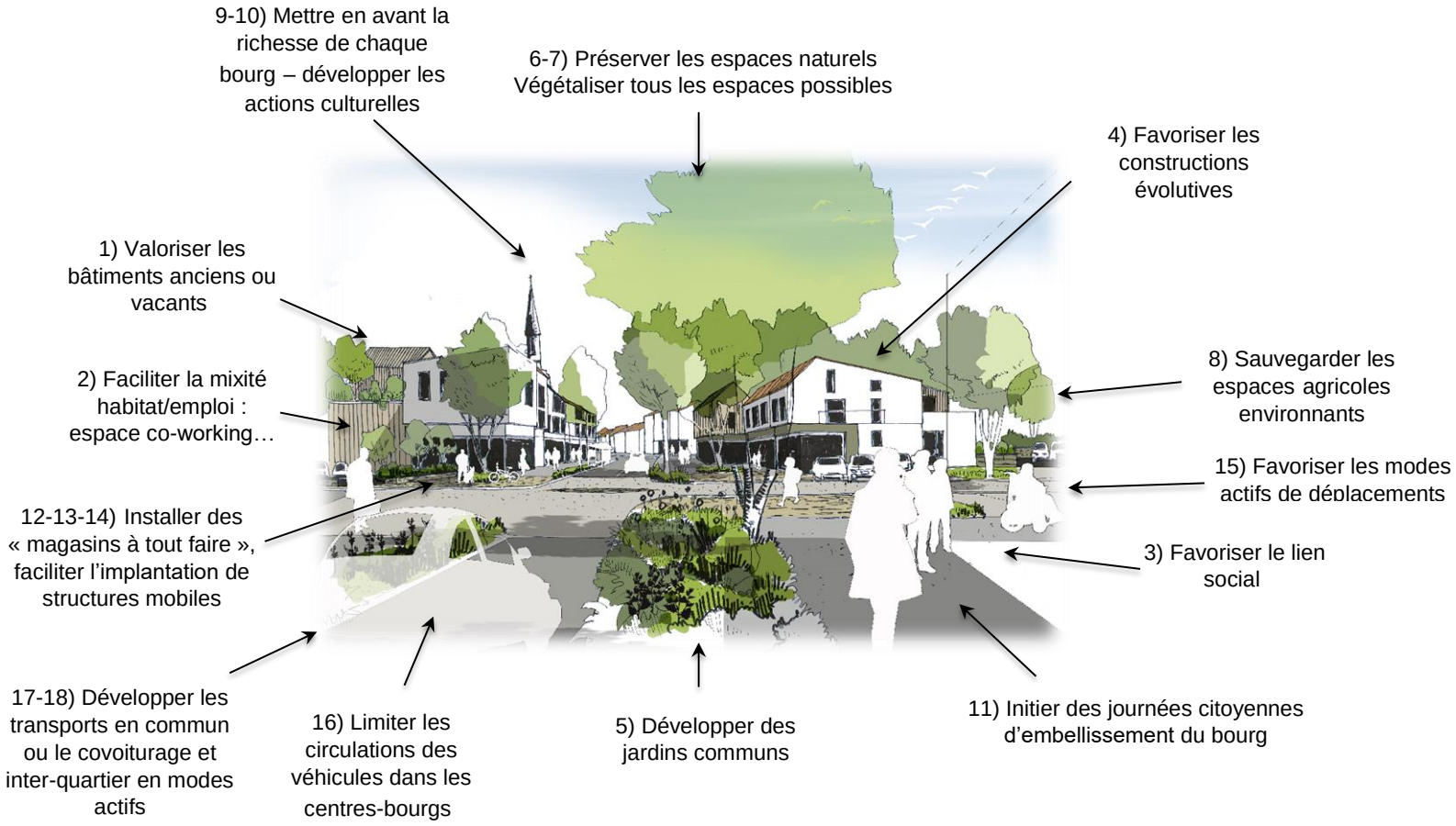


18) Faciliter les liaisons inter-quartier en modes actifs pour rejoindre le centre-bourg.



Les alertes des conséquences de nos modes de vie sur l'environnement et le climat, génèrent une prise de conscience des citoyens. Cette dynamique constitue un élément moteur sur lequel la collectivité peut s'appuyer au moment où elle doit obligatoirement décider et agir avec responsabilité pour des futurs plus acceptables. Les préconisations proposées sont un socle local minimum qui nous semble indispensable.

Synthèse des préconisations



Conclusion

Ce rapport répond au souhait du Codev et de sa commission « Urbanisme Habitat Déplacements » de contribuer, humblement, à la réflexion de l'avenir des centres bourgs dans cette périphérie de la métropole qui n'est pas tout à fait la ville ni tout à fait la campagne. Il n'est en aucun cas une étude scientifique exhaustive. Ce travail est seulement un regard croisé de citoyens sur des lendemains différents qui vont affecter profondément nos modes de vies. Il se veut être une alerte sur l'adaptation possible dans l'aménagement des bourgs pour atténuer les bouleversements à venir. Nul doute que l'échelle des communes n'est pas assez pertinente pour défier l'objet majeur qu'est le changement climatique. Et c'est pour cette raison, qu'il nous a semblé nécessaire de dépasser ce périmètre dans quelques préconisations.

La classification réalisée dans le diagnostic fait bien apparaitre la diversité des bourgs caractérisée par des écarts importants d'équipements et de services. Néanmoins il y a deux points communs à ces territoires différents :

- la difficulté à se déplacer parce que la voiture est indispensable à certains mais congestionne par ailleurs les voies de circulation ; un outil et un handicap.
- la question de la centralité des bourgs est récurrente et fait d'ailleurs l'objet d'études dans plusieurs d'entre eux. Un appel d'offres régional est en cours pour aider les communes à mieux organiser leurs centres bourgs mais pour autant le Codev n'a pas connaissance de travaux collectifs et d'une vision partagée qui mettrait en exergue la complémentarité des uns avec les autres.

Nous pouvons retenir quelques enseignements de ce travail. Par exemple sur la méthode : la limite de construction d'un questionnaire d'enquête insuffisamment pertinent car fait par des néophytes. Les termes « centre bourg » apposés à des « centralités vécues » ont créé quelques approches animées. Mais aussi la difficulté d'imaginer des modèles de vie différents face à un avenir dont nous percevons à peine l'évolution a rendu la moindre tentative d'approche prospective inopérante.
Le Codev note par ailleurs les programmes de revitalisation des centres-bourgs initiés par le Conseil Départemental et le Conseil Régional.

Il nous apparait clairement que pour s'adapter aux bouleversements à venir et s'évertuer à contenir l'élévation des températures afin de limiter les catastrophes, les collectivités (et l'intercommunalité en particulier) doivent donner l'impulsion et servir de modèles aux habitants et à tous les acteurs. Le faire savoir des actions et son caractère pédagogique doivent être développés amplement pour donner le sens indispensable à la compréhension des actes nécessaires.

Comme nous l'avons déjà signalé dans le travail sur la démocratie participative, il est bien évident que ces projets de changement doivent être pensés avec les acteurs. Les décideurs

connaissent bien les difficultés de mise en œuvre de leurs décisions. Le Codev s'inscrit pour accompagner les nombreuses réflexions nécessaires, mais aussi pour l'animation de groupes qui ont pris l'habitude de réfléchir en atelier.

Il est certain que le Codev n'a pas procédé à une étude singulière, il n'en n'avait ni les moyens ni la capacité. Pour autant, riche d'un foisonnement des idées, des discussions, des questionnements, il est certainement unique à pouvoir rassembler des différences autour de thématiques qui préoccupent tous les citoyens.

Annexes

Annexe 1 – Les évolutions sociétales

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les territoires ont été bouleversés autant par l'exode rural, l'accroissement des mobilités, les évolutions sociétales, le numérique que la concrétisation des effets du changement climatique.

L'exode rural

Alors que la France était à la fin des années 50 encore un pays dominé par l'agriculture et les bourgades rurales, l'exode de nombreuses familles vers les villes a changé la morphologie des territoires. La concentration de l'activité économique au sein des villes et le changement des outils de production agricole a amené de nombreux actifs à s'installer en ville ou à proximité périphérique. Sur le territoire du Sicoval ce mouvement a été très perceptible avec l'augmentation impressionnante de la population sur les communes proches de Toulouse. Ramonville est par exemple passé de 1 000 habitants en 1960 à 10 000 habitants en 1980 ! La métropolisation était déjà en marche.

La démocratisation de l'automobile

Les « trente glorieuses » comme on le sait on fait naitre la société de consommation avec une augmentation du pouvoir d'achat des ménages d'une classe moyenne de plus en plus nombreuse. L'explosion de l'utilisation de la voiture individuelle a permis aux familles de s'émanciper et à s'autoriser de s'installer à plusieurs kilomètres de leur lieu de travail et à partir plus souvent en week-end dans des endroits plus éloignés. On assiste alors à la multiplication des lotissements, des périphériques et autoroutes. L'autoroute A61 inauguré en 1978, qui traverse le Sicoval , dessert depuis quelques années (2011) aussi le sud (triangle Baziège-Ayguesvives-Montgiscard) avec pour répercussion d'étendre de plus en plus l'aire urbaine vers la campagne éloignée. Les lotissements marquent les paysages.

L'évolution du commerce vers la grande distribution

En parallèle, depuis les années 60, la grande distribution fait ses premiers pas en France. A cette époque, ce sont les commerçants isolés qui détiennent plus de 80% du chiffre d'affaires du commerce de détail. De dix à douze intermédiaires interviennent entre l'agriculteur et le consommateur. Les denrées sont rares et les prix flambent.

En 1949, Edouard Leclerc ouvre son premier libre-service, à Landerneau. Nous sommes loin du mode de consommation des américains qui font déjà leurs courses dans des sortes de hangars, situés en périphérie des villes avec à leur disposition chariots, parkings et même pompe à essence. Le concept fait des émules en France. Au libre-service s'ajoute l'idée franco-française du « tout sous le même toit » qui fait aussi bien vendre des produits alimentaires que des vêtements ou de l'électroménager.

En 1957, le premier supermarché ouvre ses portes; puis en 1963, le premier hypermarché est inauguré par Carrefour.

Dès les années 60, le commerce se réduit de plus en plus à une fonction logistique pour écouler des produits. On peut alors abandonner le terme « commerce » pour parler de « distribution ».

La surface des hypermarchés est communément proche des 6000 m^2 mais peut atteindre les 12 000 m^2. En 1972, il y a déjà 124 hypermarchés en France, 1 000 en 1993 et en 2011, on atteint les 1 880 hypermarchés, soit près de 10 millions de mètres carrés et ce sont 50 000 références de produits qui sont proposés dans les linéaires[1].

Autant de paramètres économico-historiques à prendre en compte au sujet de l'assèchement du tissu économique des villes de petites et moyennes importance, sans oublier bien sûr les villages qui voient ainsi s'appauvrir son centre-bourg.

Changements sociétaux

Le XXe siècle aura été pour les français un cycle d'évolutions sociétales notables : La France est passée d'un pays majoritairement paysan et ouvrier à un pays salarié. Elle est passée de l'absence d'accès à l'eau courante et à l'électricité à une vie confortable. Globalement les plus pauvres vivent donc pour la grande majorité mieux que les pauvres du début du siècle. Néanmoins, avec la montée du système capitaliste, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé, et entre les deux, une nouvelle classe moyenne est apparue.

Après mai 1968, l'exode rural, et l'arrivée des innovations technologiques de grande ampleur, la France n'est plus la même. Le monde rural s'est vidé, et les français se tournent désormais vers le secteur des services. Les femmes travaillent quasiment autant que les hommes. Ces mutations entrainent la naissance d'un nouveau modèle familial : le couple citadin, parents de deux enfants. Ce changement est accompagné par la démocratisation du divorce. Le nombre de divorce double en effet entre 1965 et 1980. La famille est plus libre, la femme n'est plus cantonnée à son rôle de mère au foyer, l'homme à son rôle de chef de famille autoritaire, et l'enfant à son absence de rôle. Si la famille évolue, c'est également la société toute entière qui change avec elle. L'arrivée des supermarchés ruine les petits commerçants et soumet à des prix bas les produits des agriculteurs. La vie des Français n'est donc plus la même ; elle se tourne vers la grande consommation, qu'il s'agisse des biens, des produits de santé, ou des loisirs.

L'avènement de la télévision

En 1949, la télévision s'adresse encore à un nombre très restreint de Français. Seuls *297 foyers* possèdent un poste[2]. Mais la télévision s'implante inexorablement : 24 000 postes sont recensés en 1952, 683 200 en 1957[3]. Dès 1958 : le nombre de postes de télévision dans les foyers français s'élève à un million. Désormais, chaque année, un million de téléviseurs sera vendu en France, jusqu'à ce que chaque famille possède un poste à la fin des années 60. Pour l'élection présidentielle de 1965, 40 % des Français possèdent un téléviseur. (Source : France 5, Pouvoir et télévision 12/2/2006). La couleur se démocratise à partir des années 70. Le «parc» français dépasse dix millions de récepteurs.

En 2010, il se vendra de 8 à 8,5 millions de téléviseurs, contre près de 7,5 millions en 2009.

Selon un baromètre du Conseil supérieur de l'audiovisuel publié mercredi 21 novembre 2018, près de 94% des foyers sont équipés d'un téléviseur.

Le téléviseur familial ou individuel a connu des avancées technologiques connexes. A partir de 1971, la télécommande arrive enfin en France. Dès les années 80, elle changera radicalement la façon de regarder la télé, rendant le téléspectateur infidèle aux chaînes et aux publicités[4]. Suivie par le magnétoscope, dont s'équipent de plus en plus de foyers français, qui change encore la donne.

Avec les années 2000, la prolifération de chaînes (TNT et bouquets de chaînes avec l'avènement démocratisé d'internet) amènent les français à passer, en 2017, 3h51 devant l'écran de la télévision. La durée d'écoute individuelle de la télévision a même progressé de deux minutes par rapport à 2015[5].

La transformation des modes de loisirs est un autre signe des mutations de la vie privée. Dans l'ensemble, la réception des médias est de plus en plus individuelle. La télévision qui est le premier média de l'espace privé est regardée parfois en famille, mais des pratiques plus individuelles apparaissent soit avec les téléviseurs dans les chambres, soit grâce au magnétoscope et au lecteur de DVD qui permettent d'éviter les conflits de choix de programmes et d'individualiser la réception. Les sociologues des médias anglais évoquent une « bedroom culture », surtout concernant un jeune public.

La mutation du bénévolat et de l'engagement associatif

Même le secteur associatif s'en trouve touché. Un rapport parlementaire de 2014 notait bien que « Avec environ 1,3 million d'associations et quelque 16 millions de bénévoles, le secteur associatif gère un budget total de 85 milliards d'euros (3,2% du PIB), recense 1,8 million d'emplois et représente une masse salariale de 37 milliards d'euros. Les associations comptent pour 10 % du total des emplois du secteur privé ! C'est dire leur importance pour notre économie, au moment où la France recense, toutes catégories confondues, plus de cinq millions de demandeurs d'emploi. » Toutefois, il est notable que le secteur associatif peine à recruter des dirigeants. Il est tout aussi notable que l'engagement bénévole a muté. A un engagement associatif durable, on adjoint l'engagement ponctuel, « direct ». Pourquoi ? A un modèle très solidaire issu des conséquences de la seconde guerre mondiale a suivi une évolution basée sur plusieurs aspects : le développement de l'hédonisme, la défiance progressive à l'égard de toutes les institutions et la montée de la mondialisation et de la complexité du monde. Un phénomène que l'on peut aussi résumer par la maxime suivante : pour « changer la Société, je dois la comprendre ».

Ces différents facteurs, qui se conjuguent depuis une quarantaine d'années, expliquent bien cette évolution du bénévolat : un bénévolat plus individuel, qui doit aussi avoir un impact pour soi, un bénévolat d'action et un bénévolat de proximité. (L'engagement bénévole associatif en perspective – France Bénévolat- 2014)

La configuration des territoires est impactée maintenant par l'avènement d'internet :

Depuis les années 90, le numérique a démontré sa capacité à toucher tous les pans de la société. Un exemple : entre 2005 et 2015, le montant de nos achats en ligne a été multiplié par 8. Depuis, nous croisons livreurs sur nos routes, fréquentons points relais ou drive. Le numérique nous permet de nous déconnecter (paradoxalement) de notre territoire car nous n'avons plus besoin de nous rendre physiquement dans un magasin et d'attendre l'horaire d'ouverture. Nous pouvons avoir accès à tout, n'importe où et à n'importe quel moment. Seuls les délais de livraison ne sont pas encore assez comprimés pour atteindre l'instantanéité. Le télétravail, la dématérialisation des démarches en ligne, l'accès aux informations ou encore l'éducation (MOOC- FOAD) changent eux aussi la société et les territoires. Le numérique nous déconnecte des territoires.

Le développement durable

Depuis le rapport Meadows dans les années 70 qui démontre qu'une croissance infinie dans un monde fini était impossible et dangereuse, l'empreinte écologique de nos modes de vie a pourtant depuis continué de croitre. Le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité qui en découlent, nous font entrevoir chaque année un peu plus, à quoi notre futur pourrait être condamné : canicules, inondations, sécheresses, épidémie,… avec des conséquences très importantes sur les plans démocratiques et social. Une prise de conscience de cette impasse émerge progressivement dans les sociétés occidentales. Des actions de réduction de nos consommations, de recyclage, de production d'énergies renouvelables sont engagées mais pas toujours à la hauteur des enjeux et inaccessibles pour certains. Le paradigme du développement durable est inéluctable.

1: Fabienne Charraire, *50 ans d'histoire des hypermarchés,* Le Magazine de la bpi
2: Évelyne Cohen, Marie-Françoise Lévy, Avner Ben-Amos, *La télévision des trente glorieuses. Culture et politique*, CNRS,2007, p. 8
3:Marie-Françoise Lévy, *La télévision dans la République. Les années 50*, Editions Complexe,1999, p. 12
4: © Le Grenier de la télé
5: source INSEE
6: Livingstone,1999, p. 19-23 et Steele, Brown,1995, p. 551-576.

Annexe 2 – Questionnaire

Le Conseil de Développement du Sud-Est Toulousain

La vie de votre commune aujourd'hui et demain

Dans le cadre de ses réflexions, le CODEV (Conseil de développement) a entrepris une étude sur l'organisation actuelle et future de la vie quotidienne des habitants dans les communes du SICOVAL. Face aux enjeux consécutifs aux changements à venir (énergie, climat, télétravail, solidarité, accueil de nouvelles populations, qualité de vie, etc.), cette étude permettra de proposer aux élus du territoire des pistes de travail pour aménager les « centres bourgs » des communes qui sont au cœur de l'indispensable lien social.

Pour cela, nous vous remercions de participer à cette enquête anonyme dont les résultats vous seront communiqués en même temps que le rapport final qui sera remis au conseil communautaire

(RMP : réponses multiples possible)

PERCEPTION DU CENTRE

1. **Pouvez-vous qualifier le centre de votre commune ? (RMP)**

   ○ Visible/repérable ○ Accessible (voiture, vélo, à pied, handicapés, etc.)

   ○ Attrayant (lieux publics, promenades, paysages, esthétique, etc.)

   ○ Attractif (commerces, services, cafés, restaurants, santé, etc.)

   ○ Pas de centre

PRATIQUES ET USAGES DU CENTRE

- *Fréquentation*

2. **Fréquentez-vous le centre de votre commune ou d'une autre commune?**

   ○ De votre commune ○ Autre commune : laquelle : ……

3. **Combien de fois par semaine vous y rendez-vous ?**

   ○ Quasi quotidiennement ○ Trois à 4 fois ○ Une à 2 fois ○ Moins de une fois

4. **Allez-vous dans le centre pour (RMP) :**

   ○ Vous promener/flâner ○ Pour rencontrer des amis/personnes ○ Activités associatives

   ○ Faire les courses ○ Consommer ○ Autre, précisez :……

- *Mobilité*

5. **Comment allez-vous au centre ? (RMP)**

   ○ A pied ○ A vélo ○ En transports en commun ○ En moto/scooter

   ○ En voiture ○ Autre, précisez :……

6. **Pourquoi ?**

   ○ Rapidité ○ Habitude ○ Confort ○ Facilité stationnement

   ○ Agrément ○ Autre, précisez :……

- *Consommation/offre commerciale*

7. Y-a-t-il un ou des commerces et services de proximité en centre ? (RMP)

	Ça existe	Je fréquente
Boulangerie	○	○
Boucherie/charcuterie	○	○
Fleuriste	○	○
Epicerie	○	○
Supérette	○	○
Caviste	○	○
Café/bar	○	○
Tabac/presse	○	○
Médecins	○	○
Kiné	○	○
Infirmière	○	○
Pharmacie	○	○
Banque	○	○
La poste	○	○
Coiffeur	○	○
Restaurant	○	○
Institut de beauté	○	○
Autre :.....	○	○

8. Pourquoi fréquentez-vous ces commerces ? (RMP)

○Proximité domicile/travail ○Facilité d'accès ○Horaires ouvertures

○Qualité choix/produits ○ Prix pratiqués ○Qualité accueil/conseil

○Convergence avec des services ○Autre, précisez :.....

○Ne fréquente pas

9. Quel type de commerce souhaiteriez-vous trouver dans le centre de votre commune?

.....

.....

10. A quelle fréquence allez-vous ?

	Jamais	Rarement	Souvent
Commerce de proximité	○	○	○
Supermarché	○	○	○
Hypermarché	○	○	○
Marché de plein-vent	○	○	○

11. Si vous fréquentez un marché de plein-vent, le(s)quel(s) ?.....

.....

12. Que pensez-vous de l'offre commerciale sur votre commune ?

○ Très satisfaisante ○ Assez satisfaisante ○ Peu satisfaisante ○ Insatisfaisante

○ Ne sait pas

- *Animation*

13. Pouvez-vous me citer des animations organisées dans votre commune ?

○ Oui, lesquelles :..... ○ Non

14. Y-participez-vous ?

○ Oui ○ Non, pourquoi :.....

15. Que pensez-vous des animations proposées dans votre commune ?

○ Très satisfaisantes ○ Assez satisfaisantes ○ Peu satisfaisantes ○ Insatisfaisantes

16. Fréquentez-vous d'autres lieux ?

○ Oui, quelles communes ? : ..... ○ Non

- *Equipements publics*

17. Quels sont les équipements publics sur votre commune ?

	Ça existe	Je fréquente
Terrains sportifs	○	○
Ecoles	○	○
Salles de sports	○	○
Salles des fêtes	○	○
jeux d'enfants	○	○
Crèche	○	○
Médiathèque	○	○
Bibliothèque	○	○
Collège	○	○
Boulodrome	○	○
Autre :.....	○	○

- *Vie associative*

18. Participez-vous à des activités associatives ?

○Oui, laquelle ou lesquelles :..... ○Non

19. Si oui, sur votre commune ou sur une commune voisine ?

○ Votre commune ○ Commune voisine, laquelle :.....

VOS PROPOSITIONS

20. Selon vous, que faudrait-il améliorer dans la commune ? (RMP)

○ A.Développer des animations ○ B.Dynamiser l'offre commerciale

○ C.Faciliter l'accès et les déplacements ○ D.Ré/Aménager les espaces publics

○ E.Valoriser le patrimoine culturel et naturel ○ F.Construire de nouveaux logements

○ G.Développer des lieux d'activités ○ H.Créer des espaces de rencontres

○ Autre, précisez :.....

21. Indiquez par ordre d'importance les trois propositions (ci-dessus) qui vous paraissent prioritaires ? Inscrivez les lettres correspondantes :

.....

22. Que souhaiteriez-vous pour l'avenir du centre de votre commune ?.....

.....

.....

23. L'arrivée des nouveaux habitants, va t'elle entrainer ? (RMP)

○Une dynamisation de la commune ○ Un maintien des écoles ○ Un rapprochement du domicile/travail ○ L'arrivée jeunes ménages ○ La création de nouveaux services et commerces ○ Des embouteillages ○ De la pollution

○ Autre, précisez :.....

24. Que pensez-vous de l'offre de logement sur votre commune ?

○Très satisfaisante ○ Assez satisfaisante ○ Peu satisfaisante ○ Insatisfaisante

○Ne sait pas

25. Quelle forme pourrait prendre la densification de votre commune ? (RMP)

○ Collectif ○Maison individuelle/Pavillon ○Maison de ville/mitoyenne

26. Faudrait-il développer une offre pour l'accueil de personnes âgées non dépendantes ?

○Oui ○ Non ○ Ne sait pas

PROFIL

27. Vous êtes ?

○Homme ○ Femme

28. Votre tranche d'âge ?

○ -18 ○18-25 ○26-39 ○40-55 ○ 56-65 ○66-75 ○ 76 et +

29. Votre commune de résidence principale ?.....

30. Depuis quelle année résidez-vous sur cette commune ?.....

31. Votre commune de travail ou d'études ?.....

32. La typologie de votre foyer ?

○Couple sans enfant ○Couple avec enfants ○ Monoparentale ○ Célibataire

○Autre

33. Vous êtes ?

○ Actif ○ En recherche d'emploi ○Etudiant ○ Retraité

○ Autre

34. Votre catégorie socio-professionnelle ?

○ Professions intermédiaires ○Ouvriers y compris agricoles ○Etudiants

○ Employés y compris services ○ Cadres et professions intellectuelles supérieures

○ Artisans, commerçants et chefs d'entreprise ○ Agriculteurs exploitants

○ Retraités

Pour toute information complémentaire vous pouvez contacter Déborah Labastie en charge de cette étude (deborah.labastie@sicoval.fr ; 05.31.84.30.46).



Contacts :

codev@sicoval.fr

https://www.Sicoval.fr/fr/s-impliquer/CODEV/presentation.html

05 62 24 28 12

L'actualité du Codev sur Facebook

Codev
Le Conseil de Développement du Sud-Est Toulousain

L'identité territoriale du Sicoval

Une intercommunalité périurbaine, un modèle durable ?

Rapport final – saisine



Mars 2020

Sommaire

Introduction 5

Méthodologie 6

Première partie : Le Sicoval hier 11

A. L'isolement municipal de Toulouse et le développement de son agglomération 11

B. La naissance du Sicoval 14

C. Du Grand Toulouse à la Métropole : le lent réveil toulousain 18

D. La connaissance du Sicoval par les habitants 20

Deuxième partie : Le Sicoval aujourd'hui 23

A. Comment les habitants perçoivent-ils leur territoire et son identité ? 23

B. Le Sicoval dans la Grande Aire Urbaine Toulousaine 31

Troisième partie : Le Sicoval demain 40

A. Les attentes des habitants 40

B. Les scénarios d'évolution institutionnelle 43

Préconisations / recommandations 51

Conclusion 54

Le mot de la Présidente

Le Conseil de communauté de l'agglomération Sicoval a autorisé son Président, en séance du 11 mars 2019, à saisir le Codev sur la question du « Territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation», l'interrogeant ainsi plus précisément sur l'identité du territoire, sa place entre la métropole et les communes rurales, et la pérennité de ce modèle.

Pour mémoire, le Codev, est constitué de bénévoles issus de la société civile. Créé par la loi, il est une instance de démocratie participative au niveau intercommunal et peut en effet être saisi par le Conseil de la communauté auquel il est rattaché (ici le Sicoval) sur des sujets spécifiques. Sa composition est plurielle, et par là même il peut assurer la diversité de regards mise au service de la collectivité. Il affiche fortement le principe de neutralité qui permet l'expression des uns et des autres et produit des débats d'une véritable richesse.

En confiant ce travail au Codev, le Conseil a reconnu que cette neutralité lui conférait la pertinence pour apporter un éclairage sur ces questions de l'identité du territoire et pour présenter des préconisations. Le temps imparti pour cette réflexion a été limité au délai restant à courir avant les élections municipales, avec échéance au début de l'année 2020.

Conscient de la reconnaissance et de la confiance faite au Codev, ce dernier a dû relever le défi du temps très court, ce qui l'a conduit à intensifier les séances de travail dédiées à la saisine afin de réserver à ce sujet toute l'attention qu'il requiert et de produire une analyse complète. A la contrainte du temps s'est également ajouté celle liée à la difficile et irrégulière disponibilité des membres de la commission spécifique constituée sur ce sujet.

Trois étapes essentielles ont rythmé ce travail. Tout d'abord la réalisation d'une enquête auprès des habitants et des acteurs pour recueillir leur perception sur les caractéristiques du territoire nous a permis de poser un diagnostic. Dans un deuxième temps, une approche historique et juridique a permis d'appréhender la situation du Sicoval dans le cadre de l'évolution de l'aire urbaine toulousaine et les conséquences d'éventuelles modifications institutionnelles. Enfin est venu le temps de l'analyse de ces données pour élaborer des recommandations et rédiger le rapport ci-dessous.



Cécile Valverde
Présidente du Conseil de développement du Sicoval

La saisine

Conseil de Communauté	**11 mars 2019**
Direction	**Prospectives et évaluation**
Service	
Commission pilote	**Comité de pilotage participation citoyenne**
Avis daté Commission	

Proposition de saisine du Codev par le Sicoval
Le territoire périurbain, un nouveau modèle…

Contexte :

La Loi d'orientation et de développement durable du territoire dispose que les Territoires et Pays doivent se doter de Conseils de développement (Codev). Un Codev est constitué de citoyens, d'acteurs, de partenaires d'un territoire. Il est une instance de réflexion, et propose aux élus, ses visions pour un développement durable, et ses évaluations des politiques menées. Il n'a pas de pouvoir décisionnel, ni de responsabilité juridique.

Deux moyens principaux existent pour utiliser la capacité d'analyse de la société civile via le Codev : l'auto-saisine et la saisine. **L'auto-saisine** résulte de la volonté exprimée par les membres du Codev en toute indépendance du Sicoval, d'alerter les élus sur un enjeu ou de formuler des propositions pour la mise en œuvre d'un projet. Ces sujets font l'objet d'une notification aux élus du Sicoval. **La saisine** porte sur des sujets ou projets sur lesquels les élus souhaitent obtenir du Codev des idées et propositions ou avis formel.

Exposé des motifs :

La Communauté d'agglomération du Sicoval exerce un grand nombre de compétences allant de l'aménagement du territoire aux services à la personne, du développement économique aux déchets, entre autres. Ces compétences placent souvent la collectivité dans une relation service - usager. Ce positionnement amène le Sicoval à être perçu plus comme une structure technico-administrative que comme une collectivité au service du citoyen.

Le Sicoval, intercommunalité déjà innovante en 1975, incarne aujourd'hui la haute technologie, l'innovation et en même temps une terre de tradition et d'histoire sur un périmètre périurbain.

Mais le Sicoval, se trouve aujourd'hui interrogé par les influences de la métropolisation de Toulouse et par les problématiques plus rurales de sa frange lauragaise.

Plusieurs questions en découlent :

- Le projet de territoire est-il partagé par les acteurs et les citoyens ? S'identifient-ils et se reconnaissent-ils dans leur territoire?
- Quelle place pour notre territoire entre métropole et communes rurales ? Les territoires périurbains ne jouent-ils pas un rôle majeur : interfaces et liens entre les grandes métropoles et le monde rural, lieu d'innovation sociale et économique…? N'est-ce pas là un nouveau modèle à identifier et pérenniser ?
- Le Sicoval a-t-il sa propre identité territoriale ?

Le Conseil de développement, émanation de la société civile, apparait le plus pertinent pour apporter un éclairage sur ces questions et sera à même de faire connaitre ses préconisations à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic. Il sera demandé de rendre son avis d'ici le début de l'année 2020.

Proposition *:*

• autoriser le Président à saisir le Codev du Sicoval sur la question «Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation ?».

Introduction

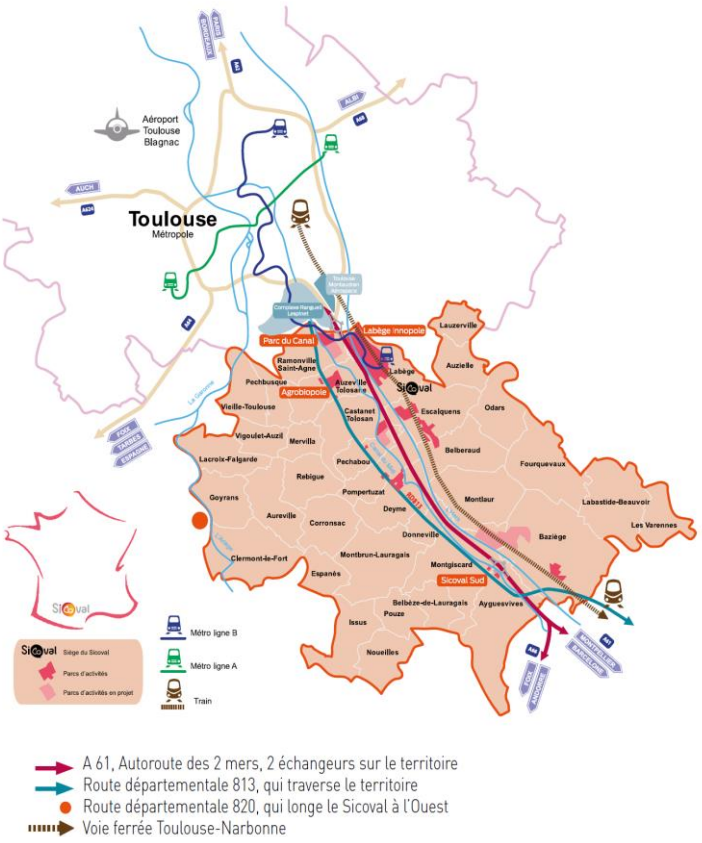


Figure 1 : Carte de situation du Sicoval
Source : Sicoval, Portrait de territoire 2018

Le Sicoval est une Communauté d'agglomération qui compte près de 73 000 habitants, qui réunit 36 communes et dont la superficie est de 25 000 hectares. Le Sicoval se situe dans l'aire urbaine de Toulouse, et se définit lui-même comme un territoire périurbain.

L'aire urbaine toulousaine est la 4e aire urbaine du pays en termes de population et la 2e aire urbaine la plus dynamique de France après celle de Lyon[1].

Elle compte 1 345 343 habitants et 452 communes et forme un ensemble de 5 000 km² qui dépasse les limites du département de la Haute-Garonne ; il s'agit de l'une des plus étalées de France, mais également l'une des moins denses. La couronne périurbaine de Toulouse mord sur les départements limitrophes du Tarn-et-Garonne, du Tarn, de l'Aude, de l'Ariège et du Gers et l'aire urbaine intègre celles de Montauban et de Castelsarrasin au Nord et 30 % de la population de l'aire urbaine toulousaine habite dans la couronne périurbaine.

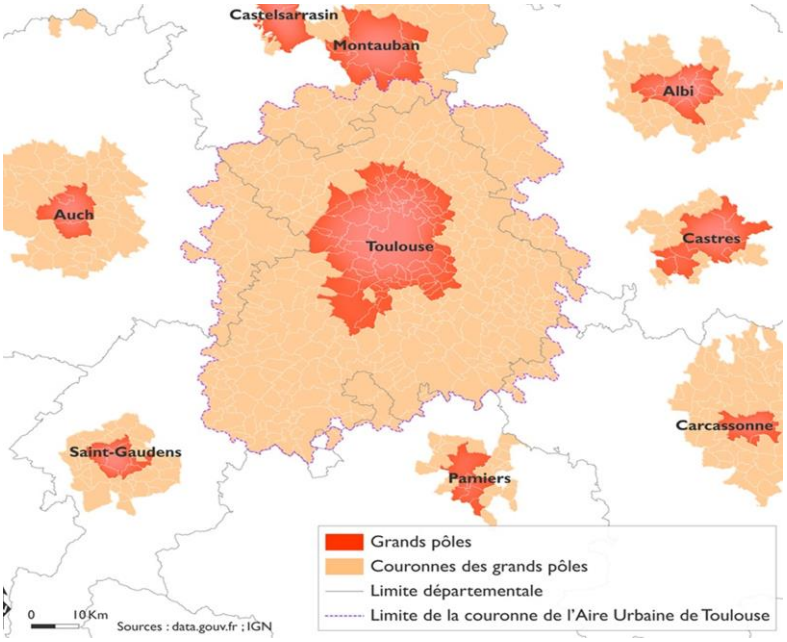


Figure 2 :
Carte de l'aire urbaine toulousaine
Source : data.gouv.fr, IGN
Réalisation : Atelier de cartographie, Département de géographie, UT2J

[1] La croissance démographique annuelle de l'aire urbaine toulousaine est de + 1,5 % dont 0,8 % de solde migratoire (France métropolitaine + 0,49 %).

« *Le terme de périurbain qualifie, en France, un type d'espace caractérisé par sa situation d'entre-deux, entre l'espace rural et la « banlieue ». Caractérisé par une bonne « accessibilité », ce type d'espace combine plusieurs caractéristiques singulières : des densités intermédiaires tant du point de vue de la population que des activités et de l'emploi, une imbrication des espaces bâtis et non bâtis incluant de nombreux espaces « naturels » et agricoles, une surreprésentation de l'habitat individuel, que ce soit sous la forme d'une urbanisation diffuse ou d'ensembles pavillonnaires, et des pratiques spatiales dominées par des déplacements motorisés, combinant des pratiques régulières à la fois de la ville et des espaces « naturels ».* […/…]. [Il est] *lié au desserrement des populations et des activités, ainsi qu'à une densification de l'espace rural situé autour des agglomérations, principalement au cours de la seconde moitié du XX*e *siècle* »[2].

Selon la définition statistique de l'Insee, le périurbain se caractérise à la fois par une l'approche morphologique et fonctionnelle.

Le périurbain se définit par sa séparation morphologique, c'est-à-dire par une discontinuité du bâti de plus de 200 mètres et donc son éloignement par rapport au pôle urbain ainsi que par sa dépendance fonctionnelle au pôle urbain et l'intensité des navettes domicile-travail : au moins 40 % d'une commune périurbaine travaille dans le pôle urbain ou dans les communes attirées par celui-ci[3]. Cette définition fait donc référence au zonage en aires urbaines défini par l'Insee en 2010[4].Par ailleurs, Éric Charmes dans son ouvrage La revanche des villages, définit le périurbain « *comme la campagne dans l'orbite d'une ville, une sorte d'hybridation de l'urbain et du rural. Les citadins des campagnes représentent aujourd'hui près du quart de la population française*».

Le Sicoval est donc en réalité un territoire qui se situe à la frontière du périurbain, puisque sa partie nord appartient au pôle urbain, alors que sa partie sud, composée de communes rurales, se situe dans la couronne périurbaine de la grande aire urbaine de Toulouse.

Figure 3 :
Carte du Sicoval intégrant la limite pôle urbain/ couronne périurbaine



[2] Hypergéo, Définition de périurbain, http://www.hypergeo.eu/spip.php?article656, consulté le 22 novembre 2019.

[3] Insee, définition de l'aire urbaine : https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2070, consulté le 22 novembre 2019.

[4] https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281191, consulté le 22 novembre 2019; « Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010. Poursuite de la périurbanisation et croissance des grandes aires urbaines », Insee Première n°1375 - octobre 2011.

Méthodologie

L'objectif de la saisine est de livrer l'analyse du Codev, sur la perception par les habitants de l'identité de leur territoire, sur son modèle et son devenir.

Pour répondre à cet objectif, il a été constitué une commission de travail, composée de membres du Codev volontaires ainsi que de participants extérieurs, intéressés par cette question.

Une première séance de travail a permis de mieux cerner la notion de périurbain, ainsi que la vision que les membres de la commission pouvaient avoir du territoire. Après avoir présenté la saisine « *Le territoire périurbain, un nouveau modèle* » qui avait été débattue le 11/03 en Conseil de communauté du Sicoval, cette séance a dès lors été organisée en deux temps.

Lors de la première séance de la commission, nous avons effectué un tour de table pour interroger les participants sur leur propre perception du territoire. Nous leur avons montré un jeu de photos représentant différents paysages périurbains en leur demandant de choisir celles qui représentaient le mieux le territoire dans lequel ils vivaient.

Une présentation de la notion de périurbain par Cécile Jebeili a permis de définir la notion géographique et statistique du périurbain et de situer le territoire du Sicoval par rapport à ces définitions.

Questionnaire connaissance du Sicoval

Il est immédiatement apparu important pour répondre à cette saisine de partir de la vision des habitants et de ceux qui travaillent sur le territoire. La commission a donc décidé de lancer une enquête avec une large diffusion.

L'échéance étant relativement courte, l'aide de moyens extérieurs sur trois ou quatre mois semblait indispensable pour nous accompagner, dans un premier temps pour l'élaboration du questionnaire et dans un deuxième temps pour l'analyse des résultats, notre choix s'est porté sur CRP Consulting.

Trois séances de travail en avril et mai 2019 ont été nécessaires pour affiner le questionnaire. Lors de la première séance, l'objectif n'était pas de construire le questionnaire en lui-même mais de définir collectivement :

- Les finalités de l'étude : qu'est-ce que l'on souhaite caractériser ?
- Que recherche-t-on de plus que ce dont on dispose déjà ?
- Quel échantillon pour le questionnaire ?
- Que veut-on demander aux habitants (thématiques du questionnaire) ?
- Qu'est-ce qui nous fera dire que cette étude sera réussie ?

Lors de la deuxième séance, nous avons élaboré les thématiques que nous souhaitions voir aborder dans le questionnaire.

Enfin, à l'occasion de la troisième séance nous avons amendé et validé le questionnaire[5]. Sa diffusion s'est faite de mi-juin à mi-juillet. Il a été envoyé à l'ensemble des membres et sympathisants du Codev (400 contacts mails), aux associations du territoire (800 contacts) ainsi qu'à l'ensemble des élus du territoire (800 élus), afin qu'ils puissent relayer la diffusion du questionnaire auprès des habitants de leur commune. Les mairies ainsi que certains lieux stratégiques ont été équipés d'une boîte de réception et de quelques exemplaires papiers.

[5] Questionnaire en annexe

Enfin certains membres du Codev ont été directement à la rencontre des habitants sur certains marchés du Sicoval pour les informer de l'enquête et les convier à la remplir sur internet ou pour leur faire remplir ce questionnaire directement sur place.

En tout, nous avons obtenu 585 réponses de mi-juin au 1er août 2019 et un redressement statistique, réalisé par CRP Consulting, a permis d'obtenir une représentativité semblable à celle de la population du Sicoval.

La synthèse des résultats est la suivante :

Profil des répondants

- 585 réponses (dont 10 % en papiers et 90 % en ligne) récoltées du 18 juin au 1er aout 2019 avec un redressement statistique qui permet d'obtenir une représentativité semblable à celle de la population du Sicoval.
- Les réponses proviennent de toutes les parties du territoire, avec cependant un plus fort taux de participation du secteur nord.
- Les hommes et les femmes ont répondu à égalité avec une concentration pour les 40/50 et les 50/60 ans.
- La moitié réside sur le territoire depuis plus de 20 ans, plutôt en maison individuelle et il s'agit de propriétaires.
- La moitié de l'échantillon travaille sur le Sicoval et y pratique des activités sportives et culturelles et le plus souvent sur sa commune.

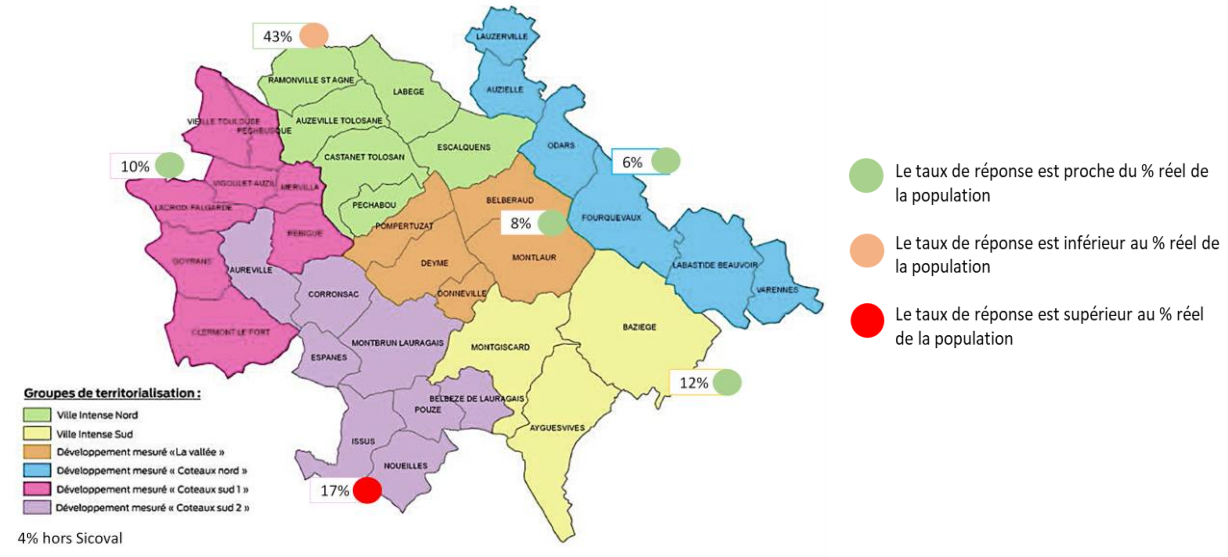


Figure 4 : La situation géographique des répondants sur la carte du Sicoval
Source : CRP consulting,
résultats de l'enquête de terrain « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation »,
5 septembre 2019

La moitié des répondants travaille et pratique des activités sur le Sicoval

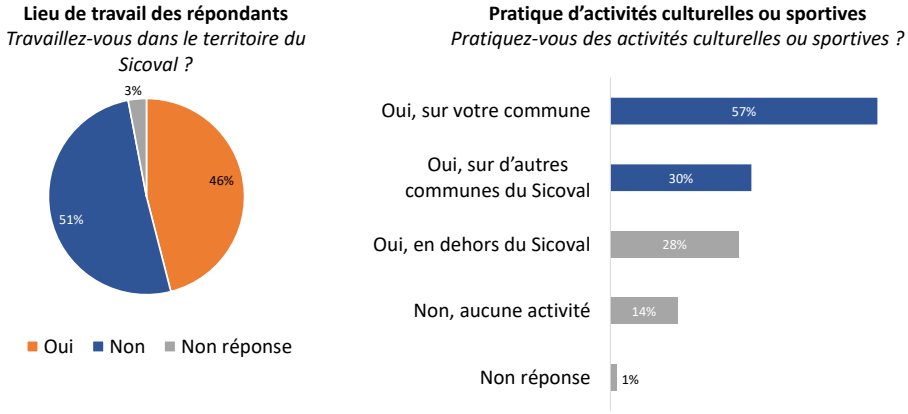


Figure 5 : Lieux de travail et de pratiques de loisirs des répondants
Source : CRP consulting,
résultats de l'enquête de terrain « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation »,
5 septembre 2019

Des propriétaires en maison individuelle dont la moitié réside dans une commune du Sicoval depuis 20 ans et plus

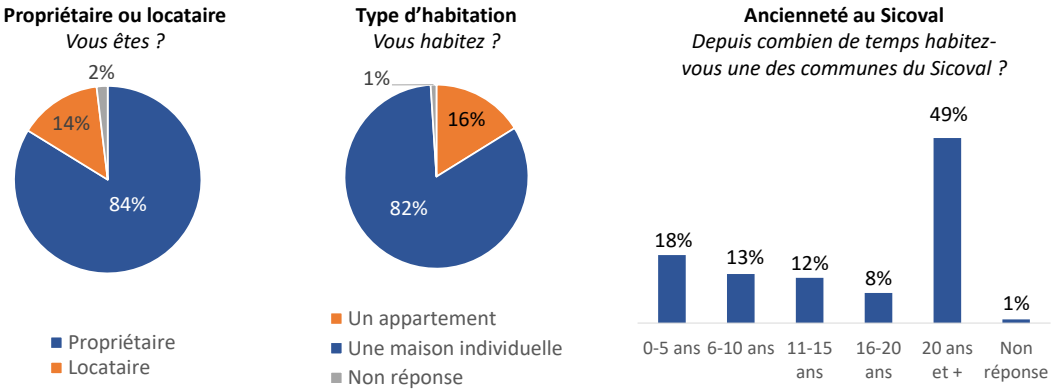


Figure 6 : Les caractéristiques résidentielles des répondants
Source : CRP consulting,
résultats de l'enquête de terrain « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation »,
5 septembre 2019

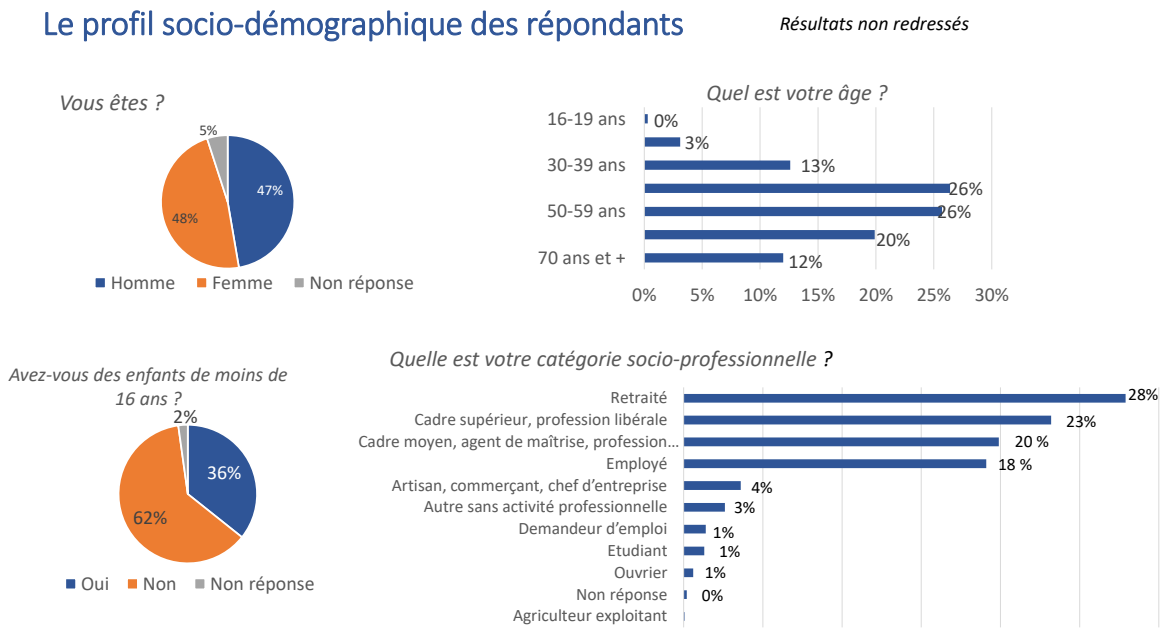


Figure 7 : Le profil socio-démographique des répondants
Source : CRP consulting, résultats de l'enquête de terrain « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

Les entretiens avec les « professionnels » et le « focus jeunes »



Dans la mesure où ce sont principalement des hommes et femmes de 40 à 60 ans qui ont répondu au questionnaire, il nous a paru nécessaire de recueillir l'avis des plus jeunes. Pour cela nous avons organisé un Focus groupe avec des jeunes volontaires de 15 à 21 ans. L'animation de ce panel s'est voulue plus interactive et adaptée à ce public. Nous avons, en effet, repris les grandes thématiques du questionnaire que nous avons adaptées à l'échange dans un cadre convivial. Nous avons donc varié les méthodes et les supports pour que les participants prennent pleinement part aux réflexions et restent mobilisés (supports visuels, travail en groupe, participation active).



Figure 8 : Focus-groupe Jeunes du 19 novembre 2019 à Castanet-Tolosan et support de travail avec représentations des zones de vies sur le territoire du Sicoval de chacun des jeunes

Par ailleurs, nous avons également sollicité des personnes ayant une activité professionnelle, sociale ou associative sur le territoire afin de compléter la vision que pouvaient-nous apporter les habitants.

Cependant la perception des acteurs se confond avec leur propre perception en tant que citoyens dans la mesure où ils habitent sur le territoire, c'est parfois d'ailleurs la raison du choix de leur implantation professionnelle ou l'inverse :

> *« Nous avons choisi d'implanter l'entreprise ici car le niveau de vie des habitants correspond à notre cible de clients »*
>
> *« Nous habitions déjà sur le territoire, je n'allais pas aller implanter mon activité ailleurs ».*

Les sept personnes que nous avons sollicitées ont été choisies en fonction du lien supposé plus large (acteurs et habitants) qu'ils pouvaient entretenir avec le Sicoval et en essayant de varier les domaines d'activité (culture, économie, éducation populaire etc.). Ce sont donc des entretiens semi-directifs menés par téléphone qui ont ensuite fait l'objet d'un compte-rendu et d'une analyse.

Première partie : Le Sicoval hier

La construction du Sicoval ne peut se comprendre qu'en référence à celle de l'agglomération toulousaine dans son ensemble et au regard de la construction de Toulouse Métropole.

A. L'isolement municipal de Toulouse et le développement de son agglomération

La nécessité de l'intercommunalité a mis du temps à s'imposer au sein de l'agglomération toulousaine, faute de volonté locale et d'incitation de la part de l'État qui n'a pas poussé à cette intercommunalisation, notamment dans le cadre des communautés urbaines imposées en 1966 par le législateur à Lille, Bordeaux, Lyon et Strasbourg[6]. Cette absence d'injonction étatique s'explique pour des raisons politiques[7], mais également du fait de la structure longtemps mono-communale de l'agglomération, puisque en 1962, elle ne compte que deux communes[8], et de sa faiblesse démographique[9].

En effet, le territoire très vaste de la commune[10] lui a permis de conserver pendant longtemps des réserves foncières sur la moitié du territoire : « *les premiers plans d'urbanisme de l'après-guerre et la construction de grands ensembles de logements sociaux dans les années soixante ont cherché volontairement à limiter l'étalement urbain. L'opération urbaine la plus importante a été l'aménagement entre 1965 et 1975 de la « ville nouvelle » de Toulouse le Mirail* […/…] *située sur la commune de Toulouse* »[11].

Par ailleurs, la perspective de s'intercommunaliser avec Toulouse ne suscite guère d'enthousiasme dans les rangs des maires des communes périphériques, notamment à Colomiers, où le maire socialiste « *est inquiet de voir que les fruits de sa gestion municipale très « entrepreneuriale » (zone industrielle, infrastructure et grand programme de logements) échapperaient au contrôle de sa commune* »[12].

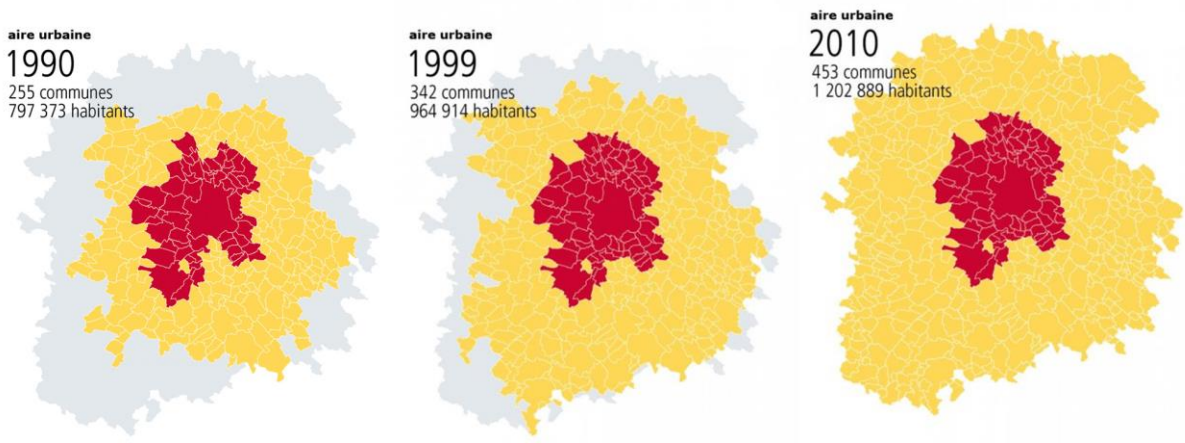


Figure 9 : L'évolution de l'aire urbaine toulousaine
Source : AUT/ Toulouse-Aire Métropolitaine-Insee

[6] Loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines.
[7] Louis Bazerque était alors le maire SFIO de la ville, et comme à Marseille, l'État gaulliste était réticent à doter les maires d'opposition des importantes prérogatives détenues par les présidents de communautés urbaines.
[8] Blagnac [5 000 habitants] et Toulouse.
[9] 330 000 habitants en 1962.
[10] 118 km² contre 105 pour Paris.
[11] Jean-Yves Nevers. De la fragmentation au fédéralisme, le gouvernement métropolitain d'une grande ville française, Toulouse, 2008, *ffhalshs-00227543f*.)
[12] *Ibidem.*

En outre, la mairie de Toulouse inaugure en 1971 l'ère Baudis, la ville passe au centre-droit et les relations deviennent plus conflictuelles avec les maires, majoritairement socialistes des communes périphériques, soutenus en outre par le Département, également socialiste, éloignant encore la perspective d'une intercommunalisation de l'aire urbaine.

Enfin, Toulouse qui a longtemps limité l'étalement urbain laissant de vastes zones encore inhabitées au sein même de la commune connait une crise urbaine, puisque les habitants en quête d'un habitat pavillonnaire fuient la commune-centre pour s'installer en périphérie. La population de la commune de Toulouse diminue dans les années 80, alors que les communes suburbaines voient leur croissance démographique s'accélérer[13], jusqu'à ce que la commune-centre ne représente plus en 1990 que 55 % de l'aire urbaine. La municipalité toulousaine réagit en adoptant une politique foncière plus favorable à la construction de logements, sa croissance redémarre, mais l'étalement urbain hors de ses frontières continue de se développer, l'aire urbaine toulousaine est désormais devenue multicommunale et entame une croissance démographique qui ne se dément pas depuis lors.

Le phénomène de métropolisation de l'agglomération toulousaine s'amorce en effet au cours des années 80 et se caractérise non seulement par une croissance démographique quasi constante, un desserrement des ménages qui profite aux communes de la périphérie, sans pour autant priver Toulouse d'un gain de population, mais également d'un desserrement des activités économiques et commerciales qui se déploie dans tous les secteurs géographiques de l'agglomération[14].

L'aire urbaine se caractérise cependant toujours par une politique d'isolement communal ; non seulement il n'y a pas d'intercommunalité, du type communauté urbaine, mais « *Toulouse est également la seule métropole d'équilibre qui n'ait pas d'OREAM - organisme chargé de l'étude des aires métropolitaines* »[15] et tous les projets de structuration intercommunale échouent les uns après les autres[16]. La mission préfectorale de 1963, le projet de district urbain de 1965, le livre blanc de l'agglomération toulousaine de 1968, le projet de communauté urbaine de 1970 restent lettre morte. Le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme voit le jour en 1982, au bout de dix ans de négociations, et il est mis en révision deux ans seulement après son adoption. La même lenteur et les mêmes difficultés caractérisent la naissance de l'Agence d'urbanisme qui voient ses velléités supracommunales battues en brèche par les farouches oppositions municipales et ne pourra « *faire avancer l'idée d'agglomération* »[17].



Figure 10 : Frise historique de la construction intercommunale toulousaine
Source : Philippe Estèbe et Marie-Christine Jaillet, L'agglomération toulousaine a-t-elle jamais été moderne ? Les formes du local à l'épreuve des mutations urbaines, Sud-Ouest Européen, n° 4, 1999, p. 5-14.
Réalisation : Cécile Jebeili pour le Codev du Sicoval

[13] Elles accueillent 227 000 nouveaux habitants entre 1962 et 1990, dix fois plus que la commune-centre, *Ibidem.*
[14] V. notamment sur ce point les développements de Philippe Estèbe et Marie-Christine Jaillet, L'agglomération toulousaine a-t-elle jamais été moderne ? Les formes du local à l'épreuve des mutations urbaines, Sud-Ouest Européen, n° 4, 1999, p. 5-14.
[15] Robert Marconis, Toulouse une métropole en construction. Réflexion sur un demi-siècle de croissance urbaine, AUAT, *Détours prospectifs 2012, La métropole toulousaine, Retro-prospective pour 2050*, p. 10-13.
[16] Philippe Estèbe et Marie-Christine Jaillet, *prec.*
[17] *Ibidem.*

Cependant, l'intercommunalité n'est pas pour autant en panne dans l'agglomération toulousaine et les années 70 et 80 voient naître une multitude de syndicats (SIVU, SIVOM et syndicats mixtes) mais dont les périmètres sont soit cantonaux sous l'égide de conseillers généraux, soit liés à des accords entre maire, et toujours à vocation technique, comme l'assainissement, l'adduction d'eau, l'électrification, ou fonctionnelle, notamment en matière de développement économique (Syndicat mixte de la technopole, Association 632 …) ou de transports (SEMVAT)[18].

Jean-Yves Nevers note à ce sujet à *la question posée « y-a-t-il un pilote dans l'agglomération ? »*[19] que *« la réponse était bien évidemment non dans le sens où aucune structure institutionnelle, aucun réseau politique unique ni aucune coalition sociale n'exerçait un pilotage central et unifié de la métropole, mais oui dans le sens où il existait néanmoins des formes de coordination partielles et sectorielles. Celles-ci étaient assurées notamment par l'État et ses services locaux, par l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine (AUAT), par des syndicats intercommunaux, par des sociétés d'économie mixte et par de multiples commissions et réseaux d'interconnaissance reliant les principaux acteurs. Ce système a apporté des solutions ponctuelles et sectorielles aux problèmes qui se sont posés depuis le début des années cinquante. Ils ont permis d'accompagner la croissance urbaine sans qu'éclatent de crises graves ni qu'apparaissent des blocages ou dysfonctionnements trop importants* »[20].

Il précise ainsi qu'en 1986, l'agglomération toulousaine comptait 75 syndicats, avec une moyenne de 7 syndicats par commune et de 14 communes par syndicat. 80 % des communes de l'agglomération adhéraient à des syndicats pour les services de l'eau, de l'assainissement, du ramassage des déchets et l'entretien de la voirie. Pour autant, Toulouse disposant de ses propres services, ces syndicats ne concernaient quasiment que les communes périphériques sur des zones très limitées de l'aire urbaine.

Le syndicat mixte des transports (SEMVAT) était le seul à pouvoir être assimilé à un « *gouvernement à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération. En 1972, à l'occasion de l'expiration de la concession du service à une entreprise privée, deux organismes ont été créés a) un Syndicat mixte associant la ville de Toulouse, le Département et un syndicat intercommunal regroupant 49 communes de l'agglomération. Ce syndicat remplace les communes en tant qu'« autorité concédante ». b) une Société d'économie mixte qui est l'entreprise concessionnaire. Ses actionnaires sont le syndicat mixte (65 %), la Chambre de commerce et des banques publiques* »[21].

Mais la construction intercommunale la plus importante de cette période reste bien entendu celle du Sicoval.

[18] Sur ce point v. les développements de Philippe Estèbe et Marie-Christine Jaillet, *prec.*

[19] Jaillet MC, Idrac M, Jalabert G, Laborie JP, Marconis R, Nevers JY, 1987, « Y-a-t-il un pilote dans l'agglomération ? : *l*es modes de régulation du système urbain dans l'agglomération toulousaine », rapport de recherche non publié, Université de Toulouse le Mirail, 108 pages.

[20] Jean-Yves Nevers, *prec.*

[21] *Ibidem*.

B. La naissance du Sicoval

Le Syndicat Intercommunal des COteaux et de la VALlée de l'Hers (SICOVAL) est créé le 25 janvier 1975 à l'initiative de Claude Ducert, maire de Labège et d'Ernest de Boussac, Bernard Lamboeuf, Hubert Vidal, Jean Cassan et Gustave Plantade, respectivement maires d'Auzielle, Auzeville-Tolosane, Castanet-Tolosan, Escalquens et Saint-Orens. Il compte à l'époque de sa création 13 000 habitants répartis sur les 4 900 hectares de ces six communes de banlieue, pour certaines périurbaines, voire rurales situées au sud-est de Toulouse.



Figure 11: les 6 maires des communes fondatrices du Sicoval
Source : Sicoval, Sicoval info, n° 30, Mars-avril-mai 2005

Ces communes bénéficient tout au long des années 60 et 70 d'une explosion de leur croissance démographique, liée en particulier à l'installation sur le site de Rangueil d'un vaste campus médical et scientifique qui accentue la pression de l'urbanisation dans les communes voisines. L'installation de nouveaux ménages dans des maisons individuelles et des lotissements est également favorisée par la perspective de l'échangeur du Palays, permettant à la rocade toulousaine de s'ouvrir vers la future autoroute de Montpellier. Cette situation idéale intéresse également les grands distributeurs, les entreprises de haute technologie qui ne peuvent plus s'installer sur le complexe scientifique de Rangueil qui affiche complet, ce qui place « *ces communes de la vallée de l'Hers en première ligne* »[22] pour développer une importante zone d'activité.

	Superficie en ha	1975		1982		1990	
		Population	1968-75 % annuel	Population	1975-82 % annuel	Population	1982-90 % annuel
Auzeville	666	1073	+ 11,86	1808	+ 7,7	2000	+ 1,27
Auzielle	459	410	+ 16,9	1002	+ 13,54	1091	+ 1,07
Castanet	822	2996	+ 7,18	4668	+ 6,51	7697	+ 6,45
Escalquens	842	2051	+ 12,61	2884	+ 4,96	4323	+ 5,19
Labège	765	1403	+ 10,87	1628	+ 2,14	2148	+ 3,62
St-Orens	1306	4738	+ 19,73	7638	+ 7,02	9703	+ 3,03

Figure 12 : L'évolution démographique des six premières communes du Sicoval
Source : François Tomas, Produire de la ville en périphérie urbaine : le cas du Sicoval, Revue de géographie de Lyon, Vol. 72, n° 2, 1997, Une nouvelle culture de l'aménagement des villes, p. 143-151

[22] François Tomas, Produire de la ville en périphérie urbaine : le cas du Sicoval, Revue *de géographie de Lyon, Vol. 72, n° 2*, 1997, Une nouvelle culture de l'aménagement des villes, p. 143-151.

En définitive, la création du Sicoval tient autant à des conditions historiques et géographiques qu'à la volonté des hommes, Claude Ducert d'abord, Jean Frébault, le directeur de l'Agence d'urbanisme et d'aménagement du territoire (AUAT) ensuite, qui appuiera la démarche du premier[23].

La décision fut prise dès lors non seulement de créer un syndicat intercommunal, d'installer une grande zone d'activité sur le territoire de Labège mais également, ce qui était tout à fait novateur pour l'époque, d'imposer des contraintes paysagères et d'aménagement aux entreprises, y compris au centre commercial Carrefour.

Autre innovation : l'enseigne a été sélectionnée grâce à un concours dont chaque étape payante a permis de financer l'achat des terrains de la zone d'activité, leur viabilisation et la bretelle de liaison entre l'autoroute et la zone d'activité.

Cependant, la décision la plus innovante, tant du point de vue financier que juridique, fut probablement celle qui a permis de partager les ressources économiques entre les communes membres, en créant la Taxe professionnelle de zone (TPZ) et la Taxe professionnelle d'agglomération (TPA), qui deviendra la future Taxe professionnelle unique (TPU) introduite, sous l'influence du Sicoval, de façon dérogatoire dans la loi de finances de 1980 et généralisée dans la loi Administration territoriale de la République du 6 février 1992, dite Loi Joxe. La TPU connaîtra la fortune que l'on sait à partir de la loi Chevènement du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, près de vingt ans après que le Sicoval l'ait créée.

« *Le décollage a été fulgurant, à partir de 1983 avec l'implantation d'un centre commercial Carrefour dans ce qui n'était, il n'y a pas si longtemps, que les champs du Lauragais naissant* » atteste Le Monde en 1997[24].

Très vite, la zone d'activité va se transformer en technopôle avec l'arrivée de grandes entreprises dans le domaine de la haute technologie, telles que Matra, Elf-Biorecherche, les Laboratoires Pierre Fabre et deviendra Labège-Innopole qui offrira dans les années 90 autant d'emplois que le secteur du Nord-Ouest autour de Blagnac.

En 1990, le Sicoval devient un syndicat mixte et accueille 28 nouvelles communes organisées sous forme syndicale, et qui partageront avec les communes pionnières le produit de la Taxe professionnelle dès 1996. Ce ralliement permettra *« à la Communauté de communes qui se met en place dès 1992 de présenter un double visage : urbain et technologique dans la vallée, à la sortie immédiate de Toulouse, rural et agricole sur les coteaux* »[25].

[23] *Ibidem.*

[24] 53 communes négocient une organisation intercommunale avec Toulouse, *Le Monde 6 mai 1997*, p. 13.

[25] Le Monde, 6 mai 1997, *prec.*

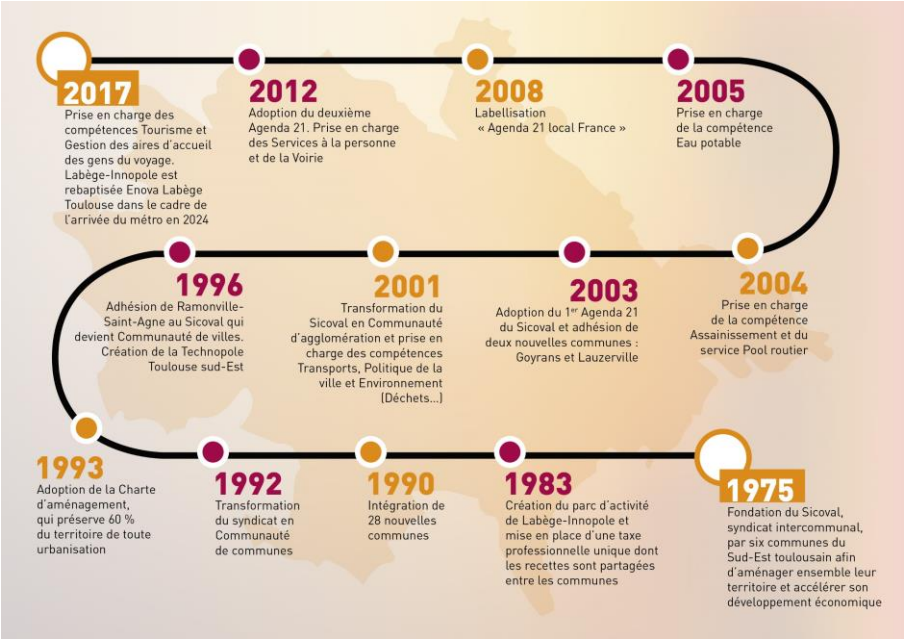


Figure 13 : L'évolution institutionnelle du Sicoval
Source : https://www.Sicoval.fr/fr/nous-connaitre/histoire.html

C'est cet agrandissement de périmètre qui permettra également aux communes du Sicoval de s'engager à protéger de l'urbanisation les deux-tiers de leur territoire dans le cadre d'une charte d'aménagement adoptée par le Conseil de la communauté en 1993, reprise par la suite dans les Plans locaux d'urbanisme (PLU) et dans le Schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la grande agglomération toulousaine.

En 1992, dès l'adoption de la loi Joxe, le Sicoval adopte la formule de la Communauté de communes et intègre ainsi les communes directement et non plus sous la forme syndicale. C'est aussi l'année où Saint-Orens-de-Gameville, commune historique du Sicoval, claque la porte de l'intercommunalité pour rejoindre le district du Grand Toulouse, nouvellement créé. Mais en 1996, c'est au tour de Ramonville de rejoindre l'intercommunalité du Sicoval, qui se transforme à cette occasion en Communauté de villes, formule éphémère créée en 1992 par la loi Joxe, et qui, faute de succès[26], sera transformée en Communauté d'agglomération par la loi Chevènement.

Le maire de Ramonville de l'époque, « *Pierre Cohen (PS), a hésité avant de rejoindre Claude Ducert. Toulouse lui faisait des appels du pied depuis 1992 pour la création d'un district qui regroupe les villes les plus importantes de la première couronne de l'agglomération. Mais M. Cohen juge que le district est "une coquille vide", juste bonne pour le dialogue* »[27].

Le Sicoval deviendra dès lors une Communauté d'agglomération en 2001 et ajoutera à ses compétences les compétences Transports, Politique de la ville, et environnement (déchets) en 2001, assainissement et eau en 2004 et 2005 et services à la personne et voirie en 2012 et enfin les compétences Tourisme, Gestion des aires d'accueil des gens du voyage en 2017, en application de la loi Notre du 7 août 2015.

Enfin, deux communes viennent rejoindre l'aventure, Goyrans en 2002 et Lauzerville en 2003 pour fixer à 36 le nombre de communes du Sicoval, nombre inchangé jusque-là.

[26] Il n'y en aura que cinq créées entre 1992 et 1998.

[27] Le Monde, 6 mai 1997, *prec.*

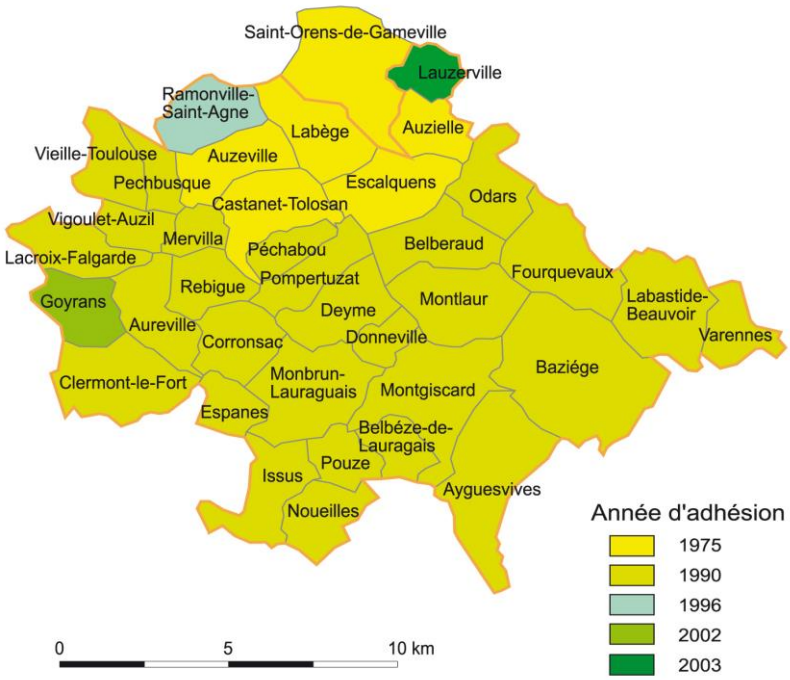


Figure 14 : L'évolution du périmètre du Sicoval
Source : Lilian Loubet, « L'étalement urbain à l'épreuve de la complexité intercommunale : analyse des modèles de coopérations dans l'agglomération toulousaine », Sud-Ouest européen, 31 | 2011, p. 89-111.

Le Sicoval, fort de son évolution lors de ses presque 45 ans d'existence incarne un modèle d'intercommunalité, pratiquant le mieux-disant institutionnel et très en avance sur les préconisations et les injonctions législatives en la matière, c'est une « *intercommunalité pionnière sur le plan national, première intercommunalité à expérimenter la Taxe professionnelle unique,* [qui] *jouit d'une forte légitimité* »[28].

Le Sicoval fonctionne toujours dans une logique de projet mais a su adapter son offre de services à la spécificité des petites communes qui le composent. C'est probablement là ce qui constitue sa plus grande originalité, et la pierre angulaire de son existence : faire le lien entre ville et campagne, réconcilier les espaces ruraux avec les espaces urbains et leur permettre de bénéficier à plein des aménités de la métropole, tout en se préservant au mieux des retombées négatives de ses effets d'agglomération. « *C'est une intercommunalité qui « s'ancre sur un territoire aux frontières du rural et de l'urbain. Elle a construit son développement en alliant logiques technopolitaines, commerciales et développement périurbain de l'habitat* »[29].

La construction de Toulouse métropole a été plus lente et son éveil à l'intégration intercommunale plus problématique.

[28] Lilian Loubet, L'étalement urbain à l'épreuve de la complexité intercommunale : analyse des modèles de coopérations dans l'agglomération toulousaine, *Sud-Ouest européen*, n° 31, 2011, p. 89-111.

[29] *Ibidem.*

C. Du Grand Toulouse à la Métropole : le lent réveil toulousain

C'est la signature par 27 maires de l'agglomération et les présidents du Conseil régional et du Conseil général du premier contrat de ville en 1992, ainsi que la loi Joxe de 1992, qui vont favoriser l'intercommunalisation autour de Toulouse et de 14 communes de l'agglomération la même année.

Il convient de noter tout d'abord que « *Les maires n'ont pas choisi la « Communauté de villes » proposée par la loi de 1992, mais le « district » qui est une forme ancienne de gouvernement (il date de 1959). Ils choisissent donc la solution « a minima » qui les « divise le moins » parce qu'elle n'impose pas la perte d'une partie du pouvoir fiscal des communes* »[30]. C'est donc un moins-disant institutionnel qui a d'entrée de jeu mobilisé les élus du Grand Toulouse, et cette posture sera conservée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que le législateur n'impose, avec la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, la transformation de Toulouse en Métropole en 2015.

« *Le district était une machine à ne rien faire… Créé en 1992, au moment de la création des Communautés de villes, un district à Toulouse, c'était un système défensif qui n'échappait à personne… Le district c'était une coquille vide* » estimait en 2009 un maire du Grand Toulouse[31].

Jean-Yves Nevers remarque que « *Le district reçoit des compétences nombreuses dans les quatre domaines : la planification urbaine, le développement économique, les politiques sociales urbaines, l'environnement. Mais ces compétences se limitent strictement à l'élaboration de plans et de programmes destinés à harmoniser les politiques des différentes communes. La mise en œuvre réelle de ces programmes reste du ressort des communes ou des syndicats de communes. Le district ne dispose ni des moyens financiers ni des moyens humains pour faire face à ces tâches. Son budget est resté modeste : 15 M€ contre environ 560 M€ pour la seule commune de Toulouse. Le district a maintenu à un bas niveau ses ressources fiscales (moins de 4 % des impôts payés par les contribuables de Toulouse). En fait, l'activité du district s'est limitée à des actions de promotion et de prospection économiques, à l'élaboration d'un projet d'aménagement d'une zone industrielle aéronautique et… au financement d'un réseau de pistes cyclables. En réalité, le district s'est superposé aux autres structures de coopération en remplissant une mission assez floue de coordination dans certains domaines mais sans s'imposer comme une véritable autorité métropolitaine* »[32].

Alors que la loi Chevènement de 1999 avait programmé la disparition des districts au plus tard le 1er janvier 2000 et rehaussé les seuils démographiques de la Communauté urbaine pour les porter à 500 000 habitants, de façon à réserver cette formule intercommunale aux plus grandes agglomérations du pays, c'est vers la formule moins exigeante et moins intégrée de la Communauté d'agglomération que se sont tournés les élus du district du Grand Toulouse. Là encore, le moins-disant institutionnel a prévalu et c'est à l'unanimité de ses membres que le Conseil du district a opté « *comme en 1992 pour une forme de coopération moins contraignante que la Communauté urbaine* »[33].

« *Lorsque nous avons adhéré à la Communauté d'agglomération en 2001, notre apprentissage à l'intercommunalité ne s'était pas fait. Chacun avait un peu gonflé les charges transférées, chacun essayait de récupérer le plus possible… Chacun essayait de placer son projet, de tirer trois sous* » estime un maire du Grand Toulouse en 2008[34].

[30] Jean-Yves Nevers, *prec*.
[31] Un maire leader de la CUGT, entretien du 04/07/09 cité par Lilian Loubet, *prec*.
[32] Jean-Yves Nevers, *prec.*
[33] *Ibidem.*
[34] Un maire sous-leader de la CUGT, entretien du 24/07/08, cité par Lilian Loubet, *prec.*

Les élections de 2008 vont faire basculer à gauche la ville de Toulouse et donc la présidence du Grand Toulouse qui sera dorénavant attribuée à Pierre Cohen, l'ancien maire socialiste de Ramonville. Le constat d'une intercommunalisation *a minima* et celui d'une perte sèche de Dotation d'intercommunalité[35] est vite fait par un maire habitué à une intégration communautaire nettement plus ambitieuse, puisqu'il vient du Sicoval. La perspective d'une baisse immédiate de la Dotation versée par l'État précipite la transformation en 2009 de la Communauté d'agglomération du Grand Toulouse en Communauté urbaine (CU), en même temps que Nice. Las, les efforts de Pierre Cohen auront été vains, puisque la dotation baissera néanmoins pour toutes les CU créées au 1er janvier 2009[36], même si cette transformation a permis une plus grande intégration communautaire et une montée en puissance du Grand Toulouse, à la fois au regard de ses compétences et de son périmètre, puisque 12 nouvelles communes sont venues rejoindre la Communauté urbaine en 2011. Enfin, c'est la loi MAPTAM de 2014 qui a achevé le processus d'intégration communautaire en transformant la Communauté urbaine de Toulouse Métropole (elle s'en était attribué le titre en 2012, bien avant d'en avoir le statut) en véritable Métropole. Il a donc fallu l'intervention « autoritaire » du législateur pour que le niveau institutionnel de l'intercommunalité de Toulouse corresponde enfin à la place que la ville occupe dans la hiérarchie urbaine[37].

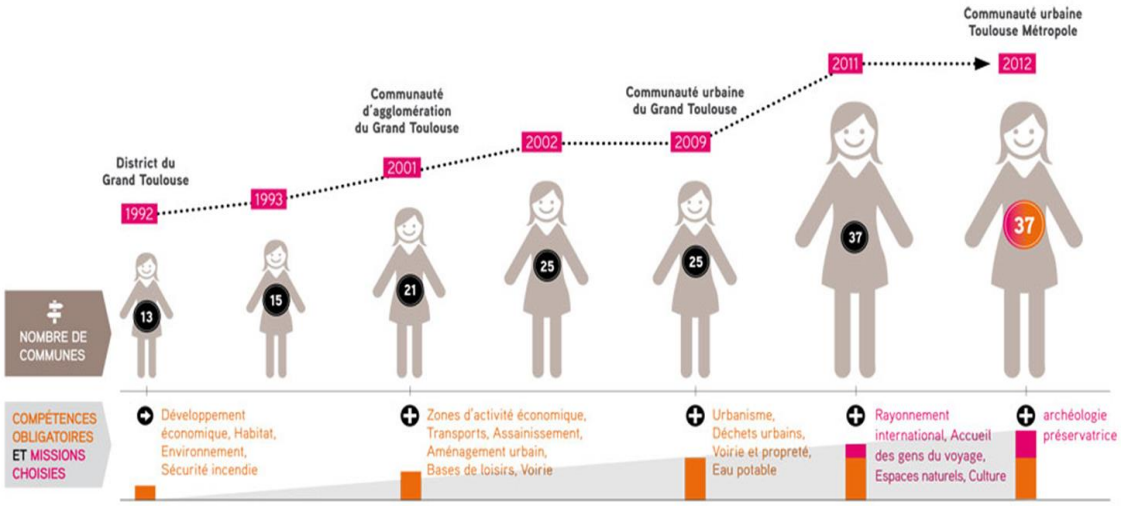


Figure 15 : L'évolution institutionnelle de Toulouse Métropole de 1992 à 2012
Source : Toulouse Métropole, 2012.

[35] 80 € par habitant pour la Dotation versée aux Communautés urbaines, alors qu'en moyenne, celle qui est versée aux Communautés d'agglomération n'atteint pas les 45 € par habitant. Si on multiplie par le nombre d'années et le nombre d'habitants, la perte est en effet très importante.

[36] La dotation est « tombée » à 6 0€ par habitant pour les CU nouvellement créées.

[37] Art. L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 43 de la Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles : « Au 1er janvier 2015, sont transformés par décret en une métropole les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, de plus de 650 000 habitants ».

D. La connaissance du Sicoval par les habitants

L'enquête menée par le Codev auprès des habitants

Avec l'aide du bureau d'étude CRP consulting, nous avons donc analysé le questionnaire dispensé aux habitants du Sicoval pendant la période de juin à aout 2019. Ainsi, concernant la perception que les habitants ont du Sicoval, il est apparu que 73 % des répondants savaient que « *la Communauté d'agglomération du Sicoval a été précurseur dès sa création en mettant en commun les ressources fiscales et économiques de chacune de communes composant le Sicoval* ».

Bien entendu, des variations dans cette connaissance sont perceptibles selon l'ancienneté d'installation dans le territoire, comme le montrent les graphiques ci-dessous. Les répondants semblent connaître déjà le Sicoval ; c'est ce qui ressort des expériences sur les marchés et la bonne qualité de réponse au questionnaire.

Ce sont d'ailleurs les habitants les plus anciennement installés qui ont majoritairement répondu au questionnaire, attestant ici, sans doute, à la fois de leur intérêt pour le territoire et de leur bonne connaissance sur le sujet de sa construction et de son évolution.

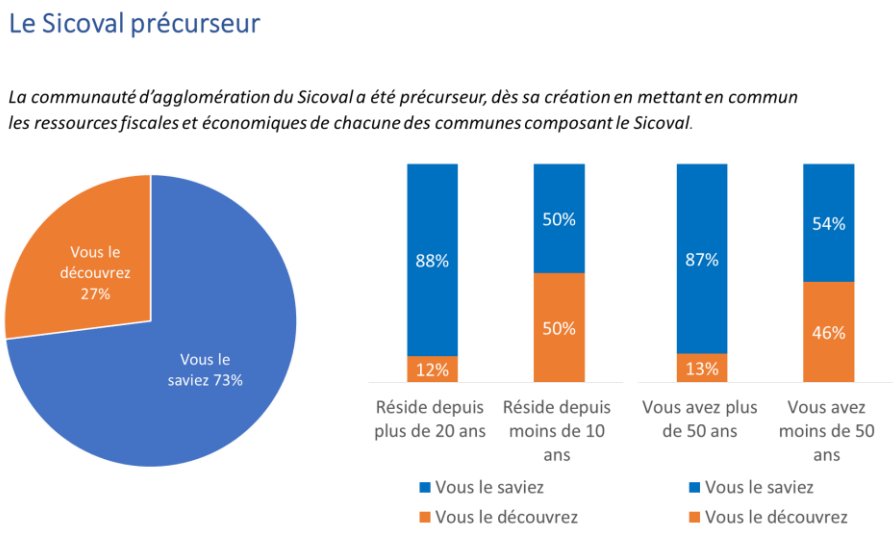


Figure 16 : La perception du Sicoval par ses habitants
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

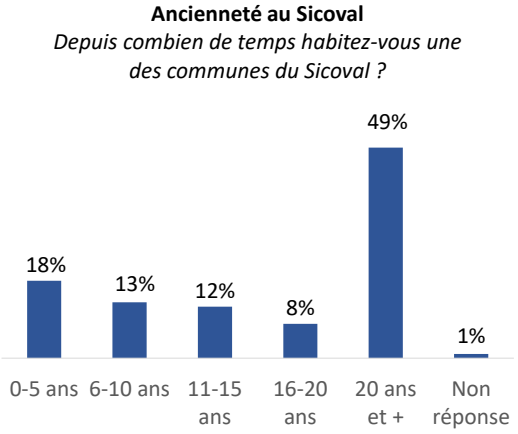


Figure 17 : Ancienneté au Sicoval
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

Les entretiens avec les acteurs du territoire

A l'occasion des entretiens menés avec les acteurs du territoire, il s'est avéré que leur connaissance du Sicoval s'avère très variable, morcelée en relation avec le prisme d'activité de chacun. Dans l'ensemble elle se révèle faible, peu actualisée et contrastée.

On note une large part de relations professionnelles favorables avec l'institution Sicoval :

> *« Des participations ponctuelles du Sicoval qui se passent toujours bien… Dans mon rôle je n'ai pas besoin de plus que ce qu'ils font. Je ne connais pas toutes leurs possibilités, mon interlocuteur principal est la mairie »*

> *« De la proximité, de l'écoute, un dialogue constructif, un dynamisme, une implication, la diversité de projets sur le plan éducatif de la réussite scolaire un budget important mis à notre disposition, de la cohérence entre tous les intervenants. Très bien »*

> *« Dans mon rôle je n'ai pas de relation avec le Sicoval sauf pour la subvention. Le Sicoval n'a pas de compétence sur la culture »*

Même si quelques interviewés jugent la position du Sicoval décevante, reflet d'un manque de soutien des entreprises ou de constance dans ses engagements.

> *« Sur le Ceres [Club des entrepreneurs responsables du Sicoval], on s'est impliqué, on le prenait au sérieux, on ne nous a même pas prévenu de son arrêt. Des initiatives intéressantes non suivies d'effet »*

> *« Quand nous avons monté le projet nous avons été accompagnés par la Région, le Conseil Départemental, pas par le Sicoval. De toute façon, je pense qu'en tant qu'institution il n'a pas la compétence sur l'accompagnement de projet »*

Avec regret et attente, le manque de valorisation des initiatives est souvent pointé. Il correspond certainement à un souhait de reconnaissance.

> *« Nous avons eu un prix, nous avions espéré un article dans le journal du Sicoval. Ils n'ont même pas pris le temps de s'intéresser à nous… Un manque de communication sur ce que font les entreprises hormis les grandes »*

> *« Ils pourraient promouvoir notre initiative auprès des villages voisins, ils n'en parlent pas dans leur journal »*

> *« Je trouverais bien que le Sicoval mette en avant notre projet car il est exemplaire. Nous n'avons pas besoin de lui pour le monter ou le développer mais en parler » (valorisation du projet)*

Une large part de la connaissance repose aussi sur des informations reçues à titre de citoyen : la newsletter du Sicoval. De son côté, la perception du Sicoval en tant que territoire reste floue.

Une enquête menée en 2009 dans le cadre de l'Agenda 21

Enfin, une enquête a été menée par le Sicoval en 2009 dans le cadre de l'évaluation de l'Agenda 21.

Cette enquête téléphonique a été réalisée entre le 24 juin et le 2 juillet 2009 auprès de 800 personnes âgées de 18 et plus, résidant dans l'une des communes du Sicoval. Les résultats ont été pondérés en fonction de critères socio-démographiques et géographiques du Sicoval.

Parmi les très nombreuses questions de cette enquête, la notoriété du Sicoval a été interrogée. La grande majorité des répondants avait identifié le Sicoval (98 %) mais principalement sous l'aspect d'un prestataire de services déchets et eau. Il faut noter qu'à cette date, les services à la personne (crèches, centre de loisirs, aide aux personnes âgées…) n'avaient pas encore été transférés. Aujourd'hui ces services sont intégrés par le Sicoval et largement reconnus par la population puisque

64 % des personnes interrogées (enquête Codev 2019) estiment que le Sicoval est un territoire qui propose une offre variée de services publics.

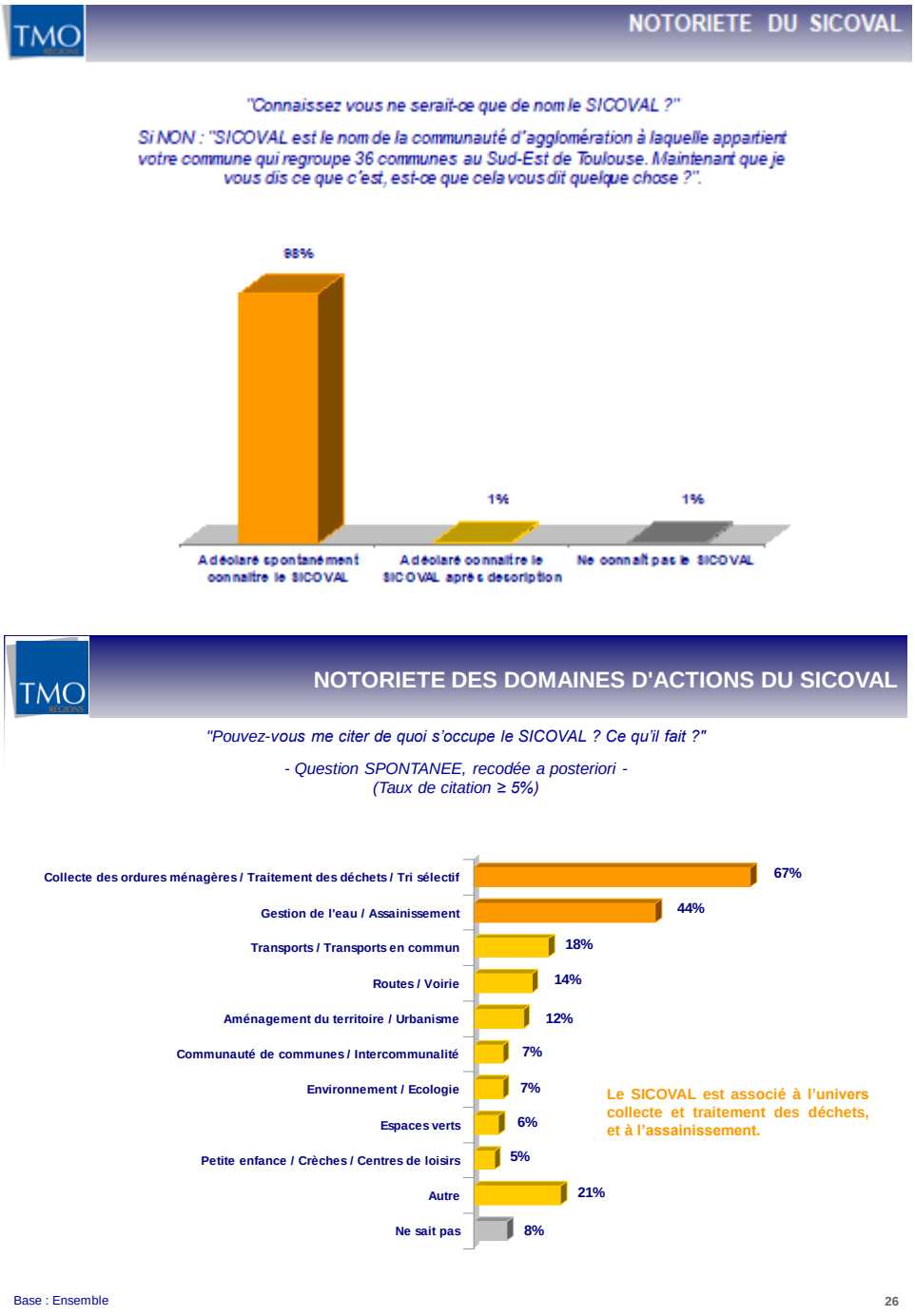


Figure 18 : La perception du Sicoval par ses habitants
Source : TMO, Etude auprès des habitants du Sicoval 2009

Synthèse

Il ressort des différentes enquêtes que le Sicoval est bien connu des habitants et des acteurs. Les compétences du Sicoval en matière de services à la personne ont élargi la perception de son identité en passant d'une gestion matérielle de services (déchets, eau, assainissement…) à une gestion de l'humain (petite-enfance, personnes âgées…). Toutefois son identité en tant que territoire mérite d'être mieux connue.

Deuxième partie : Le Sicoval aujourd'hui

A. Comment les habitants perçoivent-ils leur territoire et son identité ?

Réflexions des membres de la commission sur leur rapport au territoire

Lors de la première séance de la commission, nous avons organisé un tour de table sur la question « Dans quel périurbain vivez-vous ? ». Chaque membre de la commission a choisi une photo représentant, selon lui, le paysage périurbain représentant le mieux le territoire dans lequel il vivait et les commentaires que cela suscitait.



Photo citée 7x

Le Lauragais avec sa nature aux portes d'une métropole. Comment conjuguer cet équilibre avec la forte attractivité de Toulouse ? Comment préserver la qualité de ces paysages ? Évocation des collines et du pastel. Il ressort de la photo une qualité de vie.

Photo citée 5x

Montre un centre-bourg vivant et convivial (plaisir de se rencontrer). Plusieurs personnes ont évoqué la vitalité du marché de plein vent de Castanet-Tolosan.





Photo citée 3x

« On est bloqué dans les bouchons lorsqu'on se rend au travail ». La problématique des déplacements n'est pas résolue. Les conséquences sont de générer des nuisances et pollutions.

Photo citée 2x

Nostalgie des centres-bourgs vivants et non pas de villages dortoirs. Endroits où l'on habite au quotidien.



Photo citée 2x

« Photo repoussoir ». : éviter ce genre d'aménagement qui est déshumanisant.





Photo citée 1x

Attention à l'uniformisation des constructions qui dégrade la qualité paysagère et architecturale du Lauragais.

Photo citée 1x

Sentiment de bien-être



Enfin, une photo non proposé a pour autant été demandée : une photo qui illustre la haute-technologie. Cette technologie est dépendante de la proximité et du développement économique de Toulouse : comment conserver un territoire avec une qualité de vie et des paysages préservés dans ce contexte ?

Pour résumer, un nuage de mots a été réalisé à partir de mots clefs qui définissent le Sicoval



Note de lecture : plus un mot a été cité plus il apparait en grande police. La couleur verte indique des points positifs, les rouges des points négatifs et les jaunes des points neutres.

Figure 19 : Nuage de mots définissant le Sicoval par la commission
Source : Conseil de Développement du Sicoval

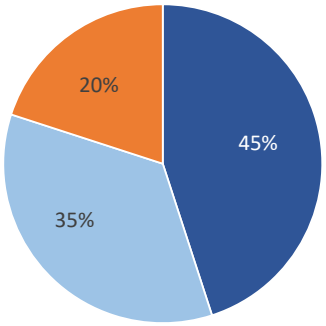
L'analyse du questionnaire des habitants

La qualité de vie du Sicoval et la satisfaction de résider dans le territoire

Les répondants reconnaissent une bonne qualité de vie au sein du Sicoval (45 % de fans, 35 % de satisfaits pour seulement 20 % d'indifférents).

La reconnaissance d'une qualité de vie au sein du Sicoval

La satisfaction de vivre sur le territoire du Sicoval



2 questions conjuguées

Par rapport à d'autres territoires proches de Toulouse, pensez-vous que la qualité de vie, dans le Sicoval, est : meilleure, comparable, moins bonne, ne sais pas

D'une manière générale, êtes-vous content de vivre ici ?

Nous permettent d'analyser la satisfaction et le bien-être des habitants comme suit :

- 45% des habitants sont « fans » du Sicoval (ils se disent très contents et pensent vivre sur un territoire dont la qualité de vie est supérieure à celle d'autres territoires proches de Toulouse)
- 35% des habitants sont satisfaits dans leur environnement (ils se disent contents tout en jugeant la qualité de vie du Sicoval comparable à celle d'autres territoires)
- 20% des habitants sont indifférents (ils se disent ni contents ni mécontents de vivre dans le Sicoval; ils la qualité de vie du Sicoval le plus souvent comparable à celle d'autres territoires)

Figure 20 : La satisfaction des habitants du Sicoval
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

Quelle perception du Sicoval ?

- Aujourd'hui, deux critères se détachent : on est à la bonne distance de la métropole et il y a des entreprises de haute technologie.
- A contrario la perception est plutôt négative sur la présence d'une agriculture de proximité, d'une attitude qui préserverait les milieux naturels et la biodiversité.
- À noter que la mobilité reste un souci (aujourd'hui)et qu'il y a des attentes pour l'avenir.
- À noter aussi que l'accueil de nouveaux habitants ne semble pas poser de problème aujourd'hui. De l'étude ressort un sentiment positif à l'égard du Sicoval et des attentes en matière de qualité de la vie, de dynamisme économique et de développement de services publics et de proximité.

La grille de lecture des deux graphiques suivants (la perception du Sicoval et le caractère du Sicoval) est explicitée en bas de page[38].

[38] L'analyse multivariée a pour finalité :

- D'identifier les corrélations entre les variables. En ce sens, elle précise les variables ayant les mêmes tendances.
- De dessiner une cartographie qui représente la position des variables relativement les uns aux autres. Si deux variables sont à proximité alors, elles évoluent de la même façon ou sont associées par les individus interrogés pour décrire un phénomène, une image, une perception.

La matrice de perception du Sicoval est aussi une analyse multivariée basée sur un modèle importance/performance.
Chaque item proposé aux interviewés (nommé variable) se voit attribué deux notes : une sur la perception aujourd'hui, l'autre sur l'importance pour demain. L'analyse calcule ensuite la position de chacun des variables relativement à ces deux perceptions temporelles. Elle les positionne ensuite sur la carte. Les axes définissent l'importance pour aujourd'hui (axe horizontal) et importance pour demain (axe vertical). Plus une variable est positionnée à droite de l'axe horizontal et en haut de l'axe vertical plus son importance est forte pour aujourd'hui et pour demain.

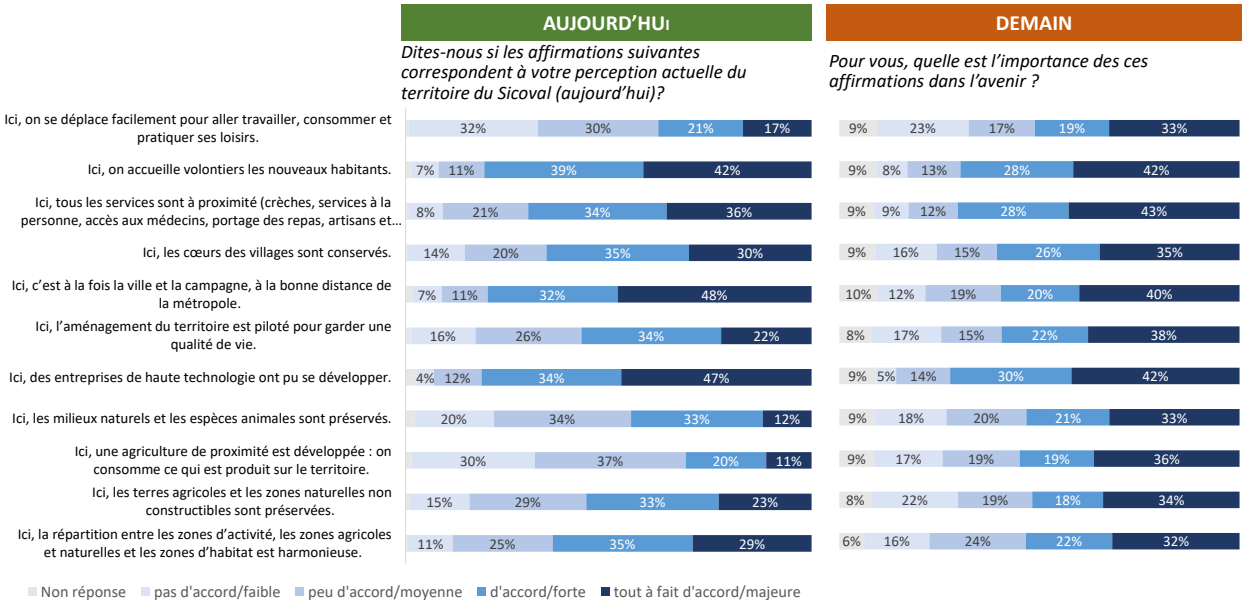


Figure 21 : La perception du Sicoval
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

Il s'avère surprenant que l'item des déplacements ne soit pas considéré comme important. Cela peut s'expliquer de deux façons : soit par une forme de fatalisme, soit parce que 60 % des habitants vivent dans le nord du territoire relié à l'agglomération par les transports en commun.

Quels sont les caractéristiques du Sicoval ?

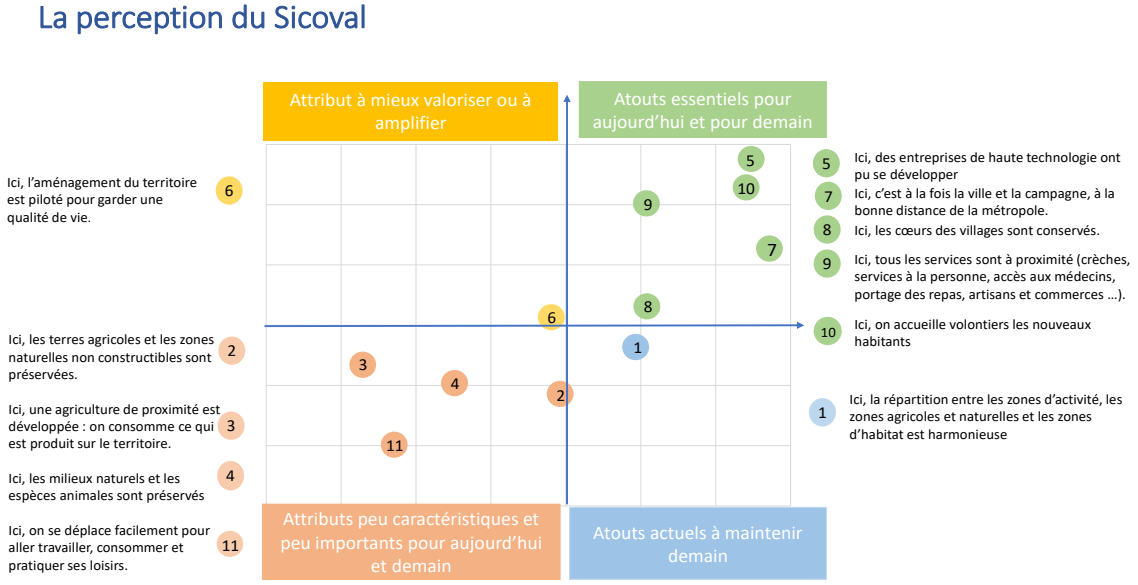


Figure 22 : La perception du Sicoval (analyse graphique)
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

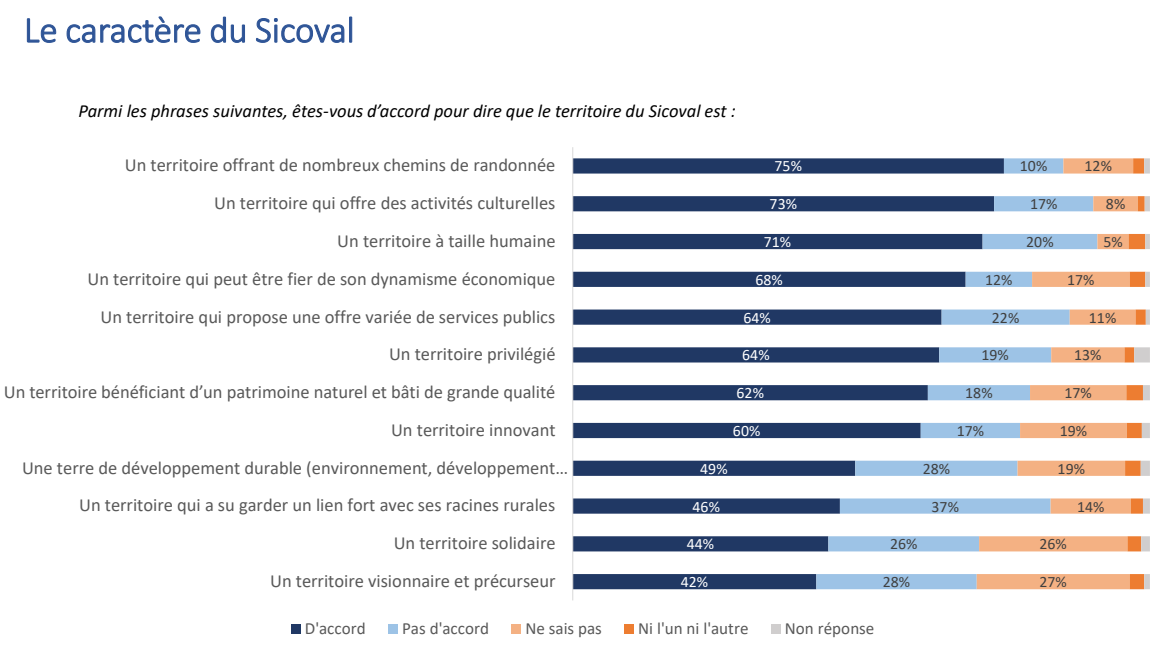


Figure 13 : Le caractère du Sicoval
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

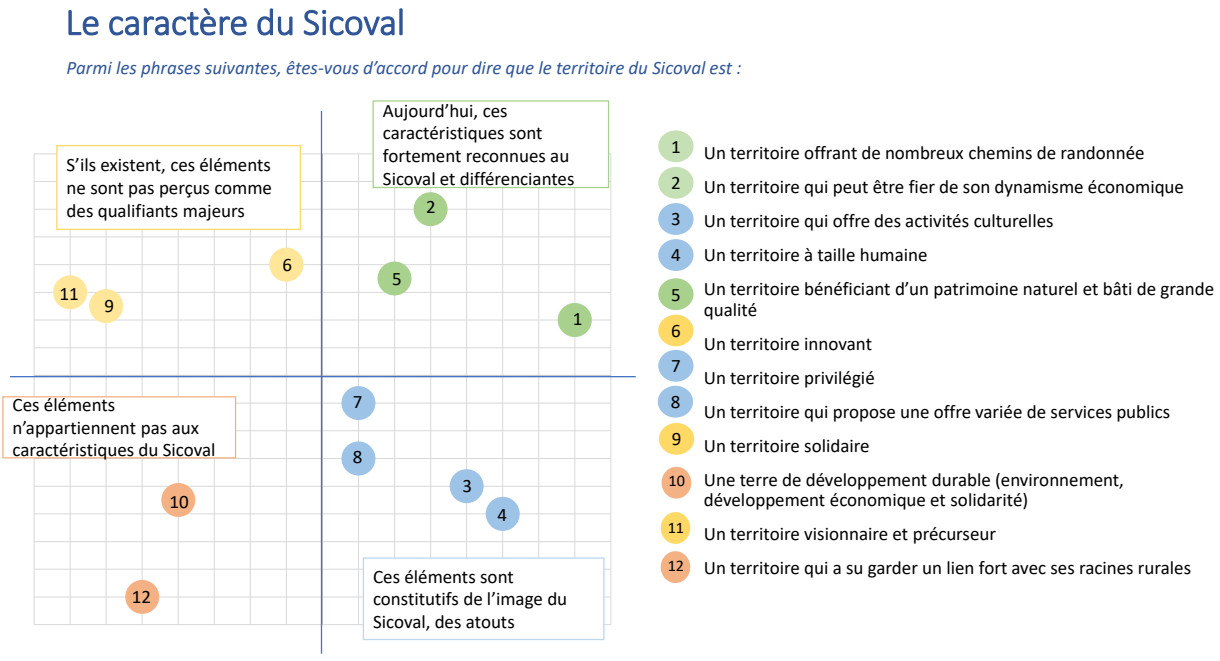


Figure 24: Le caractère du Sicoval (analyse graphique)
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

Ce qui semble caractériser le plus le Sicoval, selon les habitants, ce sont donc sa qualité de vie et son dynamisme économique. Il est remarquable de constater que ce sont les deux points qui reviennent systématiquement dans la communication institutionnelle du Sicoval. On peut dès lors se demander si cela atteste de la réalité de la perception ou si cela signifie simplement que le message est bien passé auprès des habitants. A l'inverse, le caractère « visionnaire et précurseur » n'est pas une caractéristique forte du territoire puisque c'est celle avec laquelle les habitants sont le moins d'accord.

Analyse des résultats du « focus jeunes »

Dans un premier temps les jeunes ont défini ce qui, à leurs yeux, constituaient les caractéristiques d'un territoire où il fait bon vivre (entre guillemets nous avons repris leurs propres expressions). Il s'agit donc d'un territoire qui propose :

- Un accès à la mobilité : avec des possibilités de transport en commun pour aller à Toulouse ou à Labège à partir de lieux plus isolés, des pistes cyclables en bon état et un système de location de vélos. Des endroits pour faire du sport « *Les communes se disputent pour un lieu commun et ne font rien* » ; ce qui signifie que l'égoïsme communal peut paralyser la prise de décision pour implanter une infrastructure sportive d'envergure (piscine de qualité et skate parc correct).
- Des offres d'emploi ou à défaut des services d'aide à l'emploi.
- Des commerces locaux pour « éviter les déplacements ».
- Des magasins de produits locaux organisés de telle sorte qu'ils permettent les échanges entre producteurs et consommateurs : « *préférer le local à l'industriel* ».
- Des marchés de plein vent, des foires locales avec débats / rencontres.
- Des espaces verts équipés de mobilier (banc - table) permettant les échanges, les réunions impromptues, les piques niques, le tout bien entretenu.
- Des sentiers de randonnées avec une meilleure visibilité.
- Des fêtes intercommunales auxquelles on peut participer, pour favoriser le lien et la connaissance des autres (inter villages avec des jeux des concours par équipe) alors que les manifestations actuellement proposées (Randovales, Lo Campestral, etc.) sont considérées comme des activités qui renforcent l'individualisme ambiant.
- Un bon équipement en WiFi en zone importante ou de concentration et équipé partout en Internet (zones blanches), « *un territoire connecté* ».

Ce qui les ferait rester sur le territoire :

- Le point fort est la bonne distance entre la ville et la campagne : *« On a tout à portée de la main : la ville et la campagne* ».
- Une autre motivation serait de trouver un lieu d'habitation proche du lieu de travail, de préférence en maison individuelle mais dans un environnement pas trop urbanisé. Recherche d'une ville « *à taille humaine* » (par ex « *Castanet, c'est trop* ! »). Une vraie politique écologique tournée vers le développement durable et le « *contrôle de la consommation »*.

Il semble bien que leur vision complète celle de leurs ainés mais en plaçant les priorités dans un ordre différent :

- La mobilité est leur sujet de préoccupation principal. On trouve juste derrière la question de l'emploi et en particulier celui de l'emploi lié au logement.
- Ensuite, leur recherche de la qualité de vie (pratique de sports, commerces de proximité de produits locaux, rencontres et convivialité, écologie et urbanisation maitrisée) reste un moteur puissant de leur attachement à ce territoire.

Analyse des entretiens avec les acteurs

Les caractéristiques attribuées au Sicoval par cette catégorie rejoignent les aspects énoncés par les autres publics ; on relève ainsi un parfait accord de vision.

Une qualité de vie associée à une définition partagée : la ville à la campagne

> *« Une densité de population tout en étant un espace préservé. Un espace sympathique, proche de la mer, du canal, un territoire vallonné »*
>
> *« Proche de Toulouse tout en étant à la campagne avec des infrastructures au top, mais je ne sais pas si c'est dû au Sicoval »*
>
> *« 35 ans que j'habite là, et mes enfants s'y sont installés aussi »*
>
> *« La campagne à 15 mn de la ville, un endroit agréable à vivre »*

Des aspects attribués, parfois plus, à la géographie et à la sociologie du territoire qu'à un impact de l'institution du Sicoval. A la rigueur, certains pensent que les mairies y jouent un rôle particulier du fait de leur action sur le foncier. Les interviewés ne retranscrivent pas la perception d'une politique claire en matière de préservation et d'équilibre des espaces.

> *« Un environnement préservé mais est-ce dû au Sicoval ? A la géographie du Lauragais ? Ou à la mairie ? »*

La transition écologique associée à la qualité de vie constitue la raison de la venue des nouveaux résidents ou les bases d'une installation durable.

> *« La prise en compte du développement durable, un plus ; on va dans le bon sens, plus que d'autres territoires »*

L'économie, un atout et une vraie réussite

> *« Un atout, absolument nécessaire et une réussite avec peut-être une vision centralisatrice de développement des ZA sur Labège et à côté »*
>
> *« L'arrivée du métro, la connexion directe avec Airbus, l'économie au sens large »*

De son côté, l'urbanisation en cours sur les villes de Castanet-Tolosan, Ramonville Saint-Agne, Labège est un sujet de discussion.

Une déception par rapport à ce qui fait l'âme du Sicoval même si les interviewés comprennent que la Métropole de Toulouse doit accueillir chaque année de nouveaux habitants. D'ailleurs, l'urbanisation est perçue plutôt en tant que conséquence du développement de la Métropole de Toulouse que comme un choix du Sicoval.

> *« La qualité de vie préservée même si sur Castanet ça a beaucoup changé, beaucoup de construction, de circulation »*
>
> *« On a défiguré Castanet et Ramonville, ça devient comme n'importe quelle ville autour de Toulouse »*
>
> *« Cette concentration urbaine est terrible, c'est peut-être une nécessité portée par le développement économique de Toulouse et de la Métropole mais c'est épouvantable »*
>
> *« Est-ce la volonté du Sicoval, de la mairie ? »*

Avec des constats et des inquiétudes :

> *« La circulation suit l'afflux de population, les infrastructures ne suivent pas ».*
>
> *« Attention à ne pas devenir comme Balma, une ville dortoir, le cœur de village a disparu »*

A la question « le Sicoval est-il un modèle particulier ? » se rencontrent deux niveaux de réponses :

Le Sicoval est similaire aux autres intercommunalités :

> *« Je pense que c'est la même chose qu'ailleurs quand on habite à Ramonville »*
>
> *« A l'origine oui et même un exemple, aujourd'hui c'est la même chose que toute autre intercommunalité »*

Pour d'autres interviewés, la particularité serait de réunir des communes de tailles différentes au sein du Sicoval et de gérer cet équilibre :

> *« Je ne sais pas comment on gère des petites communes et trois grosses communes, maintenant c'est un fait établi, ça perturberait de changer »*
>
> *« Le modèle particulier du Sicoval est de parvenir à concilier des communes de taille différentes, trois grandes et des petites. Je ne suis pas sûr qu'ils y parviennent réellement, les petites communes ne sont pas bien reconnues par rapport aux grandes ; mais je ne sais pas bien m'exprimer à ce sujet avec des certitudes »*

Synthèse

Le territoire du Sicoval est très bien perçu par ses habitants : qualité de vie, qualité des paysages, bonne distance entre ville et campagne, chemins de randonnée… Le dynamisme économique avec la présence d'entreprises de haute technologie est reconnu.
Toutefois les problèmes liés aux déplacements et le prix du logement affaiblissent cette image. De même, aux yeux des habitants, la transition écologique et l'agriculture de proximité ne sont pas assez développées. Si l'accueil de nouveaux habitants est perçu favorablement, il doit se faire dans le cadre d'un aménagement du territoire (urbanisation et déplacements) permettant les conditions d'un bon accueil. Enfin, l'innovation, le caractère précurseur et la solidarité ne sont pas des éléments majeurs pour qualifier le territoire.

B. Le Sicoval dans la Grande Aire Urbaine Toulousaine

1. L'évolution récente du paysage intercommunal de la grande aire urbaine toulousaine

Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015 qui impose une rationalisation de la carte intercommunale et une augmentation des seuils démographiques des intercommunalités, le paysage intercommunal de l'aire urbaine toulousaine a évolué : nous sommes passés de 40 EPCI à fiscalité propre (EPCI à FP) en 2014 à 27.

Malgré cette évolution, le paysage intercommunal reste fragmenté et c'est d'ailleurs une des caractéristiques de l'agglomération.

En 2005, la Cour des Comptes rendait un rapport dissonant dans le concert de louanges adressé à la construction intercommunale en France depuis la loi Chevènement. Dans ce rapport[39], La cour des Comptes dénonçait notamment la trop importante fragmentation des aires urbaines, et prenait comme exemple, pour le dénoncer, le cas de l'agglomération toulousaine.

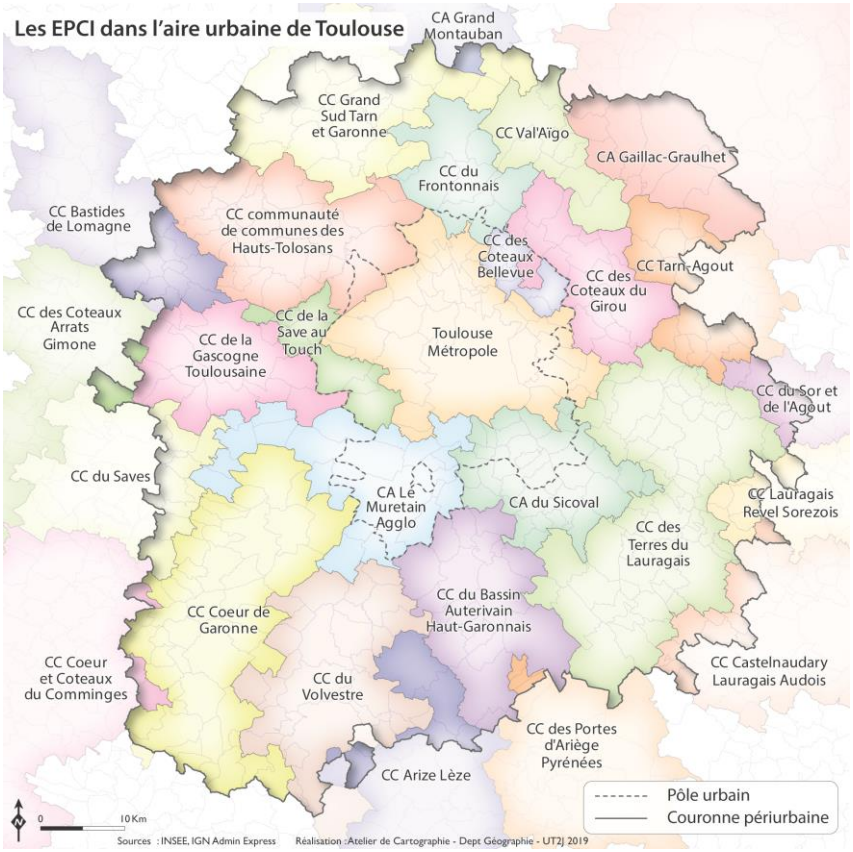


Figure 25 : Les EPCI dans l'aire urbaine toulousaine
Sources : Insee, IGN Admin Express
Réalisation : Atelier de cartographie-Département de Géographie - UT2J 2019

[39] Cour des Comptes, *L'intercommunalité en France*, La Documentation Française, 2005.

L'aire urbaine toulousaine

Selon le tableau de bord national par aire urbaine en 2004, la population de l'aire urbaine de Toulouse est de 965 000 habitants. 75 % des communes et 91 % de la population appartiennent à un EPCI à fiscalité propre. Le nombre de ces groupements est toutefois très important car l'on en dénombre 33. La communauté d'agglomération la plus importante ne rassemble que 60 % de l'aire urbaine.

Cette aire urbaine est composée d'une unité urbaine, caractérisée par la continuité du tissu bâti, et d'une couronne périurbaine (**voir carte ci-contre**). La particularité de l'aire urbaine est de compter trois communautés d'agglomération sur une même unité urbaine :

- la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, issue de la transformation d'un district en juin 2000: 25 communes et 603 013 habitants

- la communauté d'agglomération du SICOVAL, issue de la transformation d'une communauté de villes en novembre 2000 : 36 communes et 63 111 habitants

- la communauté d'agglomération du Muretain, issue de la transformation/extension d'une communauté de communes en décembre 2003 : 14 communes et 64 854 habitants.

En outre, la carte de l'intercommunalité semble devoir se complexifier encore au cours des prochaines années en raison de l'absence de groupement à fiscalité propre au nord de l'agglomération. Aucune perspective claire de fusion d'EPCI à l'échelle de l'aire urbaine ou de l'unité urbaine ne paraît se dessiner aujourd'hui. Tout au plus existe-t-il des coopérations.

Ainsi la chambre régionale des comptes de Midi-Pyrénées, lors de son contrôle de la communauté d'agglomération du SICOVAL, a relevé les coopérations mises en place avec la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, en particulier dans les domaines des politiques contractuelles de l'Etat (contrat de ville, projet de ville, interconnexion au réseau haut débit), des transports urbains et de l'aménagement du territoire. Elle a souligné l'intérêt majeur de cette coopération, tant au regard des objectifs poursuivis par les deux communautés que de la nécessaire cohérence des politiques engagées et de l'efficacité des moyens mis en œuvre. Plus récemment, à l'issue du contrôle de la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, la même chambre a pris note de l'existence d'un projet de « charte de l'aire urbaine ». Il s'agit d'un document cadre issu d'une réflexion lancée par le préfet de la Haute-Garonne en application de la loi SRU, menée au sein d'une « conférence de l'aire urbaine » et qui porte sur le ou les futurs SCOT de l'aire urbaine. Le Grand Toulouse s'est prononcé favorablement sur un SCOT unique à l'échelle de celle-ci.

Figure 26 : Extrait du Rapport de la Cour des Comptes, La documentation française, 2005, p. 72

Par ailleurs, en 2010, le Sicoval est traversé par une crise : Le Conseil municipal de Ramonville Saint-Agne a voté sa sortie de la Communauté d'agglomération (CA) du Sicoval pour rejoindre la Communauté urbaine du Grand Toulouse (CUGT). Sans surprise, le Conseil communautaire du Sicoval s'est opposé à cette sortie et son avis défavorable a empêché Ramonville de quitter cette communauté d'agglomération. Cependant, La loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, dite loi RCT, ouvrait la possibilité à Ramonville d'intégrer la CUGT, notamment dans le cadre d'une transformation-extension de la CUGT en métropole, ou dans le cadre d'une fusion-extension de la CUGT, et ce, même si le Sicoval s'y opposait.

Il appartenait au préfet de département de se positionner sur cette question dans le cadre de l'élaboration du Schéma départemental de la coopération intercommunale qui devait être publié au 31 décembre 2011.

Le préfet notait à ce sujet que l'intégration de Ramonville à la CUGT pouvait être justifiée par son caractère limitrophe de Toulouse, son appartenance au canton IX de Toulouse et à l'unité urbaine de Toulouse au sens INSEE, et au SCOT agglomération toulousaine. Il ajoutait que l'intégration fiscale du Sicoval était achevée, et que la ligne de métro exerçait une attractivité renforcée vers Toulouse.

Cependant, le préfet a considéré que « *si l'intégration de Ramonville à la CUGT paraît a priori pertinente, il importe néanmoins de tenir compte de l'historique et des conséquences que cette adhésion impliquerait pour le Sicoval* »[40].

En effet, ajoute-t-il, « *le Conseil communautaire du Sicoval s'est exprimé très largement contre le retrait de Ramonville (délibération du 13 septembre 2010) ; en 2000, Ramonville n'a pas donné suite à la possibilité d'intégrer la CAGT ; le poids économique et budgétaire de Ramonville dans le Sicoval n'est pas neutre : la commune représente 18 % de la population du Sicoval et 17 % de ses recettes fiscales. Même si sa sortie ne serait pas de nature à déstabiliser la situation financière de la communauté, cela constituerait quand même un surcroît de dépenses de fonctionnement pour le Sicoval. Il existe un risque certain de "contagion". Si le retrait de Ramonville pour adhérer à la CUGT était accepté, d'autres communes pourraient s'engager dans la même voie, ce qui pourrait mettre en péril le Sicoval. Ramonville, dans le Sicoval depuis 1996, est intégrée dans les projets d'aménagement de la Communauté d'agglomération, différents investissements et projets concernent la commune (extension du Parc du canal, plan climat, PLH, mutualisation des piscines, services aux personnes…). Elle bénéficie pleinement de la structure intercommunale. Intérêt de maintenir aux portes de Toulouse un EPCI "tampon" entre l'agglomération toulousaine et les zones rurales* ». Il conclue en estimant que « *Le Sicoval est un exemple d'intercommunalité réussi* » et ces éléments le conduisent à « *proposer le maintien de Ramonville dans la Communauté d'agglomération du Sicoval* ».

Finalement, le SDCI de 2011 ne modifiera guère les périmètres et la composition intercommunale de l'agglomération toulousaine, maintenant notamment les trois intercommunalités urbaines principales que sont le Sicoval, La Communauté d'agglomération du Muretain et Toulouse Métropole.

Si le SDCI de 2016 modifie la composition intercommunale de l'agglomération toulousaine, il ne touche cependant pas ni au Sicoval, ni à Toulouse Métropole, mais le périmètre de la CA du Muretain est élargi, puisque les communes des communautés de communes d'Axe Sud et des Coteaux du Savès et de l'Aussonnelle intègrent la communauté d'agglomération au 1er janvier 2017. Elle compte désormais 119 232 habitants et 26 communes.

[40] Préfecture de la Haute-Garonne, *Projet de schéma départemental de coopération Intercommunale de la Haute-Garonne*, 13 avril 2011, p. 17

2. Le Sicoval face à Toulouse Métropole

On a vu que le Sicoval et Toulouse Métropole n'avaient ni la même histoire ni évidemment la même place au sein de l'aire urbaine toulousaine. Toulouse est un géant avec lequel nulle intercommunalité ne peut évidemment rivaliser.

D'un côté, Toulouse Métropole, avec ses 746 919 habitants, 37 communes et ses 46 000 hectares ; de l'autre le Sicoval et ses 72 662 habitants, 36 communes et 25 000 hectares. La première différence entre les deux EPCI est d'abord la différence de poids démographique de leurs communes membres.



Figure 27 : Toulouse Métropole en quelques mots et chiffres clés
Source : La Gazette.fr



Figure 28 : L'Agglo en chiffres
Source : Sicoval

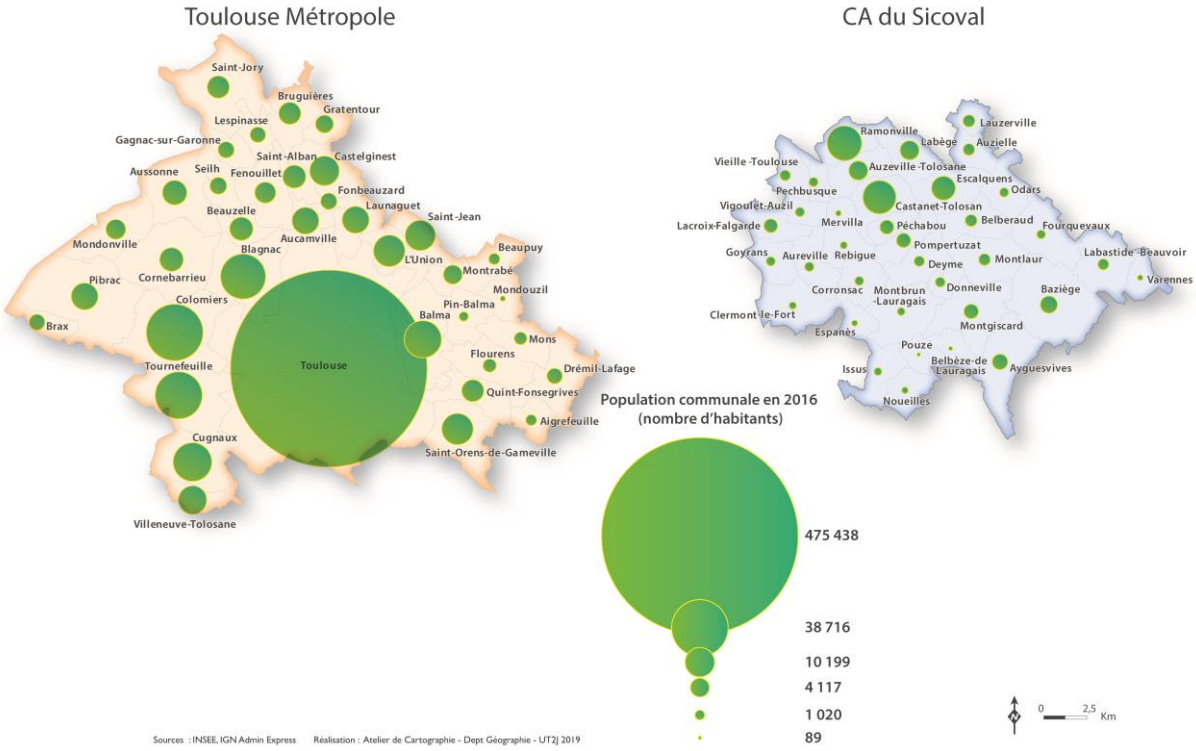


Figure 29 : La population municipale du Sicoval et de Toulouse Métropole en 2016
Source : Insee, IGN Admin Express
Réalisation : Atelier de cartographie-Département de Géographie- UT2J 2019

En effet, si l'on exclut même Toulouse, dont le poids démographique est évidemment disproportionné, les communes de la Métropole sont en moyenne bien plus développées que celles du Sicoval.

Si les petites communes rurales, principalement situées au sud de la communauté du Sicoval, telles que Pouze (93 habitants), Belbèze-de-Lauragais (122 habitants), Mervilla (274 habitants), Les varennes (272), Espanès (326 habitants) ou Noueilles (408 habitants) ne pèsent en effet pas bien lourd, les villes centres du Sicoval, situées dans le pôle urbain toulousain ne peuvent pas non plus rivaliser avec les poids lourds de Toulouse Métropole. Ramonville compte en effet 14 518 habitants et Castanet-Tolosan en recensait 13 187 en 2016, lorsque Colomiers en compte 39 200, Blagnac 24 795, Tournefeuille 27 008, Cugnaux 17 988 et Balma 16 704.

Poids démographique des communes	Toulouse Métropole	Sicoval
Communes de + de 15 000 habitants	6 (16,21 %)	0 (0 %)
Communes entre10 000 habitants et 14 999 habitants	4 (10,81 %)	2 (5,55 %)
Communes entre 5 000 et 9 999 habitants	12 (32,43 %)	1 (2,77 %)
Communes entre 1 000 et 4 999 habitants	13 (35,13 %)	16 (44,44 %)
Communes entre 500 et 999 habitants	1 (2,7 %)	11 (30,55 %)
Communes de moins de 500 habitants	1 (2,7 %)	6 (16,66 %)

Figure 26 : Tableau de répartition des communes de Toulouse Métropole et du Sicoval par strates démographiques
Source : BANATIC ; Réalisation Cécile Jebeili pour le Codev du Sicoval

En revanche, la croissance démographique du Sicoval est supérieure à celle de Toulouse Métropole, puisque le Sicoval enregistre un taux de croissance annuel de 2 %, lorsqu'il n'est que de 1,4 % pour Toulouse Métropole.

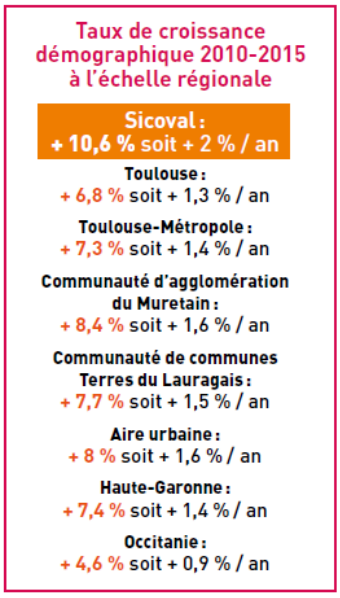


Figure 27 : Taux de croissance démographique 2010-2015 à l'échelle régionale
Source : RP Insee 2018, Millésime 2015,
Réalisation Sicoval, Portrait de territoire 2018

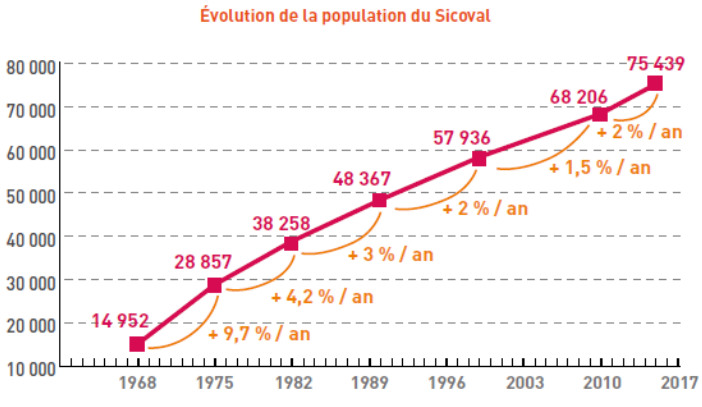


Figure 28 : Évolution de la population du Sicoval
Source : RP Insee 2018, Millésime 2015
Réalisation Sicoval, Portrait de territoire 2018

Du fait de cette spécificité dans la composition communale de l'intercommunalité et le lien qu'il entend tisser entre villes et campagnes, le Sicoval se distingue clairement de Toulouse Métropole, notamment en termes de compétences. Si le Sicoval a initialement fondé sa construction sur l'élaboration d'un territoire de projet, avec des compétences stratégiques, notamment dans le domaine du développement économique ou de l'aménagement de l'espace, les attentes en matière de solidarité avec les communes et les habitants du territoire l'ont conduit à compléter son offre initiale, en prenant en charge des compétences techniques (eau, assainissement, voirie, déchets…) et de services à la personne (accueil de la petite enfance (crèches…), accueil extra-scolaire des 3-17 ans (centres de loisirs…), accompagnement des 18-25 ans, services d'aide au maintien à domicile…).

Ce sont des compétences qui ne rentrent pas dans le cahier des charges d'un territoire résolument urbain comme Toulouse Métropole, qui reste axé sur des compétences stratégiques[41].

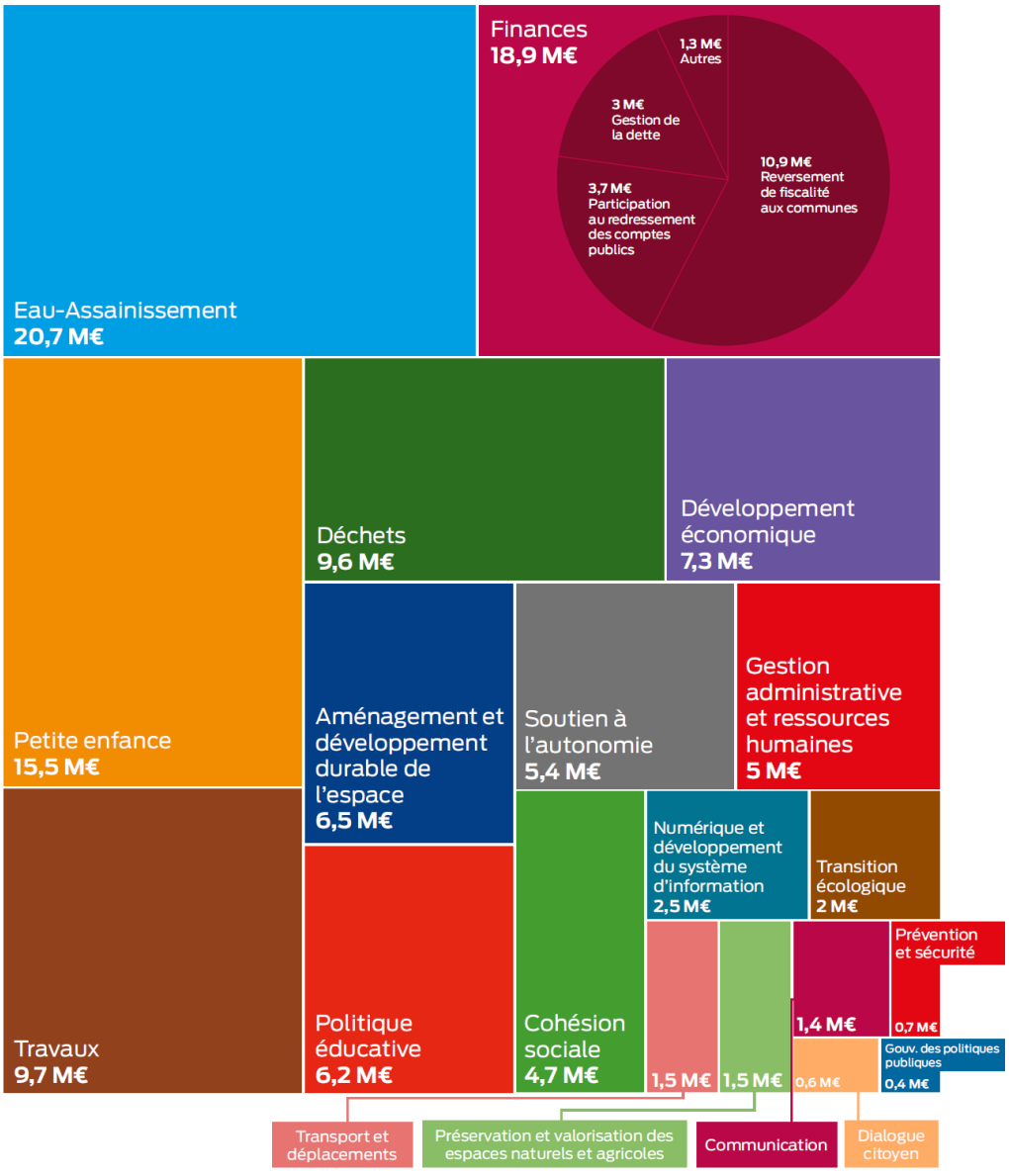


Figure 29 : Les dépenses 2018 du Sicoval par politique publique,
Source : Sicoval, Rapport d'activité 2018

[41] V. en annexe la liste de compétences des deux EPCI

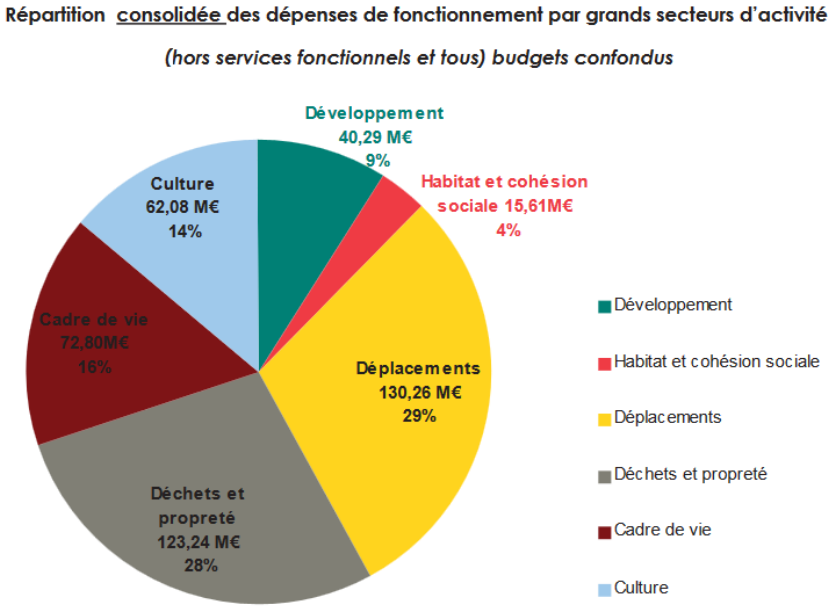


Figure 30 : Toulouse Métropole, Consolidation des dépenses de fonctionnement par compétence
Source : Toulouse Métropole, Rapport de présentation du budget 2019

Dans son étude consacrée à l'analyse des modèles de coopérations dans l'agglomération toulousaine[42], Lilian Loubet entreprend de formaliser les coopérations intercommunales.

En s'inspirant des travaux de Michel Bussi, et à la suite de nombreux entretiens menés avec des maires, des DGS et/ou DGA et des agents administratifs de Toulouse Métropole, du Muretain et du Sicoval, son enquête lui permet d'établir que le Sicoval constitue une coopération de type « subsidiaire », c'est-à-dire basée sur un ordre ou des valeurs supérieures aux territoires qui la constituent.

« *La référence aux « valeurs Sicovaliennnes » de solidarité, d'équité est omniprésente dans le discours des élus qui y voient un prolongement de leur engagement politique* » note-t-il.

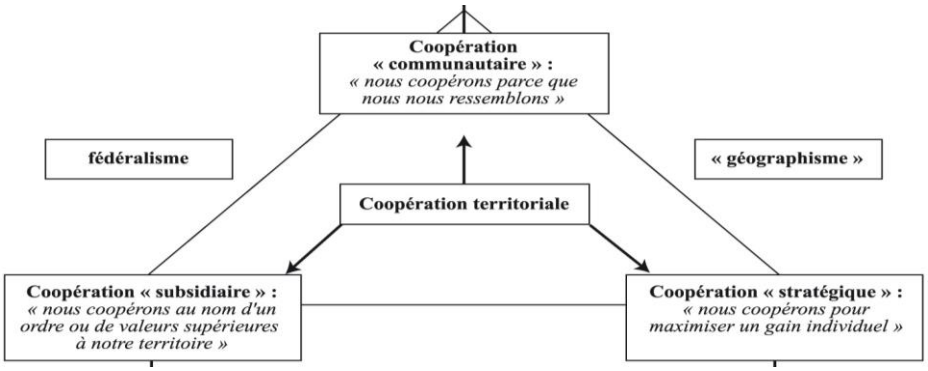


Figure 31 : Extrait du schéma « Tentative de formalisation des coopérations territoriales » (BUSSI, 2009)
Source : Lilian Loubet, « L'étalement urbain à l'épreuve de la complexité intercommunale : analyse des modèles de coopérations dans l'agglomération toulousaine », Sud-Ouest européen, 31 | 2011, p. 89-111

[42] Lilian Loubet, *prec.*

« *L'idée directrice c'est de fonder un territoire sur lequel la qualité de vie sera harmonisée pour tous les citoyens peu importe leur commune… C'est le fondement des idées de gauche sur l'intercommunalité* » rapporte un maire[43].

Un autre maire raconte qu' « *il y avait cette idée d'innover. J'avais l'impression de construire quelque chose de neuf, d'innovant. C'est quelque chose qui vous motive… Rapidement la commune s'est estompée par rapport à ce projet-là* »[44].

Une troisième complète : « *On crée une appartenance à une autre tribu, on oublie sa tribu d'origine… Les membres qui sont dans l'intercommunalité depuis le départ ont travaillé longtemps ensemble à forger une identité, au final, indépendante de leurs propres communes* »[45].

En revanche, Lilian Loubet estime que Le Grand Toulouse (l'étude date de 2011, avant la transformation de Toulouse Métropole) associe une coopération de type « stratégique » (« *nous coopérons pour maximiser un gain individuel* ») et « subsidiaire », qui apparaît comme laborieuse en ses débuts, mais connait depuis quelques années un développement accéléré par la transformation en CU qui « *accélère considérablement la maturation de l'intercommunalité toulousaine* »[46].

Certains regrettent néanmoins que l'intercommunalité toulousaine soit « *une technostructure dirigée par des techniciens* »[47]. Certains « petits maires » estiment également que « *Dans le Grand Toulouse c'est beaucoup trop complexe pour des petits élus comme nous. C'est beaucoup plus facile pour les grands élus car ils sont sur des organisations communales similaires à celles de l'agglomération, avec une hiérarchie, avec des services, avec des DGS… Par exemple lorsqu'on débat du plan de déplacements urbains ou de l'aménagement du territoire communautaire, certains élus me demandent : et toi, tu comprends tout ?*»[48]. C'est également très compliqué de s'intégrer pour les maires nouvellement élus, peu experts : « *Globalement on ne peut pas dire que nous soyons vraiment partie prenante dans les débats sur l'aménagement. Ça va trop vite, c'est très technique. Donc nous les nouveaux maires on suit un peu, parce que nous apprenons. C'est très complexe, je suis en phase d'observation* »[49].

Par ailleurs, la Chambre régionale des comptes d'Occitanie a contrôlé les comptes et la gestion du Sicoval très récemment[50]. A cette occasion, la Chambre régionale des comptes a noté que « *Suite à une étude réalisée entre 2008 et 2010, et eu égard à la grande dépendance du groupement à la ressource fiscale, celui-ci a concrétisé un nouveau pacte financier avec ses communes-membres, qui s'est traduit par un transfert à l'intercommunalité des dépenses les plus dynamiques portées par les communes (la voirie et les services à la personne en 2012 notamment), ce qui a eu des conséquences sur la fiscalité levée sur le territoire et sur les versements d'AC*[51] *et de DSC*[52] ».

[43] Un maire leader du Sicoval, entretien du 30/01/08, Lilian Loubet, *prec.*
[44] Un autre maire leader du Sicoval, entretien du 02/01/08, Lilian Loubet, *prec.*
[45] Un autre maire leader du Sicoval, entretien du 31/01/08, Lilian Loubet, *prec*.
[46] *Ibidem.*
[47] Un maire opposant du Grand Toulouse, entretien du 18/09/08, Lilian Loubet, *prec*.
[48] Un maire suiveur de la CUGT, entretien du 10/09/08, Lilian Loubet, *prec*.
[49] Un maire suiveur de la CUGT, entretien du 10/09/08, Lilian Loubet, *prec*.
[50] Chambre régionale des comptes Occitanie, Rapport d'observations définitives, 4 juin 2019, https://www.ccomptes.fr/fr/publications/communaute-dagglomeration-du-Sicoval-haute-garonne-0.
[51] Attribution de compensation qui constitue pour les EPCI une dépense obligatoire. Elle a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire du passage à la taxe professionnelle unique et des transferts de compétences à la fois pour l'EPCI et pour ses communes membres. Elle correspond au produit TP perçu par la commune l'année précédant l'application de la TPU (N – 1) amputé du coût net des charges transférées.
[52] Dotation de solidarité communautaire : son versement qui reste facultatif et le principe et les critères de répartition entre les bénéficiaires sont fixés par le conseil de l'EPCI statuant à la majorité des 2/3. Son montant est fixé librement par le conseil de l'EPCI statuant à la majorité simple. Le conseil communautaire doit tenir compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant (Loi 13 août 2004). Ces critères, qui, pris ensemble, permettent de caractériser une situation désavantageuse et, par conséquent, l'éligibilité au versement d'une DSC, ne peuvent être utilisés de manière marginale. Le Conseil communautaire fixe les autres critères librement.

Ainsi, « *les modalités de répartition de la DSC ont évolué, son montant global diminuant de 840 000 € par an. Jusqu'en 2015, le montant de la DSC était figé. Quatre critères (25 % nombre d'habitants Insee, 35 % nombre de logements DREAL, 20 % nombre de 3-11 ans Insee et 20 % harmonisation en fonction du potentiel fiscal, de l'effort fiscal et de la strate de population DGF) étaient retenus. À partir de 2016, la part sur laquelle ces critères s'appliquent est devenue minoritaire* ».

Cette baisse permet de réaliser de moindres reversements aux communes de l'agglomération et de privilégier le financement des nouvelles compétences de proximité prises en charge par la communauté. D'ailleurs, La Cour relève que *« le Sicoval, doté d'une fiscalité propre, présente un degré d'intégration important, comme en témoigne l'évolution du coefficient d'intégration fiscale sur la période* »[53]. Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) permet de mesurer l'intégration d'un EPCI au travers du rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes et leurs groupements. Il constitue un indicateur de la part des compétences exercées au niveau du groupement : plus les communes auront transféré de pouvoir fiscal au groupement, plus on supposera qu'elles lui auront également transféré des compétences. Dès lors, plus les communes auront « joué le jeu » de l'intercommunalité, plus la DGF sera valorisée. A noter que le CIF de Toulouse Métropole en 2015 était de 0,3894.[54]

La Cour conclut que *« depuis 2012, les relations financières avec les communes membres ont été révisées et les taux des impôts ménages et de fiscalité sur les entreprises ont augmenté sensiblement, tandis que l'établissement public adoptait le principe de revalorisation systématique de l'ensemble des tarifs des services aux habitants. La chambre relève plusieurs éléments de fragilité de la Communauté d'agglomération : la rigidité importante de ses charges de personnel, ses marges de manœuvre devenues étroites en matière fiscale, l'incidence de la prise en compte des déficits des zones d'activité clôturées* ».

tableau 1

	CIF
2012	0,393116
2013	0,464602
2014	0,495716
2015	0,499878
2016	0,516182
2017	0,518024
2018	0,523119

Figure 32 : Évolution du coefficient d'intégration fiscale du Sicoval de 2012 à 2018
Source : Rapport de la Chambre régionale des comptes Occitanie, Communauté d'agglomération du Sicoval, 4 juin 2019

Synthèse

Par comparaison des deux intercommunalités on note que les petites communes du Sicoval sont beaucoup mieux représentées dans les instances de gouvernance que les communes de Toulouse Métropole. La solidarité entre les communes du Sicoval est perceptible par l'intégration importante de compétences dont certaines non obligatoires ainsi que le taux du coefficient d'intégration fiscale plus favorable pour le Sicoval.

[53] En effet, *« le montant cumulé net de fiscalité levé par les communes-membres et par le groupement s'élève à plus de 73,4 M€ en 2016 (+ 18 % entre 2012 et 2016), 46,4 % étant levés par les communes (34,1 M€) et 53,6 % par le groupement (39,3 M€). En 2017, le montant de la fiscalité reversée par le groupement sous la forme d'attributions de compensation (7,5 M€) et de dotations de solidarité communautaire (3,4 M€) s'élevant à 10,4 M€, les communes-membres bénéficient, en définitive, de 61 % du produit fiscal global* » Chambre régionale des comptes Occitanie, Rapport d'observations définitives, 4 juin 2019, https://www.ccomptes.fr/fr/publications/communaute-dagglomeration-du-Sicoval-haute-garonne-0

[54] FNAU, ADcF, France urbaine, CGET, Métroscope, 50 indicateurs clés pour les métropoles françaises, juin 2017 (p.9)

Troisième partie : Le Sicoval demain

Si le Sicoval se caractérise par une très forte intégration communautaire, il convient cependant de s'interroger sur la pérennité de ce modèle, compte tenu d'une part des attentes des habitants sur l'avenir du territoire et d'autre part des éventuels scénarios d'évolution institutionnelle au sein de l'aire urbaine toulousaine.

A. Les attentes des habitants

Les attentes des habitants ont été recueillies à partir des questionnaires et des focus groupes jeunes et professionnels. Certaines informations sont en outre issues de l'enquête « jeunesse jeunes adultes 11-27 ans sur le territoire du Sicoval[55] ».

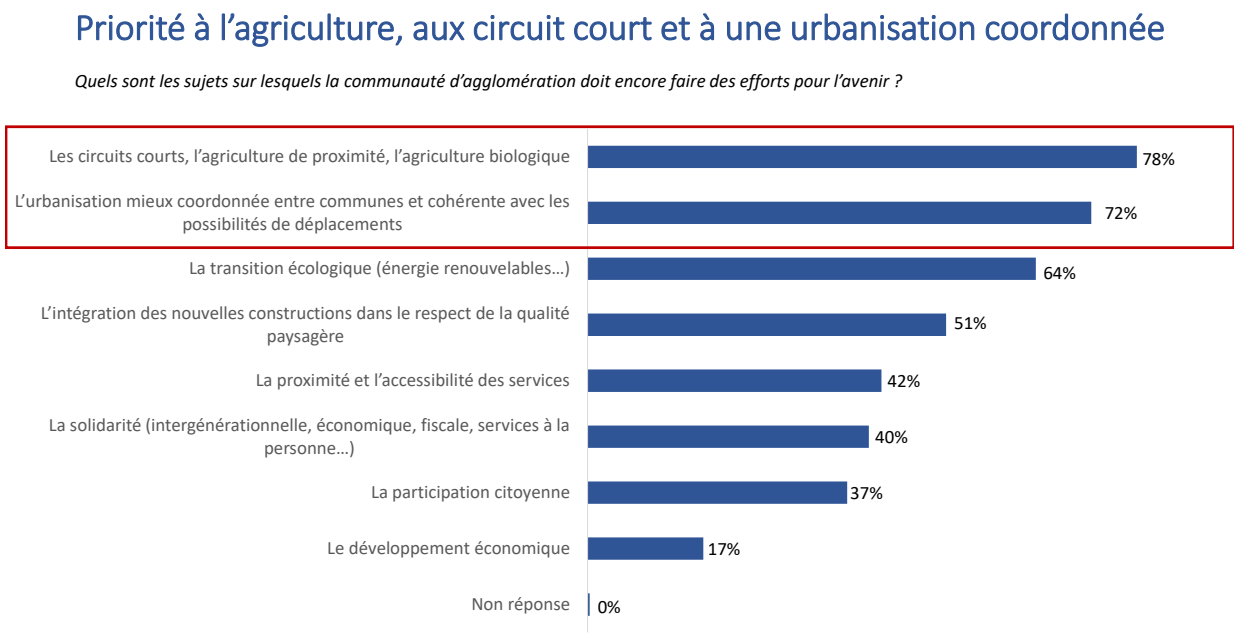


Figure 33 : Les attentes des habitants
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

[55] Mäilys Kydijan, *Restitution des résultats de l'enquête sur le territoire du Sicoval – Jeunesse – Jeunes adultes 11-27 ans,* 2013



Figure 34 : Les trois piliers du Sicoval
Source : CRP consulting, Résultats de l'enquête de terrain, « Le territoire périurbain, nouveau modèle, nouvelle forme de décentralisation », 5 septembre 2019

- **Encourager le Développement Durable**

Pour les professionnels du focus groupe la transition écologique est « l'enjeu du Sicoval », « la prise de conscience écologique est importante, il faut l'amplifier » :

Les modes doux et en particulier les pistes cyclables doivent se développer en cohérence sur l'ensemble du territoire.

Les terres agricoles et les espaces verts doivent être préservés.

> *« Une économie durable, une préservation des espaces verts, garder des espaces non bâtis dans les villages »*

Pour les jeunes du focus groupe, le Sicoval doit mettre tous ses efforts pour devenir une terre de développement durable. Cela leur parait capital compte tenu de *« ce qui se passe en ce moment ».* Il doit notamment accorder plus d'attention au patrimoine naturel et aux espèces animales.

- **Favoriser les circuits courts, l'agriculture de proximité et l'agriculture biologique**

Ces trois thématiques sont les premières priorités mises en avant dans les questionnaires (78 %).
Pour les acteurs du territoire, l'agriculture de proximité est à développer pour rapprocher production et consommation :

> *« Garder la culture agricole et communiquer sur ce qui existe les jardins partagés, les circuits courts »*
> *« Améliorer la résilience, travailler davantage les réseaux locaux et mettre en lien production et consommation. Cela existe, il faut l'amplifier »*
> *« Plus locavores »*

Le soutien de toutes les actions même modestes à l'égard de la population doit être encouragé : consommer local, les marchés, les poules dans le jardin, le patrimoine…

- **Maîtriser l'urbanisation**

C'est la deuxième priorité (72 %) mise en avant dans les questionnaires.
D'après les répondants, l'urbanisation devra être mieux coordonnée entre commune et cohérente avec les possibilités de déplacement.
Pour les jeunes du focus groupe il est important de garder cette harmonie ville/campagne et de veiller à une urbanisation respectueuse du cadre de vie qui crée le lien social (éco-quartier, mutualisation de services, jardins partagés, éco-matériaux etc….)

Pour les professionnels, l'urbanisation doit se poursuivre mais il faut rester vigilent et faire preuve de pédagogie dans l'accompagnement de cette évolution

> *« L'urbanisation galopante de Castanet, Auzeville »* avec une vraie crainte, la perte de qualité de vie et la dégradation de la valeur de la propriété individuelle doublé d'une difficulté : *« l'accès à la propriété pour les jeunes couples est impossible, on fabrique des villes de locataires là où avant on avait des propriétaires ».*

> *« C'est normal de se développer, il faut rapprocher les habitants de leur lieu de travail et le Sicoval est une zone dense économiquement, le développement urbain reste harmonieux »*

- **Favoriser la fluidité des déplacements et développer différentes infrastructures**

Les transports en commun doivent accompagner le développement de l'urbanisation (72 %). Ces deux items ont été liés dans le questionnaire.
Les professionnels ont mis en avant le développement d'infrastructures pour répondre aux besoins des habitants : fibre, équipements publics, aménagement piétons de cœurs de ville, circulation…

> *« Des infrastructures routières pour suivre la construction »*

> *« Dans les 3 grandes villes on a fait ce qu'il faut, dans les petites communes penser à mettre des transports collectifs qui n'existent pas aujourd'hui »*

> *« Adapter les infrastructures de la vie quotidienne au nouveau contexte d'une vie urbaine : plus de centres piétons, des transports collectifs, des parkings hors des centres villes*

Certains services mis en place par la métropole sont des atouts, mais apportent également des nuisances et pourraient être pris en compte par le Sicoval.

> *« Les vélos en location s'arrêtent à Ramonville par contre on a des vélo Indigo abandonnés partout. Pourquoi ne pas étendre Vélo Toulouse à Sicoval »*

Selon eux, la mobilité active devrait être améliorée.

> *« Il manque un réseau de pistes cyclables qui correspondent aux désirs d'une population plus nombreuse, aux besoins nouveaux de circulation »*

> *« Innovation en ce sens ? non, pour exemple sur les pistes cyclables, chacun fait la sienne, pas de pensée d'ensemble, elles ne sont pas connectées ; un chantier pour demain »*

> *« On a beaucoup de réseau VTT et pédestre pour se promener. Les pistes cyclables c'est beaucoup plus compliqué, il en manque »*

Les jeunes du focus groupe indiquent également que le Sicoval doit miser sur les transports en commun et le vélo pour rendre les déplacements plus fluides (vers Toulouse mais également pour avoir accès à la campagne) et faciliter la vie des habitants.

« Sur les bus, le maillage du territoire est insuffisant, on est sous-équipé »

Dans les résultats de l'enquête jeunesse-jeunes adultes 11-27 ans sur le territoire du Sicoval les jeunes aimeraient plus de régularité et une fréquence plus élevée de passage.
Il est aussi demandé des prolongements de lignes sur les horaires des soirs et des week-ends ainsi que l'amélioration de l'accès au vélo.

Bien que les habitants n'aient pas été interrogés sur cette question et que le Conseil de communauté ne nous ait pas saisis expressément sur ce point, il nous est cependant paru indispensable de nous interroger sur les éventuels scénarios d'évolution institutionnelle au sein de l'aire urbaine toulousaine qui auraient des implications sur l'identité du Sicoval lui-même.

Synthèse

Les questions environnementales et de développement durable sont une préoccupation essentielle des habitants du Sicoval. Les habitants du territoire sont très attachés à la préservation des espaces naturels. Ils souhaitent favoriser les circuits courts, l'agriculture de proximité et l'agriculture biologique. Parallèlement on note une forte aspiration à une meilleure maitrise de l'urbanisation et des possibilités de déplacements plus fluides sur le territoire.

B. Les scénarios d'évolution institutionnelle

1. L'hypothèse de la fusion ou de la scission

Depuis l'amélioration de l'intégration intercommunale du Grand Toulouse, puis de Toulouse Métropole, la question de la fusion des trois intercommunalités centrales de l'aire urbaine toulousaine se pose avec d'autant plus d'insistance. Cette question a émergé avec le rapport de la Cour des Comptes de 2005, dans lequel la situation intercommunale de l'agglomération toulousaine avait été présentée comme emblématique de la fragmentation intercommunale des aires urbaines françaises[56]. Il est loin le temps où Claude Ducert, alors président du Sicoval, pouvait proposer de façon assez provocante à son homologue toulousain de l'époque, Dominique Baudis, « *de se rallier à un grand pays toulousain qui rassemblerait toutes les communes de l'agglomération dans une même structure* »[57]. Le Monde commentait cette provocation en notant que « *si Claude Ducert se permet de bousculer le jeu politique local traditionnel, c'est sans doute parce que l'agglomération toulousaine est en retard en matière d'intercommunalité* »[58].

Aujourd'hui, les choses ont changé, et nombreux sont ceux, qui souhaitent la fusion du Sicoval, du Muretain et du géant Toulouse Métropole, ne serait-ce que pour mettre en conformité les périmètres politico-administratifs avec les périmètres fonctionnels.

Cette simplification des strates entrainerait vraisemblablement une mutualisation des moyens, permettrait l'accélération des procédures, menées aujourd'hui au sein des

[56] Cour des Comptes, L'intercommunalité en France, La Documentation Française, *prec.*

[57] 53 communes négocient une organisation intercommunale avec Toulouse, *Le Monde 6 mai 1997*, *prec*.

[58] *Ibidem.*

syndicats mixtes et la mise en cohérence des politiques publiques conduites actuellement séparément par les intercommunalités. En outre, cette addition de forces augmenterait le poids de Toulouse Métropole et ferait porter sa voix plus haut et plus fort dans le concert des métropoles de rang européen.

La place qu'occupe le Sicoval au sein de l'aire urbaine toulousaine, les liens que ses activités et ses habitants entretiennent avec la Métropole plaident en effet pour un rapprochement des deux institutions.

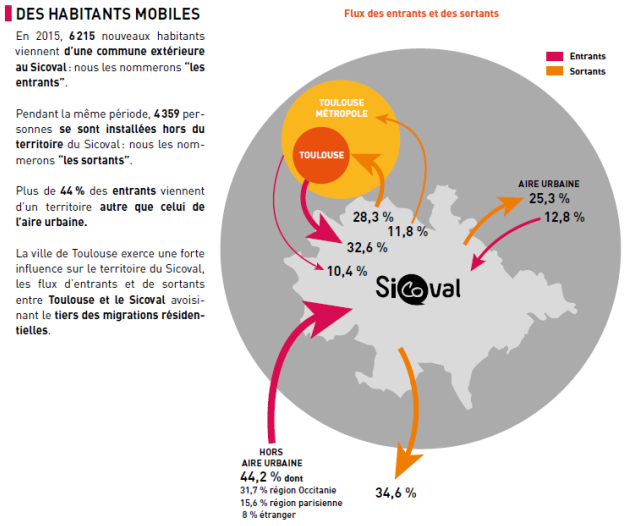


Figure 35 : Les migrations résidentielles entre le Sicoval et les territoires voisins - Source Sicoval, Portrait de territoire 2018

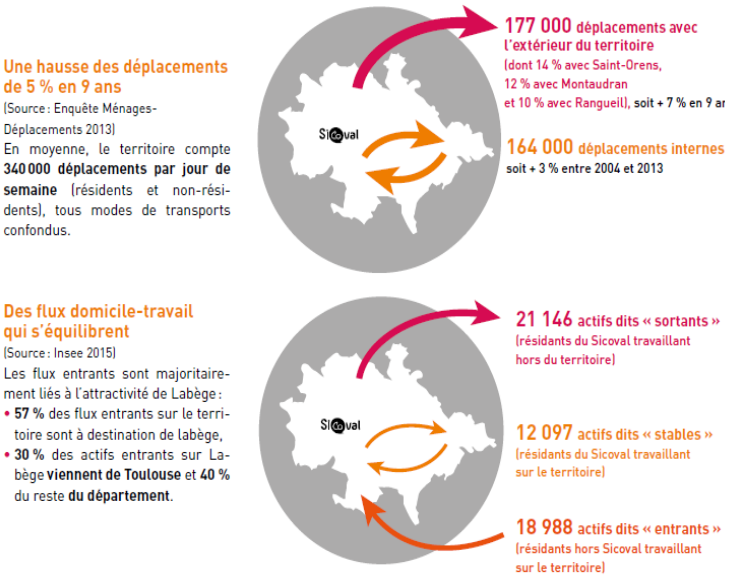


Figure 36 : Les migrations pendulaires entre le Sicoval et les territoires voisins
Source Sicoval, Portrait de territoire 2018

En effet que l'on analyse les migrations pendulaires ou les migrations résidentielles, le lien est très étroit entre le Sicoval et son aire urbaine, et en particulier Toulouse Métropole.

Cependant, le problème principal d'une fusion qui peut apparaître de prime abord logique, c'est qu'il s'agirait, compte tenu des évidentes disparités entre les différentes intercommunalités, non pas d'une fusion-association, mais bien d'une fusion-absorption.

En effet, Toulouse Métropole « pèse » près de 750 000 habitants, lorsque le Muretain atteint les presque 120 000 habitants et que le Sicoval en réunit près de 74 000. Dès lors, la Métropole ainsi formée serait évidemment de taille XXL[59], puisqu'elle réunirait près d'un million d'habitants sur pratiquement 100 communes.

Selon les règles applicables en matière de composition des conseils métropolitains, et en application de la pondération apportée par les accords locaux, le Conseil métropolitain de cet EPCI XXL serait composé de 130 à 150 conseillers, dont la ville de Toulouse détiendrait la moitié des sièges.

Dès lors, évidemment, la question du poids des communes Sicovaliennes au sein des instances de décision (Bureau et Conseil métropolitain notamment) se pose avec acuité, puisque nous l'avons vu, les communes de Toulouse métropole sont constituées à près de 60 % de plus de 5 000 habitants, alors que plus de 90 % des communes du Sicoval comptent moins de 5 000 habitants.

[59] Plus de 50 communes selon la DGCL et l'AdCF.

On note qu'aujourd'hui déjà, le Conseil métropolitain de Toulouse Métropole ne compte pas un Vice-Président (VP) à moins de 5 000 habitants, 9 VP sur 20 sont toulousains, et aucun maire d'une commune de moins de 1 000 habitants ne siège actuellement au Bureau (hormis, très symboliquement, le maire de la plus petite commune de Toulouse Métropole, Mondouzil qui compte 236 habitants) et que le Bureau compte 18 toulousain sur 47 membres.

A l'inverse, au sein du Conseil communautaire du Sicoval, les petites communes sont bien mieux représentées, puisque si Ramonville se voit attribuer 11 sièges, Castanet 10, et Escalquens 5, les autres communes bénéficient de 1 à 3 sièges. En outre, le président du Sicoval est le maire d'une commune de 2 500 habitants et 4 représentants de communes de moins de 1 000 habitants siègent au Bureau. Ce n'est donc pas le poids démographique des communes qui détermine leur représentation au sein des instances communautaires.

Le risque est donc grand que les petites communes qui constituent la grande majorité des communes membres du Sicoval soient dès lors écrasées et noyées dans la masse, qu'elles perdent leur voix au sein d'un Conseil métropolitain pléthorique où seules les grandes communes pourront accéder au pouvoir de décision.

En outre, si la cohérence des périmètres politico-administratifs et des périmètres fonctionnels est évidemment à rechercher le plus possible, elle doit cependant être au service d'un projet commun. Or, si les communes du Nord Sicoval peuvent partager des problématiques avec Toulouse Métropole, notamment parce qu'elles sont à proximité du cœur de l'agglomération et qu'elles sont intégrées dans le pôle urbain de Toulouse, ce n'est évidemment pas le cas des petites communes du Sud du territoire, des communes périurbaines ou rurales pour lesquelles les enjeux intercommunaux sont tout autres. En particulier, la question des services à la personne ne peut pas être appréhendée par une entité de la taille de l'aire urbaine et, pour autant, le retour en charge des communes en cas de fusion est évidemment inenvisageable.

Dès lors, cet équilibre entre ville et campagne, ce lien que le Sicoval a toujours réussi à préserver entre les communes urbaines du Nord du territoire et les petites communes rurales du Sud serait dissous dans un vaste ensemble qui ne se préoccuperait - et c'est bien normal pour une Métropole - que d'enjeux strictement métropolitains, de compétences stratégiques.

Ainsi, puisque l'EPCI issu de la fusion relève obligatoirement de la catégorie de celui des EPCI à fiscalité propre auquel la loi a confié le plus grand nombre de compétences (ici le statut de Métropole), les compétences obligatoires seraient nécessairement exercées par le nouvel EPCI. En revanche dans les 2 ans suivant la fusion, les compétences facultatives (services à la personne) seraient soit exercées par l'EPCI issu de la fusion, soit restituées aux communes ou bien encore feraient l'objet d'une modulation en fonction de l'intérêt communautaire ou d'une exécution partielle sur le territoire intercommunal. Dans tous les cas de figure, l'équilibre actuellement maintenu serait dès lors profondément bouleversé.

Enfin, certains postulent pour un démembrement du Sicoval avec un rattachement des communes du pôle urbain (Nord Sicoval : 58 800 habitants, 16 communes) à Toulouse Métropole et un rattachement des communes de la couronne périurbaine (Sud Sicoval : 19 200 habitants, 20 communes) avec les communautés de communes de Terres du Lauragais (39 773 habitants et 58 communes) ou du Bassin auterivain (31 894 habitants et 19 communes). Ce rattachement des communes rurales du Sicoval à des communautés plus rurales et plus modestes leur permettrait sans doute de retrouver leur voix au sein des instances de décision mais les priverait en revanche d'une opportunité financière considérable, assurée aujourd'hui par la solidarité financière au sein du Sicoval, et menacerait à terme leur développement. Dès lors, cette solution ne paraît pas non plus envisageable.

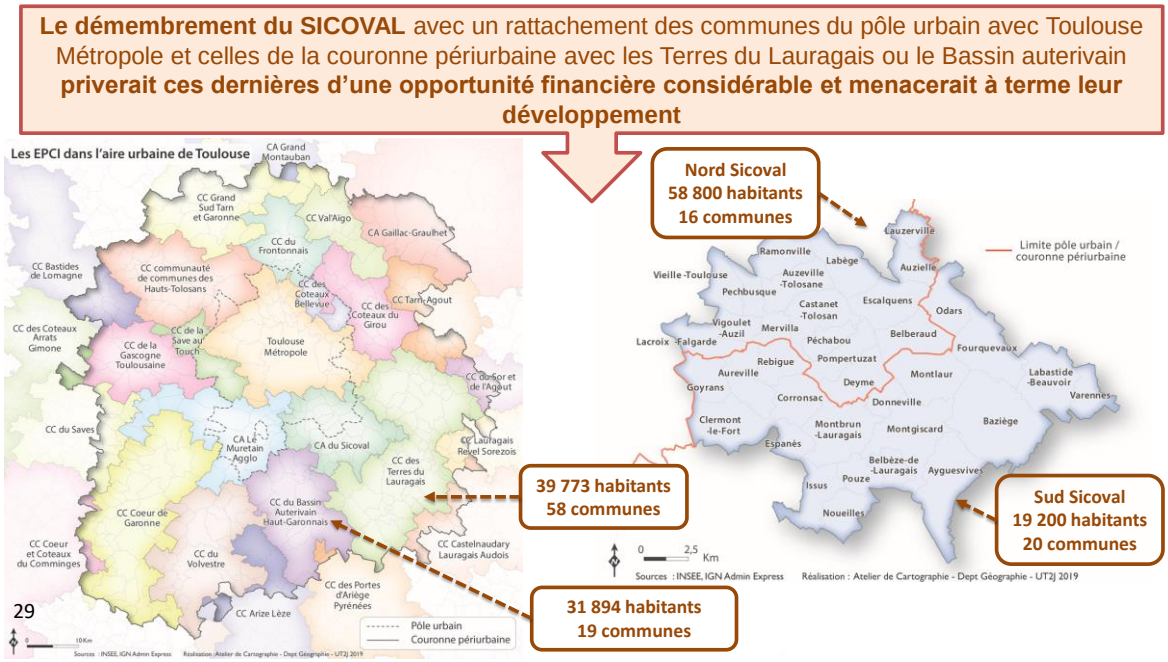


Figure 37 : Extrait du diaporama projeté lors de la conférence de Cécile Jebeili, organisée par le Codev du Sicoval, Assemblée plénière, 26 Septembre 2019

2. L'hypothèse du maintien des périmètres et du renforcement des coopérations

Nous l'avons vu, l'hypothèse de la fusion entre le Sicoval et Toulouse Métropole présente un risque de fracture territoriale, alors que le maintien aux portes de la Métropole du Sicoval permet de d'assurer la solidarité et l'équilibre entre l'urbain et le rural.

Cependant, il convient de renforcer et d'approfondir les outils de coopération entre les différents territoires, afin de permettre une meilleure cohérence dans les politiques publiques, en résumé de faire preuve d'intelligence territoriale.

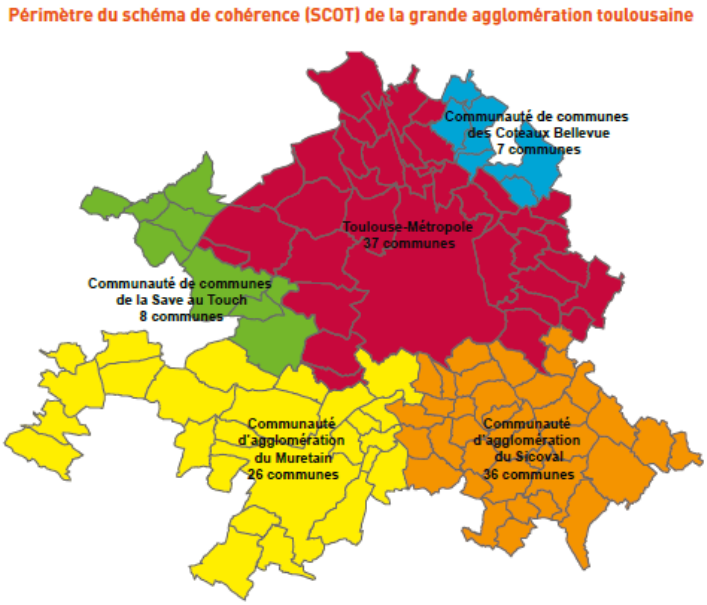


Figure 38 : Le périmètre du SCoT de la grande agglomération toulousaine
Source : Sicoval, Portrait de territoire, 2018

Ces outils existent déjà : on peut citer les différents syndicats mixtes, tels que le SMEAT[60] (maître d'ouvrage du SCoT), le SMTC (maître d'ouvrage du PDU)[61]. Ils permettent de produire notamment des schémas de planification communs, comme le SCoT[62] ou l'inter-SCoT[63].

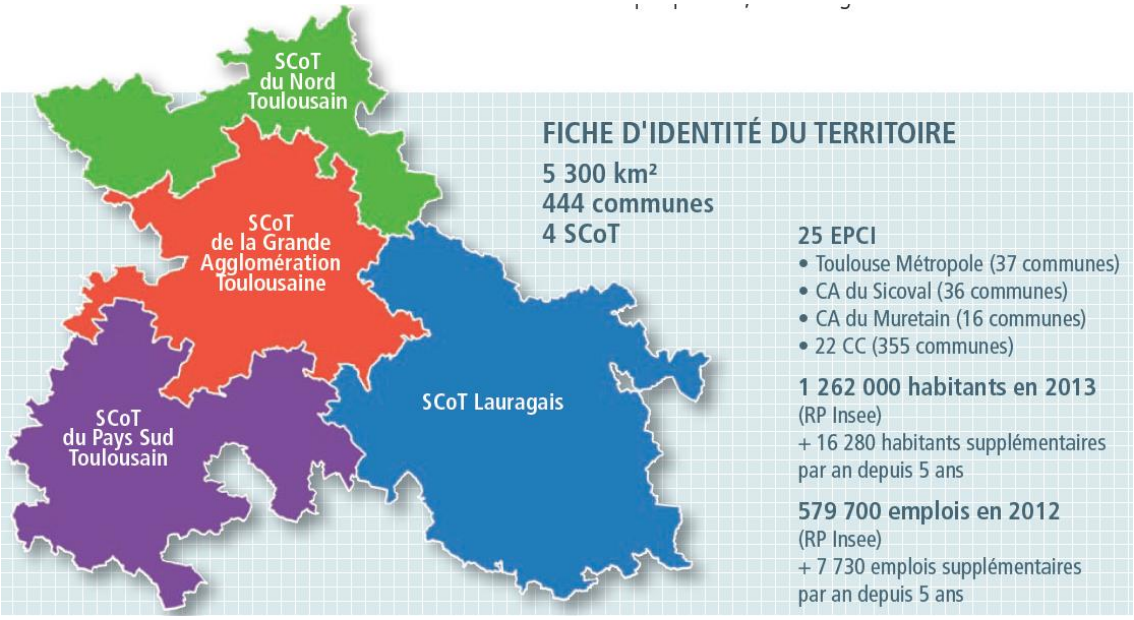


Figure 39 : Le périmètre de l'inter-Scot du Grand Bassin Toulousain
Source : Inter-SCoT, de l'aire urbaine au grand bassin toulousain, 10 ans de construction territoriale, juin 2016

Par ailleurs, l'AUAT, l'agence d'urbanisme Toulouse aire métropolitaine, rassemble aujourd'hui les représentants locaux de l'État, 65 collectivités membres et 11 organismes associés, et on y trouve bien entendu les EPCI de l'aire urbaine toulousaine. Elle constitue une instance de dialogue, de partage des connaissances des dynamiques territoriales, elle accompagne les démarches de planification, participe à l'harmonisation et la mise en cohérence des politiques publiques et permet la mise en œuvre de la gouvernance urbaine.

On peut également envisager de développer des ententes intercommunales, de nouveaux syndicats mixtes, ou de procéder par voie contractuelle.

Il existe cependant un outil qui parait parfaitement convenir à ce type de situations pour lesquelles il a d'ailleurs été créé, il s'agit du pôle métropolitain.

[60] Créé en 1991, Le SMEAT, Syndicat mixte d'etudes de l'agglomération toulousaine, est constitué de Toulouse Métropole ; La Communauté d'Agglomération du Sicoval ; La Communauté d'Agglomération du Muretain ; Les Communautés de Communes Save au Touch, Coteaux de Bellevue, Axe Sud, Communes Rurales des Coteaux du Savès et de l'Aussonnelle.
[61] Aujourd'hui dénommé Tisséo-Collectivités : l'autorité organisatrice de transports urbains de l'agglomération toulousaine. Avant 2017, il était connu sous le nom de Tisséo-SMTC, pour « Syndicat mixte des transports en commun ». Il réunit : Toulouse Métropole (14 élus), le Sicoval (2 élus), Le Muretain Agglo (2 élus), et le SITPRT (2 élus), Syndicat intercommunal des transports publics de la région toulousaine, EPCI regroupant Frouzins, Roques-sur-Garonne et Seysses intègrent Le Muretain Agglo et quittent donc le SITPRT, composé dès lors de Castelmaurou, Lapeyrouse-Fossat, Montberon, Pechbonnieu, Plaisance-du-Touch, Rouffiac-Tolosan, Saint-Geniès-Bellevue, Saint-Loup-Cammas et La Salvetat-Saint-Gilles.
[62] Ce périmètre concerne 117 communes, soit une superficie de 1200 km².
[63] Il réunit 4 SCoT, soit 444 communes sur 5 300 km².

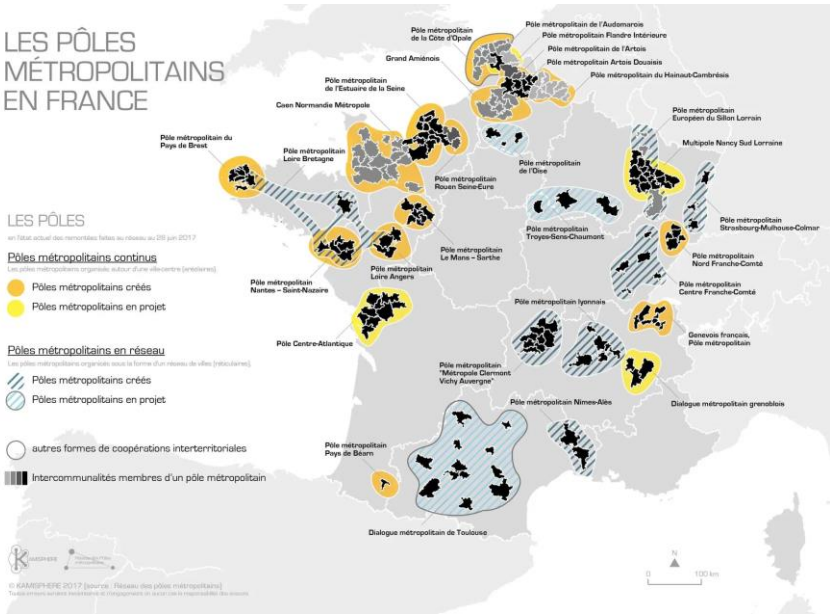


Figure 40 : Les pôles métropolitains en France
Source : cartographie des pôles métropolitains, 2017, Kamisphere et Pôles-Métropolitains.fr.

Institués par la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, dite Loi RCT, modifiée par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite Loi MAPTAM. Les pôles métropolitains sont des syndicats constitués d'EPCI à fiscalité propre, sous la forme d'un syndicat mixte qui regroupe des EPCI à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants (450 000 au départ) dont l'un au moins comporte plus de 100 000 habitants (150 000 au départ) sans exigence de continuité spatiale.

Le pôle métropolitain est destiné à mener des actions d'intérêt métropolitain qui consistent à promouvoir un modèle de développement durable ainsi que l'aménagement du territoire infra-départemental et infrarégional. Son champ d'action comprend le développement économique, la promotion de l'innovation, la recherche, l'enseignement supérieur et la culture, l'aménagement de l'espace (notamment la coordination des Scot), le développement des infrastructures et des services de transport.

Un même EPCI-FP peut être membre de plusieurs pôles métropolitains, il faudra juste veiller à éviter un chevauchement de compétences. En outre à la demande du Conseil syndical du pôle métropolitain, celui-ci pourrait être transformé en syndicat mixte ouvert et être constitué des conseils départementaux et régionaux sur le territoire desquels se situe le siège des EPCI-FP.

Or, précisément, il existe depuis 2013, une Association du dialogue métropolitain de Toulouse, créée à l'initiative de Pierre Cohen lorsqu'il était maire de Toulouse et qui réunit les présidents et les maires des villes-centre de 11 EPCI situés dans un rayon d'une heure environ de l'agglomération toulousaine, sur la région Occitanie.

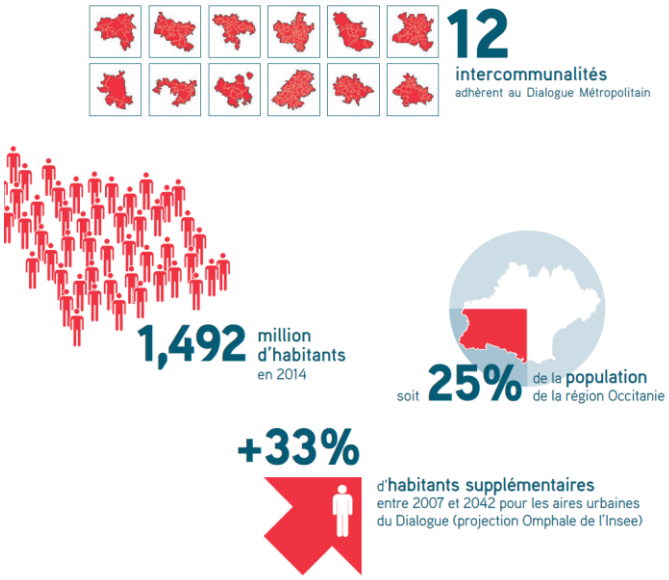


Figure 41 : Le dialogue métropolitain en quelques chiffres
Source : Dialogue Métropolitain de Toulouse,
la coopération métropolitaine en chemin, 2017

Cette association repose sur la volonté des EPCI membres de mener une réflexion commune et globale sur le territoire métropolitain pour mieux répondre aux nouveaux défis inhérents à sa croissance démographique et à son attractivité. Elle est conçue comme un lieu d'échanges et de dialogue, afin d'engager une nouvelle dynamique territoriale attractive au plan international sur l'axe Sud Europe Atlantique. Son territoire représente une population de près de 1,3 millions d'habitants.

Or, « *Aujourd'hui, le dialogue est en panne. C'est un endroit où les sujets importants sont évités. Nous allons parler de culture, de biennale du patrimoine. C'est bien mais nous voudrions aborder d'autres sujets. Le dialogue rassemble toutes les villes moyennes à une heure de Toulouse, or ce qui intéresse ces villes ce sont les questions d'emplois, d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, de transports.* » estime ainsi un DGS d'une intercommunalité proche de Toulouse[64].

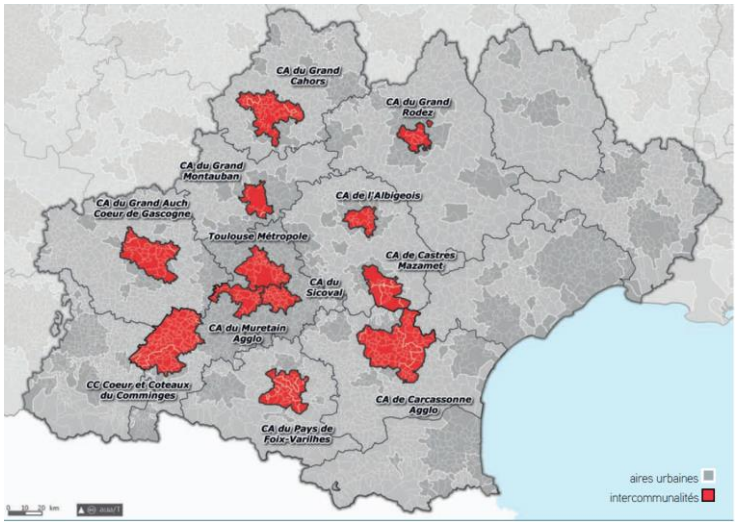


Figure 42 : Les intercommunalités membres du dialogue métropolitain
Source : Dialogue Métropolitain de Toulouse,
la coopération métropolitaine en chemin, 2017

On le voit, « *La volonté à l'origine de la création* [de ce type d'] *associations est semblable à celle qui conduit à la création de pôles métropolitains à savoir de réunir les représentants de différents territoires pour trouver un intérêt commun et répondre ensemble à des problèmes qui dépassent les frontières administratives. L'idée de les faire évoluer pour devenir des pôles est d'ailleurs parfois affichée. Cependant ces associations peuvent sembler souffrir d'un manque de portage politique* »[65].

[64] Cité par Marion BIGAY, Thibault DEVILLARD, Lola PEREZ INIGO, Juliette SAINCLAIR, *Les environnements territoriaux des métropoles : quelles stratégies de coopération au service du développement local ? Analyse comparée des systèmes de Lille, Nantes et Toulouse*, 2018.
[65] *Ibidem.*

Synthèse

Le modèle actuel du Sicoval peut trouver un nouveau souffle en prenant l'initiative d'impulser la revitalisation de la coopération inter-communautés, il confirmerait ainsi qu'il a un temps d'avance en matière de dynamique intercommunale. L'une des ambitions que pourrait dès lors avoir le Sicoval serait de « réveiller » ce Dialogue Métropolitain en sommeil et de porter un projet de transformation de l'association en pôle métropolitain, auquel pourraient d'ailleurs être intégrés les départements où sont situées les intercommunalités membres. La transformation de cette simple association en syndicat mixte permettrait de relancer le processus de création et de faire porter un certain nombre de projets communs par ce pôle métropolitain, renforçant ainsi le lien entre le Sicoval et les intercommunalités de l'aire urbaine toulousaine et permettant à chacun de garder toutefois son indépendance.



Préconisations / recommandations

Il est frappant de constater l'unicité des discours dans les différentes formes de concertation déployées : questionnaire, focus-groupe, entretiens. La population partage un même « ensemble ». Le territoire a une vraie identité, « quelque-chose qui fait corps ». Un certain nombre d'éléments évoqués par les habitants, soit par ce qu'ils caractérisent le Sicoval et doivent être préservés, soit parce qu'ils fondent le Sicoval et doivent être développés davantage pour le promouvoir, que l'on retrouve dans la présentation que le Sicoval fait de lui-même.

Cependant, si l'identité du Sicoval est manifestement toujours forte pour les habitants et acteurs, il ne faudrait pas courir le risque de la diluer dans un ensemble intercommunal plus vaste. C'est pourquoi il serait pertinent de structurer la coopération avec les autres intercommunalités voisines au sein par exemple d'un pôle métropolitain afin que la voix du Sicoval continue de s'exprimer et que son identité et sa singularité au sein de l'aire urbaine toulousaine puissent s'affirmer.

Afin de faire vivre et de fortifier cette identité et cette singularité « Sicovalienne », le Codev préconise de :



- **Maintenir la qualité de vie** : ce point fort du territoire est mis en avant par tous les acteurs. La qualité de vie au sein du Sicoval, c'est pouvoir continuer à bénéficier des aménités de la ville (mobilité, emploi, éducation, santé, culture, consommation…) tout en gardant la possibilité de jouir de paysages qu'on espère ne pas voir changer ou suffisamment peu pour éviter qu'ils soient défigurés.

- **Maitriser l'urbanisation** : on a relevé que les habitants exigeaient assez unanimement une meilleure maitrise de l'urbanisation. Pour autant, le Codev considère que la question ne se situe pas nécessairement à ce niveau mais concerne davantage la compréhension des enjeux posés par la densification urbaine. C'est pourquoi, il nous semble important que le Sicoval actionne plusieurs leviers :
    - La communication et la pédagogie concernant les enjeux de la densification urbaine.
    - La mise en place d'un PLUIH permettant une meilleure cohérence entre communes en intégrant notamment une réflexion sur l'armature urbaine du territoire et la cohérence de la répartition des équipements et services publics.
    - La concertation avec les habitants sur les projets urbains, y compris les choix urbanistiques et architecturaux.

- **Préserver les espaces naturels et agricoles** : les habitants sont très attachés à la préservation des espaces naturels. La Charte d'Aménagement qui prévoit la protection de près des deux tiers du territoire non ouvert à l'urbanisation, a été fondatrice du Sicoval et participe à la constitution de l'identité territoriale. Il est nécessaire de la préserver et de la poursuivre dans le cadre d'un PLUIH. Les espaces naturels de chaque commune doivent être rendus visibles au niveau intercommunal (trames vertes et bleues) afin de protéger la biodiversité.

- **Favoriser une agriculture de proximité** : le Sicoval devra prendre en compte le vif intérêt des habitants sur la question de l'agriculture de proximité avec la recherche d'une capacité de résilience[66]. En effet cette question de l'agriculture englobe de façon implicite la question de l'énergie et de sa raréfaction (industrialisation de l'agriculture et transport des denrées) mais aussi la nécessité de réserver (par le PLUi) les meilleures terres à l'agriculture locale en circuits courts avec des méthodes moins gourmandes en intrants. Le Sicoval devra donc faciliter le développement de l'agriculture biologique, la mise en place de circuits courts sur un territoire qui a une situation privilégiée pour développer l'agriculture urbaine.

- **Conduire la transition écologique**. Les acteurs alertent sur l'urgence d'agir sur ces questions :
    - Développer les transports en commun : cette politique doit se poursuivre sur le Sicoval et au-delà sur l'ensemble de l'agglomération afin de favoriser la fluidité (élargissement des plages horaires et augmentation des fréquences). L'intercommunalité devrait être plus volontariste dans ce domaine.
    - Développer les modes actifs, mieux connecter les pistes cyclables, les développer.
    - Développer le co voiturage, le télétravail et les tiers-lieux.
    - Accompagner la transition énergétique notamment en favorisant l'isolation des bâtiments, l'installation de production d'énergie renouvelable, la généralisation des pompes à chaleur.
    - Militer dans le domaine de la transition écologique par exemple en favorisant l'installation d'entreprises de recyclage (réutilisation du verre), l'utilisation de produits en vrac (distribution de sacs floqués mettant en avant le nom du Sicoval, principe de la consigne, réduction des emballages…), et en améliorant la gestion des déchets (éduquer et inciter à la réduction des déchets, réintroduire le broyage à domicile…).

[66] United Nations International Strategy for Disaster Reduction (l'UNISDR) définit la résilience comme « la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques, de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger (...), notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base ». http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/resilience

- **Améliorer le lien communes/Sicoval :** aujourd'hui, les modes de vie et les usages des habitants dépassent largement le cadre des communes. Ils vivent beaucoup plus à l'échelle de l'intercommunalité et même au-delà. On doit favoriser la mise en place de relais intercommunaux dans les communes, d'autant que l'ADN du Sicoval est fondé sur la solidarité entre petites et grandes communes. Les mairies doivent être le relais des projets du Sicoval, mieux informer les habitants afin qu'il y ait une appropriation intercommunale.

- **Renforcer l'identité culturelle de l'intercommunalité :** le Sicoval doit impulser davantage d'événements culturels et patrimoniaux qui créent du lien et favorisent le vivre ensemble et améliorent l'identification des habitants au territoire.

- **Réinterroger le nom du Sicoval :** lancer une démarche de concertation auprès des habitants pour interroger la « marque Sicoval », sa visibilité et son appropriation**.**[67]

[67]La question est posée déjà depuis 1997 par Claude Ducert: *« Le grand regret de M. Ducert, c'est de ne pas avoir réussi à trouver et à imposer un nouveau nom évocateur pour la structure qu'il a fondée. »*Le Monde 6 mai 1997.

Conclusion

En résumé, nous constatons combien la question de l'identité du Sicoval est un marqueur fort de ce territoire périurbain qui n'est pas « tout à fait la ville » mais pas non plus « tout à fait la campagne ». Construit à sa création avec un véritable projet d'aménagement, il a su conserver cette idée forte et la partager entre communes voisines qui ont bien compris l'intérêt de ce développement harmonieux pour apporter du bien être à leurs habitants. Le partage des ressources dans un projet innovant et solidaire lui a conféré la force d'un territoire cohérent aux portes de la métropole. Sa construction vertueuse en fait aujourd'hui un territoire convoité où il fait bon vivre dans un environnement relativement protégé. Les personnes qui y vivent, y travaillent, y étudient soulignent ce fait sans nul doute lié fortement à l'évolution de son histoire qui s'est développée au fil du temps autour d'un projet commun, partagé, co-construit par des élus convaincus et responsables.

Cette identité n'est pas toujours perçue de manière unique mais les acteurs et les habitants du Sicoval mettent en lumière la grande satisfaction qu'ils ont de vivre dans ce territoire. Tous relèvent évidemment les difficultés de déplacement au sein de l'aire urbaine où la voiture reste encore trop souvent le seul moyen de déplacement.

A partir d'un tel constat, le projet à venir consiste vraisemblablement à maintenir cette satisfaction d'habiter et à faire vivre l'ensemble tout en relevant les défis des années prochaines. Nos préconisations marquent la nécessité de l'aménagement du territoire qui devra tenir compte de la compatibilité de l'urbanisme avec la préservation des espaces et la qualité de vie, celle de l'agriculture avec la transition écologique … autant de sujets qui ne sauraient être traités sans une véritable participation des citoyens et des acteurs et dans un dialogue permanent avec les intercommunalités voisines.

Par ce travail, le Codev démontre combien il est possible d'avoir une réflexion sereine autour de questions sensibles, il pourra ainsi à l'avenir continuer à contribuer aux réflexions des élus et animer des groupes de travail autant que de besoin.



Contacts :

codev@sicoval.fr

https://www.Sicoval.fr/fr/s-impliquer/CODEV/presentation.html

05 62 24 28 12

L'actualité du Codev sur Facebook

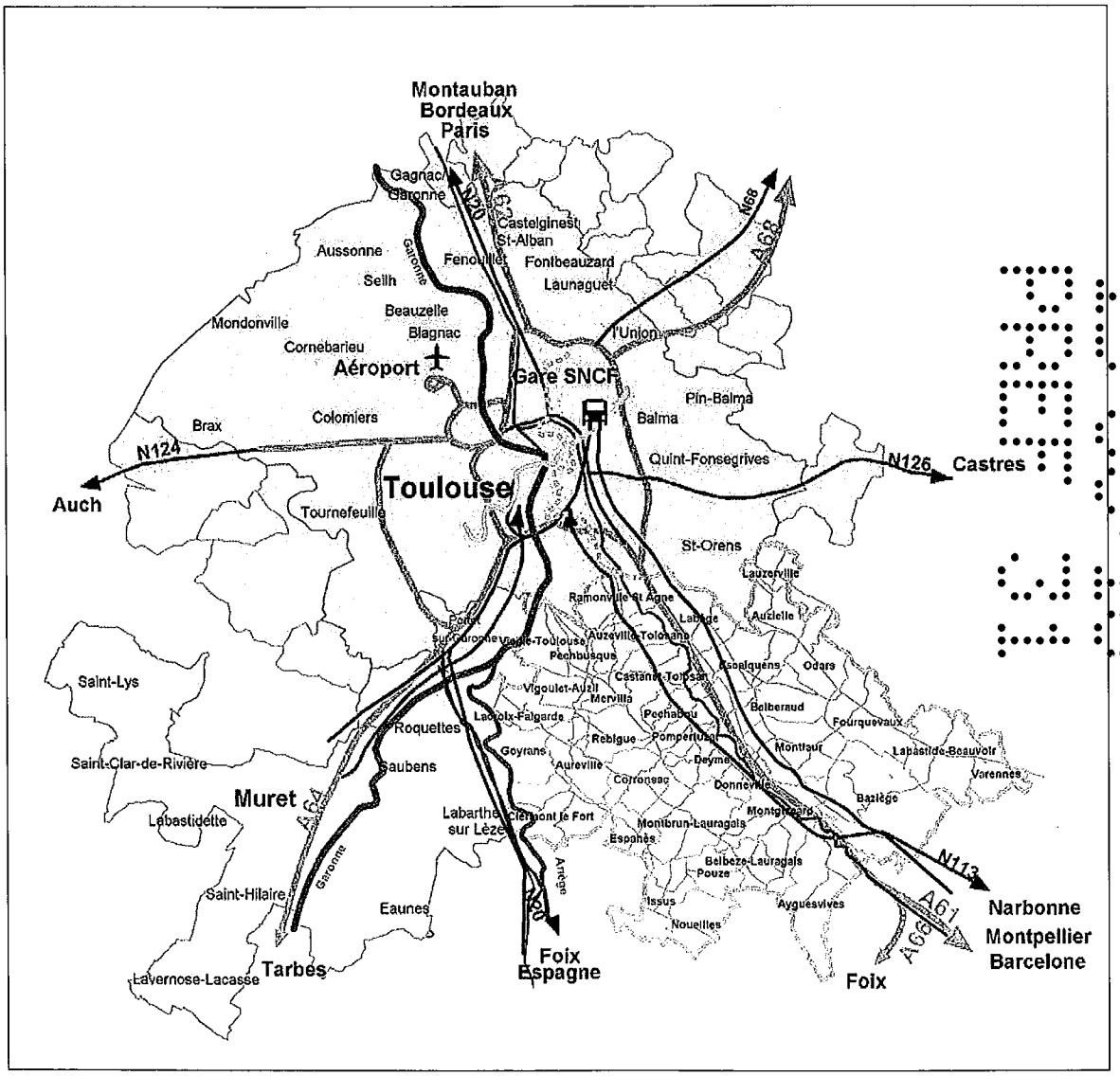
Annexe S20180300S

Contribution du Sicoval

à l'élaboration du SRADDET de la Région Occitanie

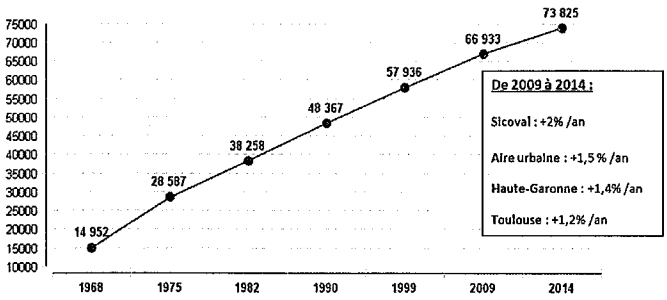
Conseil du 5 mars 2018

Situé au sud-est de l'agglomération toulousaine, le Sicoval occupe une place spécifique au sein de la Région Occitanie. Au-delà de son histoire et de sa notoriété, bâties sur l'innovation, le développement et la solidarité entre ses communes, il contribue fortement à l'attractivité de la grande agglomération toulousaine et donc à celle de la Région Occitanie.



Il s'agit aussi d'un territoire périurbain à part entière, disposant à ce titre de caractéristiques propres devant non seulement être reconnues, mais également être prises en compte dans l'ensemble des documents de planification et de programmation : PLU, SCoT, schémas départementaux et régionaux. Ces spécificités viennent du fait qu'il contribue à la dynamique et au rayonnement de

l'agglomération, tout en constituant un territoire autonome, lui-même organisé autour de polarités internes.



Source : INSEE, recensement de la population

Il accueille une croissance démographique très importante que l'on peut qualifier d'hors norme et se doit de maitriser ses équilibres dans le cadre de ce très fort développement.

Le territoire du Sicoval regroupe 36 communes aux profils très différents mais offrant de nombreuses complémentarités entre elles.

Au Nord des territoires fortement urbanisés offrant une diversité résidentielle et d'équipements. C'est là aussi que sont aujourd'hui concentrés l'essentiel des dessertes en transport en commun et l'offre d'emplois. Cette dernière s'est développée en grande partie dans des zones dédiées, aménagées à l'initiative de la collectivité : Parc Technologique du Canal sur la commune de Ramonville Saint-Agne, Enova sur la commune de Labège, parcs d'activités de La Masquère à Escalquens, de Vic à Castanet-Tolosan, ...

Au Sud, des communes moins denses, mais dont le développement est influencé par le dynamisme de l'agglomération toulousaine et l'arrivée massive de populations nouvelles. Elles jouent un rôle important dans cet accueil démographique mais elles subissent, de fait, de profonds changements pouvant même aller jusqu'à un risque de fracture sociale fortement néfaste au bien-vivre-ensemble. Dans le même temps, elles constituent un poumon vert de l'agglomération. Elles sont ainsi support de préservation de biodiversité et de la ressource foncière nécessaire au maintien de l'activité agricole. Depuis les années 1980 et l'élaboration d'une charte d'aménagement sur laquelle l'ensemble des communes se sont engagées, le Sicoval protège ainsi plus de 60 % de son territoire contre toute mutation à destination urbaine.

Le Sicoval a su faire de cette diversité une force pour construire un territoire ouvert à l'accueil aussi bien des nouvelles populations que des emplois. Dans un contexte de mutations territoriales, législatives, économiques, de gouvernance... il est un territoire d'innovation par et pour les entreprises, au service des habitants et des usagers.

A ce titre, le Sicoval souligne l'importance que le SRADDET à travers son projet et ses règles permette la mise en œuvre d'un projet d'aménagement adapté aux spécificités d'un territoire périurbain. Pour cela, le projet doit permettre de renforcer les actions du Sicoval en matière :

- D'accueil des populations nouvelles, sans dégrader la vie des habitants déjà présents sur le territoire ;
- De maintien d'une dynamique économique lui garantissant un équilibre entre population en âge de travailler et nombre d'emplois sur le territoire ;
- De développement des mobilités, notamment domicile-travail vers les territoires périphériques et la centralité métropolitaine, mais également les déplacements internes vers les pôles d'emploi du territoire ;
- De maintien de la proximité d'accès aux services, sources de qualité de vie, notamment en

Disposer des capacités à mettre en œuvre un projet d'aménagement adapté aux spécificités d'un territoire périurbain

Le Sicoval occupe une place particulière au sein de la grande agglomération toulousaine. Du fait de son positionnement, il constitue l'un des territoires périurbains de Toulouse. Le Sicoval doit répondre à des enjeux et problématiques propres à un territoire de transition entre la centralité urbaine de l'agglomération toulousaine et les espaces ruraux des coteaux du Lauragais. Il doit pouvoir contribuer à l'accompagnement de la dynamique de l'agglomération, à sa capacité d'accueil de nouveaux habitants et emplois. Dans le même temps, il doit réduire la dépendance de ses habitants à cette même agglomération, afin notamment de limiter les déplacements, facteurs de nombreux dysfonctionnements. Malgré une pression urbaine forte, le Sicoval doit également maîtriser son développement urbain afin de répondre aux enjeux environnementaux, de réduction de consommation d'espace, de préservation d'un patrimoine naturel et bâti et d'acceptation par les populations.

Pour cela, le Sicoval s'appuie d'une part sur des communes aux caractéristiques urbaines marquées ; Elles sont le lieu privilégié de la diversité résidentielle, de localisation des grands équipements parfois d'envergure régionale, et présentent un profil urbain dense. Elles bénéficient également du meilleur niveau de desserte par les transports en commun, notamment en lien avec Toulouse. Sur ces territoires, les enjeux en matière d'aménagement relèvent de la capacité à maintenir une dynamique démographique malgré des potentiels fonciers limités ; Pour cela, il est nécessaire de pouvoir mobiliser des outils d'optimisation foncière et de renouvellement urbain. En termes de desserte et d'accessibilité, ces territoires doivent également bénéficier d'un haut niveau de service par les transports en commun. Celui-ci est traduit par l'engagement du Sicoval en faveur de la mise en œuvre du prolongement de la ligne B du métro toulousain et du développement d'une troisième ligne de métro.

En s'éloignant de Toulouse, les caractéristiques urbaines évoluent. En matière d'habitat, la structure pavillonnaire devient progressivement dominante. Les centres bourgs, les villages et les hameaux qui structurent la vie des habitants apparaissent lisibles et participent à la structuration de paysages à dominante agricole. Ces communes, plus éloignées des services offerts dans la ville centre, s'organisent autour de centres bourgs dotés en équipements, services et commerces. Ces derniers sont le support de la ville des proximités que le Sicoval souhaite renforcer. Tout en conservant des caractéristiques proches de certains territoires ruraux de la Région, ils doivent accompagner une dynamique de développement du fait de l'influence de l'agglomération. Ils doivent pouvoir maîtriser leur développement urbain, adapter leur rôle de centralité, à l'évolution des territoires qu'ils irriguent. Ils sont au cœur des enjeux de renfort de dessertes internes au territoire qui permettront de réduire l'usage de la voiture individuelle. Ces communes s'inscrivent en parfaite complémentarité des premières en contribuant au maintien d'une offre résidentielle diversifiée, tout en conservant un potentiel de production agricole important, mais aussi d'espaces de loisirs de proximité. Elles sont les territoires sur lesquels doivent pouvoir s'aménager et se gérer les limites entre espaces urbains, agricoles et naturels ; L'ensemble de ces fonctions doivent pouvoir y cohabiter.

Au-delà des caractéristiques urbaines et paysagères, le Sicoval se distingue parmi les espaces périurbains de Toulouse du fait de sa contribution particulière au rayonnement de l'agglomération toulousaine, et du lien qu'il opère entre cette dernière et les territoires plus éloignés du Lauragais. Cette spécificité est notamment liée à la présence sur le territoire du Sicoval d'une offre résidentielle importante, diversifiée, de zones d'activité économiques importantes en terme de rayonnement, d'un pôle commercial majeur, de grandes écoles et d'équipements culturels. Malgré ces liens forts avec l'agglomération, le territoire du Sicoval développe un fonctionnement autonome en constituant lui-même un territoire de vie offrant l'ensemble des services nécessaires aux habitants et aux salariés.

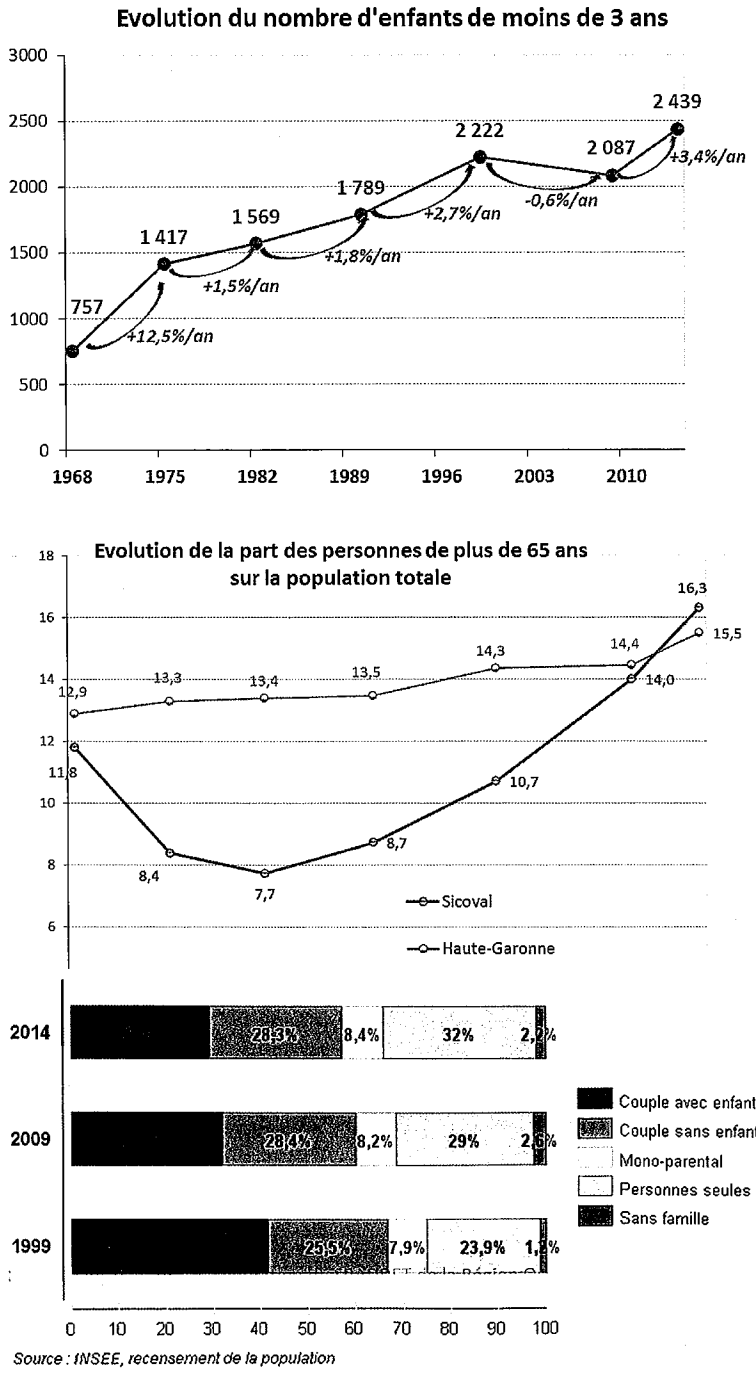
Afin d'assumer pleinement son rôle de « porte d'entrée » dans l'agglomération toulousaine sur l'axe de liaison entre les deux principales agglomérations de la Région ; Afin de demeurer un pôle d'équilibre et de transition au sein de la zone d'influence de la métropole ; Afin que sa dynamique puisse bénéficier à l'ensemble des territoires du Lauragais qui l'entourent et au rayonnement de la Région, le Sicoval doit pouvoir renforcer son propre équilibre interne. Pour cela, tout en restant un territoire ambitieux pour l'accueil de populations et d'emplois,

- il conduit une politique d'aménagement visant au renfort des centralités qui structurent le fonctionnement de son territoire ;
- il aménage des zones capables d'accueillir des activités économiques sur l'ensemble de son territoire, avec pour projets phares les zones d'activité du Parc du Canal et d'Enova au Nord et du Rivel au Sud ;
- il participe au développement de l'offre de transports alternatifs à la voiture au sein de son territoire et en lien avec Toulouse ;
- il maintient un haut niveau d'exigence en termes de protection et de valorisation des espaces agricoles et naturels
- il poursuit des politiques ambitieuses en faveur de la gestion des ressources naturelles et de la réduction des impacts des activités humaines sur l'environnement

Les territoires périurbains nécessitent une prise en compte spécifique et ne peuvent être confondus en termes d'orientations et de règles d'aménagement au sein des agglomérations au dynamisme desquelles ils contribuent. Il est nécessaire qu'ils puissent adapter le rythme et les formes de leurs aménagements à leurs besoins. Parmi ces territoires, celui du Sicoval se distingue également du fait de son histoire, de ses projets et de la place qu'il occupe au sein de l'agglomération toulousaine. Le SRADDET, tout en assurant la cohérence et l'équilibre de la grande région Occitanie, malgré l'échelle à laquelle il sera mis en œuvre, doit permettre la prise en compte et le traitement de ces spécificités.

Etre en capacité d'accueillir les populations dans les meilleures conditions

Le Sicoval compte aujourd'hui plus de 75 000 habitants. Entre 2010 et 2015, 7 000 habitants supplémentaires sont recensés sur le territoire. Cette croissance de la population met le Sicoval face au défi de maintenir un niveau de services et d'équipements adaptés aux besoins diversifiés de sa population.



Source : INSEE, recensement de la population

Le maintien d'une dynamique des naissances fortes et d'un niveau important de populations jeunes nécessite le développement des structures liées à l'enfance et la petite enfance, des équipements sportifs, de loisirs et culturels adaptés. Le Sicoval doit aussi être en mesure d'accompagner ces jeunes dans leurs choix et leurs parcours de formation. Il est à noter à ce titre que le Sicoval ne bénéficie de l'implantation d'aucun lycée généraliste sur son territoire.

Dans le même temps, les populations vieillissent au sein de nombreuses communes. Là encore, le Sicoval est présent pour accompagner leur parcours de vie, notamment au travers du maintien de services à la personne de qualité.

Il accompagne également cette mutation en visant le développement d'une offre résidentielle adaptée.

Enfin, cet accueil de population nouvelle se traduit par une évolution sociologique du territoire avec l'apparition de besoins nouveaux, accompagnée par la diversification de l'offre de logement inscrite dans le Programme Local de l'Habitat. La vitalité démographique du territoire est adossée à une production de logements soutenue. Depuis 2004, plus de 900 logements familiaux dont 20% de logements sociaux sont autorisés annuellement sur le territoire du Sicoval. La politique volontariste impulsée par la communauté d'agglomération trouve donc une résonnance forte au sein des communes du Sicoval.

Le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 du Sicoval réaffirme cet objectif d'accueil de 1 000 habitants supplémentaires par an tout en répondant aux besoins diversifiés des ménages. 25% de la nouvelle production est fléchée vers le logement locatif social familial ou dédié aux étudiants, aux seniors et aux publics spécifiques et 30% vers l'accession à la propriété à prix abordable. Cette production de logements est accompagnée par le déploiement d'une certification garante d'une production respectueuse de l'environnement, de la performance énergétique et du confort d'utilisation pour l'usager.

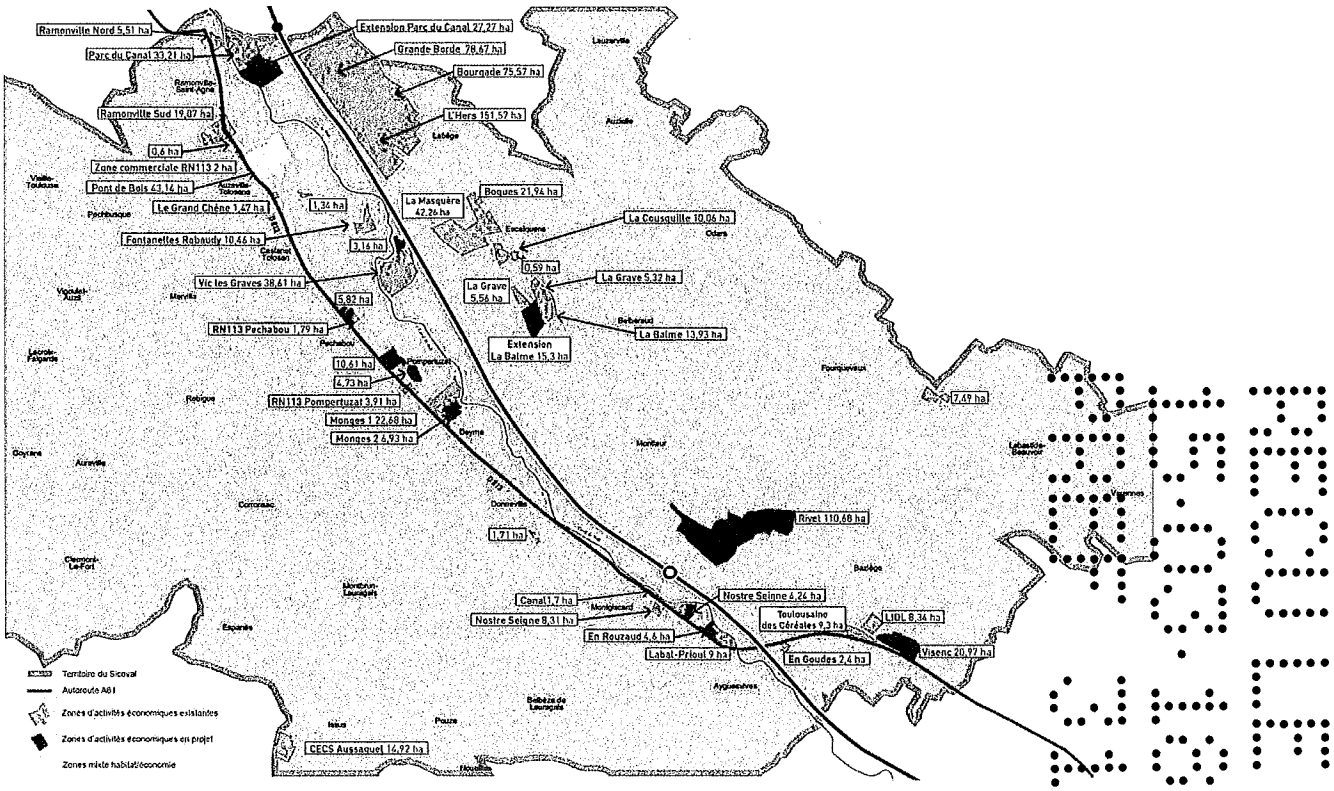
Avec l'adhésion en 2015 à l'EPFL du Grand Toulouse, le Sicoval s'est doté d'un nouvel outil pour conduire sa politique foncière. L'enveloppe financière dédiée au programme pluriannuel d'intervention foncière 2017-2021 de l'EPCI et des communes est de l'ordre de 22 millions d'euros destinés à dynamiser la réalisation de la politique de l'habitat, à permettre le renouvellement urbain et à organiser le maintien et l'extension d'accueil d'entreprises.
Parallèlement, le Sicoval, territoire dont la ruralité est une composante forte, entretient avec la SAFER un partenariat privilégié notamment à travers la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales et agricoles.

Etre en capacité d'entretenir la dynamique économique

Parallèlement, le Sicoval maintient sa source de développement historique : la création des infrastructures et des conditions d'un développement économique diversifié. Le territoire se distingue parmi ceux de la périphérie de la métropole toulousaine par la présence de zones d'activité économiques importantes, qui contribuent au rayonnement de toute l'agglomération. Plus de 30 000 emplois sont recensés sur le territoire. Parc technologique du canal à Ramonville, Enova à Labège, Agrobiopole à Auzeville, zones d'activités de Castanet et Escalquens. La diversification de l'offre d'accueil s'est amorcée avec l'aménagement de zones destinées à l'accueil d'entreprises artisanales plus locales.

L'accompagnement du développement démographique nécessite le maintien d'une dynamique d'offre d'emploi. D'une part elle permettra de préserver l'équilibre entre offre d'emplois et population ; cela répond à l'exigence de qualité du cadre de vie offert aux habitants. D'autre part, elle met le territoire en capacité d'accueillir une offre d'emploi diversifiée.

Enfin, cela répond au maintien de l'équilibre du territoire. Actuellement, l'essentiel des emplois sont localisés au Nord du Sicoval sur les trois communes de Ramonville, Labège et Auzeville. Le Sicoval ambitionne de rééquilibrer cette répartition en développant une zone d'activité au sud du territoire. Ce projet, dit du Rivel, prévoit l'aménagement d'une zone d'activité économique sur plus de 100 hectares. L'objectif est d'y accueillir prioritairement des activités en lien avec l'économie circulaire et les agro-chaînes et de répondre par là même aux engagements pris par la collectivité avec l'Etat et le département dans le cadre de la mise en place de l'échangeur autoroutier de Montgiscard.



Au-delà des zones d'activités économiques, la diversification de l'offre d'emplois sur le territoire s'appuie également sur les emplois induits par la dynamique démographique : services, commerces, professions de santé...

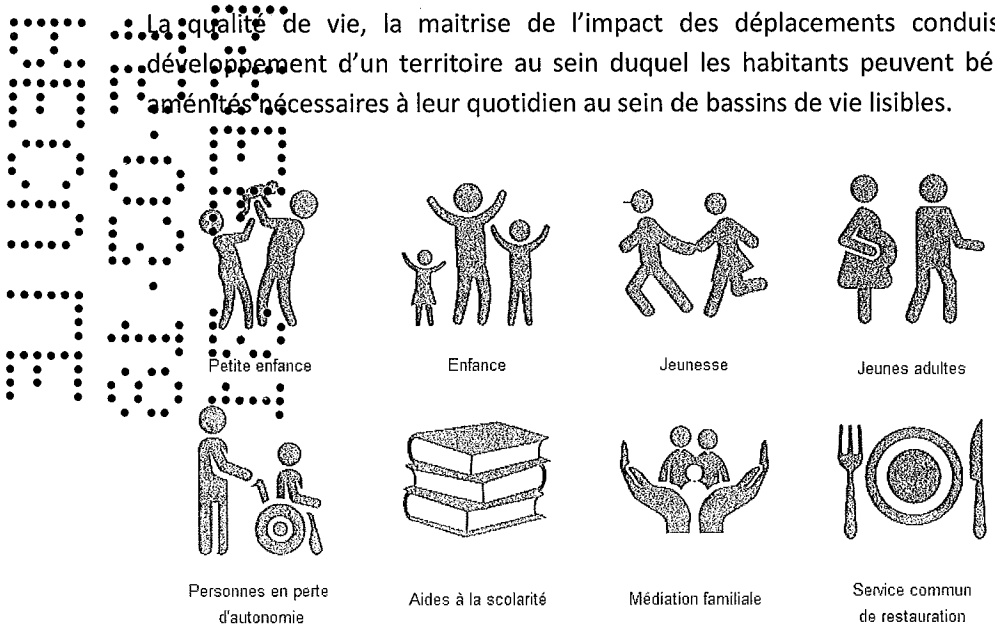
Enfin, récemment, le Sicoval s'est doté de la compétence tourisme, afin de développer son potentiel en la matière. Celui-ci pourra s'appuyer notamment sur les équipements tels que le centre de congrès Diagora, mais également sur un potentiel patrimonial important, en lien notamment avec la présence du Canal du Midi. Concernant ce dernier, un projet de halte fluviale, adossé à la présence d'éléments bâtis est identifié sur la commune d'Ayguesvives et la mise en valeur du port fluvial de Ramonville confèrent au territoire une vocation importante de porte d'entrée à la fois de l'agglomération toulousaine et du canal du midi en tant qu'équipement à vocation touristique. La mise en œuvre d'un schéma directeur cyclable, contribue également à cet axe de développement.

L'ensemble de cette dynamique économique doit pouvoir s'appuyer sur les infrastructures d'accompagnement en matière de desserte numérique, d'accessibilité par les transports en commun, à la fois pour les salariés, mais aussi pour une ouverture à l'international en lien avec l'aéroport et la desserte ferroviaire à grande vitesse. Elle doit également être en capacité d'anticiper le développement sur son territoire des nouvelles formes d'emplois tels que les espaces de travail décentralisés et partagés, le travail à domicile...

Faire des proximités un axe important du projet d'aménagement du territoire

L'ensemble des mutations démographiques du territoire mettent le Sicoval face au défi du vivre ensemble et du développement de l'appartenance au territoire. Le Sicoval s'applique à ne pas être un territoire « dortoir ». Les politiques mises en œuvre visent à favoriser l'intergénérationnel, au maintien de la cohésion et à la conjugaison des aspirations entre populations résidentes et nouveaux arrivants. Pour cela, il s'appuie notamment sur une importante offre de services et sur un réseau important d'associations qui œuvrent dans des domaines diversifiés

La qualité de vie, la maitrise de l'impact des déplacements conduisent le Sicoval à viser le développement d'un territoire au sein duquel les habitants peuvent bénéficier de l'ensemble des aménités nécessaires à leur quotidien au sein de bassins de vie lisibles.



La proximité souhaitée est celle des populations entre elles, en accompagnant les nouveaux arrivants et en assurant la cohésion entre anciennes et nouvelles populations. L'évolution démographique nécessite également le développement et l'aménagement d'infrastructures favorisant les liens et les services inter générationnels. L'ensemble de ces éléments sont sources de cohésion et de solidarité au sein du territoire.

La proximité est également celle des différentes fonctions du territoire. Il doit être en capacité d'accueillir des habitants et des entreprises dont les caractéristiques et les compétences sont en adéquation. Il doit accompagner la recherche de proximité dans les circuits de consommation en offrant des espaces d'échanges et de productions adaptés aux aspirations des habitants.

Pour cela, le Sicoval soutient le développement d'un réseau d'équipements et de services permettant la consolidation de pôles d'attractivité dans les centres bourgs qui structurent son territoire. Ce réseau repose sur les équipements culturels, sportifs, sociaux mais aussi commerciaux, diversifiés et répartis de façon équilibrés sur l'ensemble du territoire.

La proximité est également le fruit d'un investissement pour une offre de déplacements qui doit permettre d'irriguer les polarités identifiées et favoriser l'accès à des infrastructures lourdes ouvrant aux transports en commun à destination du centre de l'agglomération toulousaine.

Développer les infrastructures d'accessibilité et de mobilité internes au territoire

Le Sicoval bénéficie d'une accessibilité diversifiée dont les atouts essentiels sont actuellement l'autoroute via deux échangeurs sur le territoire et la desserte ferroviaire avec cinq haltes ou gares implantées au nord et au sud du territoire. La mise en œuvre prochaine de deux lignes de métro au Nord de son territoire, la poursuite du développement d'un réseau de transports en commun structurants et de dessertes internes, constituent des compléments indispensables au bon fonctionnement du territoire.

Il a de fait une vocation importante de porte d'accès à l'agglomération toulousaine sur l'axe Toulouse-Montpellier et à ce titre ne doit pas seulement subir le renforcement de cet axe mais a vocation à en bénéficier notamment dans le cadre du développement des liaisons interurbaines ou de la grande vitesse vers Montpellier, Narbonne et Perpignan.

L'objectif du Sicoval à travers ses actions en matière de mobilités est de permettre la baisse de la part modale de la voiture particulière dans les déplacements afin de diminuer la congestion des routes et l'impact sur l'environnement. Au regard de sa structure urbaine, de son niveau de desserte par les transports en commun, à l'échelle de l'ensemble du territoire, la voiture particulière est utilisée dans plus de 70% des déplacements au sein du territoire. Cette part a sensiblement diminué au cours des dix dernières années.

Le Sicoval accompagne aussi l'aménagement des infrastructures et des équipements pour permettre l'accès aux personnes handicapées.

Renforcer les liaisons avec l'agglomération toulousaine

L'objectif du Sicoval, au travers d'un investissement croissant, est de poursuivre la réalisation du réseau structurant de transports en commun urbains dans la partie Nord avec notamment le prolongement de la ligne B et sa connexion avec la troisième ligne de métro qui desservira Labège. L'accroissement de cette desserte est articulé avec des projets d'aménagement urbains importants : Projets Enova et Extension du Parc technologique du canal notamment. Cette double connexion permettra d'améliorer fortement la desserte des zones d'activités Enova et Parc technologique du

canal et leur lien avec les autres secteurs économiques développés notamment par Toulouse Métropole, et au-delà de favoriser les connexions des trafics de surface du bassin de vie nord du Sicoval sur le futur Pôle d'Echange Multimodal de Labège.

Le Sicoval participe également à l'amélioration du réseau de transports en commun structurant pour l'ensemble des communes au travers notamment des services dits « Optimo ».

L'investissement vise également une amélioration de l'offre de services de mobilités sur le secteur Sud, là aussi en cohérence avec le développement du projet d'aménagement urbain majeur de la zone d'activité et de l'extension de l'offre résidentielle, notamment sur les communes d'Ayguesvives, Baziège et Montgiscard. Au-delà du lien avec l'agglomération toulousaine, cette offre nouvelle renforcera l'ouverture et les liaisons avec les territoires limitrophes situés au Sud du Sicoval. En terme de transports en commun, cette desserte pourrait notamment s'appuyer sur l'étude de création ou mutualisation d'une ligne de bus express entre le Sud Sicoval et Ramonville / Labège, en collaboration avec le Conseil Départemental et le Conseil Régional. L'étude du déplacement éventuel de la halte de Baziège vers le futur quartier du Rivel à l'horizon 2030 est également inscrite dans un pacte urbain actuellement soumis à la signature de l'ensemble des Autorités organisatrices des transports, et des communes concernées.

Ces projets permettent de connecter le Sicoval au réseau structurant de transports de l'agglomération toulousaine, et d'envisager les rabattements tous modes depuis les communes proches.

Renforcer l'accessibilité des zones d'activité du Sicoval

Les actions du Sicoval en la matière concernent tous les modes de déplacement : les transports en commun pour l'amélioration de l'accessibilité des zones, mais aussi les modes actifs pour les déplacements internes aux zones. Pour cela, le Sicoval aménage les infrastructures nécessaires au développement des déplacements piétons et cyclables, et promeut leurs usages au travers notamment du développement de services : animation d'une communauté des modes actifs, mise ne place d'une Maison du Vélo à Labège...

Développer les modes alternatifs à la voiture individuelle

Là encore, le Sicoval vise le renforcement du réseau interne de transports en commun, au travers notamment de la desserte des zones peu denses par des navettes à la demande.

Pour cela, il met en œuvre diverses actions afin de diminuer l'usage de la « voiture solo » : il contribue au développement du covoiturage grâce au développement d'un maillage de spots covoiturage sur l'ensemble du territoire, en partenariat avec Tisséo-Collectivité, ainsi que l'aménagement de plusieurs aires de covoiturage.

Il met en œuvre un schéma directeur cyclable, en cohérence avec celui de l'agglomération toulousaine. Sa programmation financière fait l'objet d'un partenariat avec le Conseil Départemental, le Conseil régional et les EPCI membres de Tisséo Collectivité.

L'alternative à la voiture individuelle passe également par l'amélioration des complémentarités entre les différents réseaux de transport : routier / transports en commun / modes actifs... et entre les différentes offres (urbain / interurbain / ferroviaire). Pour cela, plusieurs pôles d'échanges devront pouvoir être aménagés sur le territoire du Sicoval : pôle d'échanges de La Cadène (halte ferroviaire d'Enova au contact de la station La Cadène de TAE), pôle d'échanges de l'INPT (interface CLB – TAE) avec étude d'un accès modes actifs depuis la RD16 avec franchissement de la voie ferrée. Des investissements seront également nécessaires pour améliorer la complémentarité entre les offres de transports en commun urbaines, interurbaines et régionales.

Le Sicoval accompagne également les entreprises de son territoire de plans mobilité ou de plans mobilités inter-entreprises.

Sécuriser et poursuivre le développement du réseau routier

Plusieurs passages à niveau dangereux sont identifiés sur le territoire et devront être supprimés pour la sécurité des usagers : il s'agit notamment du PN 196 à Escalquens dont la suppression est prévue à l'horizon 2021 et du PN 201 à Montgiscard dont la suppression accompagnera la mise en œuvre de la zone d'activité du Rivel

Le Sicoval investit également, en partenariat notamment avec le Conseil Départemental et les communes pour l'amélioration de son réseau routier. Des travaux et études sont en cours ou programmés pour l'amélioration de la circulation de la RD 916 et son prolongement, pour la réalisation d'une déviation sur la commune de Castanet-Tolosan (RD813 – RD79).

Améliorer et renforcer les dessertes internes au territoire

Parallèlement à l'objectif d'amélioration de l'accessibilité de son territoire, le Sicoval investit également afin de renforcer et d'améliorer les conditions de mobilités entre ses communes. Les dessertes en transports en commun, les réseaux piétons et cyclables, les alternatives à la voiture individuelle doivent irriguer l'ensemble du territoire afin de faciliter les déplacements de tous les habitants. Cela doit favoriser les accès aux transports en commun dits structurants qui relient le Sicoval aux territoires périphériques, mais aussi aux centres bourgs, dotés de services et d'équipements. Le territoire du Sicoval est également traversé par la voie ferrée Toulouse Narbonne, qui constitue une opportunité importante pour son accessibilité, mais aussi pour irriguer l'ensemble de son territoire au travers des différentes haltes et gares existantes. Sans pouvoir se substituer aux transports en commun structurants qui relient le Sicoval à Toulouse, le renforcement du cadencement des dessertes sur cet axe constituerait un atout important pour le territoire.

Afin d'anticiper ses besoins en matière de mobilités, le Sicoval s'engage dans la réalisation d'un Projet local de Mobilités, déclinaison territoriale du projet Mobilités. La prise en compte de nouveaux projets urbains, l'évolution de la façon dont ils intègrent les mobilités, les modifications de compétences, nécessitent de conduire à nouveau une réflexion multimodale et systémique à l'échelle du Sicoval à laquelle seront associés les communes et les différents partenaires : Conseil départemental, Conseil régional, Tisséo Collectivités.

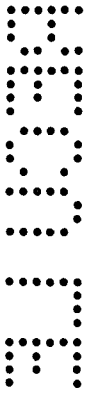
Limiter les impacts environnementaux des activités humaines sur le territoire.

L'ensemble des actions du territoire sont guidées par cette ambition.

Par la réduction des déchets ménagers

Elle représente aujourd'hui une importante source d'économie de matières premières et permet de limiter notre impact environnemental. Selon le rapport de l'ONU, si l'humanité continue sur sa lancée, elle consommera en 2050 trois fois plus de matières premières qu'aujourd'hui, bien au-delà de ce qui est supportable par notre planète.

C'est dans ce contexte préoccupant que depuis 2001 le territoire du Sicoval agit pour la réduction des déchets. Avec la volonté de coopération et l'esprit d'innovation qui le caractérise, le Sicoval a mis en œuvre depuis 2016 la redevance incitative déchets permettant d'impliquer tous les citoyens dans cette ambition.



A titre indicatif :

La production d'ordures ménagères résiduelles allant à l'incinération sur le territoire du Sicoval en 2015 était de 171 kg / habitant / an contre un ratio sur la zone A de Decoset de 244 kg / habitant / an.

Aujourd'hui la production de déchets résiduels et sélectifs du Sicoval s'élève à 257 kg / habitant / an alors que les objectifs du Grenelle étaient de 273 kg / habitant / et qu'à l'échelle de Decoset nous sommes à 296 kg / habitant / an en 2016.

Les résultats avec moins 20 kg/an par habitant d'ordures ménagères résiduelles entre 2015 et 2016 est extrêmement encourageant et montre la volonté des habitants de réduire leur impact sur l'environnement. Dans le même temps, 70 % des foyers du territoire ont, grâce à ce dispositif, pu faire des économies sur la redevance déchets permettant d'assurer le service de collecte et de traitement.

Par ailleurs, le Sicoval, en étant lauréat de l'appel à projet du ministère de l'écologie et de l'environnement Zéro Déchet Zéro Gaspillage, poursuit sa route vers une politique toujours plus préventive en matière de production de déchets. Dans ce cadre, la volonté de mise en œuvre d'une économie circulaire à l'échelle du territoire du Sicoval est une priorité. Elle vise à transformer tout déchet en une nouvelle matière première permettant de limiter le recours à des ressources non renouvelables.

Enfin, le Sicoval, par la réponse à l'appel à projet européen INTEREG visant à la création d'un partenariat entre les territoires du sud-ouest de l'Europe autour de la thématique de la valorisation des déchets organiques, souhaite développer cette politique en partenariat avec les différents échelons du territoire, à savoir le Département et la Région. La mise en place de nouveaux outils de valorisation des matières organiques telles que les méthaniseurs de taille plus ou moins importante ou encore les unités de compostage pourraient permettre de favoriser cette économie circulaire à l'échelle de territoires pertinents tels que l'intercommunalité, le département ou la région.

Cet objectif s'intègre dans l'ambition d'une région Occitanie à énergie positive à l'horizon 2050.

En conclusion, il semble donc primordial de poursuivre la sensibilisation de l'ensemble des citoyens sur cette thématique essentielle pour la protection des ressources et de notre environnement. Le Sicoval s'engage, par l'ensemble de ses actions au quotidien, à diminuer son impact sur les ressources et l'environnement.

Par la gestion de la qualité des eaux

Sur la thématique de l'assainissement à l'échelle du territoire du Sicoval, le dimensionnement des équipements de traitement des eaux usées devient, à ce jour, adapté à l'accueil des populations prévues dans le SCoT Grande Agglomération toulousaine. Il conviendra maintenant de travailler plus particulièrement sur la réhabilitation de l'ensemble des réseaux d'assainissement ainsi que sur le contrôle et la mise en conformité accrue des branchements d'assainissement collectif et non collectif.

Sur la thématique eau potable, à ce jour, à la lumière du schéma directeur réalisé par le Sicoval, un enjeu important existe sur le dimensionnement des ouvrages de stockage ainsi que des ouvrages de transport permettant d'accueillir les populations prévues dans le SCoT Grande Agglomération toulousaine

Par ailleurs, avec en moyenne 75 % de rendement sur le réseau eau potable, il conviendra aussi de réaliser un programme de réhabilitation de réseaux permettant de réduire les fuites de manière prioritaire.

En ce qui concerne la production d'eau potable pour le territoire du Sicoval, le dimensionnement des ouvrages existants est satisfaisant. Néanmoins une vigilance accrue est à porter sur la disponibilité d'eau brute de surface que ce soit en termes de qualité ou de quantité.

Dans le cadre du changement climatique, il semble primordial d'agir sur l'amélioration de la qualité des milieux récepteurs ainsi que sur la limitation des consommations d'eau afin de préserver la ressource d'eau brute de surface permettant d'alimenter les usines de production.

En ce qui concerne les milieux récepteurs aquatiques du territoire du Sicoval, outre le travail réalisé sur la mise à niveau de l'ensemble des dispositifs d'assainissement, un travail accru est réalisé sur les cours d'eau en partenariat étroit avec l'Agence de l'Eau concernant la renaturation des cours d'eau ainsi que leur valorisation auprès du public.

A ce jour, la qualité des cours d'eau du Sicoval varie entre mauvaise sur plusieurs petits cours d'eau à bonne sur l'Ariège et l'Hers Mort. Les principales sources de pollution sont des pollutions par les substances phosphorées et azotées mais aussi la faible hétérogénéité des milieux qui ne favorise pas le développement de la biodiversité.

Par ailleurs, plusieurs cours d'eau subissent des assecs annuels impactant fortement la vie du milieu.

Enfin, l'Hers Mort est sujet de manière chronique à la présence de matières en suspension liée à l'érosion des sols sur son bassin versant.

Le Sicoval a mis en place un dispositif de suivi de la qualité de ces milieux avec la mise en place de 20 stations de mesure réparties sur 7 cours d'eau. Ce dispositif permet d'évaluer les politiques du Sicoval en faveur de la préservation de la qualité des milieux récepteurs aquatiques.

Il est essentiel que ce type de dispositif à l'échelle du département et de la région permette d'évaluer l'ensemble des actions menées par les différents acteurs sur cette thématique.

Sur l'ensemble de ces thématiques, qu'il s'agisse de déchets, de prévention des déchets, de mise en œuvre de l'assainissement, de l'alimentation en eau potable ou de la gestion des cours d'eau, les politiques territoriales doivent favoriser la mise en place d'observatoires de façon à pouvoir assoir les différents projets sur des données fiables et objectives permettant une évaluation régulière de l'ensemble des actions menées afin de préserver notre environnement. Il semble primordial que cette vision à la fois transversale, innovante et ambitieuse soit partagée sur l'ensemble des échelons territoriaux à savoir les communes, l'intercommunalité, le département, la région et enfin le territoire national.

Par la maîtrise des consommations énergétiques et l'adaptation au changement climatique

Dès 2007, l'engagement du Sicoval en faveur de la maîtrise de l'énergie s'est traduit par son soutien à la création de l'agence locale de l'énergie et du climat Soleval. Cette agence est aujourd'hui le bras armé du Sicoval pour la mise en œuvre des politiques en faveur de l'amélioration de la qualité des constructions en matière de consommation énergétique. Par la suite, en 2012, le Sicoval adoptait son premier Plan Climat, dont l'ambition est de mettre le territoire sur la voie de la réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, le Sicoval est engagé dans l'élaboration de son nouveau plan climat air et énergie.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets, le Sicoval accompagne particuliers, entreprises et promoteurs dans l'amélioration de la qualité des constructions en faveur notamment d'une moindre consommation énergétique. Il œuvre également à l'amélioration de la performance énergétique de ses propres bâtiments, ainsi que ceux des communes.

Le Sicoval investit également dans la production d'énergie à partir de ressources renouvelables. Cela se traduit par le développement d'infrastructures de production d'énergie solaire, le développement de réseaux de chaleur bois et géothermie. En s'appuyant sur Soleval, le Sicoval accompagne également les habitants dans la mise en œuvre de leurs projets.

Son investissement et ses actions en faveur du développement des transports en commun et de l'ensemble des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle répondent à ce même objectif.

Par la protection des paysages

Au-delà des ressources le Sicoval investi également dans la protection des paysages. La situation géographique du territoire lui confère en la matière des enjeux importants. Le territoire est réparti de part et d'autre de la vallée de l'Hers où est également présent le Canal du Midi et est composé de territoires de coteaux offrant des points de vue remarquables.

Concernant le Canal du Midi, le Sicoval est engagé dans une démarche partenariale de préservation et de valorisation de cet ouvrage historique, classé au patrimoine mondial de l'Unesco et qui traverse son territoire de part en part. En complément des actions de protection engagées par l'Etat, le Sicoval met en œuvre un schéma directeur d'aménagement des abords du Canal et un cahier de recommandations urbaines, architecturales et paysagères. Leur mise en application est assurée par l'accompagnement de l'ensemble des projets d'aménagement et de construction situés aux abords du Canal du Midi, en collaboration avec l'ensemble des membres du pôle compétence Canal du Midi.

En s'engageant sur la qualité de l'air

Le principal axe d'amélioration de la qualité de l'air d'un territoire périurbain comme le Sicoval, s'adosse prioritairement à l'ensemble des mesures développées plus haut en matière de mobilités (baisse de la part modale des véhicules particuliers au profit des transports en commun et mobilités actives), mais aussi aux efforts d'optimisation des déplacements dus à des activités (optimisation des approvisionnements routiers et de collecte des déchets ménagers, broyage de déchets verts à domicile, etc.). La gestion de la qualité de l'air intérieur, associant l'ensemble des acteurs des établissements accueillant les jeunes enfants, est également un axe de travail important complété par des actions de sensibilisation et médiatisation de ces enjeux.

Préserver les espaces naturels, agricoles et limiter la consommation foncière.

A travers la charte d'aménagement mise en œuvre depuis 1993, sur laquelle se sont engagées l'ensemble des communes, le Sicoval protège 66% de son territoire de toute urbanisation. Cette charte, respectée lors de la mise en œuvre des documents d'urbanisme communaux permet de protéger les espaces naturels du territoire, ainsi qu'un important potentiel de production agricole. Cela assure aux exploitants de la lisibilité sur le devenir des espaces cultivés et permet de recentrer le développement urbain autour des espaces déjà urbanisés. A travers cette politique forte, le Sicoval contribue à l'objectif de réduction de la consommation d'espaces agricoles et naturels tels qu'inscrits dans le SCoT. En complément de cette action de protection, le Sicoval est attentif, lors de la mise en œuvre de ses projets d'aménagement urbain à accompagner au mieux les exploitants agricoles concernés ; Cela passe par une action foncière volontariste permettant de compenser les terres impactées et à garantir la pérennité des exploitations. Au-delà de leur protection, la volonté du Sicoval est de permettre une diversification de la production agricole sur son territoire par l'implantation de productions directement en lien avec les besoins nutritionnels de ses habitants et pouvant s'inscrire dans des principes de distribution dite de circuits courts.

Concernant les espaces naturels, le Sicoval est là encore engagé dans une démarche de protection, de mise en valeur et de reconstruction, dans un engagement volontaire en faveur de la biodiversité de son territoire. Sur le sujet des trames vertes et bleues, elles sont systématiquement identifiées et prises en compte dans les différents documents de planification urbaine et projets urbains. Des actions sont également engagées pour recréer certaines d'entre elles, notamment au travers de replantations telles que celle menée sur les communes de Montbrun-Lauragais et Donnevile. Le Sicoval est également engagé dans la Réserve Naturelle Régionale de la Confluence et est membre fondateur de l'association ConfluenceS Garonne Ariège. Par la mise en œuvre d'un plan de gestion, le Sicoval protège les Ramiers sur les communes de Goyrans et Vieille Toulouse, concilie activités humaines et protection de l'environnement sur les communes de Lacroix-Falgarde et Clermont le Fort. Ce plan se décline autour de 4 axes : diminuer les impacts liés à l'activité du public, gérer le patrimoine naturel, restaurer les paysages et sensibiliser le public.

L'ensemble de ces actions de protection et de valorisation sont appuyées par la poursuite de la maîtrise de la consommation foncière dans tous les projets d'aménagement. La polarisation du développement de l'habitat sur les communes urbaines telle qu'inscrite dans le PLH, la diversification des formes urbaines et l'expérimentation d'une démarche Bimby initiée dans le cadre de TEPCV (territoire à énergie positive pour une croissance verte) contribuent à cette orientation.

Afin de permettre au mieux la poursuite de ces politiques, il est nécessaire que la localisation des éléments ainsi à protéger et valoriser puisse se faire, certes dans un contexte élargi, mais avec une mise en œuvre au plus près du territoire. De la même façon, les objectifs de réduction de consommation foncière devront prendre en compte les spécificités des territoires et ne pas constituer un frein à la mise en œuvre de politiques et projets globaux d'aménagement du territoire.

diagnostic Transformation numérique 2019

TERRE CRÉATIVE & SOLIDAIRE

www.sicoval.fr

Un écosystème économique tourné vers l'innovation



Data

Enova
Living Lab

Convergence
de technos

Relation client

Industrie 4.0

Carburants
alternatifs

IOT Industry

Eco circulaire

Diva

Robotique agricole

Tech for good

Fertilisation croisée

Satt

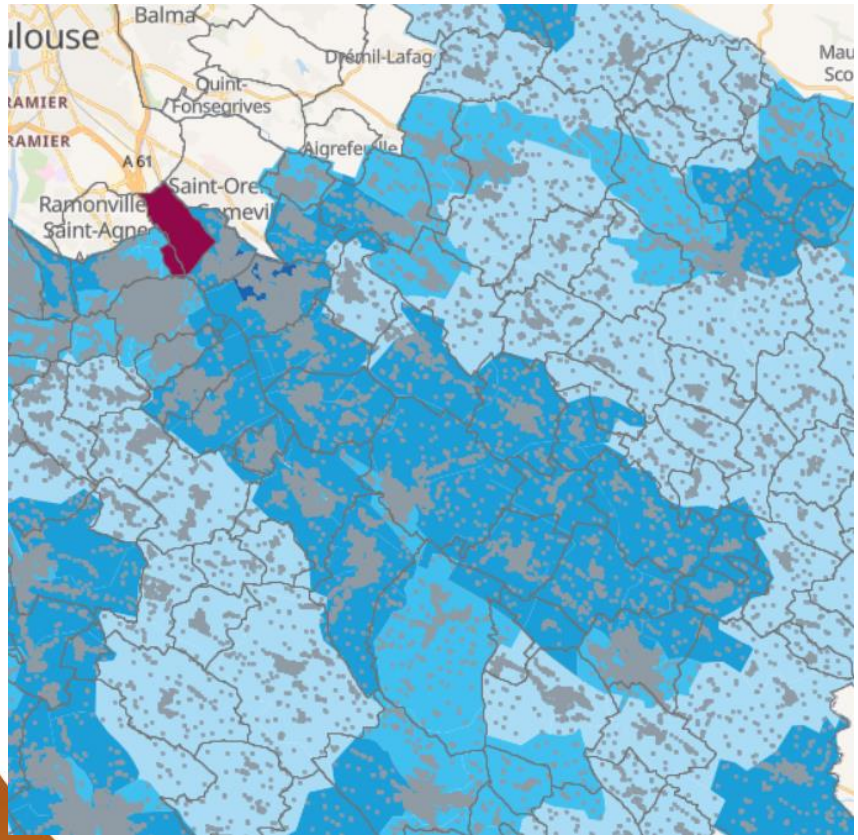
CEA Tech

Tourisme

NéoCampus

SiCoval
Le Sud-Est Toulousain

Un territoire entièrement fibré d'ici fin 2022



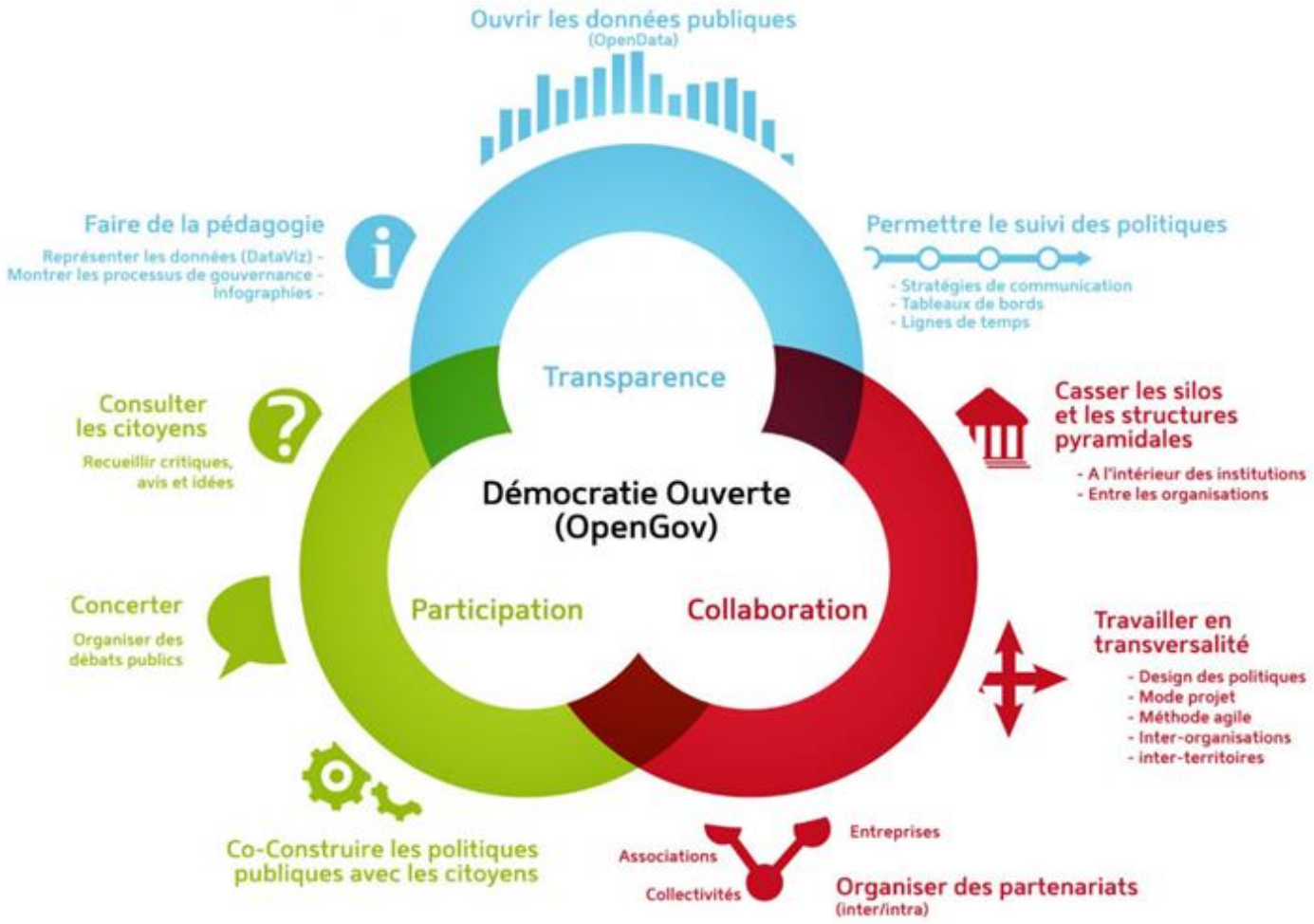
Déploiement FTTH par Zone de Sous-Répartition Optique (ZSRO)

- *De juin 2018 à mai 2019*
- *De juin 2019 à mai 2020*
- *De juin 2020 à mai 2021*
- *De juin 2021 à mai 2022*

Desserte complète de chaque habitant avec un débit minimum de 30 M˚

SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

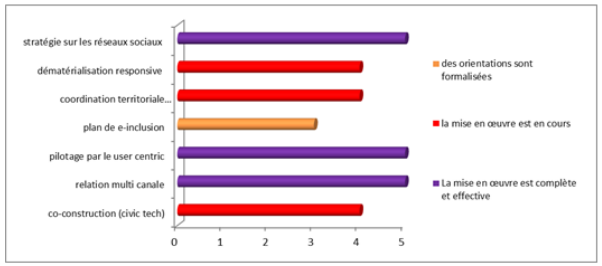
Une ambition globale



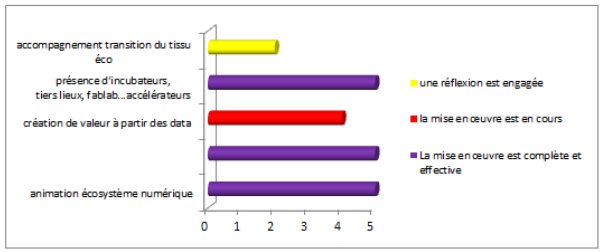
SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

Degré de la maturité numérique du Sicoval

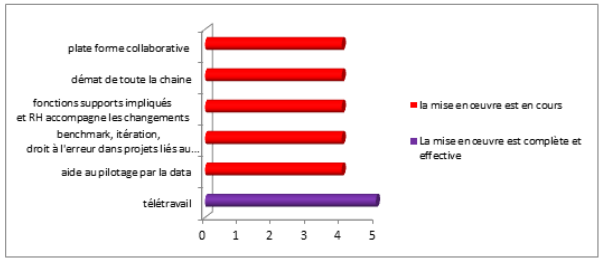
SERVICES AUX USAGERS



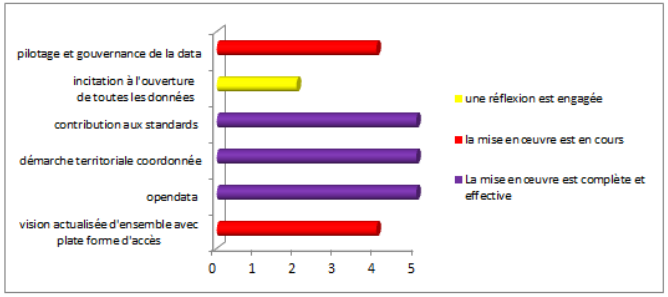
ECOSYSTEME ECONOMIQUE



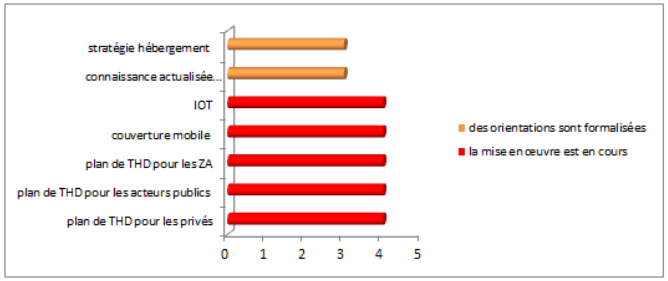
E-ADMINISTRATION



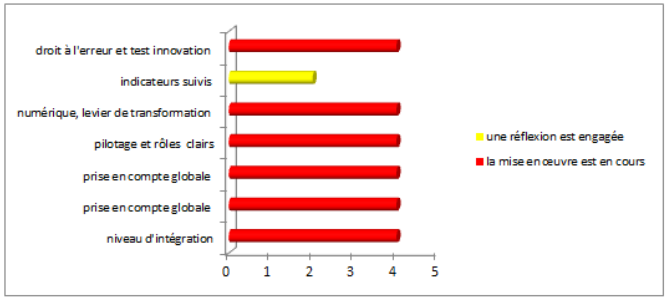
LA DONNEE



AMENAGEMENT NUMERIQUE

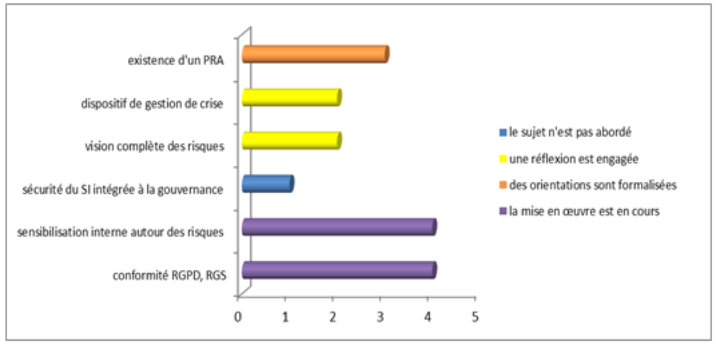


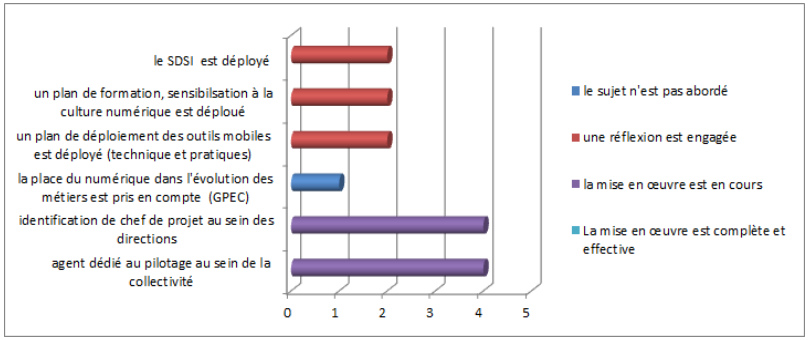
STRATEGIE ET GOUVERNANCE



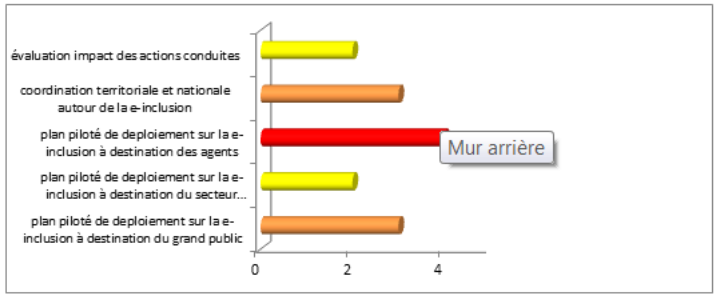
Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

CYBERSECURITE

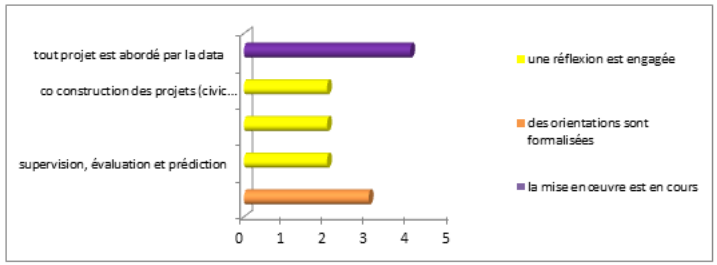


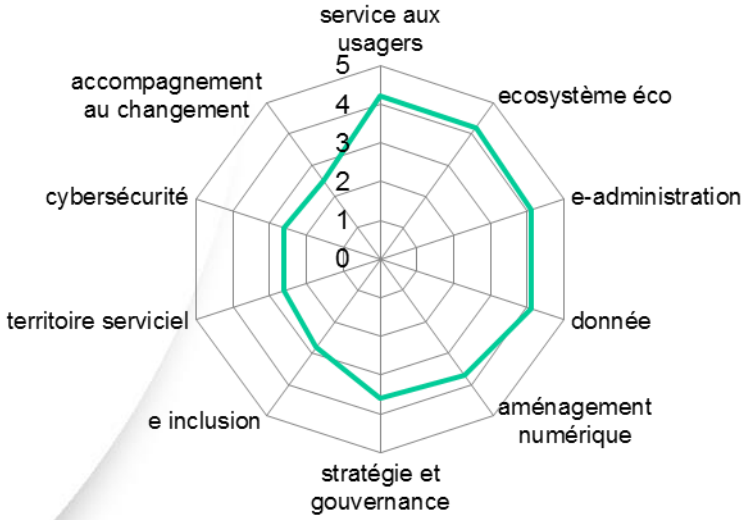


E-INCLUSION



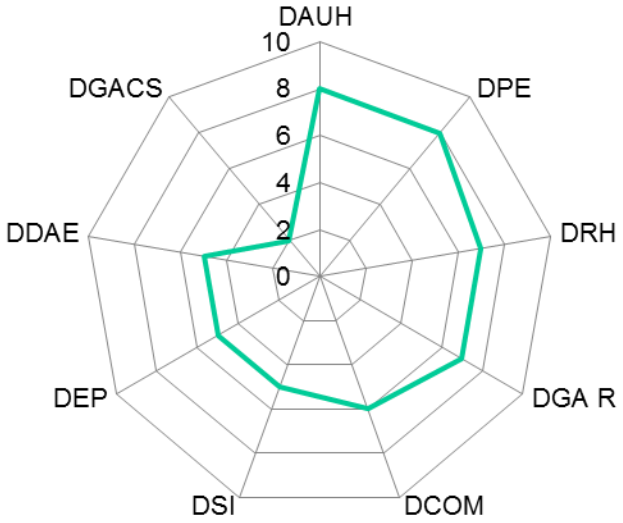
TERRITOIRE SERVICIEL

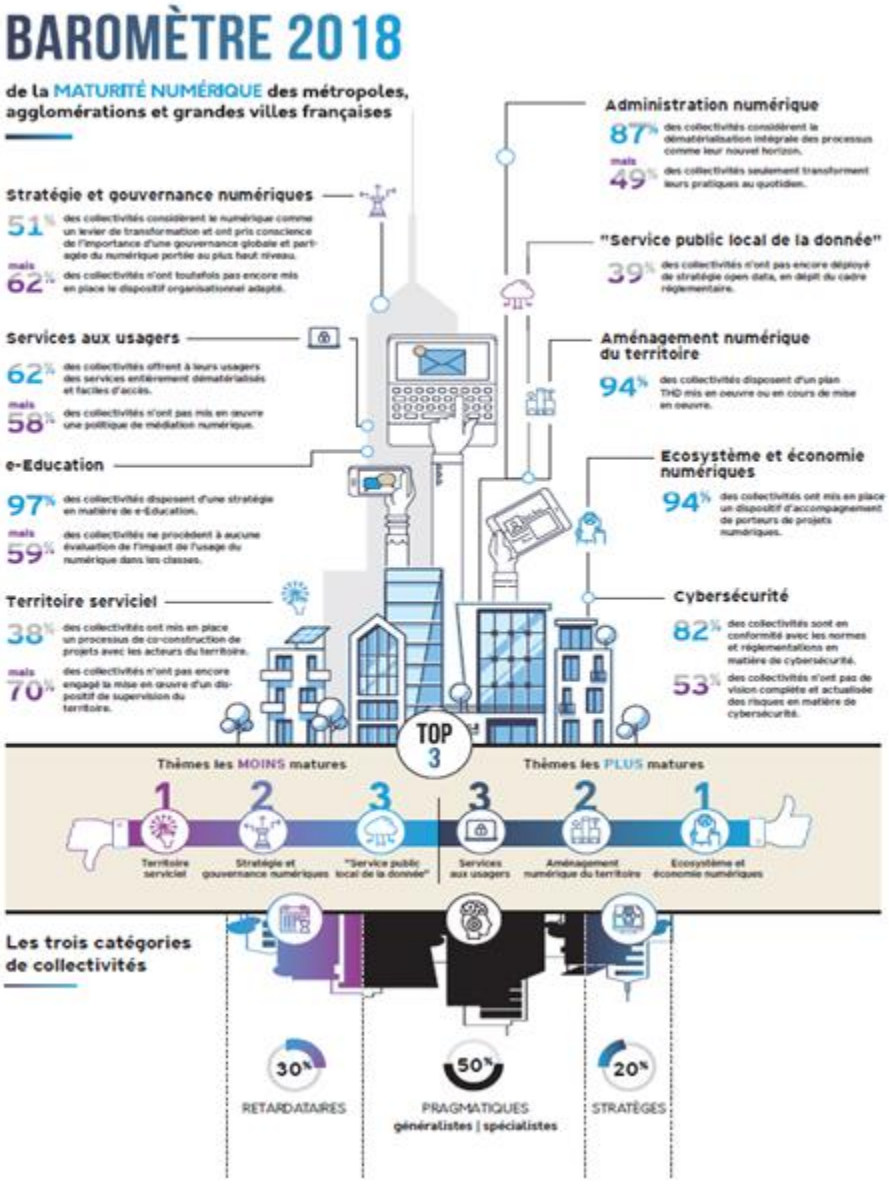




3,4 de maturité générale sur 5

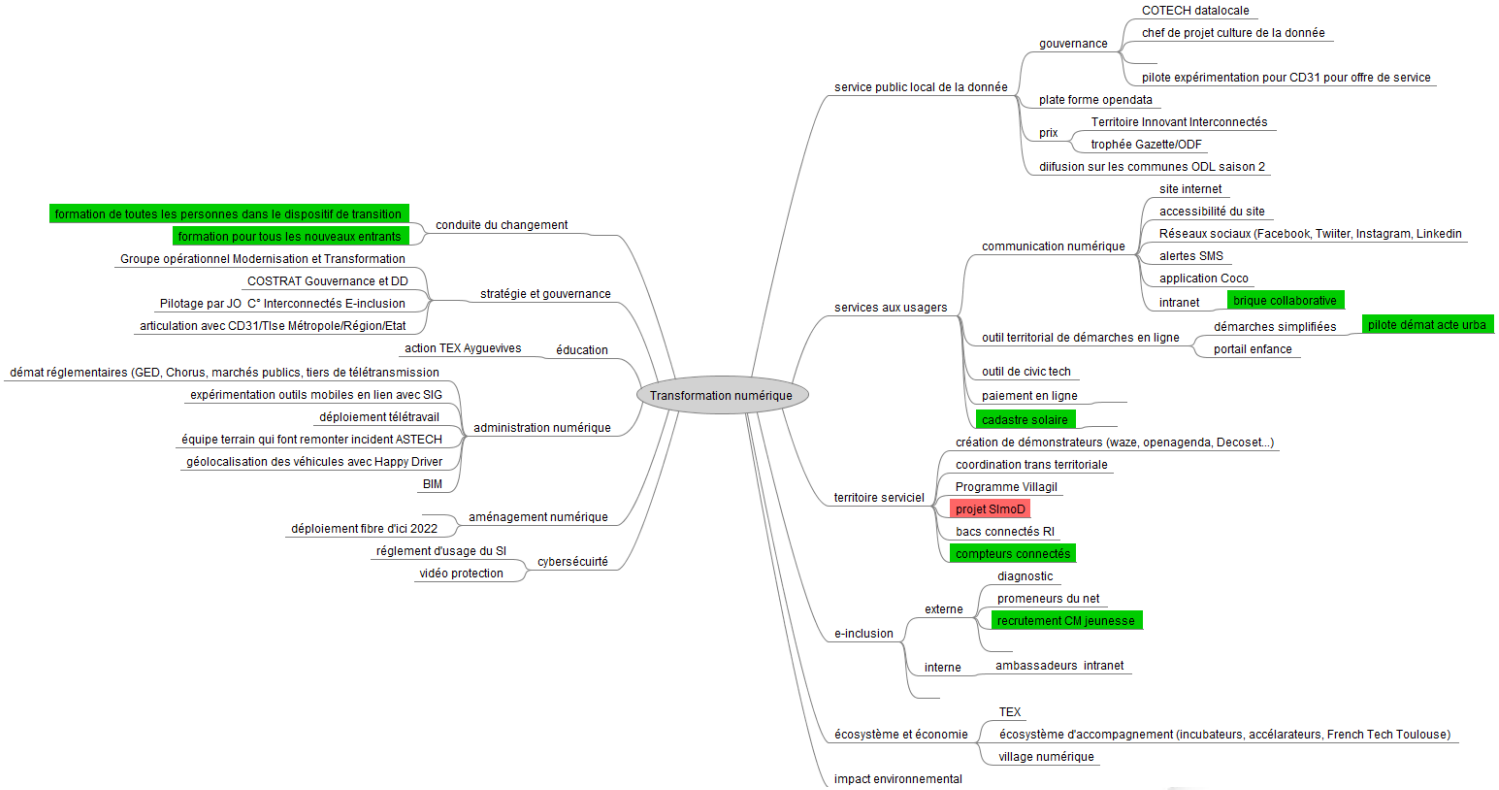
synthèse par direction





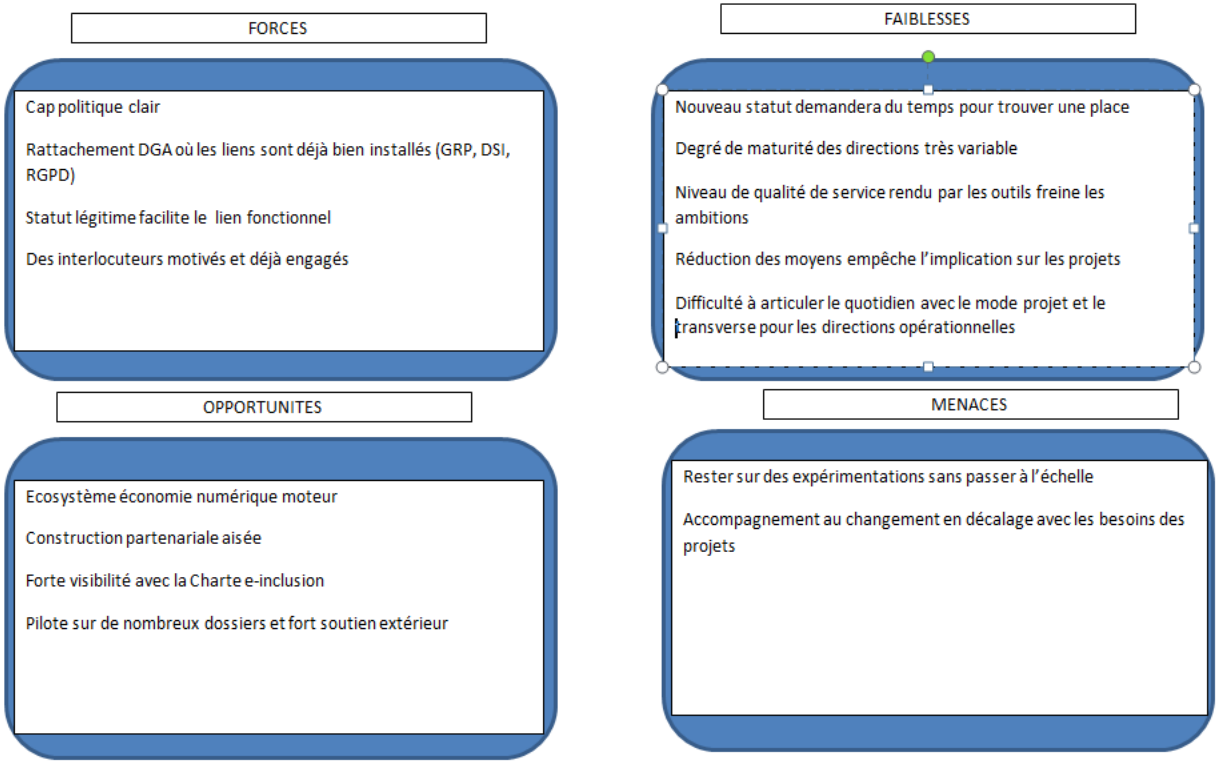
SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

Cartographie des projets



Matrice AFOM

MATRICE SWOT TRANSFORMATION NUMERIQUE

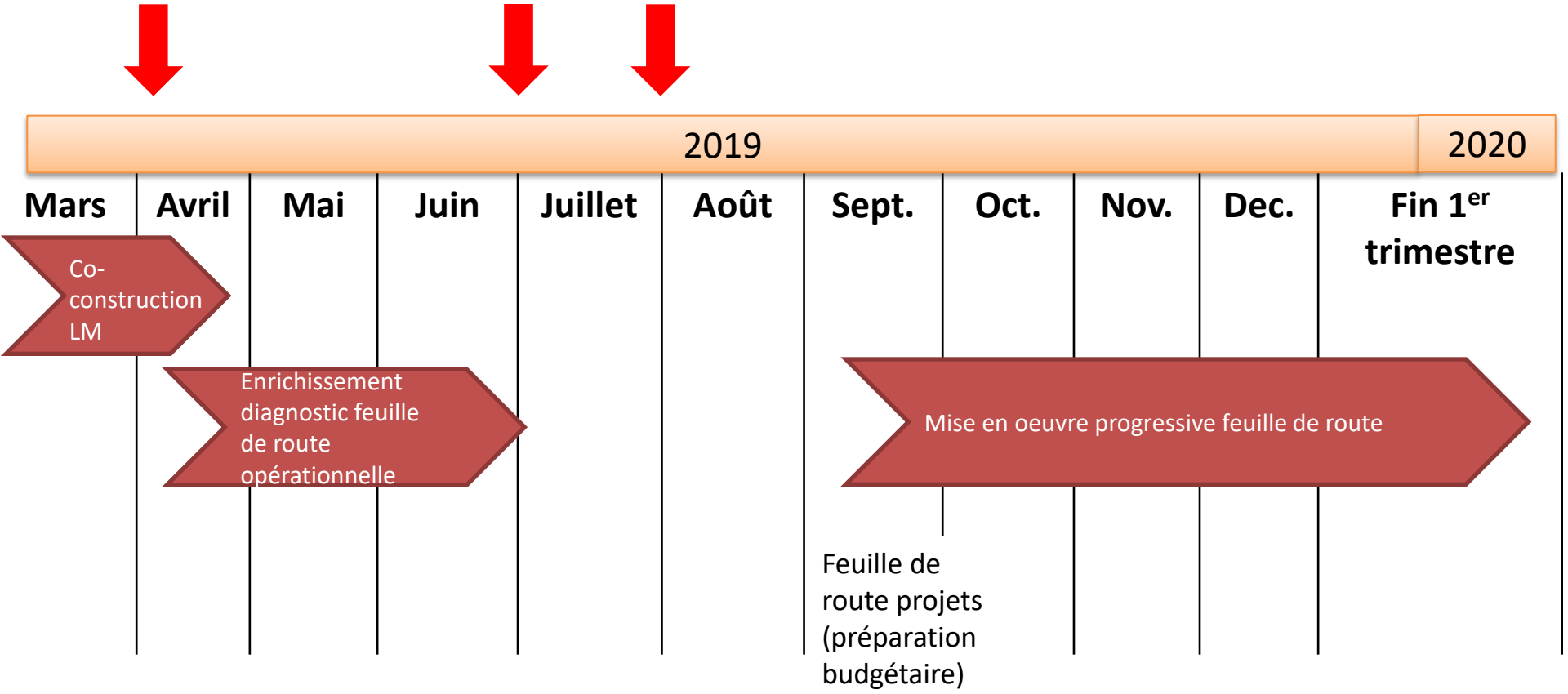


Lettre de mission

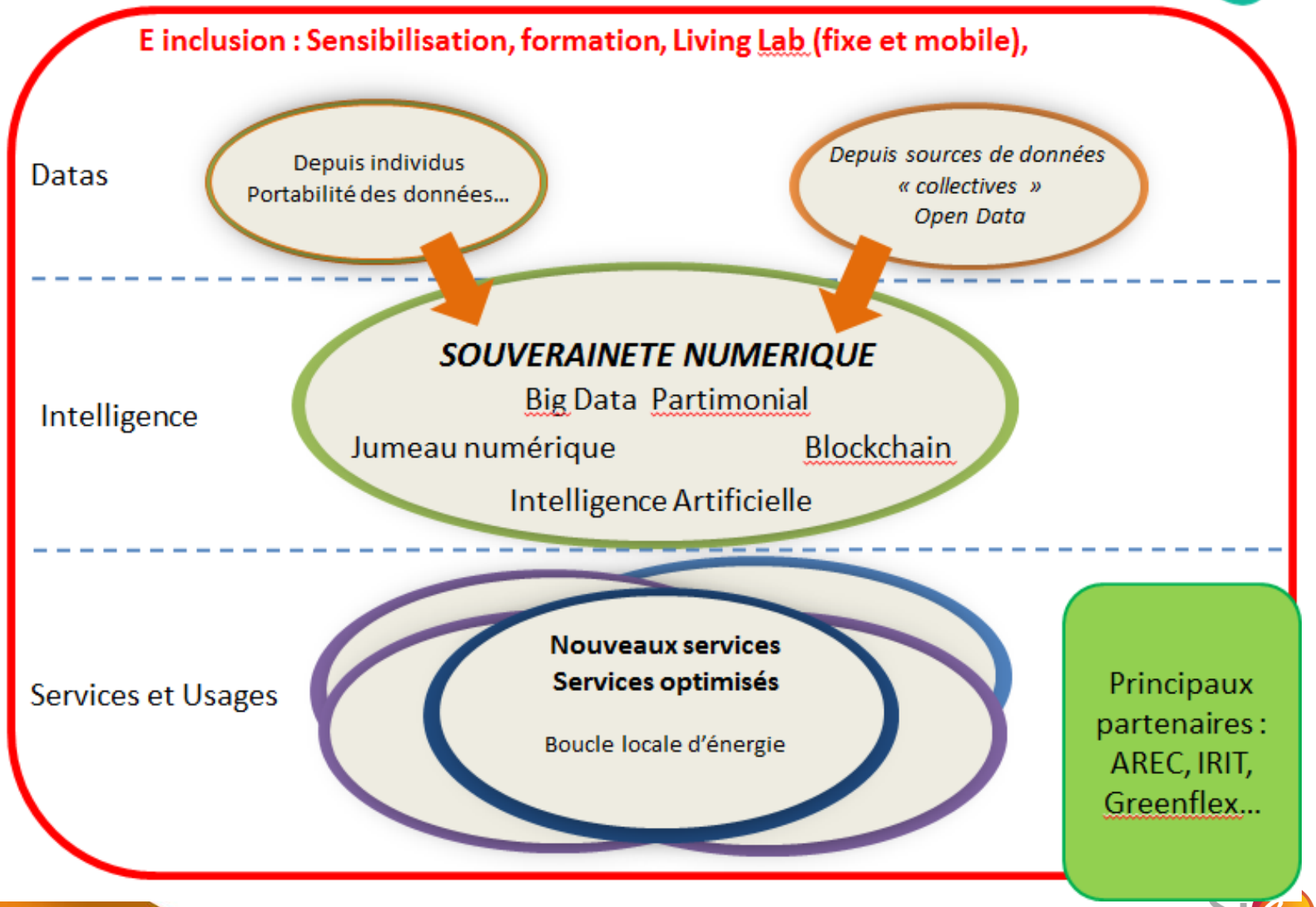
- Un cap politique clair et affirmé
- Lettre de mission co-construite qui permettra de décliner une feuille de route
- Articulation étroite et ligne de partage à valider avec le SDSI
- Deux points de vigilance:
  - Attente du résultat SIMoD (80% ETP Directeur de projet)
  - Mise en œuvre de la Charte pour un numérique inclusif

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Calendrier transformation numérique



Projet SIMoD



Plan de déploiement Charte e-inclusion (1)

Déploiement tiers lieu e-inclusion
et partage de l'innovation

Signature Charte e-inclusion	Diagnostic	Réponse SIMoD	Évènement TANI/Mêlée?	Fin TANI
14/02/2019	18/02/2019-06/2019	09/2019	10/2019	12/2019

Mars/juin : diagnostic avec **cartographie des acteurs, des actions et des lieux** en lien avec le dispositif de veille sociale et le réseau des CCAS**.** Organisation d'une **rencontre débat avec le CODEV**





Evaluation de la **maturité numérique des habitants** à l'aide d'un serious game sur 8 communes volontaires

Plan de déploiement Charte e-inclusion (2)

Lancement d'un living lab itinérant mêlant la **diffusion de l'innovation** portée par les start up ou le Sicoval et la **médiation numérique**



Création d'un évènement en partenariat avec la Mêlée Numérique et Numérique En Commun pour valoriser les acteurs de la e-inclusion.

Ambition: créer un **pôle économique sur l'innovation dans la e-inclusion**

La Mêlée

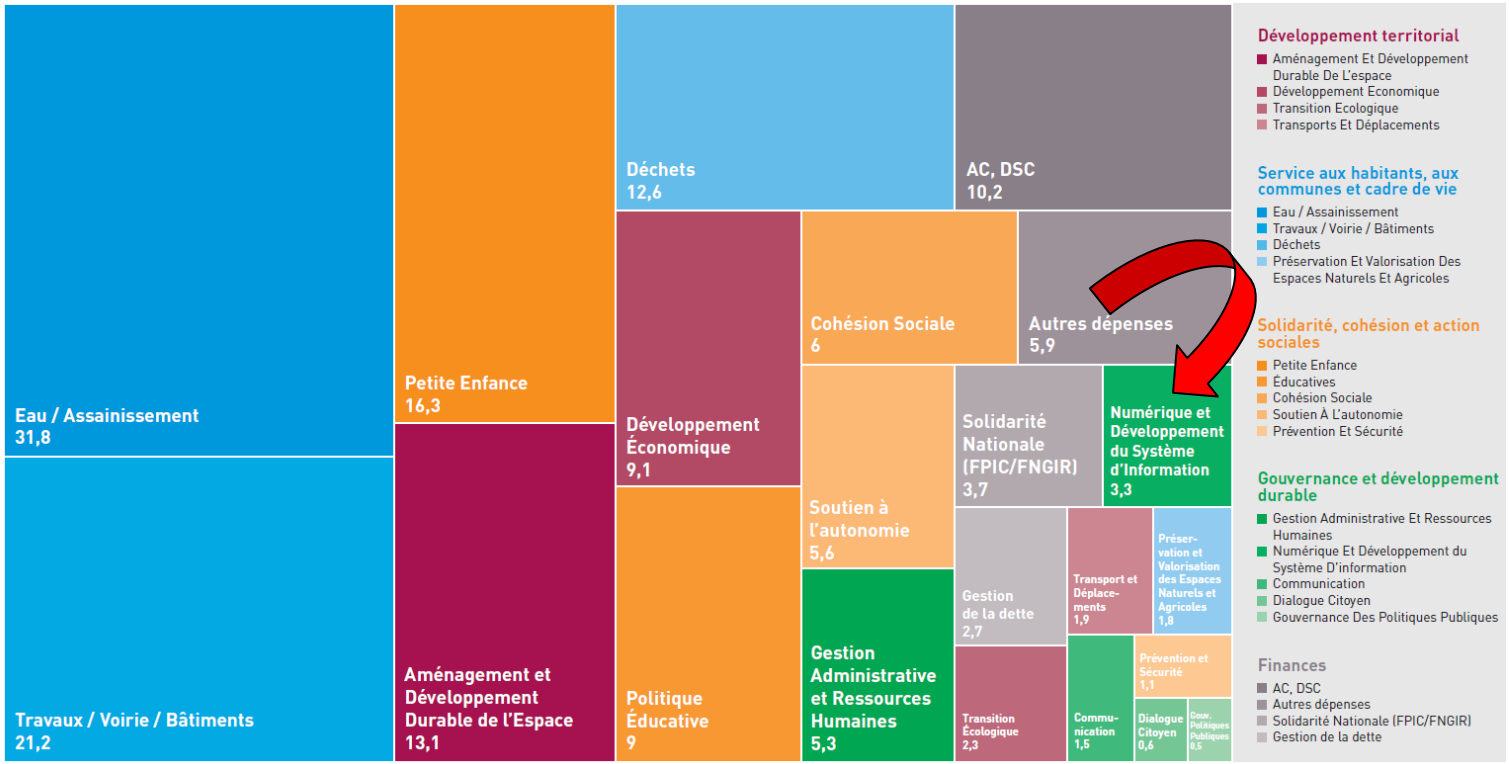
NEC
NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]



En décembre: Présentation projet aux Interconnectés

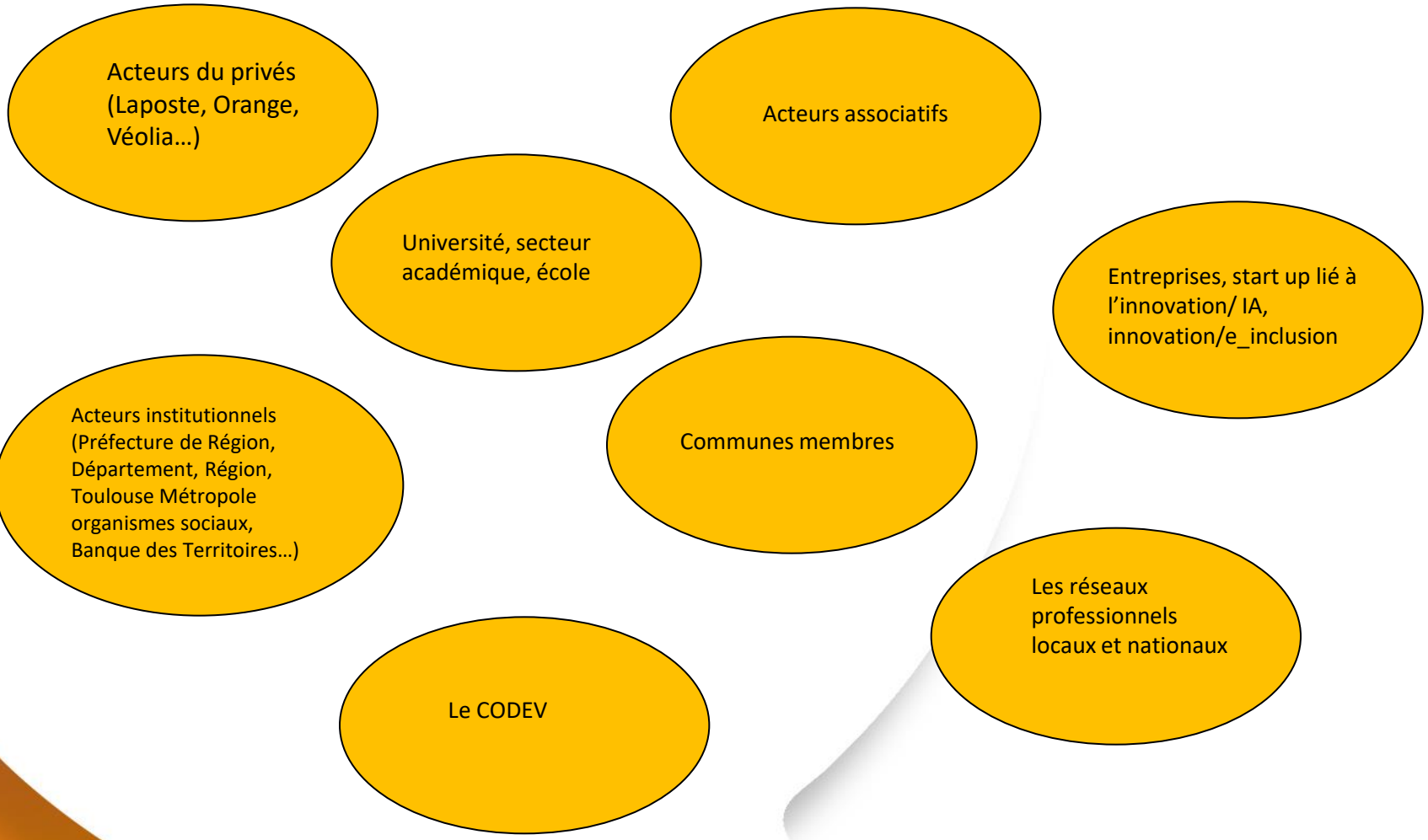
Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

Un budget à aligner sur les ambitions



SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

Les parties prenantes



Une gouvernance partagée à construire

Avec l'**Etat** et Territoire d'action pour un numérique inclusif

Avec les **36 communes membres** du Sicoval

Avec la **Préfecture de Région** et la Stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCORAN)

Avec la **Région Occitanie** et sa politique d'accompagnement de la transition numérique

Avec le **Département de la Haute Garonne** et le Schéma départemental des usages et services numériques (SDUSN)

Avec la **filière numérique**, La Mêlée Numérique et le Hub Connecté

Avec les **opérateurs de services publics locaux** (CAF, Carsat, Pôle emploi, CPAM…)

Avec les **opérateurs de services privés** (Véolia, Orange, Laposte, Enedis, Vinci …)

Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

PORTRAIT SOCIAL DE TERRITOIRE

TERRE CRÉATIVE & SOLIDAIRE

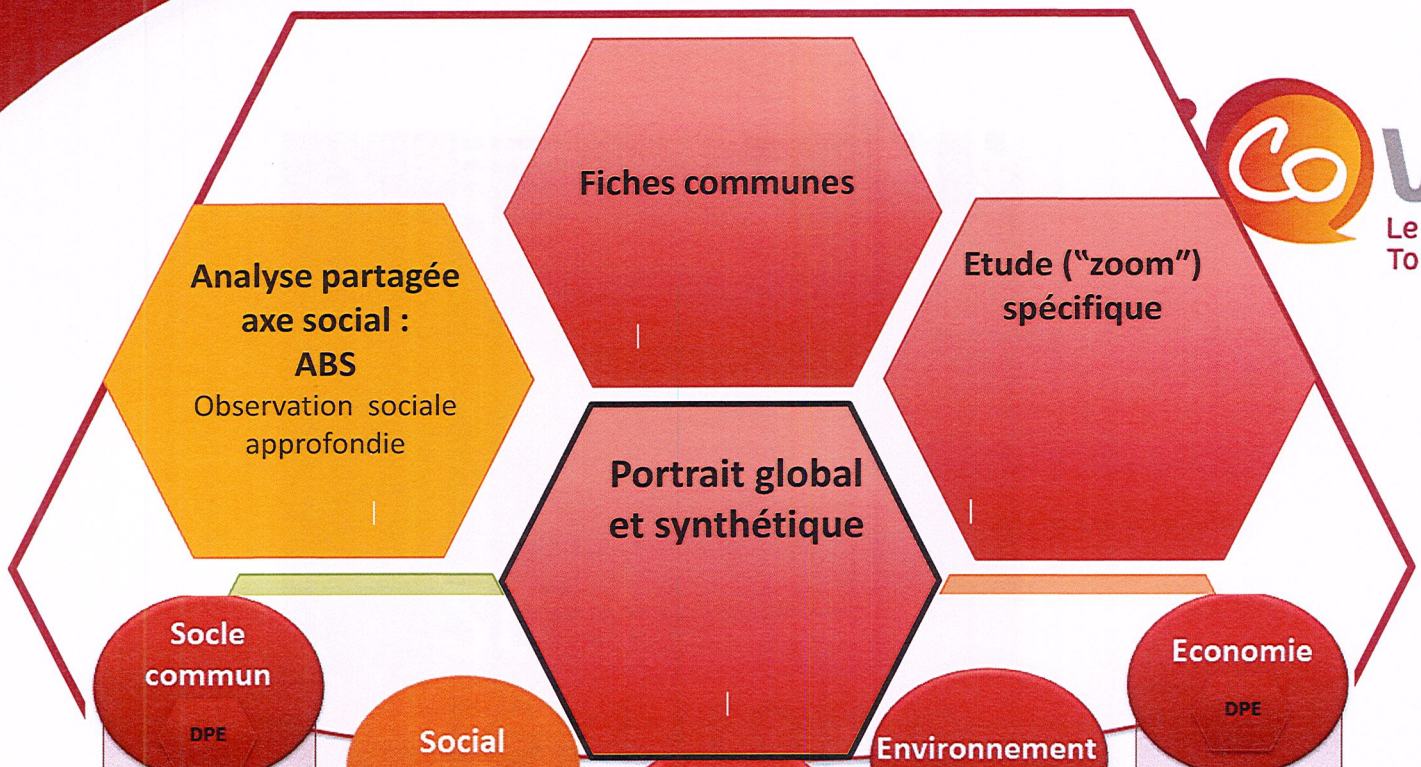
www.sicoval.fr

Rappel du contexte

- Portrait social de territoire, une commande des Elus du Groupe de Travail Cohésion et Action Sociale (GT CAS) en 2017
- *Mi-2017*: une lettre de mission et les 1ers comités de pilotage
- *2018*: un redimensionnement en un portrait plus global, le portrait de territoire
- *26 juin 2018*: validation par le GTCAS d'une démarche coconstruite et co-animée par le Sicoval et la maison des solidarités de Castanet-Tolosan du CD31
- *23 octobre 2018*: présentation aux Elus du Sicoval et du Conseil Départemental de la démarche commune du portrait social de territoire et d'une journée de concertation co-animée auprès des partenaires
- *16 novembre 2018* : journée de restitution du portrait social auprès des partenaires du territoire
- *Mars à septembre 2019*: animation de groupes d'analyse partagée
- *Octobre-novembre 2019 :* présentation d'un plan d'actions opérationnelles

Sicoval Le Sud-Est Toulousain

Portrait de territoire



Le Sud-Est Toulousain

Socle commun — DPE

- Population et prospective
- Ménage
- Nouveaux arrivants
- Revenu
- Actif
- Logement

Social — DCOS, DRACS

- Famille
- Publics spécifiques
- Scolarisation
- Demande d'emploi
- Public fragilisé
- Logement social
- Prévention et sécurité

Aménagement — DPE

- Habitat
- Aménagement de l'espace / foncier
- Transport et déplacement
- Travaux
- Couverture haut débit

Environnement — DPE

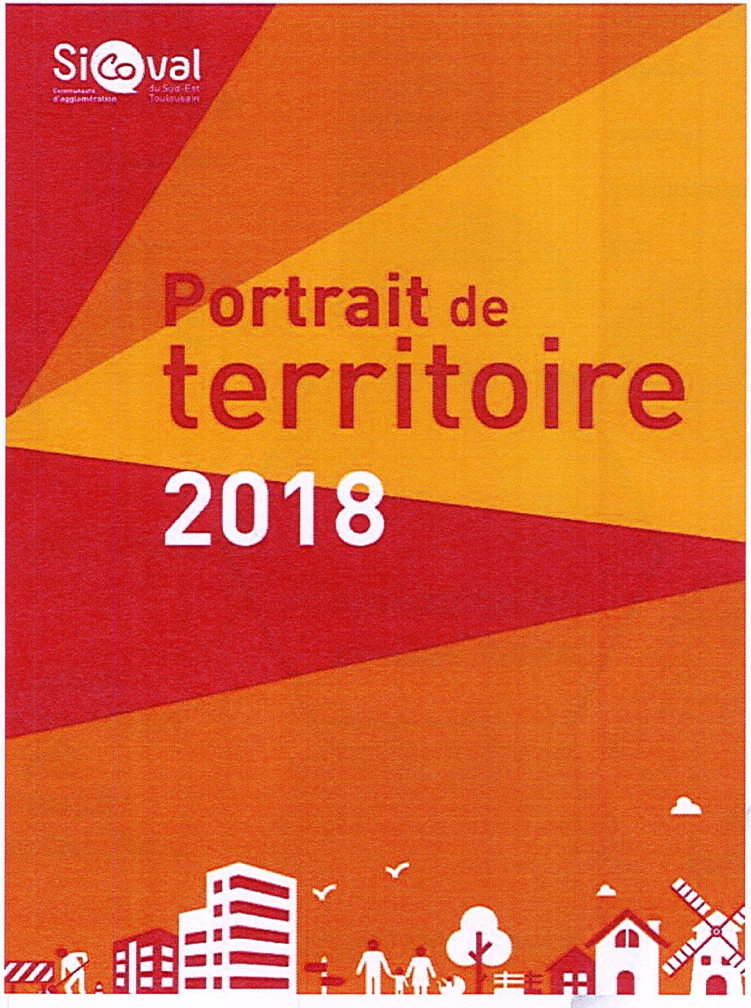
- Eau
- Assainissement
- Déchets
- Energie
- Chemins de randonnée
- Hydrographie

Economie — DPE

- Etablissements
- Emploi
- Secteurs d'activité / filières
- Zones d'activités
- Tourisme
- Economie circulaire

ERRE CRÉATIVE & SOLIDAIRE

www.sicoval.fr



SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

Périmètre du portrait social

Un portrait social de territoire co-construit et présenté sous 5 thématiques:

- territoire et population
- développement économique et emploi
- Lutte contre les exclusions
- Petite enfance, Enfance, Jeunesse, jeunes adultes
- Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

Les axes de travail émergeant:

- La prise en compte du vieillissement de la population
- La compréhension des problématiques éducatives et familiales
- La lutte contre les précarités
- L'inclusion numérique

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Portrait Social de Territoire
MDS Castanet / Sicoval

Sicoval
Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain

23 octobre 2018

CONSEIL DÉPARTEMENTAL HAUTE-GARONNE.FR

LA HAUTE-GARONNE C'EST VOUS !

Construire ensemble un Projet Social de Territoire pour….

- Analyser et comprendre le territoire,
- Croiser les regards et la connaissance du territoire,
- Déterminer les questions prioritaires,
- Construire et mettre en œuvre des actions avec tous les acteurs du territoire (acteurs institutionnels, économiques et associatifs, habitants).

Un portrait à travers 5 thèmes

01 | Le territoire et sa population
02 | La dynamique économique, l'emploi
03 | La Lutte contre les exclusions
04 | Petite enfance, Enfance, Jeunesse
05 | Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

01 | Le territoire et sa population

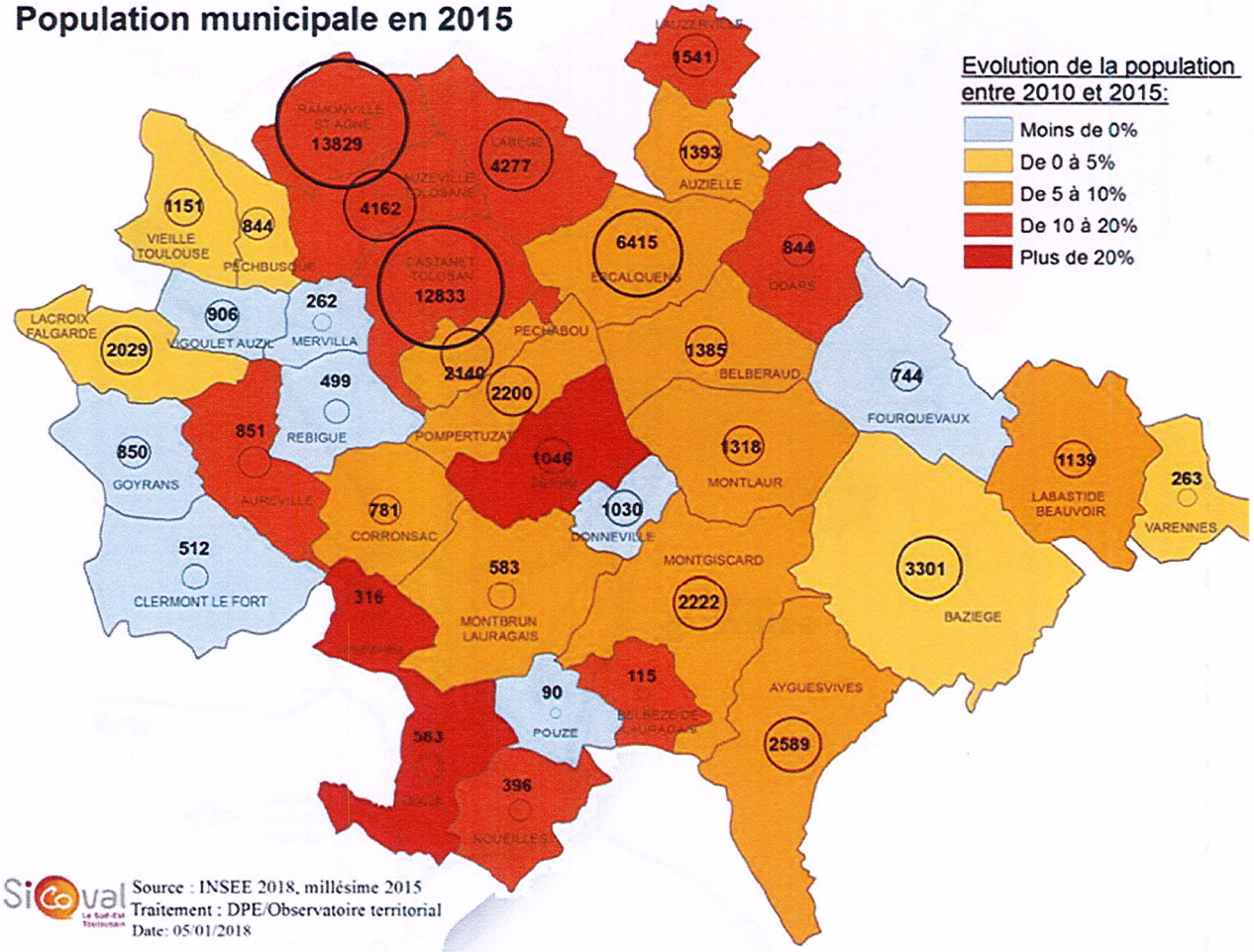
- Une communauté d'agglomération importante composée de 36 communes à l'est de Toulouse Métropole
- 3 cantons: Toulouse 11, Castanet, Escalquens
- Axes structurants:
  - L'autoroute A 61 des 2 mers avec 2 échangeurs sur le territoire
  - Les routes départementales D813 et D16
  - La voie ferrée Toulouse-Narbonne



Un fort dynamisme démographique

- 75 439 habitants en 2015
- Evolution 2010-2015, +10,6% (soit en moyenne 1447 nouveaux habitants chaque année)
- Ramonville St-Agne et Castanet-Tolosan ont accueilli à elles seules la moitié des nouveaux habitants du territoire
- Un territoire très attractif avec un nombre de personnes entrantes + nombreuses que les sortants

Population municipale en 2015



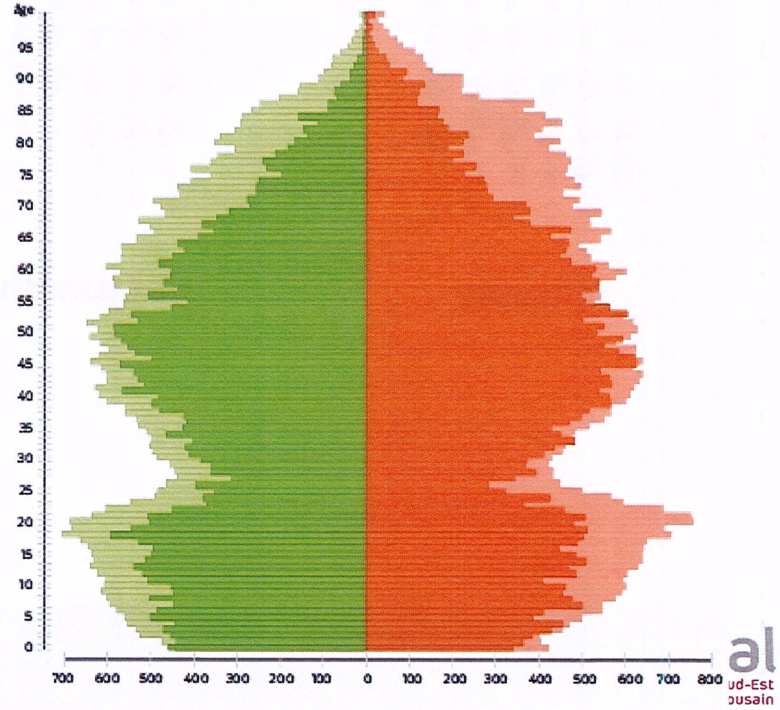
Répartition de la population par âge

La pyramide des âges du Sicoval a plusieurs spécificités comparée aux pyramides de l'aire urbaine ou du département:

- Un vieillissement de la population (phénomène national)
- Une forte représentativité des ménages de 40 à 65 ans
- Une fuite des très jeunes ménages ou jeunes actifs de 22 à 30 ans
- Un nombre important de jeunes de 12 à 21 ans soit 14% de la population totale
- un dynamisme des naissances, jusqu'en 2014 puis une légère baisse. les 0-3 ans quand même 3,3% de la pop

Tranches d'âges	Population	% PST	% Haute-Garonne
0-6 ans	6 168	8,2%	8,3%
7-14 ans	7 698	10,2%	9,3%
15-29 ans	13 621	18,1%	21,6%
30-44 ans	14 561	19,3%	20,7%
45-59 ans	16 280	21,6%	19,2%
60-74 ans	11 538	15,3%	13,2%
75 ans ou plus	5 574	7,4%	7,7%

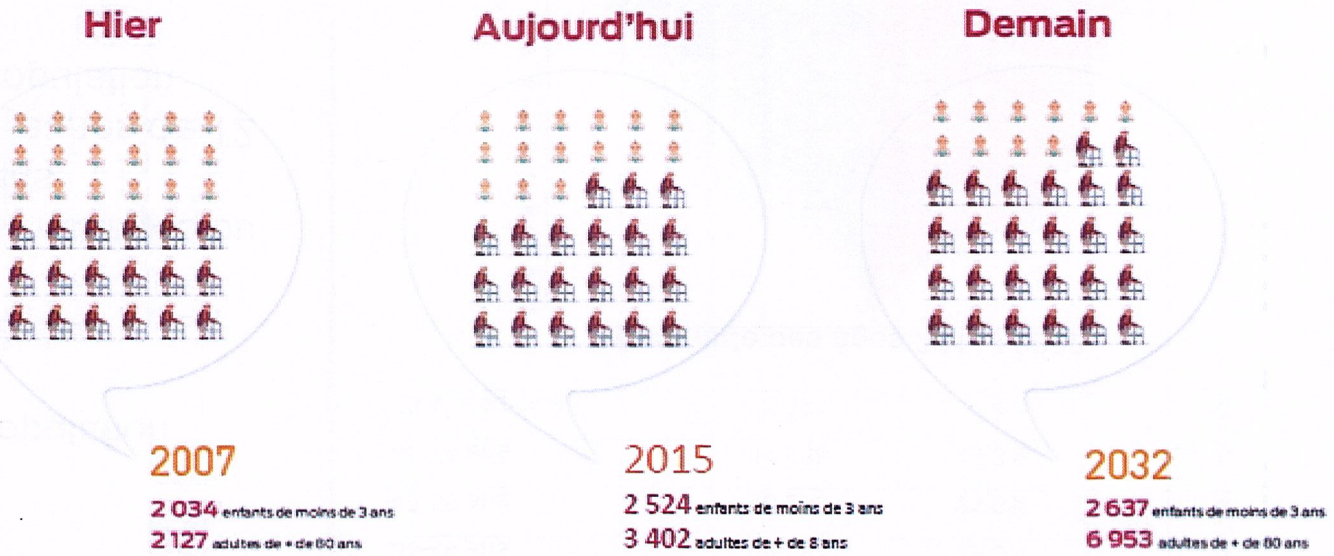
Pyramide des âges 2014 / 2032 :



Source : INSEE | RGP 2015

Profil de la population en 2032

- Si les tendances observées sur la période récente se maintenaient (scénario central de l'Insee), le Sicoval compterait 2,6 personnes âgées de plus de 80 ans pour 1 enfant de moins de 3 ans



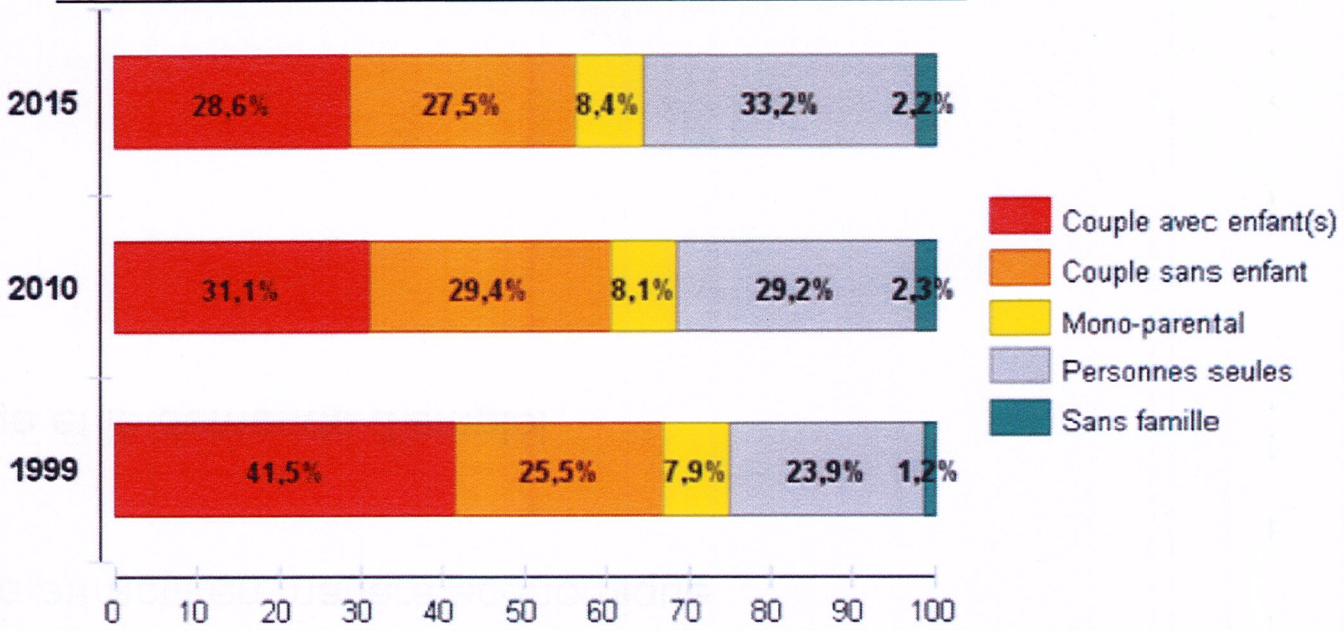
Sicoval Le Sud-Est Toulousain

Source Sicoval

Composition des ménages du territoire

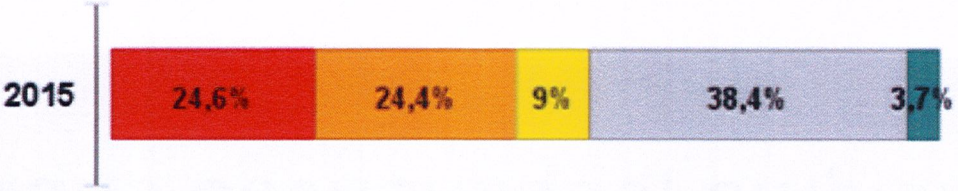
- **1 ménage sur 3 est composé d'une seule** personne (38,4% en Haute-Garonne)
- Ces ménages représentent environ 14% de la population du territoire, principalement des jeunes de 20-24 ans (37% des jeunes) et des séniors de plus de 65 ans (24% des séniors)
- Une hausse constante de la part des ménages d'une seule personne à l'inverse des couples avec enfant
- **2785 familles monoparentales** résident sur le territoire soit 13% des familles
- 43% de ces familles résident à Ramonville et Castanet-T.

Evolution de la composition des ménages sur le Sicoval :



Source : INSEE, recensement de la population

Composition des ménages en Haute-Garonne :



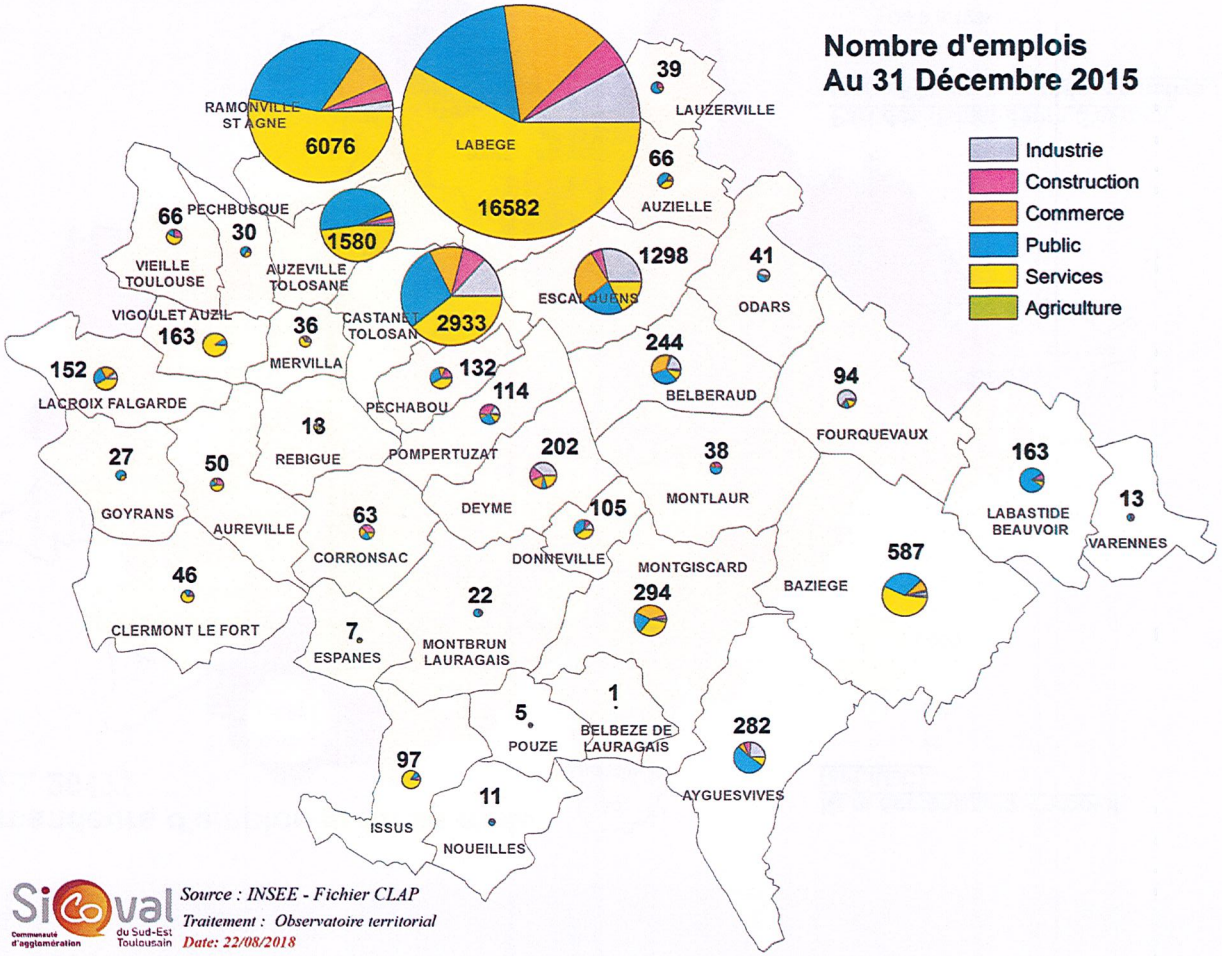
Source : Sicoval| RGP 2015

02 | Dynamique économique, emploi

- Un territoire attractif en matière économique
- Le chômage et la demande d'emploi

Un territoire attractif en matière économique

- 31 672 emplois (23% d'emplois publics): 52% localisés à Labège, 19% à Ramonville et 9% à Castanet
- Le taux d'emploi sur le Sicoval est de 68% environ
- 77% des actifs du Sicoval ont un emploi pérenne (CDI ou fonction publique)
- 18% de la population du Sicoval travaille à temps partiel

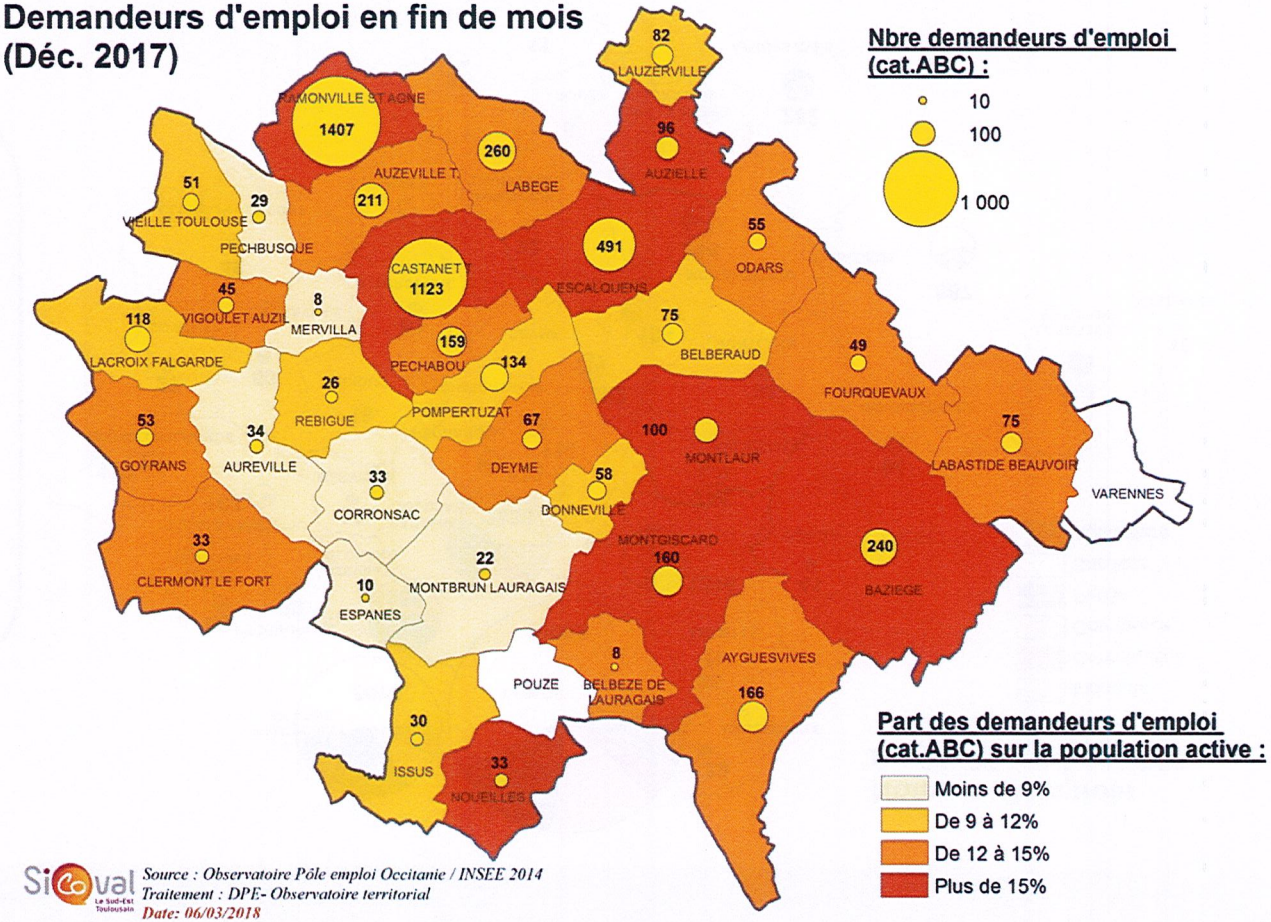


Source : Sicoval

Un territoire attractif en matière économique

- Un taux de chômage de 8.9%, inférieur à celui du département (13.3%)
- Une évolution globale de la demande d'emploi contrastée selon les publics et les secteurs du territoire.

Demandeurs d'emploi en fin de mois (Déc. 2017)



Source : Sicoval

03 | Lutte contre les exclusions

➔ Niveau de revenu

➔Allocataires du RSA + autres chiffres possibles à reprendre sur les minimas sociaux

➔Logements sociaux

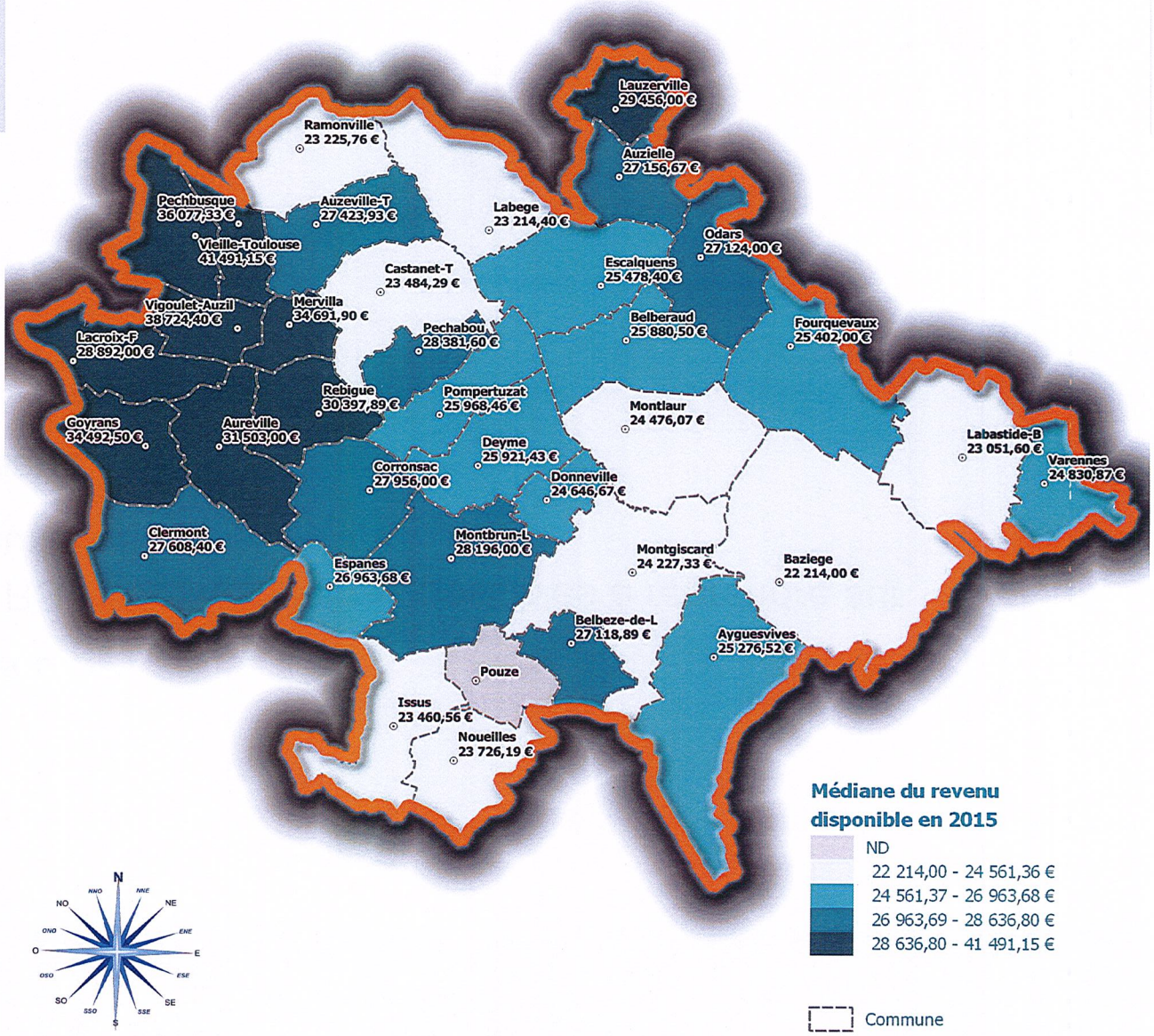
03 | Lutte contre les exclusions

Un niveau de revenu globalement élevé

- La médiane du revenu disponible sur le territoire du Sicoval est de 25 446€ soit un niveau bien supérieur à la moyenne départementale 21 989€
- Des écarts importants entre communes concernant les niveaux de revenus
- 7,7% des habitants du Sicoval vivent sous le seuil de pauvreté (14,4% à Ramonville, 9,85% à Castanet et 9,25% à Labège)

Le seuil de pauvreté, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 000 euros mensuels environ.

Haute-Garonne : 13%
Occitanie : 17,2%
France métropolitaine : 14,2%

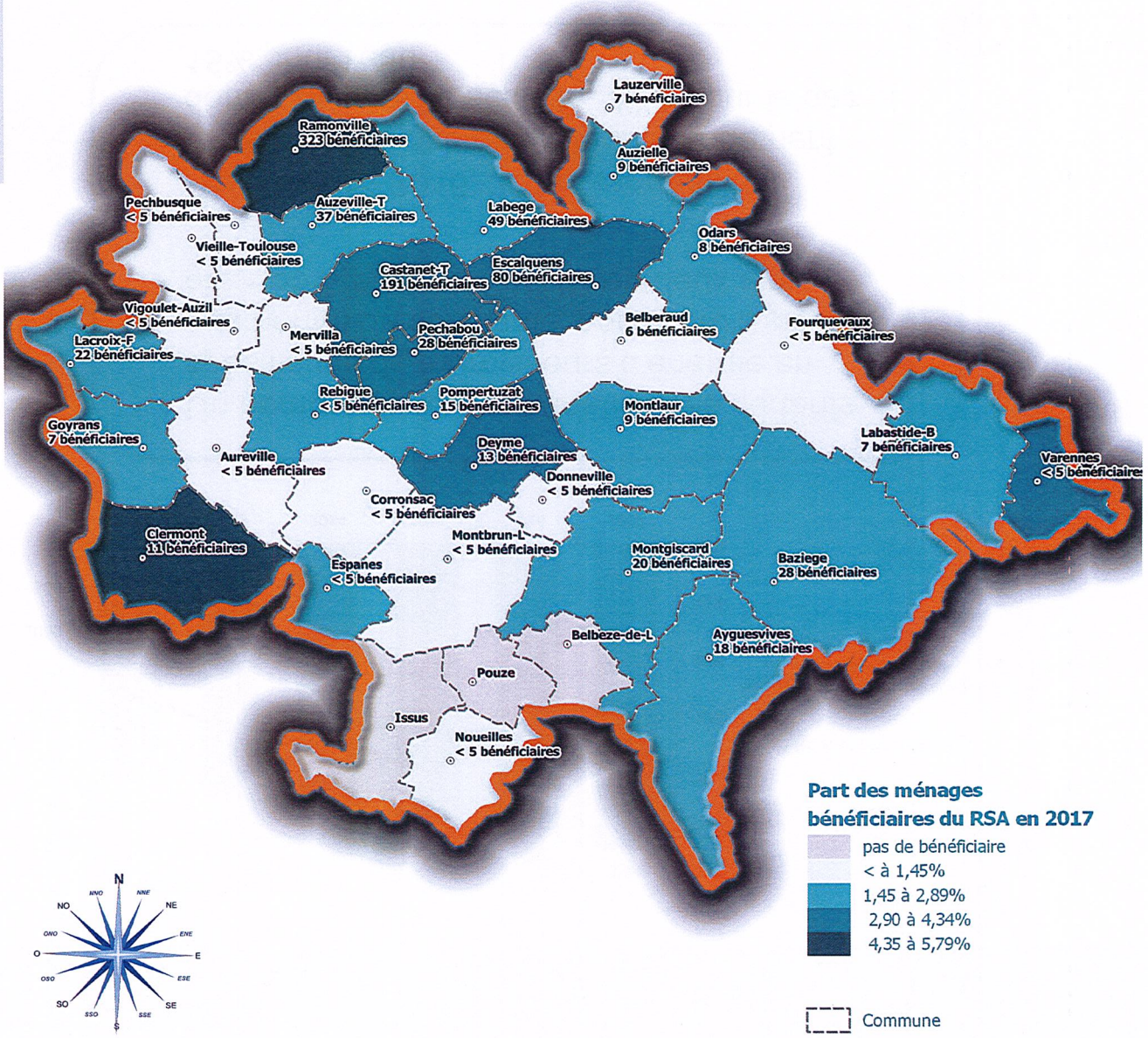


© CD 31 | DIPS | Observatoire Social et Immobilier - 10 octobre 2018
Source : SIDSOL 2017 & INSEE RP 2015

Source : INSEE, FILOSOFI 2015

Ménages allocataires du RSA

- 1070 ménages allocataires du RSA au 31/12/2017 (soit 3,2% du total des ménages) dont 125 allocataires du RSA majoré
- Les communes recensant le nombre le plus important de ménages allocataires sont Ramonville (323 ménages), Castanet (191), Escalquens (80), Labège (49) et Auzeville (37)



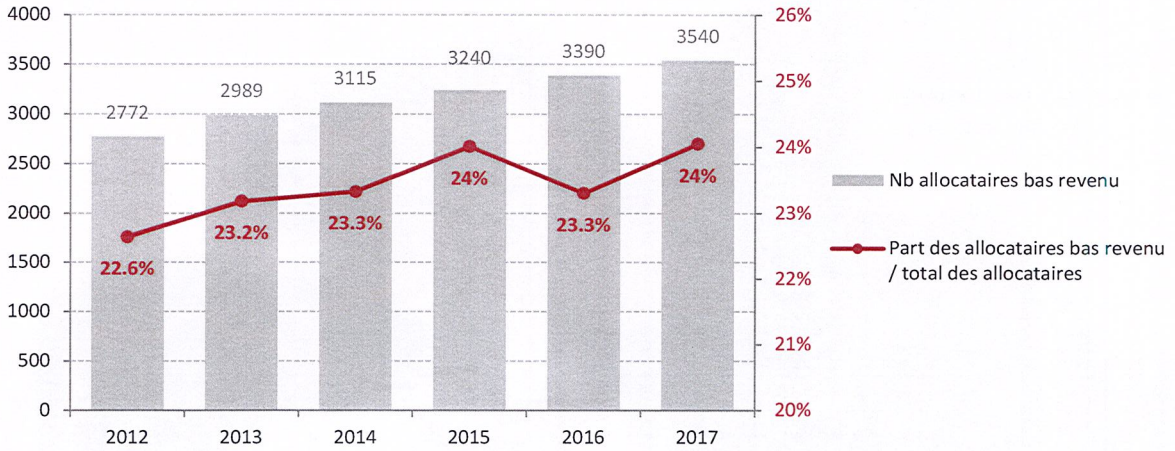
Haute-Garonne :
36 548 ménages allocataires (6% des ménages)

© CD 31 | DIPS | Observatoire Social et Immobilier - 10 octobre 2018
Source : SIDSOL 2017 & INSEE RP 2015

Source : CD 31 SIDSOL 31/12/2017

Des précarités qui demeurent

- En 2017, le Sicoval compte 14 720 allocataires CAF, toute prestation confondue
- 24% sont des allocataires à bas revenus (9% de la population totale) dont 26.6%familles monoparentales, 20% jeunes de 25 à 29 et 3% personnes de plus de 60 ans



- Un nombre de foyers bénéficiaires de tarifs spécifiques de fournisseurs d'énergie en augmentation constante, soit + 110% pour le gaz+ 55% pour l'électricité en deux ans
- Pour l'année 2016, 261 personnes ont bénéficié du Fond de Solidarité Logement, dont 53% pour l'électricité, 32% pour le gaz et 15% pour l'eau

Sicoval Le Sud-Est Toulousain

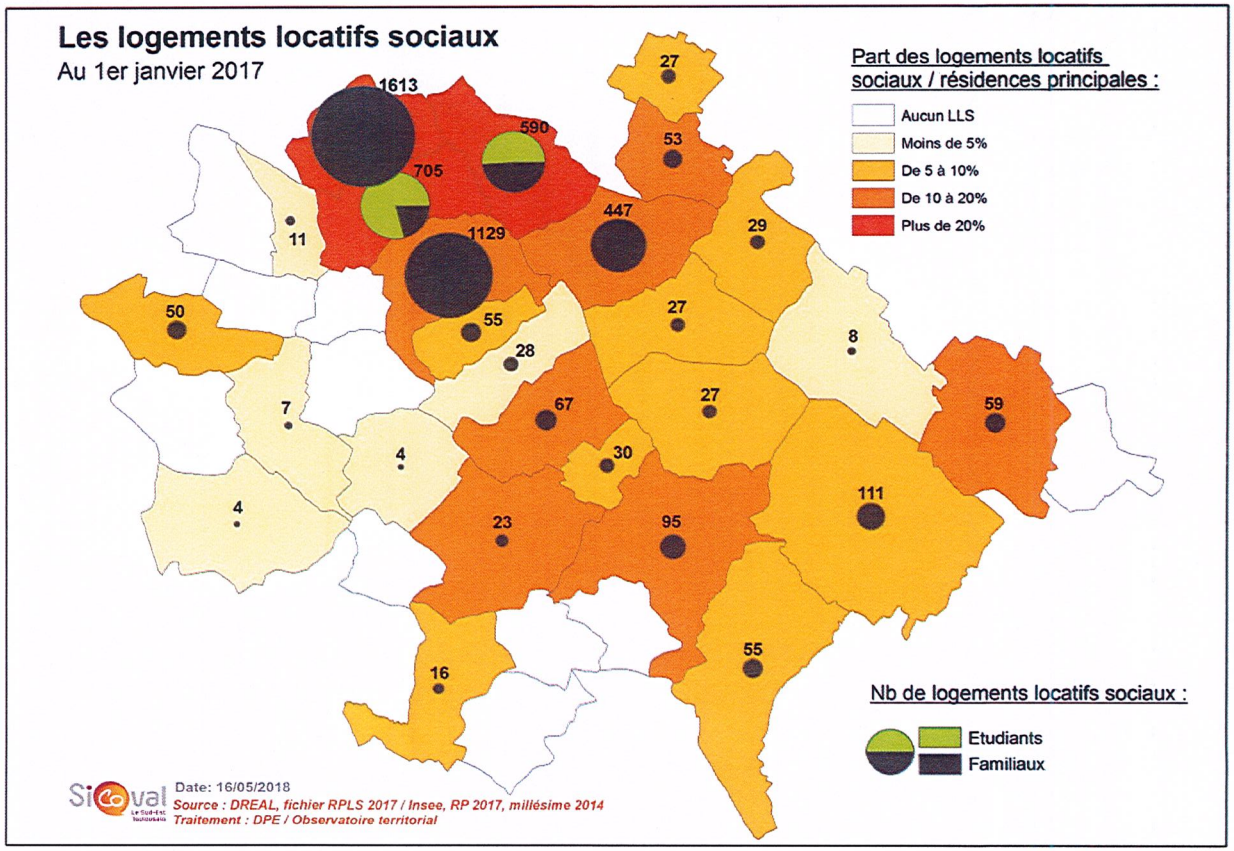
Source : CAF; Sicoval; CD31

Logements sociaux: une forte pression de la demande

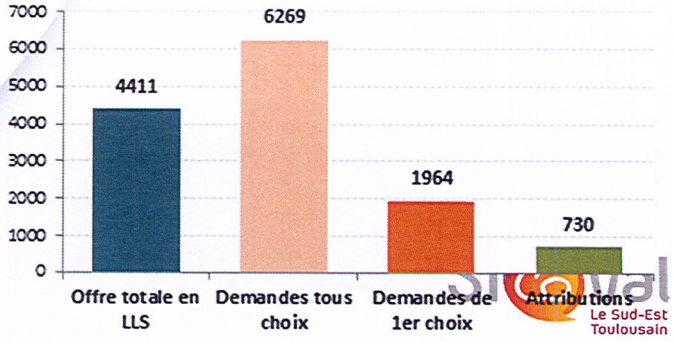
Au 1er janvier 2017, le territoire comptait **5 270 logements sociaux** dont **4 411 logements sociaux familiaux** sur **26 communes**

Les ménages demandant un logement social peuvent faire plusieurs choix de localisation:

- En 2017, pour les ménages ayant demandé au moins une commune du Sicoval parmi tous leurs vœux de localisation, 1 demande sur 9 a été satisfaite en 2017
- Pour les ménages ayant cité une commune du Sicoval en 1er choix : 1 demande sur 2,7 a été satisfaite (c'est 1 demande satisfaite pour 3,2 demandes dans le département)



Comparatif de l'offre, des demandes et des attributions en logement locatif social (hors étudiants)

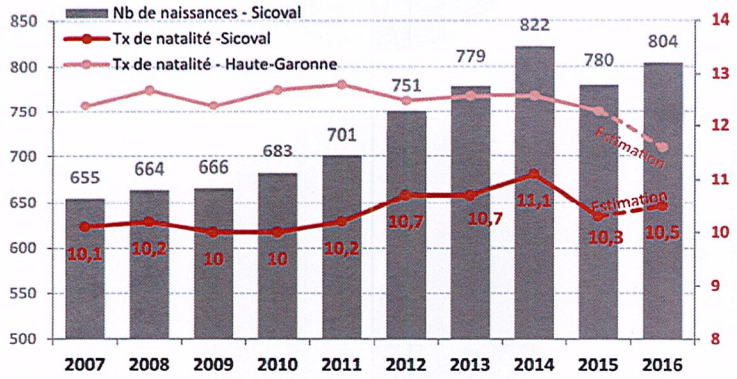


04 | Petite enfance, Enfance, Jeunesse,

- Petite enfance
- Enfance
- Jeunesse

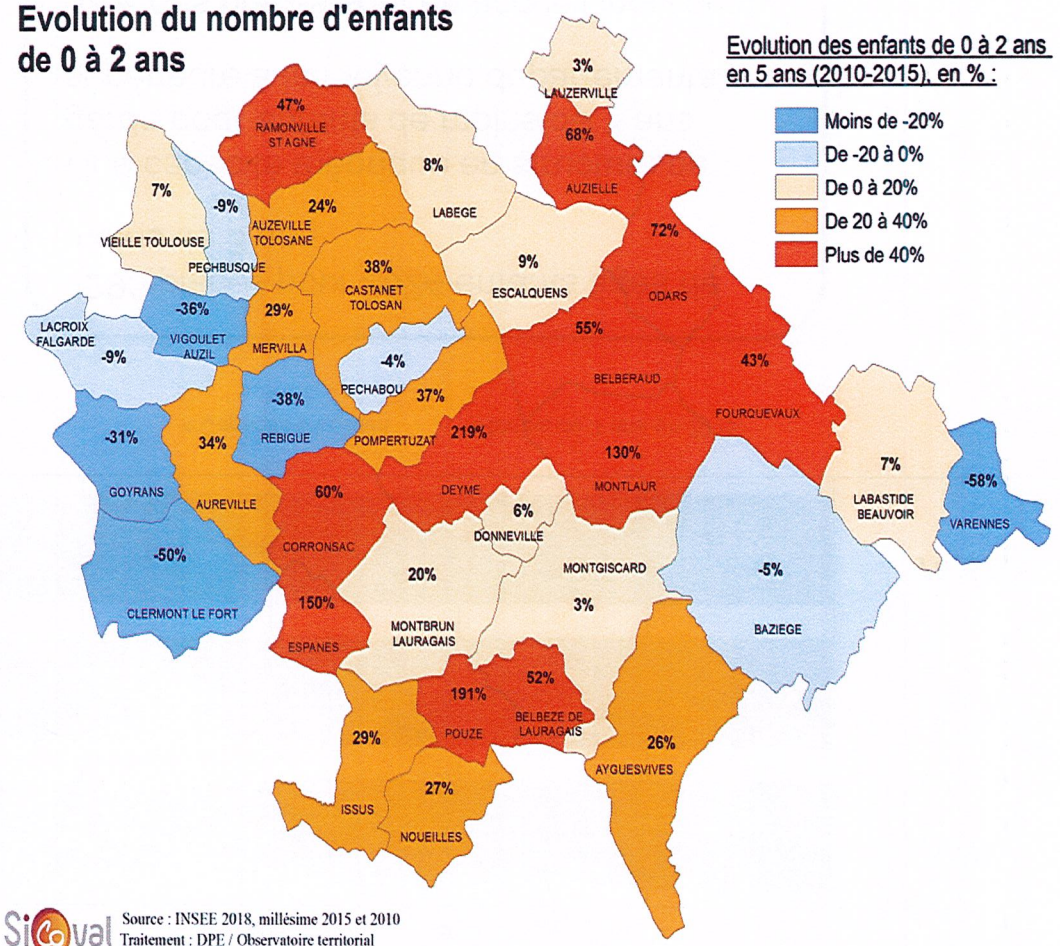
Un record du nombre de naissance depuis 3 ans

- 2406 naissances recensées entre 2014 et 2016
- Soit un taux de natalité de 10,3 pour 1000 en 2015 (12 pour 1000 à l'échelle départementale)



Taux de natalité : Rapport du nombre de naissances à la population totale. Le ratio nombre de naissance pour 1 000 habitants est utilisé

Evolution du nombre d'enfants de 0 à 2 ans

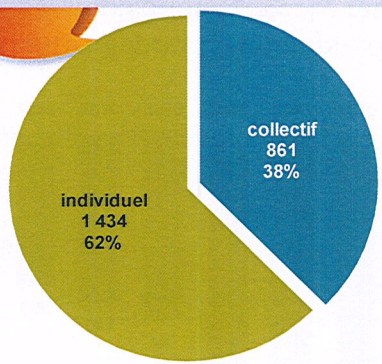


Source : INSEE 2018, millésime 2015 et 2010
Traitement : DPE / Observatoire territorial
Date: 30/08/2018

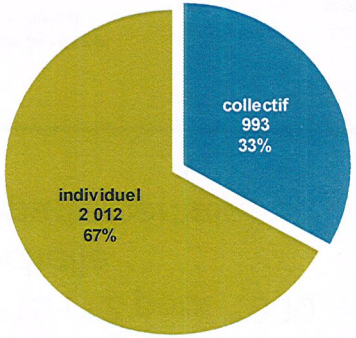
Source : Graphique Sicoval

90% des enfants du territoire peuvent bénéficier d'un mode de garde

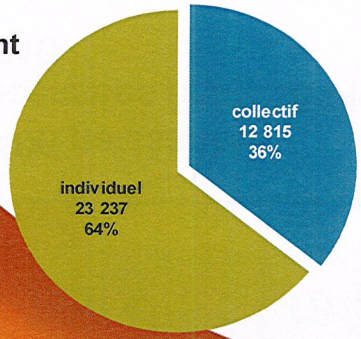
Sicoval



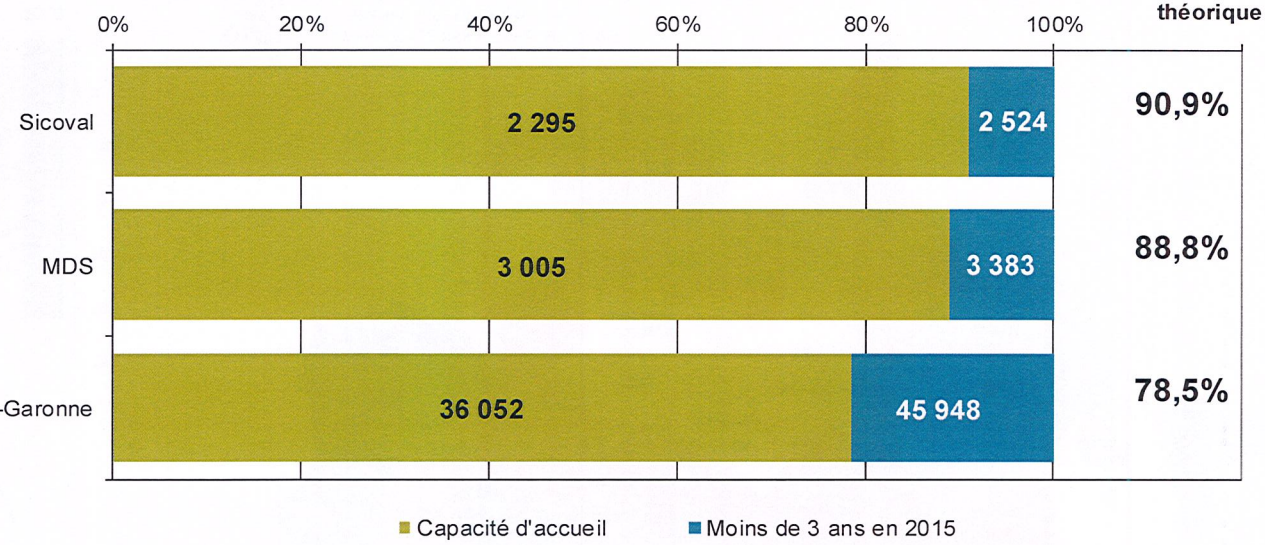
MDS



Département



Capacité d'accueil de la petite enfance (moins de 3 ans) en 2017



2295 places pour 2524 enfants âgés de moins de 3 ans

Une capacité théorique en structure de garde pour enfants de moins de 3 ans supérieure à la moyenne départementale

62% des places sont en accueil individuel

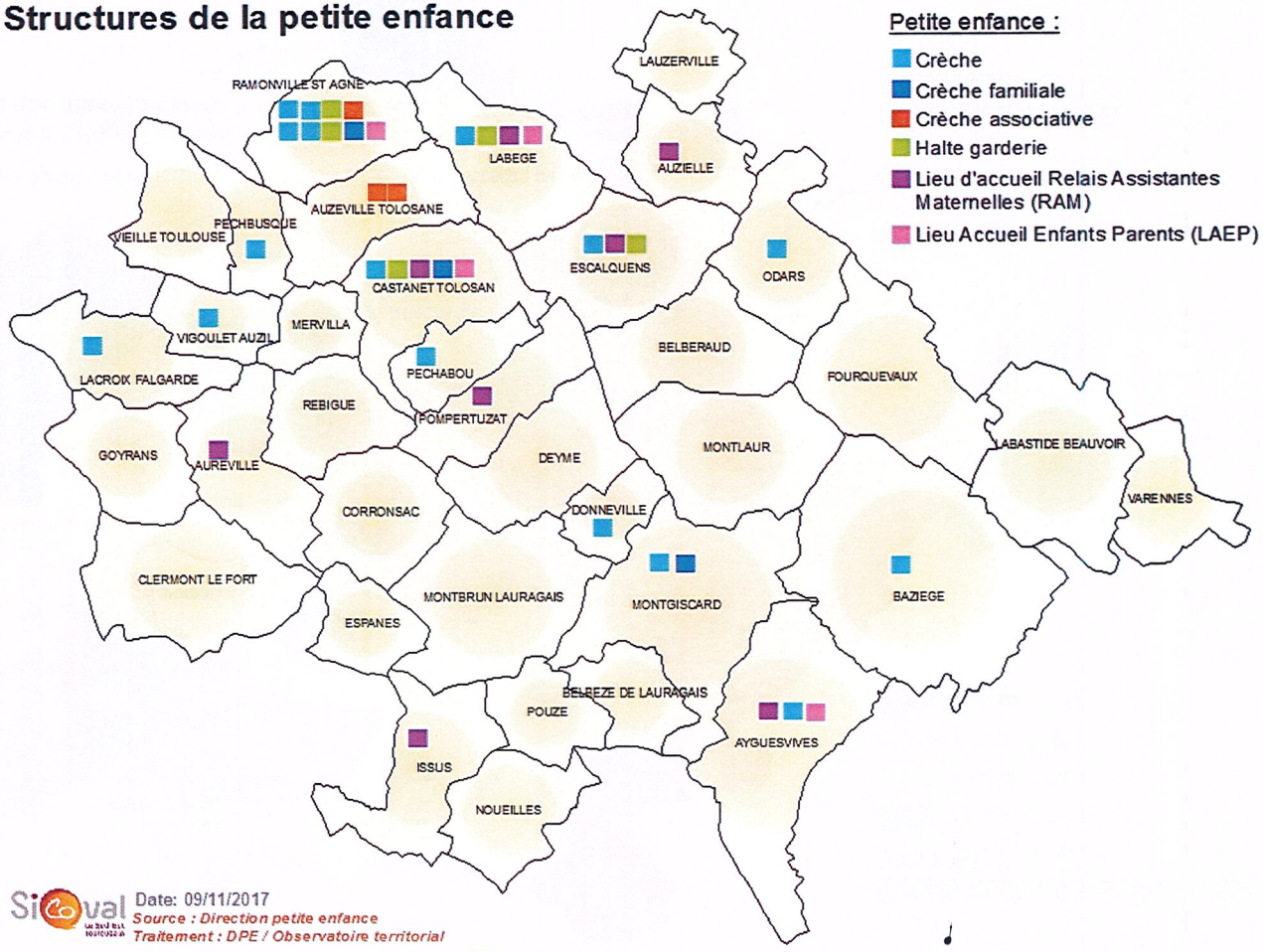
Sicoval Le Sud-Est Toulousain

Source : CD 31| DEF | PMI 2017

Etablissements d'accueil du jeune enfant

- Les établissements sont majoritairement localisés au nord du territoire et le long de la D113
- 29 établissements pour une capacité totale d'accueil de 861 places
- Un taux de couverture des demandes égal à 72% (supérieur à la moyenne nationale 56%)

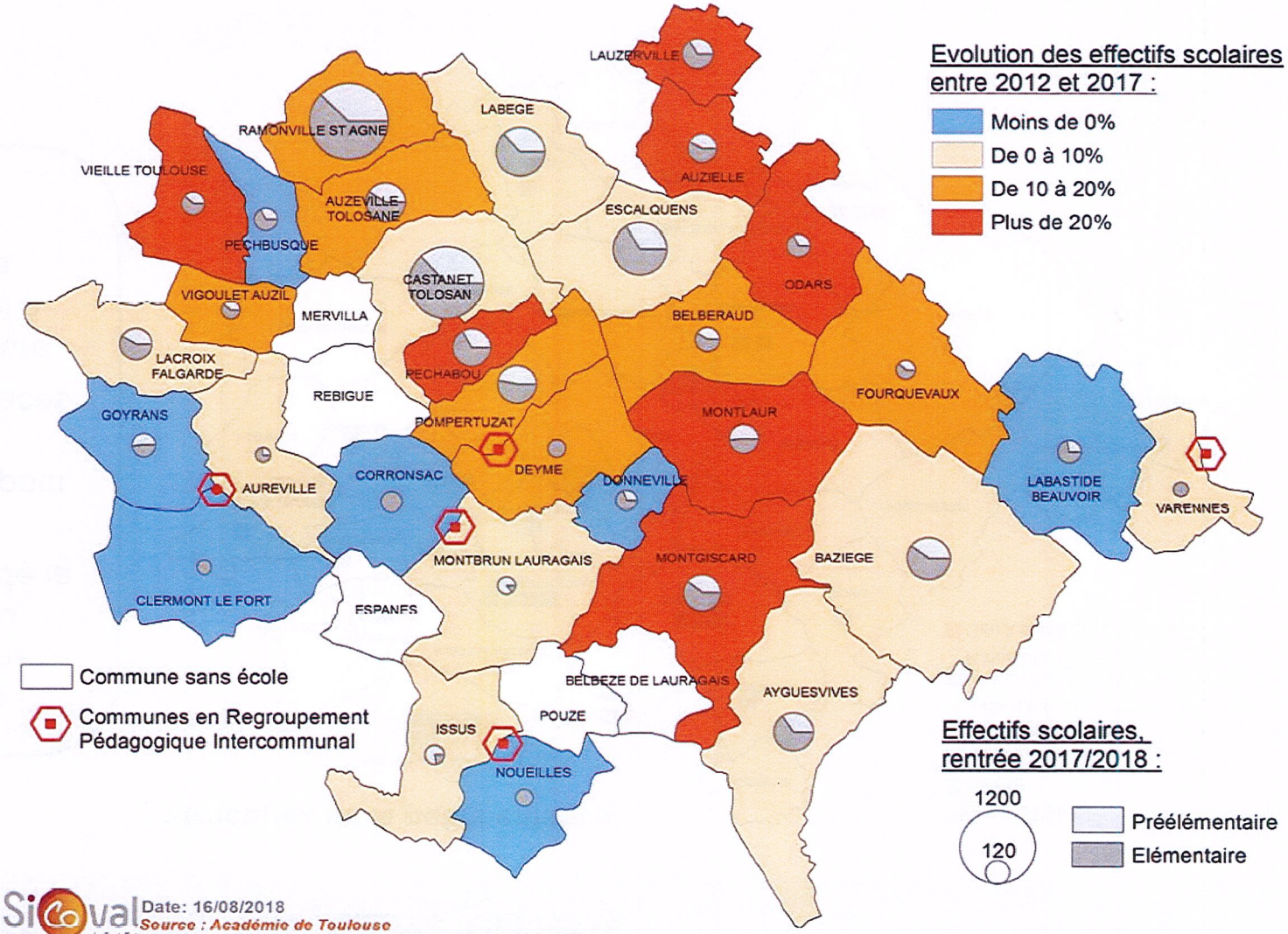
Structures de la petite enfance



Source : CD 31 | DIPS 2017

Enseignement 1° degré

- 61 établissements scolaires sur le territoire: 39 écoles élémentaires, 22 écoles maternelles
- 7 638 élèves (effectifs maternelles+élémentaires)
- Une croissance annuelle moyenne de 2,4% sur les 6 dernières années
- 31 créations de classes depuis 2012

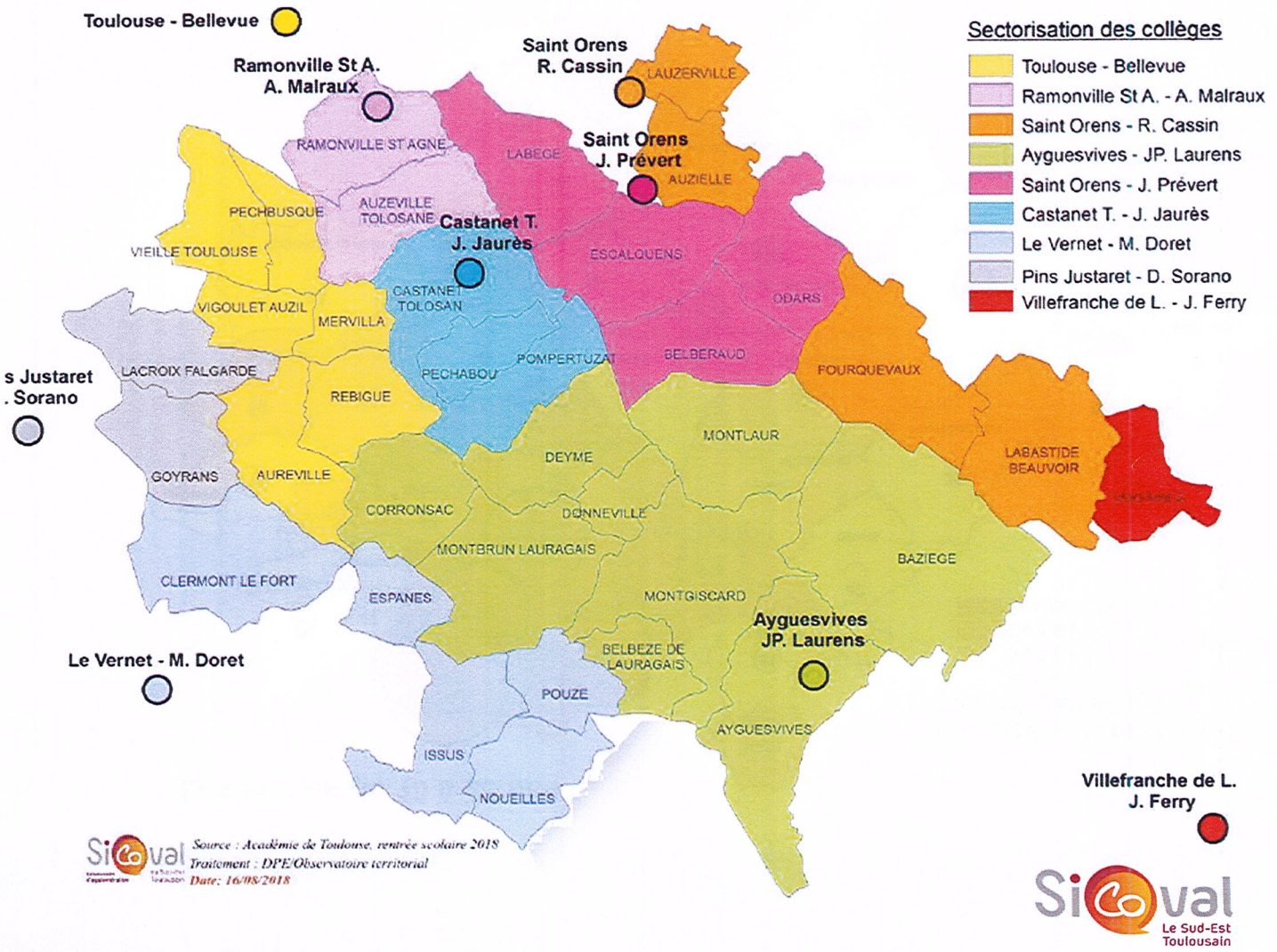


Source : Sicoval

Etablissements du secondaire

- 3 collèges à Ramonville, Castanet et Ayguesvives pour un effectif total de 2254
- Un 4ème collège pour la rentrée prochaine sur Escalquens
- + 3% d'effectifs en moyenne sur les 2 dernières années
- 3 lycées professionnels à Labège (secteur horticole et paysage), Auzeville (secteur écologie, agronomie) et Donneville (secteur service aux personnes et aux territoires)

Sectorisation des collèges en 2018



Source : Sicoval

Les jeunes adultes

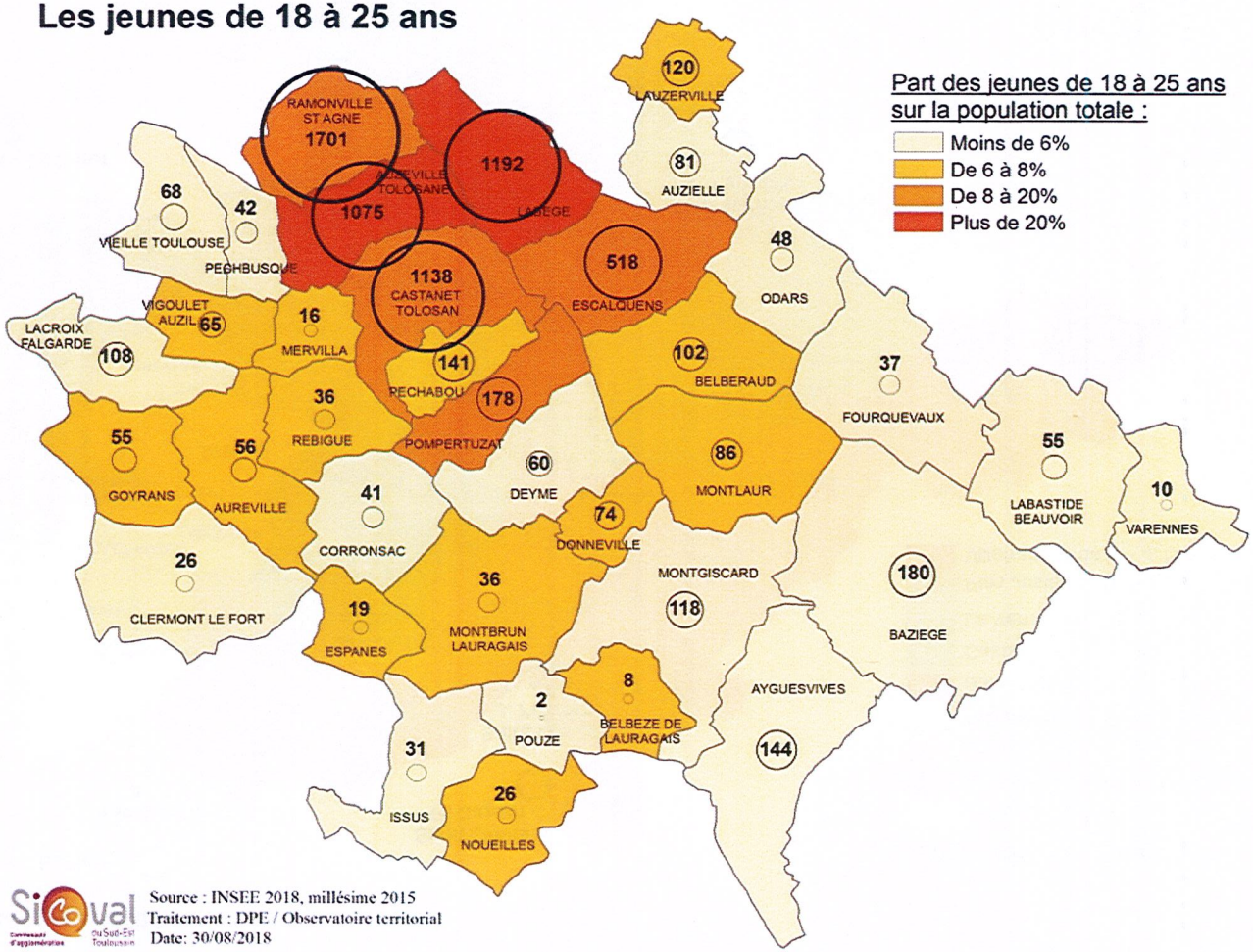
- **7693 jeunes entre 18/25 ans**, 1 sur 2 vit en dehors du foyer familial

Niveau de diplôme:

- 37% des 20-24 ans diplômés d'études sup (moyenne départementale 33%)
- 58% des 25-29 ans diplômés d'études sup (moyenne départementale 54%)

- 637 jeunes de moins de 25 ans sont inscrits à Pôle Emploi en mars 2018

Les jeunes de 18 à 25 ans



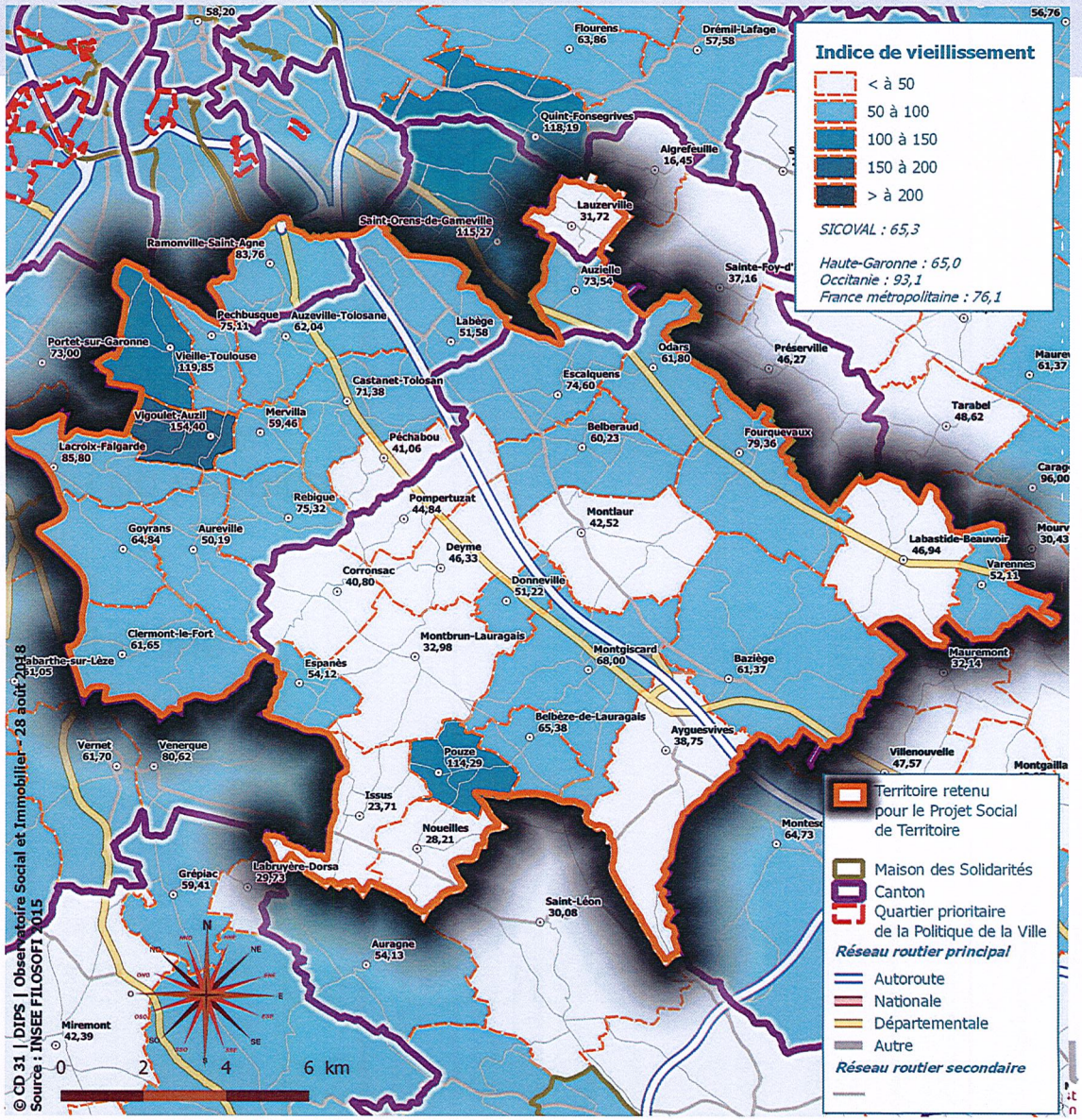
Source : Sicoval; Pôle Emploi

05 | Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

- Vieillissement démographique
- Bénéficiaires de l'APA
- Personnes en situation de handicap

Un vieillissement démographique dans la moyenne départementale

- Un indice de vieillissement sur le territoire équivalent à la moyenne départementale
- Les communes apparaissant en gris sont celles au sein desquelles le vieillissement démographique est le plus faible



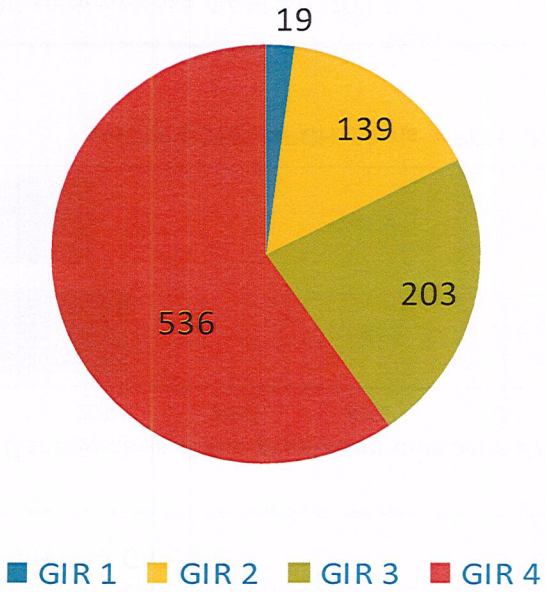
L'indice de vieillissement est le rapport de la population des 65 ans et plus sur celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 65 ans et plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire ; plus l'indice est faible plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé plus il est favorable aux personnes âgées.

Source : INSEE RGP 2015

Aide Personnalisée à l'Autonomie

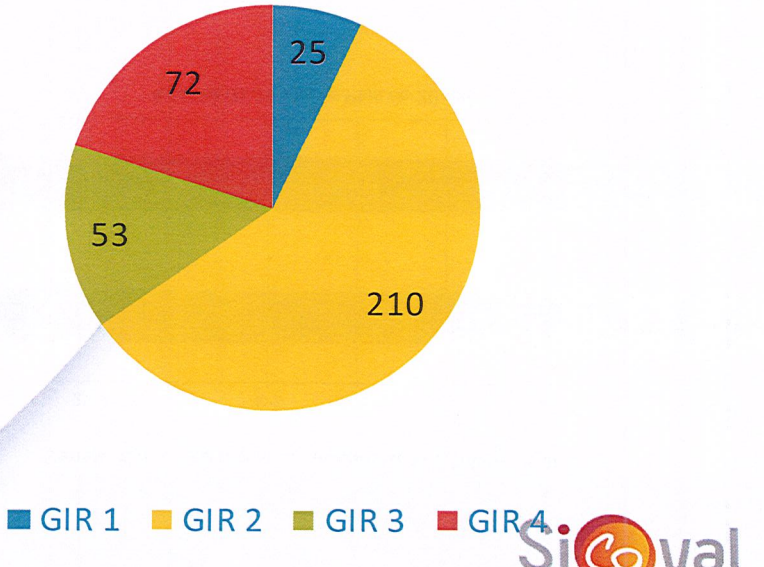
1257 bénéficiaires de l'APA au sein du Sicoval dont:
- 897 APA à domicile au 31/12/2017 (dont 60% GIR 4)
- 360 bénéficiaires de l'APA en établissement (dont 58% GIR 2)

Nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile
(droits ouverts au 31/12/2017)



7,3% des plus de 60 ans du territoire bénéficient de l'APA (moyenne départementale 9,8%)

Nombre de bénéficiaires de l'APA en établissement
(droits ouverts au 31/12/2017)



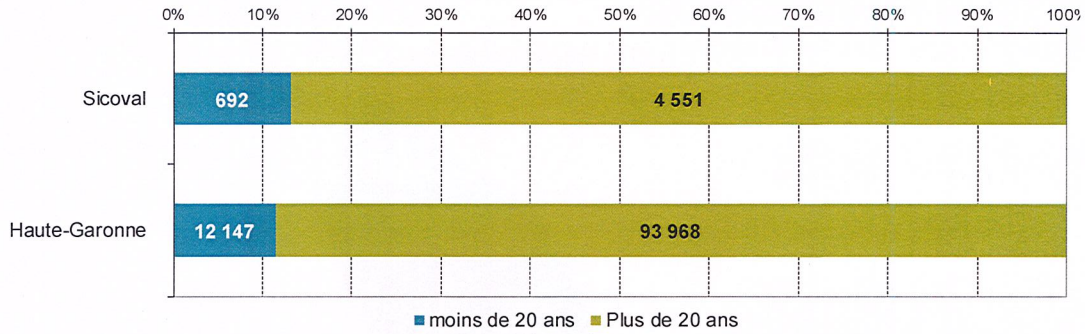
Sicoval Le Sud-Est Toulousain

Source : CD31 | SIDSOL 31/12/2017

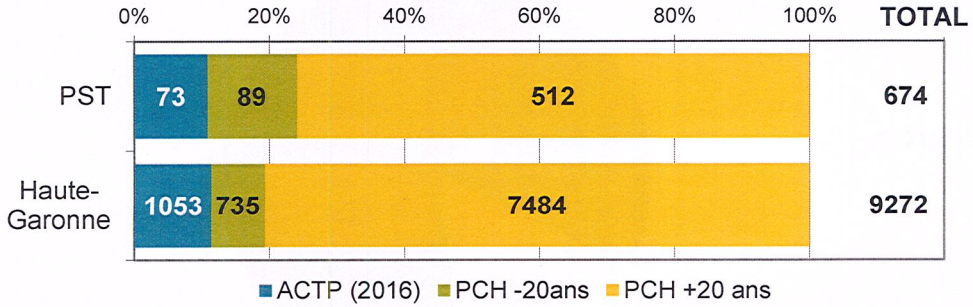
05 | Autonomie des personnes en situation de handicap

- Accords CDAPH
  - ✓ 5243 habitants du Sicoval sont bénéficiaires d'au moins un accord CDAPH (692 ont moins de 20 ans)
  - ✓ soit environ 7% de la population totale
  - ✓ 13% ont moins de 20 ans
  - ✓ 7,95% des habitants bénéficiaires d'un accord CDAPH en Haute-Garonne

Bénéficiaires d'au moins un accord de la CDAPH en 2017



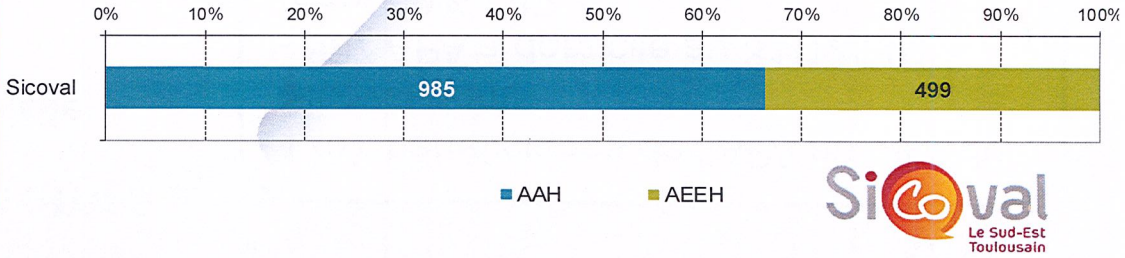
Bénéficiaires d'une prestation compensatrice en 2017



- 674 Personnes bénéficiaires d'une prestation compensatrice en 2017 (droits ouverts)

- 985 allocataires AAH en 2017
- 499 allocataires AEEH en 2017 dont:
  - ✓ 38 pour des enfants âgés de 0 à 5 ans
  - ✓ 434 pour des enfants âgés de 6 à 17 ans
  - ✓ 27 pour des enfants âgés de 18 à 20 ans

Nombre d'allocataires AAH-AEEH en 2017



Source : CD 31 | DAUT 31/12/2017

Le 16 novembre, une concertation avec les acteurs du territoire autour du diagnostic pour….

1- Partager la connaissance du territoire et prendre en compte l'expertise de chaque acteur

2- Favoriser l'interconnaissance entre les participants

3- Mobiliser sur un projet commun et les actions partenariales qui en découlent, développer l'existant et favoriser les initiatives locales avec la mise en place d'actions intégrant tous les acteurs du territoire (acteurs institutionnels, associatifs et habitants).

→ *Valider les axes de travail prioritaires et décliner des actions au travers de groupes de travail « Etudes et actions » sur les prochains mois.*

SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

Eléments retenus issus de la concertation

Les points retenus par les partenaires:

- le vieillissement de la population
- le taux de couverture en petite enfance et la capacité importante en mode de garde
- le revenu médian élevé
- l'importance des personnes seules
- l'augmentation des effectifs enfance-jeunesse
- le dynamisme démographique

les constats partagés:

1. le vieillissement

2. l'évolution de la population enfance/ados-et besoin d'adaptation de l'offre de service

3. les familles monoparentales

4. la tension dans la demande de logement et ses conséquences

SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

Les problématiques prégnantes partagées

1. l' anticipation du vieillissement de la population

2. la précarité

3. l'anticipation de la prise en charge éducative

4. le logement , prioritairement le nombre de logements disponibles

4bis. contraste du territoire : urbanisation, transport, précarité

5. le vivre ensemble, le lien social: l'attractivité du territoire, la cohabitation, la mixité sociale

6. l'emploi

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Forces et faiblesses repérées

les ressources:

- la multiplicité et diversité des acteurs
- le maillage des acteurs : partenariat, interconnaissance
- la présence des services médico sociaux

les freins:

- le manque de moyens, de services
- le manque de transport dans le rural
- le manque de coordination, d'information sur les prises en charge
- les problématiques de mobilité des personnes

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

PORTRAIT SOCIAL DE TERRITOIRE
Sicoval-Maison des solidarités de Castanet du CD 31

un diagnostic social co-construit qui a fait émerger des axes de travail prioritaires:

- ✓ l'inclusion numérique
- ✓ La prise en compte du vieillissement de la population
- ✓ La lutte contre les précarités
- ✓ La compréhension des problématiques éducatives et familiales

Sicoval Le Sud-Est Toulousain

Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

plan d'actions opérationnelles du portrait social de territoire

Sicoval-Maison des Solidarités de Castanet-CD31

GT CAS 26 novembre 2019

TERRE CRÉATIVE & SOLIDAIRE

www.sicoval.fr

Un plan d'actions pour une cohésion sociale de territoire

- Dans un cadre partenarial

- un accord cadre de partenariat 2018-2020 entre les 2 collectivités intégrant un volet sur l'action sociale (axe 7 « une coopération en matière d'action sociale renforcée
- La convention territoriale globale

- en cohérence avec des politiques territoriales

- La feuille de route de la transformation numérique du Sicoval
- Le schéma départemental en faveur des personnes âgées
- Les politiques de lutte contre les exclusions

- Une mise en œuvre en complémentarité des actions engagées

Sicoval Le Sud-Est Toulousain

L'analyse partagée sur chaque thématique,

les chiffres mis à l'épreuve de la perception des acteurs



SICOVAL
Le Sud-Est Toulousain

LES GROUPES TECHNIQUES « ETUDE - ACTIONS »

- **des groupes « étude actions » co-animés par le Sicoval et la MDS de Castanet**

- **des réflexions entre professionnels lors de 3 sessions sur les thématiques de l'inclusion numérique, du vieillissement, et des précarités:**

  - les techniciens des CCAS et des centres sociaux
  - Les professionnels médico-sociaux de la Maison Des Solidarités de Castanet
  - Les professionnels du Sicoval: PIJ, emploi-insertion, transformation numérique, prévention et cohésion sociale, coordonnatrice parentalité, service gestion relation population et le réseau des agents d'accueil des communes, direction soutien à l'autonomie, service habitat, …
  - des partenaires: CAF, MSA, MAIA, CPAM, service insertion du CD31, Mission locale HG, associations caritatives…

- **une démarche identique sur chaque axe:**

  - partager et comprendre les difficultés rencontrées sur le territoire
  - identifier les ressources et les réponses manquantes
  - préconiser des actions opérationnelles qui font consensus

Sicoval
Le Sud-Est Toulousain

l'inclusion numérique

problématiques soulevées:

- manque de visibilité des points d'accès au numérique sur le territoire
- difficultés des aidants numériques qui font « à la place de »
- frein psychologique chez certains usagers
- frein financier des usagers les plus modestes
- problématique de maîtrise de la langue

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

le vieillissement de la population

problématiques soulevées:

- l'isolement social et /ou géographique
- la difficulté d'acceptation du vieillissement
- la précarité et l'accès aux droits
- les difficultés de recrutement et de maintien dans l'emploi des aides à domicile

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

la lutte contre les précarités

- **problématiques soulevées:**
  - ❖ Les précarités financières
  - ❖ Les précarités liées au logement
  - ❖ La problématique de mobilité
  - ❖ l'isolement et manque d'estime de soi
  - ❖ La prévention des précarités

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Axe inclusion numérique

Préconisations du groupe	Actions prévues , démarches à engager
Repérer et rendre lisible l'offre en d'accès numérique sur le territoire	**- mise à disposition auprès des professionnels et des Elus du territoire d'une cartographie dynamique des Points d'accès au numérique**
Outiller les professionnels au numérique	**- Poursuite de l'expérimentation sur l'outil aidants connect** **- Mise en place d'ateliers entre professionnels**: - sur les aspects juridiques - échanges de pratiques avec un médiateur numérique axé social chevronné **- Communiquer sur les interventions d' organismes et d'institutions pour la démonstration de leur site** (CAF/CPAM)
Permettre des temps d'accompagnement supplémentaires aux démarches administratives	**- Impulser le développement d' actions type « cafés démarches » sectorisés**
Lever le frein psychologique chez certains usagers	- Développer la mise en place d'ateliers
Lever le frein financier des usagers les plus modestes	- mise à disposition de matériel à moindre coût
Développer les actions permettant la maîtrise de la langue et langage administratif	- à lier avec des actions menées auprès d'usagers

Axe « vieillissement de la population »

Préconisations du groupe	Actions prévues, démarches à engager
Réduire l'isolement social et /ou géographique	- Améliorer le repérage des personnes isolées - Mettre en place des cellules de coordination et de veille multipartenariales communales
Lutter contre les précarités, permettre l'accès aux droits	- Actions en lien avec la lutte contre les groupes précarités et inclusion numérique
Aider au recrutement et au maintien dans l'emploi des aides à domicile	Organiser un événement type forum de l'emploi pour valoriser le métier d'aide à domicile et favoriser le recrutement

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Axe « lutte contre les précarités »

Préconisations du groupe	Actions prévues, démarches à engager
Lutter contre les précarités financières	- mise en place de petits déjeuners territorialisés avec les acteurs sociaux et associatifs caritatifs - Poursuite des rencontres/ acteurs avec développer le lien avec l'économie circulaire et l'économie sociale et solidaire
Soutenir l'accès et le maintien dans le logement précarités liées au logement	- Travail sur la prévention des impayés de loyers et des expulsions locatives - Repérage des dispositifs existants en matière de logement solidaire (types intergénérationnels, résidences….)
Lutter contre l'isolement et favoriser l'estime de soi	- développer des actions autour du bien-être, revalorisation de soi - développer des actions autour du lien social

SICOVAL Le Sud-Est Toulousain

Sicoval
Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain

Portrait de territoire 2018



Sommaire

Édito 3

PARTIE 1
ÉLÉMENTS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES 4

Un territoire périurbain 4

Une croissance soutenue de la démographie 6

Un territoire accueillant 9

Une prépondérance des jeunes et des seniors en 2032 11

Des structures familiales impactées par le vieillissement 12

Un niveau de revenu hétérogène 13

Un territoire particulièrement "actif" 14

Un parc de logements qui amorce sa mutation 18

Un enseignement et une éducation pour tous les publics 20

PARTIE 2
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL 26

Un aménagement du territoire raisonné 26

L'habitat, un secteur en mutation 30

Le développement économique, ressort essentiel du territoire 37

Transports et déplacements : des usages en mutation 51

Transition écologique : un territoire engagé 56

Le Très haut débit sur tout le territoire dès 2022 63

PARTIE 3
SERVICES AUX HABITANTS, AUX COMMUNES ET CADRE DE VIE 66

Le cycle de l'eau, un enjeu pour le territoire 66

Gestion des déchets : un territoire exemplaire 75

La voirie, enjeu majeur pour les déplacements locaux 79

Des espaces naturels et agricoles à préserver et valoriser 81

PARTIE 4
SOLIDARITÉ, COHÉSION ET ACTION SOCIALES 84

Petite enfance : un niveau d'accompagnement particulièrement élevé 84

Enfance et jeunesse : un maillage de services adaptés à chaque génération 92

Des services confrontés au vieillissement accéléré de la population 104

La cohésion sociale : une exigence face aux mutations sociétales 108

Prévention et sécurité : s'adapter aux évolutions du territoire 128

NOS SOURCES ET NOS PARTENAIRES 131

Édito

Mieux connaître notre territoire est un préalable incontournable à nos choix politiques. Le Portrait de territoire 2018 est un outil essentiel à cette indispensable connaissance : il propose en effet un instantané des composantes sociodémographiques de notre territoire et des effets des principales actions menées par notre intercommunalité dans le cadre de ses compétences.

Cette publication s'inscrit pleinement dans la démarche d'observation globale et d'évaluation, voulue et soutenue par le Conseil de communauté. Elle permet à tout un chacun d'avoir une connaissance fine et actualisée des phénomènes qui caractérisent notre territoire. Elle offre un certain nombre de clés permettant une meilleure compréhension des enjeux locaux. Complémentaire à « Nos communes en chiffres », document publié en octobre 2018, elle vient élargir notre champ de vision et d'analyse. À ce titre, le Portrait de territoire 2018 contient les bases fondamentales d'aide à la décision pour les élus que nous sommes.

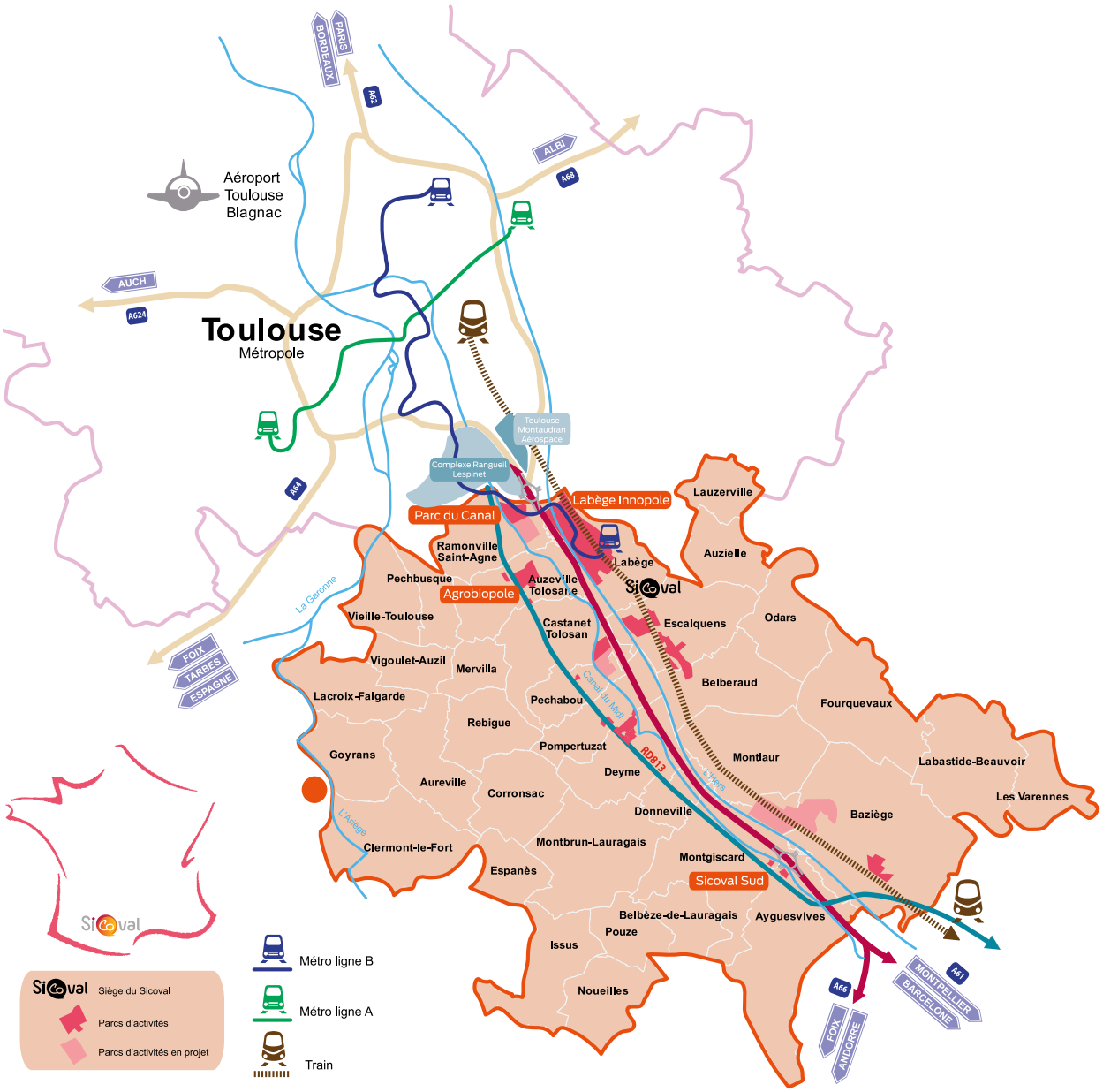
Je tiens à remercier l'ensemble des élus et des techniciens qui ont contribué à l'élaboration de ce document. Il est le fruit d'un travail considérable et d'une forte mobilisation de tous ses contributeurs.

Je ne doute pas que nous ferons bon usage de cette publication, dans une logique d'enrichissement de nos débats et d'amélioration continue de nos compétences et de leur mise en œuvre.

Jacques Oberti,
Président de la Communauté d'agglomération du Sicoval

Un territoire périurbain

Situé au sud-est de l'agglomération toulousaine, le Sicoval est un territoire entre ville et campagne, emblématique du Lauragais. Il constitue à la fois une porte d'entrée de Toulouse et une ouverture vers la Méditerranée. Il est un véritable bassin de vie dans lequel les fonctions de centralité sont partagées par plusieurs communes. Il est traversé par trois grandes voies de déplacements qui structurent le territoire et sont essentielles à son attractivité.



A 61, Autoroute des 2 mers, 2 échangeurs sur le territoire
Route départementale 813, qui traverse le territoire
Route départementale 820, qui longe le Sicoval à l'Ouest
Voie ferrée Toulouse-Narbonne

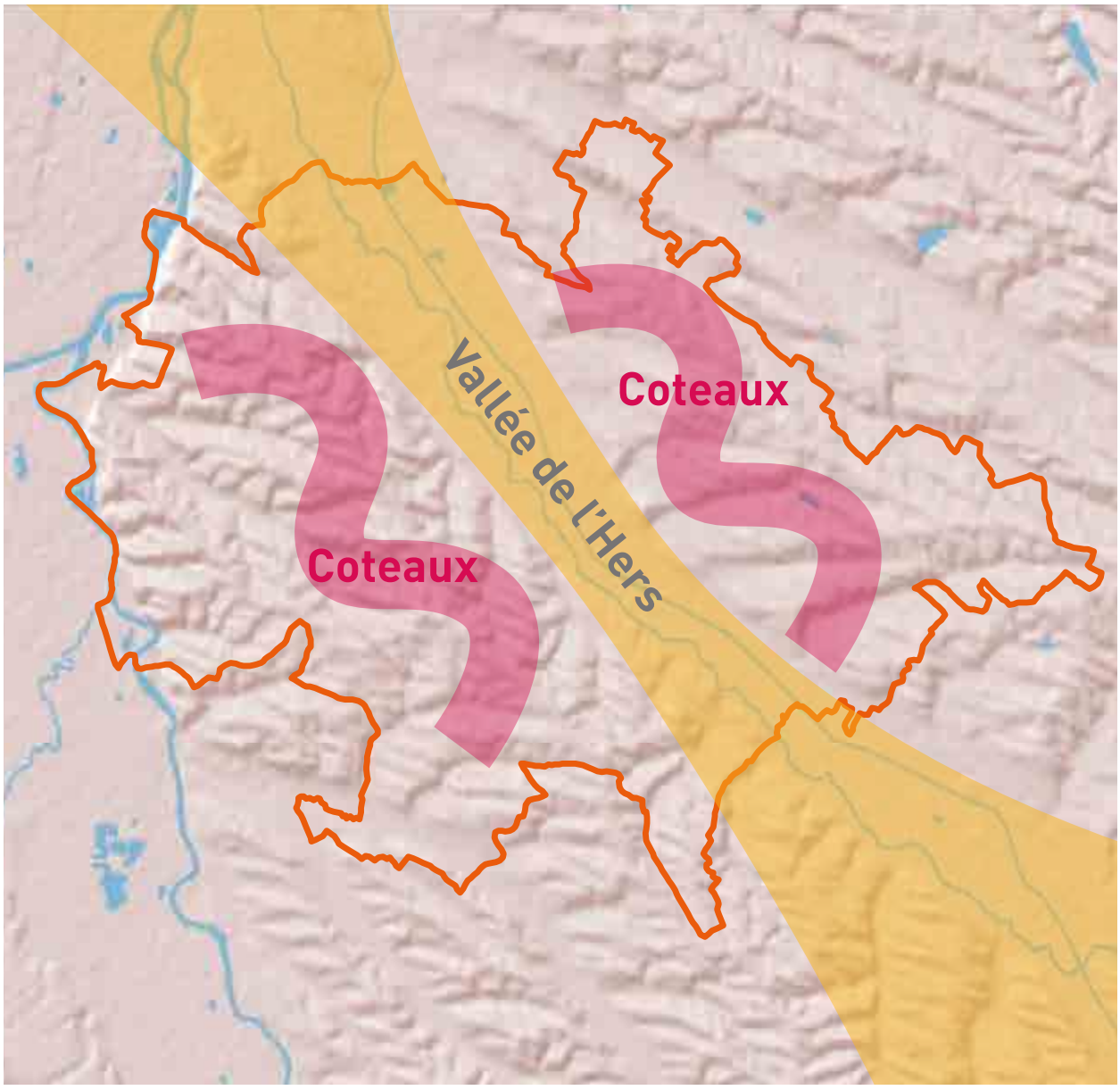
Repères géographiques

Le territoire du Sicoval regroupe **36 communes** aux profils très différents mais complémentaires :

- **au nord, des territoires fortement urbanisés offrant** une diversité résidentielle et d'équipements. Ils concentrent aujourd'hui l'essentiel de la desserte en transport en commun et de l'offre d'emplois,
- **au sud, des communes moins denses** et dominées par les paysages agricoles. Véritables réservoirs de biodiversité et de ressources foncières nécessaires au maintien de l'activité agricole, elles constituent le poumon vert de l'agglomération. Elles sont néanmoins influencées par le dynamisme de l'agglomération toulousaine et jouent un rôle important dans l'accueil de populations. Elles subissent, de fait, de profondes mutations qui nécessitent d'être anticipées pour maintenir les conditions du « bien vivre ensemble ».

Le Sicoval a su faire de cette diversité une force pour construire un territoire d'innovation pour les entreprises, au service des habitants et des usagers. Fondé sur le développement et la solidarité entre ses communes, il contribue à l'attractivité de l'agglomération toulousaine.

Composé d'une **vallée centrale** (la vallée de l'Hers), bordé de **coteaux** à l'Ouest et à l'Est, il est traversé par le **Canal du midi** du Nord au Sud. Ces éléments participent à la diversité des paysages.



Une croissance soutenue de la démographie

(Source : RP-Insee 2018, millésime 2015)

Influencée par le dynamisme et la proximité immédiate de la métropole toulousaine (4e aire urbaine de France), le Sicoval connaît depuis les années 1970 un développement démographique important.

Taux de croissance démographique 2010-2015 à l'échelle régionale

Sicoval :
+ 10,6 % soit + 2 % / an

Toulouse :
+ 6,8 % soit + 1,3 % / an

Toulouse-Métropole :
+ 7,3 % soit + 1,4 % / an

Communauté d'agglomération du Muretain :
+ 8,4 % soit + 1,6 % / an

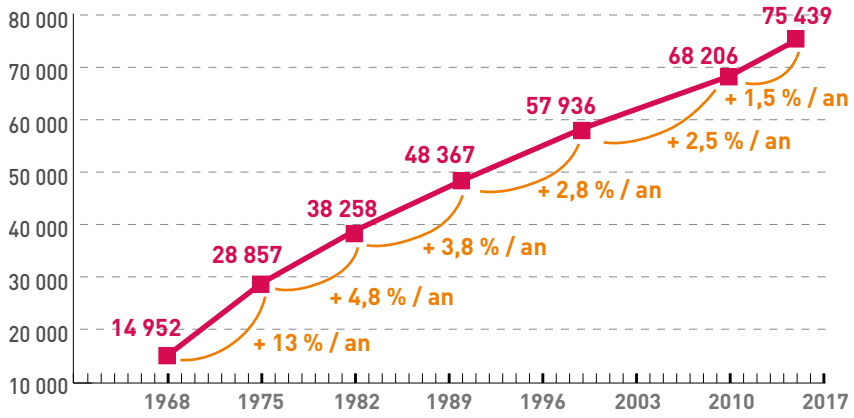
Communauté de communes Terres du Lauragais :
+ 7,7 % soit + 1,5 % / an

Aire urbaine :
+ 8 % soit + 1,6 % / an

Haute-Garonne :
+ 7,4 % soit + 1,4 % / an

Occitanie :
+ 4,6 % soit + 0,9 % / an

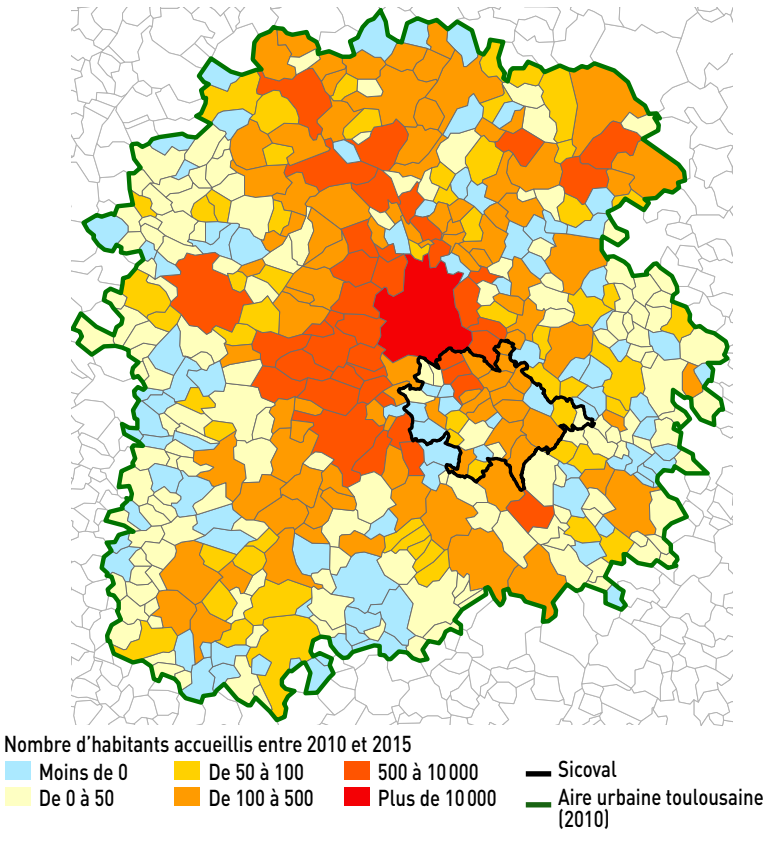
Évolution de la population du Sicoval



UNE DYNAMIQUE INÉDITE AU PLAN LOCAL

Sur la période **2010-2015**, le territoire a accueilli **7 233 habitants supplémentaires**, soit **1 447 nouveaux habitants en moyenne chaque année**. Avec un taux de croissance annuel moyen de 2 %, le Sicoval absorbe **7,3 % de la population nouvelle de l'aire urbaine** alors qu'il ne représente que 6,2 % de sa superficie. Il est l'un des territoires les plus dynamiques en termes de croissance démographique de ce périmètre.

Nombre d'habitants accueillis par communes sur l'aire urbaine toulousaine entre 2010 et 2015

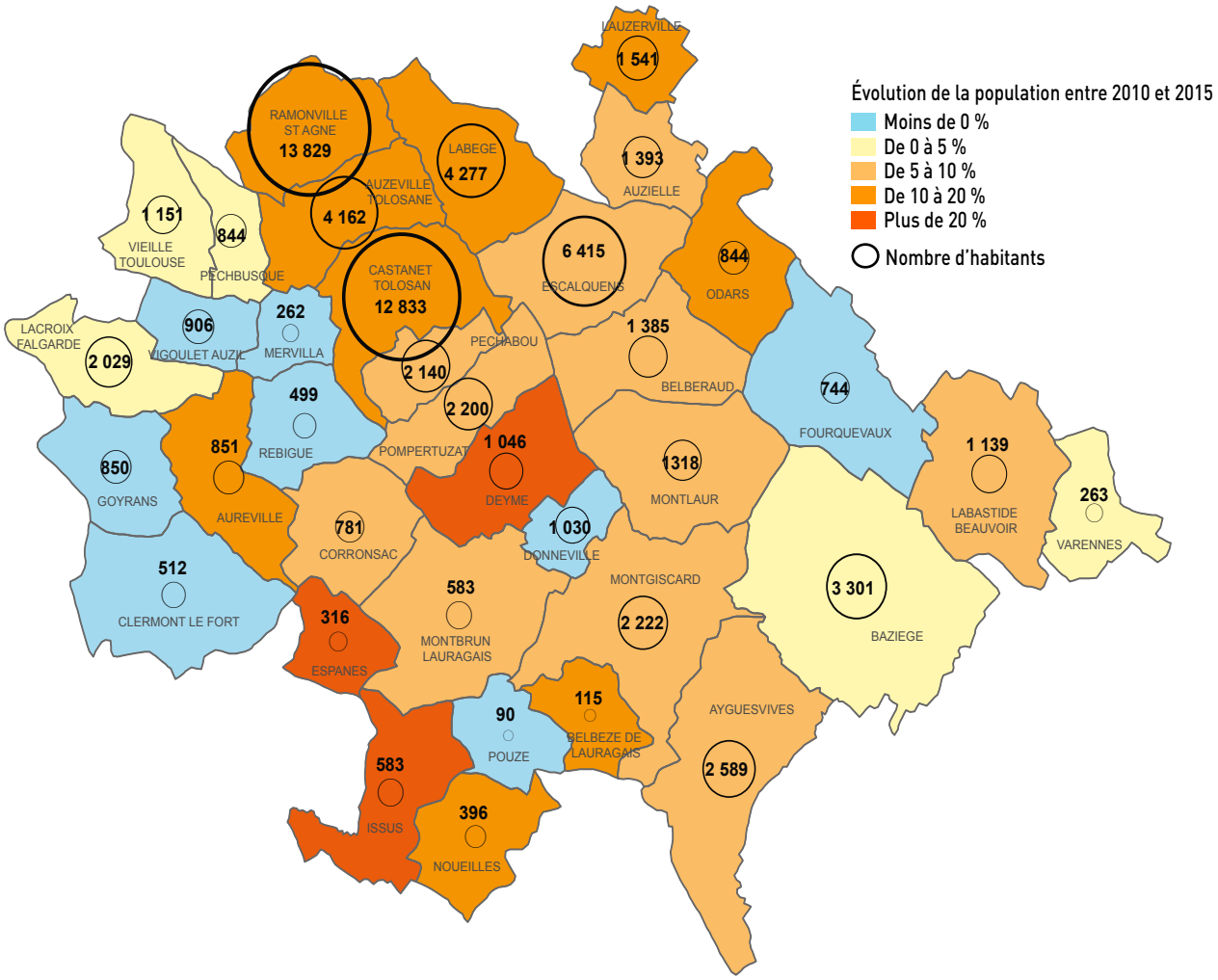


UNE CROISSANCE INÉGALEMENT PARTAGÉE

Cette forte croissance démographique est **inégalement répartie** sur le territoire du Sicoval :

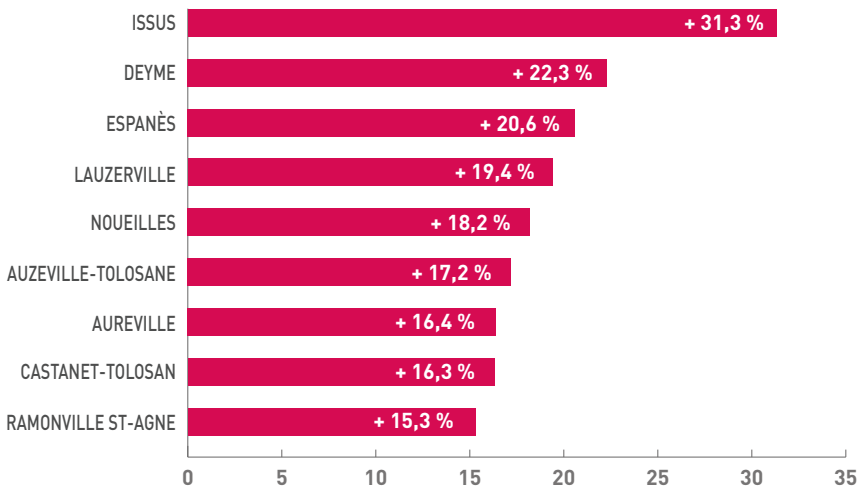
- Ramonville Saint-Agne et Castanet-Tolosan ont accueilli à elles seules la moitié des nouveaux habitants du territoire, avec respectivement 1 825 et 1 800 habitants supplémentaires entre 2010 et 2015,
- 8 communes ont perdu des habitants sur la même période.

Population municipale en 2015



En termes d'effort d'accueil (part de la population supplémentaire par rapport au nombre d'habitants d'une commune), **Issus arrive en 1re position :** entre 2010 et 2015, sa population augmente de 31,3 % (soit + 139 habitants). Elle est suivie par Deyme, qui affiche une hausse de 22,3 % (soit + 191 habitants), et Espanès, dont la population a cru de 20,6 % (soit + 54 habitants).

Zoom sur les plus importantes progressions de population



NATALITÉ : UNE SITUATION AMBIVALENTE

Avec 822 naissances et un **taux de natalité record de 11,1 ‰ en 2014**, le Sicoval connaît une dynamique positive en termes de naissances. Ce taux de natalité reste tout de même inférieur à celui des autres collectivités de la région :

- plus de 12 ‰ pour le Muretain et la Haute-Garonne,
- plus de 13 ‰ pour l'aire urbaine et Toulouse-Métropole.

De plus, cette dynamique semble légèrement s'essouffler en 2015 avec un taux de 10,3 ‰.

DÉFINITION

TAUX DE NATALITÉ : rapport entre le nombre de naissances et la population totale. Il est exprimé pour 1 000 habitants.

BEAUCOUP DE JEUNES, PEU DE JEUNES MÉNAGES

La pyramide des âges du Sicoval présente plusieurs spécificités :

- une forte présence de ménages de 40 à 65 ans,
- une fuite des très jeunes ménages ou des jeunes actifs (entre 22 et 30 ans),
- des jeunes (12-21 ans) qui représentent 14 % de la population.

DÉFINITIONS

SOLDE NATUREL : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès.

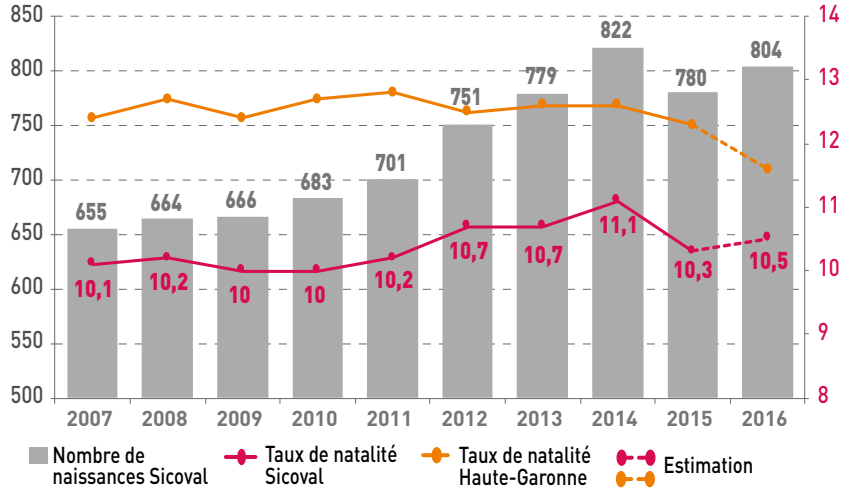
SOLDE MIGRATOIRE : différence entre le nombre de personnes qui s'installent sur le territoire et le nombre de personnes qui le quittent.

UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE PORTÉE PAR LE SOLDE MIGRATOIRE

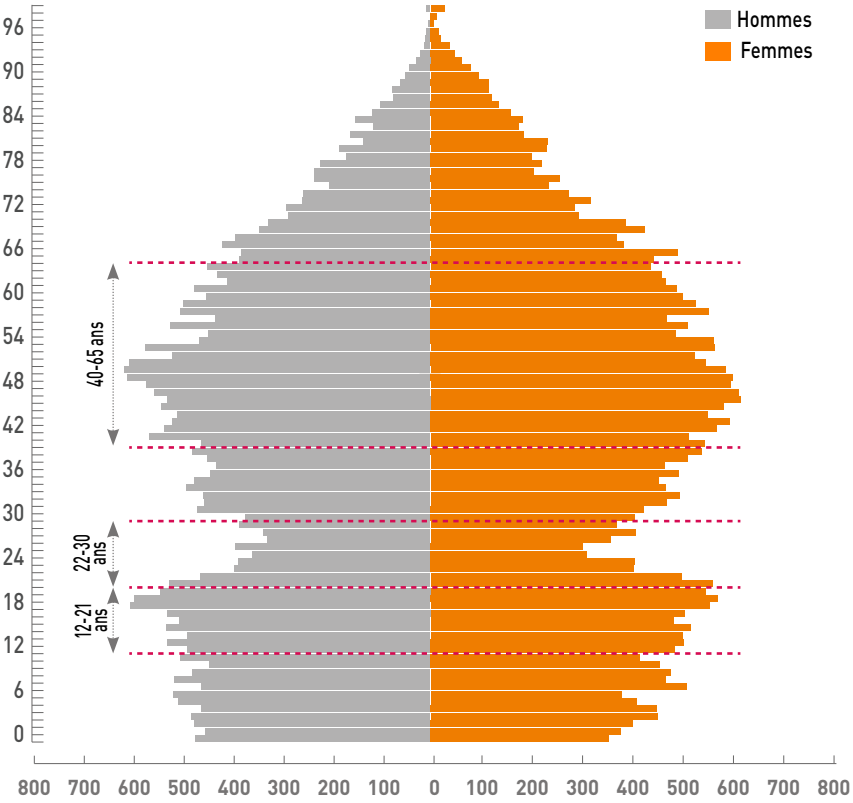
L'augmentation de la population du Sicoval est liée à deux phénomènes :

- un solde migratoire extrêmement dynamique : **77 % des nouveaux habitants sont des entrées de population** sur le territoire,
- un solde naturel positif : compte tenu du nombre de décès (450 en 2016) et du nombre de naissances (804 en 2016), le **solde naturel du territoire est excédentaire** (+ 354). Ce solde ne représente cependant que **23 %** de l'évolution de la population.

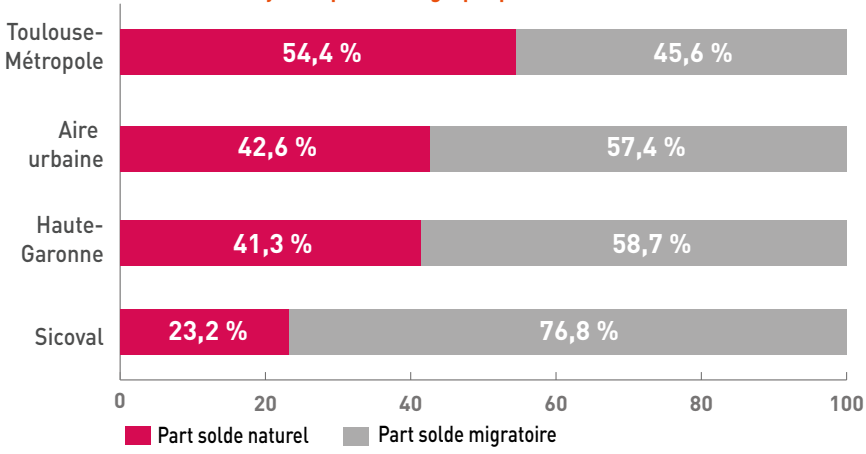
Évolution du taux de natalité



Pyramide des âges du Sicoval



Dynamiques démographiques locales



Un territoire accueillant

(Source : RP-Insee 2018, millésime 2015)

Toulouse et son aire urbaine font partie des zones françaises qui accueillent le plus de nouveaux habitants, en raison notamment de ses pôles d'activité, de sa qualité de vie... Près de 13 % de la population (soit 9 598 personnes) qui habite le territoire en 2015 a déménagé 1 an auparavant.

DES HABITANTS MOBILES

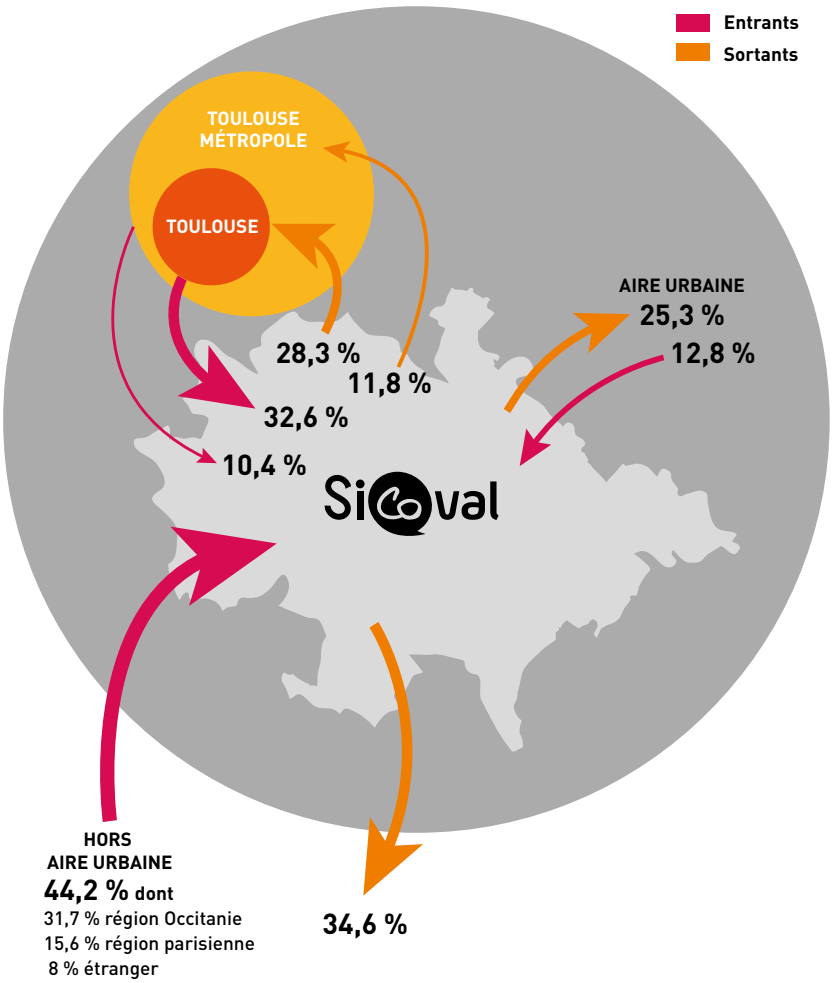
En 2015, **6 215** nouveaux habitants viennent **d'une commune extérieure au Sicoval** : nous les nommerons **"les entrants"**.

Pendant la même période, **4 359** personnes **se sont installées hors du territoire** du Sicoval : nous les nommerons **"les sortants"**.

Plus de **44 %** des **entrants** viennent d'un territoire **autre que celui de l'aire urbaine.**

La ville de Toulouse exerce une forte influence sur le territoire du Sicoval, les flux d'entrants et de sortants entre **Toulouse et le Sicoval** avoisinant le **tiers des migrations résidentielles**.

Flux des entrants et des sortants



LES JEUNES FAMILLES AISÉES AU CŒUR DES MIGRATIONS RÉSIDENTIELLES

Une majorité de jeunes familles

En 2015, ce sont plutôt de jeunes familles qui arrivent sur le territoire :

- **27 %** des entrants ont **moins de 19 ans**,
- **25 %** ont entre **30 et 44 ans**.

Ces familles ont **tendance à rester** sur le territoire puisqu'elles représentent à elles seules 52,5 % des entrants contre 43 % des sortants.

Des étudiants et des jeunes actifs très mobiles

Les **jeunes de 20 à 29 ans** représentent **32 % des entrants** en 2015. Mais ils constituent également **38 % des sortants.**

Il semble que les jeunes de cette tranche d'âge, dont la mobilité est très importante, **s'installent** sur le territoire **pour effectuer leurs études** supérieures, mais qu'ils **n'y restent pas** nécessairement lorsqu'ils entrent dans la vie active.

Des sortants chez les 45 à 64 ans et des retraités peu mobiles

Parmi les sortants de 45 à 64 ans, on relève un **nombre important de personnes au chômage (17 %).**

Les entrants au chômage dans cette tranche d'âge représentent 13 %.

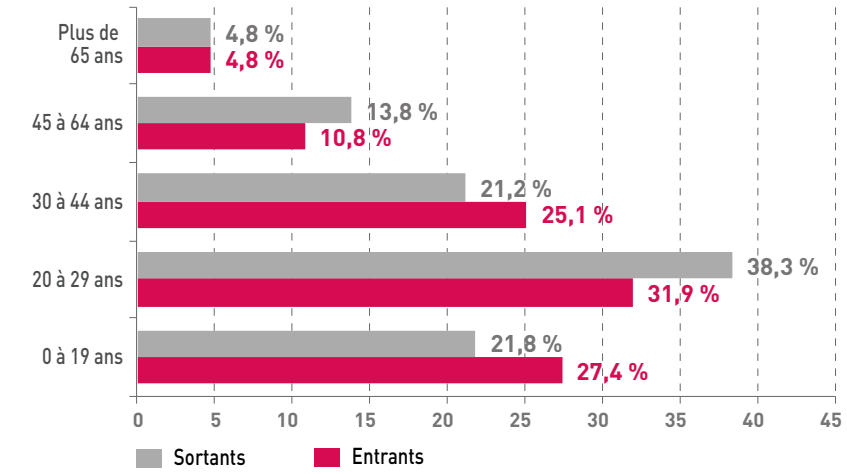
Plus les habitants avancent en âge, moins ils sont mobiles : **5 % des flux** résidentiels concernent les **personnes de plus 65 ans**, alors qu'ils représentent plus de 16 % de l'ensemble de la population.

Des entrants essentiellement cadres

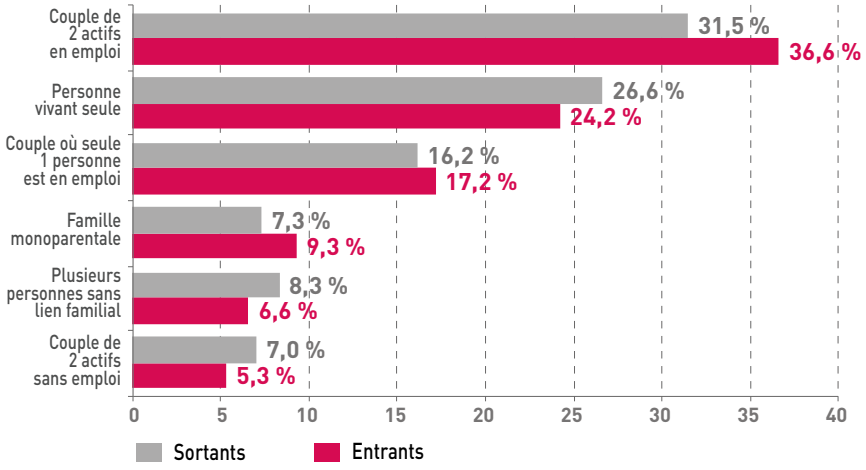
36,6 % des entrants sont des familles dont les 2 adultes sont des **actifs en emploi.**

Parmi les actifs entrants, **30,6 %** ont une **profession intermédiaire** et **29,2 %** sont des **cadres** ou exercent une **profession intellectuelle supérieure**.

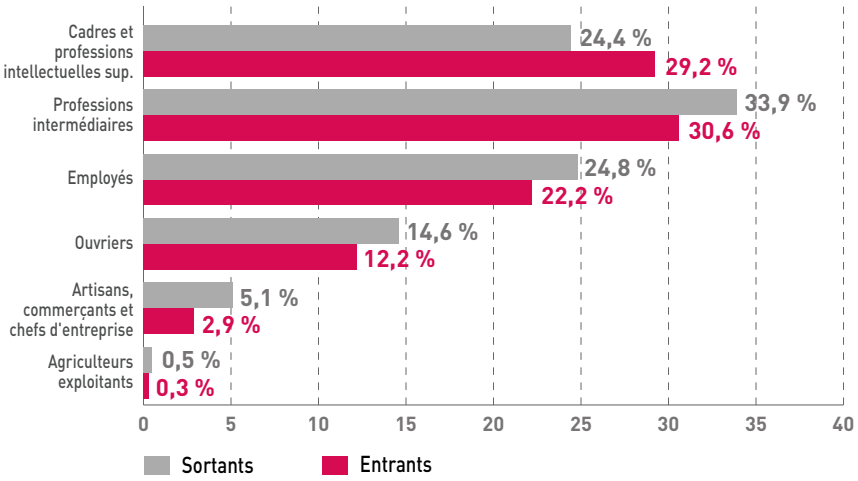
Migrations résidentielles par âge



Migrations résidentielles par type de ménages



Migrations résidentielles par catégories socioprofessionnelles



Plus de départs que d'arrivées pour les autres professions

7 % des sortants sont des couples dont les 2 adultes sont des **actifs sans emploi** (contre **5,3 %** des entrants).

Parmi les actifs sortants, **58,7 %** exercent une **profession intermédiaire ou sont employés.**

Une prépondérance des jeunes et des seniors en 2032

(Source : Prospective Omphale-Insee)

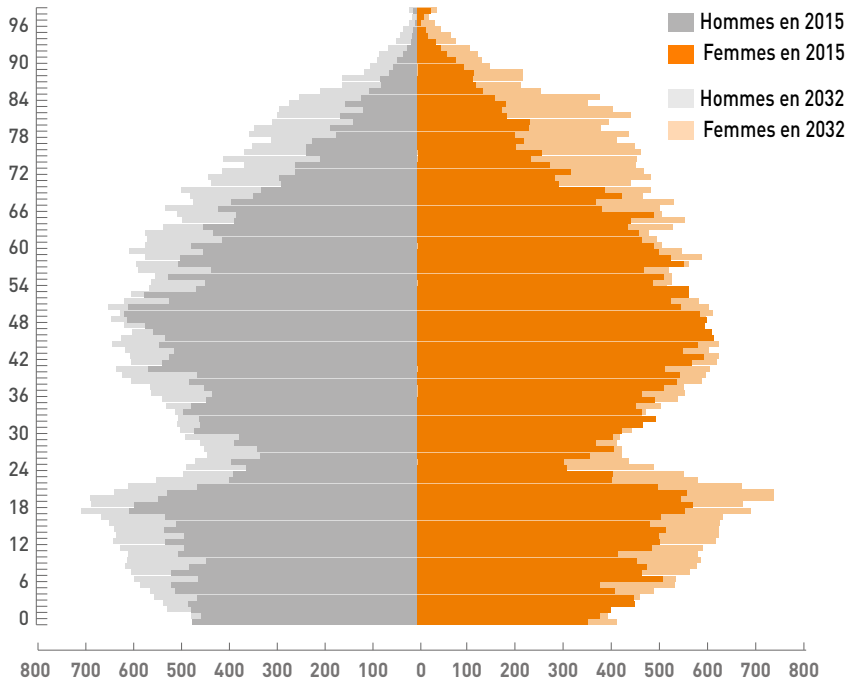
À l'horizon 2032, le territoire devrait compter 93 500 habitants, ce qui représente une croissance de 24 % en 17 ans.

En 2032, le nombre de jeunes de **15 à 22 ans devrait augmenter de façon significative**.

Si les tendances observées sur la période récente se maintiennent, le Sicoval devrait compter près de **20 451 personnes de plus de 65 ans**, qui représenteraient **22 % de la population totale**.

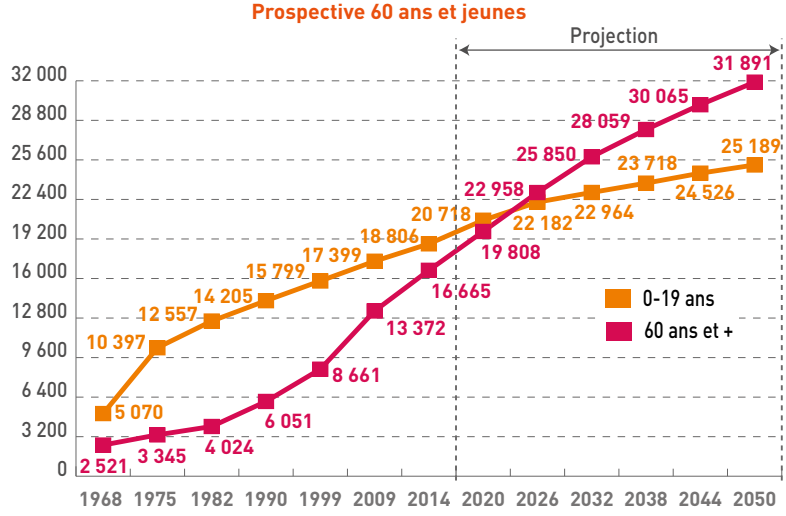
On constate également que « le creux » de la pyramide des âges 2015 sur la tranche d'âge des 25-40 ans se reporte sur celle de 2032.

Pyramide des âges du Sicoval à l'horizon 2032



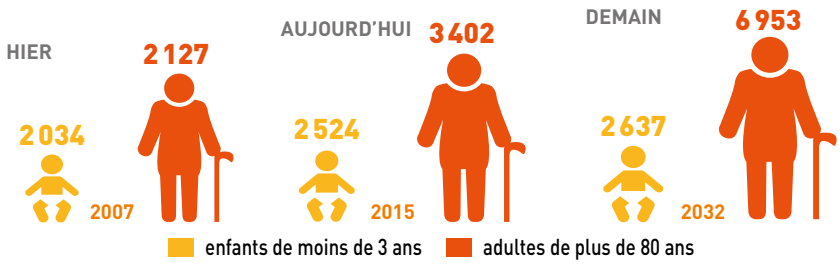
L'Insee prévoit un croisement des courbes des moins de 20 ans et des plus de 60 ans en 2023. L'Analyse des besoins sociaux de 2014 (Sicoval) estimait que ce croisement devait se réaliser en 2018.

Prospective 60 ans et jeunes



Dans cette même tendance prospective à **2032**, le Sicoval compterait **2,6 personnes âgées** de plus de 80 ans pour **1 bébé** de moins de 3 ans.

Évolution des - de 3 ans et des + de 80 ans



Des structures familiales impactées par le vieillissement

(Source : Insee, Filosofi)

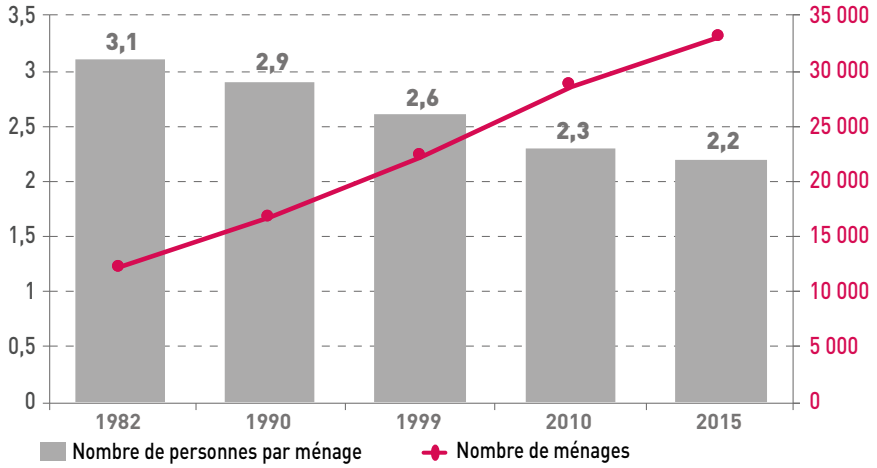
En termes de structures familiales, la population du Sicoval n'échappe pas aux mêmes tendances identifiées au plan national : croissance du nombre de ménages de petites tailles et augmentation des familles monoparentales.

DES MÉNAGES TOUJOURS PLUS NOMBREUX ET PLUS PETITS

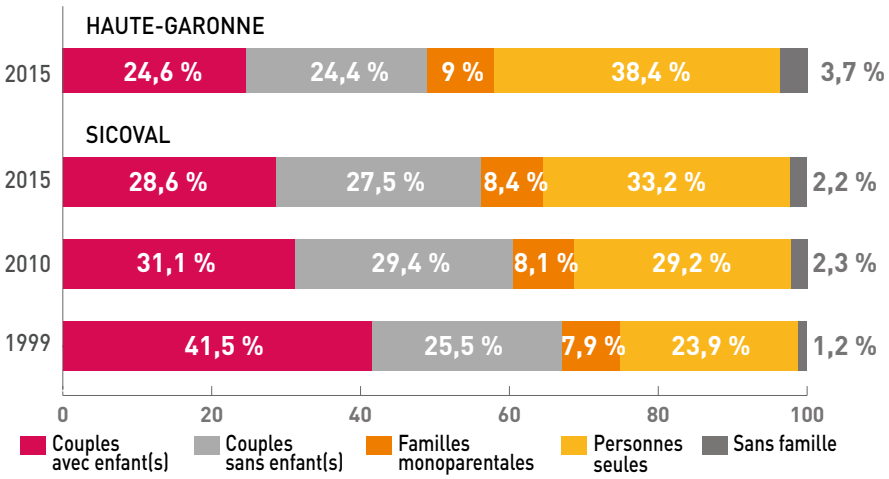
Le nombre de **ménages** tend **à croître plus vite que la population** : en 2015, plus de **33 054 ménages** habitent le territoire. Soit une augmentation de 49 % depuis 1999, alors que la population progresse de 30 % en 16 ans.

Cette croissance rapide des ménages est liée à l'augmentation du nombre de ménages de petite taille. Alors que la moyenne par ménage était de **3,1 personnes en 1982**, elle passe à **2,2 en 2015**. Cette diminution est constatée sur l'ensemble du territoire national. Imputable en grande partie au vieillissement de la population et aux comportements de décohabitation, la baisse de la taille des ménages est quasiment inéluctable.

Évolution du nombre de personnes par ménage



Évolution de la composition familiale des ménages



UN TERRITOIRE TRÈS FAMILIAL

Sur le territoire, un **tiers des ménages** (33 %) est constitué **d'une seule personne** en 2015. Ces ménages représentent 14 % de la population totale. Il s'agit principalement des jeunes de 20 à 24 ans vivant seuls (37 % des jeunes) et des seniors de plus de 65 ans (24 % des seniors).

Sur la période 1999-2015, on observe également une diminution du nombre de couples avec enfants et une augmentation des foyers monoparentaux. Même si les enfants restent de plus en plus tardivement chez leurs parents, la part des couples avec enfant(s) chute de 13 points. Comparativement à la Haute-Garonne, la proportion de couples avec ou sans enfant(s) est supérieure sur le Sicoval. En 2015, **2 785 familles monoparentales** résident sur le Sicoval, représentant **13 % des familles.** Dans huit cas sur dix, ces ménages monoparentaux sont assumés par des femmes, qui habitent à Ramonville et Castanet dans 43 % des cas.

DÉFINITIONS

MÉNAGE : ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans qu'elles soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne.

FAMILLE : ménage comprenant au moins 2 personnes (couple avec enfant(s) ou adulte avec enfant(s), c'est alors une famille monoparentale).

MÉNAGE SANS FAMILLE : ménage de plusieurs personnes sans lien familial (colocation…).

Un niveau de revenu hétérogène

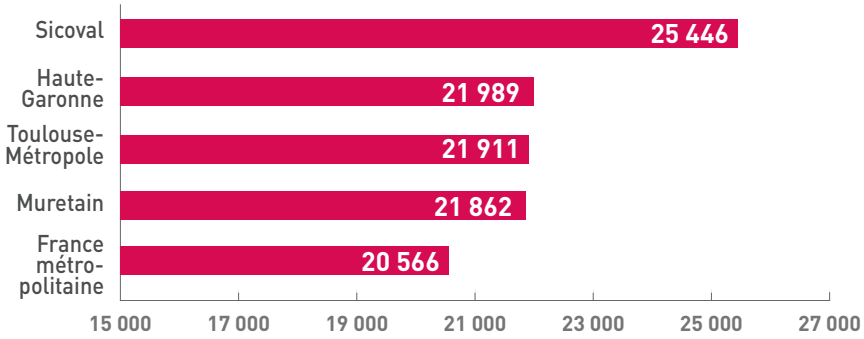
(Source : RP-Insee 2018, millésime 2015)

Le niveau élevé du revenu médian des habitants est une particularité héritée de l'histoire. Territoire situé à proximité d'un complexe scientifique allant de Rangueil jusqu'à Montaudran, le Sicoval a longtemps accueilli les cadres de ces entreprises, laboratoires, instituts de recherche. Ce constat tend aujourd'hui à s'atténuer.

UN REVENU MÉDIAN TRÈS ÉLEVÉ

La moitié des personnes habitant le Sicoval vit dans un ménage disposant d'un revenu de plus de **25 446 euros par an**, soit **2 120 euros par mois.** Ce revenu médian annuel est supérieur de plus de 3 450 euros à celui de la Haute-Garonne. Il place le Sicoval parmi les territoires du département où les revenus médians sont les plus élevés.

Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)



DES REVENUS D'ACTIVITÉS MAJORITAIRES

80 % des revenus des habitants proviennent des **revenus d'activité**, comme pour la plupart des collectivités de l'aire urbaine.

Seulement **3,5 %** des revenus sont issus de **prestations sociales**. Le territoire se distingue ici des collectivités voisines, où les prestations sociales représentent :

- 4,9 % des revenus pour la Communauté d'agglomération du Muretain,
- 5,1 % des revenus sur l'aire urbaine toulousaine,
- 5,7 % des revenus pour Toulouse-Métropole.

Origine des revenus



DÉFINITIONS

MÉDIANE : valeur qui partage la distribution des revenus en deux parties égales. Ainsi, 50 % des revenus se situent sous la médiane et 50 % se situent au dessus.

REVENU DISPONIBLE : désigne les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine et les prestations sociales (dont les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

DÉCILES : valeurs qui partagent en l'occurrence la distribution des salaires en dix parties égales. Le premier décile est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires et le neuvième décile est le salaire au-dessous duquel se situent 90 % des salaires.

RAPPORT INTER-DÉCILE DES REVENUS : utilisé pour mettre en évidence les écarts de revenus entre les plus riches et les plus pauvres : plus le rapport est important, plus les disparités sont grandes.

UNITÉ DE CONSOMMATION (UC) : revenu du ménage rapporté au nombre d'unités qui le composent. Celui-ci est évalué de la manière suivante :

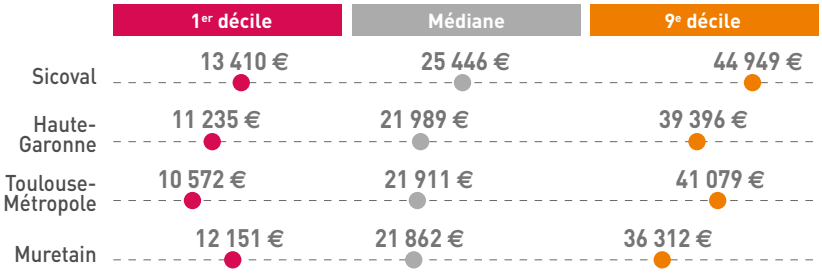
- le premier adulte du ménage compte pour une unité de consommation,
- les autres personnes de 14 ans ou plus comptent chacune pour 0,5,
- les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3....

UN TERRITOIRE QUI N'ÉCHAPPE PAS AUX ÉCARTS DE REVENUS

Même si le Sicoval a un revenu médian élevé, des écarts importants existent comme dans toute l'agglomération toulousaine : **10 % des ménages les plus aisés ont des revenus plus de 3,4 fois supérieurs aux plus modestes**.

Ce rapport inter-décile est de 3,5 pour la Haute-Garonne et l'aire urbaine, de 3,9 pour Toulouse-Métropole mais seulement de 3 pour la Communauté d'agglomération du Muretain.

Distribution des revenus annuels disponibles par déciles de niveau de vie (en €/UC)



Un territoire particulièrement "actif"

(Source : RP-Insee 2018, millésime 2015)

La politique volontariste de développement économique menée depuis sa création par le Sicoval et la proximité immédiate du complexe scientifique Rangueil-Montaudran sont quelques-uns des principaux éléments qui participent au niveau d'emploi élevé de la population du territoire.

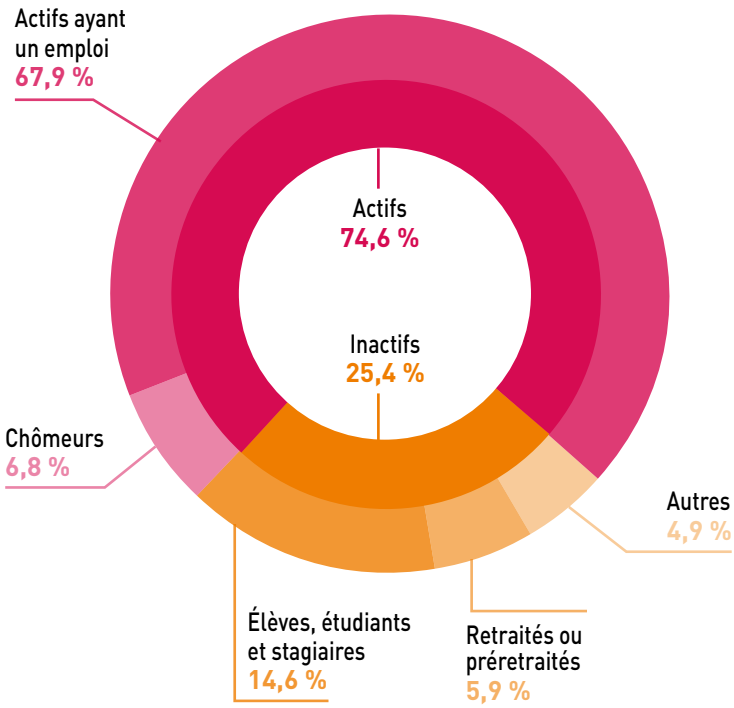
UN TAUX D'ACTIVITÉ QUI AUGMENTE

En 2015, le territoire du Sicoval compte **36 573 actifs** dont 91 % ayant un emploi et 9 % sont au chômage. Ce qui se traduit par un **taux d'activité** des personnes de 15 à 64 ans de **74,6 %** en 2015 (72,8 % en 2010). Ce taux est semblable à celui du Département et dans la moyenne des autres Communautés d'agglomération de la région toulousaine.

Ce taux d'activité est plus important chez les hommes (77,2 %) que chez les femmes (72,2 %).

En ce qui concerne les **15-24 ans**, le taux d'activité est nettement **plus bas sur le Sicoval (28,7 %)** que dans les autres collectivités (38 % en Haute-Garonne et 37,8 % sur Toulouse-Métropole).

Part des actifs et inactifs sur le territoire



DÉFINITIONS

TAUX D'ACTIVITÉ : rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population.

TAUX D'EMPLOI : part de la population en âge de travailler qui est en emploi. Le Conseil européen fixait comme objectif un taux d'emploi de 70 % pour 2010, objectif non atteint au niveau national.

ACTIFS : ensemble des personnes en âge de travailler exerçant une activité rémunérée ou déclarant en chercher une activement.

INACTIFS : personnes de plus de 15 ans qui ne sont ni en emploi ni au chômage : étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite...

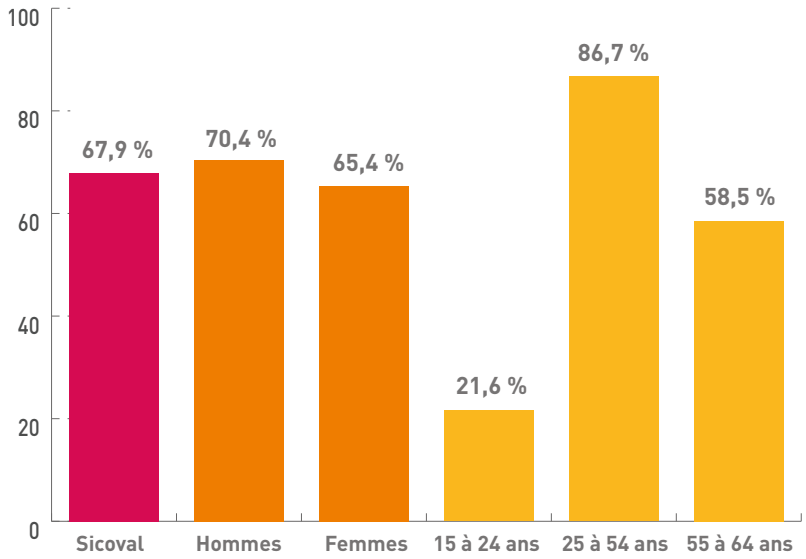
UN TAUX D'EMPLOI EXEMPLAIRE

Le taux d'emploi sur le Sicoval est de 67,9 %.
Ce chiffre est supérieur de :

- de 3 points par rapport au taux du Département,
- de 5,3 points par rapport à celui de Toulouse-Métropole,
- de 0,8 points par rapport à celui de la Communauté d'agglomération du Muretain.

Ce résultat est en grande partie lié au **taux d'emploi important des femmes** résidant sur le territoire du Sicoval : **65,4 %**. Il est de 61,8 % à l'échelle de la Haute-Garonne et de 59,3 % sur Toulouse-Métropole.
Le taux d'emploi des femmes sur notre territoire reste cependant inférieur à celui des hommes (70,4 %).
Le taux d'emploi des 25-54 ans est de 86,7 %. Celui des 55-64 ans est de 58,5 %. Ce qui représente près de 5,1 points et 4,7 points de plus que sur l'aire urbaine.
Le Sicoval enregistre par contre un **taux d'emploi assez bas chez les 15-24 ans**, comparativement aux autres collectivités : il est de 21,6 % pour le Sicoval, contre 27,3 % pour l'aire urbaine et la Haute-Garonne, et 27,2 % pour Toulouse-Métropole.

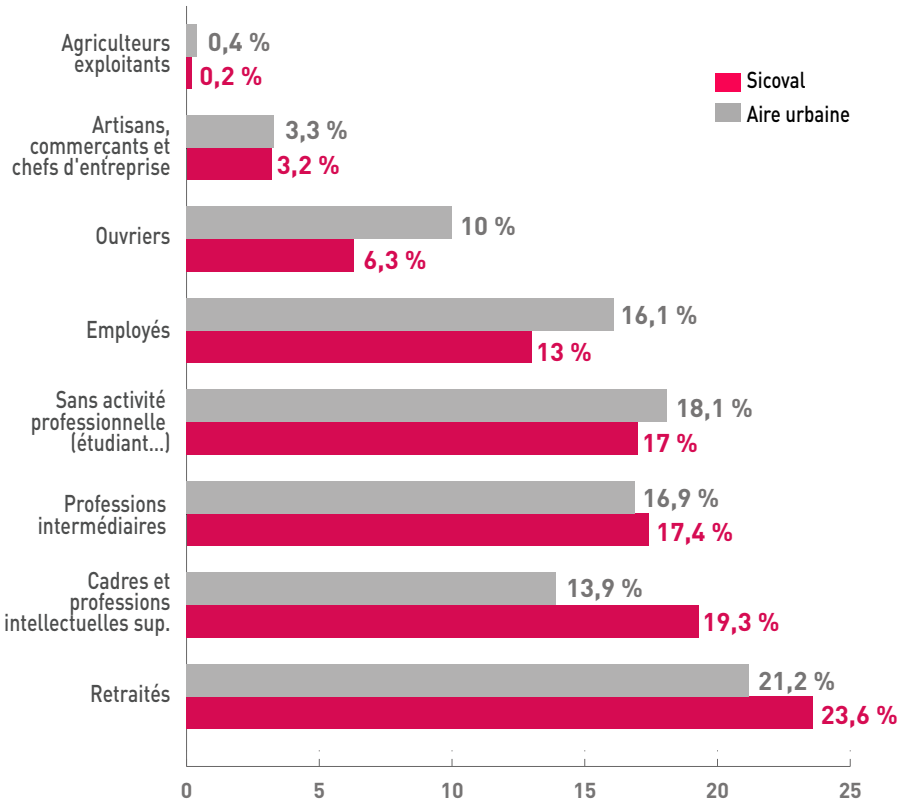
Taux d'emploi par sexe et par âge



UNE FORTE REPRÉSENTATION DES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES SUPÉRIEURES

Le Sicoval compte toujours **plus de cadres que ses collectivités voisines**, soit + 4,5 points que sur l'aire urbaine et + 2,5 points que sur Toulouse-Métropole (2015). Cet écart est cependant de moins en moins important, la proportion de cadres augmentant sur l'aire urbaine alors que celle du Sicoval reste dans les mêmes proportions depuis 5 ans.

Actifs par catégories socioprofessionnelles

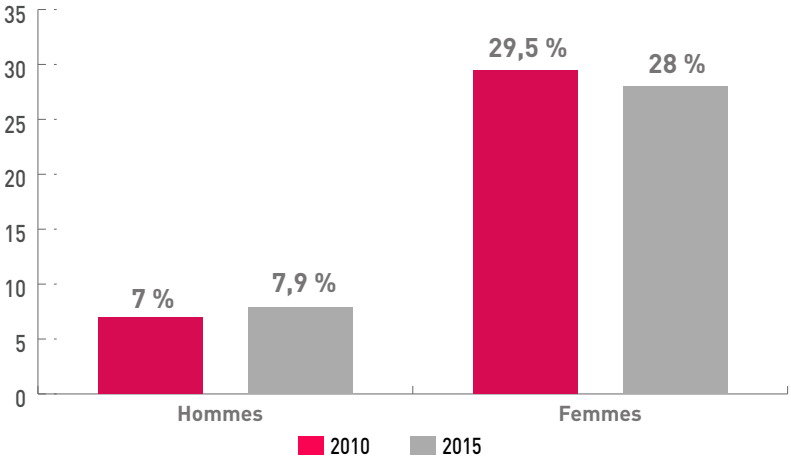


DES TEMPS PARTIELS ESSENTIELLEMENT FÉMININS

18,1 % des habitants du Sicoval de 15 ans ou plus travaillent à **temps partiel** en 2015. Ce chiffre est légèrement plus élevé que dans les collectivités limitrophes (Haute-Garonne/Communauté d'agglomération du Muretain/Toulouse-Métropole) où il oscille entre 17 et 17,5 %.

28 % des habitantes salariées sont à temps partiel, contre 7,9 % des hommes. Cet écart a cependant tendance à se resserrer (- 2,4 points d'écart entre 2010 et 2015), le nombre d'hommes à temps partiel augmentant alors que celui des femmes baisse.

Temps partiels



DES ACTIFS AUX CONTRATS MAJORITAIREMENT PÉRENNES

Près de **77 %** des actifs du Sicoval ont un **emploi pérenne** (CDI ou fonction publique).

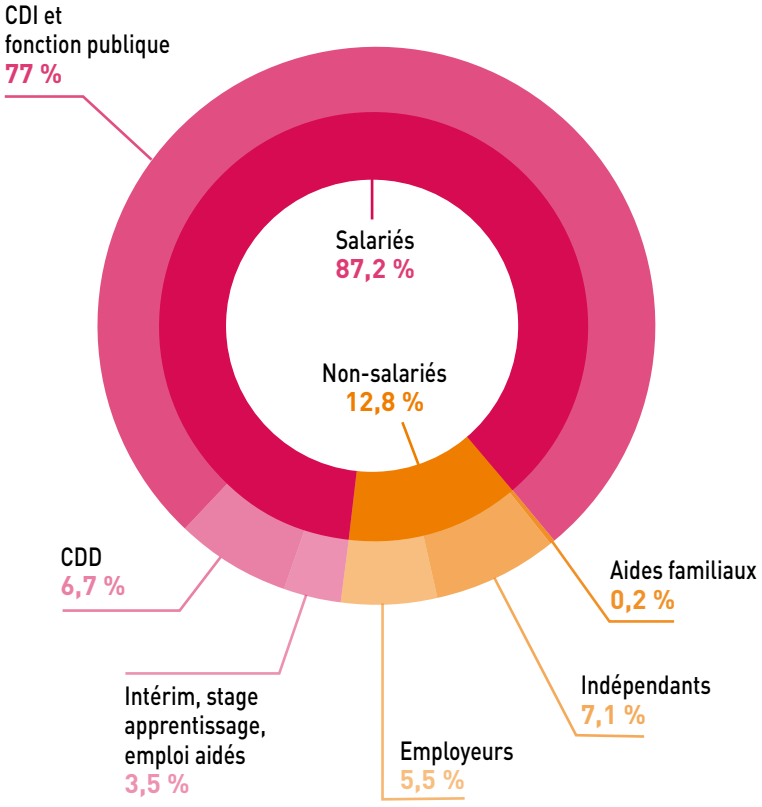
Ce chiffre est supérieur à celui de l'aire urbaine (74,9 %) et de Toulouse-Métropole (73,6 %), mais inférieur à celui de la Communauté d'agglomération du Muretain (78,4 %).

La part importante d'actifs en emplois pérennes se traduit par une proportion de CDD, d'emplois en intérim, d'emplois aidés ou en apprentissage moins importante qu'ailleurs.

10,2 % des actifs résidants sur le Sicoval sont en **emploi non pérenne**. **Les femmes** sont presque **deux fois plus nombreuses en CDD** que les hommes, proportion légèrement supérieure sur le territoire par rapport aux autres collectivités de la région toulousaine.

Les **actifs non-salariés** (professions indépendantes, employeurs ou aides familiaux) représentent **12,8 %** des actifs du territoire, contre 10,8 % sur la Communauté d'agglomération du Muretain ou 11,4 % pour Toulouse-Métropole. **40 %** des **actifs non-salariés** du territoire **sont des femmes**. Par contre, elles ne sont que 12 % à avoir le statut d'employeur.

Types de contrats



DES SALAIRES GLOBALEMENT PLUS CONFORTABLES QU'AILLEURS

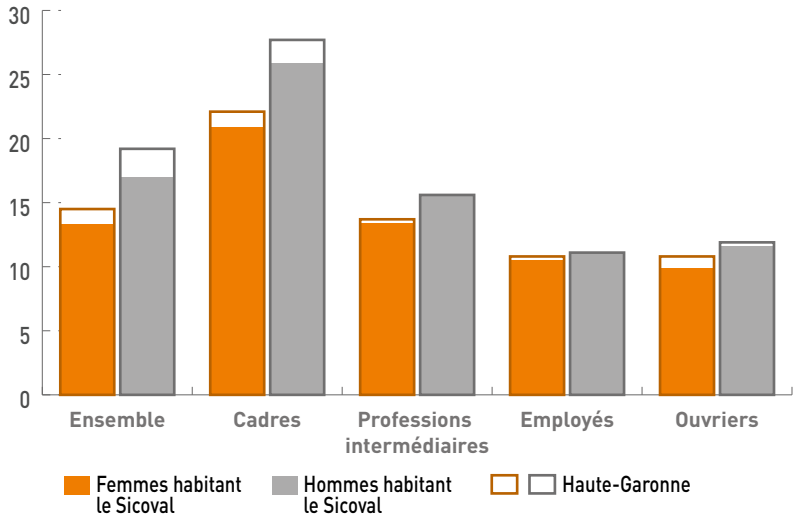
Avec un **salaire net horaire moyen de 17,3 €** en 2015, le salaire d'un habitant du Sicoval est plus élevé que celui d'un actif d'une autre collectivité toulousaine (salaire net moyen de 15,5 € / heure) quelle que soit sa catégorie socio-professionnelle.

Comme au plan national, le territoire du Sicoval connaît des **écarts de salaire homme/femme**. Ces écarts sont même plus importants qu'ailleurs : la différence de salaire entre les 2 sexes atteint 24,5 %, contre 21 à 22 % sur Toulouse-Métropole, la Haute-Garonne et le Muretain.

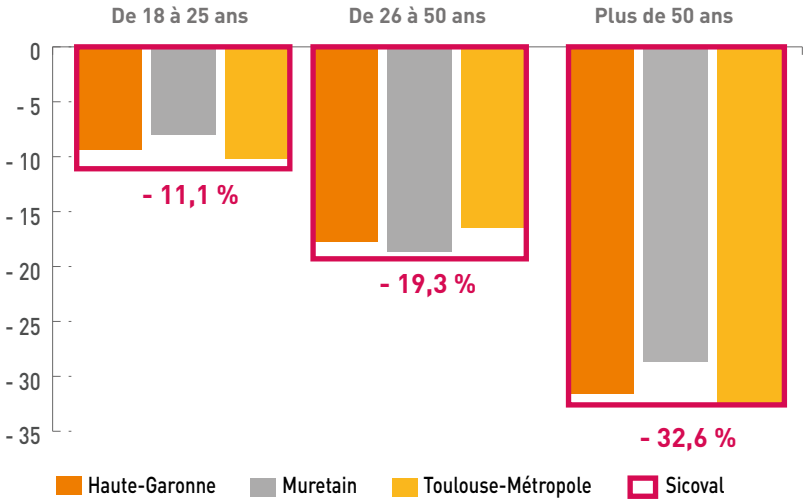
Comme souvent, cette différence de salaire est plus grande chez les cadres (20 % d'écart) que chez les employés (9 %). Or, le Sicoval compte une proportion d'actifs-cadres très importante.

Plus l'actif avance en âge, mieux il gagne sa vie : le taux horaire varie de **10 € pour les jeunes actifs** à **plus de 22 € / heure** en moyenne **en fin de carrière** sur le Sicoval en 2015. De même, plus on avance dans les carrières, plus les écarts de salaires hommes/femmes se creusent : au-delà de 50 ans, les différences de salaires atteignent 33 %.

Comparaison des salaires net horaire moyen (en €) par catégories socioprofessionnelles



Écarts des salaires hommes/femmes



Un parc de logements qui amorce sa mutation

(Source : RP-Insee 2018, millésime 2015)

Longtemps prépondérante dans les paysages du territoire, la maison individuelle perd du terrain. Cette évolution est notamment liée aux efforts menés par la Communauté d'agglomération en termes de lutte contre le mitage et de développement du logement collectif.

UNE OCCUPATION DES LOGEMENTS SATISFAISANTE

Le territoire du Sicoval compte **35 511 logements.**
Son parc de logement se compose :

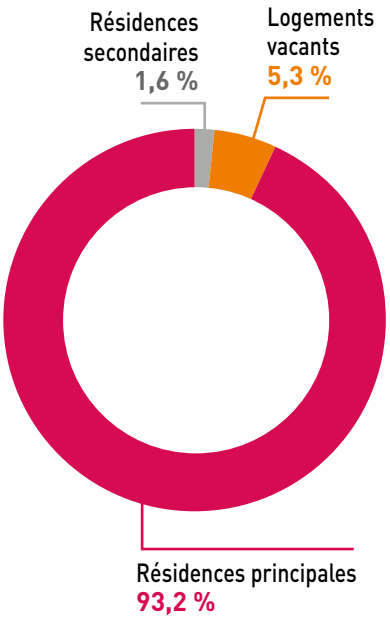
- d'une grande **majorité de résidences principales** (33 078 en 2015),
- d'un nombre relativement faible de résidences secondaires (556) et de logements vacants (1 877).

Ces chiffres sont similaires à ceux de la Communauté d'agglomération du Muretain.

Les résidences secondaires se situent dans les villages plus éloignées de Toulouse tels que Pouze, Clermont-le-Fort, Noueilles ou Montbrun-Lauragais qui comptent chacune plus de 4 % de résidences secondaires.
On dénombre également un nombre très important de résidences secondaires sur Labège : 7,5 %. Le Département, l'aire urbaine toulousaine et Toulouse-Métropole comptent 2 à 4 % de résidences secondaires.

39 % des logements vacants sont situés sur Ramonville (9,5 % des logements de la commune).
Dans les autres communes, la vacance est très hétérogène. Elle concerne tout autant les bourgs moyens comme Baziège (7,8 %) que les villages tels que Belbèze-de-Lauragais (8,6 %).
En comparaison, la Haute-Garonne, l'aire urbaine toulousaine et Toulouse-Métropole ont un taux de vacance supérieur à celui du Sicoval (autour de 7 %).

Logements par catégories

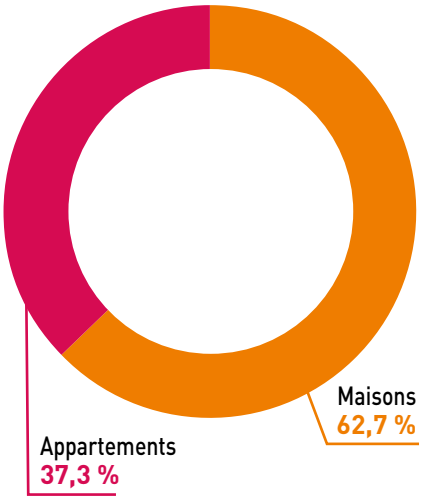


LE GRAND LOGEMENT DE MOINS EN MOINS PRÉPONDÉRANT

Presque 2/3 du parc de logements est constitué de maisons individuelles.
Ce ratio a beaucoup diminué depuis 1999, date à laquelle on comptait 68,3 % de logements individuels pour 31,7 % de logements collectifs.

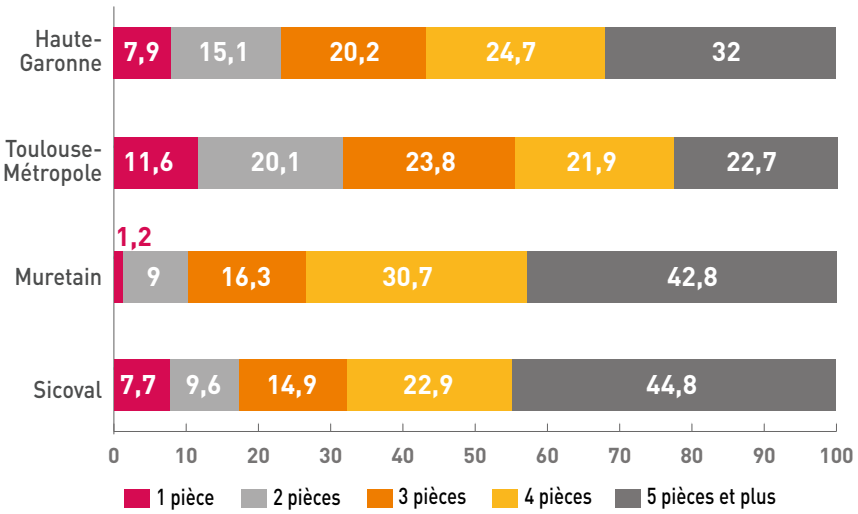
Cette **tendance à la diminution** du nombre de logements individuels est fortement liée au volontarisme de la production de logements neufs collectifs dans le secteur des villes du nord.

Logements par types



En corrélation avec la prédominance de l'habitat individuel, les grands logements sont surreprésentés sur le territoire : presque la moitié (soit 45 %) sont de type 5 et plus. Sur le Sicoval, les studios sont relativement bien représentés (7,7 %), comparativement aux autres collectivités locales.

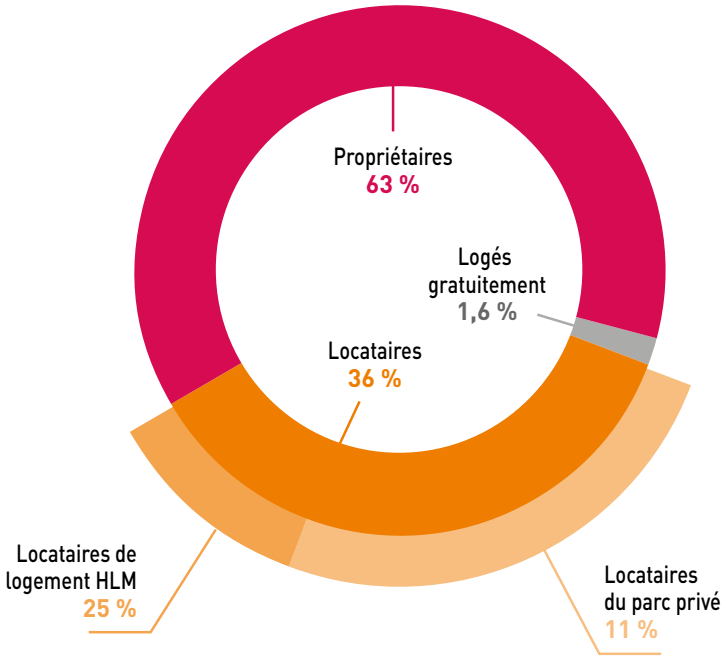
Part des logements selon leur taille (en %)



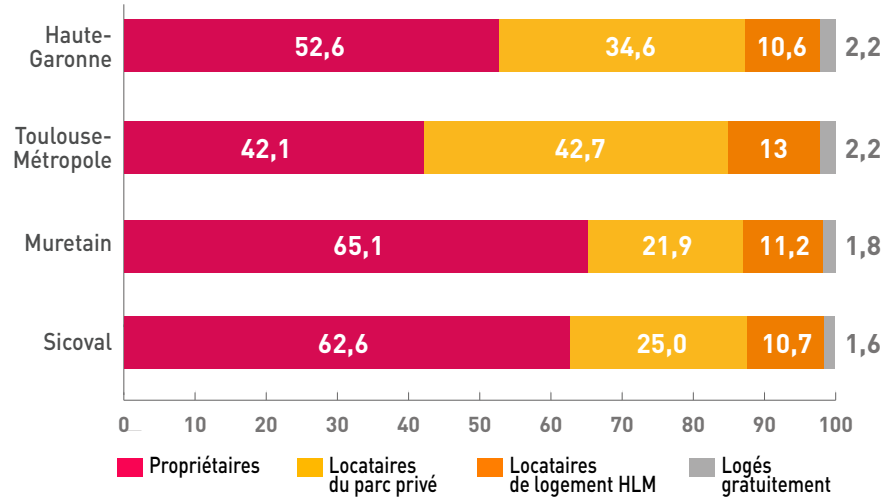
UNE LÉGÈRE DIMINUTION DU NOMBRE DE PROPRIÉTAIRES

63 % des occupants de logement sur le territoire du Sicoval **sont des propriétaires**, et 36 % des locataires. Cette répartition est quasi identique à celle de la Communauté d'agglomération du Muretain.

Résidences principales selon leur statut d'occupation en 2015 (en %)



Même si le nombre de propriétaires est élevé sur le territoire, ce chiffre est en **constante diminution** : on comptait 68 % de propriétaires en 1999. Cette évolution est liée à la construction, plus soutenue depuis une dizaine d'années (lire aussi p. 30), de logements collectifs généralement destinés à la location.



Un enseignement et une éducation pour tous les publics

(Source : Académie de Toulouse)

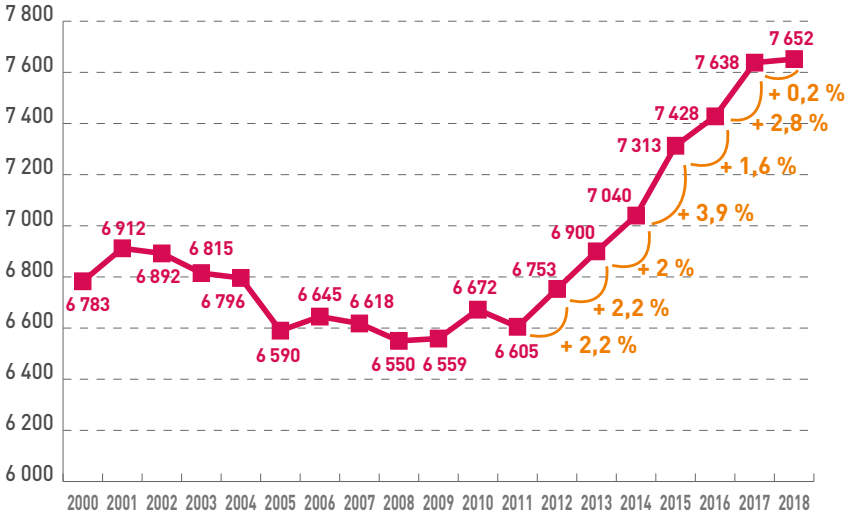
Le territoire connaît une hausse sensible des effectifs scolaires depuis plusieurs années liée à l'attractivité du territoire et à la présence de nombreux établissements d'enseignement supérieur.

AUGMENTATION DES EFFECTIFS DU PRIMAIRE

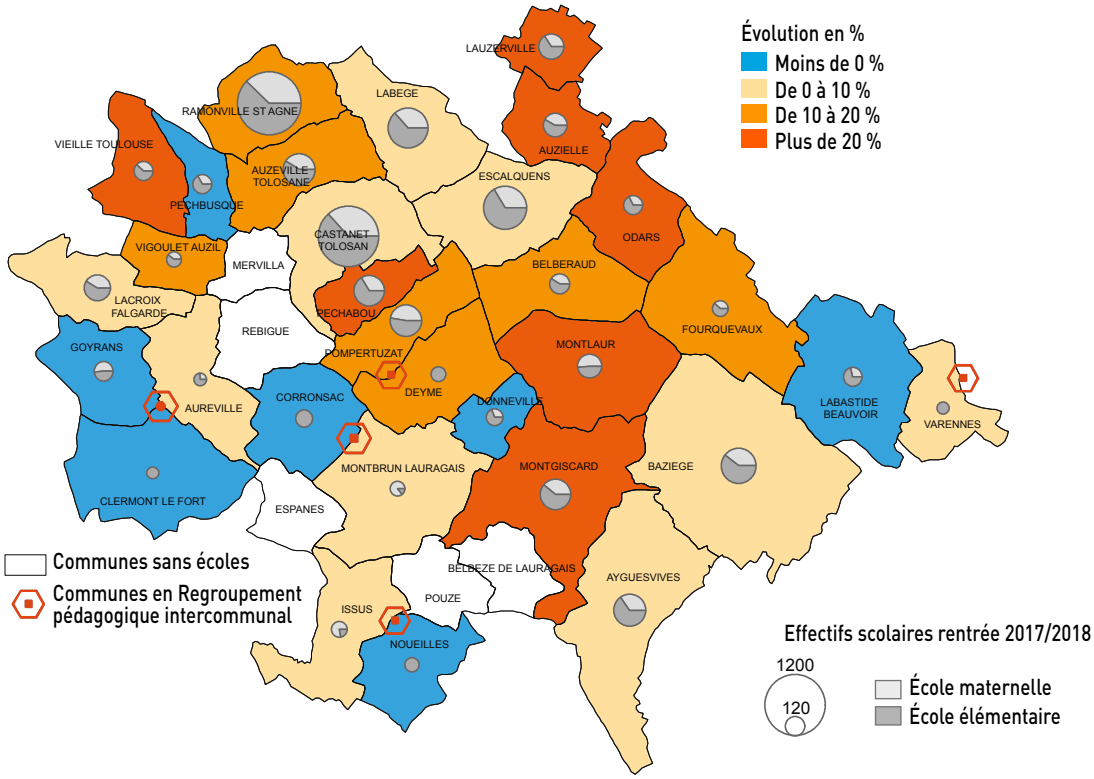
Après une période de stabilité avec des effectifs scolaires oscillants **entre 6 500 et 6 650** élèves entre 2005 et 2011, on observe depuis 2012 une augmentation significative de ces effectifs. La **croissance annuelle** moyenne des effectifs est **de 2,1 % depuis 7 ans**, soit 1 047 élèves supplémentaires avec une accélération de 3,9 % entre 2014 et 2015 (+ 2,3 % pour la Haute-Garonne).

Peu de communes voient leurs effectifs baisser. Au contraire, certaines connaissent des **hausses** d'inscriptions spectaculaires **de plus de 30 %** en l'espace de 5 ans (Auzielle, Montlaur, Pechabou, Lauzerville et Odars).

Évolution des effectifs des écoles primaires



Évolution des effectifs en primaire (maternelle et élémentaire) de 2012 à 2017



De 2012 à 2017, 11 classes ont été créées (2 à 3 créations de classes par an) en maternelle. On compte environ 27 enfants par classe.

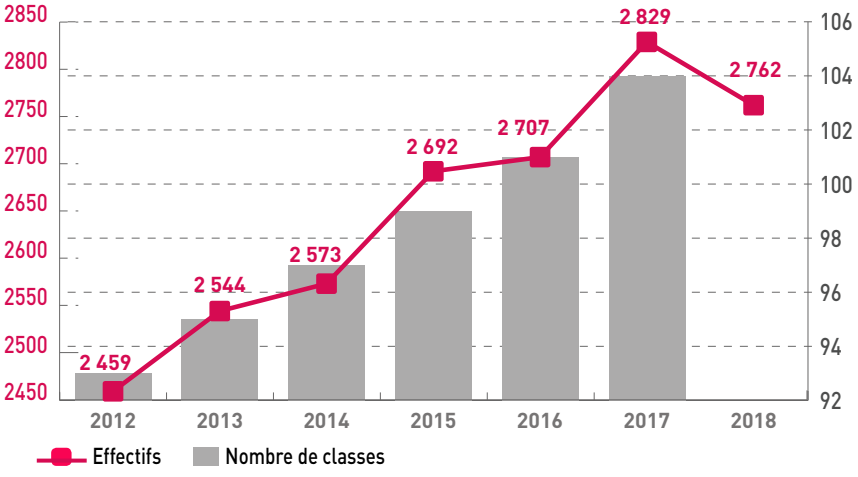
DÉFINITIONS

ÉCOLE PRÉÉLÉMENTAIRE (MATERNELLE) : accueille les enfants avant l'instruction obligatoire qui débute à 6 ans. Elle est le plus souvent organisée en petite, moyenne et grande section, en fonction de l'âge des enfants.

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE : accueille les enfants de 6 à 11 ans. Elle est mixte et gratuite si elle est publique. Elle comporte 5 niveaux : le CP, le CE1, le CE2, le CM1 et le CM2.

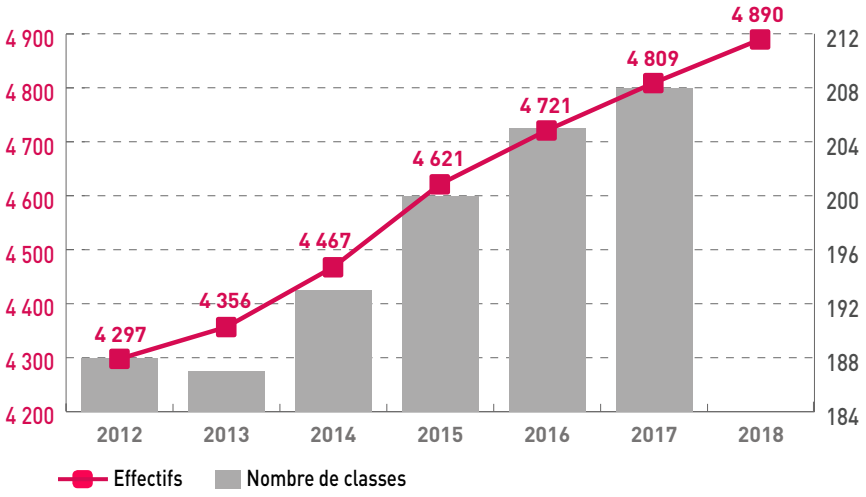
CLASSE POUR L'INCLUSION SCOLAIRE (CLIS) : permet l'accueil dans une école primaire ordinaire d'un petit groupe d'enfants (12 au maximum) présentant le même type de handicap.

Évolution des effectifs en maternelle



De 2012 à 2017, 20 classes élémentaires ont été créées (soit une moyenne de 4 créations par an). On compte environ 23 enfants par classe. Le territoire compte enfin 4 classes en CLIS en 2017, pour un total de 36 élèves.

Évolution des effectifs en élémentaire



UNE HAUSSE CONTINUE DES EFFECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Les collèges

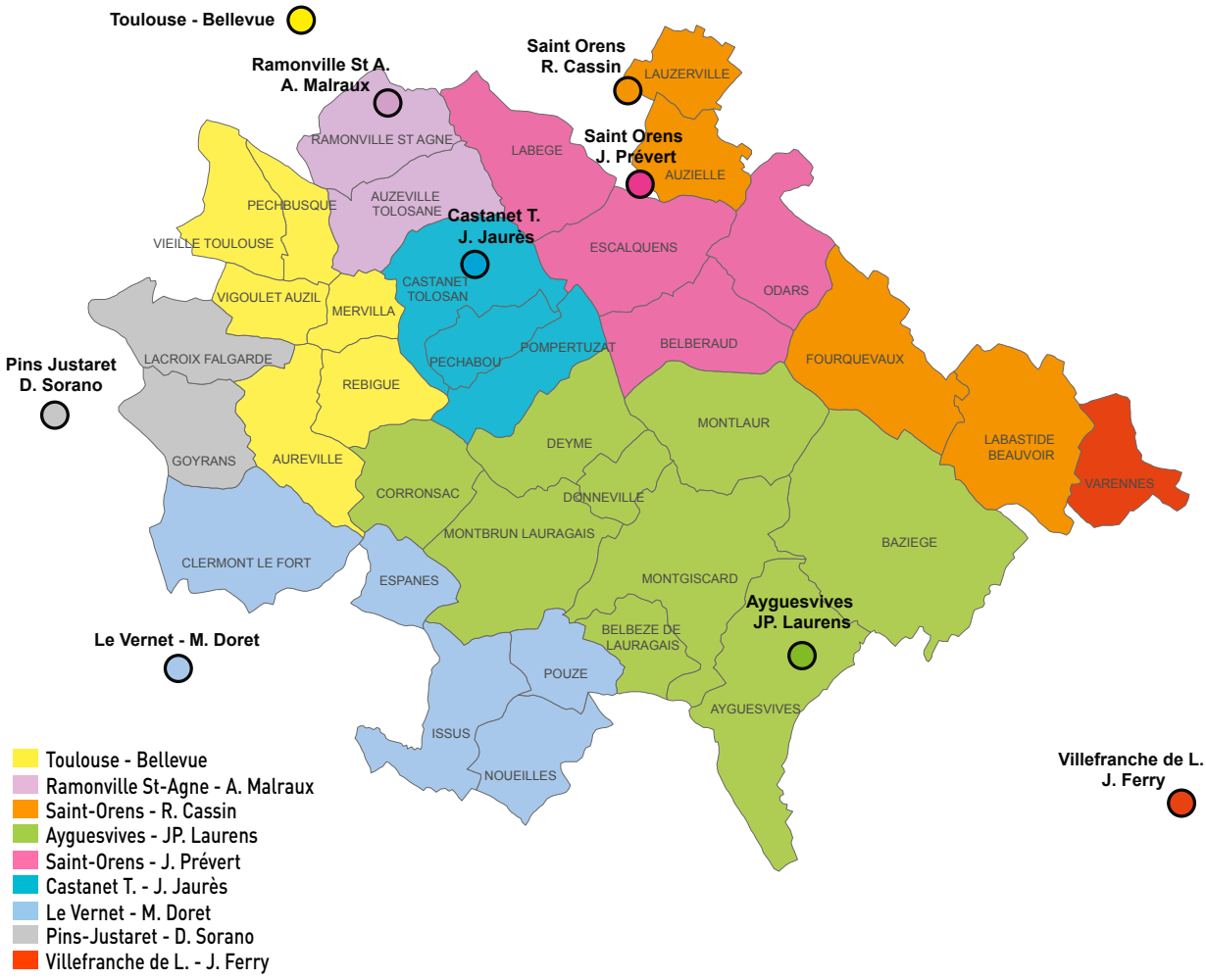
Le territoire compte 3 collèges publics pour un effectif total de **2 343 élèves à la rentrée 2018.**

Après une certaine stabilisation, le **nombre d'élèves** dans les collèges **progresse de 3,3 % en moyenne sur les 3 dernières années.**

Évolution des effectifs des collèges



Sectorisation des collèges



Détail du nombre d'élèves par collège et par spécialisation (rentrée 2018)

	Collège André Malraux Ramonville	Collège Jean Jaurès Castanet	Collège Jean-Paul Laurens Ayguesvives	Total
Filière généraliste	602	820	695	**2117**
Bilangue de continuité	20	44	19	**83**
Sections d'enseignements général et professionnel adapté (SEGPA)	43	-	-	**43**
Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS)	12	-	11	**23**
Section sportive	-	-	45	**45**
Langue des signes française	32	-	-	**32**
Total	**709**	**864**	**770**	**2343**

DÉFINITIONS

SECTIONS D'ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL ADAPTÉ (SEGPA) : accueillent des élèves présentant des difficultés scolaires graves et persistantes auxquelles les actions de prévention, d'aide et de soutien n'ont pas pu remédier.

UNITÉS LOCALISÉES POUR L'INCLUSION SCOLAIRE (ULIS) : dispositifs qui permettent la scolarisation d'élèves en situation de handicap au sein d'établissements scolaires ordinaires.

Le projet de collège d'Escalquens

Le projet de construction de ce collège d'une capacité d'accueil de **600 élèves** comprendra **le collège** et **quatre logements de fonction** sur **5 800 m²** de surface utile, ainsi qu'un **plateau sportif** et un **parking bus** d'une capacité de 10 places.

Le bâtiment sera le **premier collège** dit **« Bepos »** (à énergie positive) **du département**. Il sera également le premier collège avec une chaufferie bois. 1 400 m² de panneaux photovoltaïques seront installés sur le toit.

Ce nouveau collège équilibrera les effectifs des établissements de Castanet-Tolosan, Ayguesvives, Ramonville Saint-Agne mais également ceux de Saint-Orens-de-Gameville (Jacques-Prévert et René-Cassin) et Villefranche-de-Lauragais.

Le montant prévisionnel de l'opération est de **16 400 000 € (TTC)**.

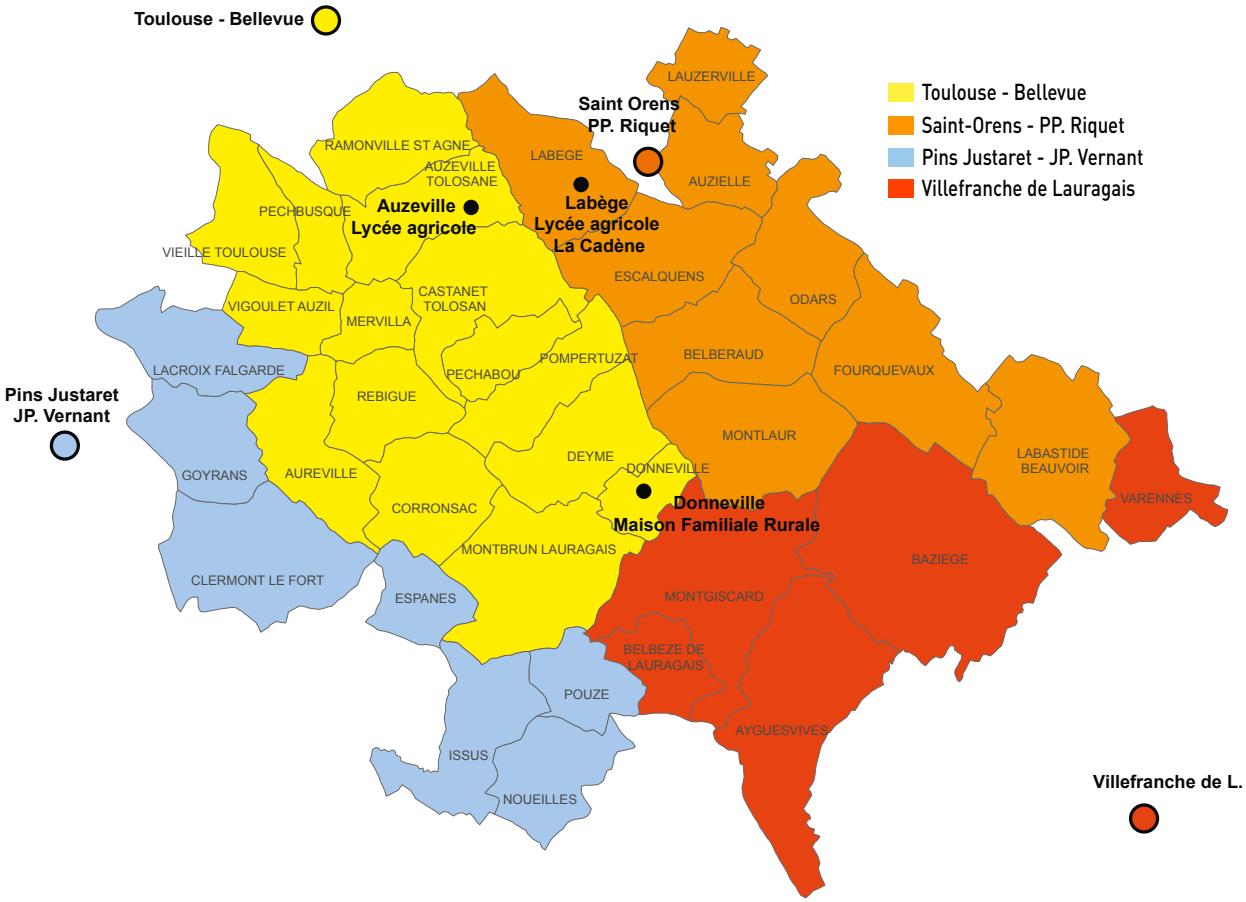
La **livraison**, prévue initialement pour une ouverture en septembre 2019, est reportée à la **rentrée 2020**.

Les lycées

Le territoire ne compte aucun lycée d'enseignement général sous tutelle du Ministère de l'Éducation. On dénombre par contre **3 établissements** d'enseignement technique :

- le Lycée d'enseignement général et technologique (LEGTA d'Auzeville), établissement public du Ministère en charge de l'Agriculture,
- le Lycée agricole privé Saint-François - La Cadène à Labège,
- la Maison familiale rurale (MFR) de Donneville, établissement privé de formation sous contrat avec le Ministère de l'Agriculture dans les secteurs des services aux personnes, l'élevage et le toilettage canin et félin, la vente en animalerie.

Sectorisation des lycées



COMMERCE, AGRICULTURE ET NUMÉRIQUE AU CŒUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

En 2018, **17 établissements** proposent des cours post-bac sur les communes de Labège et Auzeville-Tolosane, pour un total **6 546 étudiants (étudiants, alternants, apprenants, apprentis...)**.

Auzeville		
ÉTABLISSEMENT	**SPÉCIALITÉ**	**NIVEAU / DIPLÔME**
CFPPA (Centre de formation professionnelle et de promotion agricoles) et **CFAAH** (centre de formation des apprentis agricole et horticole)	Agriculture, horticulture, aménagement paysager, agronomie	Du CAP à la licence professionnelle
ENSFEA, ancien ENFA (École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole)	Agriculture	Master des métiers de l'enseignement
ENSAT (École nationale supérieure agronomique de Toulouse)	Agronomie, agroalimentaire, environnement	Ingénieur
ETPA (École supérieure technique privé de photographie et de game design)	Photographie et Game design	BTS
ESMA (École supérieure des métiers artistiques)	Arts appliqués	BTS

Labège			
	ÉTABLISSEMENT	**SPÉCIALITÉ**	**NIVEAU / DIPLÔME**
	CESI (CESI recherche, CESI entreprise, Exia CESI, CESI alternance, EI CESI)	Industrie et service, informatique	Ingénieur/master et apprentissage
	CFPB (Centre de formation de la profession bancaire), ancien CFA	Banque et finance	BTS et apprentissage
Campus Enova	**ESG** (École de commerce)	Commerce, finance, entreprenariat, marketing, communication	Bac +3 à Bac +5
Campus Enova	**ESARC** Évolution	Commerce et communication	BTS
Campus Enova	**LISAA** (Institut supérieur des arts appliqués)	Design, arts appliqués et multimédia	BTS à Bac +5
Campus Enova	**Digital campus**	Web et digital	Bac +3 à Bac +5
	ESICAD (École supérieure privée de commerce et de gestion)	Commerce, gestion, administration d'entreprise, informatique, ressources humaines, finance	BTS à Bac +5
	ISCOM (École supérieure de communication et publicité)	Communication, marketing, publicité	Bac +2 à Bac +5
	IFAG (École de management, enseignement supérieur technique privé)	Management, commerce, marketing	Bac +3 à Bac +5
	ITO (Institut toulousain d'ostéopathie)	Ostéopathie	Bac +5
	Lycée Saint François-La Cadène	Horticulture, paysage et environnement	BTS
	MBway (Management et business school)	Commerce, ressources humaines et management	Bac +5

UN ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ TRÈS DÉVELOPPÉ

Le territoire compte **plusieurs établissements de santé et médico-sociaux** qui assurent la scolarisation des enfants portant un handicap ou une affection. Les enseignements sont assurés par des professeurs des écoles et des enseignants spécialisés et/ou adaptés.

- **Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) Aux quatre vents** à Castanet-Tolosan

Publics : enfants, adolescents et jeunes adultes.
Capacité d'accueil : 15 places en internat et 6 places en semi-internat.
Handicaps : difficultés psychologiques, troubles du comportement perturbant gravement la socialisation, l'accès à la scolarité et à l'apprentissage.

- **Centre A.S.E.I** (ESPIC et SSR) **Paul Dottin** à Ramonville Saint-Agne

Publics : enfants et adolescents jusqu'à 18 ans.
Capacité d'accueil : 60 lits d'hospitalisation complète et 85 places d'hospitalisation de jour.
Handicaps : affections de l'appareil locomoteur et du système nerveux et affections du système digestif, métabolique et endocrinien.

- **Centre A.S.E.I CIVAL-Lestrade** à Ramonville Saint-Agne

Publics : enfants, adolescents et jeunes de 0 à 20 ans.
Capacité d'accueil : 27 places en hébergement complet en internat, 17 places en familles d'accueil, 51 places en semi-internat.
Handicaps : déficience visuelle, déficience auditive, dysphasie/troubles spécifiques du développement du langage.

- **Centre A.S.E.I** (IEM) **Pierre Froment** à Ramonville Saint-Agne

Publics : enfants et adolescents de 12 à 20 ans.
Capacité d'accueil : 80 usagers dont 40 internes et 40 demi-pensionnaires.
Handicaps : déficiences motrices avec ou sans troubles associés.

- **SEGPA au collège André Malraux** à Ramonville Saint-Agne

Publics : adolescents de 12 à 16 ans.
Capacité d'accueil : 80 élèves maximum.
Handicap : élèves présentant des difficultés scolaires graves et durables auxquelles les actions de prévention d'aide, de soutien et d'allongement des cycles n'ont pas pu remédier.

DÉFINITIONS

A.S.E.I : Agir, soigner, éduquer, insérer.
ESPIC : Établissement de santé privé d'intérêt collectif.
SSR : Soins de suite et de réadaptation pédiatriques spécialisés.
IEM : Institut d'éducation motrice.
SEGPA : Section d'enseignement général et professionnel adapté. Dispositif intégré au collège.

UNE POPULATION LARGEMENT SCOLARISÉE ET DIPLÔMÉE

En 2015, le Sicoval compte **plus de diplômés de l'enseignement supérieur que les autres territoires** de l'agglomération toulousaine (différence de 11 points avec l'aire urbaine et de 20 points avec le Muretain).
Le Sicoval compte également peu de personnes sans aucun diplôme, comparé aux territoires limitrophes (+ 5,5 points pour l'aire urbaine et + 8,6 points pour le Muretain).
De 2010 et 2015, le territoire a accueilli :

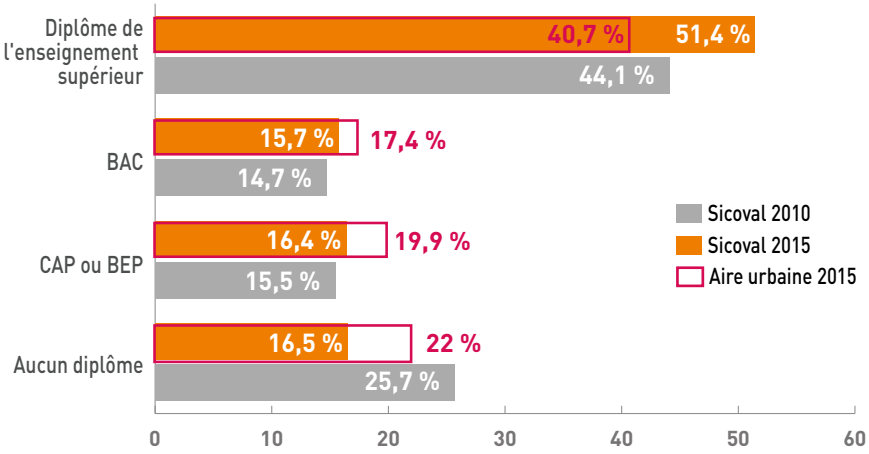
- **+ 19,4 %** de diplômés de l'enseignement supérieur,
- **- 34 %** de personnes sans aucun diplôme.

72,5 % des enfants du territoire de 2 à 5 ans sont **scolarisés.**
Le taux de scolarisation des 18-25 ans du Sicoval est le plus élevé de l'agglomération toulousaine.

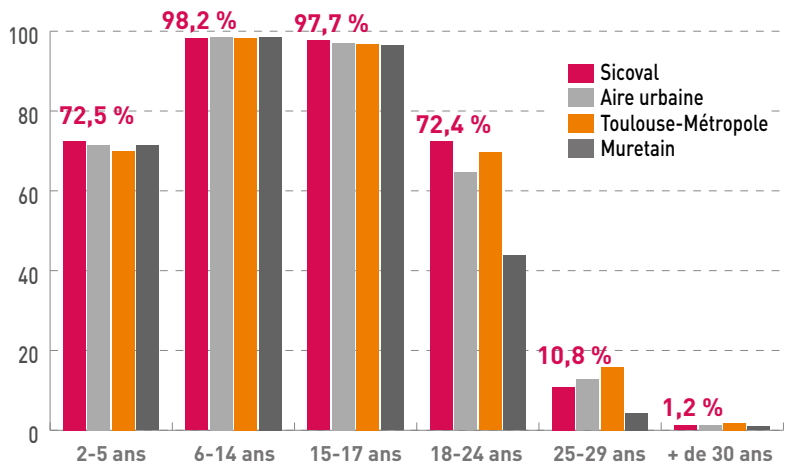
DÉFINITION

TAUX DE SCOLARISATION : pourcentage de jeunes d'un âge de scolarisation donné qui sont scolarisés par rapport à l'ensemble de la population du même âge.

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisé de 15 ans ou plus



Taux de scolarisation



Un aménagement du territoire raisonné

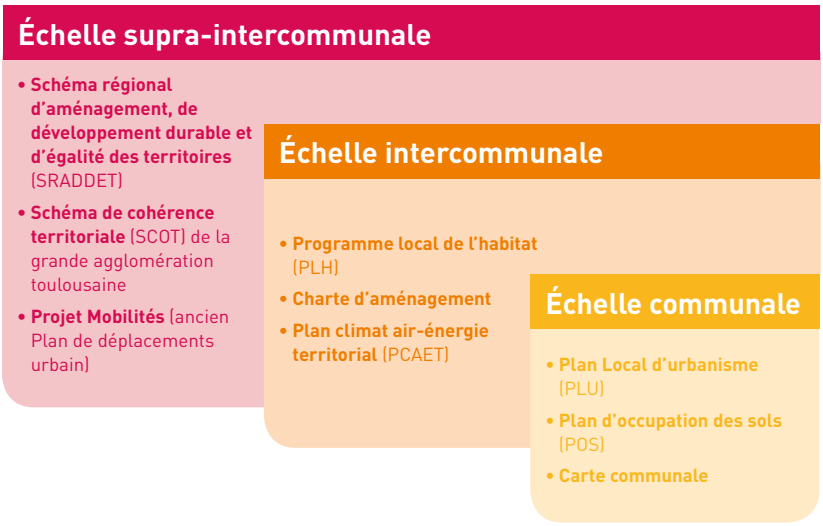
Orientation politique : construire le territoire de demain en respectant les valeurs historiques en matière d'aménagement, la complémentarité avec les autres territoires et la qualité des espaces

Le Sicoval porte depuis sa création une politique d'aménagement du territoire raisonnée, basée sur une maîtrise de l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels et agricoles. Un cap que souhaite maintenir la Communauté d'agglomération dans un contexte de forte attractivité de la région toulousaine.

UNE MULTITUDE DE DOCUMENTS DE CADRAGE

(Sources : AUAT et Direction de l'aménagement et de l'urbanisme du Sicoval)

L'aménagement du territoire est encadré par un ensemble de documents d'urbanisme (plans, schéma, programmes, cartes...) qui doivent être compatibles entre eux, et notamment tenir compte les documents de cadrage des échelons géographiques supérieurs.



L'échelle supra-intercommunale

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

À l'occasion de la mise en place des nouvelles régions en 2016, la loi NOTRe a créé l'obligation pour ces nouvelles régions de produire un schéma de planification dénommé SRADDET. Ce schéma à caractère transversal doit permettre **une meilleure coordination des politiques publiques régionales** concourant à l'aménagement du territoire dans les thématiques de la mobilité, la cohérence écologique, les enjeux climatiques et énergétiques, et la prévention des déchets.

Le Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

Dispositif réglementaire créé par la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) de décembre 2000, le SCOT de la grande agglomération toulousaine (**114 communes** issues de Toulouse-Métropole, des Communautés d'agglomération du Sicoval et du Muretain, et des Communautés de communes de la Save au Touch et des Coteaux Bellevue) a été approuvé le 15 juin 2012. **Il fixe des objectifs et de grandes orientations d'aménagement,** qui constituent un cadre de référence pour les diverses politiques publiques.

Le SCOT **s'impose aux documents d'urbanisme communaux** (Plan locaux ou intercommunaux d'urbanisme...), **aux documents de planification thématiques** (Programme local de l'habitat, Projet Mobilités...). Il doit être compatible avec le SRADDET.

C'est le **Syndicat mixte d'études de l'agglomération toulousaine** (SMEAT), créé en 1991, qui est chargé de mener les réflexions sur l'avenir de la grande agglomération toulousaine. Il élabore et met en œuvre le SCOT.

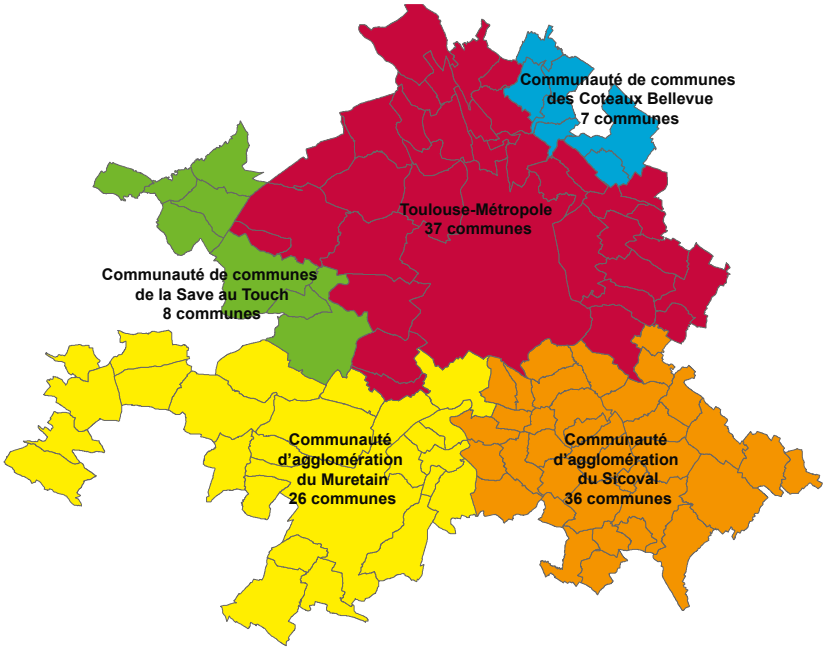
Les objectifs du SCOT de la grande agglomération toulousaine à l'horizon 2030 :

- maîtriser l'urbanisation : protéger le capital naturel et agricole,
- mettre le territoire en capacité d'accueillir 250 000 à 300 000 habitants supplémentaires (soit 200 000 à 230 000 logements) et 100 000 à 150 000 nouveaux emplois,
- structurer l'armature urbaine (cœur d'agglomération/ville intense/développement mesuré),
- permettre le développement d'une armature de mobilités diversifiée et assurer la cohérence urbanisme/transports.

Retranscription du SCOT de la grande agglomération toulousaine sur le Sicoval à l'horizon 2030 :

- protéger le capital naturel et agricole,
- identifier les secteurs de renouvellement et d'intensification urbaine où l'accueil d'habitat et d'emplois doit être privilégié,
- identifier un potentiel de développement urbain d'environ 1 200 hectares permettant la construction d'environ 16 000 logements (soit environ 1 000 logements/an) et l'accueil d'entreprises (environ 360 ha dédiés),
- urbaniser en priorité les villes intenses nord (Auzeville-Tolosane, Castanet-Tolosan, Escalquens, Labège, Pechabou, Ramonville Saint-Agne) et sud (Ayguesvives, Baziège, Montgiscard),
- identifier de nouvelles infrastructures pour les mobilités (métro, dessertes en bus, cadencement ferroviaire...) et des périmètres de cohérence urbanisme/transports.

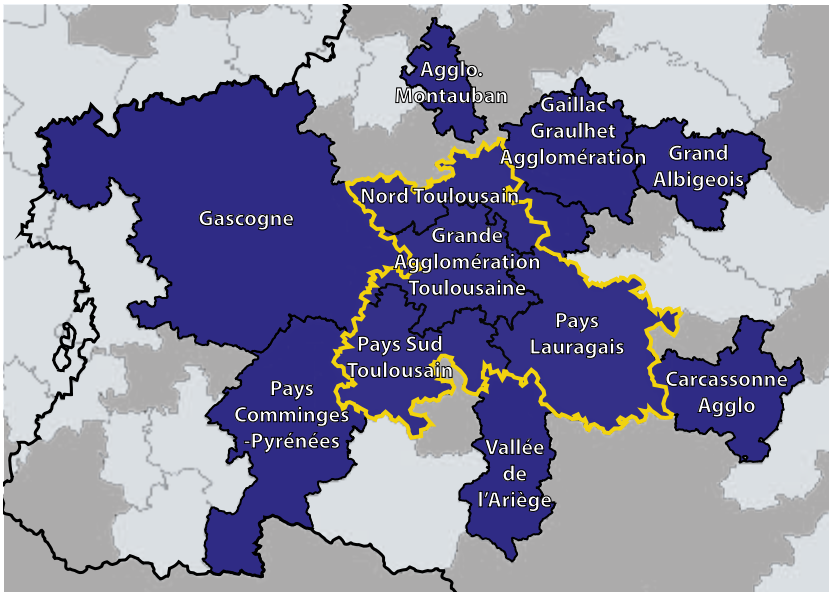
Périmètre du schéma de cohérence (SCOT) de la grande agglomération toulousaine



L'interscot Grand bassin toulousain

Il regroupe les 12 SCOT de la grande région toulousaine (1 423 communes réparties sur les départements de la Haute-Garonne, de l'Aude, du Tarn, du Tarn-et-Garonne et du Gers). C'est un dispositif de coordination des réflexions en matière d'aménagement de l'espace de ce territoire.

Périmètre de l'interscot Grand bassin toulousain



Le projet Mobilités (ancien Plan de déplacements urbains)

Le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine (SMTC) a élaboré le Projet Mobilités 2025-2030 valant révision du dernier PDU de 2012. Il a pour objectif **d'accompagner le dynamisme de la grande agglomération toulousaine** en permettant **un développement harmonieux et efficace des infrastructures de transport** sur son territoire.

L'échelle intercommunale

La Charte d'aménagement

Afin de respecter un équilibre entre l'activité agricole, les espaces naturels, le développement économique et l'urbanisation, le Sicoval a adopté dès 1993 une Charte d'aménagement. Elle **réserve 66 % du territoire communautaire aux espaces naturels et agricoles, 21 % à l'urbanisation et 13 % aux projets des générations futures.**

Le Programme local de l'habitat (PLH)

Le Programme local de l'habitat est **un document stratégique de programmation obligatoire** pour la Communauté d'agglomération. Il inclut l'ensemble de la politique de l'habitat du Sicoval : parc public et privé, gestion des nouvelles constructions, logements pour populations spécifiques.

Le Sicoval a approuvé son 4e PLH pour la période 2017-2022 **en décembre 2017.** Ce programme intègre les préconisations du SCOT dans ses 15 actions : produire 1 000 nouveaux logements/an, 25 % de logements sociaux dans la production neuve, renforcer l'accession à prix abordables pour les jeunes ménages, développer l'urbanisation dans les villes intenses, soutenir la démarche Bimby (construire dans son jardin) pour éviter l'étalement urbain, garantir une production de logements respectueuse de l'environnement, améliorer l'accueil des étudiants et des personnes âgées, gérer les aires d'accueil des gens du voyage…

Plan climat air énergie territorial (PCAET)

Le territoire du Sicoval a depuis toujours été précurseur dans l'accompagnement à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables, auprès des collectivités et de ses habitants.

Les élus du Sicoval ont adopté un Plan climat énergie territorial (PCET) en 2012 qui engageait le territoire sur une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2020.

Le premier programme d'actions du Plan climat énergie territorial de la Communauté d'agglomération du Sicoval a mis en avant les actions de maîtrise de l'énergie et de réduction des gaz à effet de serre pour la période 2012-2014.

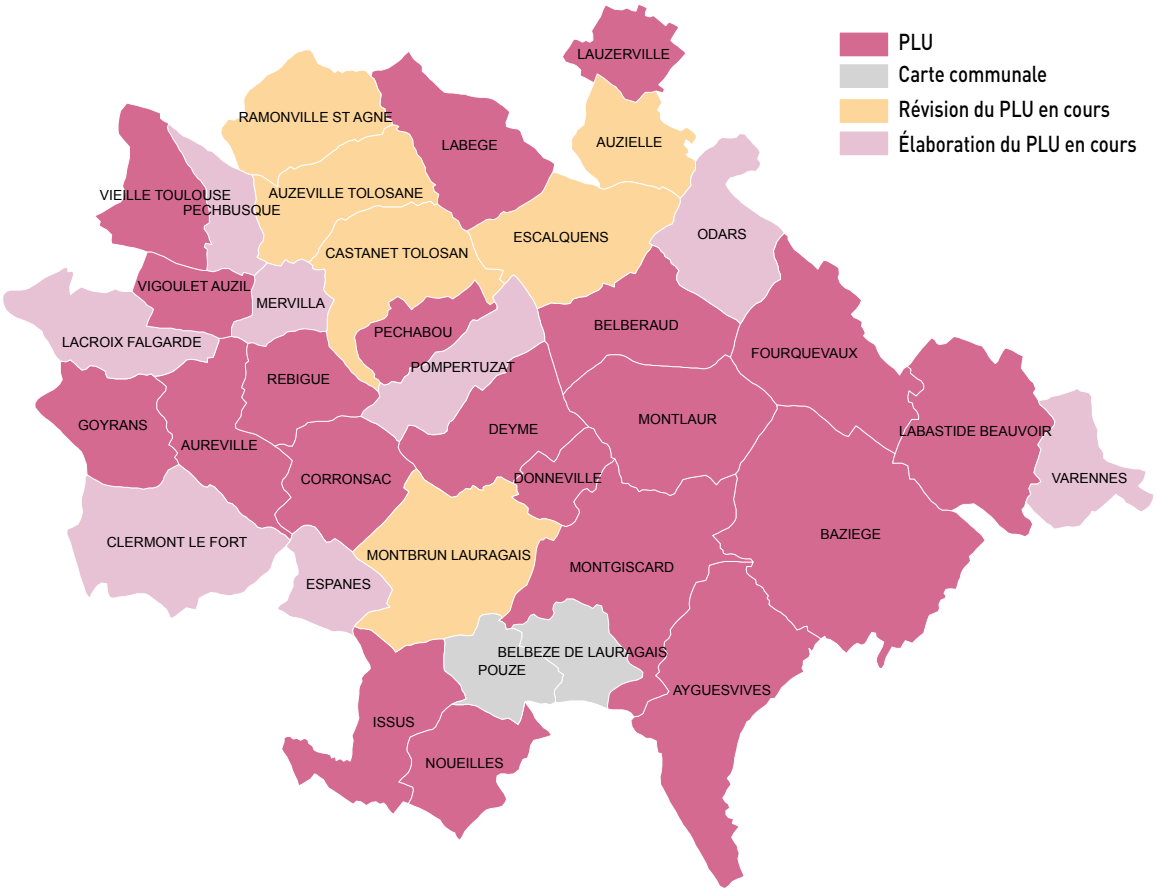
Un diagnostic territorial présenté lors du Conseil de communauté d'octobre 2018 sur les thématiques de qualité de l'air, d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre a été réalisé en vue d'établir la stratégie et le programme d'actions pour le futur Plan climat air énergie du territoire du Sicoval.

L'échelle communale

Les documents d'urbanisme des communes du Sicoval peuvent être des Plans locaux d'urbanisme, des Plans d'occupation des sols ou des cartes communales.

Sur le territoire :

- **72 %** des communes ont un PLU,
- **94 %** des communes auront un PLU d'ici 2020.



UNE OCCUPATION DES SOLS MAÎTRISÉE

(Sources : Observatoire de la SAFER, Vigifoncier)

Sur le territoire du Sicoval, on constate :

- **une diminution de la surface** cadastrée **agricole** de 634 hectares (- 63 ha/an) en 10 ans, soit un taux d'évolution de **- 3,6 %**,
- **une surface** cadastrée **urbanisée qui progresse** de 578 ha (+ 58 ha/an) en 10 ans, soit un taux d'évolution de + 14 %.

DÉFINITIONS

SURFACES URBANISÉES CADASTRÉES : sols (bâtis, revêtus), chemin de fer, terrains d'agrément, terrains à bâtir, jardins, carrières...

SURFACES AGRICOLES CADASTRÉES : terres cultivées, prés, vergers, vignes...

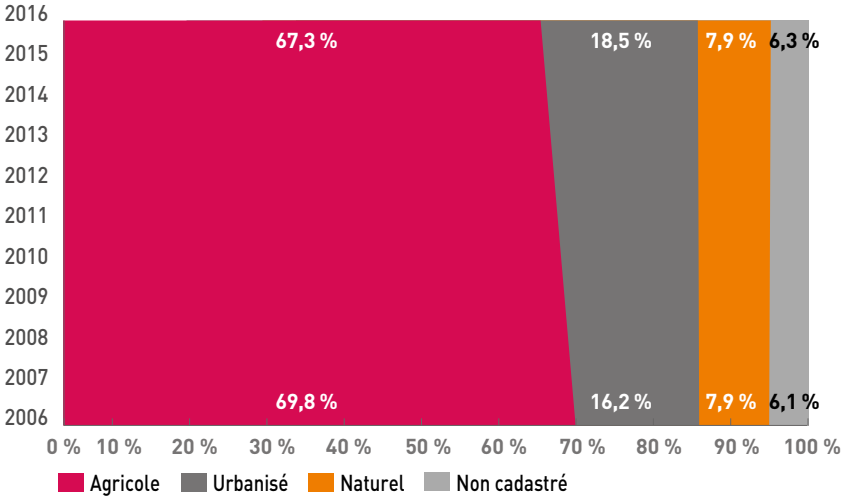
SURFACES NATURELLES CADASTRÉES : bois, landes et friches, étendues et cours d'eau cadastrés...

SURFACE NON CADASTRÉE : correspond essentiellement au domaine public non cadastré (routes, aménagements publics...).

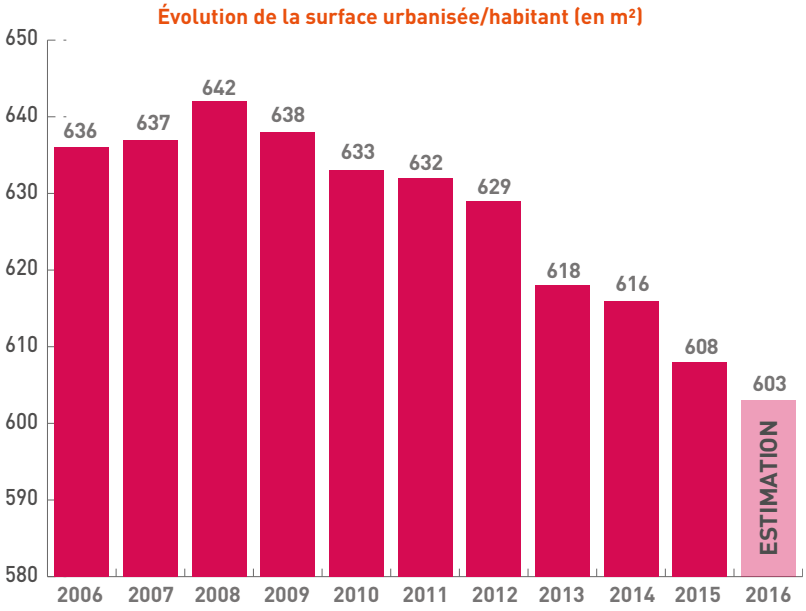
La population augmente plus vite que la consommation des surfaces cadastrées urbanisées depuis 2008. Par conséquent, la surface urbanisée/habitant ne cesse de diminuer pour atteindre 603 m² urbanisé/habitant.

La surface agricole par habitant a, quant à elle, tendance à décroître. Elle passe de 2741 m²/habitant en 2006 à 2192 m²/habitant en 2016.

Occupation des sols par surfaces cadastrées

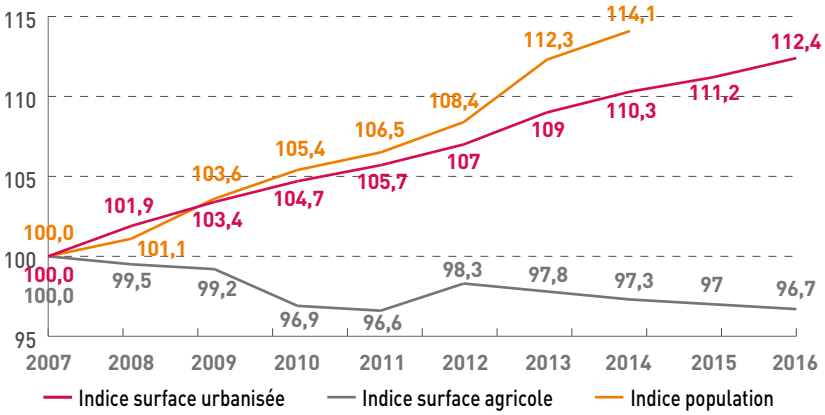


Évolution de la surface urbanisée/habitant (en m²)



Évolution relative de la population et des surfaces cadastrées urbanisées et agricoles

(base indice 100 à l'année initiale de la période choisie)



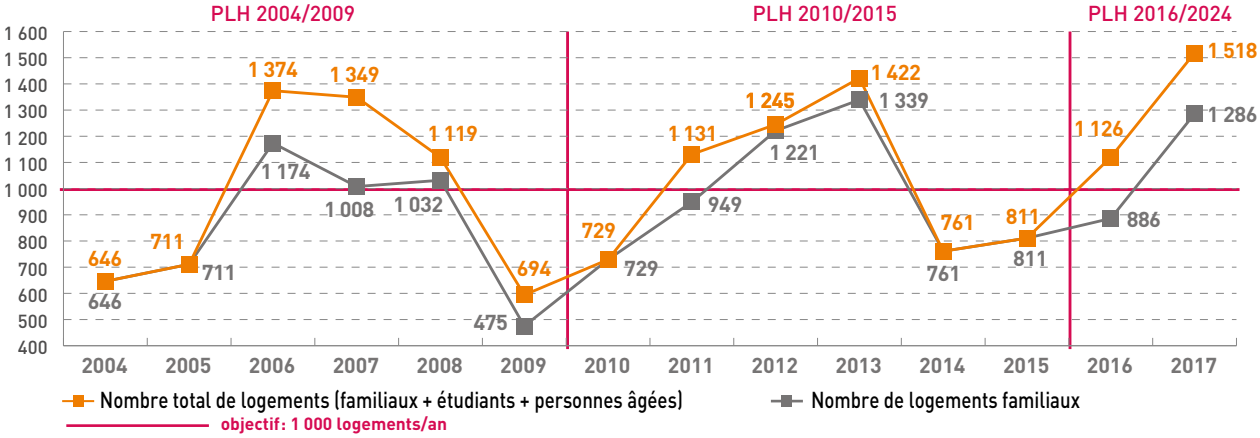
L'habitat, un secteur en mutation

Longtemps caractérisé par une forte présence de la maison individuelle, le territoire du Sicoval est aujourd'hui en pleine évolution. Le rythme de la production de logements s'est accéléré ces dernières années et tend vers une plus grande diversification des formes urbaines.

DES AUTORISATIONS DE LOGEMENTS SOUTENUES

(Source : Direction de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme du Sicoval)

Évolution du nombre d'autorisations de logements



Avec un chiffre **record de 1 518 permis de construire** (résidences étudiantes et personnes âgées comprises) délivrés **en 2017** contre 1 120 en 2016, le nombre de logements autorisés a progressé de 35 %.

En 2017, **65 %** d'entre eux sont accordés dans le secteur de la **ville intense nord** (Auzeville-Tolosane, Castanet-Tolosan, Escalquens, Labège, Pechabou, Ramonville Saint-Agne), ce qui répond aux préconisations du SCOT.

La part de logements autorisés en renouvellement urbain est très importante en 2017 puisque **39 %** des permis font l'objet de **démolition/reconstruction** sur des terrains déjà urbanisés. 93 % se concentrent sur la commune de Castanet-Tolosan.

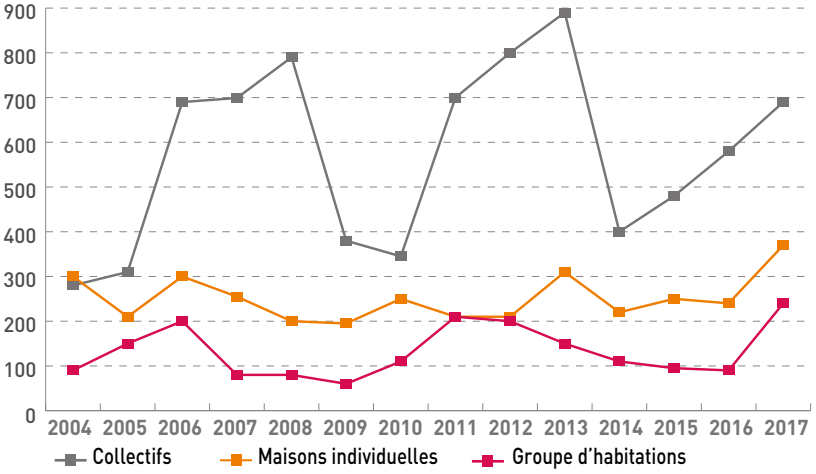
Depuis 2010, l'objectif de **1 000 nouveaux logements/par an** inscrit dans le Programme local de l'habitat (PLH) est atteint. Chaque année, 1 092 logements sont autorisés en moyenne (tous types confondus), dont 998 logements familiaux.

Une production active de logements collectifs

Plus de la moitié (53 %) des logements familiaux autorisés en 2017 sont **des logements collectifs.** Leur production est cyclique, avec une tendance à la hausse depuis 3 ans. Parmi eux, 80 % (soit 553 logements) sont localisés sur la commune de Castanet-Tolosan.

Les autorisations de **maisons individuelles** et de **maisons groupées** sont **stables** depuis 2004 : chaque année, 250 et 100 permis sont respectivement délivrés en moyenne. On observe cependant une augmentation sensible de ce type de logement en 2017, avec 600 permis accordés environ.

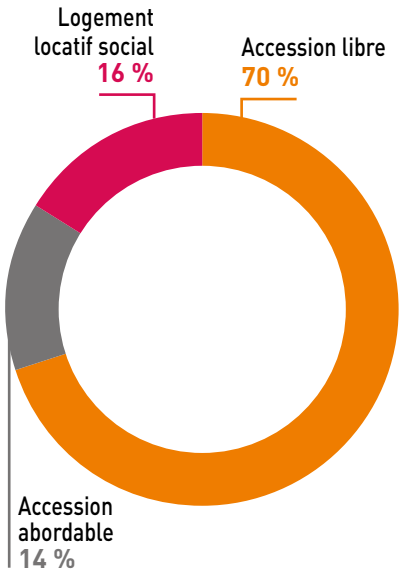
Évolution des autorisations par type de logement



Parmi les 1 286 logements familiaux autorisés en 2017 :

- **16 %** sont des **logements locatifs sociaux.** Cette part est en baisse depuis 2 ans, notamment à cause du nombre très important de logements autorisés en accession libre (898 en 2017).
- **14 % sont des logements en accession à prix abordable,** produits qui se développent de manière mesurée depuis 2011 sur des communes de toute taille.
- près de **46 % des logements sociaux** sont délivrés dans des **communes hors ville intense nord.** Les années précédentes, les communes les plus urbanisées absorbaient alors environ 70 % des logements locatifs sociaux autorisés.

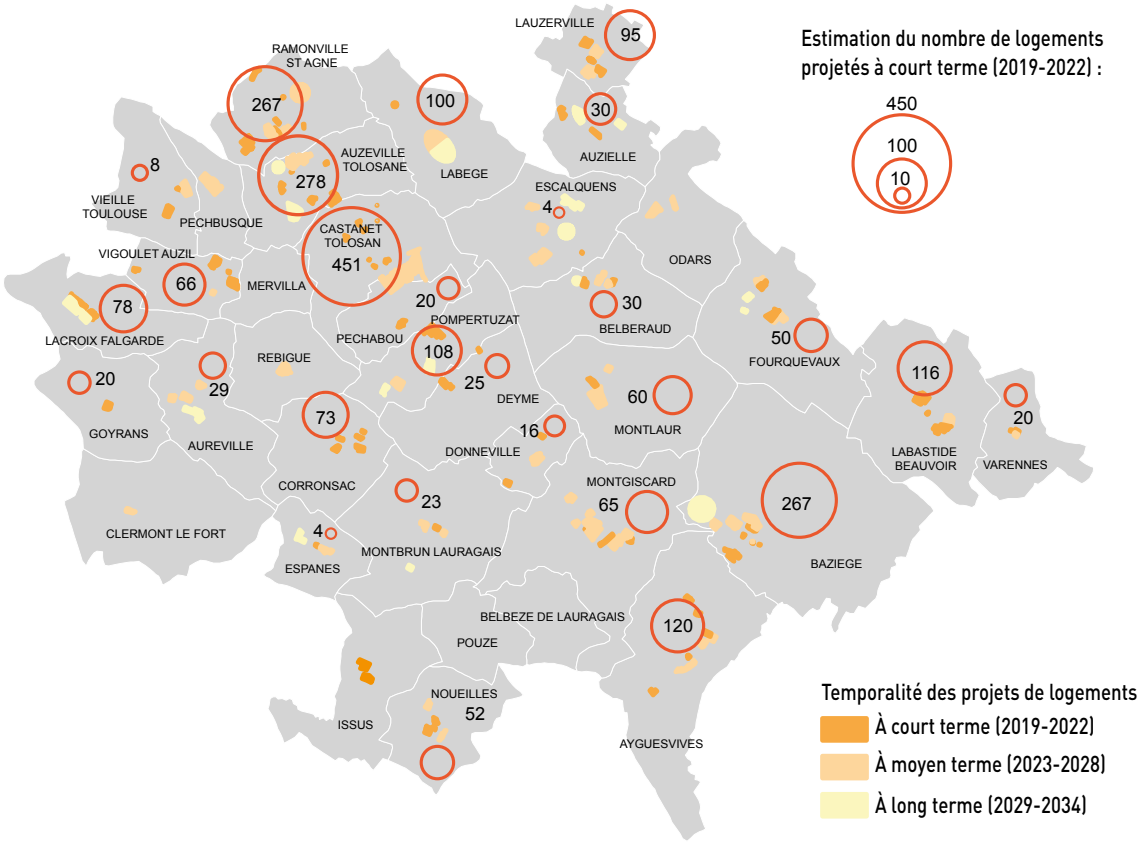
Autorisations par types de produits



Les projets de logements

Près de **2 500 logements supplémentaires** devraient être autorisés dans le cadre de 75 projets d'habitat (hors maison individuelle en diffus) sur la **période 2019-2022.** 40 % de ces logements seront construits dans 3 communes du secteur de la **ville intense nord** (Auzeville, Castanet et Ramonville), et **18 %** dans la **ville intense sud** (Ayguesvives, Baziège et Montgiscard). **À moyen terme** (2023-2028), environ **5 000 logements supplémentaires** sont envisagés.

Localisation des projets de logements



UN MARCHÉ DE L'IMMOBILIER HÉTÉROGÈNE

Le prix des maisons à la revente se stabilise

(Source : Perval)

Avec un volume régulier de **240 ventes** en moyenne par an depuis 2000, le prix médian des maisons anciennes a connu **différentes variations depuis 15 ans.**

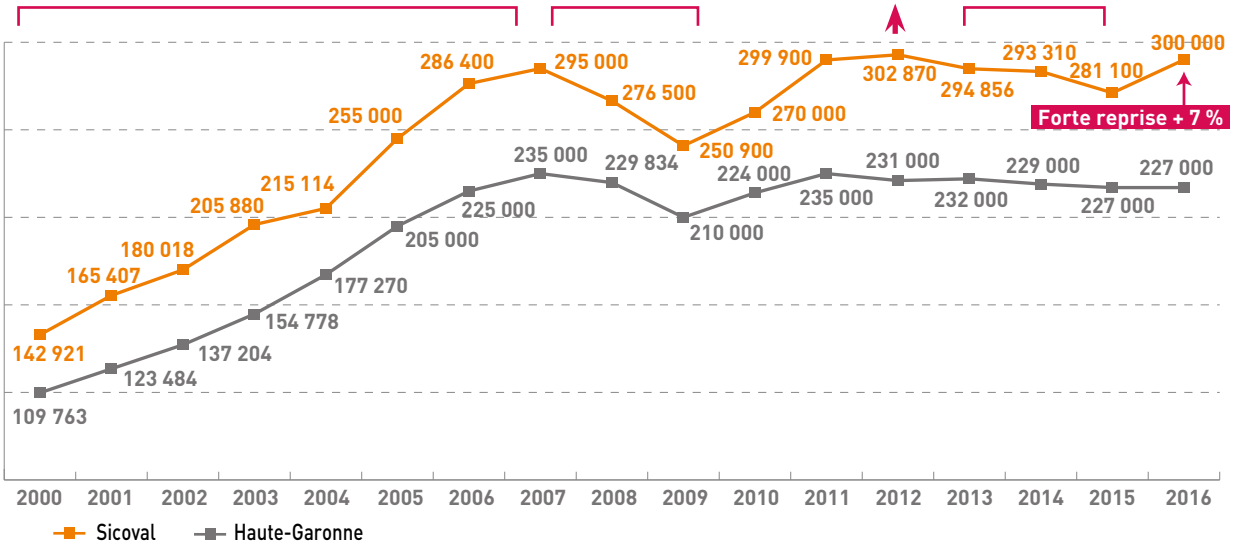
Prix médian des maisons à la revente (en €)

2000-fin 2006
Augmentation spectaculaire des prix de vente, jusqu'à + 19 % entre 2004 et 2005, et un prix des maisons multiplié par plus de 2 en 7 ans.

2008-2009
Crise financière : chute des prix (- 15 % en 2 ans) et des volumes (180 ventes/an de vente).

2012
Malgré un prix de vente médian record de 302870 €, les acheteurs sont présents (239).

2013-2015
Baisse des prix de vente plus visible sur le Sicoval que sur le département. Volume record de 314 ventes en 2015.



Le prix des lots à bâtir reste élevé

(Source : ObserveR de l'immobilier toulousain)

Sur le Sicoval, le prix de vente moyen des lots individuels aménagés (lots à bâtir) est de **118 395 € en 2016**, soit - 4,6 % par rapport à 2015, pour une **surface moyenne de 655 m²**.

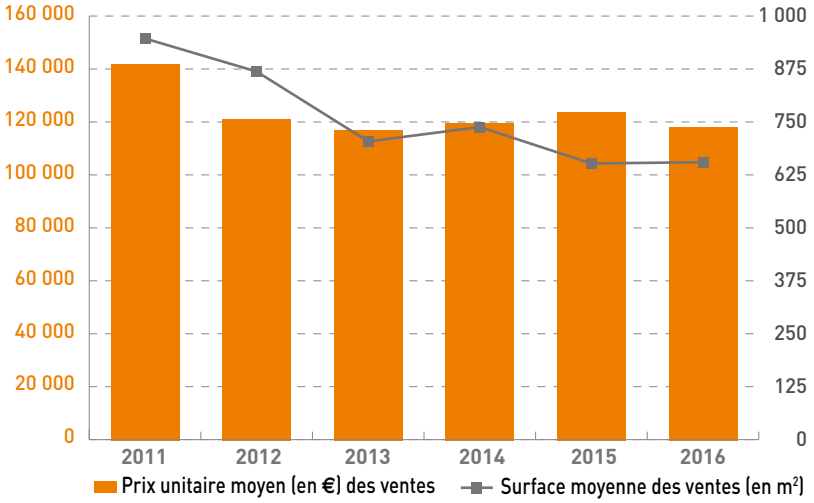
Comparativement, le prix moyen de vente est de :

- **97 513 €** pour une surface moyenne de **620 m² sur le département** de la Haute-Garonne,
- **94 661 €** pour une surface de **625 m² sur l'aire urbaine.**

On observe également une **très forte augmentation des ventes nettes** (+ 125 %) entre 2015 et 2016, avec 164 ventes contre 73 en 2015.

Les lots à bâtir supportent des projets de **construction de 80 à 110 m²** en moyenne, pour un coût global moyen de **200 000 à 270 000 €** qui connaît des variations importantes selon la localisation.

Surfaces et prix moyens des ventes de lots à bâtir



Ventes (2016)



42 %
des ventes supérieures à 130 000 €



26 %
des ventes inférieures à 90 000 €

Surfaces (2016)



42 %
des ventes concernent des surfaces de 400 à 600 m²



10 %
des ventes concernent des surfaces de plus de 1 000 m²

Un prix irrégulier des appartements

(Sources : Perval et ObserveR de l'immobilier toulousain)

Le volume de ventes

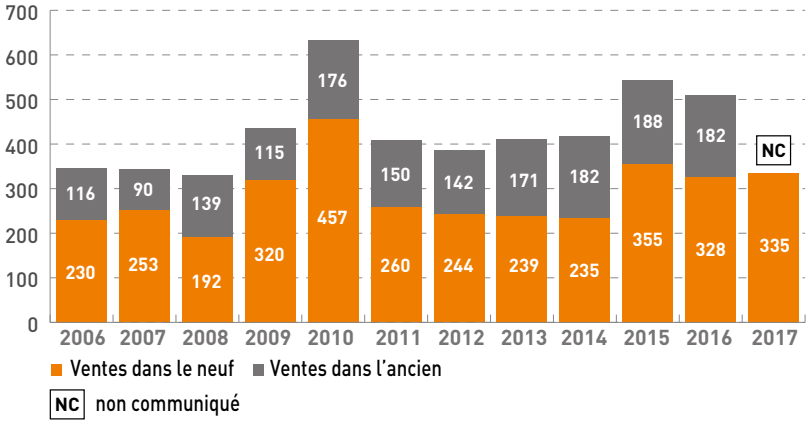
On observe en moyenne qu'une vente d'appartement sur trois se fait dans l'ancien.

Appartements vendus neufs en 2017

62 %
sont vendus à des investisseurs (contre 38 % à de futurs propriétaires occupants)

54 %
des acheteurs occupants bénéficient d'une accession aidée

Nombre de ventes dans le neuf et dans l'ancien

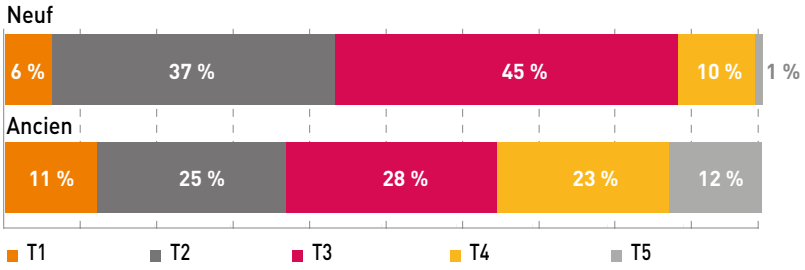


Les ventes par tailles de logement

Sur le territoire de la Communauté d'agglomération :

- **82 %** des ventes des logements collectifs dans le neuf sont des **T2 et T3,**
- **peu de grands appartements** sont vendus, notamment dans le neuf : les T4 et plus ne représentent que 11 %,
- dans l'ancien, les ventes se répartissent de façon plus équilibrées entre les différentes tailles des logements.

Vente par tailles de logements (en %)

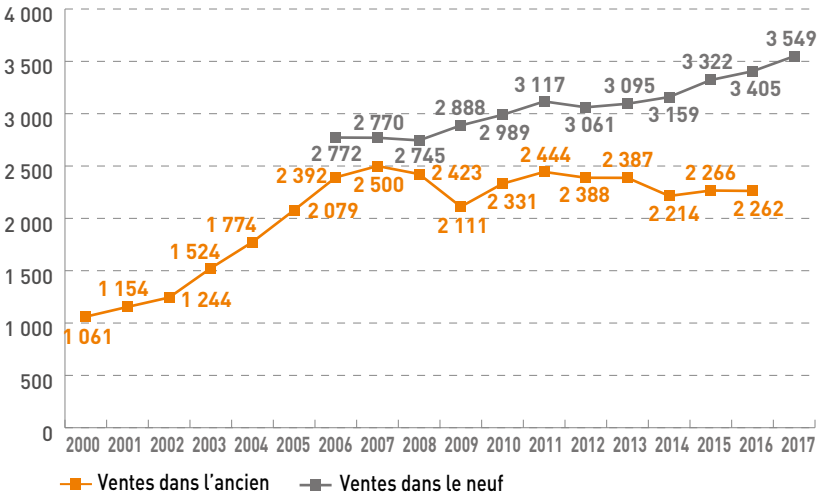


Les prix de vente au m²

En 2017 :

- le prix de ventes des appartements est environ **66 % plus élevé dans le neuf** que dans l'ancien,
- **44 %** des ventes d'**appartements neufs** se situent entre **3 300 et 3 900 € du m².** La plus chère acquisition l'a été au prix de 4 574 € m², la moins chère au prix de 2 921 €/m². **Sur l'aire urbaine,** les prix de ventes **dans le neuf sont similaires (3 545 €/m²). Le prix de l'ancien** est par contre **légèrement plus élevé (environ 2 300 €/m²)** que sur notre territoire,
- il faut compter environ **230 €/m² supplémentaires** pour la vente d'un **appartement neuf avec parking.**

Prix de vente au m² (en €)



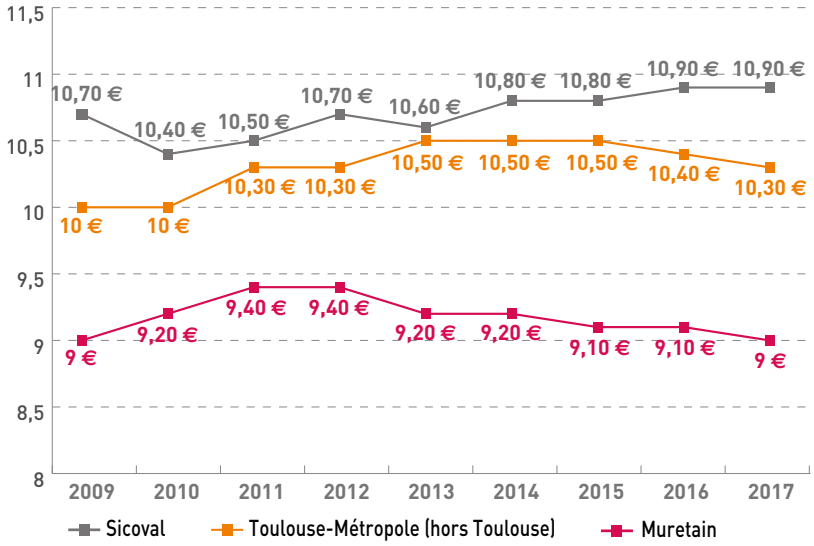
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Des loyers privés parmi les plus élevés de l'agglomération

Le logement privé

(Source : Clameur, 2017)

Le loyer moyen d'un logement privé s'élève à 10,90 €/m², soit 4,10 € de plus que dans le logement locatif social.



Loyer moyen des logements selon leur taille

Taille du logement	Loyer moyen en €/m²
Type 1	14,20
Type 2	11,10
Type 3	9,60
Type 4	9,30
Type 5	8,60

Le logement social

(Source : RPLS au 1er janvier 2017)

Le loyer moyen hors charges dans un logement locatif social **s'élève à 401 €** pour une **surface moyenne de 59 m²,** soit 6,80 €/m².

Il est plus précisément de **386 €** en moyenne **pour un collectif** d'environ **55 m²** et de **486 € pour une maison** d'environ **80 m².**

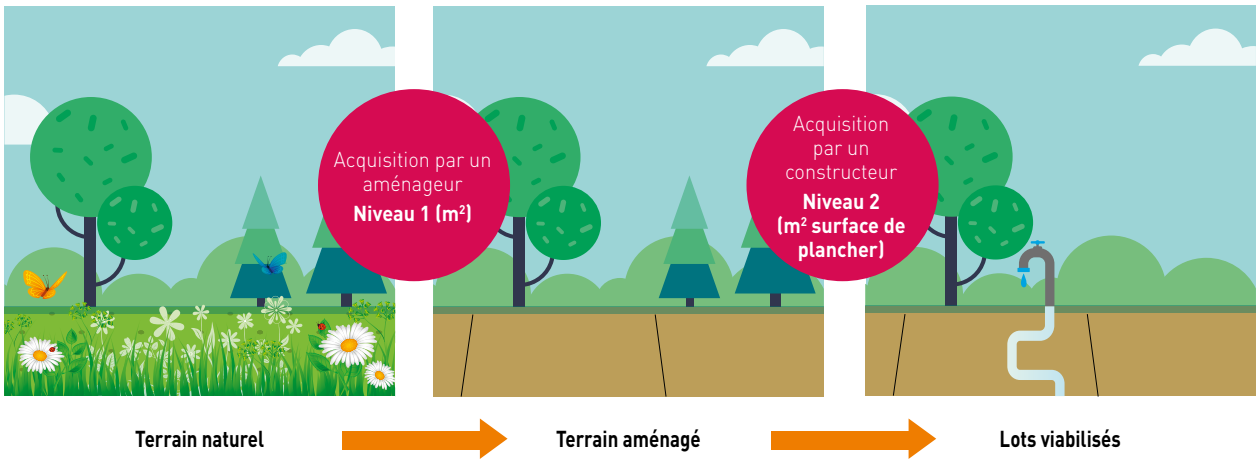
Loyer moyen par taille des logements sociaux

Taille du logement	Surface habitable moyenne (en m²)	Loyer moyen (en €)	Prix du loyer au m² de surface habitable (en €)
Type 1	22	274	12,40
Type 2	46	332	7,20
Type 3	65	414	6,40
Type 4	81	492	6,10
Type 5	97	571	5,90
Type 6 et plus	112	548	4,90

LE FONCIER DESTINÉ À L'HABITAT : UNE RESSOURCE PRÉSERVÉE

De la vente d'un terrain nu à des lots viabilisés

(Source : Direction de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme du Sicoval)



Un marché des terrains naturels (niveau 1) qui évolue favorablement

(Source : Direction de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme du Sicoval)

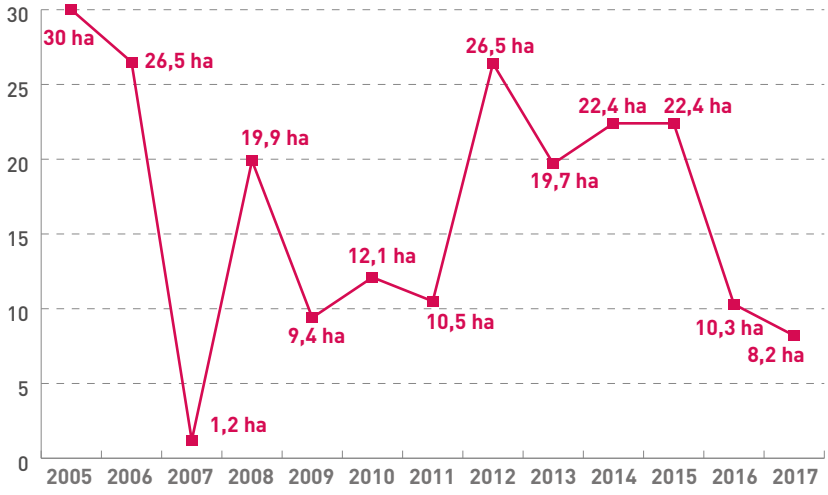
Un volume des surfaces transactées en baisse depuis 3 ans

En treize ans, **219 hectares** ont été commercialisés sur le territoire du Sicoval pour **des opérations d'aménagement à vocation habitat.**

Depuis 2015, l'évolution des superficies transactées des terrains naturels transformés en lots à bâtir est à la baisse. Cependant, le nombre de permis autorisés pour des maisons individuelles ne fléchit pas.

Les transactions foncières réalisées en 2017 concernent les communes de Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Aureville, Labège et Montgiscard.

Évolution des superficies transactées (en ha)

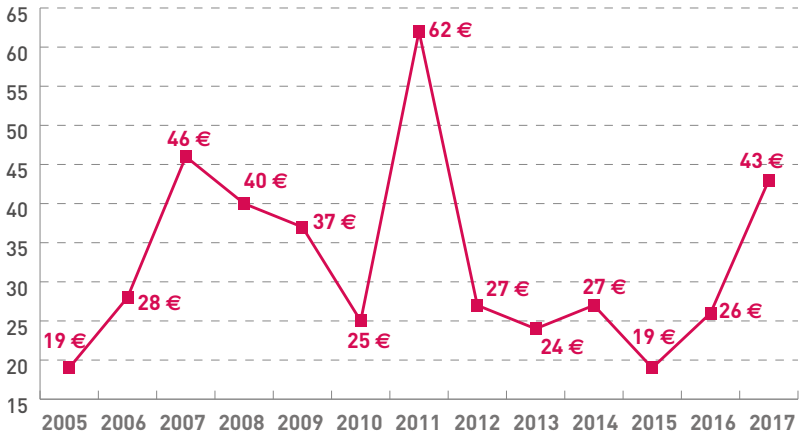


Les prix des terrains naturels relativement stables

Stabilisé depuis 2012 autour de **25€/m² en moyenne**, le prix moyen du foncier brut repart à la **hausse en 2017** (+ 65 % de 2016 à 2017).

Les prix augmentent de façon significative dans les communes à développement mesuré (communes des coteaux à l'ouest du territoire). Ils atteignent, voire dépassent, la barre des **60 € le m²**. Paradoxalement, c'est une transaction relevée en ville intense nord et établie à 37 € qui est parmi les plus basses : il s'agit d'un foncier situé à Castanet-Tolosan et maîtrisé par un opérateur public (Semivalhe).

Évolution du prix moyen des transactions (en €/m²)



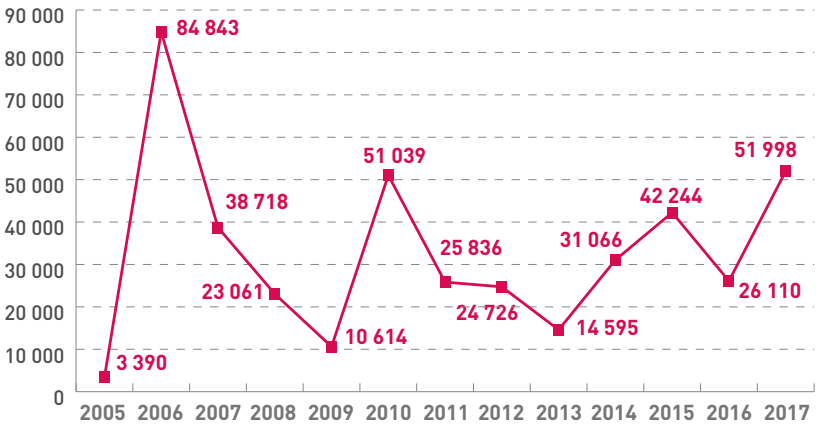
Un marché des droits à construire (niveau 2) en hausse

(Source : Direction de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme du Sicoval)

Une moyenne de 30 000 m² de surfaces de plancher transactées depuis 2010

Environ **52 000 m² de surfaces de plancher** ont fait l'objet de transactions **en 2017**. Ce qui correspond à la construction potentielle d'environ 900 logements dans les tissus urbains. Ces transactions concernent essentiellement la **ville intense nord**.

Évolution des superficies plancher transactées (en m²)



DÉFINITIONS

DROIT À CONSTRUIRE : potentiel constructible d'un terrain ou d'un lot à bâtir en vertu des règles d'urbanisme applicables. L'augmentation du droit à construire a pour but d'augmenter les possibilités de logement.

SURFACE DE PLANCHER (avec l'emprise au sol) : correspond à la somme des surfaces de tous les niveaux construits, clos et couverts, dont la hauteur de plafond est supérieure à 1,80 m, épaisseur des murs déduite. Elle permet de connaître le type d'autorisation requise pour un projet de travaux ou de construction.

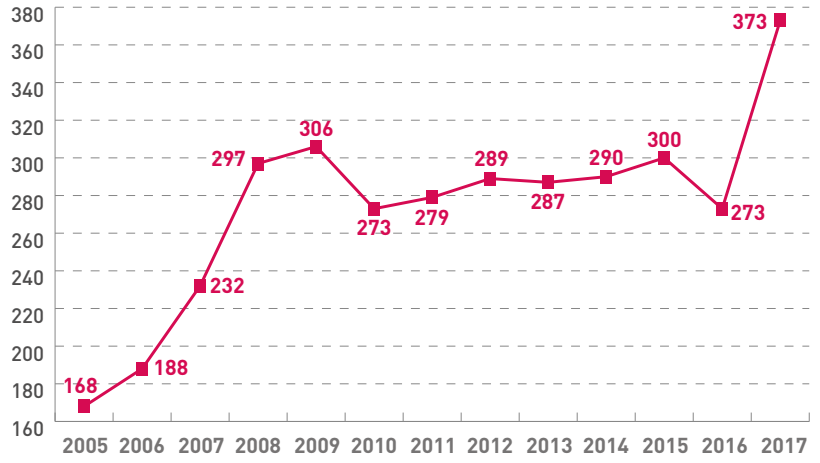
RENOUVELLEMENT URBAIN : reconstruction de la ville sur elle-même et recyclage de ses ressources bâties.

Des prix stables de 2008 à 2016

Après une longue période de stagnation des prix moyens autour de **284 euros/m²** de surface de plancher, l'année **2017** enregistre une **forte hausse** : le m² atteint **373 euros**, ce qui représente une hausse de 37 % entre 2016 et 2017.

La promotion privée capte la totalité des acquisitions de droits à construire depuis 2 ans. En 2017, beaucoup de ventes ont été réalisées sur Castanet-Tolosan pour des opérations privées de collectifs pour du renouvellement urbain.

Évolution du prix moyen (en m² plancher)



Le développement économique, ressort essentiel du territoire

Orientation politique : attirer, prospecter les talents et rayonner. Créer du lien avec les entreprises et les autres territoires

Le développement économique est le moteur du Sicoval. Il se déploie dans un objectif d'équilibre et de solidarité territoriale, et en constitue le principal pourvoyeur de richesses et d'emplois. La prise en charge du tourisme en 2017 est venue compléter l'éco-système qui participe au rayonnement et à la singularité du territoire dans une région fortement dépendante de l'aéronautique.

UN DYNAMISME ÉCONOMIQUE QUI CONTRIBUE À L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Fort d'un tissu économique diversifié et réparti sur l'ensemble de son territoire, le Sicoval propose également plus de **850 hectares de zones d'activité.**

Des établissements toujours plus nombreux

(Source : Insee, Répertoire SIRENE au 31 décembre 2017)

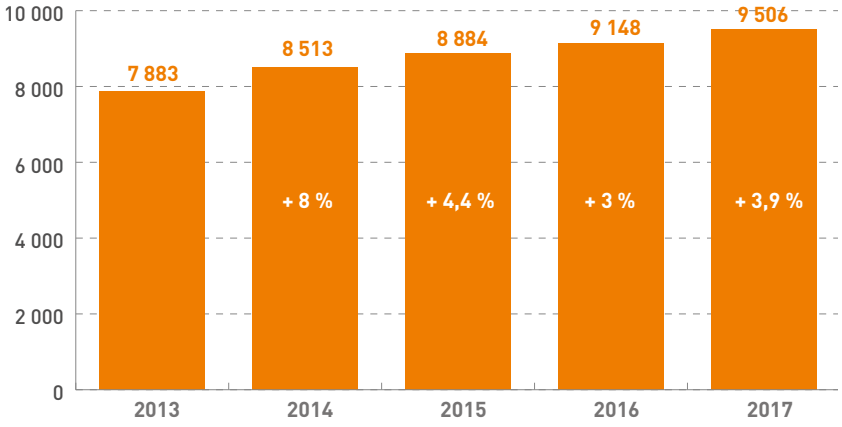
On dénombre **9 506 établissements** actifs (au 31 décembre 2017) sur le territoire, toutes formes juridiques confondues (sociétés, associations, public, professions libérales, syndicats...).

DÉFINITIONS

ENTREPRISE : unité de production de biens et/ou de services jouissant d'une autonomie de décision.

ÉTABLISSEMENT : unité de production de biens et/ou de services géographiquement individualisée, mais juridiquement

Évolution du nombre d'établissements



2 920 établissements employeurs (31 %)

1 824 professions libérales (19 %)

1 233 associations loi 1901 (13 %)

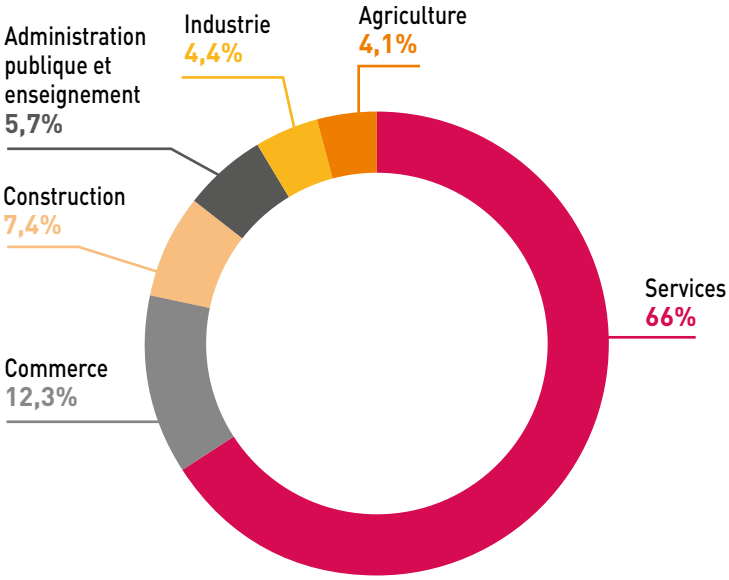
Des établissements majoritairement de petite taille

	Établissements sans salariés		Établissements comptant 1 salarié et plus	
	Nombre	%	Nombre	%
Associations	918	9,7	315	3,3
Autres entreprises	3 868	40,7	2 329	24,5
Entreprises publiques	98	1	154	1,6
Professions libérales	1 702	17,9	122	1,3
Total	6 586	100	2 920	100

Les établissements et les emplois

Prédominance du secteur des services

En termes de répartition des activités économiques, le secteur des services est prédominant : 66 % des établissements du territoire interviennent dans ce domaine.



Des établissements concentrés au Nord

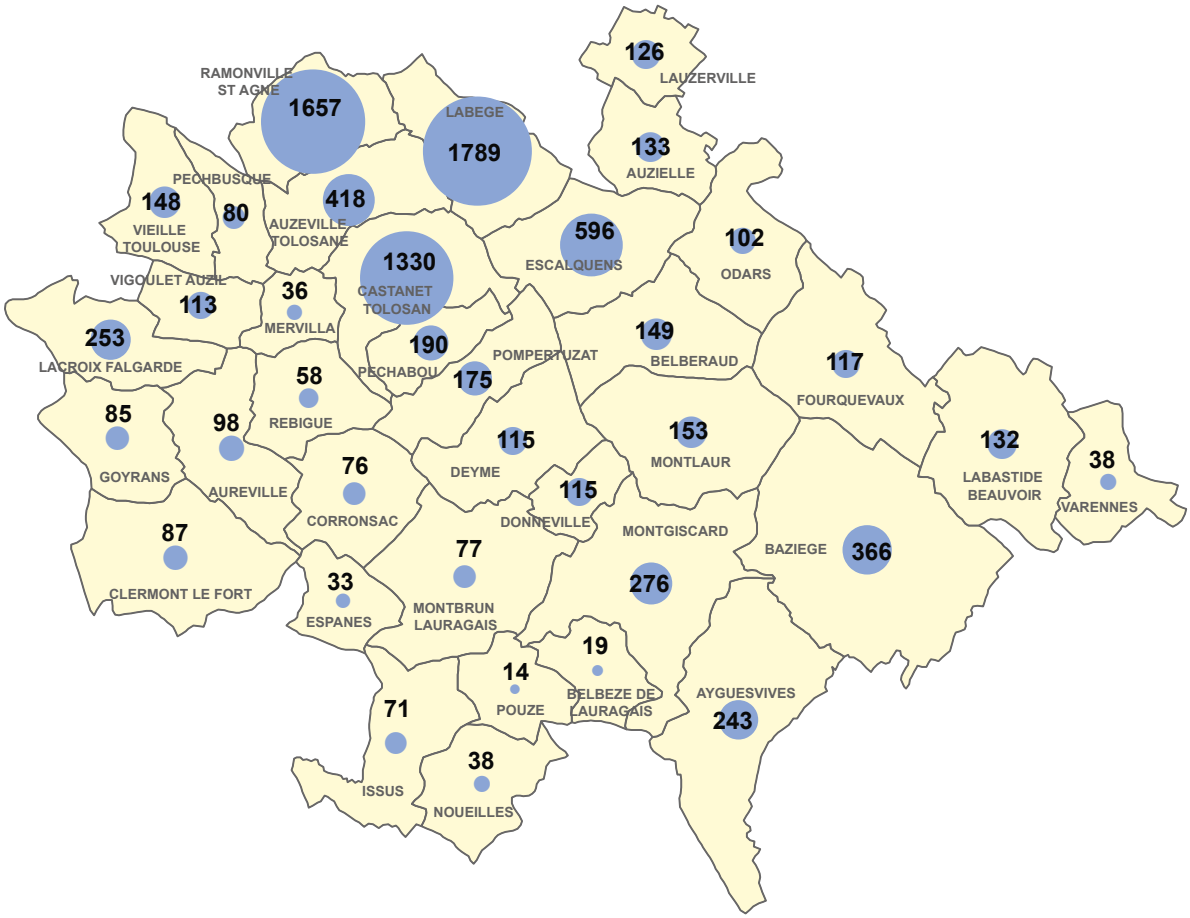
La commune de **Labège** accueille **1 789 établissements, dont plus de 80 % d'acteurs économiques.**

1 657 établissements sont implantés sur **Ramonville Saint-Agne**, dont une très large part d'associations (17 %).

Castanet-Tolosan compte **1 330 établissements**, dont 28 % de professions libérales.

Nombre d'établissements par commune au 31/12/17

Toutes formes juridiques confondues (associations, sociétés, professions libérales, public...)



Une création d'entreprises dynamique

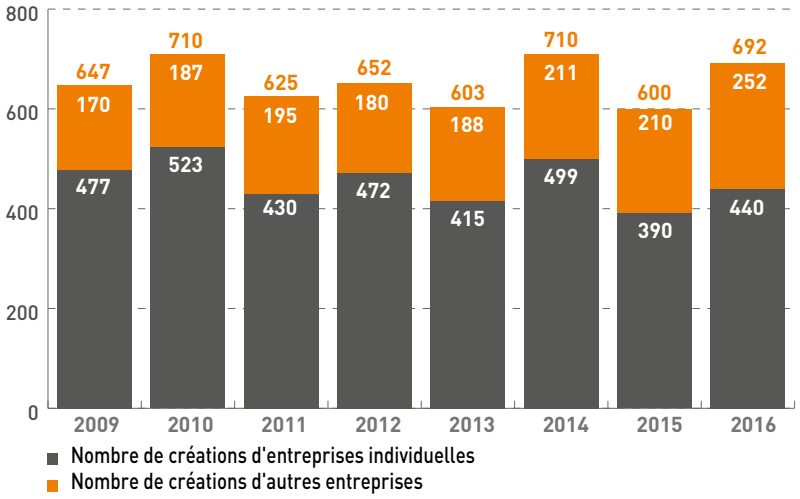
(Source : Insee, répertoire SIRENE au 1er Janvier 2016)

Le Sicoval accueille **4961 entreprises** dont :

- **38 %** (1883) dédiées aux **services aux entreprises**,
- **26,4 %** (1310) dédiées aux **services aux particuliers**.

650 entreprises sont créées en moyenne chaque année sur le territoire.

Évolution de la création d'entreprises



L'emploi en croissance continue

(Source : Insee, fichier CLAP au 31 décembre 2015)

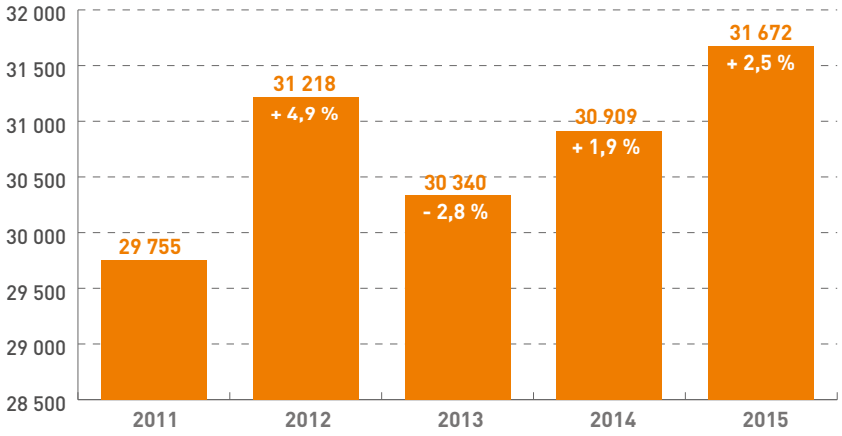
On comptabilise **31 672 emplois** salariés publics et privés sur le territoire, **dont :**

- **23 % d'emplois publics**, soit 7213 emplois,
- **51 % dans le domaine des services** (soit 16091 emplois).

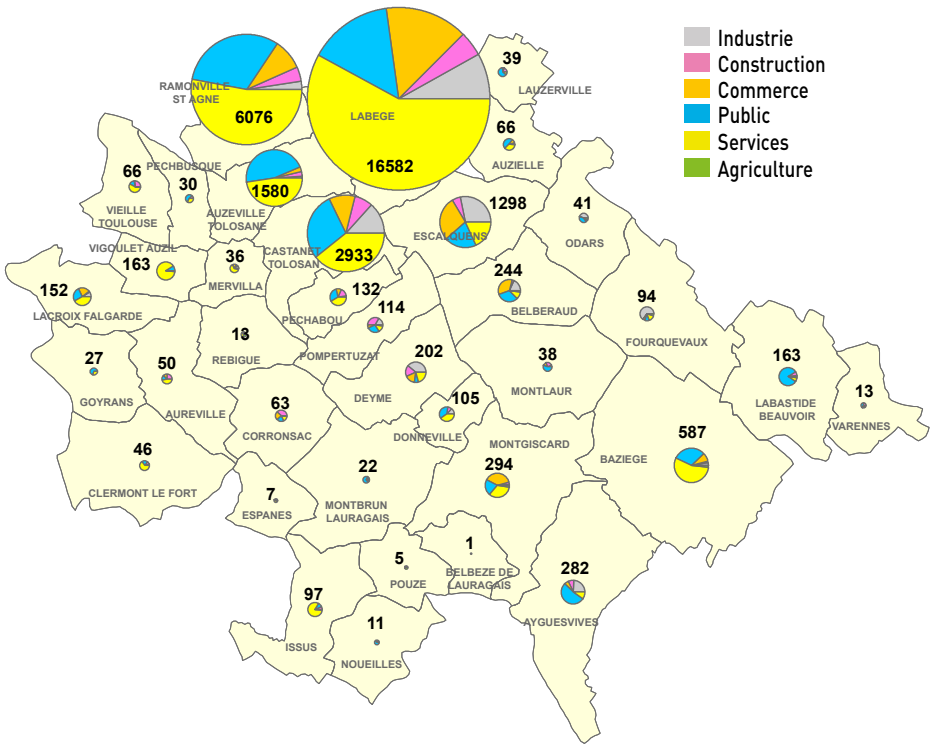
La nette diminution des emplois de 2013 est liée au changement de domiciliation administrative des salariés d'un établissement commercial situé à Labège. En effet, cet établissement a décidé en 2012 de rattacher ses 1500 vendeurs intervenant dans la France entière à son siège nantais.

La répartition géographique des emplois salariés sur le territoire est déséquilibrée. Ils se concentrent en majorité au nord du territoire : **52 % à Labège,** 19 % à Ramonville Saint-Agne et 9 % à Castanet-Tolosan.

Évolution du nombre d'emplois



Nombre d'emplois par commune et par secteurs d'activités



Les établissements et les emplois

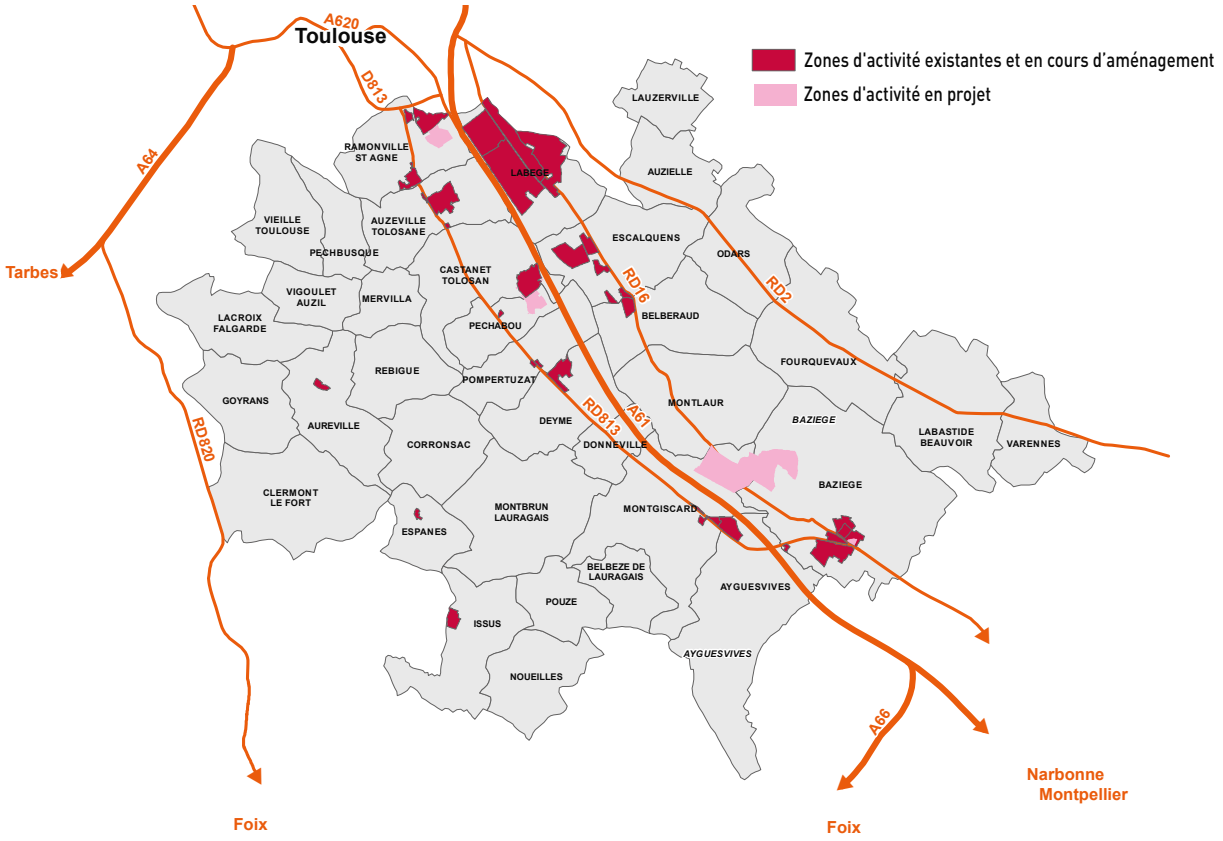
Un maillage diversifié de zones d'activités d'intérêt majeur

(Source : Insee, répertoire SIRENE au 31 décembre 2017 et Direction du développement et de l'animation économique du Sicoval)

Le Sicoval compte plusieurs zones d'activité importantes qui jouent un rôle de 1er plan dans le rayonnement de l'agglomération toulousaine : Labège-Innopole, le Parc technologique du Canal à Ramonville Saint-Agne, l'Agrobiopole à Auzeville-Tolosane, mais aussi La Masquère (Escalquens) et les zones d'activités de Castanet-Tolosan.
Au sud du territoire, l'offre d'accueil s'est développée et diversifiée afin de permettre aux entreprises artisanales locales de s'y installer.

Les 850 hectares de zones d'activité occupent **3,4 % de la surface du territoire.**

Zoom sur les principales zones d'activité du territoire



Labège-Innopole

- **Superficie : 282 hectares** situés à proximité immédiate du périphérique toulousain, de l'A61 et l'A620.
- **Établissements et emplois :**
  - Plus de **1 600 établissements**,
  - **16 582 emplois,** soit plus de la moitié des emplois du territoire.
- **Filières :** le **numérique** et les **biotechnologies,** qui représentent environ 60 établissements.
- **Services :**
  - **4 centres des affaires**, location de bureaux et salles de réunion,
  - **170 commerces** dont 1 hypermarché, 47 restaurants, 5 hôtels, 1 appart city.

Parc du Canal / Ramonville Saint-Agne

- **Superficie : 34 hectares** et une extension de 27 hectares en projet.
- Certification ISO 14001.
- 250 établissements.
- **Filières :** le **spatial**, les **satellites** et leurs applications, l'**économie sociale et solidaire**.
- **Services :**
  - 2 espaces de location de salles de réunion et 1 espace de coworking,
  - 4 restaurants et 2 hôtels.

Les Monges / Deyme

- **Superficie : 18 hectares** et un projet d'extension.
- Certification ISO 14001.
- **Filières :** TPE et PME à vocation **artisanale** et **commerciale**.

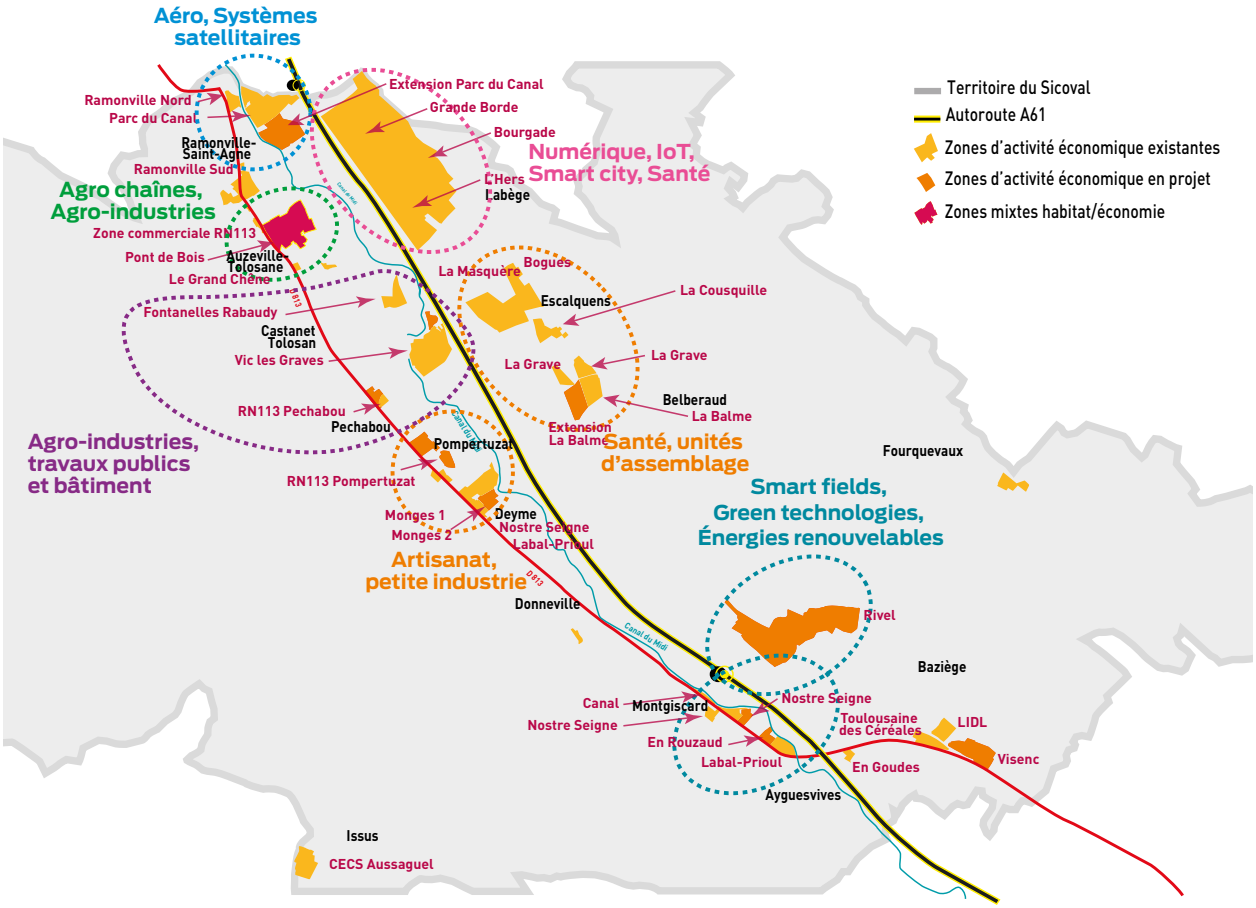
Agrobiopole / Auzeville-Tolosane

- **Superficie :** 300 hectares.
- 80 établissements.
- **Filières :** les **agroressources**, les **agro-industries** et les **agrobiosciences**.
- **Services :** 8 restaurants à proximité immédiate et 1 hôtel.

Parc de la Masquère / Escalquens

- **Superficie :** 42 hectares.
- 20 établissements.
- **Filières :** la **santé** et les **dispositifs médicaux.**

Des filières économiques porteuses de croissance



La filière numérique

La filière numérique du Sicoval représente 25 % des salariés de l'activité informatique de l'aire urbaine. Elle compte plus de **300 PME** et startups, principalement installées sur Labège-Innopole.

Elle s'appuie sur :

- une forte structuration de l'écosystème TIC/Informatique/Télécoms,
- de multiples savoirs faire (internet des objets, marketing digital, Big data…),
- de structures de soutien à la création d'entreprises dédiées (incubateur, pépinières, hôtels d'entreprises).

Le projet de village numérique à Labège-Innopole s'inscrit dans le développement de cette filière.

La filière biotech, santé et dispositifs médicaux

Plus de 60 établissements interviennent dans des secteurs tels que la recherche de médicaments, les prestations de services, la distribution…

L'émergence de la silver économie constitue une opportunité pour cette filière. Le Sicoval a donc défini une politique spécifique dans ce domaine et travaille en lien étroit avec le Conseil départemental.

La filière agrochaînes

Dans ce domaine, le Sicoval est partenaire du pôle Agri sud-ouest innovation et de la plateforme Toulouse white biotechnology.

On appelle « agrochaîne » une chaîne de valeur qui vise à analyser et anticiper les attentes du marché et des consommateurs, puis à remonter chaque maillon de la chaîne (transformation alimentaire et non alimentaire, collecte, production, sélection…) jusqu'au territoire et à l'agriculteur. Pour une alimentation saine et durable, dans le respect de l'environnement, les agrochaînes créent, par l'innovation, de la valeur ajoutée à chaque étape.

La filière aéronautique et spatiale

Le territoire compte **127 entreprises** totalisant 2 000 salariés travaillant dans les secteurs de l'aéronautique, du spatial et des systèmes embarqués.

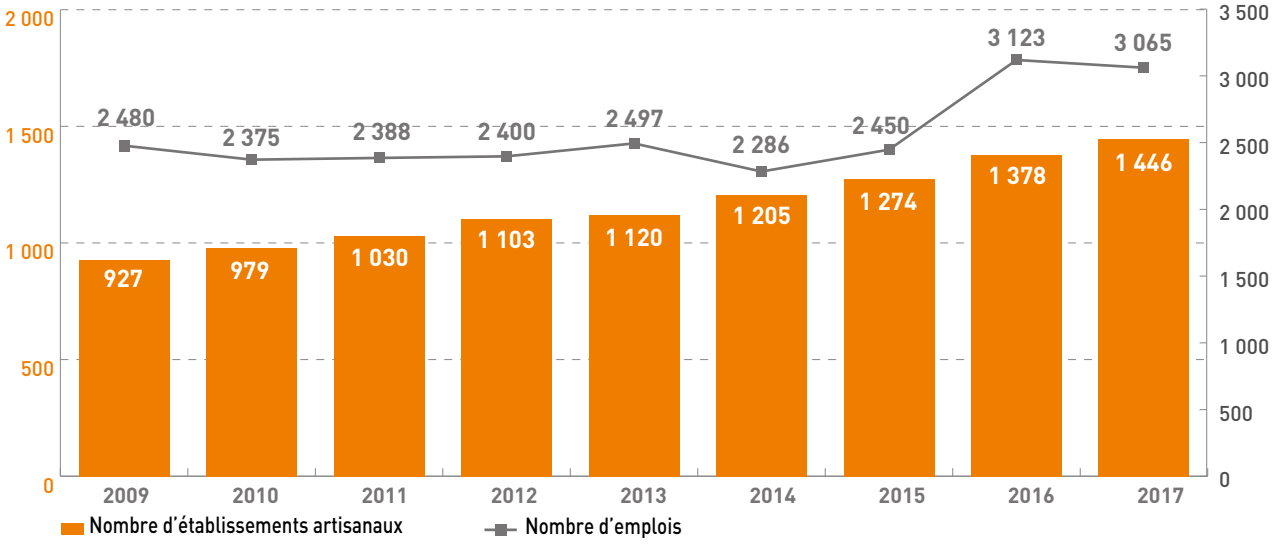
Au-delà de ces filières, la diversification des activités sur le territoire s'appuie également sur les établissements induits par la dynamique démographique : services, commerces, professions de santé… Dans ce domaine, le territoire du Sicoval compte une économie de proximité dynamique. Elle se répartit sur l'ensemble du territoire, notamment dans les zones d'activité Nostre Seigne et Labal-Prioul à Ayguesvives et Montgiscard, la zone industrielle de Vic et la Zac du Parc de Rabaudy à Castanet, les zones d'activité des Bogues et la Cousquille à Escalquens et celle de la Balme à Belberaud.

Les établissements et les emplois

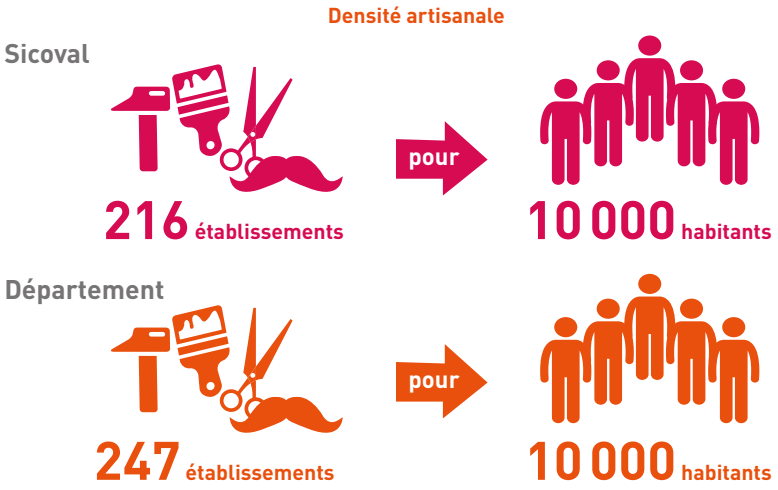
Une activité artisanale qui se maintient

(Source : Chambres de métiers et de l'artisanat)

En 2017, l'artisanat représentait **15,2 % des établissements du territoire, soit 1 446**.
L'artisanat emploie **3 065 salariés.**



Si le nombre d'établissements est en constante augmentation depuis 2009, le nombre de salariés diminue en 2017. Cette baisse est liée au fait que **la majorité des établissements (1 001 établissements) n'emploie aucun salarié.** Pour les établissements employeurs, la moyenne est de 6,9 salariés.

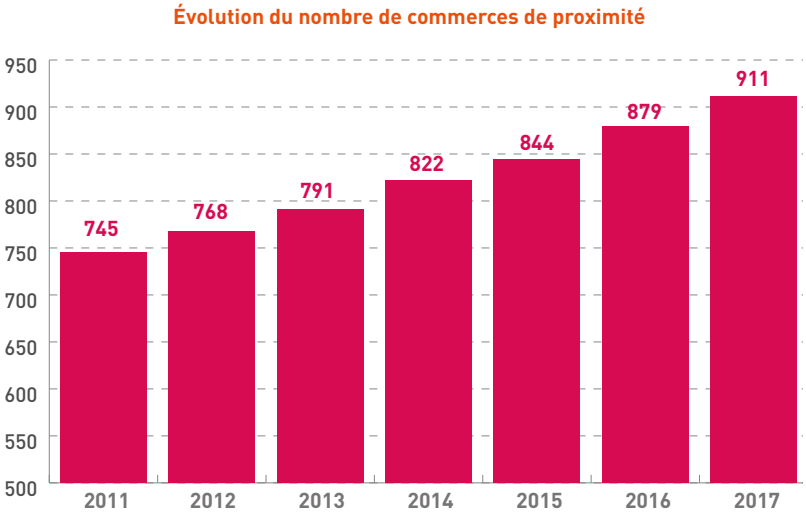


Un commerce de proximité en croissance

(Source : Insee, répertoire SIRENE au 31 décembre 2017)

La présence de commerce sur le territoire est satisfaisante, avec **911 commerces de proximité** recensés au 31 décembre 2017. **Leur nombre a augmenté de 22 % en 6 ans**.

De nombreuses **agences immobilières** sont implantées sur le territoire (118 agences représentant 13 % des commerces de proximité), et **144 restaurants** et établissements de restauration rapide (16 %).



L'économie sociale et solidaire, un secteur en devenir

(Source : Insee, répertoire SIRENE au 31 décembre 2017)

Avec **341 établissements** comptabilisés au 31 décembre 2017, l'économie sociale et solidaire est très présente sur le Parc du Canal (Ramonville Saint-Agne). Celui-ci accueille en effet :

- **un Pôle territorial de coopération économique appelé le Périscope.** Il est dédié à la création d'activité et à l'innovation sociale. Il regroupe une trentaine d'acteurs qui s'engagent pour allier développement économique et utilité sociale.
- **l'Union Régionale des Scop,** association interprofessionnelle qui regroupe des sociétés coopératives et participatives des 8 départements de l'ancienne région Midi-Pyrénées. L'association, service d'aide à la création et au développement d'établissements, compte 280 entreprises coopératives adhérentes.
- **l'A.S.E.I,** association qui a pour objet l'accompagnement, l'éducation et l'insertion de personnes en situation de handicap ou dépendantes.

DÉFINITIONS

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : concept qui désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Donnant la primauté aux personnes sur la recherche de profits, elles sont organisées autour d'une solidarité collective, d'un partage du pouvoir dans l'entreprise, et réinvestissent leur résultat dans les projets et au service des personnes.

A.S.E.I : Agir, soigner, éduquer, insérer.

Typologie des établissements de l'économie sociale et solidaire du territoire

	Nombre	%
Associations	315	92,4
Coopératives	20	5,9
Fondations	1	0,3
Mutuelles	5	1,5
Total	**341**	**100**

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE : UN MARCHÉ DYNAMIQUE

(Source : OTIE)

Depuis 2010, le marché de bureaux de la métropole toulousaine se positionne dans le top 3 des grandes métropoles régionales. L'année 2017 a même enregistré un record historique sur le marché des locaux d'activité et des entrepôts, confirmant le positionnement emblématique de l'aire urbaine. Le Sicoval représente à lui seul 16 % des transactions de l'aire urbaine toulousaine avec **59 transactions en 2017** et **une surface commercialisée totale** (immobilier de bureaux, locaux d'activité et entrepôts) **de 39 765 m².**

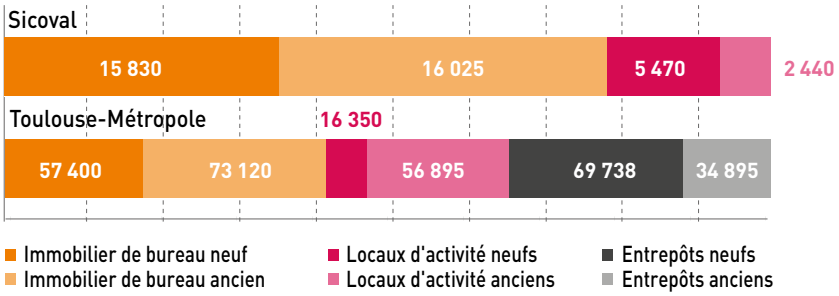
80 % des surfaces commercialisées sont des bureaux

80 % des surfaces commercialisées sur le Sicoval concernent l'immobilier de bureau (31 854 m²), et se situent sur Labège-Innopole (23 691 m²) et le Parc du Canal (8 163 m²).

Les surfaces moyennes commercialisées sont de :

- 708 m² pour l'immobilier de bureaux (631 m² pour Toulouse-Métropole)
- 565 m² pour les locaux d'activité (1 075 m² pour Toulouse-Métropole)

Surfaces commercialisées (en m²) par types de produits



Une location de bureaux à prix raisonnable

Sur le territoire du Sicoval, **le prix moyen des loyers de bureaux neufs** est le même que celui de la périphérie toulousaine, soit **145 € / m².** Au centre-ville de Toulouse, le prix moyen se situe dans une fourchette de 160 à 195 € / m².

La location dans l'ancien sur le Sicoval est inférieure de 11 % aux prix moyens pratiqués en périphérie toulousaine : **100 € / m²** sur Labège-Innopole et **110 € / m²** sur le Parc du Canal, contre 125 € / m² à minima ailleurs. **Au centre-ville de Toulouse,** le prix moyen se situe dans une fourchette de **140 à 220 € / m².**

Prix moyen des locations de bureaux par commune en 2017 (en € HT/m²/an)

	Location dans l'ancien	Location dans le neuf
Balma	135	155
Blagnac	125	160
Colomiers	125	145
Labège	**100**	**145**
Ramonville Saint-Agne	**110**	-
Toulouse	140	160

ZOOM SUR DEUX PROJETS ÉCONOMIQUES STRUCTURANTS

(Source : Direction du développement de l'animation économique du Sicoval)

Pour maintenir son attractivité dans un domaine de forte concurrence nationale et internationale, le Sicoval poursuit son développement économique, notamment autour de deux grands projets de parcs d'activité.

DÉFINITIONS

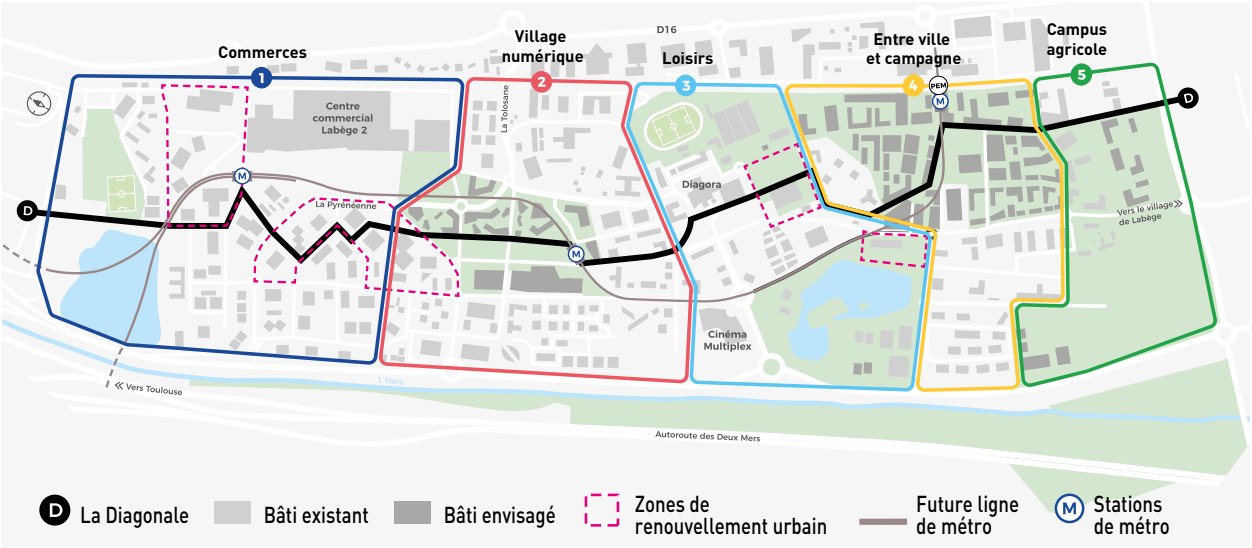
FINTECH : contraction de « finance » et « technologie » qui désigne des entreprises innovantes, plutôt jeunes, utilisant les technologies du numérique, du mobile, de l'intelligence artificielle, etc., pour fournir des services financiers de façon plus efficace et moins chère.

BIOTECH : contraction du terme « biotechnologie » qui désigne les process utilisant des êtres vivants (micro-organismes, animaux, végétaux) pour la fabrication industrielle de composés biologiques ou chimiques (médicaments, matières premières) ou l'amélioration de la production agricole.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE : notion qui désigne un modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services en limitant la consommation et le gaspillage de ressources (matières premières, eau, énergie) ainsi que la production des déchets. En cela, elle s'oppose au modèle d'économie linéaire : extraire, fabriquer, consommer, jeter.

Développement d'Enova Labège-Toulouse

282 hectares



En lien avec l'arrivée du métro en 2025, le Sicoval souhaite donner une nouvelle ambition à Labège-Innopole.

La Communauté d'agglomération veut transformer ce parc d'activité :

- en un véritable **pôle d'activité dédié au numérique, aux fintechs, aux biotechs et à l'internet des objets.** Objectif à terme : la création de **10 000 nouveaux emplois** et l'accueil de **6 000 étudiants et chercheurs supplémentaires,**
- en un quartier mixte aménagé à partir d'une idée force : recréer l'esprit du village de Labège, fait de proximité, d'échanges et de douceur de vivre. Ce principe sera mis en œuvre grâce à une stratégie de mobilité durable et de haute qualité de vie : création d'une diagonale dédiée aux mobilités alternatives (piétons, vélos, navettes électriques…) bordée de terrasses, restaurants, showrooms, liaison entre les différentes séquences du quartier par un espace public paysager…

Au programme d'ici 2035 : 485 000 m² de surfaces de plancher

61 % de bureaux et tertiaire
dont 37 % de surfaces de plancher dédiées au numérique

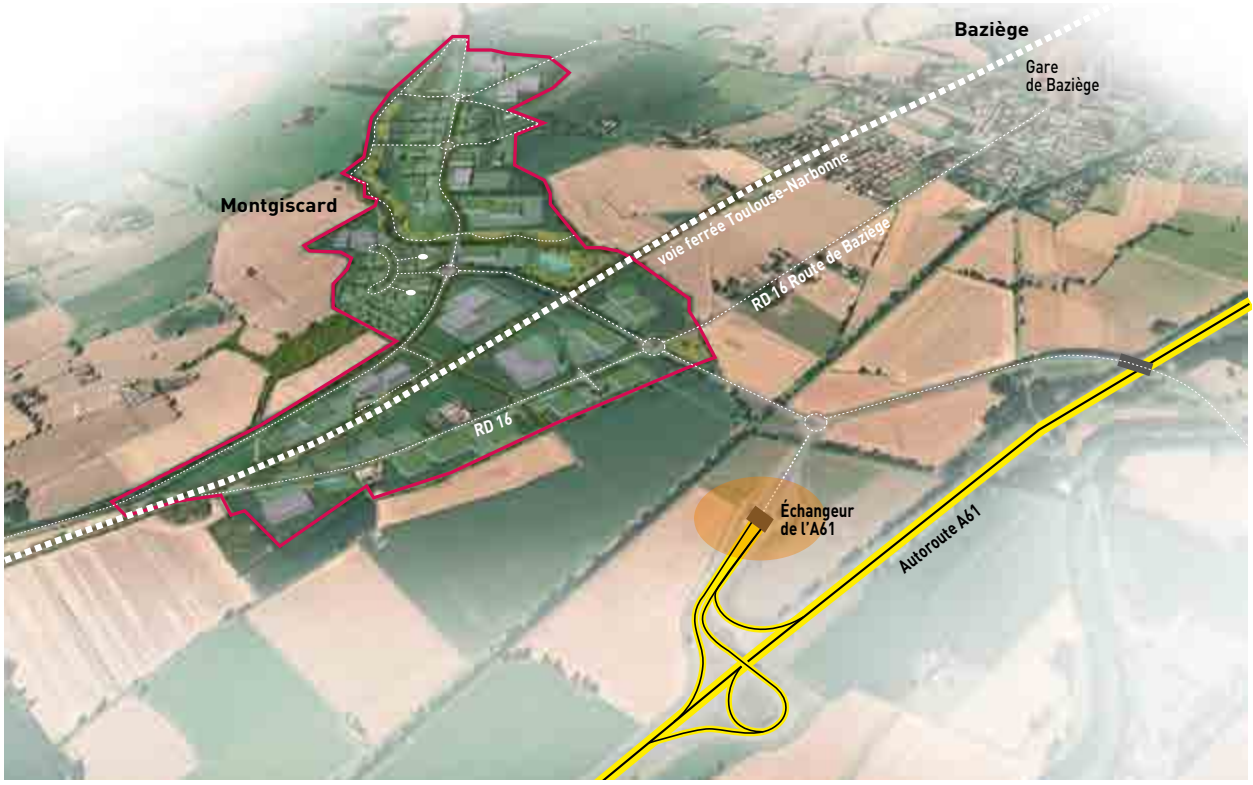
20 % de logements

11 % pour les commerces et les services

8 % pour les loisirs, le sport, les équipements et les espaces paysagers

Projet de ZAC du Rivel

Ayguesvives - Baziège - Montgiscard / 110 hectares au sud du territoire



L'ambition de la Communauté d'agglomération est de **faire émerger une polarité économique forte au Sud** du territoire sur une filière émergente et transversale.

Ce parc d'activité sera prioritairement voué aux **technologies vertes innovantes,** aux **énergies renouvelables** et à **l'économie circulaire.**

Le Sicoval souhaite également faire de cette Zac le premier parc d'activité à énergie positive de la Région Occitanie.

Répartition des surfaces programmées

80% pour l'industrie et les services

5% pour la conception et la recherche

15% pour l'artisanat et les petites entreprises

SOUTIEN À LA CRÉATION D'ENTREPRISES : UN ÉCOSYSTÈME PARTICULIÈREMENT DÉVELOPPÉ

(Source : Direction du développement de l'animation économique du Sicoval)

Il existe différents types de structures permettant d'accompagner les créateurs d'entreprises ou les entreprises en développement : incubateurs, pépinières, hôtels d'entreprises, accélérateurs...
Le territoire bénéficie de nombreux équipements dans ce domaine : trois d'entre eux sont directement gérés par le Sicoval, les autres relèvent d'initiatives privées ou publiques.

Un Sicoval précurseur

Dès 1988, le Sicoval a commencé à développer une **offre d'accueil dédiée aux entreprises en création sur Labège-Innopole.** Cette offre s'est étoffée en 2002, avec la création d'une deuxième pépinière d'entreprises suivie de l'aménagement d'un hôtel d'entreprises.

La pépinière d'entreprises Prologue

Première pépinière d'entreprises à avoir été créée dans l'ancienne Région Midi-Pyrénées, Prologue accompagne et soutient la création et le développement de **startups** depuis 1988. Elle propose 2 100 m² de bureaux modulables, un showroom dédié à l'industrie 4.0, des services mutualisés, un soutien personnalisé aux entrepreneurs, un accompagnement collectif et des expertises individuelles.

236 entreprises accueillies depuis sa création, dont 16 au 1er septembre 2018

55 % des entreprises sorties de la pépinière installées sur le Sicoval

Taux de pérennité des entreprises

80 % après 5 ans d'activité

69 % après 10 ans d'activité

La pépinière d'entreprises Prologue Biotech

Prologue Biotech, créée en 2002 par la Communauté d'agglomération, est dédiée à l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement et le suivi des porteurs de projets et créateurs d'entreprise dans le domaine des **sciences du vivant (biotechnologies, cosmétologie...).** Cette pépinière d'entreprises offre aux jeunes entreprises biotech des locaux et des équipements adaptés, des services et des moyens mutualisés ainsi qu'un soutien personnalisé, le tout sur un lieu sécurisé.

9 établissements accueillis en 2018

19 établissements accueillis depuis 2002

L'hôtel BioStep

L'hôtel d'entreprises BioStep, mis en place en 2007 par le Sicoval, propose une solution immobilière adaptée au profil des **jeunes entreprises intervenant dans les sciences du vivant et arrivées au terme de leur hébergement à Prologue Biotech.** Les entreprises hébergées à BioStep bénéficient de 1 950 m² de laboratoires ainsi que d'un accès privilégié aux services et infrastructures scientifiques de Prologue Biotech. Ce site complémentaire est implanté dans le voisinage immédiat de Prologue Biotech, créant ainsi **BiotechPark,** un continuum d'infrastructures répondant aux besoins de maturation spécifique des entreprises biotechs.

4 établissements accueillis actuellement

L'incubateur-pépinière Théogone du Conseil départemental – Ramonville Saint-Agne

Le Centre européen d'entreprise et d'innovation (CEEI) Théogone est installé sur le Parc du Canal, à Ramonville Saint-Agne.
À la fois incubateur et pépinière d'entreprises, Théogone a été créé en 1989 par le Conseil départemental de la Haute-Garonne. Il accueille et accompagne **des jeunes entreprises innovantes** à qui il propose 3 000 m² de bureaux, de plateaux et ateliers équipés. Les porteurs de projet bénéficient d'un accompagnement à toutes les étapes de la création et du développement de leur entreprise.
Cette structure départementale a permis la création **de 250 entreprises et de 2 000 emplois.**

Le soutien à la création d'entreprises

Les pôles de compétitivité

DÉFINITION
PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ : pôle qui rassemble sur un territoire donné des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation, ainsi que des associations, pour développer des synergies et des coopérations.

Agri sud-ouest innovation (ASOI) cette association loi 1901, dont le siège est basé depuis 2007 sur Auzeville-Tolosane, fédère les acteurs privés et publics des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine agissant dans les **filières de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des agro-ressources et agro-industries.** Le pôle compte plus de **440 adhérents**.

Optitec anime un écosystème de **220 adhérents** et partenaires intervenant dans les **deep tech (innovations de rupture) en photonique et imagerie** sur des marchés en forte croissance : défense et sécurité, santé et médical, smart cities et agriculture de précision, industrie du futur. Ce pôle de compétitivité a une antenne au sein de la pépinière Prologue à Labège-Innopole.

Derbi est un pôle de compétitivité dédié au **développement des énergies renouvelables dans le bâtiment et l'industrie,** dont une antenne est basée sur Labège-Innopole. Son réseau comptabilise **170 adhérents**.

AquaValley, présent au sein de la pépinière Prologue à Labège-Innopole, fédère un réseau de **250 adhérents** intervenant dans les **métiers du cycle de l'eau** (gestion, mobilisation et réutilisation des ressources en eau).

Le cluster régional DigitalPlace – Labège-Innopole

DÉFINITION
CLUSTER : réseau d'entreprises constitué majoritairement de PME et TPE fortement ancrées localement, souvent sur un même créneau de production et une même filière.

Le cluster DigitalPlace fédère et anime **l'industrie numérique en Occitanie.** Il accompagne et aide les entreprises de ce secteur à se développer en facilitant leur mise en relation avec les laboratoires et les donneurs d'ordre, la recherche de financements, leur développement à l'international… Il compte aujourd'hui près de **200 adhérents** dont 25 % de startups et 40 % d'éditeurs de logiciels.

Le Périscope – Ramonville Saint-Agne

DÉFINITION
PÔLE TERRITORIAL DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE : concept qui désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Donnant la primauté aux personnes sur la recherche de profits, elles sont organisées autour d'une solidarité collective, d'un partage du pouvoir dans l'entreprise, et réinvestissent leur résultat dans les projets et au service des personnes.

Le pôle territorial de coopération économique **le Périscope** est basé sur le Parc du Canal. Il accompagne les porteurs de projets dans la création de leur entreprise, et propose la mutualisation d'emplois et de services…

Plus de 800 coopérateurs, dont 110 entrepreneurs salariés en coopératives d'activités

38 adhérents qui représentent 310 salariés

105 m² de salle de conférence, une offre de location de bureau, espace de co-working

L'Iot Valley - Labège-Innopole

L'Iot Valley est une association créée en 2009, qui réunit aujourd'hui **35 startups du numérique** se démarquant par une forte capacité à innover **et 18 partenaires.** Son ambition est de **développer le meilleur écosystème au monde dans l'internet des objets.**

Le Connected camp est l'accélérateur privé de l'Iot Valley pour les startups. Son objectif est de leur apporter des contacts professionnels qualifiés avec de grandes entreprises, de sécuriser le processus de fabrication des outils développés par les startups et d'apporter une expertise à toutes les problématiques qu'elles peuvent rencontrer.

Pour sa croissance, l'Iot Valley a engagé un projet immobilier de grande ampleur au sein de Labège-Innopole, dont la première phase prévoit la construction d'un bâtiment de 20 000 m² d'ici 2020.

L'initiative de Berger Levrault

Berger Levraut, éditeur de logiciels et de contenus règlementaires, accueille des **startups** qui développent des activités en liens avec les marchés ciblés par l'entreprise. Il met **gratuitement** à leur disposition des **locaux** au sein même de son bâtiment situé à Labège-Innopole, pour une durée d'un an.

LE TOURISME : UNE RESSOURCE EN DEVENIR

(Source : Direction du développement de l'animation économique du Sicoval)

Le 1er janvier 2017, la loi NOTRe a transféré au Sicoval une nouvelle compétence obligatoire : la promotion du tourisme. L'Agglo est ainsi devenue l'acteur local de référence dans le cadre de sa promotion et de son développement. Le Schéma de développement touristique, adopté en 2018, fixe plusieurs objectifs pour les 5 prochaines années : valoriser les atouts touristiques du territoire ; coordonner l'offre existante en matière d'accueil, d'hébergement, de loisirs, de tourisme… ; accompagner les acteurs dans des projets innovants.

Une situation géographique privilégiée

- À **10 km** de la place du Capitole
- À **20 km** de l'aéroport international Toulouse-Blagnac ; à 10 km de la gare Toulouse-Matabiau
- **À proximité des grands sites** d'Occitanie, des Pyrénées et de la mer Méditerranée
- **2 échangeurs** autoroutiers (Le Palays et Montgiscard), 1 ligne de métro (ligne B), 4 gares SNCF (Baziège, Labège-Innopole, Labège Village et Escalquens), routes départementales D 813, D16 et D2 en provenance de Carcassonne et Revel.

Les atouts du territoire

Le Canal du Midi et son tourisme fluvial

5 écluses • 5 maisons éclusières • 2 ports à Ramonville Saint-Agne • animations culturelles sur le Canal (Festival Convivencia…) • 1 projet de halte fluviale à Ayguesvives

L'histoire

Époque du pastel • époque du froment • phare aéronautique de Baziège • château de Latécoère à Ramonville Saint-Agne • époque médiévale : bataille de Baziège • la langue et la culture Occitane

Le patrimoine

Patrimoine bâti : 40 châteaux • 37 églises…

Patrimoine agricole : coopérative de blé de Baziège • producteurs locaux • gastronomie • vignes à Auzeville-Tolosane

Patrimoine naturel : paysages ruraux • vues sur les Pyrénées • la vallée de l'Hers • arbres remarquables à Labastide-Beauvoir • Réserve naturelle régionale « Confluence Garonne-Ariège »

Les sports et loisirs de nature

340 km de chemins de randonnées balisés et entretenus • pratiques équestres, VTT, pédestres • activités nautiques (canoë) • rugby • 2 golfs à Vieille-Toulouse et à Odars • 57 km de pistes cyclables • 1 club de Polo • 1 festival de Long Board

La culture

Plus d'une quinzaine de festivals • 5 musées • spécificités locales (Festival TrollBall à Noueilles…) • 5 cinémas • La maison Salvan • Le Muséum du Pastel

Le tourisme d'affaires

Quartier Labège-Innopole • Centre de congrès et d'exposition Diagora • locations de salles sur l'ensemble du territoire

Les animations locales

Fêtes locales • 23 marchés de plein vent • 4 fermes pédagogiques

Une offre diversifiée déjà existante

Au 31 mars 2018, le territoire compte **299 structures** qui interviennent dans le secteur du tourisme.



- **15** hôtels
- **2** campings
- **13** gîtes
- **17** chambres d'hôtes
- **1** résidence de tourisme
- **1** port de plaisance

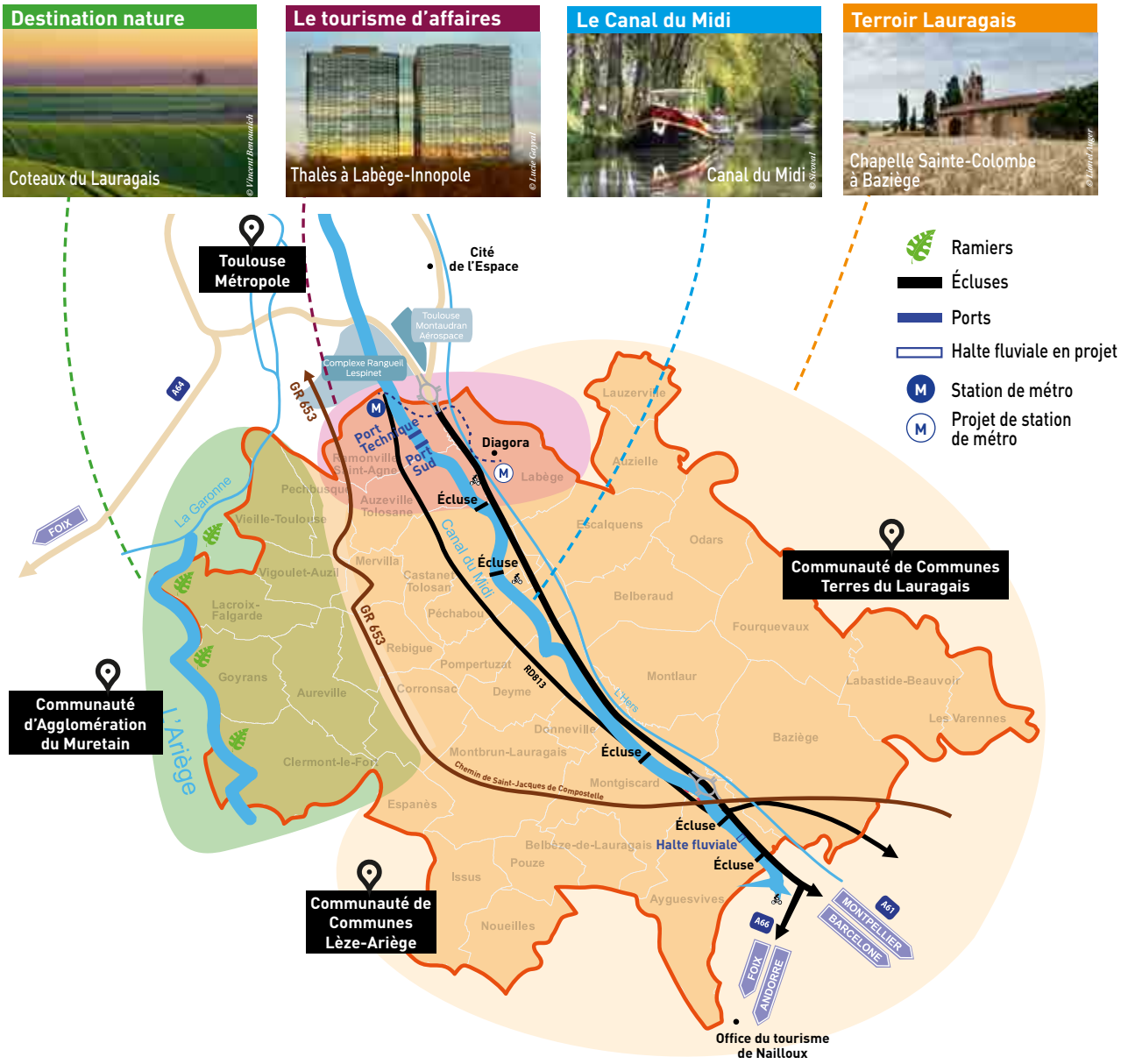


- **10** bistrots / bars à vin
- **2** brasseries
- **1** cafétéria
- **72** restaurants
- **57** prestataires de restauration rapide
- **1** salon de thé
- **1** traiteur



- **34** offres de loisirs culturels
- **3** offres de loisirs fluviaux
- **4** offres de loisirs pédagogiques
- **23** offres de loisirs sportifs
- **3** espaces de bien-être
- **32** producteurs locaux
- **7** structures de tourisme d'affaires

Le tourisme



La fréquentation touristique du territoire en 2017

200 000 cyclistes et **100 000** touristes fluviaux sur le Canal du Midi

30 000 visiteurs à la Ferme de 50 (Ramonville Saint-Agne)

5 000 locations de vélos à « À vélo 31 » (Ramonville Saint-Agne)

1 500 canoës loués sur la base de loisirs de Granhotà (Clermont-le-Fort)

1 600 participants aux Randovales 2018

150 000 d'entrées au cinéma Gaumont Labège

30 000 visiteurs au Muséum du Pastel (Labège)

5 700 spectateurs pour le Festival Convivencia (Ramonville Saint-Agne, Castanet-Tolosan et Ayguesvives)

3 500 visiteurs à la Maison Salvan (Labège)

2 000 participants au Festibike 2017

Transports et déplacements : des usages en mutation

Orientation politique : articuler urbanisme et mobilité pour faciliter la vie des habitants et favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Plusieurs éléments ont longtemps concourru à la prédominance de la voiture individuelle dans les déplacements : le caractère rural du territoire et la présence de coteaux difficiles à desservir en transports en commun, des habitudes bien ancrées… Mais les temps changent : depuis une dizaine d'années, l'offre en transports collectifs s'est développée et diversifiée, les voies cyclables ont été renforcées…

DÉFINITION

La desserte en transports en commun du Sicoval est assurée par les 3 autorités organisatrices de la mobilité :
- le **Département** de la Haute-Garonne pour les transports interurbains et scolaires (pour le compte de la Région),
- la **Région Occitanie** pour les transports régionaux ferroviaires et routiers,
- **Tisséo collectivités** pour les transports urbains.

Le Sicoval a délégué sa compétence Transports à Tisséo collectivités, au même titre que Toulouse-Métropole, la Communauté d'agglomération du Muretain et le Syndicat intercommunal des transports publics de la région toulousaine (SITPRT).

UN CHANGEMENT D'HABITUDES CHEZ LES MÉNAGES

Une hausse des déplacements de 5 % en 9 ans

(Source : Enquête Ménages-Déplacements 2013)

En moyenne, le territoire compte **340 000 déplacements par jour de semaine** (résidents et non-résidents), tous modes de transports confondus.



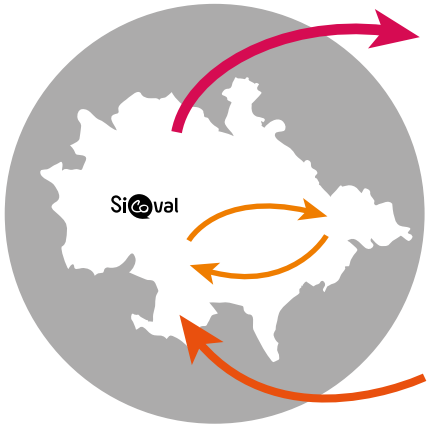
177 000 déplacements avec l'extérieur du territoire
(dont 14 % avec Saint-Orens, 12 % avec Montaudran et 10 % avec Rangueil), soit + 7 % en 9 ans

164 000 déplacements internes
soit + 3 % entre 2004 et 2013

Des flux domicile-travail qui s'équilibrent

(Source : Insee 2015)

Les flux entrants sont majoritairement liés à l'attractivité de Labège :
- **57 %** des flux entrants sur le territoire sont à destination de labège,
- **30 %** des actifs entrants sur Labège **viennent de Toulouse** et **40 %** du reste **du département**.



21 146 actifs dits « sortants »
(résidants du Sicoval travaillant hors du territoire)

12 097 actifs dits « stables »
(résidants du Sicoval travaillant sur le territoire)

18 988 actifs dits « entrants »
(résidants hors Sicoval travaillant sur le territoire)

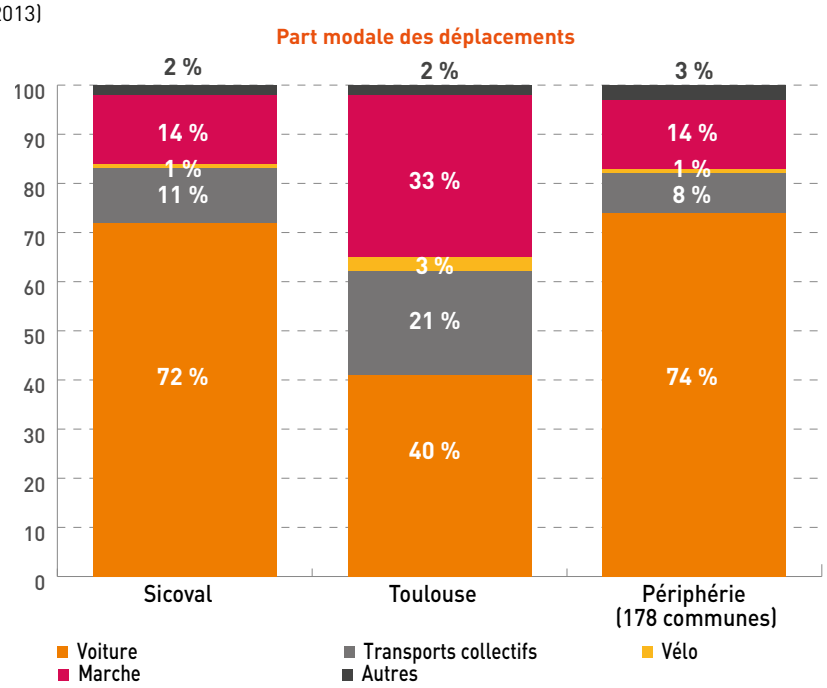
DES MÉNAGES DE PLUS EN PLUS TOURNÉS VERS LES TRANSPORTS EN COMMUN

(Source : Enquête Ménages-Déplacements 2013)

Les habitants du Sicoval utilisent **la voiture** pour **72 % de leurs déplacements,** contre 76 % en 2004, ce qui constitue une baisse significative.

La marche à pied est le 2e mode de déplacement des ménages du territoire, avec 14 % de déplacements effectués à pied.

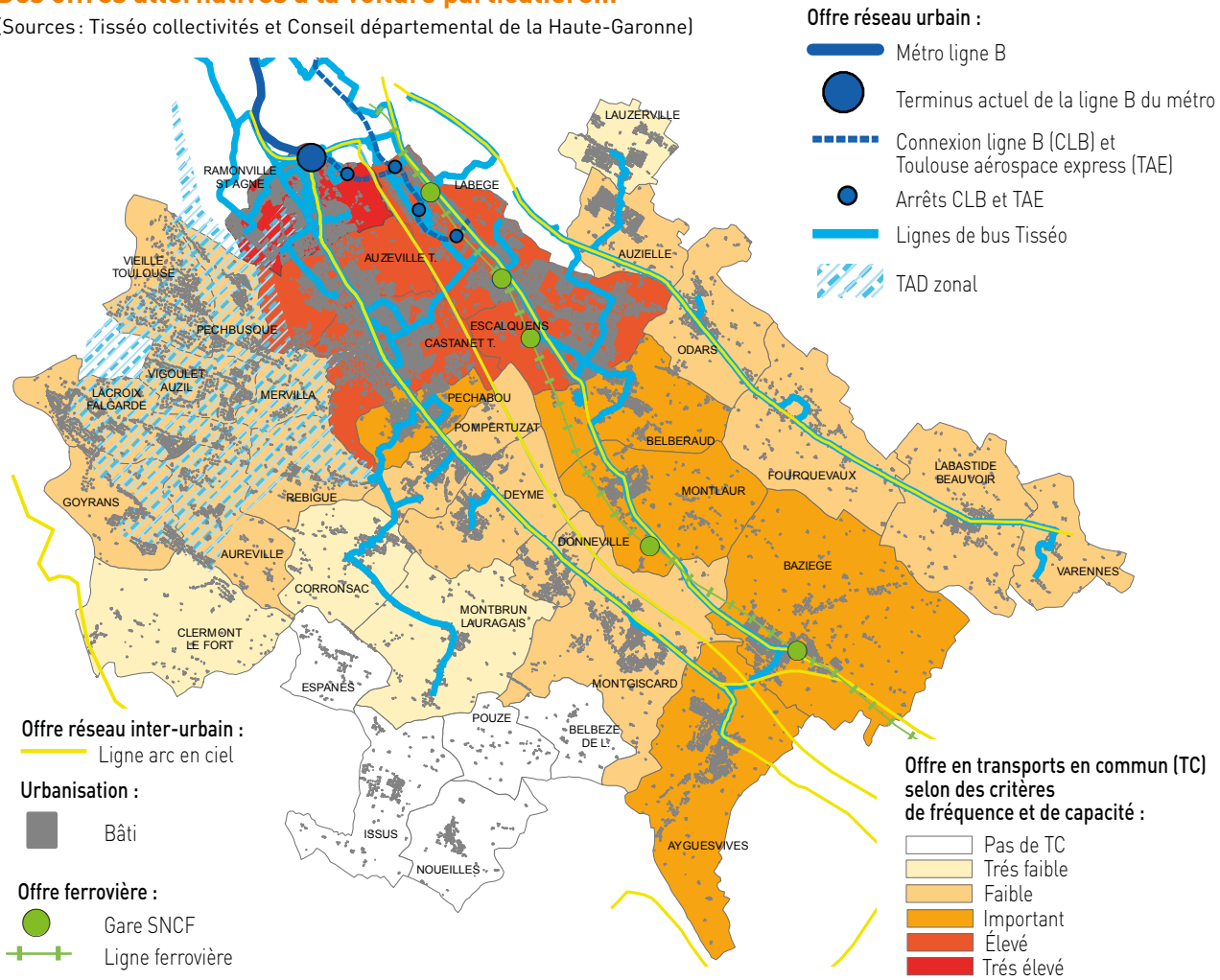
La part des transports en commun dans les déplacements est de **11 %,** soit 1 déplacement sur 10.
Ce chiffre peut paraître bas, mais il est **en augmentation de 5 points par rapport à 2004.** Et il est **supérieur à la part modale** des transports en commun sur **la périphérie toulousaine** (8 %).



UNE OFFRE DE DÉPLACEMENT QUI ÉVOLUE

Des offres alternatives à la voiture particulière...

(Sources : Tisséo collectivités et Conseil départemental de la Haute-Garonne)



5 gares ou haltes ferroviaires,
33 passages de train par jour en moyenne et en semaine sur la ligne Toulouse / Villefranche-de-Lauragais

5 lignes de bus interurbains Arc-en-ciel desservant 19 communes
15 lignes régulières de bus urbains desservant 18 communes
1 transport à la demande (TAD) zonal qui dessert 8 communes

1 station de métro
4 stations supplémentaires en 2025 dans le cadre de l'aménagement de la ligne Toulouse aerospace express (TAE) et de sa Connexion avec la ligne B (CLB)

... qui se diversifient

(Sources : Tisséo collectivités et Direction de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme du Sicoval)

Autopartage :
2 stations de voitures en libre-service du réseau Citiz à Ramonville Saint-Agne

Covoiturage :
21 spots de covoiturage répartis sur 17 communes

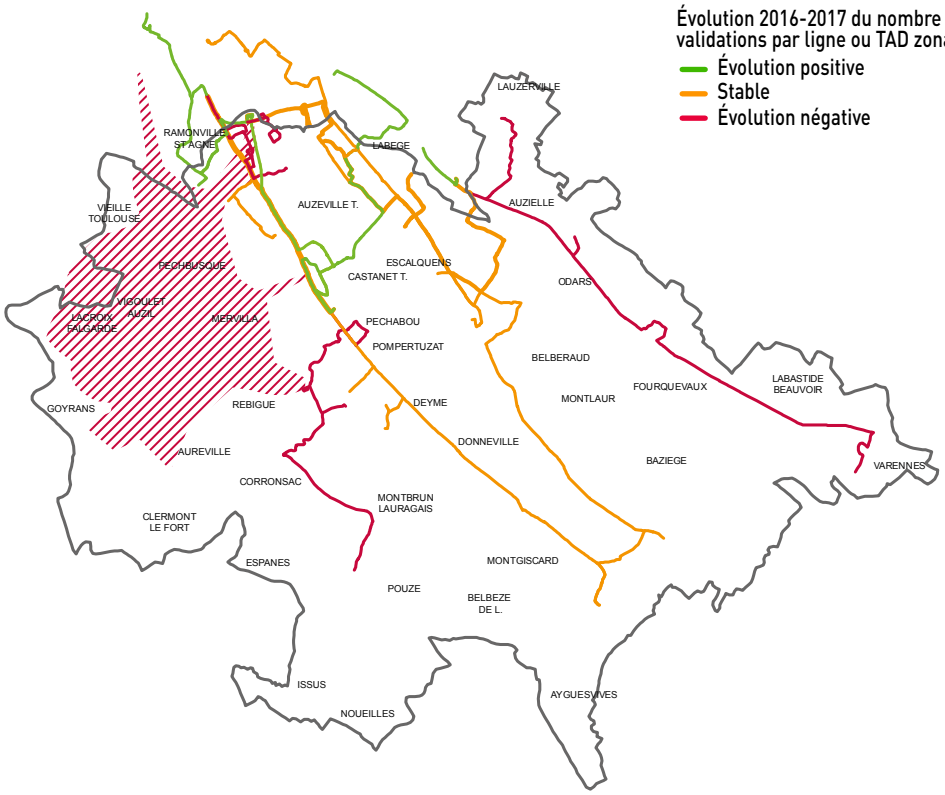
Modes doux/actifs :
27 km de pistes cyclables
2 parcs à vélo

Intermodalité :
3 parkings relais

DÉFINITION
SPOT DE COVOITURAGE : lieux de rencontre d'actifs qui utilisent un même véhicule pour les trajets domicile-travail. Ces actifs ont été mis en contact par des applications, le réseau d'autostop « Rezo Pouce » ou le service de covoiturage de Tisséo.

UNE HAUSSE NUANCÉE DE LA FRÉQUENTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN

(Source : Tisséo collectivités)



La fréquentation des lignes urbaines sur le territoire augmente de 5,7 % entre 2016 à 2017, essentiellement grâce au succès des nouvelles lignes à haut niveau de service Linéo 6 (Ramonville-Castanet, ancienne ligne 62) et 7 (Toulouse-Saint-Orens, ancienne ligne 10) mises en place en 2017.

De 2016 à 2017, on constate :

- une hausse de la fréquentation de + 15 % sur Linéo 6 et de + 11 % sur Linéo 7,
- la stabilité de la fréquentation des lignes régulières Tisséo (environ + 3 %)
- une baisse de fréquentation des TAD, jusqu'à - 17 % pour le TAD 202 à destination de Montbrun-Lauragais.

LES PERSPECTIVES : UNE NOUVELLE ÈRE POUR LES DÉPLACEMENTS

(Source : Direction de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme du Sicoval)

Le développement du métro sur le territoire

La 3e ligne de métro Toulouse aérospace express (TAE) à Labège en 2025

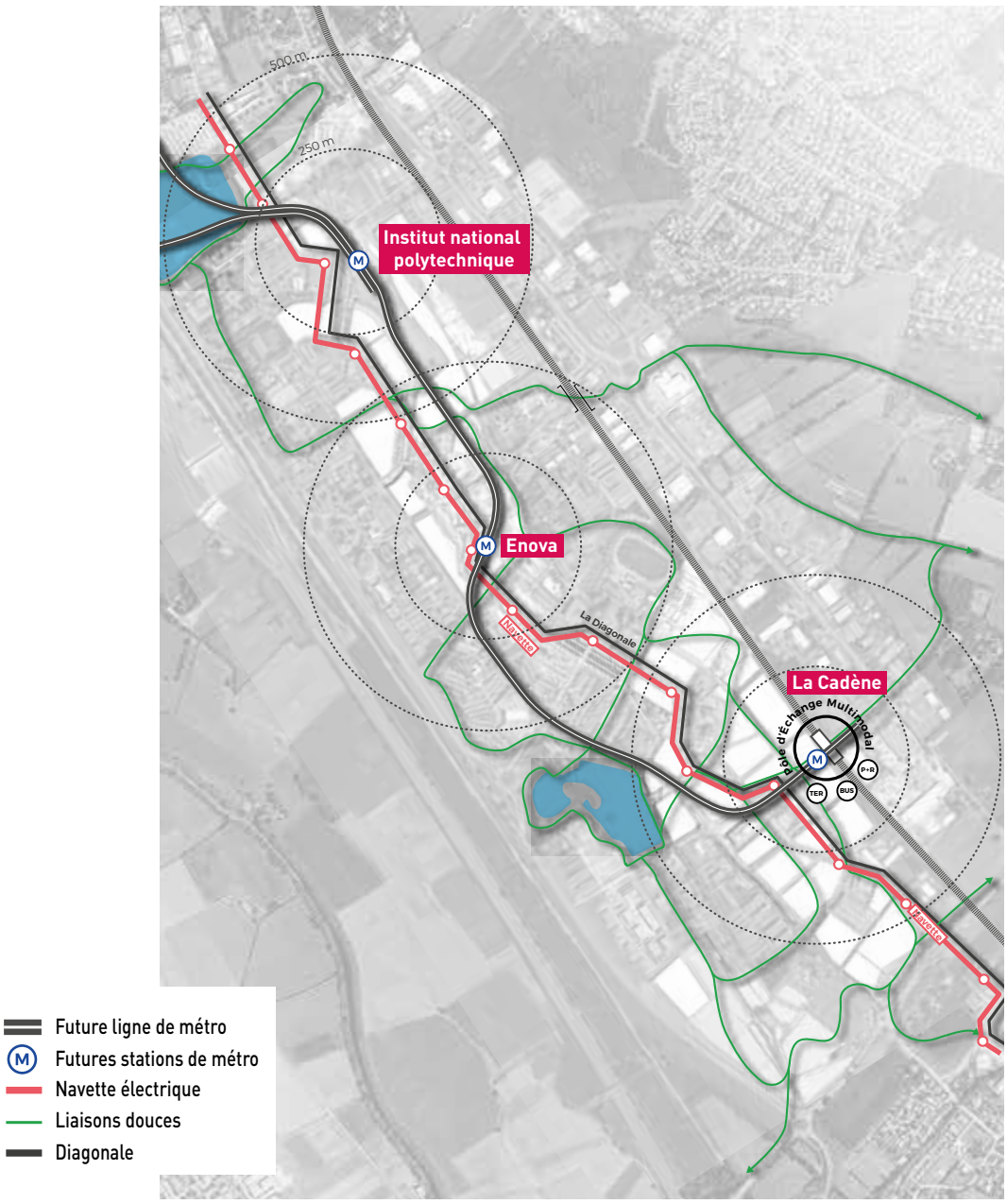
La réalisation d'une 3e ligne de métro sur l'agglomération toulousaine est prévue au Projet Mobilités 2020-2025-2030. Ce document, qui vaut révision du dernier Plan de déplacements urbain de 2012, a pour objectif d'accompagner le dynamisme de la grande agglomération toulousaine en permettant un développement harmonieux et efficace des infrastructures de transport sur son territoire.

La 3e ligne de métro, appelée **Toulouse aerospace express (TAE) :**

- reliera sur **27 km** Colomiers (à l'ouest) à la Cadène sur Labège-Innopole (à l'Est),
- comprendra **21 stations,** dont 3 stations sur Labège-Innopole,
- **sera mise en service en 2025** (enquête publique prévue en 2019),
- devrait coûter **2,4 milliards d'euros.**

L'objectif de fréquentation de cette 3e ligne de métro est de **200 000 voyageurs/jour.**

Tracé de la 3e ligne à Labège-Innopole



La connexion avec la ligne B (CLB)

Le Projet Mobilités 2020-2025-2030 prévoit une connexion entre la ligne B et TAE.

Cette connexion qui sera mise en service en même temps que TAE :

- est de **2,7 km,** principalement en aérien sauf 500 m qui seront aménagés en souterrain,
- comprend **2 nouvelles stations** (Parc technologique du Canal et Institut National Polytechnique) de 55 mètres de long et 13 mètres de hauteur,
- est **connectée à TAE** à la station Institut national polytechnique,
- comprend une voie double entre la station de Ramonville et celle du Parc du Canal, et une voie unique entre les arrêts Parc du Canal et Institut National Polytechnique,
- devrait coûter **182,5 M€**.

La fréquentation de la connexion ligne B est estimée à **14 000 voyageurs/jour.**

Autres projets destinés à favoriser l'écomobilité

- **Covoiturage :** poursuite du maillage de spots de covoiturage (11 nouveaux), appel à projet de Tisséo collectivités sur les territoires peu denses du Sicoval.
- **Vélo :** mise en œuvre du **Schéma directeur cyclable** du Sicoval, notamment l'axe sud, transformation de la **Maison de la mobilité** de Labège en **Maison du vélo, augmentation de la capacité du parking vélo** de la Maison du vélo.
- **Services numériques : développement d'applications mobile et de services sur smartphone** pour faciliter l'achat et la validation des passages en transports en commun.
- **Écomobilité : sensibilisation** des actifs à cette pratique qui consiste **à utiliser des modes alternatifs à la voiture solo** par l'élaboration d'un plan de mobilité interne pour les agents du Sicoval, l'accompagnement des plans de mobilité inter-entreprises, l'animation d'une « communauté des modes actifs »...
- **Expérimentations :** mise en place d'un **service de location courte durée de voitures partagées électriques** (par l'entreprise Iodines), installation de bornes de recharge pour voitures électriques, implantation de Micromobile qui propose une consigne sécurisée pour micro-véhicules (trottinettes, micro-scooters électriques...).

Transition écologique : un territoire engagé

Orientation politique : répondre à l'urgence climatique en maîtrisant les effets négatifs de la croissance du territoire

Engagé dans la protection de l'environnement dès sa création, le Sicoval a donné une nouvelle ampleur à son ambition dans ce domaine il y a quelques années. Face aux enjeux liés au réchauffement climatique de la planète, il s'est engagé de façon particulièrement volontariste dans la transition écologique du territoire.

La Communauté d'agglomération participe à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre à travers plusieurs programmes d'action :

- **Le Plan climat :** le premier a été adopté en 2012 et le second (PCAET) en octobre 2018.
- **Le programme Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)** dont les actions visent essentiellement la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés, une mobilité durable, le développement des énergies renouvelables et de smartgrid, la mobilisation des publics.
- **La plateforme de rénovation énergétique des bâtiments Renoval,** dont l'animation est confiée à Soleval.

DÉFINITIONS

SOLEVAL : agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) du territoire créée en 2007 pour mettre en œuvre la politique énergétique sur le terrain (conseil en énergie partagée après des communes et des habitants, actions d'information et sensibilisation aux enjeux énergétiques...). Soleval a accompagné 1 000 ménages dans la rénovation énergétique de leur logement en 3 ans.

GAZ À EFFET DE SERRE (GES) : gaz contenus dans l'atmosphère qui piègent le rayonnement infrarouge thermique émis par la surface terrestre. Les principaux gaz à effet de serre sont la vapeur d'eau, le gaz carbonique, le méthane, les chlorofluorocarbures (CFC) et le protoxyde d'azote.

TONNE ÉQUIVALENT DE CO_2 (TEQ CO_2) : désigne le potentiel de réchauffement global d'un gaz à effet de serre, calculé par équivalence avec une quantité de CO_2 (la tonne en l'occurrence).

ÉNERGIE FINALE : il s'agit de l'énergie livrée au consommateur pour sa consommation finale (essence à la pompe, électricité d'un foyer...).

MEGAWATT HEURE (MWH) : unité de mesure correspondant à l'énergie dépensée par un appareil d'une puissance de 1 000 000 watts pendant une heure. Elle correspond à 3,6 giga joules.

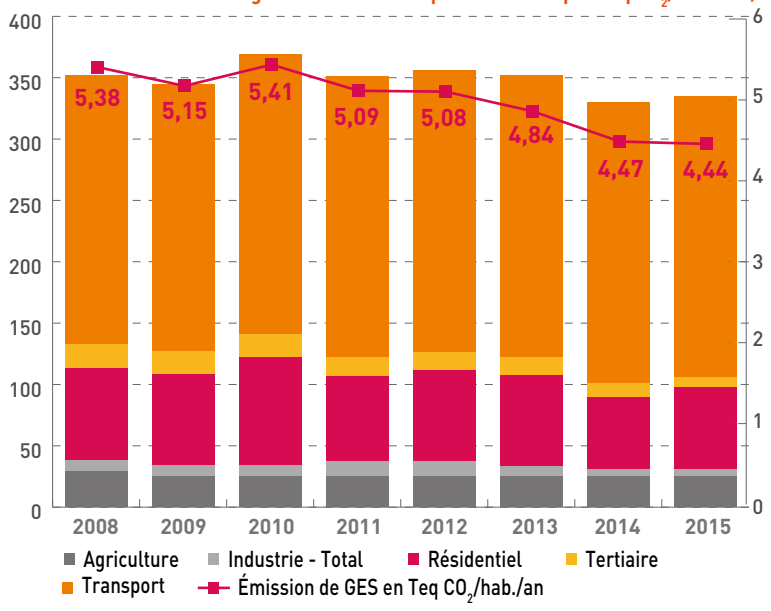
DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN DIMINUTION SUR LE TERRITOIRE

(Source : ATMO)

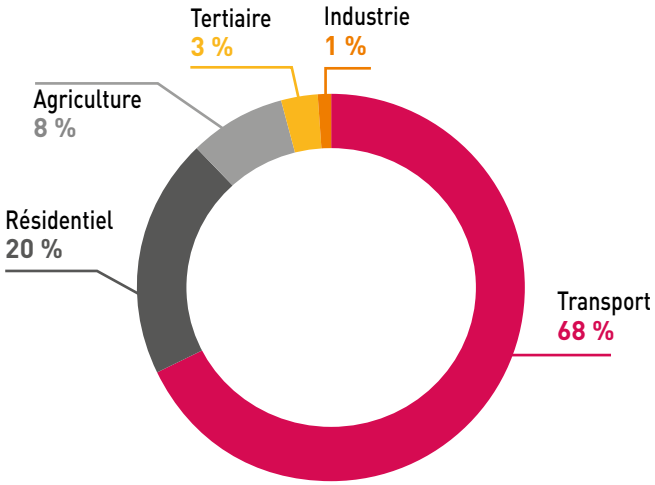
En 2015, les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont d'environ **4 tonnes équivalent** (Teq) **CO_2/an/habitant** sur le territoire du Sicoval, contre 6 Teq CO_2/an/habitant en moyenne sur la Haute-Garonne.

La **tendance à la baisse globale des émissions** de GES est notable : **- 4,8 % entre 2008 et 2015**. Cette baisse est particulièrement visible dans les domaines résidentiels, tertiaires et industriels. Par contre, la part du trafic routier est en légère augmentation sur le territoire.

Évolution des émissions de gaz à effet de serre par secteur et par Teq CO_2/habitant/an



Répartition sectorielle des émissions de gaz à effet de serre
Émissions directes uniquement (hors production d'électricité, de chaleur et de vapeur)

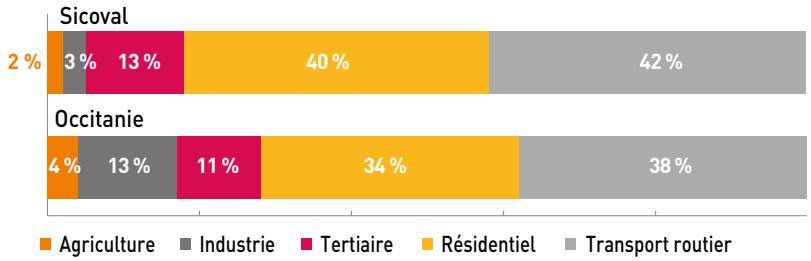


LES TRANSPORTS ROUTIERS, PLUS GROS CONSOMMATEURS D'ÉNERGIE FINALE

Répartition sectorielle des consommations énergétiques

(Source : OREO)

Selon le bilan énergétique territorial de l'OREO sur l'année 2015 (publié en 2017), **la consommation d'énergie finale totale** sur le territoire du Sicoval est de **1 279 MWh**. Les **transports routiers** représentent **42 %** de la consommation totale, contre **53 %** pour les **bâtiments résidentiels et tertiaires**. Le bilan énergie du Sicoval représente 1,1 % des consommations énergétiques de la région Occitanie. À titre indicatif, la population du Sicoval représente 1,3 % de la population régionale.



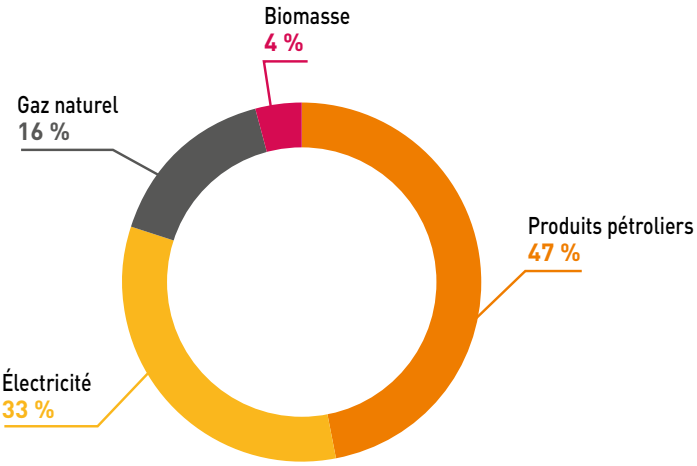
Répartition par type d'énergie des consommations énergétiques

(source : OREO)

2 caractéristiques du territoire expliquent que les **produits pétroliers** (essence, gazole, fuel) **occupent la première place** dans la répartition de la consommation par type d'énergie :

- l'importance des transports sur notre territoire,
- le fuel qui est utilisé pour le chauffage des logements.

L'électricité arrive en deuxième position avec environ **33 % des consommations,** suivie du gaz naturel à hauteur de 16 %.



DÉFINITIONS

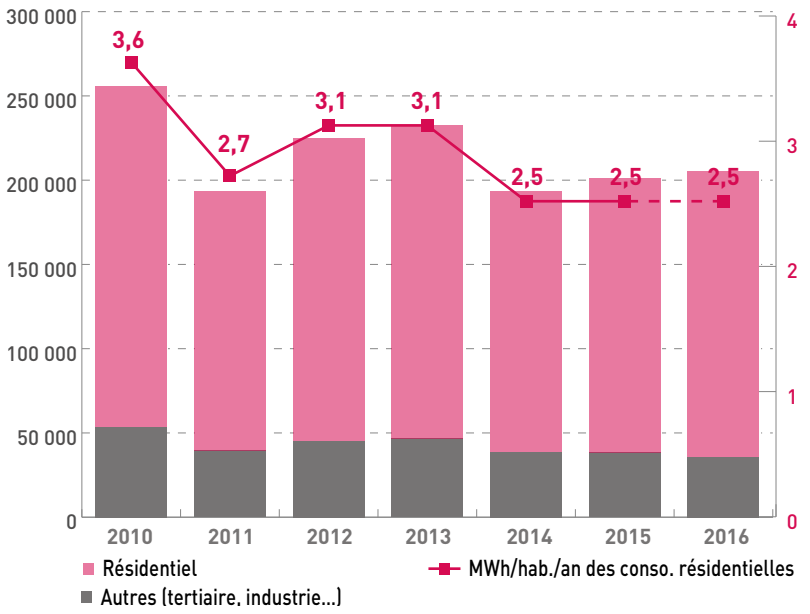
BIOMASSE : ensemble des matières organiques d'origine végétale ou animale pouvant devenir des sources d'énergie. Les principales formes de l'énergie de biomasse sont le chauffage domestique (alimenté au bois et aux granulés), les biocarburants pour le transport et la combustion de bois et de déchets dans des centrales produisant de l'électricité et/ou de la chaleur.

Zoom sur la consommation de gaz

(Source : GrDF)

- **18 communes** sur 36 sont desservies par le **réseau de gaz naturel.**
- Corrélation entre le climat hivernal et la consommation de gaz (hiver froid en 2010, hivers doux de 2014 à 2016).
- **83 % des consommations** de gaz sont imputables au **secteur résidentiel** en 2016.

Évolution de la consommation en gaz

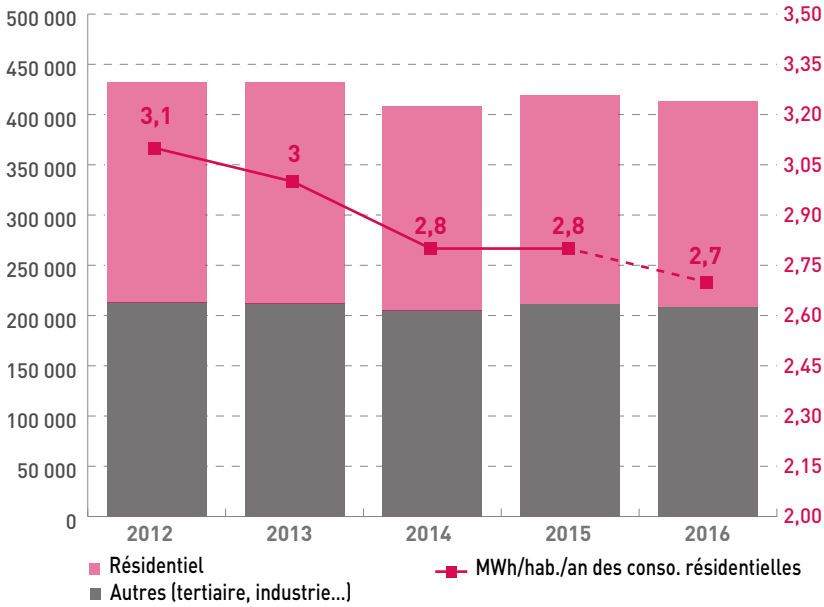


Zoom sur la consommation d'électricité

(Source : Enédis)

- **Une consommation résidentielle** rapportée en MWh/hab./an **qui diminue** de 2014 à 2016, grâce notamment aux hivers doux qu'a connu le territoire sur cette période.
- La moitié des consommations électriques sont imputables au secteur résidentiel

Évolution de la consommation en électricité



LE POTENTIEL DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

(Sources : étude Axenne 2013 et Direction de l'aménagement, de l'urbanisation et de l'habitat du Sicoval)

En 2013, une étude a été réalisée sur le potentiel d'énergie renouvelable du territoire (étude Axenne). Elle évalue le **potentiel de production d'énergies renouvelables à 5,8 % des consommations totales**, soit **86 GWh/an** sur **1 492 GWh/an**.

DÉFINITION

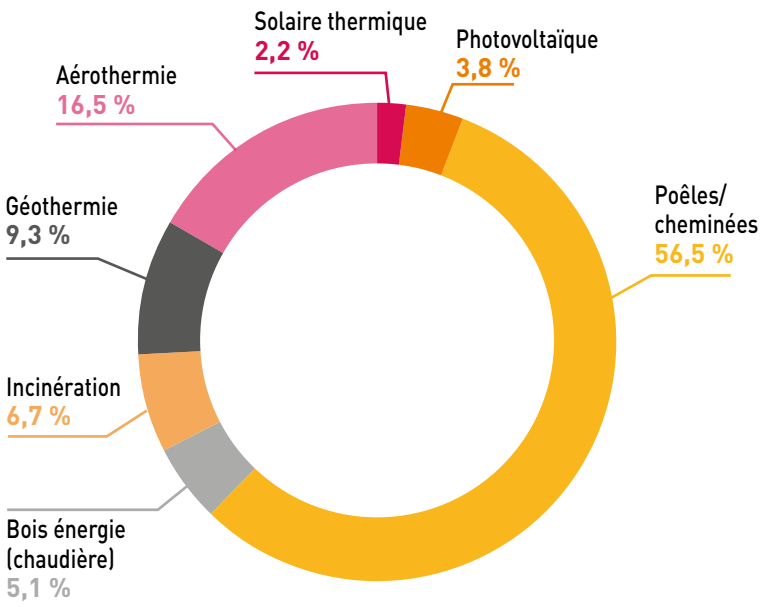
ÉNERGIE RENOUVELABLE : énergie dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elle puisse être considérée comme inépuisable à l'échelle du temps humain. Les sources d'énergies renouvelables sont : le vent (énergie éolienne), l'air (aérothermie), la chaleur de la terre (géothermie), l'eau (hydroélectricité), le soleil (photovoltaïque), la biomasse (appareil de chauffage domestique, chaufferies) et les déchets (incinération, biogaz).

Bois bûches énergie (poêles, cheminées) : **57 %** de la production d'énergies renouvelables en 2012. Cette filière totalise le plus grand nombre d'installations (environ 4 600).

Installations géothermiques et aérothermiques : 1/4 des énergies renouvelables.

Le **territoire ne compte pas de parc éolien**, ni d'installations hydroélectriques.

Production d'énergies renouvelables



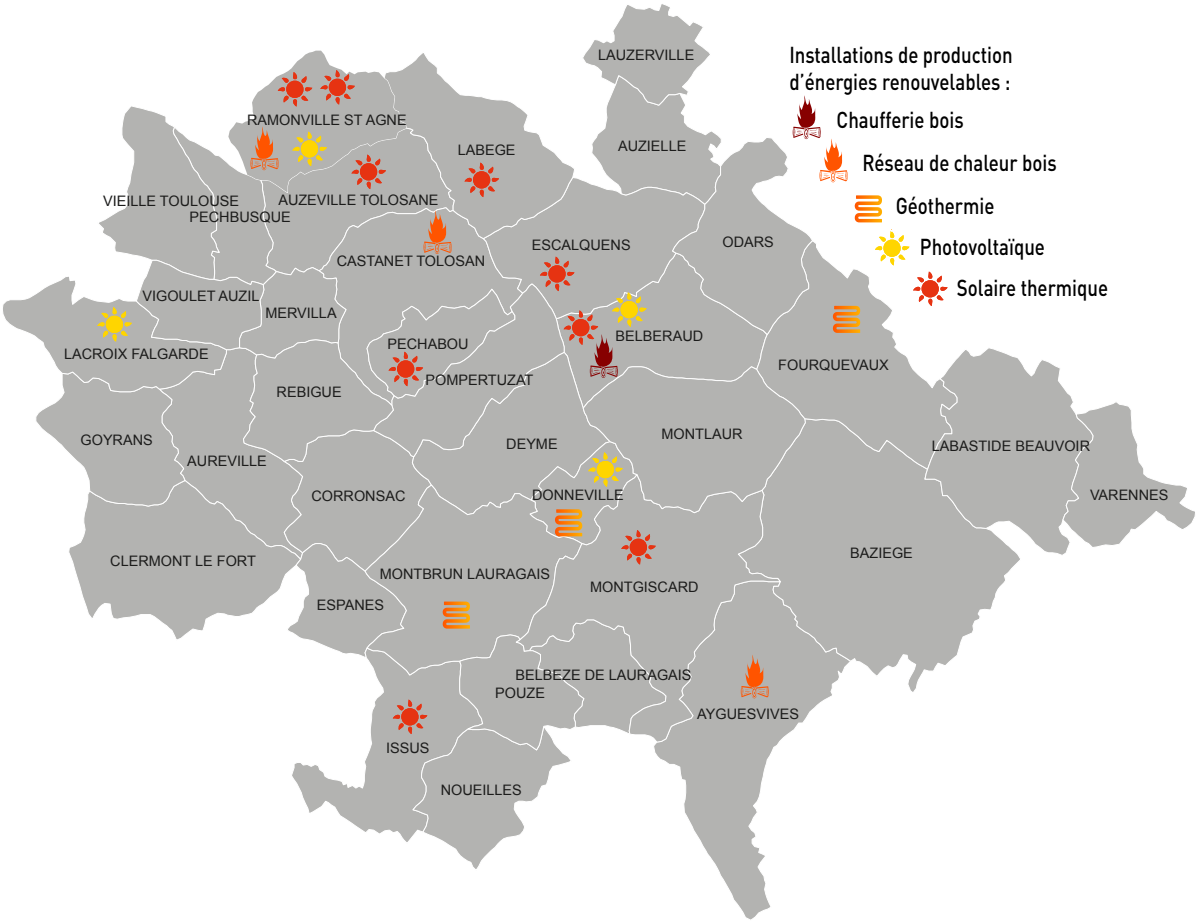
Une estimation réalisée par le service Écologie territoriale et énergie du Sicoval montre que **la production d'énergies renouvelables** a **augmenté d'au moins 6 %** entre 2012 et 2015-2016. Elle représente au moins **7,1 % de la consommation d'énergie en 2015-2016.**

Zoom sur les principales installations de production d'énergies renouvelables sur les bâtiments publics des communes et du Sicoval

(Source : Soleval 2017)

Environ la moitié des installations de productions d'énergies renouvelables sont des structures solaires thermiques.

Installations de production d'énergies renouvelables



Commune	Équipement
Auzeville-Tolosane	École
Ayguesvives	Logements et bâtiments publics
Belberaud	Bâtiments publics
Castanet-Tolosan	Logements et bâtiments publics
Donneville	Médiathèque, vestiaires
Fourquevaux	École
Issus	École
Labège	Gymnase
Lacroix-Falgarde	Ateliers communaux
Montbrun-Lauragais	École
Montgiscard	Restaurant scolaire
Pechabou	Crèche
Ramonville Saint-Agne	Crèche, groupe scolaire, Mairie, logements

QUALITÉ DE L'AIR : MOINS DE POLLUANTS, PLUS DE PICS DE POLLUTION

(source : ATMO)

Le Sicoval est intégré au Plan de Protection de l'Atmosphère n°2 de l'agglomération toulousaine. Ce Plan vise à établir un état des lieux des émissions et des épisodes de pollution, et à engager les collectivités et autres acteurs dans la mise en place d'actions destinées à améliorer la qualité de l'air.

DÉFINITIONS

DIOXYDE D'AZOTE (NOx) : se forme par combinaison chimique de l'oxygène et de l'azote de l'air lors d'une combustion à très haute température par les moteurs thermiques ou les chaudières.

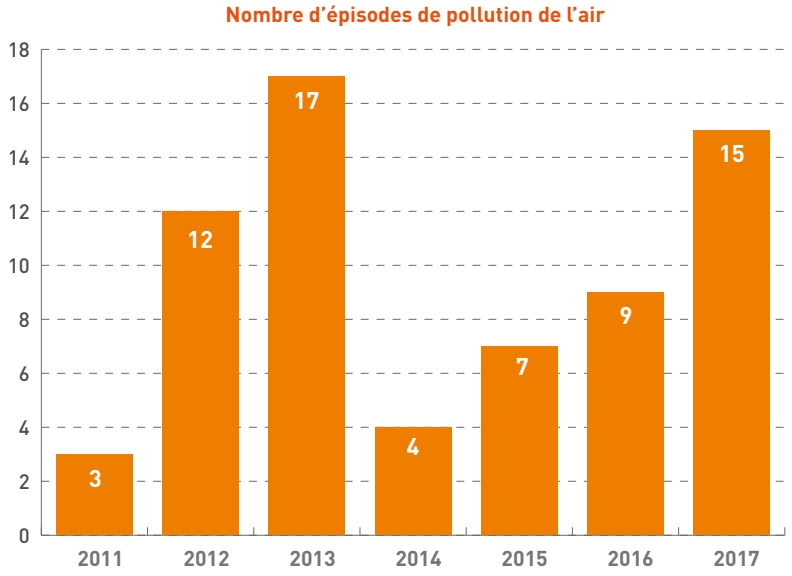
PARTICULES FINES : particules atmosphériques de sources multiples constituées d'un mélange de polluants solides et/ou liquides, en suspension dans l'air. Elles se décomposent en 2 catégories :

- les poussières (PM10) : générées par les activités anthropiques telles que les industries, le chauffage domestique et le trafic automobile,
- les particules les plus fines (PM2.5) : émises principalement par le secteur résidentiel (chauffage domestique au bois, au fioul et au gaz).

OZONE : polluant dit « secondaire » car il n'est pas émis directement par une activité. C'est un gaz qui résulte de la transformation photochimique de certains polluants primaires dans l'atmosphère sous l'effet des rayonnements ultra-violets. La pollution automobile, l'absence de vent et la chaleur des couches d'air élevées plaquent au sol ce gaz qui stagne dans les villes. L'ozone est un polluant qui voyage et qui présente de ce fait plutôt une problématique régionale que locale.

En 2017, le Sicoval, tout comme le département, a été exposé à **15 épisodes de pollution** dont :

- 14 épisodes de pollution dûs aux particules PM10,
- 1 journée de pollution à l'ozone.

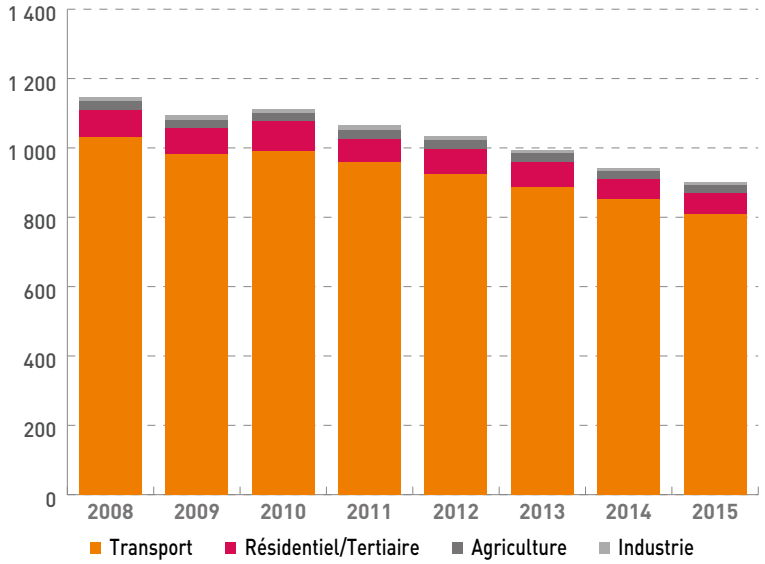


Évolution des émissions de dioxydes d'azote (NOx) en tonnes par an

On note **une diminution de 5 %** des émissions de dioxydes d'azote entre 2014 et 2015, liée à la baisse des émissions provenant des **transports**, principaux émetteurs de NOx (**90 %** en 2015).

Émissions en kg/hab./an :

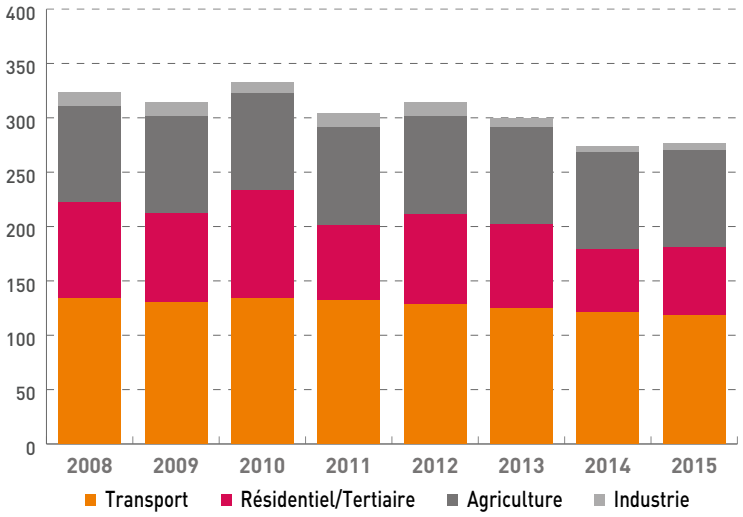
- Sicoval : **12**
- Haute-Garonne : **12**



Évolution des émissions de particules PM10 en tonnes par an

Le transport est le **secteur le plus émetteu**r de particules PM10 sur le Sicoval (**43 %** en 2015). Les dispositifs de **chauffage** représentent le second secteur émetteur : **32 %** en 2015. Les émissions de ces particules sont **globalement en diminution depuis 2010.**

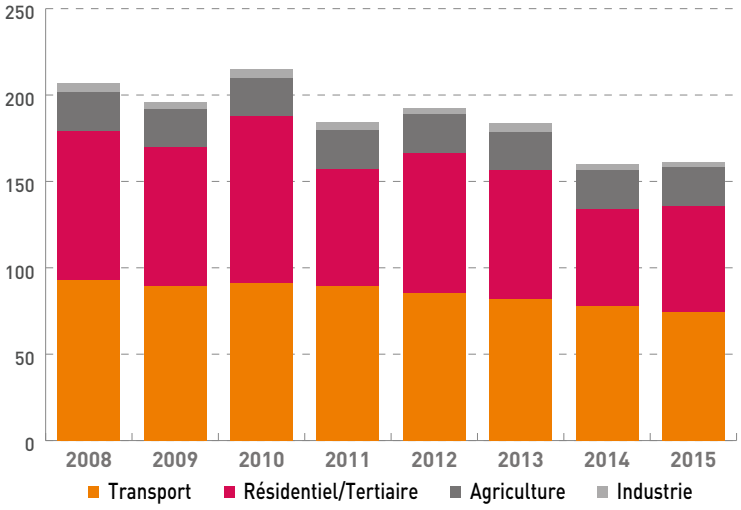
Émissions en kg/hab./an :
- Sicoval : **4**
- Haute-Garonne : **4**



Évolution des émissions de particules PM2.5 en tonnes par an

Le transport est **le secteur le plus émetteur** de particules PM2.5 sur le Sicoval (**47 %** en 2015). Les dispositifs de **chauffage** représentent le second secteur émetteur (**38 %** en 2015). Les émissions de ces particules sont **globalement en diminution depuis 2010.**

Émissions en kg/hab./an :
- Sicoval : **2**
- Haute-Garonne : **3**



Les émissions d'ozone

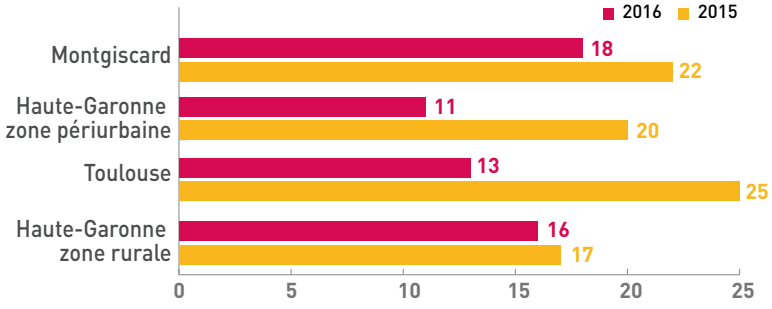
La station de mesure de la qualité de l'air de Montgiscard met en évidence **18 dépassements** de l'objectif de qualité en 2016. Cette station est celle qui présente le plus grand nombre de dépassements : celle de l'agglomération toulousaine affiche 13 dépassements et la station située en zone rurale 16.

Les conditions de températures et d'ensoleillement modérées au cours de l'été 2016 ont eu un impact limité sur la production d'ozone. La situation est meilleure qu'en 2015 pour ce polluant.

DÉFINITION

SEUIL DE DEPASSEMENT : il est de 120 µg/m³ en moyenne glissante sur 8 heures en ce qui concerne l'ozone.

Les pics d'ozone (nombre de jours de concentration supérieure à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures)



Le Très haut débit sur tout le territoire dès 2022

Orientation politique : accompagner la transition numérique et la transition digitale du territoire

Initialement prévu à l'horizon 2030 par le schéma départemental d'aménagement du numérique (SDAN), le déploiement de la fibre optique sera réalisé en 2022 sur toutes les communes de la Haute-Garonne.

LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

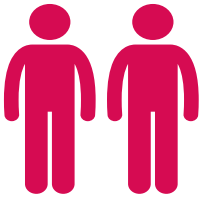
(Source : Conseil départemental de la Haute-Garonne)

540 M€



d'investissement total

500 000



habitants concernés

280 000



prises à connecter

2022



toute la Haute-Garonne couverte

L'accès au très haut débit est l'une des priorités du Département de la Haute-Garonne. Le Schéma départemental d'aménagement du numérique (SDAN), élaboré en 2014, est mis en œuvre par **le Syndicat Haute-Garonne numérique,** qui a été créé en 2015. Ce syndicat regroupe 19 collectivités publiques.

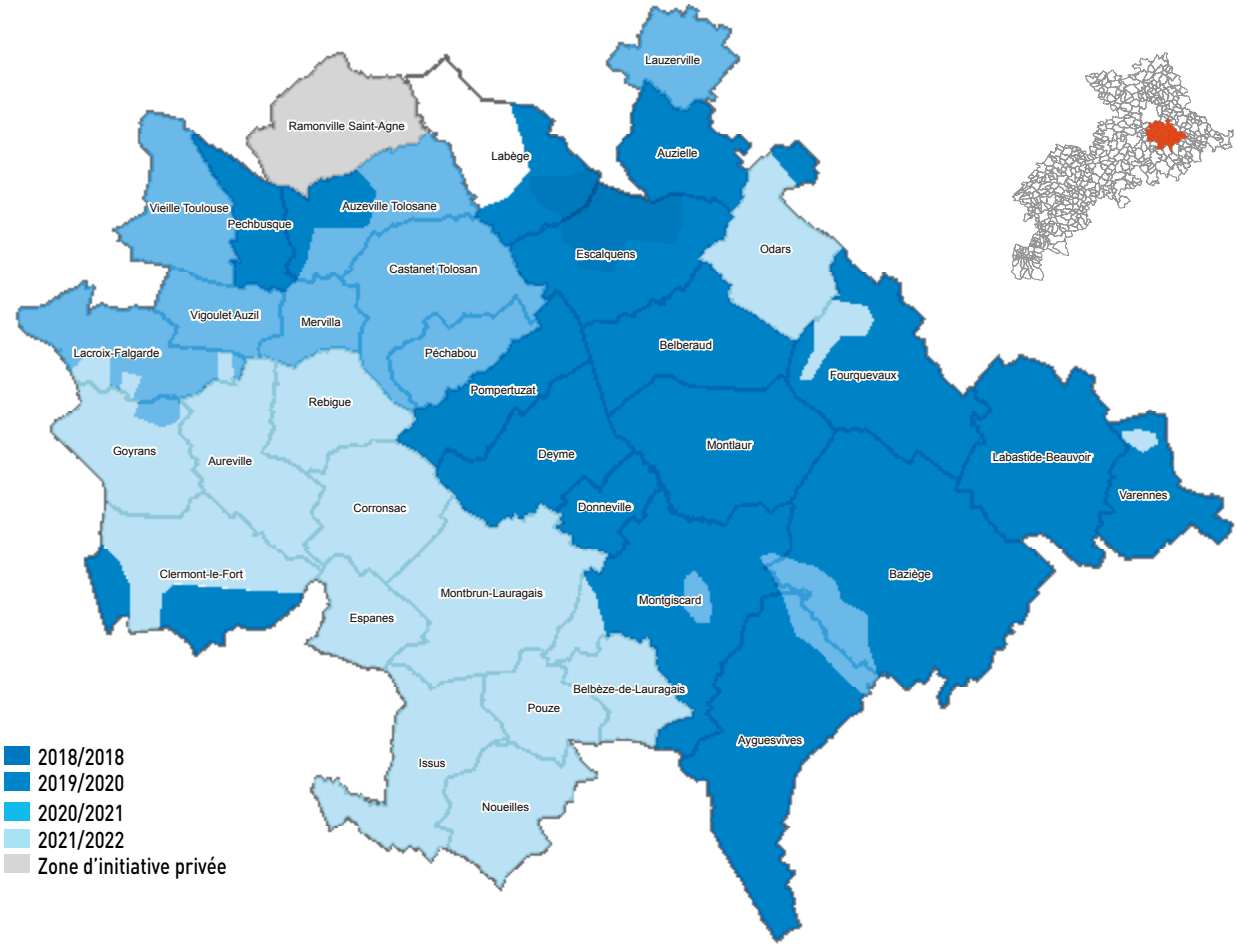
Grâce à la **forte concurrence entre opérateurs** pour la construction de ce réseau, la participation financière à l'investissement demandée au Département et aux intercommunalités a baissé d'environ 2/3 par rapport aux estimations initiales du SDAN, passant de 86 à **31 millions d'euros.**

Le délégataire de service public du Syndicat Haute-Garonne numérique est la société Altitude Infrastructure, choisie au terme d'un appel à projet. Il a pour mission de déployer les infrastructures permettant l'accès au très haut débit par fibre optique sur l'ensemble de la Haute-Garonne, hors zones à population dense (Toulouse-Métropole, Plaisance-du-Touch, Ramonville Saint-Agne et Muret, dites zones AMII).

D'ici juin 2021, 98 % des prises **du canton de Castanet-Tolosan** seront raccordées à la fibre optique, et **84 %** d'entre elles sur **le canton d'Escalquens.**

Tous les fournisseurs d'accès à internet (Orange, SFR, Free…) pourront se positionner pour proposer aux usagers un accès internet très haut débit.

Le calendrier prévisionnel de déploiement de la fibre optique sur le Sicoval



Le déploiement de la fibre optique sur le Sicoval, initialement prévu sur une durée de 12 ans, se fera en 5 ans. **100 % des foyers du territoire seront couverts en 2022,** selon un phasage territorial.
Le réseau sera souterrain et aérien.

LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DU SICOVAL À CE DÉPLOIEMENT

(Sources : Conseil départemental de la Haute-Garonne et Sicoval)

En ce qui concerne le financement des travaux **d'investissement,** les élus de la Communauté d'agglomération ont décidé une répartition de la participation du territoire à hauteur de 50 % pour le Sicoval et de 50 % pour les communes, au prorata de leur population. Cette répartition sera calculée annuellement pendant toute la durée du projet, le montant annuel de la participation communale pouvant varier selon plusieurs facteurs. Toutes les communes participent à cette contribution, y compris Ramonville Saint-Agne qui est déjà desservie par la fibre.

En **2018,** la participation du territoire du Sicoval s'élève donc à **126 357 € en investissement.** Ce montant sera pris en charge à **50 % par le Sicoval** et à **50 % par les communes** (soit 0,84 € par habitant, contre 1,10 € en 2017).
La participation financière de **61 621 € au fonctionnement** du Syndicat Haute-Garonne numérique, est entièrement prise en charge par la Communauté d'agglomération.

EN ATTENDANT...

(Source : Conseil départemental de la Haute-Garonne)

Le déploiement effectif de la fibre optique dans toutes les communes du territoire devant s'étaler jusqu'en 2022, deux technologies de transition permettent de monter en débit.

Le réseau radio 4G fixe (30 Mb/s)

La **radio 4G fixe** fournit **un accès à internet par des ondes radio.** Elle implique la couverture du territoire concerné par des antennes, tout comme les réseaux mobiles et la télévision hertzienne, mais sur des bandes de fréquences dédiées à cet usage.

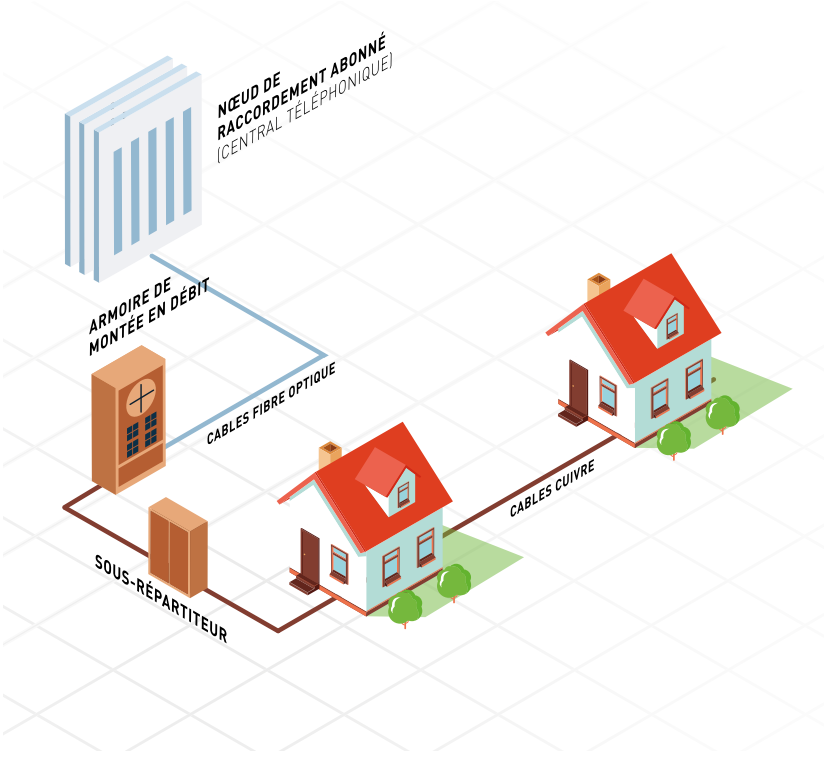


Afin de permettre la meilleure couverture et le plus grand débit, **les antennes relais doivent être implantées sur des points hauts** (église, château d'eau, pylône, ...), sans éloignement excessif des zones concernées.

Cette technologie nécessite l'installation d'une antenne de réception dédiée sur le toit des habitations et de box-internet compatibles pour recevoir le signal.
Démarche : les frais d'installation et de maintenance de l'antenne pour le particulier sont entièrement à la charge du Syndicat Haute-Garonne numérique. Les usagers doivent souscrire un contrat auprès de l'un des fournisseurs d'accès (Alsatis, Nordnet ou Ozone) qui sera chargé de vérifier l'éligibilité de l'usager.

La montée en débit par l'ADSL (entre 4 et 30 Mb/s)

Historiquement, le réseau de cuivre a été déployé pour les besoins du service téléphonique. Des améliorations techniques ont permis d'utiliser ce réseau pour délivrer un accès internet. Cependant, le signal ADSL (technologie permettant d'accéder à Internet via la ligne téléphonique) s'atténue avec la distance.
Une solution, dite montée en débit, consiste à **réaménager une partie du réseau en cuivre actuel par de la fibre optique** pour rapprocher le central téléphonique des habitations et améliorer les débits. Elle permet en effet d'atteindre un débit théorique entre 8 et 30 Mbit/s et jusqu'à 50 Mbit/s pour des lignes les plus proches de l'armoire.



Démarche : l'usager doit souscrire un contrat ADSL auprès d'un fournisseur d'accès internet. Si l'usager est déjà client ADSL d'un opérateur, il devra contacter cet opérateur et lui indiquer que la commune vient de bénéficier d'une montée en débit DSL afin de mettre à jour l'abonnement en cours et de bénéficier du meilleur débit disponible.

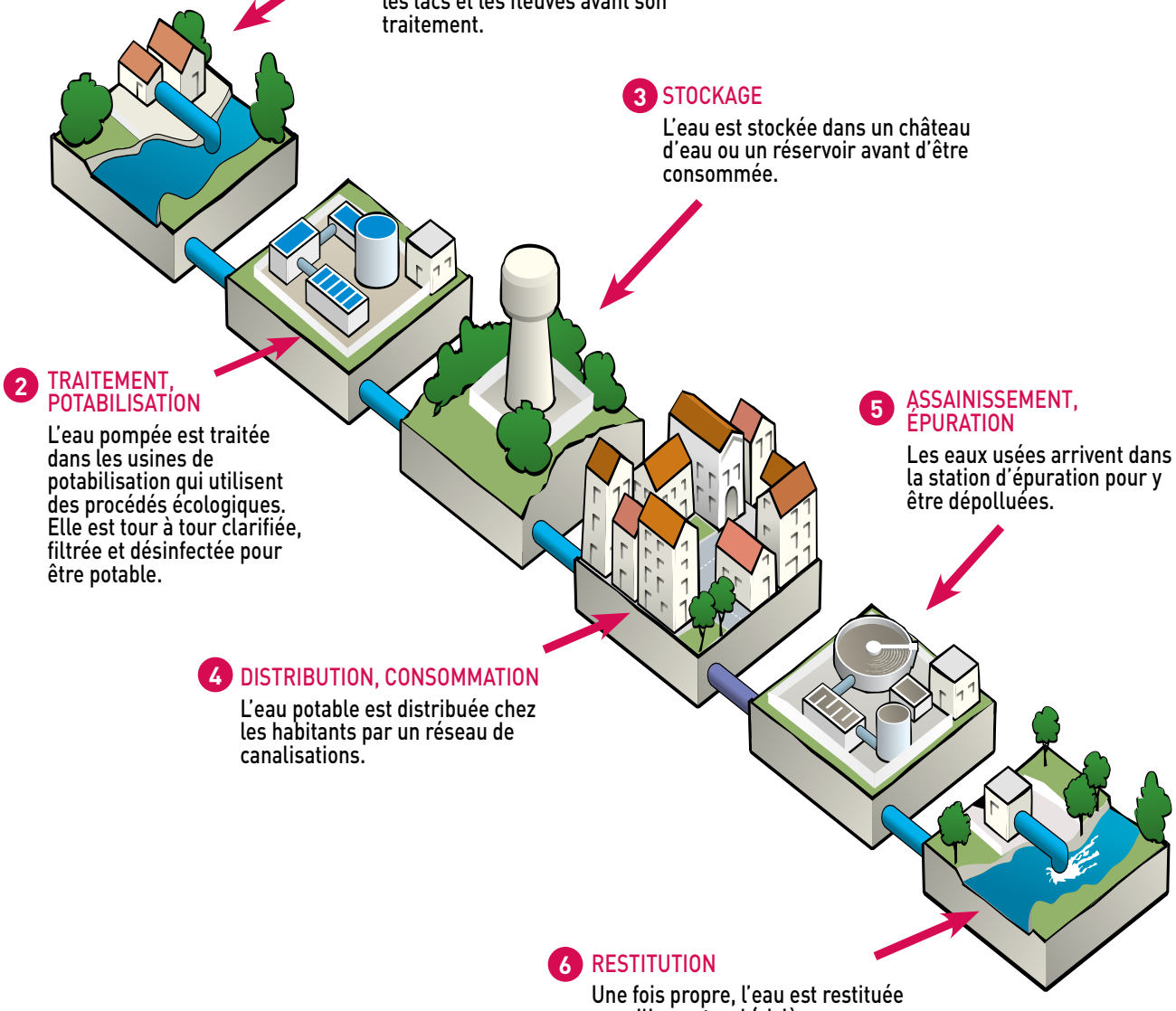
Sur le territoire du Sicoval, **en attendant le déploiement de la fibre optique,** des travaux de montée en débit par l'intermédiaire du **réseau radio 4G fixe** ont été réalisés en 2018 au profit des communes de **Labastide-Beauvoir, les Varennes** (installation d'une antenne à Beauville), **Noueilles, Issus, Ayguesvives, et Pouze** (installation d'une antenne à Saint-Léon).
Pour les zones d'habitat **d'Aureville, Clermont-le-Fort, Corronsac** et **Espanès,** une solution temporaire d'internet **4G fixe haut débit numérique** a été mis en place. Sur le point culminant du château d'eau d'Aureville, 3 antennes 4G d'une fréquence double des 4G du téléphone mobile, avec une portée d'une douzaine de km ont été installées, couvrant 360 degrés autour de l'édifice.
L'ensemble de ces antennes permettront aux usagers, sous réserve d'éligibilité radio, de bénéficier d'une connexion très haut débit de 30 Mbps.

Le cycle de l'eau, un enjeu pour le territoire

Orientation politique : assurer une alimentation de qualité et en quantité pour l'ensemble du territoire

La question de la préservation de la ressource en eau est au cœur des politiques environnementales du Sicoval depuis longtemps. Un objectif qui reste d'actualité et qui se conjugue avec la nécessité de permettre à chaque habitant d'accéder à ce service de base.

Le cycle de l'eau



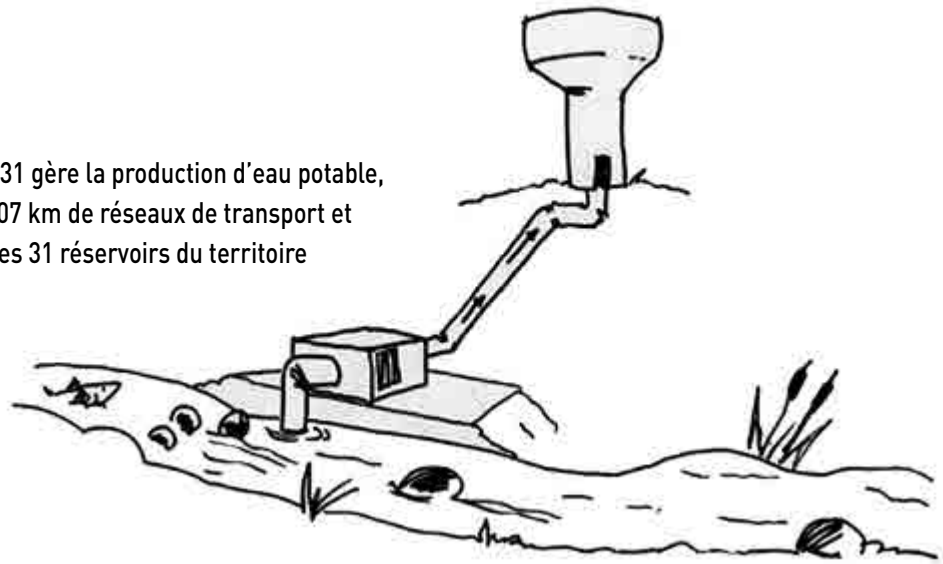
L'EAU POTABLE : UNE RESSOURCE DISPONIBLE EN QUANTITÉ ET QUALITÉ

(Source : Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

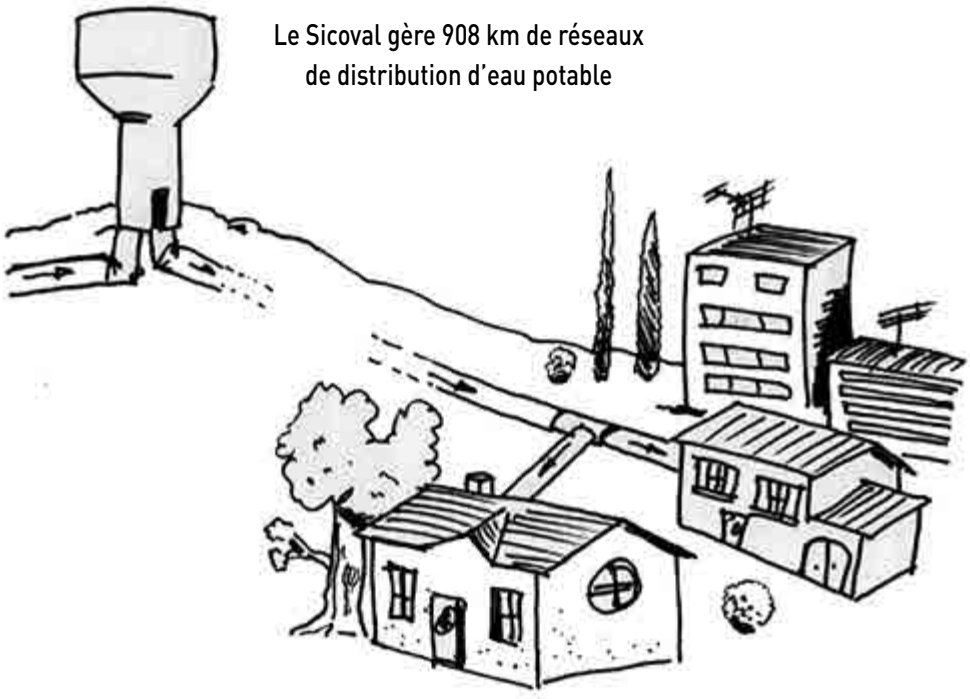
Depuis le 1er janvier 2005, le Sicoval exerce la compétence de distribution de l'eau potable sur les 36 communes. En 2010, le Sicoval a confié à Réseau 31 (Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de la Haute-Garonne) la production d'eau potable, la gestion de ses réservoirs (châteaux d'eau) et des réseaux de transport entre les usines de production et les réservoirs.

Répartition des missions entre Réseau 31 et le Sicoval

Réseau 31 gère la production d'eau potable, les 107 km de réseaux de transport et les 31 réservoirs du territoire



Le Sicoval gère 908 km de réseaux de distribution d'eau potable



Une ressource disponible en quantité

Le territoire bénéficie de **4 sources d'approvisionnement en eau potable :** la Garonne, l'Ariège, le lac des Cammazes situé dans la Montagne noire et la nappe phréatique de Pinsaguel. Avant d'être injectée dans les tuyaux de transports et de distribution du Sicoval, la ressource brute est traitée par **4 usines de production.**

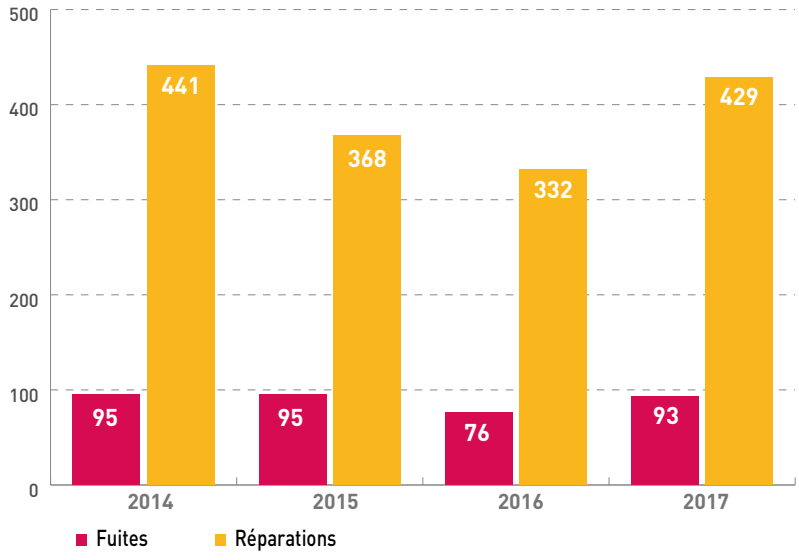
Le réseau de distribution de l'eau potable compte environ **1 015 km de canalisations** et **31 ouvrages de stockage** (châteaux d'eau…) d'un **volume utile total de 19 307 m³.**
Le caractère rural du territoire et son habitat essentiellement diffus sur de nombreuses communes expliquent l'importance de ce réseau.

De même, le nombre conséquent de réservoirs de stockage est lié à la présence de coteaux qui offrent de nombreux points hauts pour la mise en place d'un système gravitaire de distribution d'eau potable.



En 2017, **93 fuites** ont été détectées et réparées sur le réseau.
429 interventions ont été réalisées sur les branchements et les compteurs **pour des réparations.**

Fuites et réparations sur le réseau d'eau potable



Un rendement correct du réseau

En 2017, **le rendement du réseau est de 74,62 %** (74,3 % en 2016). Le calcul du rendement est exigé par la réglementation. Il permet d'évaluer la qualité du réseau, son bon fonctionnement et l'efficacité de la distribution. Il correspond au rapport entre le volume consommé et le volume mis en distribution. Le rendement est en moyenne de **77 %** dans les collectivités **au niveau national.**

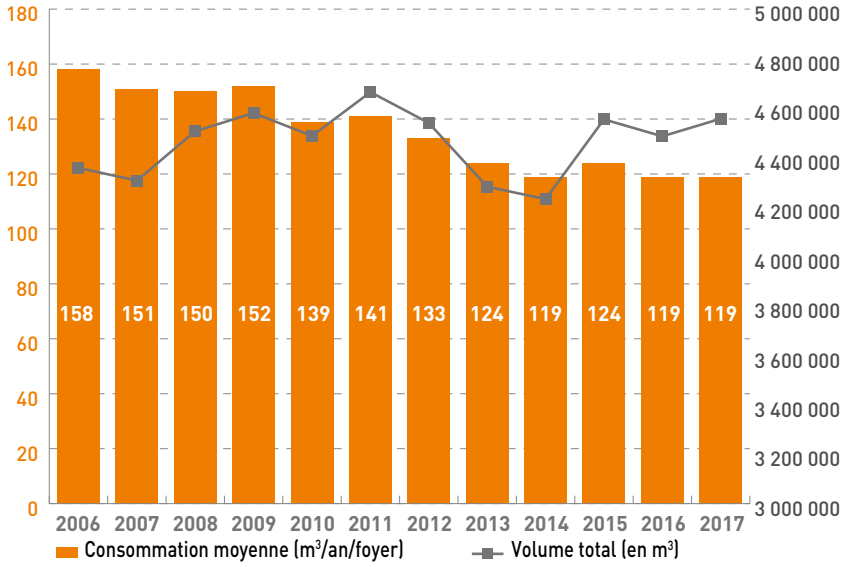
Une consommation variable selon les communes

En 2017, le Sicoval compte **38 360 foyers desservis** par le service de distribution de l'eau potable. Leur consommation s'élève à **4 556 740 m³,** soit en moyenne **119 m³/an/foyer.**

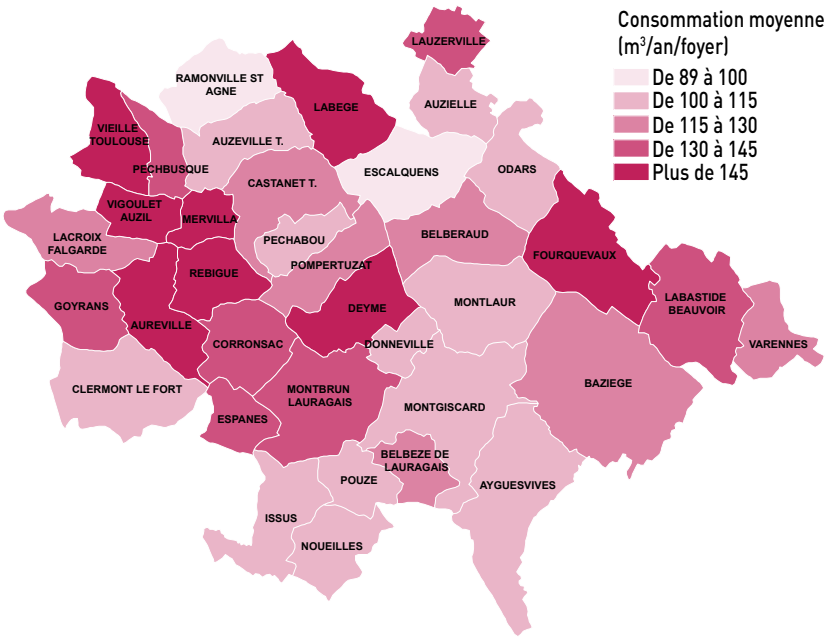
Ce chiffre se place un peu en deçà de la **consommation moyenne** d'un foyer de 2,5 personnes **fixée par l'Insee : 120 m³ d'eau/an.**

Il s'inscrit également dans un phénomène de diminution progressive de la consommation moyenne des foyers depuis plus de 11 ans soit **- 39 m³ d'eau** consommé par **foyer/an** de **2006 à 2017** sur le territoire. Cette baisse s'observe également au niveau national.

Évolution de la consommation des foyers



Consommation moyenne en eau potable par foyer



Une des particularités du Sicoval est la diversité des types d'abonnés (ménages en logements collectifs ou en maisons individuelles, entreprises de tailles variées) qui conduit à une **grande variabilité des consommations unitaires.**

Ainsi, les consommations moyennes par foyer sont très différentes selon les communes :

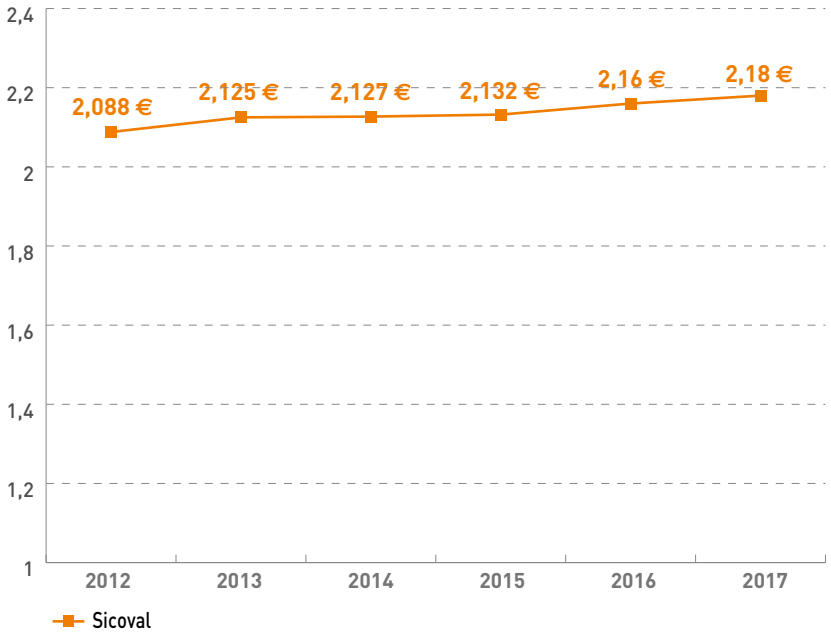
- **97 m³/an à Escalquens,**
- 117 m³/an à Castanet-Tolosan et Lacroix-Falgarde,
- 172 m³/an sur Labège et sa zone d'emploi,
- 179 m³/an à Vieille-Toulouse,
- **181 m³/an à Fourquevaux.**

L'eau potable

Un prix de l'eau maîtrisé

Le prix moyen du m³ d'eau potable pour une **consommation de 120 m³/an** (prime fixe, location du compteur et redevance pollution domestique comprises) est de **2,18 € TTC** en 2017 sur le Sicoval (+ 1,05 % par rapport à 2016).

Évolution du prix de l'eau (en € TTC/m³)



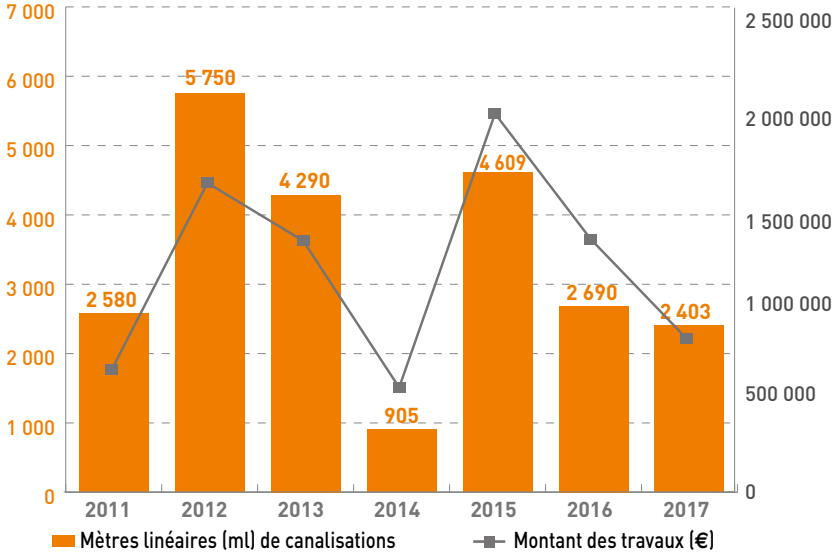
Une eau d'excellente qualité

139 prélèvements sur l'eau de distribution ont été réalisés en 2017 par l'Agence régionale de santé (ARS).
Le taux de **conformité des prélèvements** est de **100 %** en ce qui concerne les **analyses bactériologiques** (98,6 % en 2016) et de 100 % en ce qui concerne les **analyses physico-chimiques** (99,5 % en 2016).

Les travaux d'amélioration du réseau

Sur le réseau d'eau potable en 2017, **2 403 mètres linéaires** de canalisations d'eau potable ont fait l'objet de **travaux de renouvellement, de renforcement ou de réhabilitation,** pour un montant de **789 924 €**.

Travaux sur le réseau d'eau potable



ASSAINIR LES EAUX USÉES

(Source : Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

DÉFINITIONS

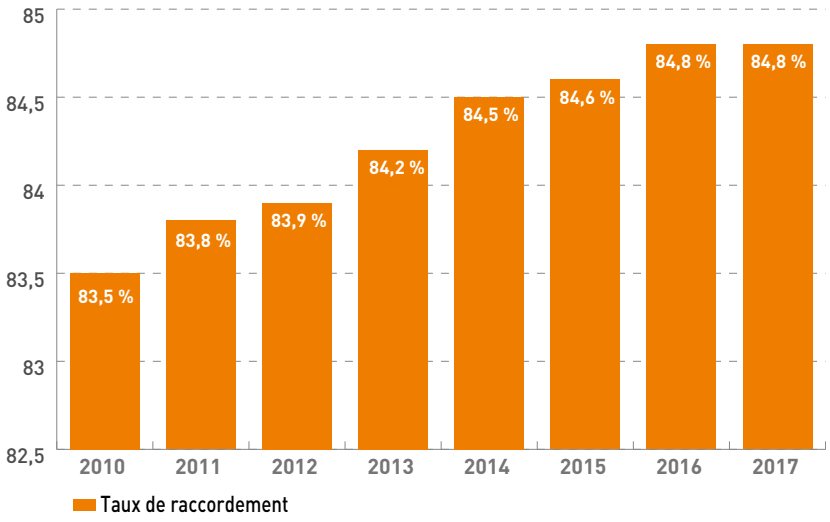
ASSAINISSEMENT COLLECTIF (communément appelé tout-à-l'égout) : système par lequel les eaux usées de plusieurs maisons ou immeubles sont collectées par le réseau public d'assainissement puis acheminées vers une station d'épuration. C'est la collectivité qui prend en charge l'entretien du réseau de collecte des eaux usées ainsi que la station d'épuration qui traite les effluents.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : système autonome de collecte et de traitement des eaux usées domestiques non raccordé au réseau public d'assainissement collectif et nécessitant un dispositif individuel.

L'assainissement collectif

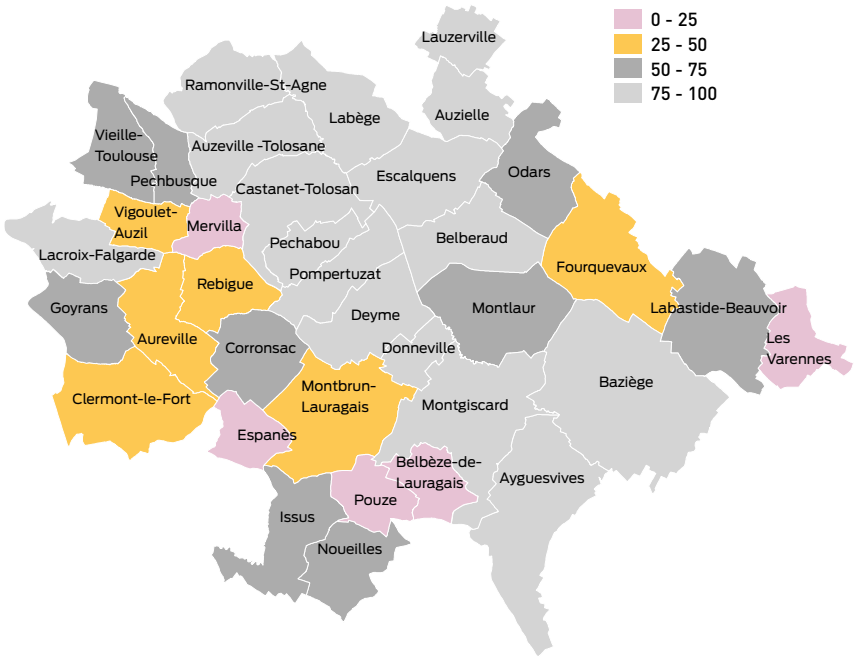
En 2017, **84,8 % des foyers et des entreprises du Sicoval bénéficient d'un assainissement collectif** de leurs eaux usées, soit **20 332 branchements.**

Évolution du taux de raccordement à l'assainissement collectif (en %)



Les taux de raccordement les plus élevés du territoire se situent sur les communes de la vallée de l'Hers. Les communes implantées sur les coteaux, dont la densité urbaine est moins importante que dans la vallée, ont plutôt recours à l'assainissement individuel.

Taux de raccordement au réseau d'assainissement collectif (en %)



Des stations d'épuration aux capacités variables

Le territoire du Sicoval compte :

- **490 km de tuyaux collecteurs** qui relient les habitations aux stations d'épurations,
- **45 postes de refoulement :** lorsque la topographie l'impose, il faut « relever » l'eau de pompage pour qu'elle puisse parvenir à la station d'épuration,
- **19 stations d'épuration** de 30 Eq/Hab à Pouze à 26 000 Eq/Hab à Castanet-Tolosan.

Capacité des stations d'épuration

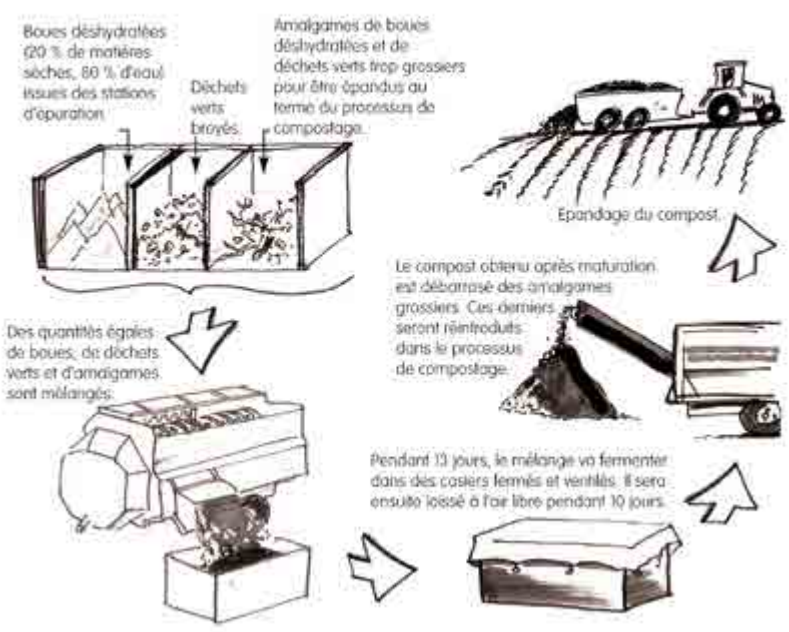


Eq/Hab = équivalent habitant

100% des boues valorisées

Au terme du traitement des eaux usées par les stations d'épuration, il reste des boues qui sont valorisées comme fertilisant agricole. **100 % des boues du territoire (soit 650 tonnes de matières sèches en 2017) sont valorisées en agriculture** par épandage de boues liquides ou de compost (mélange avec des déchets verts).

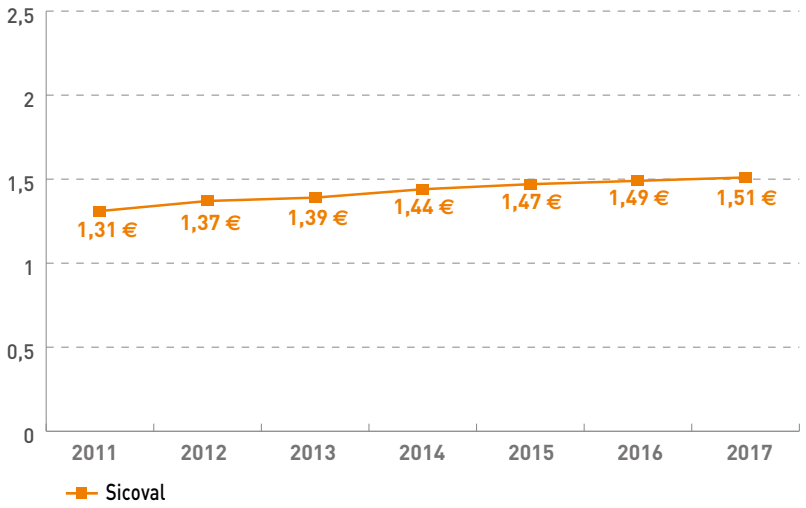
Étapes de la valorisation des boues



Le prix du service d'eau assainie

Le tarif du m³ d'eau assaini a connu une **hausse de 15,3 % en 6 ans,** soit **en moyenne 2,4 %/an.** Cette hausse est liée à l'harmonisation des tarifs sur l'ensemble des communes de la Communauté d'agglomération, conformément au Schéma directeur d'assainissement.

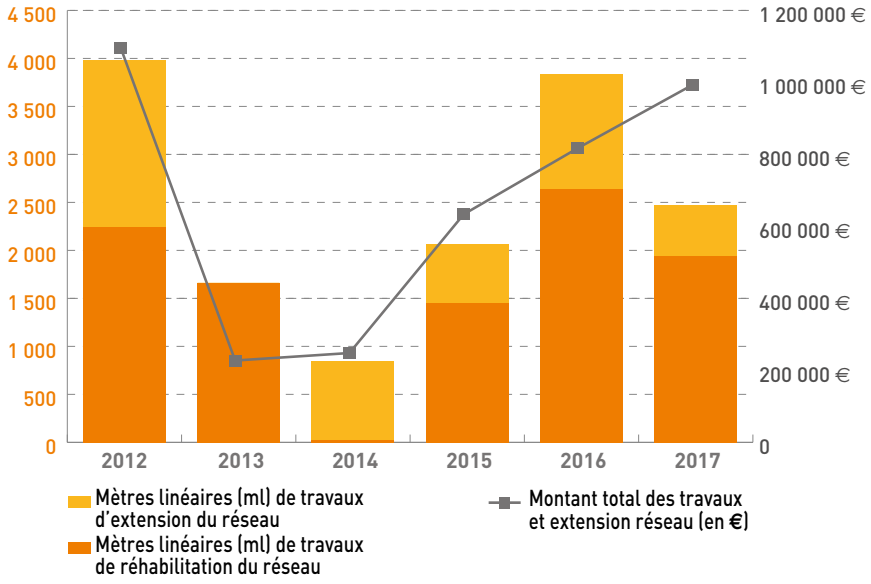
Évolution du prix TTC au m³ d'eau assainie (consommation de 120 m³)



Les travaux et les extensions du réseau

1 941 mètres linéaires de canalisation ont été **réhabilités et 530 ml** de réseaux ont été **créés** en 2017 pour un montant total de **992 694 €.**

Travaux d'assainissement collectif



Les projets en assainissement collectif

La station d'épuration et unité de compostage Axe sud

La station d'épuration et unité de compostage Axe sud propose un équipement moderne en lieu et place des stations d'épuration situées à Ayguesvives et à Montgiscard qui ne respectaient plus les exigences règlementaires. Elle répond à la forte évolution démographique et économique du sud du territoire, soit un équipement dimensionné pour **11 575 équivalents-habitants (EH) extensible à 20 000 EH.** Ces ouvrages aux équipements performants ont été réalisés dans un souci de réduction maximale des nuisances olfactives, acoustiques et visuelles. Leur coût est de **3,7 M€** pour la station **et** de **4,4 M€** pour l'unité de compostage, avec des **subventions du Conseil départemental de la Haute-Garonne** ainsi que de **l'Agence de l'eau Adour-Garonne**. Leurs mises en service sont prévues pour fin 2018, début 2019.

Les autres travaux

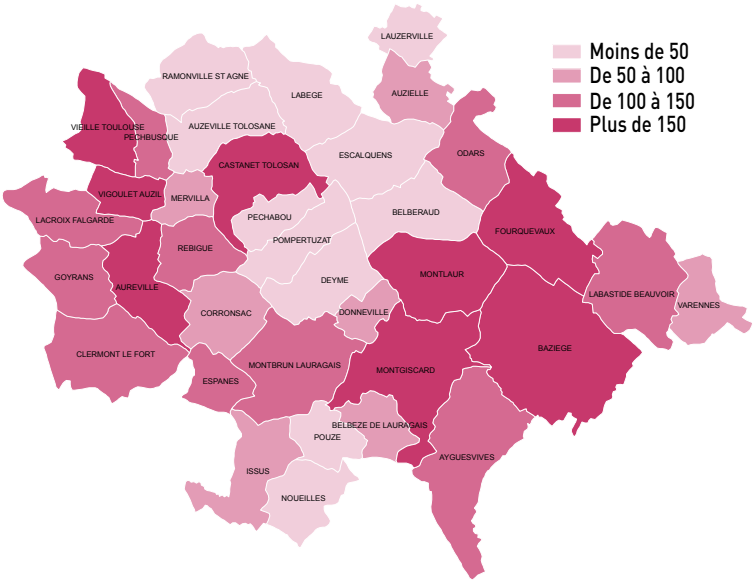
Des travaux sont également en cours sur la **station d'épuration de Menrhume** à Vigoulet-Auzil saturée et déclarée hors norme par la préfecture. Le Sicoval réhabilite et augmente sa capacité de 300 à 600 EH. Les travaux d'un coût global de 831 200 € HT devraient s'achever en avril 2018.

L'assainissement non collectif

Un système d'épuration particulièrement développé

15,2 % des foyers et des entreprises du Sicoval bénéficient d'un **assainissement individuel** en 2017 pour leurs eaux usées, soit 3 642 dispositifs.

Nombre de dispositifs d'assainissement non collectif



Le contrôle des installations d'assainissement non collectif

Le Sicoval est en charge d'un service public d'assainissement non collectif au titre duquel il contrôle les dispositifs d'assainissement individuel du territoire.

Il exerce deux types de contrôles :

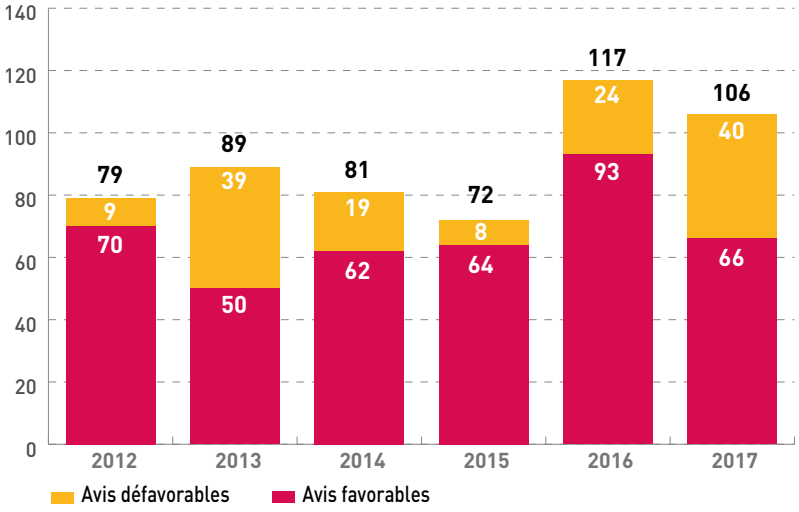
- **le contrôle de bonne exécution** des travaux, dans le cadre d'un permis de construire ou de la mise en conformité d'une installation,
- **le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien,** pour les installations existantes.

En 2017, **323 installations ont été contrôlées** (tous contrôles confondus), dont 106 (33 %) pour avis après l'installation d'un dispositif, et 217 (67 %) contrôles périodiques.

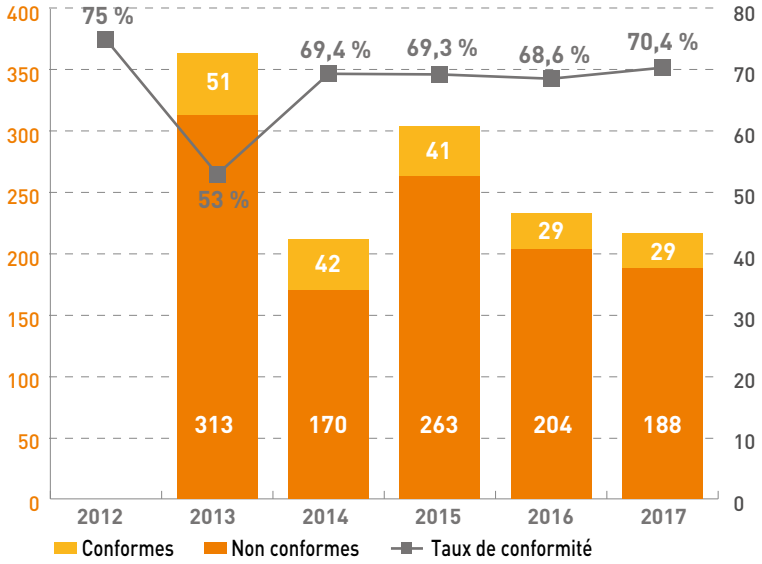
En 2017, on constate une baisse du nombre d'avis favorables. Sur les 106 contrôles de bonne exécution, 66 installations (soit **66 %**) **ont reçu un avis favorable des contrôleurs de la collectivité.**

Le taux de conformité des installations est de 70,4 % en 2017. Il correspond au nombre total d'installations conformes auquel s'ajoute le nombre d'installations ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement, ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité validée par le Sicoval, sur le nombre total d'installations contrôlées depuis 2004.

Avis sur les contrôles de bonne exécution des travaux



État des installations lors de contrôles périodiques



Gestion des déchets : un territoire exemplaire

Orientation politique : réduire les déchets à la source

La politique menée par le Sicoval en matière de gestion des déchets s'appuie sur deux piliers : maîtriser les enjeux financiers de ce service de base aux habitants, et réduire l'impact environnemental de leur production, de leur collecte et de leur traitement. Un volontarisme qui porte ses fruits.

UNE ORGANISATION EFFICACE

(Sources : DECOSET et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

Depuis le 1er janvier 2001, **le Sicoval exerce la compétence Collecte, traitement et valorisation des déchets. Il délègue,** dans le cadre du Plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux de la Haute-Garonne, **la compétence « Traitement » au syndicat mixte DECOSET** (DEchetteries, Collectes SElectives, Traitement). Ce syndicat regroupe au total 8 intercommunalités totalisant 154 communes et 983 570 habitants.

En 2016, le Sicoval a intégré **une partie incitative** (principe du pollueur payeur) dans le calcul de la redevance des usagers du service. Cette décision a pour objectif de maîtriser les coûts, de prévenir et de réduire la production de déchets, d'inciter les usagers à mieux trier et de laisser aux générations futures une planète la plus préservée possible. **Plusieurs modes de collecte existent : la collecte en porte-à-porte** avec un parc de **58 921 bacs installés** chez les habitants et les professionnels, **la collecte en apport volontaire avec 342 colonnes aériennes ou enterrées** (domaine public et privé), ainsi que **4 déchèteries** (3 pour les habitants et 1 pour les professionnels).

DES USAGERS PARTICULIÈREMENT IMPLIQUÉS

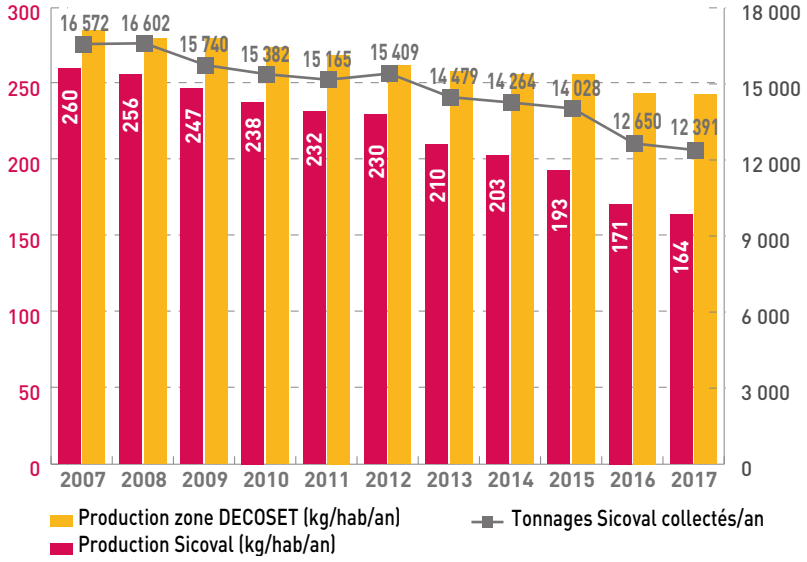
(Sources : DECOSET et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

Déchets ménagers résiduels : la baisse s'accélère

Malgré l'augmentation de la population, la production de déchets ménagers résiduels ne cesse de diminuer depuis 2001. Cette baisse s'est accélérée en 2016, suite à la mise en place de la **redevance incitative** : **la production de ces déchets a diminué de 11,7 % entre 2015 et 2017 (- 25 % sur 2007-2017).**

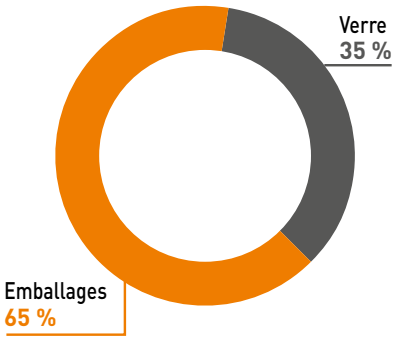
Alors que le Sicoval enregistre une production de déchets ménagers résiduels de **164 kg/hab/an en 2017 (- 37 % en 10 ans),** celle de **la zone DECOSET** (154 communes de l'agglomération toulousaine) **est de 243 kg/hab/an (- 15 % en 10 ans).**

Évolution de la production de déchets ménagers

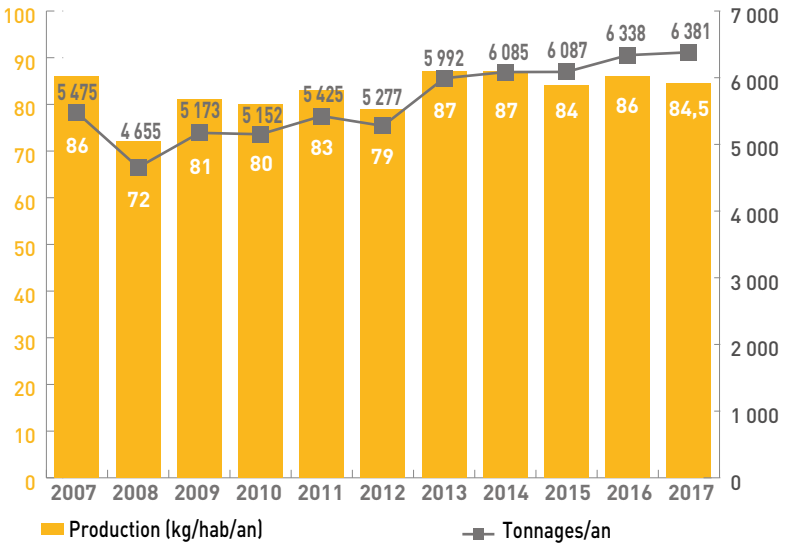


Le tri sélectif en forte hausse

En 2017, **6 381 tonnes de déchets de tri,** dont 35 % de verre et 65 % d'emballages/papier, sont collectées. Ce qui représente une collecte de **84,5 kg/an/hab.**



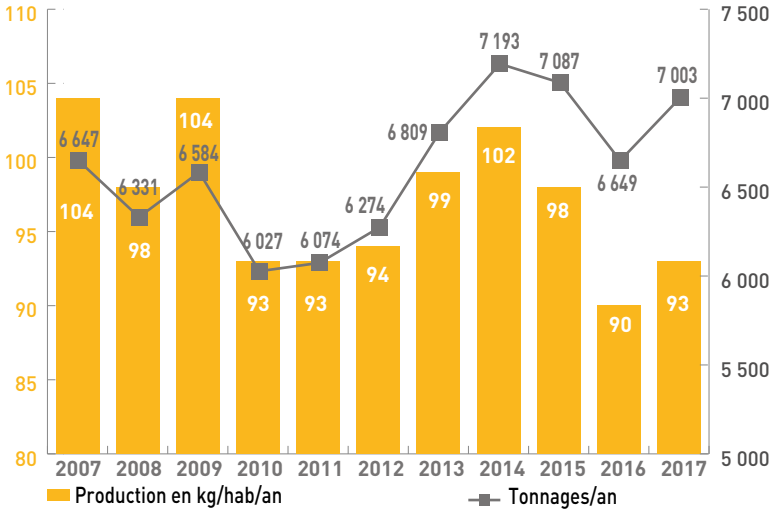
Évolution de la collecte du tri sélectif



Une collecte des déchets verts qui reprend des couleurs

7 003 tonnes de déchets verts ont été collectées en 2017, **soit 93 kg/an/hab.**
58 tonnes de branchages ont été collectées en porte-à-porte (+ 160 % par habitant par rapport à 2016), le reste ayant été amené dans les 3 déchèteries du territoire par les habitants.

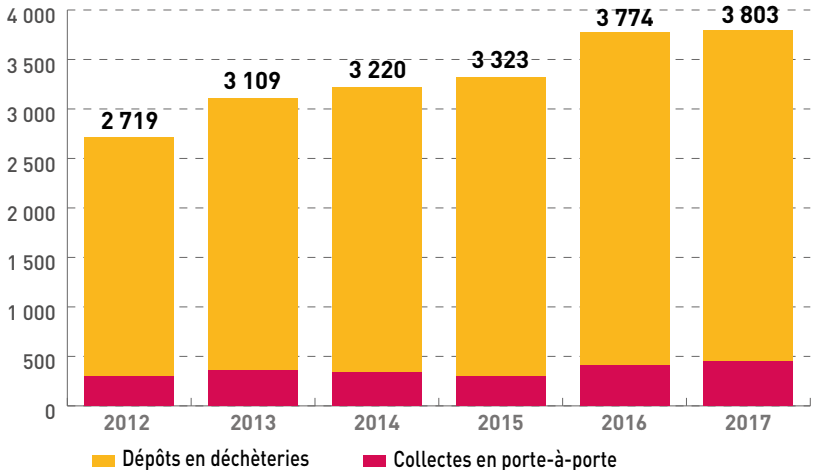
Évolution de la collecte des déchets verts



Des encombrants et déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) de mieux en mieux collectés

Les encombrants et les DEEE sont **collectés en porte-à-porte une fois par an** sur tout le territoire.
Les tonnages d'encombrants collectés **augmentent progressivement depuis 2012**. Entre 2012 et 2017, les tonnages collectés augmentent de 40 % et atteignent 3803 tonnes en 2017 (soit **50 kg/hab/an**).
Les tonnages de DEEE progressent de 6 % de 2016 à 2017, pour atteindre 19,5 tonnes soit **0,26 kg/an/hab**. Une fois acheminés vers l'association Envie (31), les DEEE sont triés pour être réemployés ou recyclés.

Évolution de la collecte des encombrants (en tonnes)

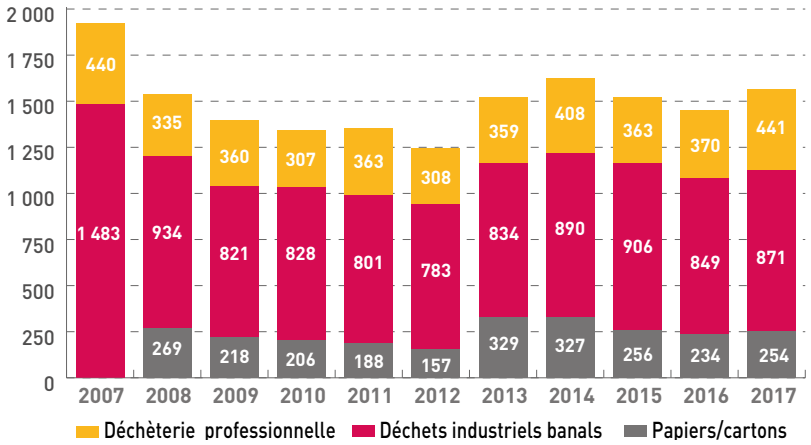


Hausse de la collecte des déchets des professionnels

1 566 tonnes de déchets ont été collectées en 2017 auprès des professionnels (**+ 8 % par rapport à 2016**), dont 72 % en porte-à-porte (papiers-cartons et déchets industriels banals).

L'augmentation du volume en 2013 s'explique par l'attribution de conteneurs pour les papiers-cartons des professionnels hors des zones d'activité.

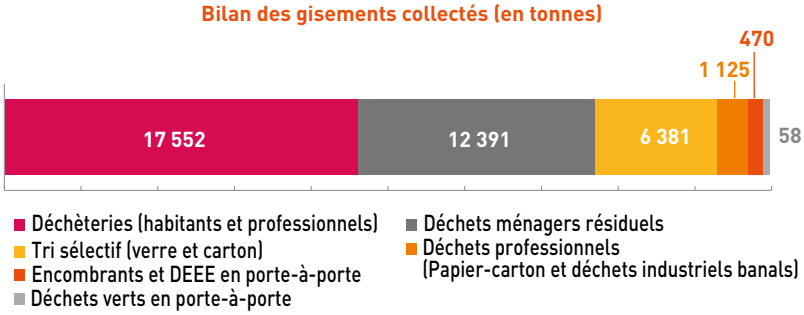
Évolution de la collecte des déchets professionnels (en tonnes)



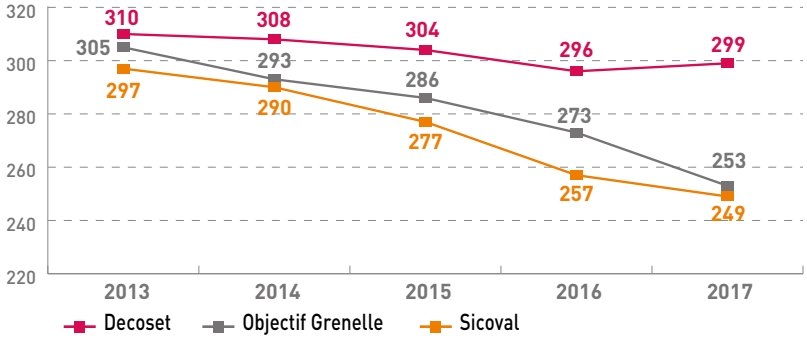
BILAN DE LA PRODUCTION DES DÉCHETS

(Sources : DECOSET et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

Bilan des gisements collectés (en tonnes)



Comparaison des productions de déchets résiduels et sélectifs (hors professionnels) en kg/hab



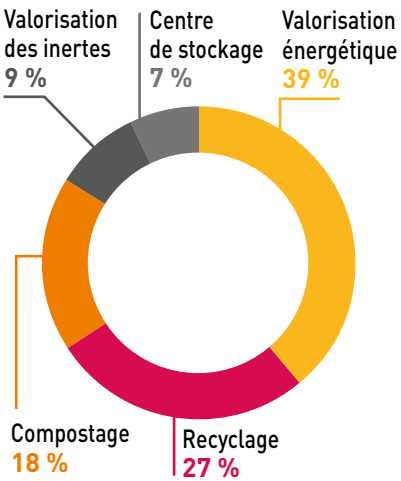


37 977 tonnes
de déchets collectés en 2017
soit
503 kg/an/hab

UN TAUX DE VALORISATION DES DÉCHETS DE 93 %

En 2017, **le taux de valorisation** (recyclage, compostage, production d'énergie) des déchets du territoire atteint **93 %,** contre 89 % en 2016.
Afin d'améliorer ce taux, une partie du tout-venant non incinérable collecté en déchèterie est broyée. Ce broyat est ensuite incinéré et permet ainsi une valorisation énergétique.

L'incinération des déchets du Sicoval est assurée par l'unité de valorisation de Bessières. En 2017, elle a produit 116 232 MWh d'électricité, dont 82 % ont été valorisés par EDF. Les 18 % restants sont réutilisés par l'usine d'incinération pour son fonctionnement.



UN PROJET AMBITIEUX : TERRITOIRE ZÉRO DÉCHET, ZÉRO GASPILLAGE

(Source : Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

En 2015, l'Agglo a été désignée lauréat de l'appel à projet national « Territoire zéro déchets, zéro gaspillage » (TZDTG). En jeu : un soutien financier continu de l'État pour renforcer ses actions de prévention et de réduction des déchets.

Les principales actions en cours ou projetées dans le cadre du TZDZG

Dynamiser l'économie circulaire

Dans le cadre d'un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie, le Sicoval expérimente un outil, ACTIF, qui permet d'identifier les synergies entre entreprises, sur la base d'un diagnostic de leurs flux. L'objectif est de mettre en réseau les professionnels sur différentes thématiques dont la gestion de leurs déchets afin d'offrir une nouvelle vie à ces ressources mises au rebut (exemple : des palettes vouées à la déchèterie peuvent être réutilisées par une autre entreprise), mais également de mutualiser des achats, des prestations ou d'autres types de synergies.

Déployer le « Troc voisins »

L'objectif est d'offrir une nouvelle vie aux objets devenus inutiles, en favorisant les solutions de réemploi et en encourageant l'échange de biens (et/ou de services). En habitat collectif, le troc est intéressant à plusieurs titres : il incite non seulement au réemploi, mais aussi à l'entraide et à l'amélioration du vivre ensemble.
Le Sicoval expérimente ce type de troc dans 3 résidences pilotes du territoire. Il accompagne la mise en place de l'événement « Troc voisins » et la réalisation d'une enquête auprès des résidents pour recenser leurs pratiques, recueillir leurs avis et propositions, développer des échanges de services ou un réseau d'entraide…

Mutualiser la gestion des déchets verts du territoire

Pour répondre au besoin en broyat de la future unité de compostage des boues d'épuration Axe Sud à Ayguesvives, une réflexion est en cours pour aboutir à une gestion mutualisée des déchets verts.
Les objectifs sont multiples :

- offrir des débouchés locaux de valorisation aux acteurs du territoire,
- produire une ressource, le broyat, utilisable pour le paillage et le compostage,
- utiliser les déchets verts produits localement en co-compostage et les boues de la station d'épuration Axe Sud.

Étudier la faisabilité de l'implantation d'une ressourcerie sur le Sicoval

Une ressourcerie est un centre qui gère la récupération, la valorisation et la revente de biens sur un territoire donné, pour leur donner une seconde vie. Il a également un rôle d'éducation à la protection de l'environnement et à la réduction des déchets.

La voirie, enjeu majeur pour les déplacements locaux

Orientation politique : pérenniser et optimiser le patrimoine immobilier du Sicoval en tenant compte de la protection de l'environnement, des usages et du confort, des coûts et de la réglementation

Depuis le 1er janvier 2012, le Sicoval gère l'ensemble des routes et des chemins communaux sur son territoire, soit environ 460 km de voirie qui nécessitent des interventions quotidiennes et complexes. Un secteur d'autant plus essentiel pour notre territoire que la voiture représente la plus grande part modale des déplacements sur le Sicoval.

DES ROUTES ESSENTIELLEMENT COMMUNALES ET RURALES

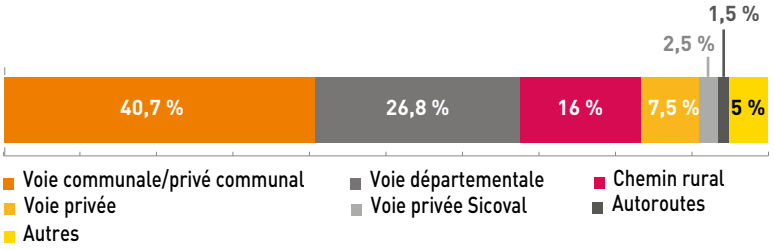
(Sources : Conseil départemental de la Haute-Garonne et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

Le territoire compte :

- **1 290 km de voirie,** toutes typologies confondues,
- **60 % de voies de type communal et rural.**

Le Sicoval gère 460 km de voies communales, de chemins ruraux et de voies privées situées dans les zones d'activité, ainsi que leurs accotements et le réseau pluvial servant à l'évacuation des eaux de ruissellement de la voirie.

Voirie par typologie



UN TRAFIC ROUTIER DENSE DANS LE SECTEUR NORD

(Sources : Conseil départemental de la Haute-Garonne et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

Afin de mesurer le trafic routier sur les territoires, le service Voirie et infrastructures du Sicoval ainsi que le Conseil départemental placent des filaires sur la voie, sur une durée d'une semaine à quinze jours. Le trafic moyen journalier de la portion de route est calculé à partir de ces comptages.

Sur le territoire du Sicoval, on observe un trafic routier très dense sur les voies à proximité de Labège-Innopole.

En 2016, la voie départementale **D 916** comptabilise **15 000 passages** à **Escalquens** et **59 000** passages moyens journaliers au niveau du **Palays à Labège.**

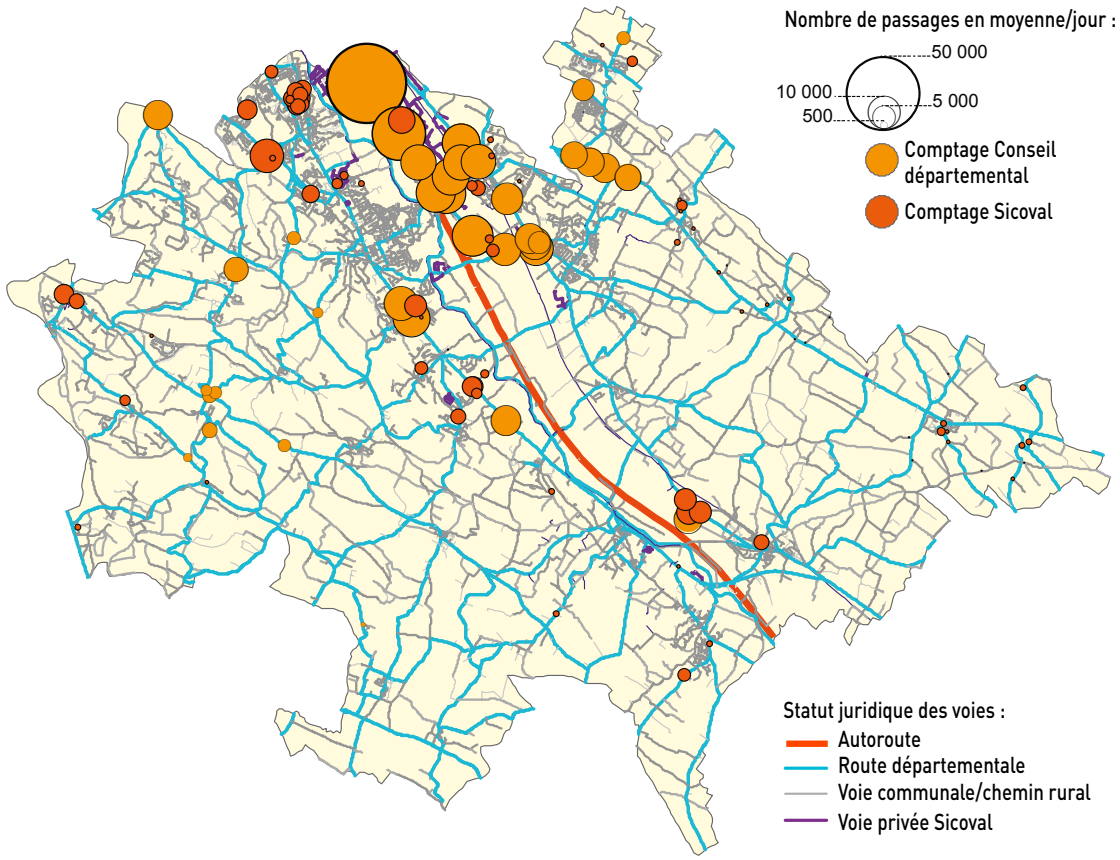
En ce qui concerne la **D 16,** on dénombre sur les mêmes communes de **9 400 à 13 400 passages** de véhicules en moyenne/jour.

La **D 57,** dans sa portion entre Castanet-Tolosan et le rond-point à l'entrée de Labège-Innopole, enregistre plus de **14 000 passages** moyens/jour.

La D 813 compte des passages irréguliers selon les portions de route, **de 4 000 à plus de 13 000 passages** moyens/jour.

La **D 2** sur Auzielle, en direction de Saint-Orens, comptabilise quant à elle un trafic d'environ **7 000 véhicules** moyens/jour**.**

Nombre de passages de véhicules sur la voirie



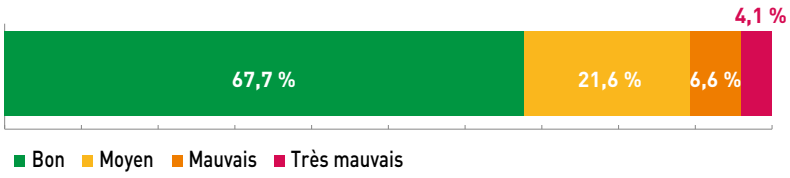
UNE VOIRIE GLOBALEMENT EN BON ÉTAT

(Sources : Conseil départemental de la Haute-Garonne et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

Un diagnostic sur l'état de la voirie a été réalisé par le Sicoval sur plus de 500 km de voies communales et privées.
10,7 % des voies sont dans un mauvais, voire très mauvais, état.

Le Sicoval réalise chaque année une campagne d'entretien des voies communales (curage de fossés, rebouchage de trous et reprofilages partiels, revêtement). **En 2017, 25 275 mètres linéaires ont fait l'objet d'un entretien lors de 103 interventions.**

En 2018, 214 interventions sont prévues sur un linéaire de 34 600 mètres de voirie.



Des espaces naturels et agricoles à préserver et valoriser

Orientation politique : concilier la préservation des espaces naturels avec les activités humaines et économiques

Avec 75 % de son territoire consacrés aux espaces naturels et agricoles, le Sicoval mène depuis sa création une politique de préservation de leur biodiversité et d'entretien de ces éléments de paysage qui participent à la qualité du cadre de vie des habitants et à l'attractivité touristique du territoire.

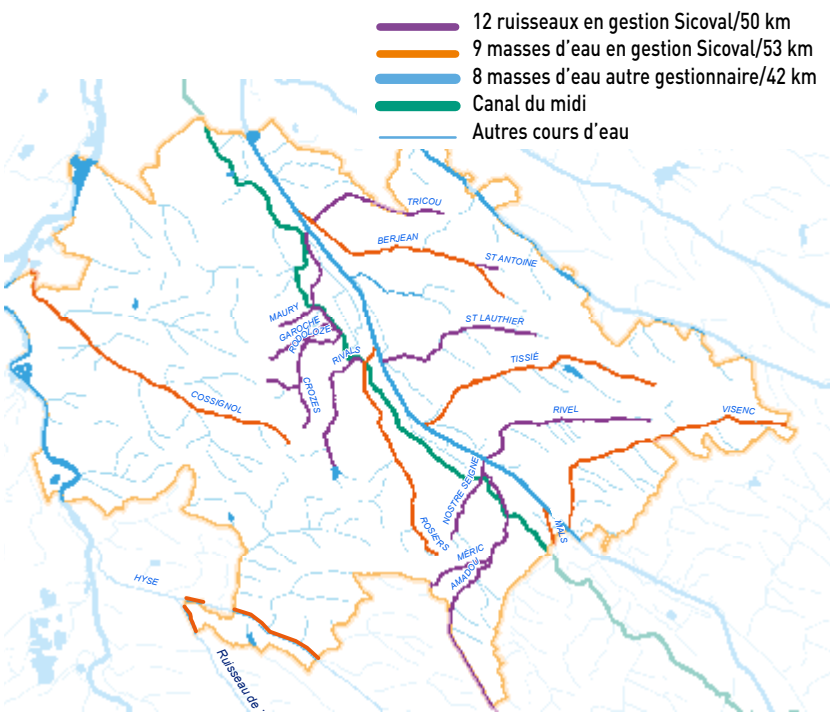
DES COURS D'EAU À SURVEILLER

(Sources : Système information sur l'eau du bassin Adour-Garonne et Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)

La plupart des cours d'eau du territoire sont gérés par le Sicoval qui intervient dans le cadre de la Directive cadre européenne (DCE) sur l'eau du 23 octobre 2000 (directive2000/60). Celle-ci définit une politique communautaire de l'eau, et fixe des objectifs précis afin d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'ici 2021 et 2027 et de limiter les inondations. La Communauté d'agglomération est pour cela accompagnée par l'Agence de l'eau Adour-Garonne qui octroie des subventions pouvant atteindre 60 %.

Un bassin d'eaux pluviales

Le Sicoval gère aujourd'hui **21 masses d'eau** sur son territoire, **206 km² de berges et 145 km² de bassin-versant,** répartis sur 2 bassins-versants Hers et Ariège.
Ces cours d'eau sont non domaniaux. Pour en garantir une meilleure gestion, le Sicoval s'est substitué aux propriétaires privés grâce à une Déclaration d'intérêt général.
L'alimentation des cours d'eau est d'origine pluviale sur la majeure partie du territoire.



DÉFINITIONS

COURS D'EAU : chenal (superficiel ou souterrain) dans lequel s'écoule un flux d'eau continu ou temporaire. Il doit comporter un lit naturel à l'origine, être alimenté par une source, et posséder un débit suffisant la majeure partie de l'année.

RUISSEAU : petit cours d'eau, alimenté par les sources naturelles d'eau, souvent affluent d'un étang, d'un lac ou d'une rivière.

AFFLUENT : cours d'eau qui se jette dans un autre cours d'eau, en général au débit plus important, au niveau d'un point de confluence.

MASSE D'EAU : portion de cours d'eau regroupés en types homogènes. Il s'agit d'un découpage élémentaire des milieux aquatiques destiné à être l'unité de la Directive cadre européenne sur l'eau.

ASSEC : assèchement temporaire d'un cours d'eau.

Une qualité de l'eau moyenne

Sur les 16 masses d'eau du territoire suivies dans le cadre de la DCE, et dont la station de mesure se situe sur une commune du Sicoval, 2 atteignent le **bon état écologique** en 2017 : **L'Hers-Mort au niveau de Baziège** et **l'Ariège sur une des stations de Lacroix-Falgarde.**

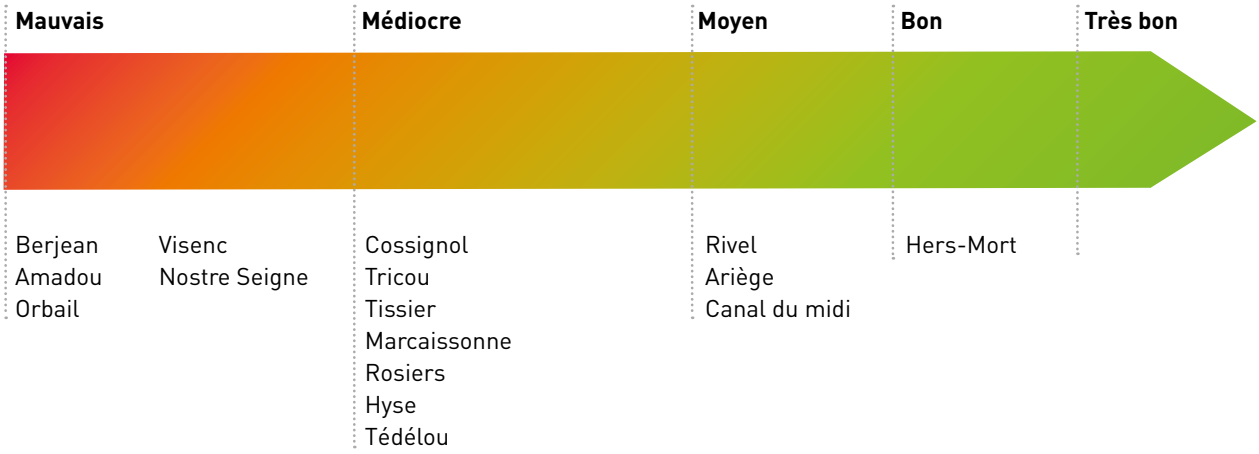
L'objectif de la DCE est l'atteinte de bon état écologique à 2021 (Berjean) et à 2027 (les Mals, les Rosiers, le Tissier, le Visenc, le Cossignol, la Hyse, la Marcaissonne, l'Orbail, le Tédélou).

Les principaux éléments qui impactent le bon état écologique des cours d'eau du Sicoval sont :

- les pollutions par les **substances phosphorées et/ou azotées,**
- la **faible hétérogénéité** du milieu (faible variété du substrat et des écoulements),
- des **assecs** annuels ou de forts risques d'assecs,
- la présence chronique de **matières en suspension et de turbidité** sur l'Hers-Mort.

Pour atteindre l'objectif de « bon état », le Sicoval a mis en place un document technique de planification d'actions à mener sur 6 ans : il s'agit du **Programme pluriannuel de gestion 2017-2022**, qui prévoit des travaux de renaturation sur les masses d'eau et un entretien raisonné sur les cours d'eau.

Évaluation de l'état écologique des cours d'eau pour l'année 2017



Zoom sur les ramiers

DÉFINITION

RAMIER : espace boisé naturel en bord de rivière, qui s'est développé sur les zones d'alluvions.

Les ramiers, classés **en juin 2015** en **Réserve naturelle régionale (RNR) « Confluences Garonne-Ariège »**, sont des espaces naturels où l'équilibre écologique est très fragile. La RNR est composée de quelque 600 hectares qui s'étendent le long d'un linéaire de 15 km entre Venerque sur l'Ariège et Pinsaguel sur la Garonne jusqu'à l'île du Ramier à Toulouse. Il s'agit pour les collectivités de préserver la biodiversité, tout en permettant l'accueil du public.

Le Sicoval gère environ **92 hectares de ramiers**, situés sur les communes de Clermont-le-Fort, Goyrans et Lacroix-Falgarde.

Les ramiers en chiffres

Les ramiers de Lacroix-Falgarde

21,2 hectares dont :

- **14,4 ha** appartenant au Sicoval
- **6,8 ha** propriété de la commune (hors base de loisirs)
- **8,3 ha** domaine public fluvial en délégation

Le ramier de Goyrans

13 ha appartenant au Sicoval

Les ramiers de Clermont le-Fort

Le ramier de Riverotte

55,4 hectares dont :

- **46 ha** appartenant au Sicoval
- **9,4 ha** propriété de la commune

Le ramier communal

10 ha propriété de la commune, dont la gestion a été déléguée au Sicoval

UN RÉSEAU DE CHEMINS DE RANDONNÉES STRUCTURANT

(Source : Direction de l'environnement et du patrimoine du Sicoval)



320 km
d'itinéraires balisés et entretenus, dont 140 km entretenus directement par le Sicoval

4 itinéraires
« Promenade et Randonnée » de la Fédération française de la randonnée pédestre (45 km)

1 itinéraire
Grande Randonnée : GR 653 (28 km)

1 voie verte,
le Canal du Midi (20 km)

41 panneaux
portes d'accueil au départ des itinéraires

425 mobiliers
(poteaux directionnels, balises...) implantés sur le réseau pour informer les usagers, leur permettre de se repérer, de s'orienter, de les prévenir d'un risque potentiel, de valoriser la toponymie locale et le patrimoine

1 600 participants
à la 19e édition des Randovales

2 000 pochettes
Rando distribuées/an

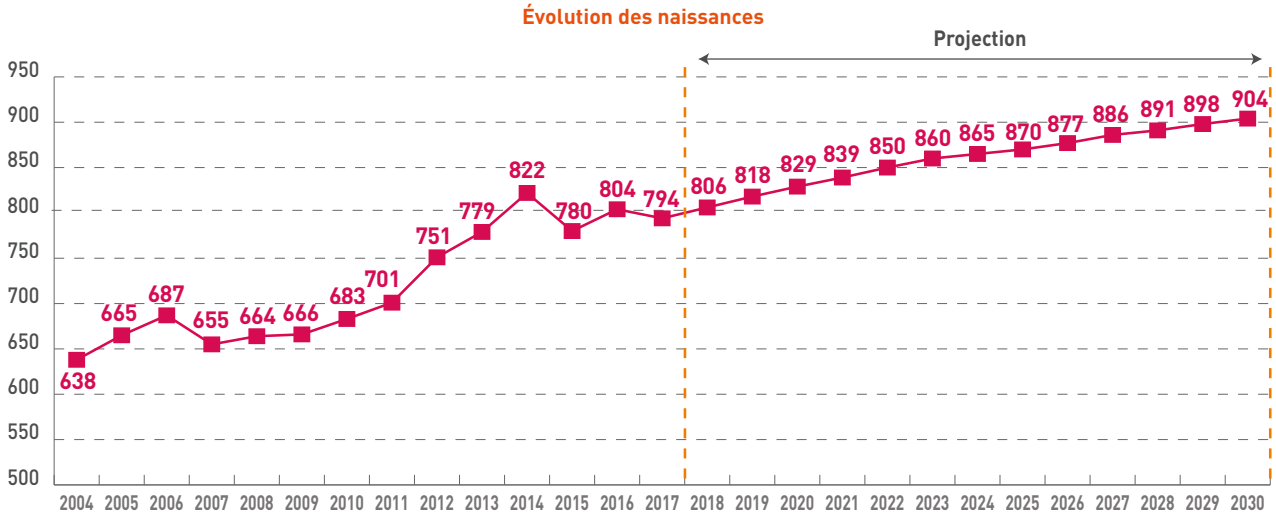
25 000 connexions
par an sur les pages Rando du site internet du Sicoval

Petite enfance : un niveau d'accompagnement particulièrement élevé

Orientation politique : développer l'offre d'accueil du jeune enfant (0-2 ans) en s'appuyant sur la complémentarité des modes d'accueil

L'accueil de la petite enfance (0-2 ans) est un enjeu essentiel pour notre territoire : le niveau de service aux familles a des impacts sur la vie professionnelle des parents, le vivre ensemble familial et social actuel et futur. Aujourd'hui, 7 petits enfants sur 10 bénéficient d'un mode de garde individuel ou collectif.

0-2 ANS : UNE OFFRE DE SERVICE EXEMPLAIRE



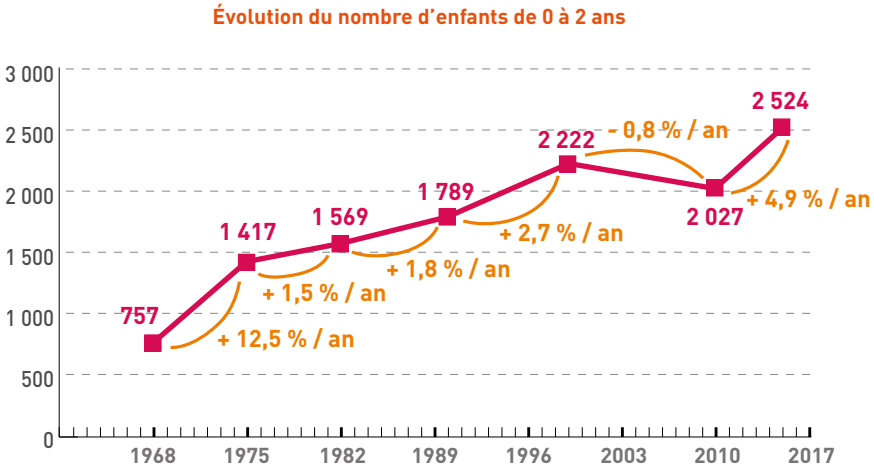
DÉFINITION

PETITE ENFANCE : notion qui englobe tous les individus de leur naissance à l'âge de 2 ans révolus. On peut donc considérer que la petite enfance comprend les enfants jusqu'à la veille de leurs 3 ans, âge de l'entrée à l'école maternelle.

Une croissance continue des naissances

(Sources : RP-Insee 2018, millésime 2015, Omphale, CAF)

Les projections prévoient une augmentation légère du nombre de jeunes enfants dans les 13 prochaines années. On compte en effet **804** naissances en 2017. 904 sont à envisager à l'horizon **2030**, soit 100 naissances sur 13 ans **(+ 12,4 %).**

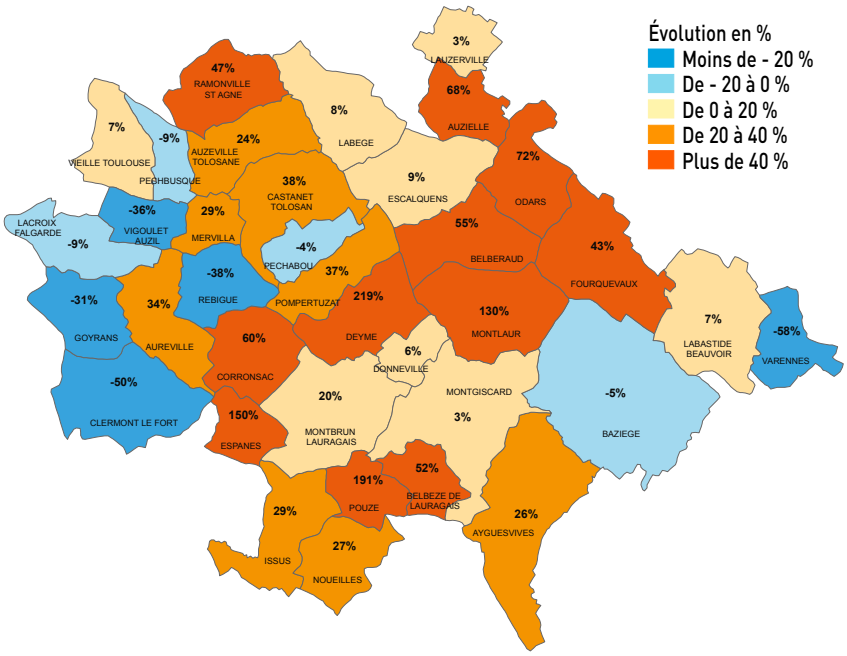


État des lieux actuel

2 524 enfants âgés de 0 à 2 ans sont comptabilisés sur le territoire en 2015, soit **3,3 % de la population totale.** Cette tranche d'âge connaît une **forte augmentation depuis 2009,** en raison du pic de naissances en 2014, suivi d'une légère baisse en 2015.

Cette **hausse est inégalement répartie** sur le territoire : quelques communes des coteaux telles que Vigoulet-Auzil, Goyrans, Clermont-le-Fort et Rebigue voient le nombre d'enfants diminuer par rapport à 2010.

Évolution par commune du nombre d'enfants de 0 à 2 ans (2010-2015)



Où vivent les jeunes enfants ?

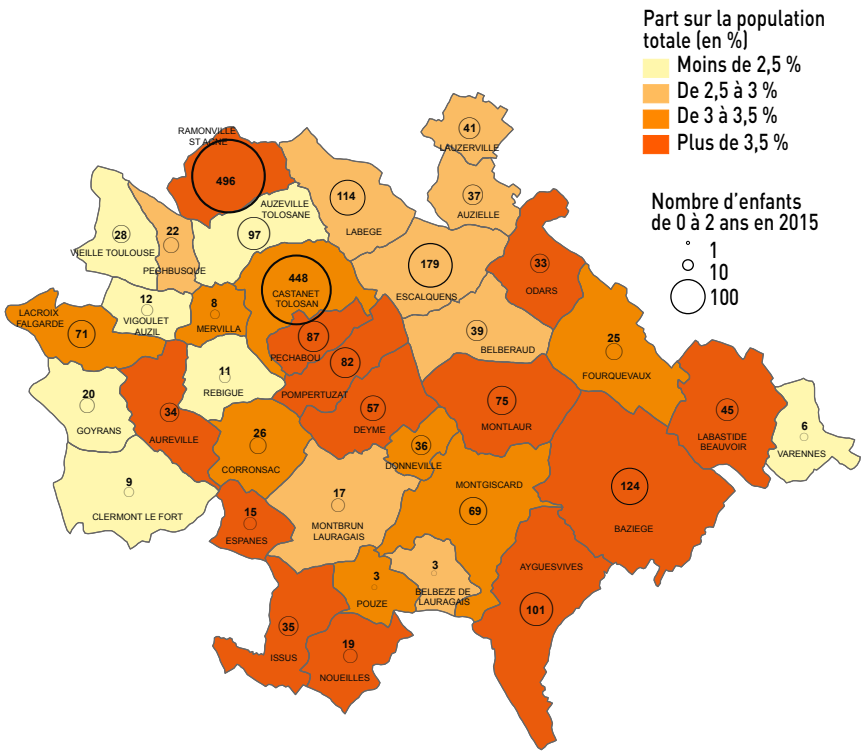
Les enfants de 0 à 2 ans sont **répartis inégalement** sur le territoire :

- les communes les plus urbaines accueillent la majorité des petits enfants du territoire,
- les communes se situant sous un axe nord-est (Aureville-Odars) ont les plus forts rapports nombre d'enfants de cette tranche d'âge/population communale. Nombreuses sont celles dont la part des enfants de 0 à 2 ans est supérieure à 3 % de la population totale de la commune.

Les communes qui accueillent une part élevée d'enfants âgés de 0 à 2 ans sont :

- Issus : 6 %
- Montlaur : 5,7 %
- Deyme : 5,5 %
- Noueilles et Espanès : 4,8 %
- Pechabou et Aureville : 4 %

Répartition territoriale des enfants de 0 à 2 ans



Une majorité de petits enfants dont les deux parents travaillent

La grande majorité des tout-petits du Sicoval vit dans des familles où **les deux parents travaillent : 58 %,** contre 47,6 % pour le département de la Haute-Garonne. Cette tendance n'est pas nouvelle : le constat était le même il y a 8 ans. Pour les jeunes enfants en famille monoparentale, le parent travaille également.
Ce constat témoigne de la nécessité d'une prise de relais pour la garde des enfants par des acteurs tiers.

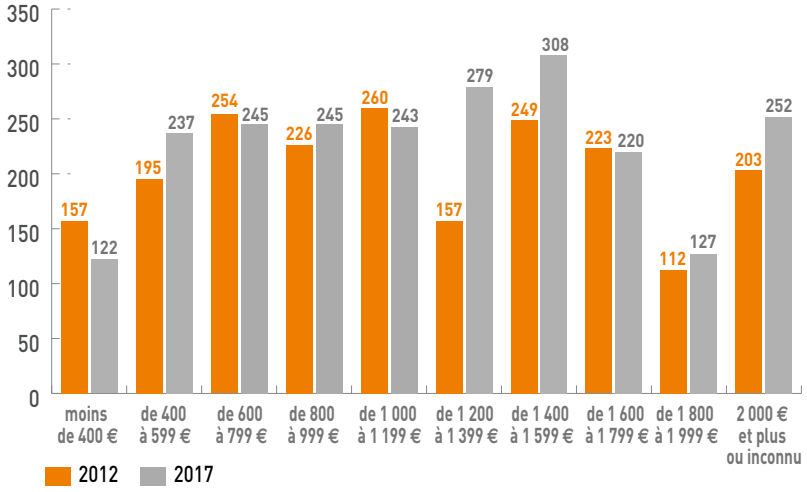
Activité des parents des enfants de moins de 3 ans

	Sicoval	Haute-Garonne
Monoparents	**9,9 %**	**14,5 %**
-Dont parent au chômage	1,9 %	2,8 %
-Dont parent avec emploi	4,1 %	5,2 %
-Dont parent inactif	3,9 %	6,5 %
Couples	**90,1 %**	**85,5 %**
-Dont 2 parents au chômage	0,8 %	1,5 %
-Dont 1 au chômage - 1 avec emploi ou inactif	11,8 %	12,5 %
-Dont 2 parents inactifs	1,9 %	3,1 %
-Dont 1 inactif - 1 avec emploi	17,6 %	20,7 %
-Dont 2 parents avec emploi	58,0 %	47,6 %

Des familles aux quotients familiaux modestes

Entre **2012** et **2017**, on constate une **nette augmentation des familles allocataires** (avec au moins un enfant de moins de 3 ans) **dont les quotients familiaux sont modestes** : entre 1 200 € à 1 600 €. Cette progression de **+ de 45 %** s'accompagne, dans le même temps, d'une augmentation de 12 % du nombre d'enfants de ces familles allocataires.
On observe également une diminution des familles allocataires relevant des tranches les plus basses (en dessous du seuil de bas revenu), et une augmentation de + 20 % des familles allocataires relevant des tranches supérieures (+ de 1 800 €).

Nombre d'enfants de 0 à 2 ans par quotient familial

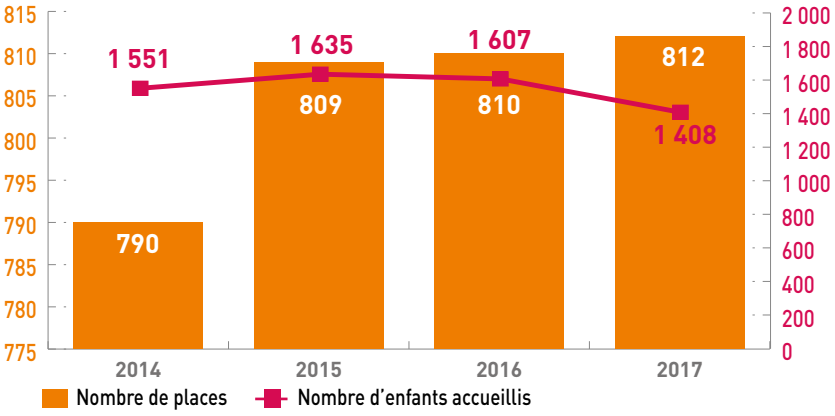


DÉFINITION
QUOTIENT FAMILIAL CAF : outil de mesure des ressources mensuelles des familles allocataires qui tient compte de leurs revenus professionnels et/ou de remplacement, des prestations familiales mensuelles perçues (y compris celles versées à des tiers comme l'APL) et de leur composition familiale.

Un niveau d'accueil de la petite enfance élevé

(Sources : CAF et Direction de la petite enfance du Sicoval)
Deux types d'accueil principaux existent pour les enfants de la tranche d'âge 0 à 2 ans : l'accueil collectif ou l'accueil individuel. Le Sicoval assume la plupart des prestations d'accueil collectif mais propose également des structures de mise en réseau des accueils individuels.

Nombre de places et d'enfants accueillis en accueil collectif de 2014 à 2017



Accueil collectif : un taux de couverture très supérieur à la moyenne

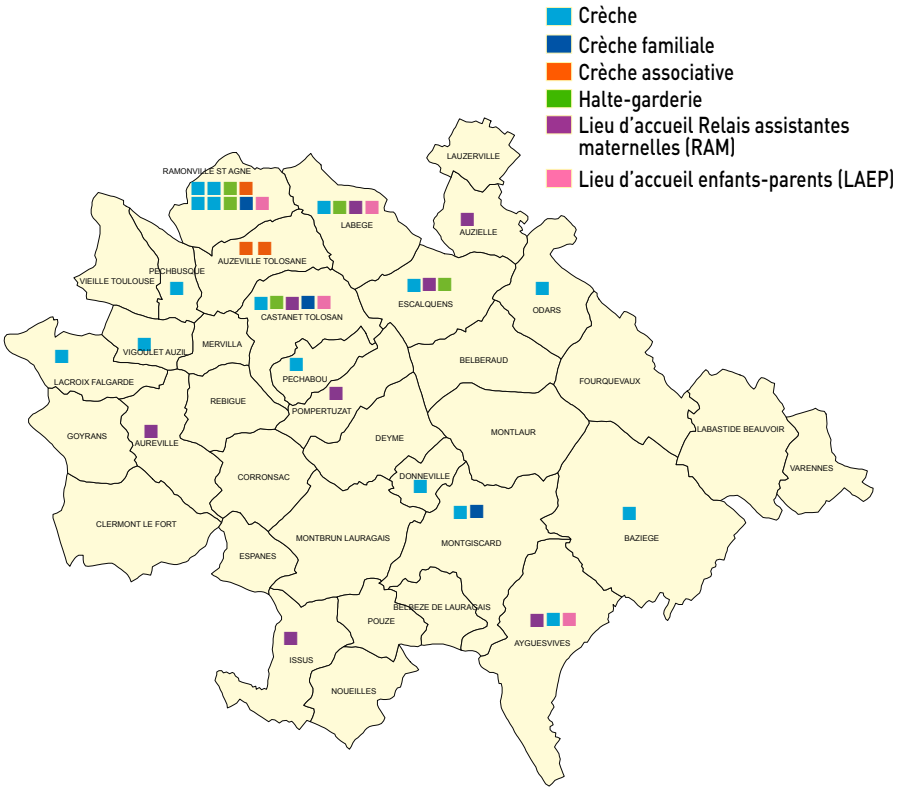
Les établissements d'accueil collectif regroupent divers établissements : crèches collectives ou multi-accueil, haltes-garderie, crèches familiales et lieu d'accueil enfant-parent (LAEP). Leur point commun : accueillir collectivement les enfants jusqu'à leur entrée en école maternelle, voire jusqu'à l'âge de 6 ans en dehors du temps scolaire.

Les structures d'accueil

Le constat est le même que lorsque la compétence Petite enfance a été confiée au Sicoval (2012) : **les structures collectives sont largement plus présentes sur la partie urbaine du territoire.**

Parallèlement, beaucoup de porteurs de projets de micro-crèches et de Maisons d'assistant(e)s maternel(le)s s'installent sur le Sicoval, renforçant ainsi la capacité d'accueil des jeunes enfants. Mais ces modes d'accueil ne répondent pas aux besoins des familles les plus modestes, donc aux critères de mixité sociale.

Structures d'accueil collectif de la petite enfance

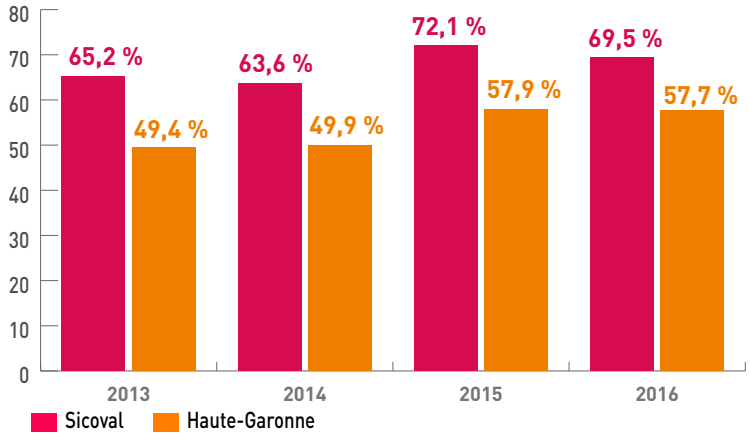


Le taux de couverture

Le taux de couverture du territoire est de **69,5 %** en 2016. Il est à ce titre **bien supérieur au taux départemental** qui est de **57,7 %** en 2016.

La particularité du territoire est d'avoir un taux de couverture **plus important pour l'accueil collectif que pour l'individuel.** Ce sont les communes rurales qui affichent les taux de couverture en accueil individuel les plus élevés. Le taux de couverture global couvre, alors, de manière homogène le territoire.

Taux de couverture



DÉFINITION

TAUX DE COUVERTURE : prend en compte les crèches collectives, les crèches familiales, les haltes garderies, les gardes à domicile, le nombre d'agréments par assistant(e)s maternel(le)s et les scolarisations des enfants âgés de moins de 3 ans. Il indique la tension entre l'offre d'accueil et la demande.

L'accueil collectif de l'enfant en situation de handicap

L'accueil et l'accompagnement des jeunes enfants en situation de handicap se renforcent d'année en année. **En projet :** réflexion sur la mise en place d'une permanence autour des questions du handicap.

Évolution du nombre de jeunes enfants en situation de handicap accueillis



Un accueil individuel qui répond amplement à la demande

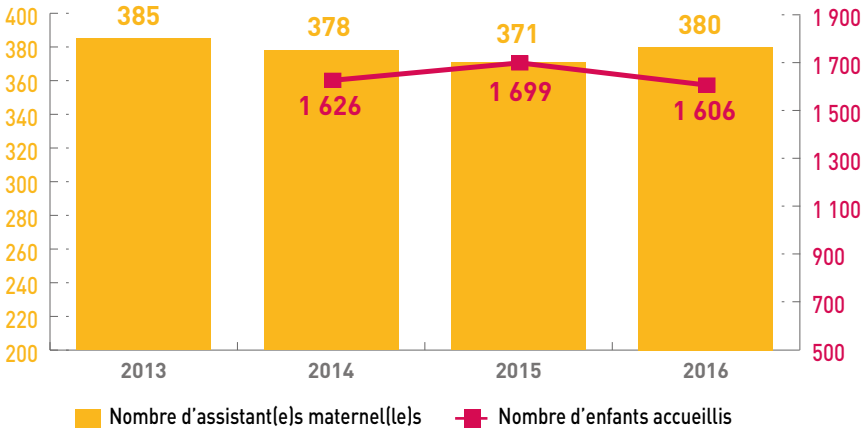
Ce type d'accueil est assuré par des assistant(e)s maternel(le)s ou des sociétés privées de garde d'enfants à domicile, qui proposent un accueil de complément avec l'offre de notre collectivité.

Les parents ont la possibilité de confier leur enfant à un(e) assistant(e) maternel(le). Ce professionnel de la petite enfance peut accueillir à son domicile des enfants âgés de 8 semaines jusqu'à 18 ans, à hauteur de 4 agréments maximum.

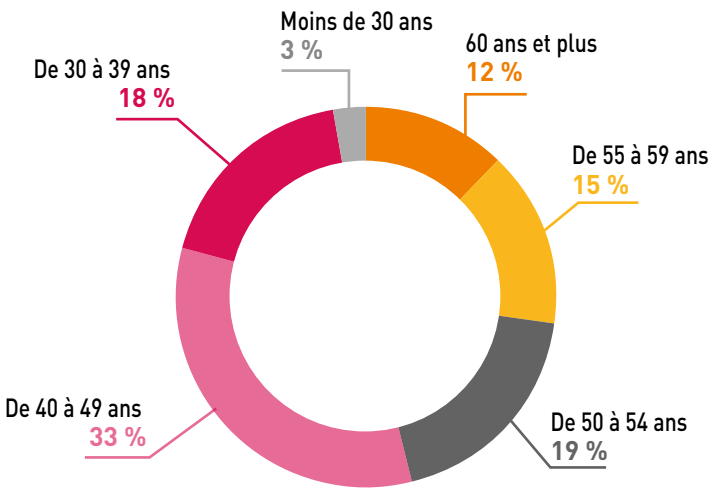
Le territoire compte **4 Relais assistant(e)s maternel(le)s** (RAM), gérés par le Sicoval. L'objectif de ces structures est d'accompagner les parents dans leur fonction de parents-employeur et dans leur recherche de mode d'accueil. Ce « réseau » anime également différents temps d'activité communs aux assistant(e)s maternel(le)s et participe à leur professionnalisation. **En projet :** ouverture d'un RAM sur les communes de Ramonville Saint-Agne et d'Auzeville-Tolosane.

Depuis 2013, le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s est en stagnation. Cette constante s'accompagne pourtant d'une baisse du nombre d'enfants accueillis de 2015 à 2016 (- 93 enfants).
L'Analyse des besoins sociaux (ABS) du Sicoval de 2014 met en lumière la nécessité de tenir compte du **vieillissement de cette profession**. En effet, 23 % des assistant(e)s maternel(le)s ont + de 55 ans en 2014, ratio qui atteint 27 % fin 2016.

Assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s (actives au moins un mois dans l'année)



Zoom sur l'âge des assistant(e)s maternel(le)s en activité au 30 novembre 2016



Sources : CNAF, CCMSA et Acoss-Centre Pajempliu, MEN-DEPP, IMAJE

UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DE TOUS LES ASPECTS DE LA PARENTALITÉ

(Source : Direction générale adjointe action et cohésion sociales du Sicoval)

DÉFINITION

PARENTALITÉ : lien entre un adulte et un enfant, quelle que soit la structure familiale dans laquelle il s'inscrit, dans le but d'assurer le soin, le développement et l'éducation de l'enfant. Cette relation adulte/enfant suppose un ensemble de fonctions, de droits et d'obligations (morales, matérielles, juridiques, éducatives, culturelles) exercés dans l'intérêt supérieur de l'enfant en vertu d'un lien prévu par le droit (autorité parentale). Elle s'inscrit dans l'environnement social et éducatif où vivent la famille et l'enfant.

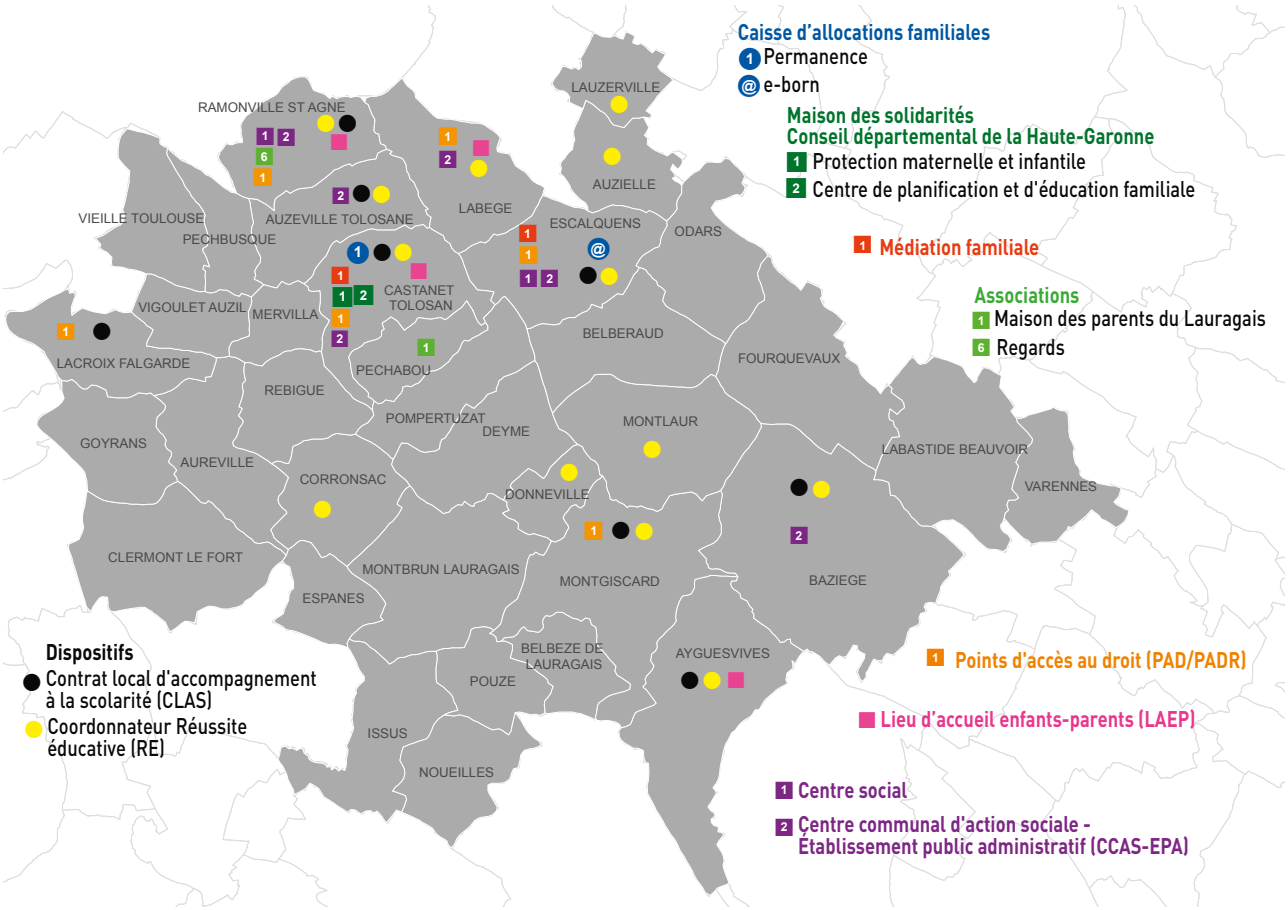
(Source : Comité national de soutien à la parentalité, 2011)

Le Schéma départemental des services aux familles, le document-cadre des politiques familiales

Le Schéma départemental des services aux familles a pour objectifs de **soutenir efficacement les familles et de permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle.** Copiloté par l'État, la CAF et le Conseil départemental de la Haute-Garonne, il fixe des objectifs de développement :

- des solutions d'accueil des jeunes enfants,
- des dispositifs de soutien à la parentalité pour accompagner les adultes dans l'exercice de leur fonction parentale.

De nombreux acteurs mobilisés



Des actions pour toutes les étapes de la vie

Le soutien autour de la petite enfance

La Protection maternelle infantile (PMI) - service de la Maison des solidarités du Conseil départemental de la Haute-Garonne

Des équipes médico-sociales assurent la mission de **Protection maternelle et infantile** (PMI) et le suivi des femmes enceintes, des jeunes parents et des enfants de moins de 6 ans.

Le Lieu d'accueil enfants-parents (LAEP)

Le Lieu d'accueil enfants-parents (LAEP) est un **espace réservé aux enfants accompagnés de leurs parents ou d'un adulte référent.** Pour les enfants, c'est un **espace de jeux et d'éveil** favorisant la socialisation et l'autonomie. Pour les parents, c'est un **lieu d'échange**, d'écoute bienveillante, de partage et de rencontre.

Ils ont été accueillis par le LAEP en 2017



80 enfants (dont 60 de 0 à 2 ans)

72 familles

Sur l'ensemble de l'année, **646 accueils** ont été assurés. Le public du LAEP est principalement composé de mères avec enfants : les pères avec enfants représentent 10 % des accueils et les grands-parents, 11 %.

Des espaces ressources pour petits et parents

- **Deux ludothèques**, à Ramonville et Escalquens, proposent aux familles des **espaces de jeux** pour les petits.
- **L'association Regards** gère un **centre de documentation spécialisé** pour professionnels et familles du territoire. Ce centre est fréquenté par plus de **4 000 personnes/an**.

L'accompagnement autour de la scolarité

Les dispositifs du **Contrat local d'accompagnement à la scolarité** (CLAS) et du Programme de **réussite éducative** accompagnent non seulement les enfants dans leur parcours scolaire, mais visent également à améliorer le lien entre les familles et l'école.

Ces dispositifs regroupent **des partenaires multiples** : enseignants, acteurs éducatifs, partenaires institutionnels locaux, parents, coordonnateurs et accompagnateurs.

Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité

Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité est un **dispositif d'accompagnement collectif** pour **12 à 16 enfants/jeunes** encadré par des adultes.

Il associe les parents à différents niveaux (signature d'un contrat, réunions, participation aux séances, temps d'échange, temps conviviaux...). L'objectif est de **leur permettre de renforcer leur rôle** de parents, de leur donner l'occasion de partager des moments agréables et apaisés autour du travail personnel de l'élève et du devoir à faire...

Des **animations collectives** en direction des familles sont menées en complémentarité avec l'école, l'Accueil de loisirs associé à l'école (ALAE), les centres sociaux, le Projet éducatif de territoire (PEDT) des communes. Ces différents temps favorisent une **meilleure implication des parents,** et peuvent faire émerger de nouvelles capacités d'agir.

Il est financé par la Caisse d'allocations familiales et le Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Le Programme de réussite éducative

Le Programme de réussite éducative est un **accompagnement individualisé d'enfants et de jeunes** âgés de 2 à 17 ans, résidants ou scolarisés sur le territoire du Sicoval.

Mis en place sur notre territoire dès 2005, il vise à **promouvoir l'égalité des chances** auprès **d'enfants en situation de fragilité ou de difficulté.** Il leur propose une approche individualisée qui tient compte de la globalité de leur environnement.

Le positionnement des jeunes sur ce programme ne résulte pas d'une simple saisine des parents, mais d'une décision collégiale issue des cellules de veille éducative. Il s'agit en effet d'une **démarche interprofessionnelle visant à repérer les situations problématiques** (de nature très variables, et donc pas seulement scolaires), à **proposer des actions concertées** en réponse aux situations individuelles d'enfants en difficulté, en voie d'échec, d'exclusion ou de décrochage.

L'implication des parents se fait par le biais de protocoles qui les associent **tout au long du processus**. Les parents sont ainsi soutenus dans leur relation avec les établissements scolaires et les ressources du territoire (acteurs de santé, sociaux, associatifs...). L'objectif est de **dénouer les obstacles** et de **leur permettre de reprendre leur place de coéducateurs.**

L'accompagnement des familles

Sur le territoire du Sicoval, deux associations travaillent en étroite coordination avec la Communauté d'agglomération : **la Maison des parents du Lauragais** et **Regards.**

Des conférences-débats régulières

Les associations Maison des parents du Lauragais et Regards co-animent des cycles de conférences-débats qui rassemblent chaque année plus de **700 personnes** autour de thèmes liés à l'éducation, le relationnel, l'apprentissage... Itinérantes, ces conférences-débats ont eu lieu à Baziège, Ramonville, Escalquens et Castanet en 2017.

Des points d'écoutes individualisés

Un « **Point accueil écoute** » est assuré par l'association Regards au Centre communal d'action sociale (CCAS) de Ramonville Saint-Agne. Il a reçu **59 personnes en 2017**.

La Maison des parents du Lauragais propose des **« entretiens familiaux »** assurés par un thérapeute familial. Très sollicité par les familles qui présentent des difficultés dans leur fonctionnement, ce service peut débloquer des situations avant une dégradation des liens et une fragilisation de la cohésion familiale.

Des groupes de parents

Ces groupes de parents permettent **rencontres et échanges autour de problématiques communes** (la naissance, le handicap…). Ils se présentent sous forme de « **groupes de paroles** » ou de « **café des parents** », comme ceux organisés par l'association Regards (Centre communal d'action sociale de Ramonville) ou la Maison des parents du Lauragais à Pechabou.
En 2017, une **expérimentation d'un café des parents itinérant** a été initiée par la Maison des parents du Lauragais sur 4 communes du Sud du territoire : Ayguesvives, Baziège, Donneville et Montgiscard.

Les centres sociaux

Un centre social est un équipement de proximité qui s'inscrit dans une logique de projet social : élaboré par et pour les habitants, il **privilégie les dimensions familiales et intergénérationnelles.**
La famille est une thématique d'intervention majeure des centres sociaux, dont les actions peuvent être soutenues financièrement par la Caisse d'allocations familiales.

2 centres sociaux sont présents sur le territoire, à Escalquens et Ramonville. Si les activités et services diffèrent, les principes d'intervention sont identiques (participation des habitants au projet social, un centre social au cœur du territoire…).

Des espaces de médiation et de rencontres

La médiation familiale
La médiation familiale s'adresse à toutes les personnes en **situation de conflit, de crise ou de rupture au sein d'une famille.** Elle a pour objectif de déjudiciariser les conflits, de construire ou reconstruire le lien familial et de prendre des décisions qui permettront d'organiser l'avenir.

4 associations de médiation familiales sont labellisées et soutenues par le Sicoval, en partenariat avec la CAF :

- la Maison des droits des enfants et des jeunes présente à Escalquens,
- Accueil et famille installée à Castanet,
- le Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) et l'École des parents et des enfants (EPE), basés à Toulouse, permettent une consultation « hors les murs » du territoire, ce que préfèrent certaines personnes.

En 2017, **47 personnes** du territoire ont été accueillies par les associations de médiation familiale.
Depuis 2017, l'expérimentation de séances « **Parents après la séparation »** est menée par la CAF en coordination avec le Sicoval à raison de 4 séances/an. L'objectif de ces informations collectives est d'apporter un premier niveau d'information sur les aspects juridiques, sociaux et psychologiques de la séparation.

Les espaces de rencontre
Les espaces de rencontre sont des **lieux d'accueil parents-enfants** destinés à l'**exercice des droits de visite.** Les rencontres, organisées dans ces lieux neutres et encadrées par des professionnels (psychologues cliniciens, travailleurs sociaux…), ont pour objectif de maintenir ou rétablir des liens entre enfants et parents. Le recours aux espaces de rencontre est ordonné par les juges aux affaires familiales ou les juges des enfants.

Pour les familles des communes du Sicoval, deux associations toulousaines proposent des espaces de rencontre : l'Association française des centres de consultation conjugale et l'association Accueil et famille.
Le Sicoval soutient ces deux associations en partenariat avec la CAF.

En **2017,** chaque association a reçu environ **200 familles**. Les familles habitant le territoire de la Communauté d'agglomération représentent près de 6 % du public.

Enfance et jeunesse : un maillage de services adaptés à chaque génération

Orientation politique : renforcer la solidarité et la citoyenneté sur le territoire. Favoriser l'épanouissement et l'autonomie des enfants et des jeunes

Comme pour la petite enfance, plus le territoire accueille de nouvelles populations, plus le nombre de 3-11 ans augmente. Pour le Sicoval, l'enjeu est double : prendre en compte la hausse constante de ces jeunes dans son offre de service extra-scolaire et renforcer la qualité des accompagnements proposés pour construire le vivre-ensemble actuel et futur.

ENFANCE : UNE OFFRE D'ACCUEIL SUFFISANTE

DÉFINITION

ENFANCE : notion qui englobe les individus en âge d'entrer à l'école (durant l'année de ses 3 ans) jusqu'à la fin du cycle primaire (11 ans révolus). Le cycle primaire comprend la maternelle et l'élémentaire.

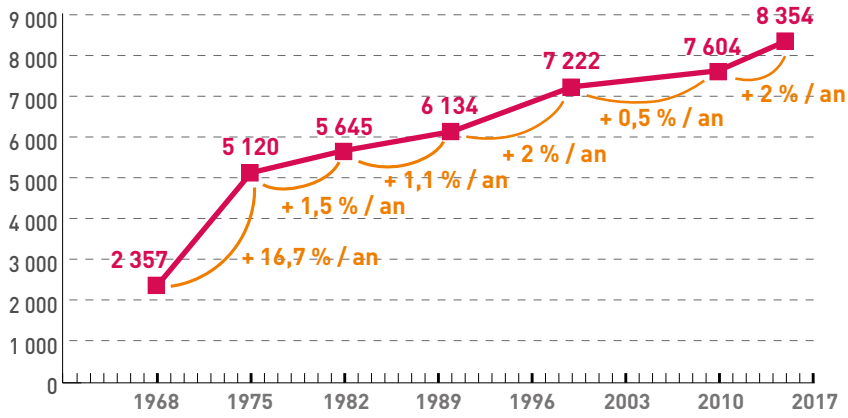
Des enfants dont le nombre augmente régulièrement

(Sources : RP-Insee 2018, millésime 2015, Omphale, CAF)

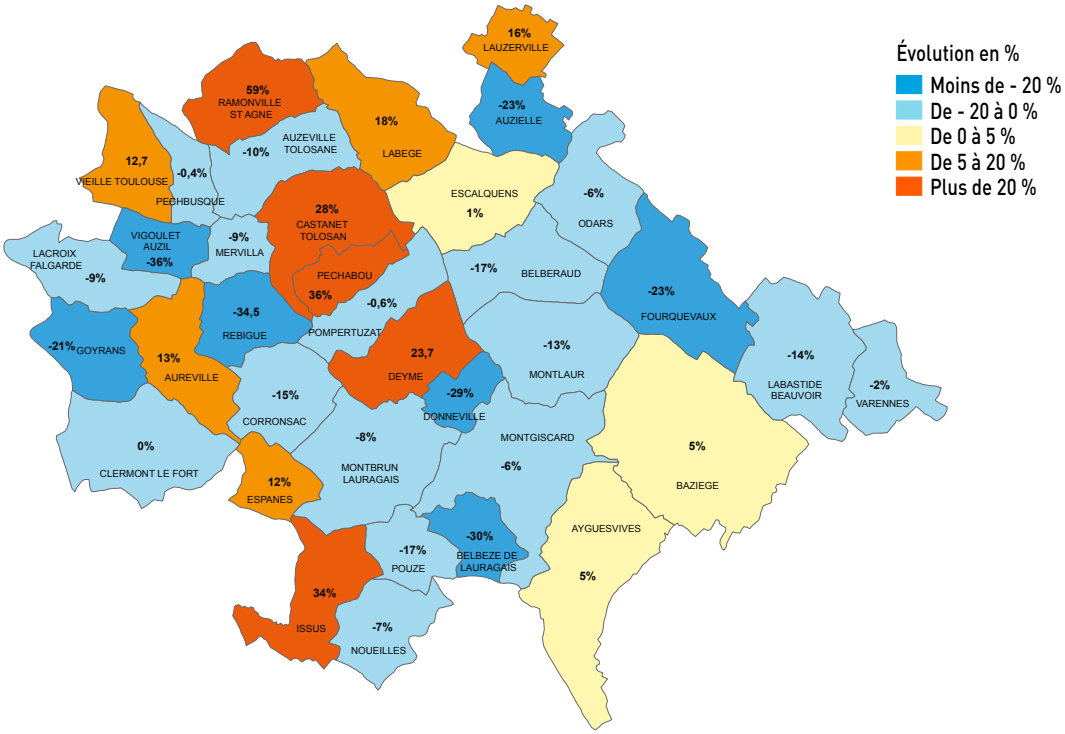
8 354 enfants âgés de 3 à 11 ans vivent sur notre territoire, soit **11 % de la population totale.**

Depuis 1975, le nombre des 3-11 ans ne cesse d'augmenter.

Évolution du nombre d'enfants de 3 à 11 ans



Évolution par commune du nombre d'enfants de 3 à 11 ans (2010-2015)



Les projections d'évolution issues de l'Analyse des besoins sociaux 2014, prévoyaient que le nombre de ces enfants atteindrait le chiffre de 8 173 en 2024. Or, en 2015, nous sommes déjà au-delà de ce chiffre prévisionnel. Au regard des projections de l'Insee à 10 ans (2025), on comptabilisera 9 639 enfants de cette tranche d'âge sur notre territoire, soit environ 1 300 enfants en plus. Cette **progression de + 15,4 % en 10 ans** abouti à une progression annuelle de + 1,5 %.

Où vivent les enfants ?

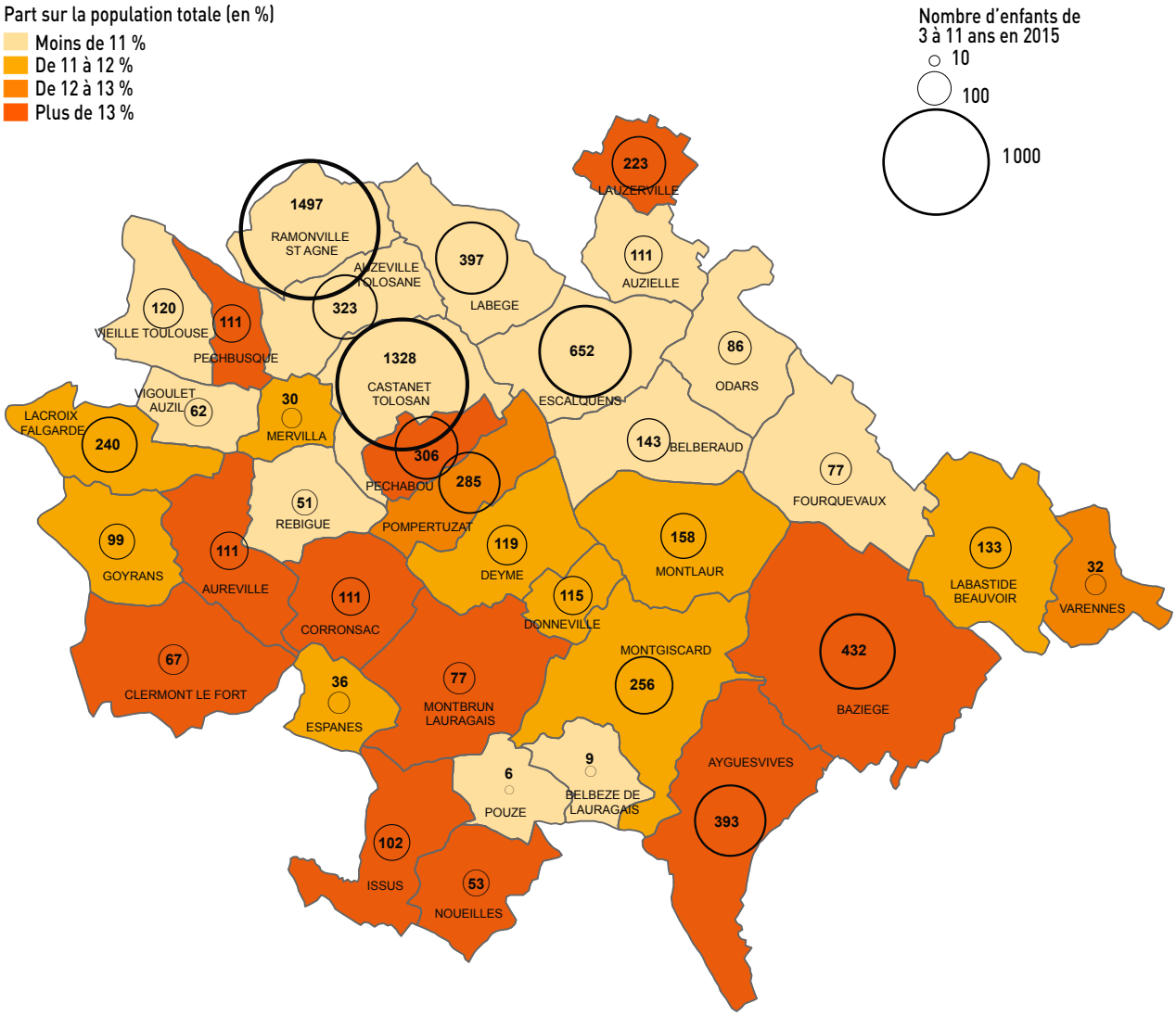
Le plus grand nombre d'enfants (au regard de la population totale) habite dans les communes de **Ramonville Saint-Agne** et **Castanet-Tolosan** qui rassemblent à elle seules 33,8 % des enfants.

Les communes de la partie sud du territoire affichent quant à elles une **part importante d'enfants par rapport à leur population totale.**

Les communes dont la part d'enfants de 3 à 11 ans est importante sont :

- Issus : 17,5 %
- Ayguesvives : 15,2 %
- Lauzerville : 14,5 %
- Pechabou : 14,3 %
- Corronsac : 14,3 %

Répartition territoriale des enfants de 3 à 11 ans



Une majorité d'enfants dont les parents travaillent

En 2017, le constat est identique à celui de l'Analyse des besoins sociaux 2014 : la proportion de parents d'enfants âgés de 3 à 11 ans ayant le **statut d'actifs** occupés est **plus importante sur le territoire intercommunal que sur le département.** 2/3 des enfants de cette tranche d'âge ont leurs deux parents qui travaillent. De même, la plupart de ces enfants appartenant à une famille monoparentale ont leur parent en emploi. Ces constats confirment la nécessité d'une prise de relais pour l'accueil des enfants de 3 à 11 ans par des acteurs tiers.

Activité des parents des enfants de 3 à 11 ans

	3-5 ans		6-11 ans	
	Sicoval	Haute-Garonne	Sicoval	Haute-Garonne
Monoparents	**16,3 %**	**20,5 %**	**22,5 %**	**26,0 %**
-Dont parent au chômage	2,7 %	4,0 %	3,7 %	4,7 %
-Dont parent avec emploi	9,3 %	9,8 %	14,9 %	15,6 %
-Dont parent inactif	4,3 %	6,6 %	3,9 %	5,7 %
Couples	**83,7 %**	**79,5 %**	**77,5 %**	**74,0 %**
-Dont 2 parents au chômage	0,9 %	1,4 %	0,6 %	1,1 %
-Dont 1 au chômage - 1 avec emploi ou inactif	8,8 %	10,1 %	6,2 %	8,1 %
-Dont 2 parents inactifs	1,1 %	2,8 %	0,9 %	1,9 %
-Dont 1 inactif - 1 avec emploi	15,2 %	18,1 %	12,0 %	14,4 %
-Dont 2 parents avec emploi	57,7 %	47,2 %	57,8 %	48,6 %

Des accueils extra et péri scolaires à adapter aux besoins

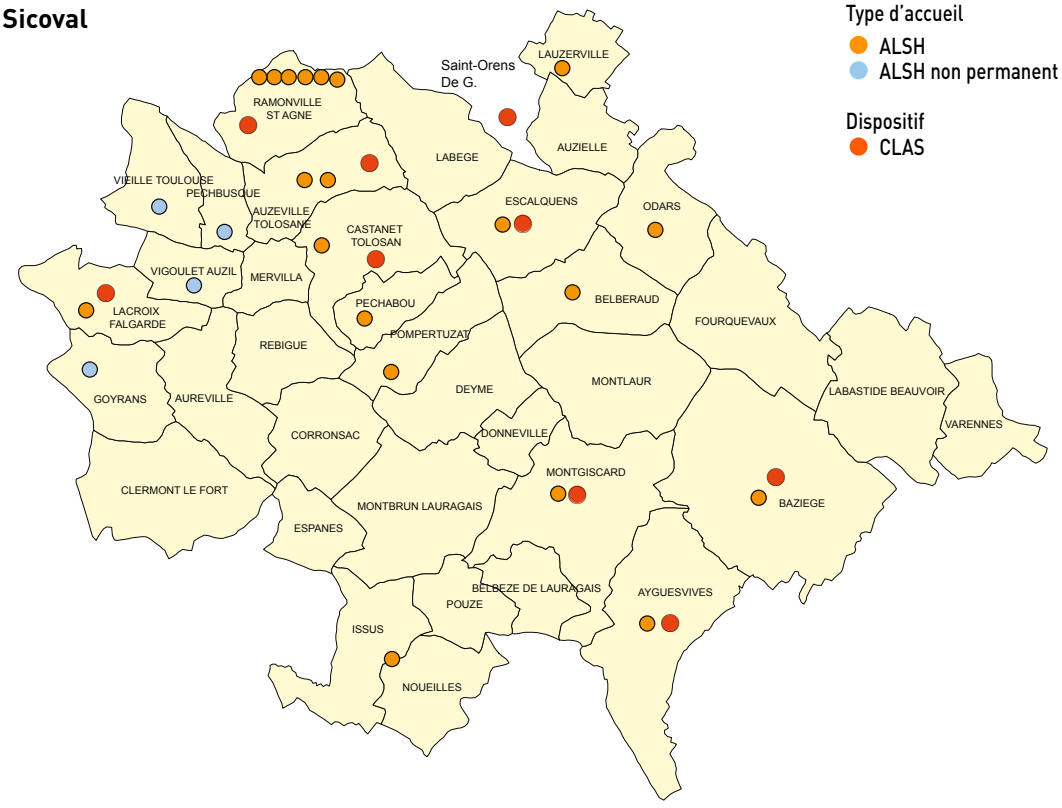
(Source : Direction des politiques éducatives du Sicoval)

DÉFINITIONS

ACCUEILS DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH) : structures de loisirs éducatifs pour les enfants, fonctionnant en dehors du temps scolaire (mercredis, petites et grandes vacances scolaires). Ces accueils extra-scolaires sont assurés par l'intercommunalité.

ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIÉS À L'ÉCOLE (ALAE) : structures de loisirs éducatifs pour les enfants, fonctionnant pendant le temps scolaire de l'enfant, avant ou après les heures de classe et pendant la pause du déjeuner. Ces accueils périscolaires sont assurés par les communes.

L'accueil de l'enfant par le Sicoval



Les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

Le Sicoval gère **20 accueils de loisirs** répartis sur le territoire, qui accueillent les enfants scolarisés en primaire (maternelle et élémentaire 3-11 ans).

4 ALSH restent ouverts toute l'année (Castanet-Tolosan, Escalquens, Montgiscard, Ramonville Saint-Agne). 18 accueils sont ouverts le mercredi après-midi en période scolaire et 14 sont ouverts tout ou partie des vacances.

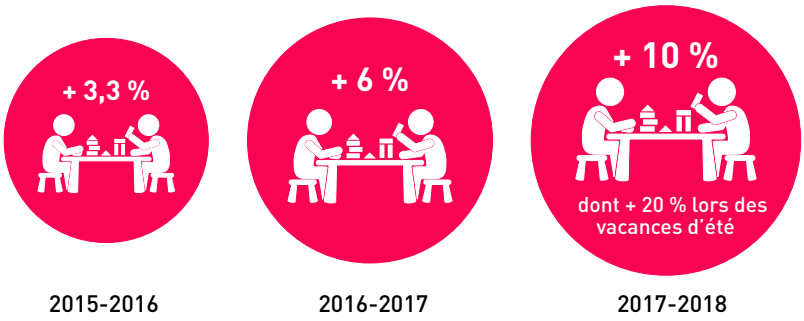
3 ALSH sont gérés par des prestataires associatifs liés au Sicoval par un marché public :

- Parenthèse à Castanet-Tolosan,
- Loisirs, Éducation et Citoyenneté (LEC) à Lacroix-Falgarde et Pechabou,
- Le LEC gère également un ALSH situé selon les périodes (vacances scolaires) sur les communes de Vieille-Toulouse, Vigoulet-Auzil, Goyrans et Pechbusque.

Nombre d'enfants accueillis par les ALSH (moyenne/jour)



Évolution de la fréquentation des ALSH



1 060 enfants sont accueillis en moyenne **les mercredis scolaires,** dont 44 % de moins de 6 ans. **549 enfants** sont accueillis en moyenne **par jour** durant **les petites vacances scolaires**, dont 45 % de moins de 6 ans. **636 enfants** sont accueillis en moyenne **par jour** durant **les vacances d'été,** dont 46 % de moins de 6 ans.

La réforme des rythmes scolaires (transformation du mercredi matin en temps scolaire) 2013-2014 a eu un impact important sur la fréquentation des ALSH. En 2017, ils ont accueilli **3 400 enfants**, contre 4 476 en 2013.

Depuis 2015, la fréquentation des ALSH augmente significativement.

Il existe **d'autres accueils de loisirs** agréés par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) 31 :

- La ferme de Cinquante à Ramonville Saint-Agne,
- Planète Sciences à Ramonville Saint-Agne,
- La ferme du château de Bergues à Odars.

Les dispositifs d'accompagnement de l'enfant en difficulté

Afin de contribuer à l'égalité des chances, deux dispositifs d'accompagnement ont été mis en place par le Sicoval.

Le **Contrat local d'accompagnement à la scolarité** (CLAS) et le Programme de **réussite éducative** (PRE) s'adressent aux enfants scolarisés dès l'école élémentaire (6 ans) jusqu'au lycée. Ils ont pour objectif d'**apporter un soutien aux élèves et aux familles en difficultés** dans le but d'éviter des décrochages scolaires et/ou sociaux.

Pour en savoir plus, lire aussi p. 90.

Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité

Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité a pour objectif de donner à **tous les enfants, du CP jusqu'au CM2**, un accès aux outils de la connaissance, de la culture et de la citoyenneté.

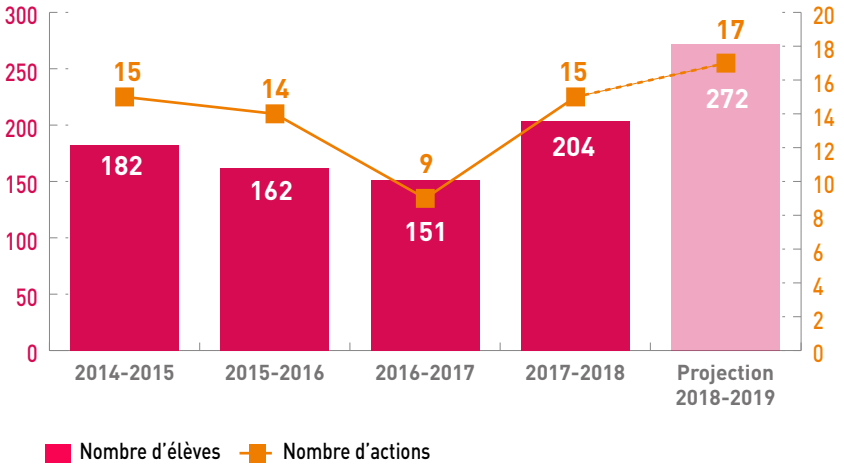
Les ateliers du CLAS se déroulent après l'école, sur une année scolaire (octobre à juin). Ils sont centrés sur l'aide aux devoirs, l'apport méthodologique, l'éveil culturel et le soutien à la parentalité. Ils sont proposés à des groupes de 12 à 16 jeunes.

Communes sur lesquelles sont organisés des ateliers CLAS



Après 3 années de baisse, le CLAS voit ses effectifs et le nombre de ses ateliers augmenter pour l'année scolaire 2017-2018.
Cette évolution est due notamment à une implication forte des bénévoles (en particulier sur les communes d'Ayguesvives, d'Escalquens et de Lacroix-Falgarde) afin d'assurer un accompagnement de qualité et un travail axé sur la coéducation avec les parents. La réorganisation entreprise depuis 2017 permet aussi d'accueillir davantage d'enfants à moyens constants.

Évolution du nombre d'élèves en CLAS en élémentaire

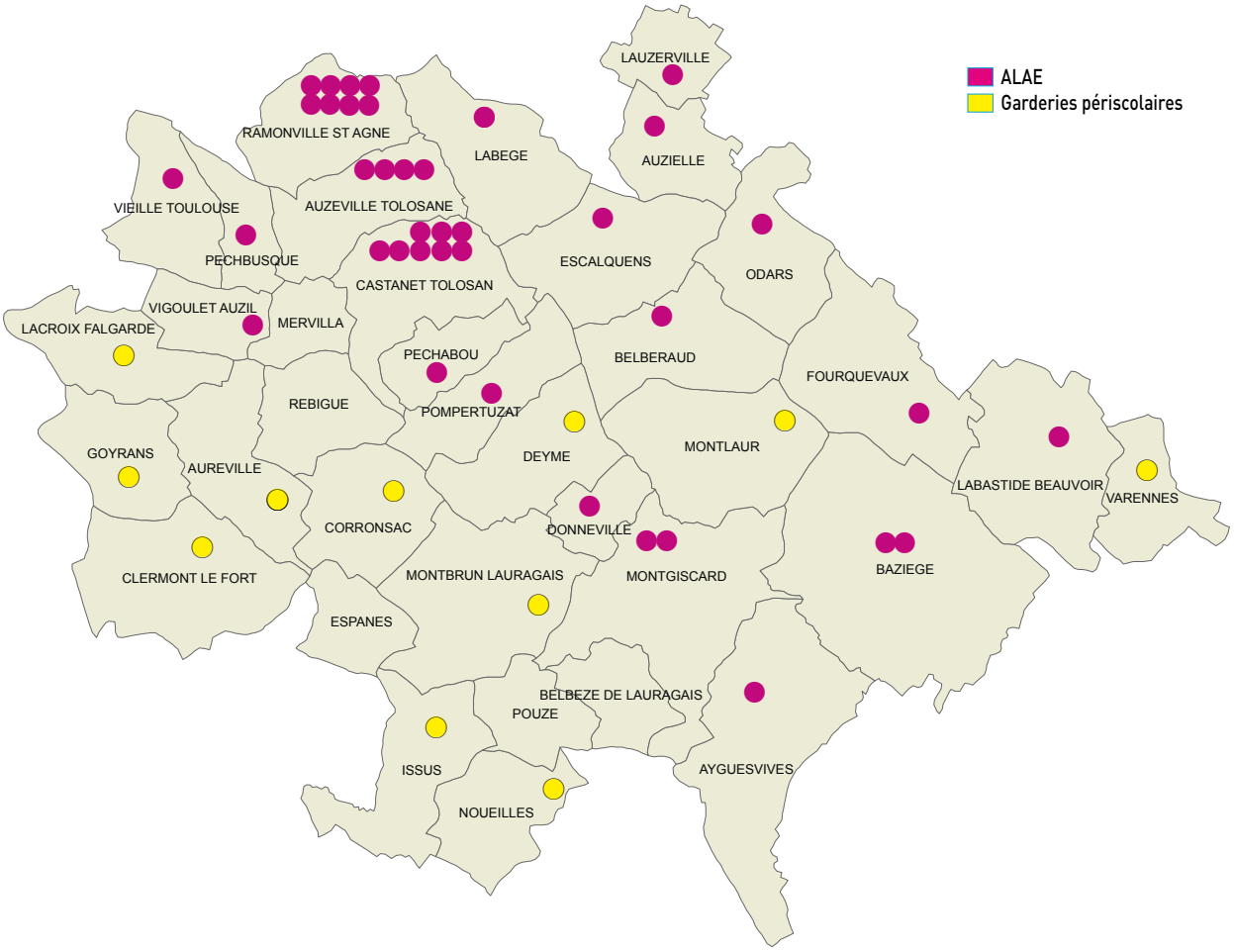


Le programme de Réussite éducative
7 enfants de l'élémentaire ont été pris en charge en 2016, contre 14 en 2017.

L'offre d'accueil communale

Les Accueils de loisirs associés à l'école (ALAE)

Répartition territoriale de l'accueil périscolaire



UN ENCADREMENT GLOBAL POUR UNE JEUNESSE EN CROISSANCE

DÉFINITION
JEUNESSE : notion qui englobe les individus depuis la première année du collège (12 ans) jusqu'à la fin du cycle secondaire (17 ans révolus).

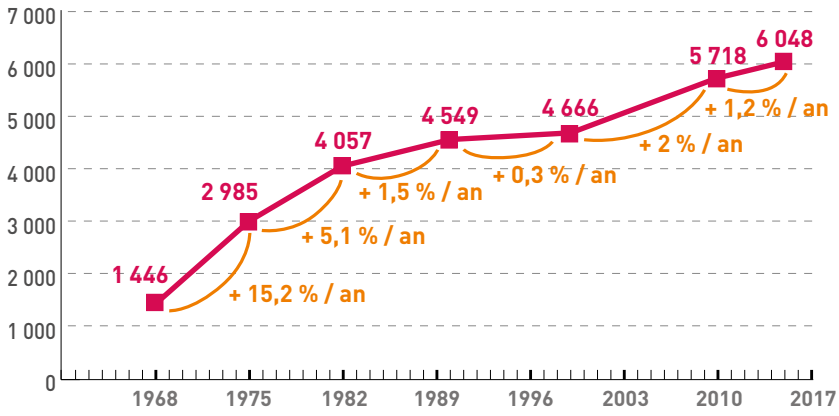
Portrait d'une jeunesse dynamique

(Sources : RP-Insee 2018, millésime 2015 et Omphale)

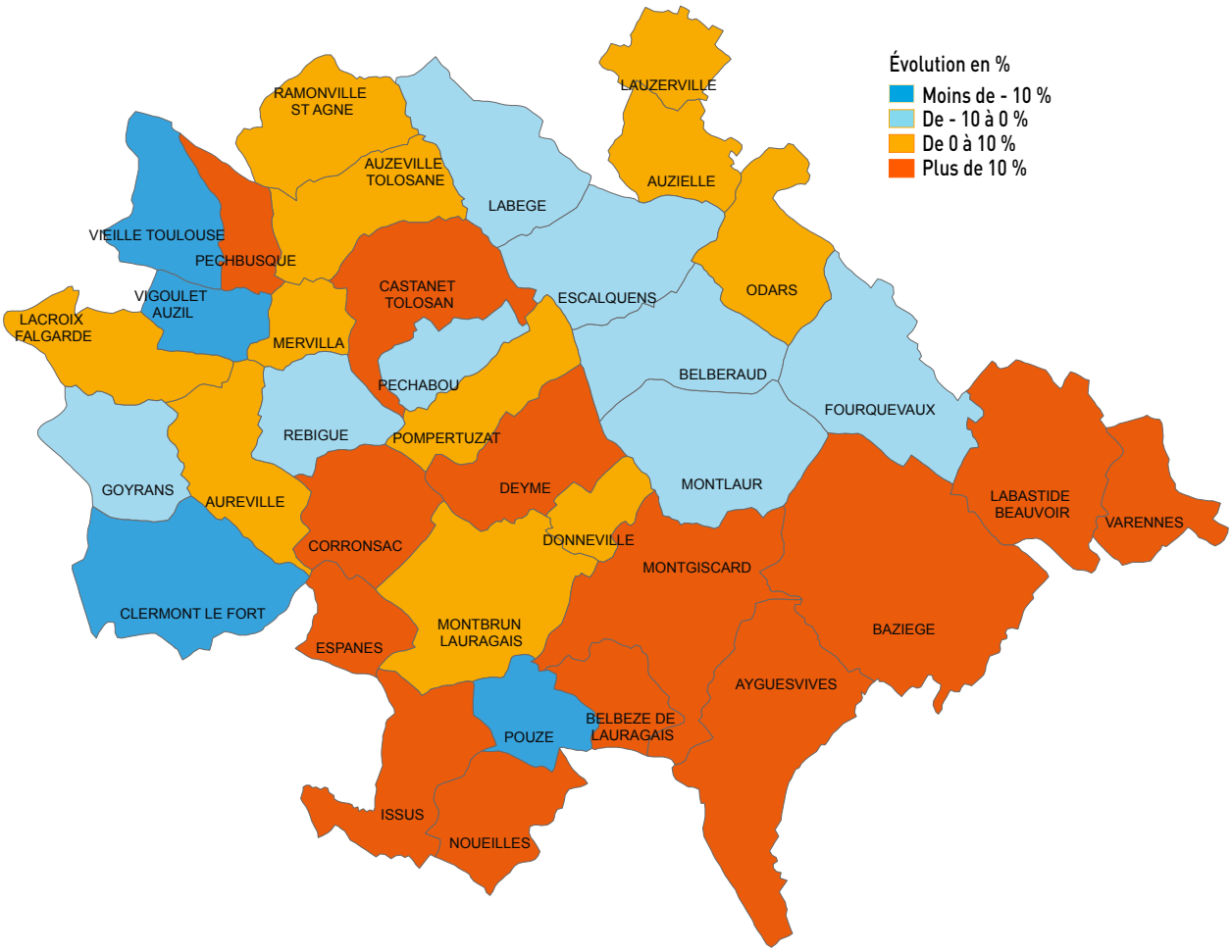
6 048 jeunes âgés de 12 à 17 ans vivent sur notre territoire, soit **8 % de la population totale.**

Selon les **projections de l'Insee** à 10 ans, on comptabilisera 7 289 jeunes, soit 1 241 jeunes supplémentaires en 2025 (**+ 20,5 % en 10 ans** ce qui représentera une progression annuelle de + 1,9 %).

Évolution du nombre de jeunes de 12 à 17 ans



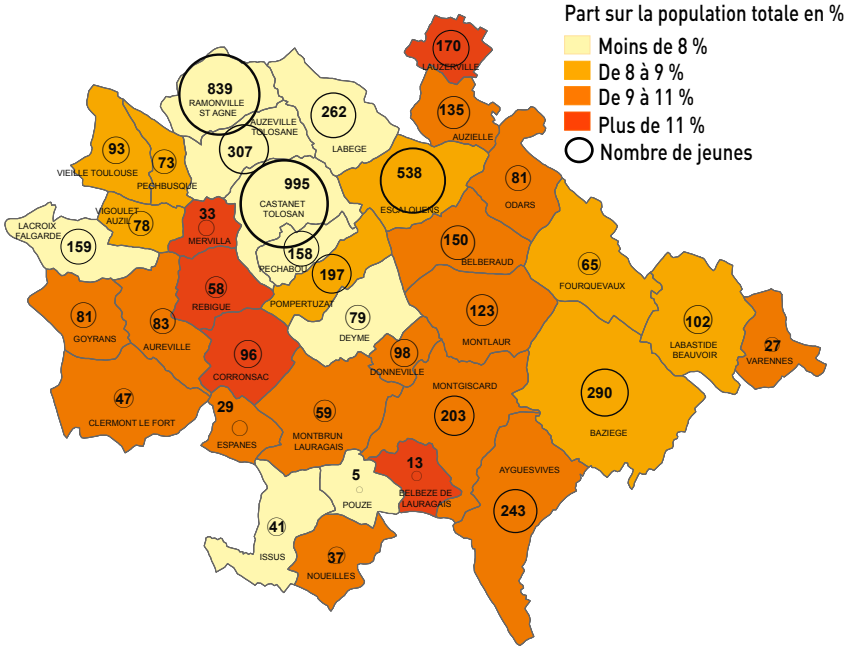
Évolution par commune du nombre de jeunes de 12 à 17 ans (2010-2015)



Où vivent les jeunes ?

La part des jeunes dans la population totale est **moins importante dans le nord,** dans les communes situées le long de l'axe de l'autoroute jusqu'à Deyme. Par contre, le nombre le plus important de jeunes rapporté à la population communale se trouve sur Ramonville Saint-Agne et Castanet-Tolosan.

Répartition territoriale des jeunes de 12 à 17 ans



Une large offre de services

(Source : Direction des politiques éducatives du Sicoval)

L'accompagnement des jeunes par le Sicoval

13 lieux d'accueil

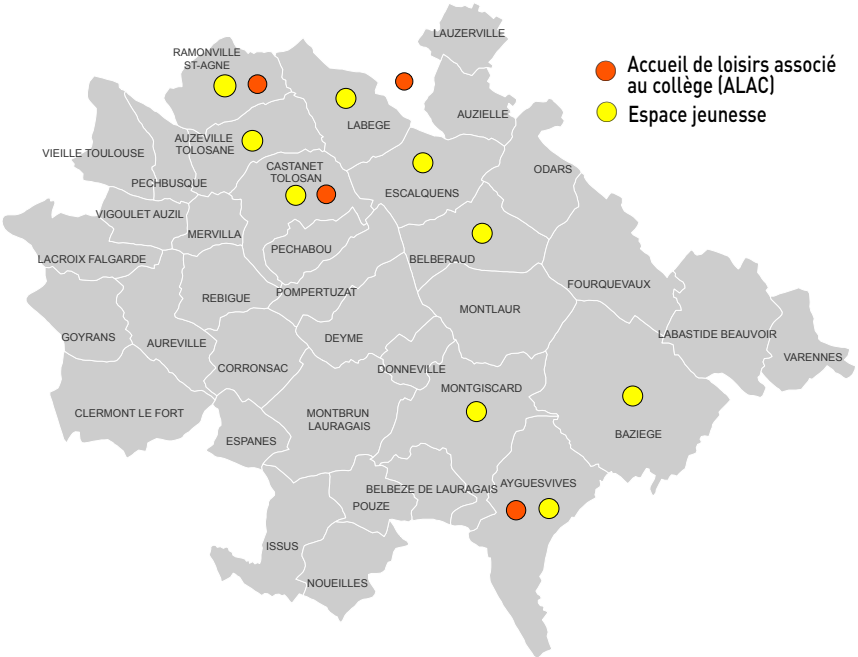
Les structures jeunesse

Les **9 espaces jeunes** du territoire proposent un accueil ouvert aux 11-17 ans pour des **échanges autour d'activités de loisirs, sportives ou culturelles, de débat.** L'objectif est de leur permettre d'acquérir leur autonomie citoyenne et responsable.

Les Accueils de loisirs associés au collège (ALAC)

Les **4 Accueils de loisirs associés au collège** (offre périscolaire) sont des structures de **loisirs éducatifs** pour les jeunes, fonctionnant **pendant le temps scolaire**, avant ou après les heures de classe et pendant la pause du déjeuner (définition de la CAF). Ils permettent aux collégiens d'avoir accès à des activités encadrées par des adultes. Ces structures font aussi le lien avec les espaces jeunes.

Accueil des jeunes par le Sicoval



Les dispositifs d'accompagnement des jeunes en difficultés

Afin de contribuer à l'égalité des chances, deux dispositifs d'accompagnement ont été mis en place par le Sicoval.

Le **Contrat local d'accompagnement à la scolarité** (CLAS) et le Programme de **réussite éducative** s'adressent aux enfants scolarisés dès l'école élémentaire (6 ans) jusqu'au lycée. Ils ont pour objectif d'**apporter un soutien aux élèves et aux familles en difficulté** dans le but d'éviter des décrochages scolaires et/ou sociaux.

Pour en savoir plus, lire aussi p. 90.

Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité

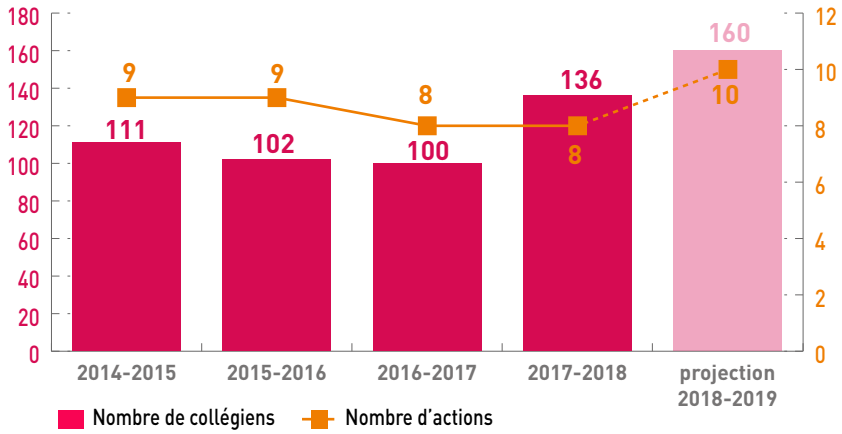
→ Au collège

On note une **importante diminution du nombre de collégiens accompagnés dans le cadre du CLAS** du territoire durant l'année scolaire **2015**. Cette baisse est due au désengagement du Conseil départemental de la Haute-Garonne, qui avait arrêté d'apporter son soutien financier au dispositif. La reprise de l'aide financière du Département à partir de **2016** se traduit par une **nette augmentation des accompagnements** la même année. Cette évolution est aussi la conséquence d'une implication forte des bénévoles en direction des collégiens pour assurer un accompagnement de qualité, et d'un travail axé sur la coéducation avec les parents.

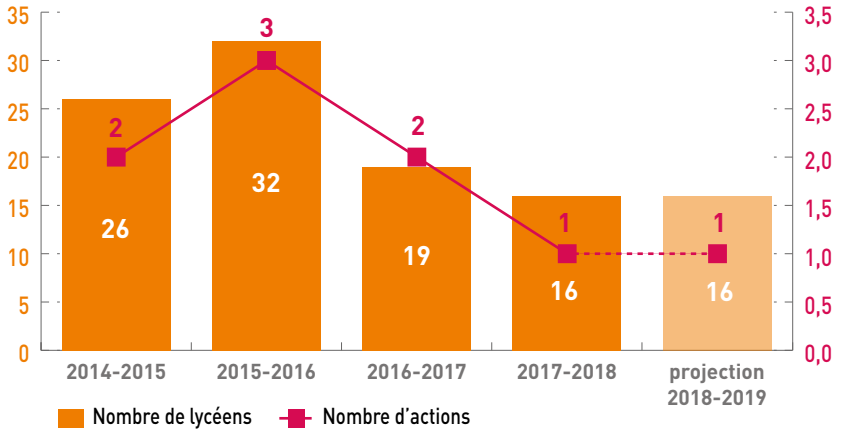
→ Au lycée

Il faut noter qu'il n'existe **qu'un lycée public sur le territoire** du Sicoval, et que les prises en charge plus précoces sont privilégiées. De ce fait, le **nombre de lycéens** bénéficiaires du dispositif est plutôt **faible**.

Le dispositif CLAS au collège



Le dispositif CLAS au lycée



Le programme de Réussite éducative

En 2016, on compte **33 collégiens** inscrits au sein de ce dispositif, contre 29 en 2017.

On observe une **stagnation du nombre d'élèves en 2 ans.** Le dispositif n'accompagne aucun lycéen, en raison d'une prise en charge de plus en plus précoce, dès l'élémentaire.

Les autres partenaires de l'accompagnement des jeunes

De nombreuses activités sont proposées sur le territoire, essentiellement par des associations, mais également par des entreprises, dans tous les domaines du loisir des jeunes : stages, ateliers, séjours, cours hebdomadaires.

LES JEUNES ADULTES : UNE TRANCHE D'ÂGE QUI PRÉSENTE DE NOUVELLES ATTENTES

Des 18-25 ans très présents sur le territoire

(Sources : RP-Insee 2018, millésime 2015 et Omphale)

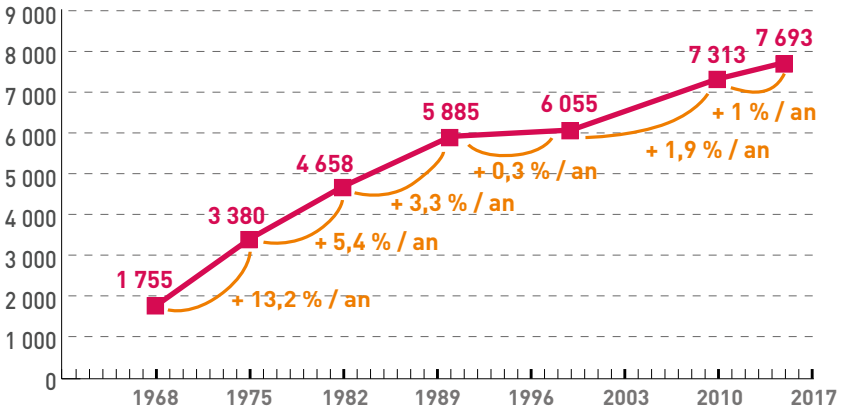
DÉFINITION

JEUNES ADULTES : notion qui désigne les individus depuis leur majorité (18 ans) jusqu'à leurs 25 ans, qu'ils soient ou non étudiants, apprentis ou sans emploi.

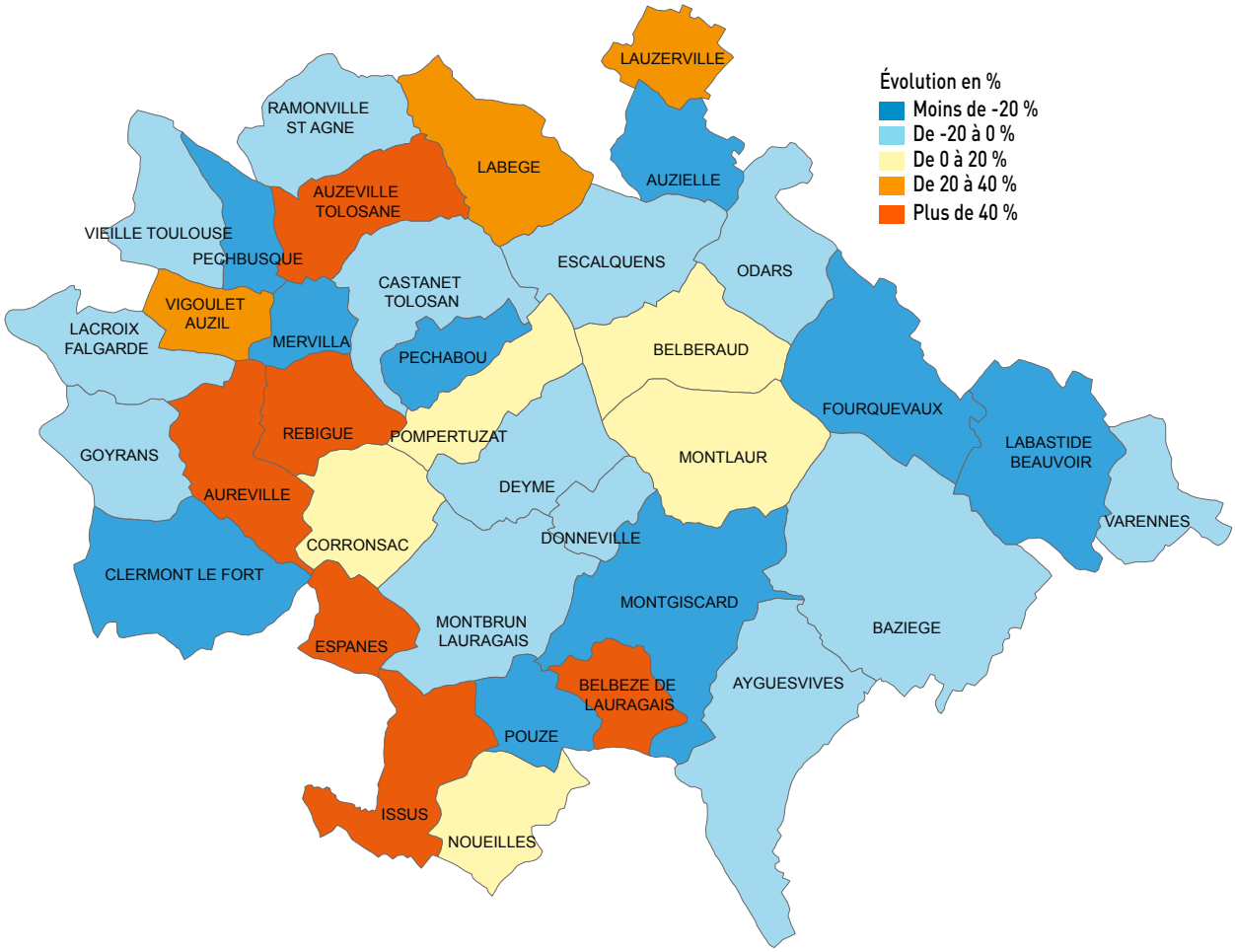
7 693 jeunes adultes âgés de 18 à 25 ans vivent sur notre territoire, soit **10,2 % de la population totale**. 1 sur 2 vit en dehors du foyer familial (étudiant, apprenti...).

Selon les projections de l'Insee, la population des 18-25 ans devrait être de 9 141 jeunes en 2025, ce qui représente une **augmentation de 1 448 jeunes en 10 ans.**

Évolution du nombre de jeunes de 18 à 25 ans



Évolution par commune du nombre de jeunes de 18 à 25 ans (2010-2015)

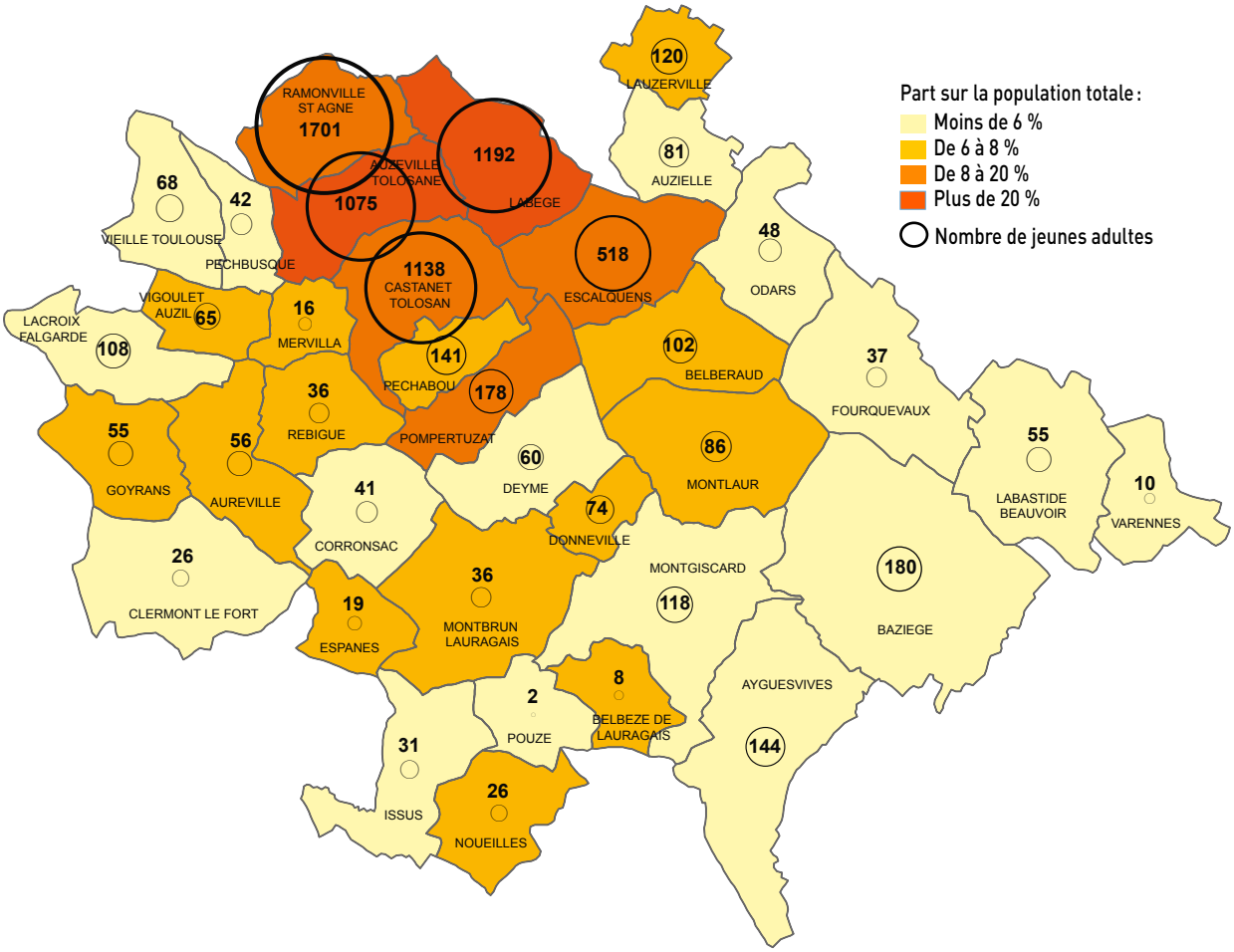


Les jeunes adultes

Où vivent les jeunes adultes ?

Ils sont pour la plupart localisés sur la partie nord du territoire, sur les communes de Ramonville Saint-Agne, Auzeville-Tolosane et Labège, ces deux dernières communes comptant beaucoup de logements étudiants.

Répartition territoriale des jeunes de 18 à 25 ans



Un accompagnement a adapté aux nouveaux besoins des jeunes adultes

(Source: Direction des politiques éducatives du Sicoval)

Le Point d'information jeunesse

Le Point d'information jeunesse (PIJ) du Sicoval fait partie d'un réseau national de structures coordonnées par le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ). Il a pour objectif **d'aider les jeunes** :

- **dans leurs premières démarches** pour entrer dans le monde du travail (recherche de formation ou d'emploi),
- de **faciliter leur accès à l'information** sur le logement, leurs droits, la santé, l'éducation,
- de **les aider à réaliser leurs projets de mobilité**, notamment à l'international.

Sur place, les jeunes peuvent trouver de la **documentation**, des **services** (jobs, logement, CV), des **forfaits de ski à tarifs réduits,** un **espace multimédia**. Cette offre est rendue possible grâce aux nombreux partenariats : collèges, CAF, Espace emploi-formation, Mission locale 31, Conseil Intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance du Sicoval, le lycée La Cadène, La Maison familiale rurale de Donneville, le centre social de Ramonville.

En 2017, le PIJ situé à Ramonville a reçu 1 243 personnes, dont 63 % ont moins de 30 ans.

Depuis 2016, le PIJ organise en avril un forum jobs d'été qui met en relation les jeunes demandeurs avec des employeurs.

D'où viennent les jeunes adultes qui fréquentent le PIJ ?
33 % des jeunes qui fréquentent le PIJ du Sicoval sont originaires de Ramonville Saint-Agne. 18 % habitent Labège, Auzeville-Tolosane ou Castanet-Tolosan. 37 % d'entre eux viennent d'une commune hors du territoire.

On constate un effet de proximité : le PIJ étant situé à Ramonville Saint-Agne, ce sont en majorité des jeunes de cette commune qui le fréquentent.

Origine territoriale des jeunes fréquentant le PIJ



Quels types de jeunes adultes fréquentent le PIJ ?



35 % Demandeurs d'emploi

19 % Lycéens

19 % Étudiants

15 % Collégiens

13 % Salariés

2 % Apprentis ou personnes en formation professionnelle

1 % Autres

Quelles sont leurs demandes ?



28 % Emploi

18 % Droits et démarches

18 % CV Bureautique

17 % Formation Orientation

16 % Loisirs

3 % Logement

La Mission locale

La Mission locale dont l'antenne Lauragais est située à Labège, s'adresse aux **jeunes de 16 à 26 ans** et les accompagne **vers l'autonomie et l'emploi** par l'intermédiaire de dispositifs (garantie jeunes, parcours d'accès à l'emploi...).

Sur les **4000 jeunes** accueillis en 2017 par l'antenne Lauragais de la Mission locale, 1 731 habitent le territoire du Sicoval.

Des services confrontés au vieillissement accéléré de la population

Orientation politique : adapter le territoire au vieillissement de la population, coordonner et adapter les soins portés au bénéficiaire tout au long de son parcours de vie en lien avec les partenaires, favoriser la construction d'un réseau d'acteurs sur le territoire

Le vieillissement de la population est un élément fondamental à prendre en compte dans les perspectives de l'action sociale du Sicoval. Le nombre des plus de 80 ans doit en effet doubler d'ici 2032. Les métiers et les missions à domicile vont peu à peu muer vers des prises en charges plus techniques qui nécessitent d'accompagner les professionnels dans cette évolution.

LE BOOM DES 65 ANS ET +

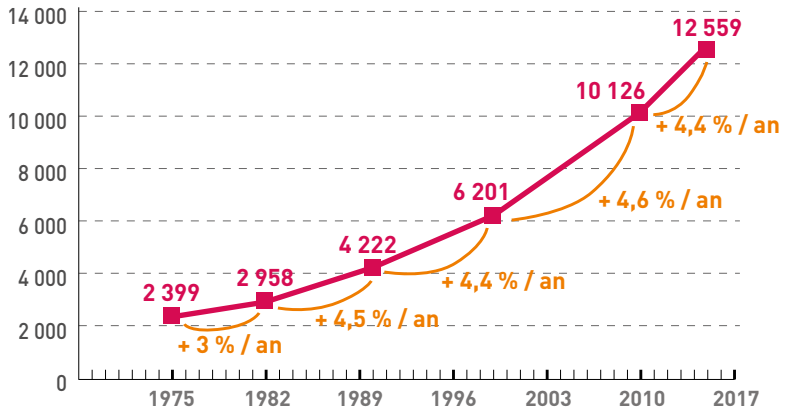
(Sources : RP-Insee 2018, millésime 2015 et Omphale)

12 559 personnes de plus de 65 ans vivent sur notre territoire, soit **16,6 % de la population totale.**

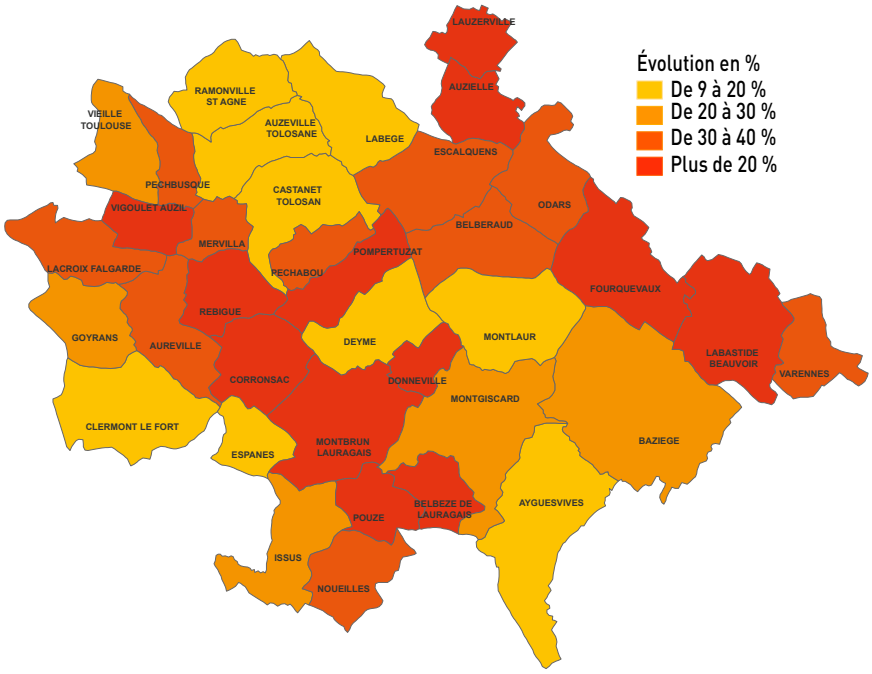
DÉFINITION

La notion de soutien à l'autonomie concerne les personnes de plus de 65 ans et les personnes de tout âge en situation de handicap temporaire ou permanent.

Évolution du nombre de personnes de plus de 65 ans



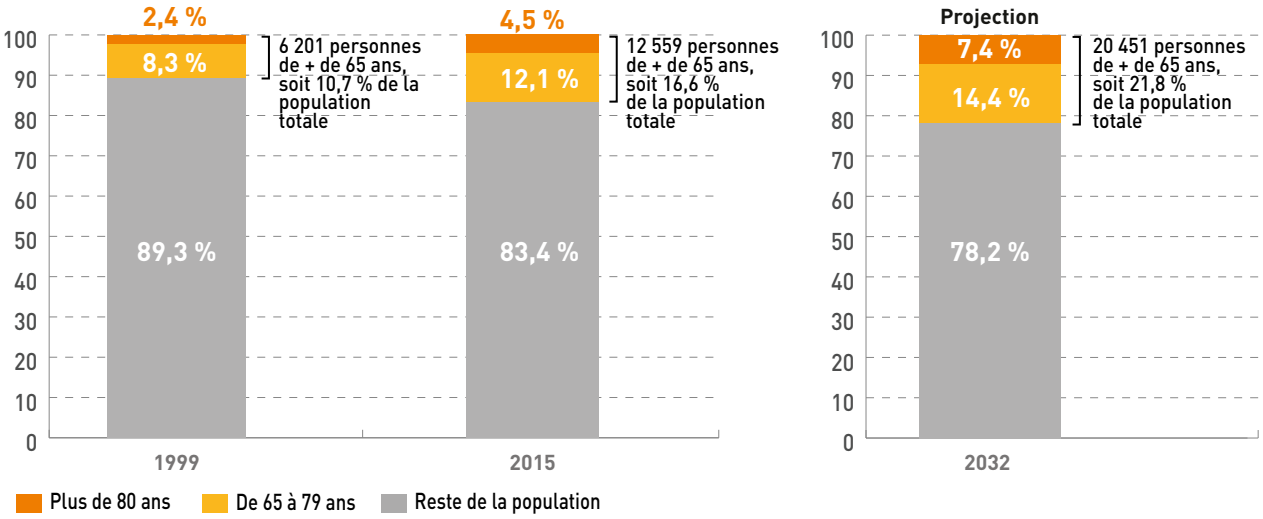
Évolution par commune du nombre de personnes de plus de 65 ans (2010-2015)



Selon les **projections à 2025 et 2032,** le territoire devrait compter :

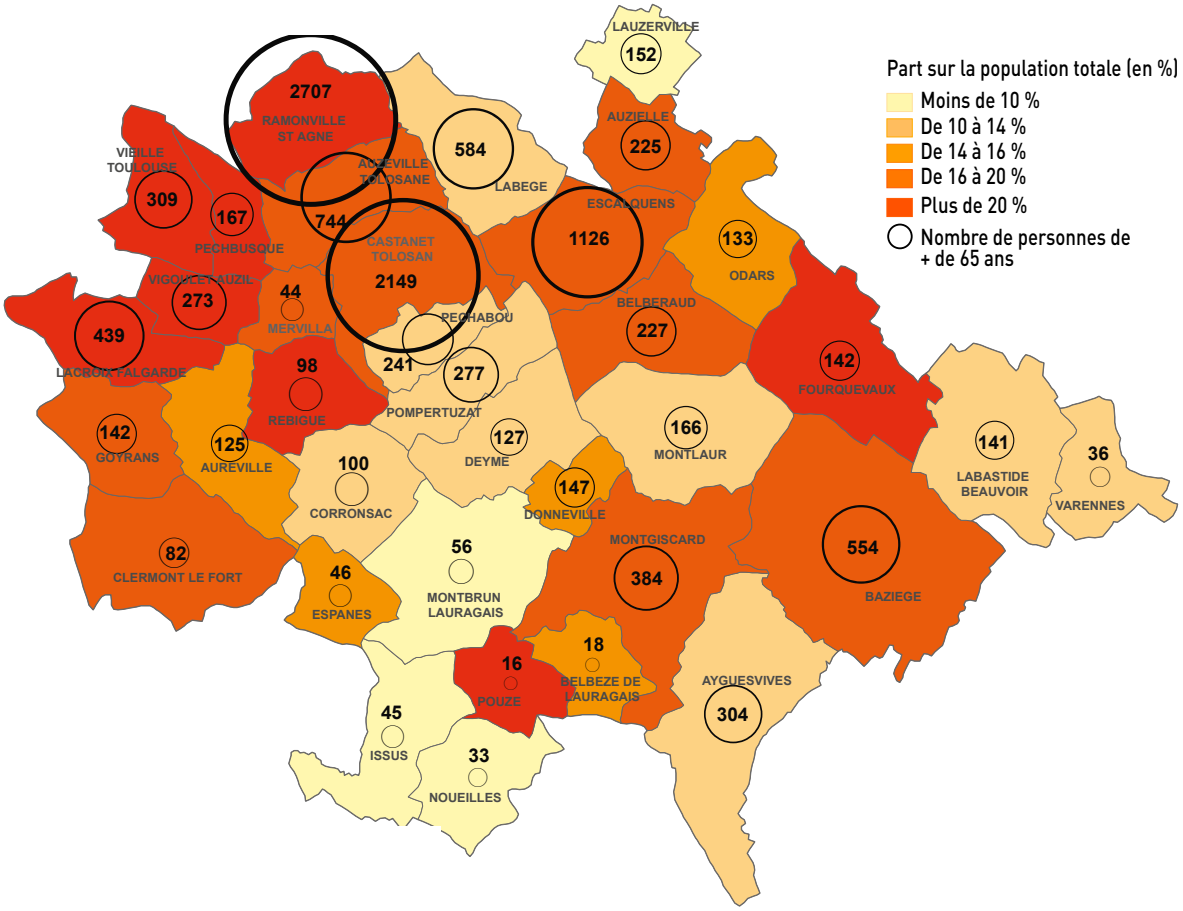
- 17 303 personnes de plus de 65 ans en 2025, soit une **hausse de 37,8 % en 10 ans** (+ 4 744 seniors) personnes de plus de 65 ans,
- 20 451 personnes de plus de 65 ans en 2032, soit une **hausse de 62,8 % en 17 ans.**

Évolution de la part des personnes de 65 ans et +



Où vivent les seniors ?

Répartition territoriale des personnes de plus de 65 ans



L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE À RENFORCER

(Source : Direction du soutien à l'autonomie du Sicoval)

Quatre services publics assurés par le Sicoval

Depuis 2012, le Sicoval propose 4 dispositifs d'aide et d'accompagnement des personnes en perte d'autonomie.

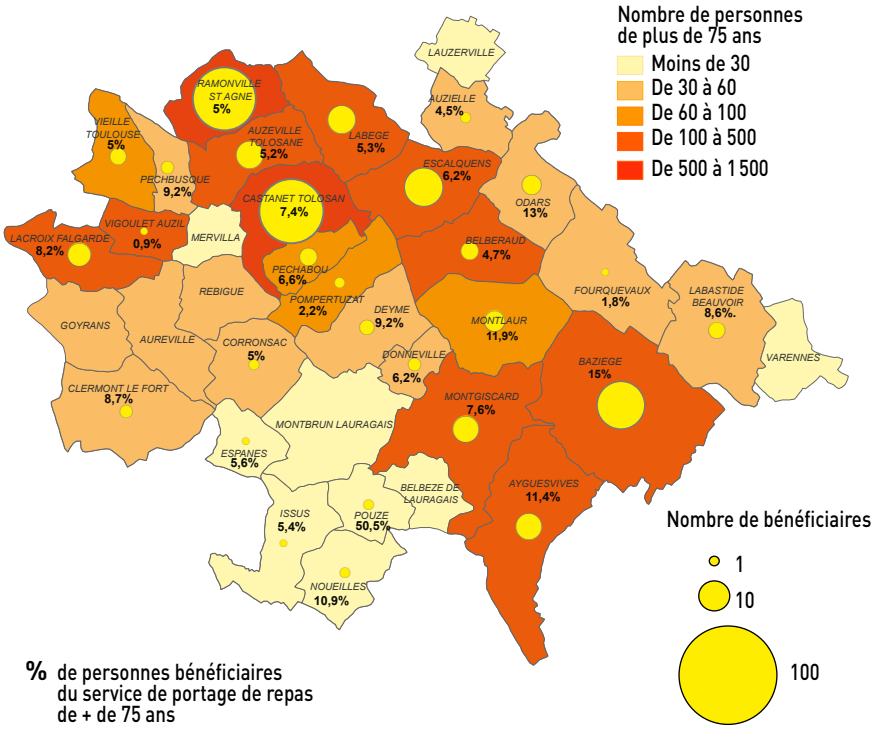
Le Service de portage de repas à domicile

Le Service de portage de repas du Sicoval a livré **59 263 repas** en 2017, contre 59 291 en 2016, soit une très légère baisse.

Ce service concerne **349 bénéficiaires** en 2017, un chiffre en baisse de 9,35 % par rapport à 2016.

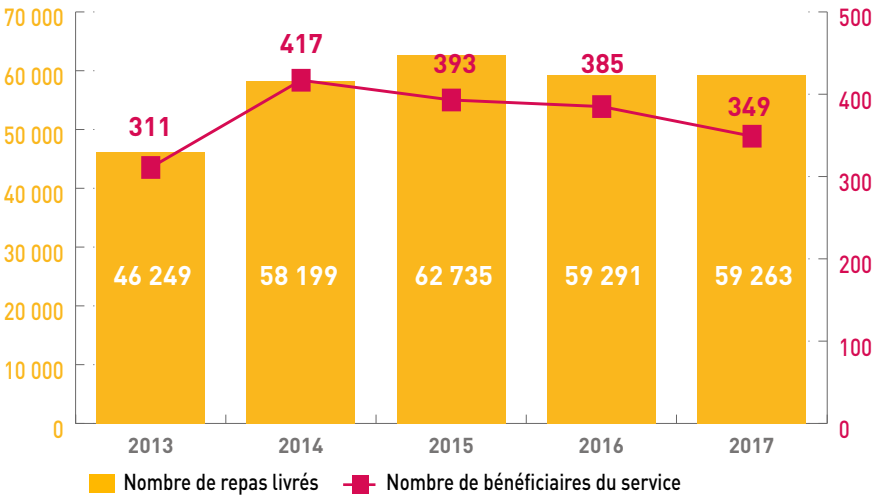
Ces bénéficiaires, âgés de 28 à 104 ans, sont majoritairement des femmes : on dénombre **63 % de femmes** pour 37 % d'hommes.

Taux communaux des bénéficiaires de plus 75 ans



L'absence de proportionnalité entre la baisse du nombre de bénéficiaires et celle du nombre de repas servis indique que **les bénéficiaires ont recours au service du portage de repas de façon plus intensive.**

Évolution du nombre de repas livrés et de bénéficiaires du service



Le Service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)

Destiné à favoriser le maintien à domicile, il accompagne les personnes dans l'entretien du cadre de vie, le maintien de leur vie sociale et la préservation de leur autonomie.

Le Service d'aide et d'accompagnement à domicile du Sicoval concerne **663 bénéficiaires en 2017,** un chiffre en baisse de 11 % par rapport à 2016.

Le nombre de bénéficiaires du service **baisse régulièrement** depuis quelques années.

La baisse relative du nombre d'heures est principalement due aux difficultés de recrutement du personnel, ainsi qu'aux refus des bénéficiaires que leur aide à domicile attitrée soit remplacée par une autre personne en cas d'absence (vacances, maladie...).

Il s'agit en outre d'un **secteur très concurrentiel** : une quinzaine d'autres services d'accompagnement et d'aide à domicile interviennent sur le territoire du Sicoval.

Le Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD)

Le Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) du Sicoval, financé par l'Agence régionale de santé, est le **seul service public de ce type sur le territoire.**

Il permet une prise en charge médicale à domicile des personnes dépendantes.

Il fait partie d'un ensemble de structures appelées à se renforcer avec le vieillissement de la population.

Le SSIAD concerne **97 bénéficiaires en 2017**, un chiffre en baisse de 11 % par rapport à 2016.

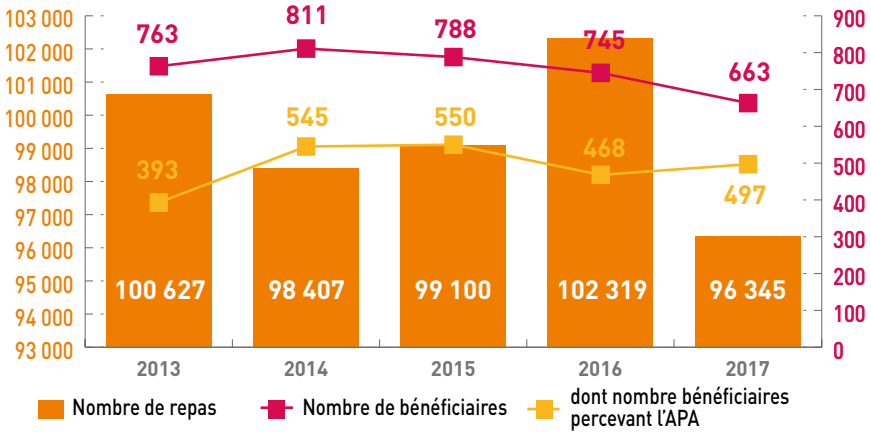
L'activité de ce service est de plus en plus intense alors que le nombre de bénéficiaires est en forte baisse. Ce décalage s'explique par **une augmentation significative du niveau de dépendance** des bénéficiaires et donc des prises en charge de plus en plus lourdes techniquement.

La halte-répit détente

Suite à un appel à projet lancé par le Conseil départemental de la Haute-Garonne, le Sicoval a été retenu pour créer une structure halte-répit dans le cadre d'une expérimentation d'une durée de 3 ans à partir de 2018.

Cette structure permet d'offrir un temps de **répit aux aidants** (conjoint, famille) de personnes âgées atteintes de la **maladie Alzheimer et de troubles apparentés**, en accueillant ces dernières un après-midi par semaine.

Évolution du nombre d'heures de service et de bénéficiaires du SAAD



DÉFINITION

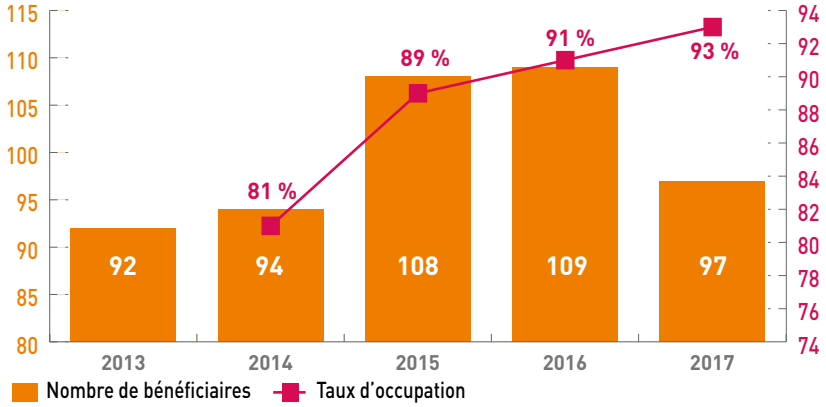
TAUX D'OCCUPATION : nombre de journées de soins réalisées reporté au nombre de journées de soins financées par l'Agence régionale de la santé.

DÉFINITIONS

RÉSIDENCE AUTONOMIE : anciennement appelée Foyer logement, ce type de résidence est composé de plusieurs logements pour les personnes âgées autonomes associés à des services collectifs.

MAISON DE RETRAITE : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ou non.

Évolution du taux d'occupation et du nombre de bénéficiaires du SSIAD



Les autres structures d'accompagnement

Le **secteur** des prestations aux personnes en perte d'autonomie est **très concurrentiel**. Il existe de nombreux établissements et services, privés ou associatif, implantés ou non sur le territoire. Une étude sur l'offre de services aux personnes en perte d'autonomie non assurés par le Sicoval est en cours de réalisation par les services de la Communauté d'agglomération.

8 établissements pour personnes âgées dépendantes existent sur le territoire du Sicoval, pour un total de **640 places**.

Il existe également **2 résidences autonomie** (à Castanet et Ramonville), structures non médicalisées, qui proposent **139 appartements**.

La cohésion sociale : une exigence face aux mutations sociétales

Orientation politique : Renforcer les liens sociaux, favoriser les synergies entre les différents acteurs et lutter contre les inégalités

La cohésion sociale constitue un enjeu fort pour la Communauté d'agglomération, son territoire n'échappant pas à certaines tendances marquantes des sociétés modernes (décohabitation, chômage...). Le Sicoval travaille donc en étroit partenariat avec différents acteurs institutionnels pour favoriser le repérage des publics fragiles et mobiliser les partenaires pouvant les accompagner.

LA FAMILLE NUCLÉAIRE N'EST PLUS LE MODÈLE DOMINANT

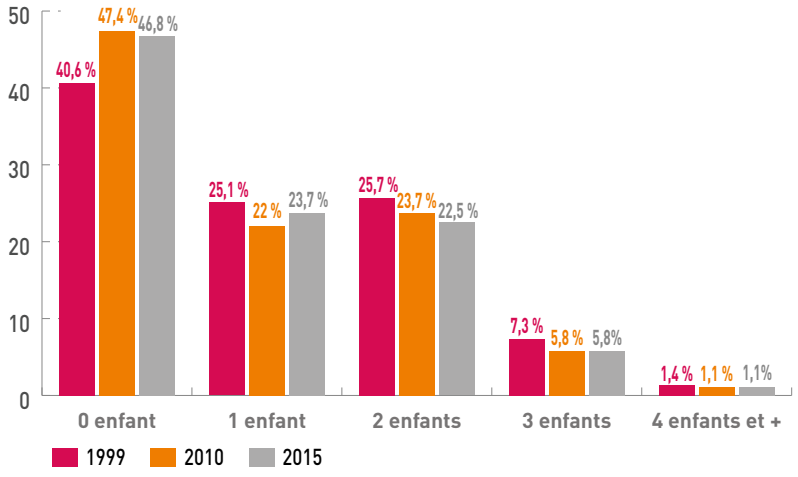
(Sources : RP-Insee 2018, millésime 2015 et CAF)

Une monoparentalité en hausse

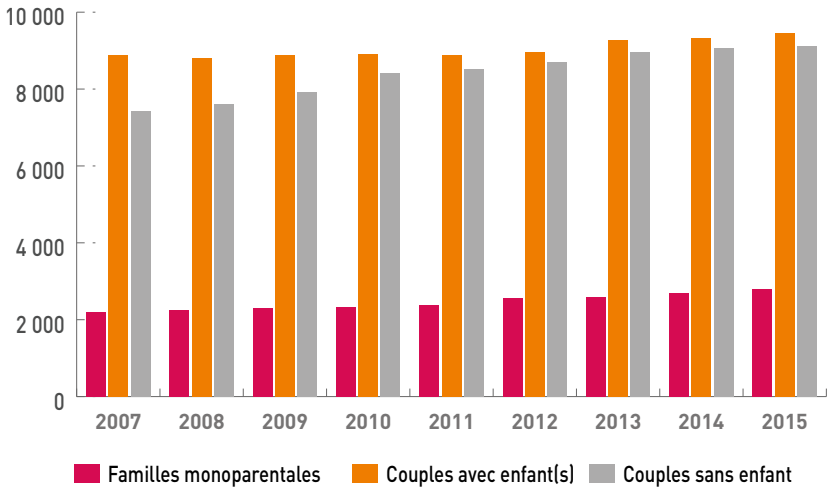
En 2015, 33 054 ménages habitent le territoire du Sicoval. **37 %** d'entre eux (soit 12 247) sont des familles **avec enfants** et **28 %** (soit 9 106) sont des familles **sans enfant**.

On dénombre presque autant de familles avec 1 seul enfant (23,7 %) que de familles de 2 enfants (22,5 %). Les familles de plus de 3 enfants ne dépassent pas 7 % et 47 % des couples n'ont aucun enfant.

Répartition des familles selon le nombre d'enfants (de moins de 25 ans)



Évolution des types de familles



DÉFINITIONS

FAMILLE NUCLÉAIRE : notion qui désigne un modèle de famille composé du père, de la mère et des enfants.

MÉNAGE : ce terme désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté.

FAMILLE : la famille est un ménage comprenant au moins 2 personnes et constituée :
- soit d'un couple avec son ou ses enfant(s),
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s), c'est alors une famille monoparentale.

PERSONNE SEULE : ménage composé d'une personne ne partageant sa résidence principale avec personne d'autre.

Le nombre de **familles monoparentales** est en **constante augmentation.** Le territoire compte **2785** familles monoparentales en 2015, qui représentent 8,4 % des ménages (8,1 % en 2010) ou 13 % des familles (15 % en Haute-Garonne).

Les **mères** sont très majoritairement responsables du ménage monoparental (81 %). On constate cependant que le nombre de familles monoparentales dont le père est le référent a légèrement augmenté en 5 ans.

Évolution de la typologie des familles de 2010 à 2015
(croissance de la population : 10,6 %)



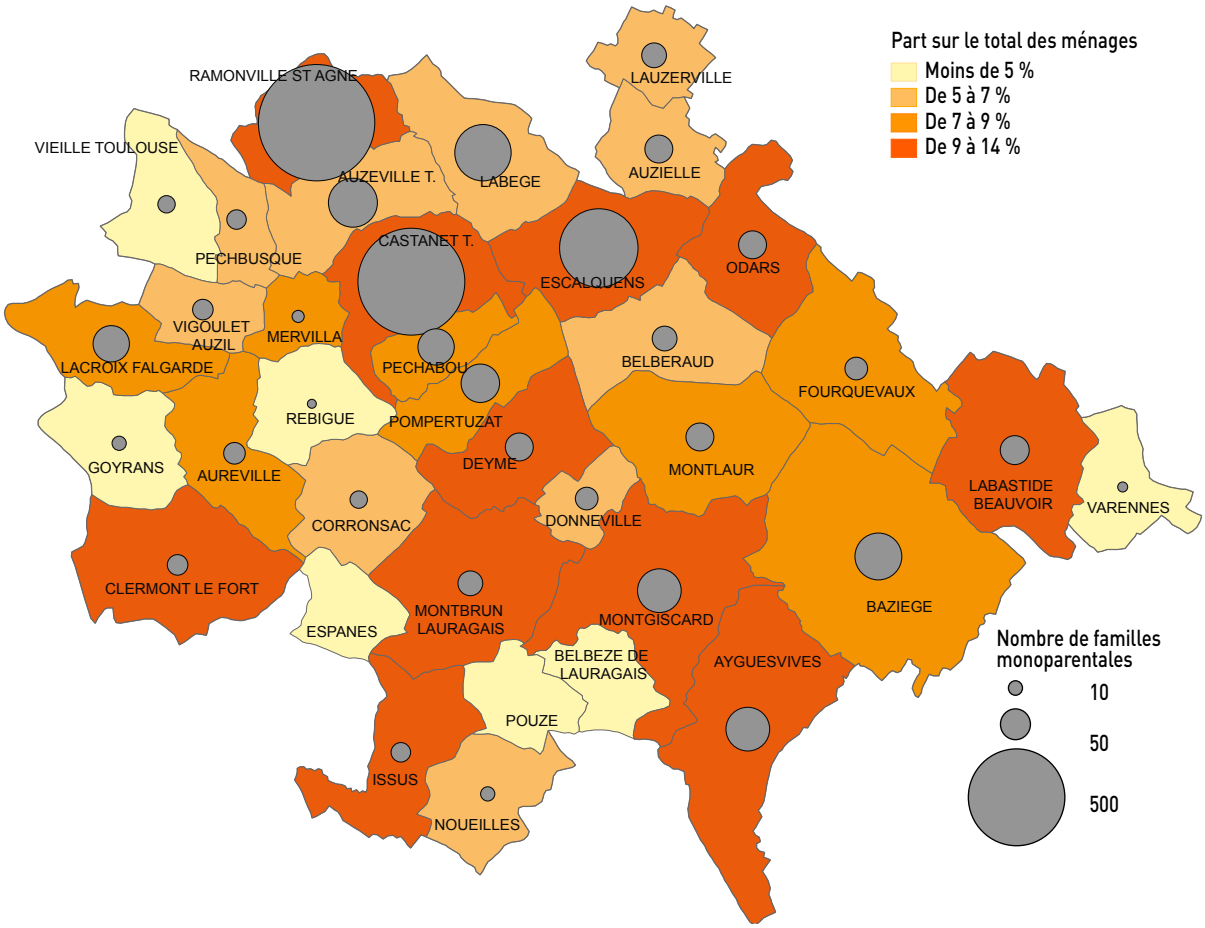
+ 20 %
de familles monoparentales

+ 8 %
de couples sans enfant

+ 6 %
de couples avec enfant(s)

Les communes de Ramonville, Castanet et Escalquens regroupent à elles seules 54 % de la part des familles monoparentales du territoire. Sur 11 communes, ces familles représentent plus de 9 % des ménages. Le **revenu disponible médian** des familles monoparentales est de **26 % inférieur** à celui des autres ménages du territoire. Une situation financière confirmée par le nombre **d'allocataires à bas revenus**, dont les familles monoparentales représentent **26 %** en 2017 (contre 14 % en 2012).

Répartition territoriale des familles monoparentales



Des personnes seules en nette augmentation

Comme au plan national, les personnes seules sont **de plus en plus nombreuses** sur le territoire de la Communauté d'agglomération.
En 2014, on dénombre **10 964 personnes** seules sur le Sicoval. Elles représentent **33 % des ménages** du territoire (**38 %** sur la Haute-Garonne) et près de 15 % de la population.
Leur nombre a augmenté de **31 %** entre 2010 et 2015, ce qui est considérable.

Plusieurs raisons cumulatives sont à l'origine de la progression de la part de personnes vivant seules dans la population :

- l'éclatement et la recomposition des familles,
- le vieillissement de la population,
- l'allongement de la période solo chez les jeunes adultes.

21 % des personnes seules sont des **jeunes de moins de 25 ans** et **1/3** sont des **retraités** vivant seuls.

Le nombre de personnes seules pourrait continuer à augmenter dans les années à venir, en raison du phénomène de vieillissement actuel et futur de la population. Et ce, d'autant plus que l'analyse démographique du territoire montre que les populations vieillissantes restent sur le territoire.

Un niveau de vie hétérogène

10 % des personnes seules ont un niveau de vie équivalent à celui des familles monoparentales les plus défavorisées. Leur revenu médian est inférieur de 20 % à l'ensemble de la population, et près de 15 % d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 015 € mensuel.

Sans atteindre des niveaux de revenus aussi confortables que les couples les plus aisés du territoire, une partie des personnes vivant seules bénéficient de revenus supérieurs à ceux des familles monoparentales.

Distribution des revenus disponibles selon la situation familiale (en €)

	Personnes seules	Familles monoparentales	Couples sans enfant	Couples avec enfant	Revenu disponible mensuel / population totale
1er décile	893	827	1 447	1 228	1 117
médiane	1 692	1 488	2 502	2 202	2 120
9e décile	3 205	2 739	4 440	3 664	3 746

Catégorie socioprofessionnelle des personnes seules



18 %
sans aucune activité professionnelle



13 %
sont cadres

PUBLICS FRAGILISÉS : PRENDRE EN COMPTE LES PROBLÉMATIQUES ÉMERGENTES

DÉFINITION

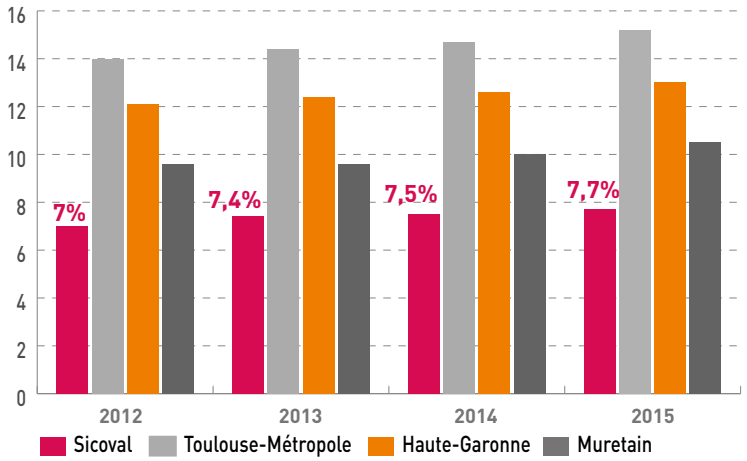
TAUX DE PAUVRETÉ : ce taux correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). Ce taux est défini par l'INSEE. En 2015, ce seuil est établi à 1 015 euros (seuil à 60 % du revenu médian).

Un taux de pauvreté qui reste faible

(Source : Filosofi)

Sur le territoire, le **taux de pauvreté** en 2015 est de **7,7 %, contre 14 % en France**. Mais la pauvreté touche de manière inégale la population : elle est plus élevée chez **les jeunes** de moins de 30 ans (20 %) et les **familles monoparentales** (20,7 %).

Évolution comparative du taux de pauvreté



Une stabilité du nombre d'allocataires de la CAF

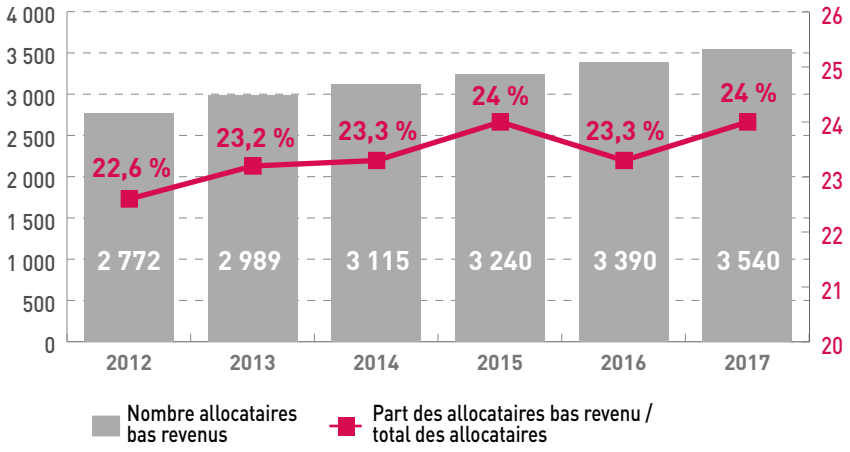
(Source : CAF)

En 2017, le Sicoval compte **14 720 allocataires**, toutes prestations confondues. Ce chiffre augmente très légèrement par rapport à 2016 et 2015.

Parmi ces personnes, **24 % sont des allocataires à bas revenus** (ils représentent 9 % de la population totale), un pourcentage identique aux années précédentes.

En revanche, la **typologie des allocataires à bas revenus a évolué :** les familles monoparentales et les personnes âgées sont en légère diminution, les jeunes de 25 à 30 ans sont en augmentation.

Allocataires bas revenus



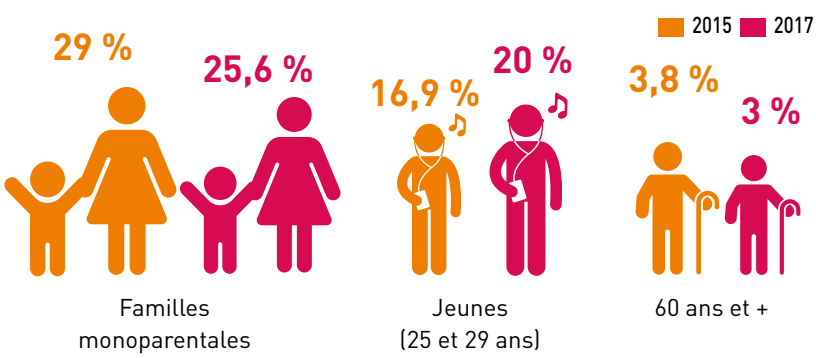
DÉFINITIONS

MINIMA SOCIAUX : visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ce sont des prestations sociales non contributives, c'est-à-dire qu'elles sont versées sans contrepartie de cotisations. Les minima sociaux recouvrent plusieurs dispositifs :

- **le Revenu de solidarité active (RSA) :** allocation versée aux personnes vivant seules ou assumant la charge d'un ou plusieurs enfants, ayant de faibles ressources, y compris lorsqu'elles disposent de revenus d'activité,
- **l'Allocation pour les personnes handicapées (AAH),**
- **l'Allocation pour les personnes âgées** (minimum vieillesse),
- **l'Allocation spécifique de solidarité (ASS)** versée aux chômeurs de très longue durée ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage.

À noter : les données du portrait de territoire ne tiennent compte que du RSA et de l'AAH.

Évolution des allocataires à bas revenus



Un nombre constant de bénéficiaires de minima sociaux

(Source : CAF)

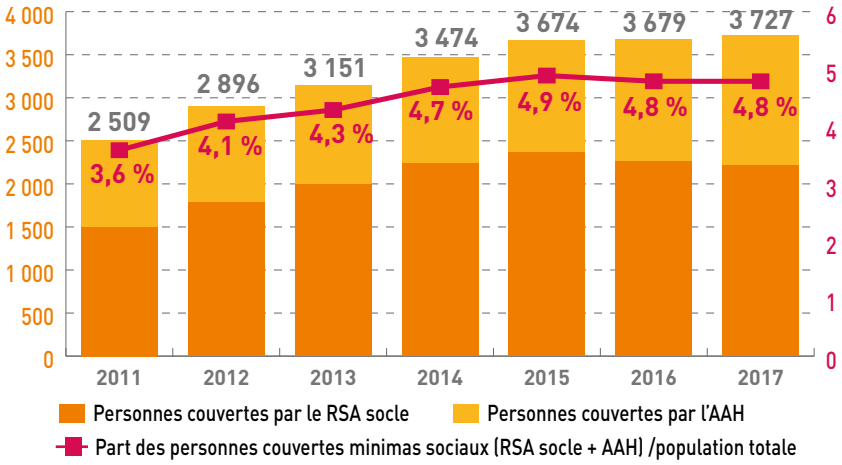
En 2017, **2096 allocataires** couvrant **3727 personnes** perçoivent les minima sociaux (AAH et RSA socle). Ils représentent **14 % des allocataires**. On estime que les personnes couvertes par ces prestations représentent **4,8 % de la population totale** en 2017, proportion en légère diminution (4,9 % en 2015).

Parmi l'ensemble des bénéficiaires des minima sociaux :

- **2211 personnes bénéficient du RSA socle,**
- **1516 personnes perçoivent un revenu d'AAH.**

Comme au plan national, on constate que le nombre de bénéficiaires de l'AAH est en constante augmentation, tandis que le nombre de personnes couvertes par le RSA socle diminue légèrement.

Évolution du nombre de personnes couvertes par les minimas sociaux (RSA socle et AAH)



Une précarité énergétique en augmentation

(Source : Enédis)

DÉFINITION

Selon la loi Grenelle II (2010), est en situation de précarité énergétique « une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».

Le **nombre de foyers** du territoire **ayant bénéficié de tarifs spécifiques** des fournisseurs d'**énergie n'a cessé d'augmenter** ces dernières années. Ces foyers en difficulté se répartissent sur l'ensemble des communes du territoire.

Entre 2013 et 2015, le nombre de ménages concernés par les **Tarifs spéciaux du gaz** (TSS) est passé de **458 à 958.**

En ce qui concerne l'électricité, **1634 Tarifs première nécessité (TPN) ont été attribués en 2014**, contre 1049 en 2013.

En 2016, 261 personnes du territoire ont été aidées au titre du **Fonds de solidarité logement** (FSL) par le Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Une vigilance à maintenir en ce qui concerne l'accès aux soins

(Source : CPAM)

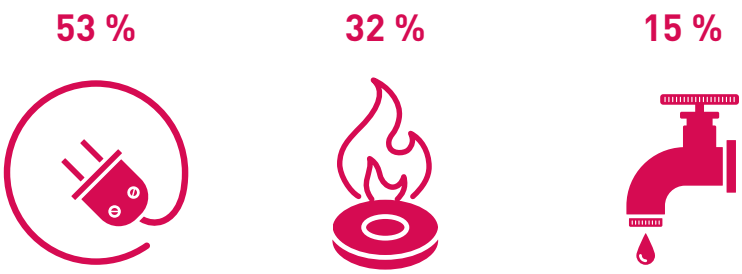
Afin d'aider les personnes à engager des soins, la Sécurité sociale met en place des aides financières complémentaires au dispositif de la Couverture maladie universelle (CMU). Elles ont pour objectif de permettre aux personnes les plus en difficulté d'accéder à une complémentaire santé, notamment grâce à la **Couverture maladie universelle complémentaire** (CMU-C) ou à **l'Aide à la complémentaire santé (ACS)**.

Ces prestations sont réservées aux personnes en difficultés financières. Parmi elles, un tiers affichent des ressources supérieures aux critères de la CMU-C, mais qui s'avèrent insuffisantes pour l'autofinancement complet d'une mutuelle.

La Haute-Garonne lutte contre le renoncement aux soins

En France, environ 25 % de la population renoncerait à se soigner. Pour endiguer cette situation, l'Assurance maladie a mis en place en **2016** la **Plate-forme d'intervention départementale pour l'accès aux soins et à la santé** (PFIDASS) dont la Haute-Garonne a été territoire d'expérimentation dès le démarrage. Ce dispositif mise sur un **suivi personnalisé** pour détecter et accompagner les assurés ayant renoncés aux soins. Dès les 1ers mois d'expérimentation, **62** des 1652 personnes du département accompagnées par la PFIDASS **habitaient sur le territoire du Sicoval.**

Types d'aides attribuées aux bénéficiaires du FSL (2017)



UN TAUX DE CHÔMAGE INFÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE

DÉFINITIONS

TAUX DE CHÔMAGE : Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). Le taux de chômage diffère de la part du chômage qui, elle, mesure la proportion de chômeurs dans l'ensemble de la population.

DEMANDE D'EMPLOI : nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Un taux de chômage relativement bas

(Source : RP-Insee 2018, millésime 2015)

En 2015, le **taux de chômage** sur le territoire du Sicoval au sens du Bureau international du travail (BIT) est de **9,1 %**. Il est inférieur au **taux national (14,2 %)**, à celui du **département (13,5 %)** et des autres collectivités de la région toulousaine **(Communauté d'agglomération du Muretain : 11,8 %, Toulouse-Métropole : 15,3 %).**

Il a **augmenté de 1,9 % en 5 ans**, mais cette progression est moins élevée que sur le département. Le chômage impacte davantage les **femmes**, qui sont **56 %** à ne pas travailler. Cette proportion ne varie pas au cours des dernières années.

Une demande d'emploi en légère augmentation

(Source : Observatoire Pôle emploi Occitanie)

Fin **mars 2018**, toutes catégories confondues, on compte **6 329 demandeurs d'emploi** du territoire inscrits à Pôle emploi. **87 %** d'entre eux (soit 5 488 demandeurs d'emploi) sont inscrits en catégories **A, B et C**.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C en 1 an est de **+ 0.5 %**, une évolution moins élevée que les années précédentes. Sur la même période, au niveau du département, le nombre de demandeurs d'emploi est en recul de 1,4 %.

DÉFINITIONS

LES CATÉGORIES DE LA DEMANDE D'EMPLOI :

Catégorie A : demandeurs d'emploi en recherche active, disponibles et sans emploi.

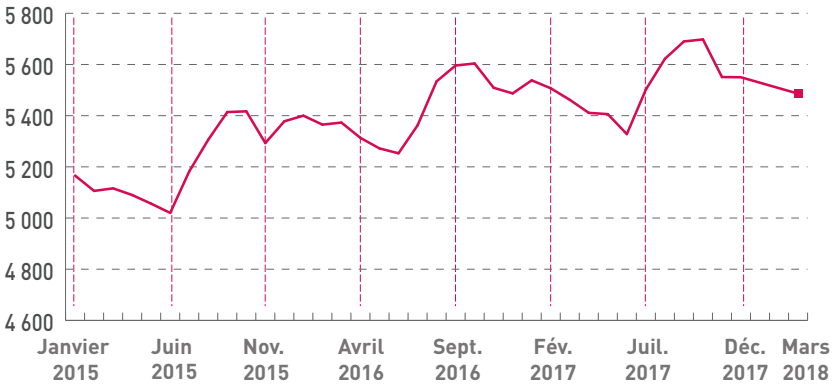
Catégorie B : demandeurs d'emploi en recherche active, disponibles et ayant exercé une activité réduite courte (› 78h au cours du mois).

Catégorie C : demandeurs d'emploi en recherche active, disponibles et ayant exercé une activité réduite longue (‹ 78h au cours du mois).

Catégorie D : demandeurs d'emploi en stage, en formation, etc., sans emploi.

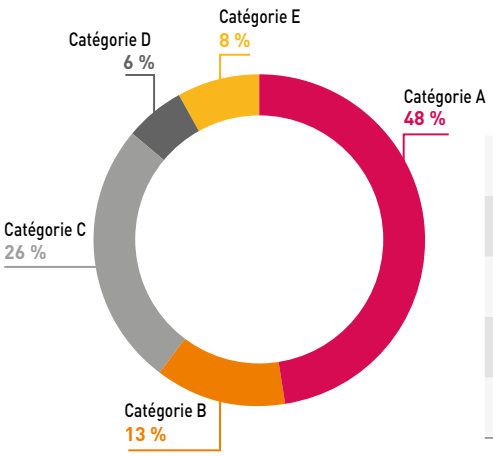
Catégorie E : demandeurs d'emploi déjà en emploi (bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise) et recherchant un autre emploi.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi cat. A, B et C



Le territoire compte également **349 demandeurs d'emploi en catégorie D**, soit 6 %, et **492 en catégorie C,** soit 8 %. Ces dernières catégories enregistrent des évolutions respectives de **+ 1,5 %** et de **- 9,7 %** sur un an.

Demandeurs d'emploi par catégories



Évolution de la demande d'emploi sur un an

	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois	Évolution sur 1 an
Catégorie A	3 024	- 4,3 %
Catégorie B	818	+ 9,5 %
Catégorie C	1 646	+ 5,9 %
Catégorie D	349	+ 6 %
Catégorie E	492	- 9,7 %

Le chômage et la demande d'emploi

Parmi les demandeurs d'emploi inscrits, le nombre de personnes ayant exercé une activité réduite augmente sur une année (catégories B et C). Le nombre de personnes sans aucun emploi a, lui, diminué de 4,3 %.

Des populations diversement touchées par le chômage

(Source : Observatoire Pôle emploi Occitanie)

637 jeunes sont inscrits en tant que **demandeurs d'emploi** en **mars 2018,** soit une baisse de 0,3 % en un an. Ils représentent 12 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi.

En 3 ans, le nombre de seniors, de **demandeurs d'emploi de longue durée** et **de très longue durée,** et de personnes relevant d'une **obligation d'emploi,** a **nettement augmenté** sur le territoire. Cette « distribution » est identique aux statistiques départementales.
Comme les années précédentes, ces publics restent ceux qui sont le plus durablement touchés par le chômage.

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits, les **personnes en activité réduite** constituent la catégorie qui a le plus augmenté **(+7 %)** en une année. Elles représentent 45 % des demandeurs inscrits sur les listes de Pôle emploi. Elles travaillent généralement à temps partiel ou exercent une activité réduite (missions ou CDD courts), pour compléter leur allocation chômage.

DÉFINITION

JEUNES : demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

SENIORS : demandeurs d'emploi de 50 ans et plus.

DELD : demandeur d'emploi de longue durée (inscrit depuis plus d'un an).

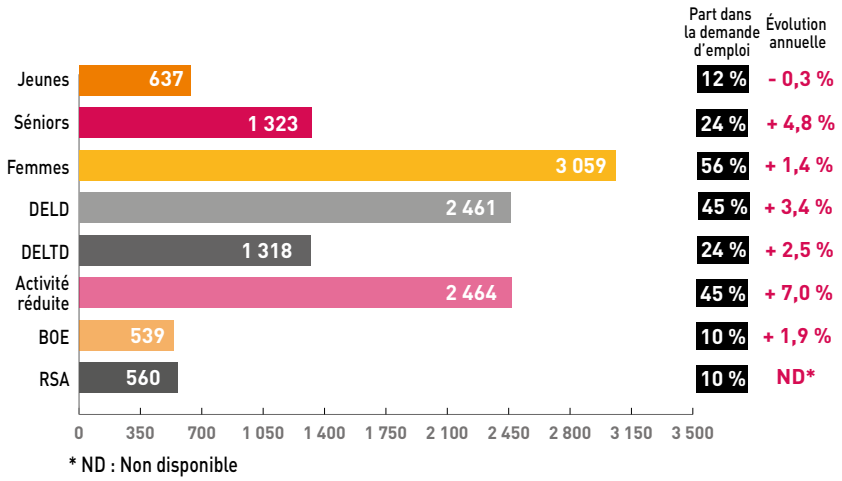
DELTD : demandeur d'emploi de très longue durée (inscrit depuis plus de 2 ans).

Activité réduite : demandeur d'emploi qui pratique une activité rémunérée, tout en restant inscrit sur les listes de Pôle emploi. Ces demandeurs sont inscrits en catégorie B ou C, selon la durée de travail dans le mois.

BOE : bénéficiaire de l'obligation d'emploi (personne handicapée, en invalidité partielle, etc.).

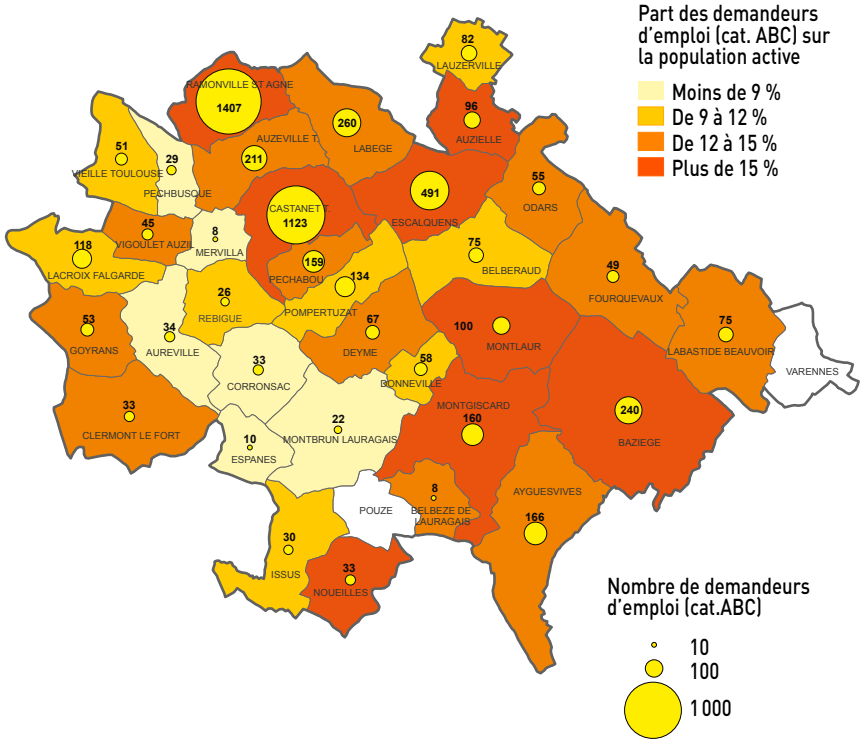
RSA : bénéficiaire du revenu de solidarité active.

Publics spécifiques



* ND : Non disponible

Répartition territoriale des demandeurs d'emploi (décembre 2017)



Une répartition géographique des demandeurs d'emploi inégale

(Sources : Observatoire Pôle emploi Occitanie et RP-Insee 2017, millésime 2014)

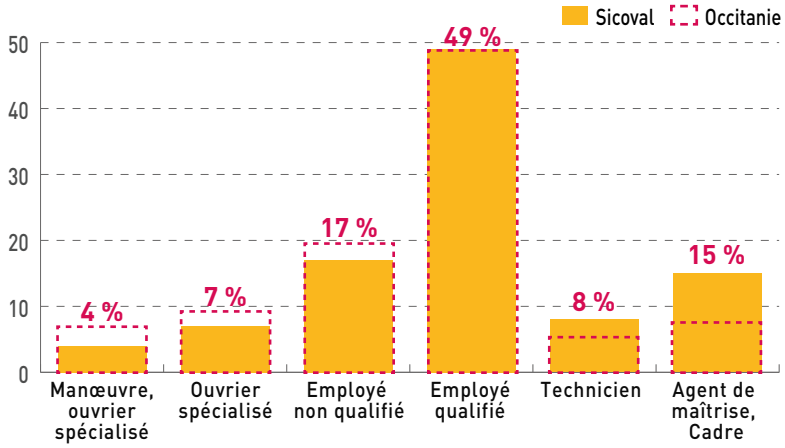
Si les communes les plus peuplées concentrent la majorité des personnes en demande d'emploi **(44 % sur Castanet et Ramonville)**, on trouve également des évolutions particulièrement importantes sur certaines communes du bassin de vie sud et une frange des communes du nord.

Des demandeurs d'emplois plus qualifiés, plus diplômés

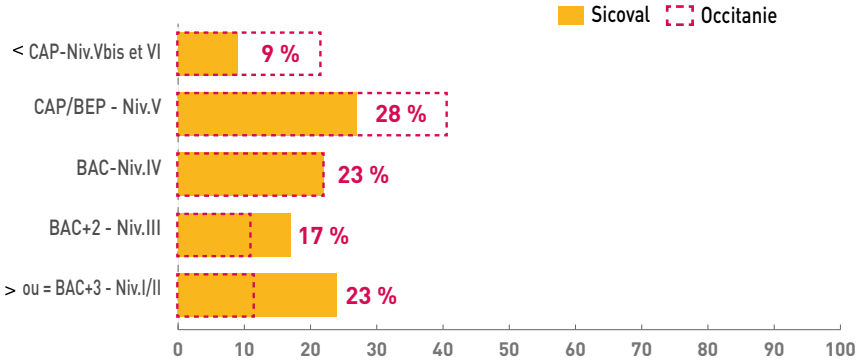
Sur le territoire, les **demandeurs d'emploi sont particulièrement qualifiés** comparés à la région Occitanie. Le Sicoval compte **49 % d'employés qualifiés** (47 % en 2014), et **15 % de cadres** (13 % en 2014).

Le niveau de qualification des demandeurs d'emploi a toujours été plus élevé sur le territoire. Cette tendance est visible à tous les niveaux de qualification. **40 % des demandeurs d'emploi ont au minimum un BAC + 2.** Les profils de ces demandeurs d'emploi sont à l'image des actifs du Sicoval, dont le niveau de diplôme est globalement plus élevé que sur les autres collectivités.

Niveau de qualification des demandeurs d'emploi



Niveau de formation des demandeurs d'emploi



ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI : TOUT UN TERRITOIRE MOBILISÉ

(Sources : rapports d'activité de la Maison commune emploi formation du sud-est toulousain (MCEF) 2015-2016-2017 et Direction de la cohésion sociale du Sicoval)

Maintien d'un guichet unique à Labège-Innopole

Au plan local, les acteurs de l'emploi sont très majoritairement concentrés à Labège-Innopole.

On y trouve :

- **Pôle emploi** (service public de l'emploi),
- **L'Espace emploi-formation** qui rassemble :
  - le Service emploi du Sicoval,
  - le Centre Interinstitutionnel de bilans de compétences (CIBC),
  - Boutique de gestion Créer (BGE),
  - l'association intermédiaire Le Tremplin,
  - l'Association pour l'emploi des cadres (APEC),
  - les Chambres consulaires,
  - le Fonds de gestion du congé individuel de formation (FONGECIF),
  - la Maison de l'initiative (pour des informations collectives),
  - Cap emploi handipro 31 (service public de l'emploi).

L'**Espace emploi-formation** remplace la Maison commune emploi-formation (MCEF), dissoute en juin 2018 suite au nouveau projet de la Région Occitanie en matière d'emploi et de formation. Il a été créé par le Sicoval et ses partenaires, afin de maintenir au plan local un lieu destiné à l'accompagnement personnalisé des publics en recherche d'emploi et de réorientation professionnelle, ainsi que des chefs d'entreprise (aide au recrutement).

Quelques organismes assurent également des **permanences en communes :**

- **la Mission locale Haute-Garonne** (service public de l'emploi),
- **les Centres communaux d'action sociale** (CCAS) sont également Point d'accueil emploi (PAE) : ils sont chargés de relayer l'information des partenaires de l'emploi et de la formation aux habitants.

Un Centre de ressources bien repéré par les publics

L'Espace emploi-formation, est un lieu d'accueil, d'information et d'orientation.

Il propose **deux niveaux d'accueil** :

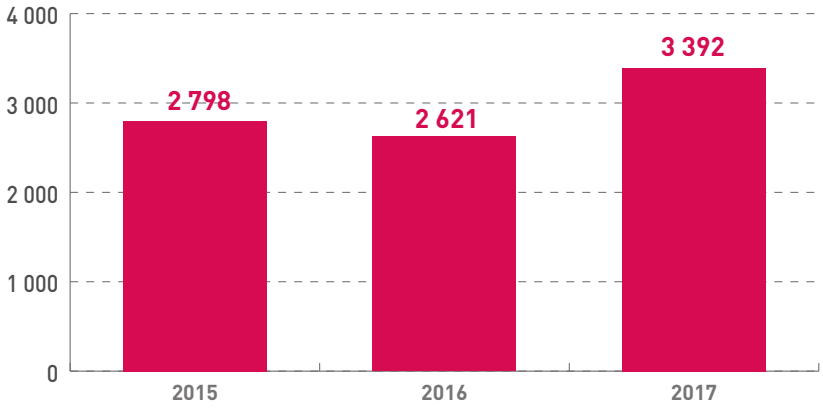
- un 1er niveau **d'accueil et d'information** pour tout public (du Sicoval et de l'aire urbaine) assuré par le centre de ressources,
- un 2e niveau **d'accueil spécialisé**, assuré par les professionnels des structures présentes au sein de la plateforme.

L'accueil du Centre de ressources

Après une baisse de fréquentation du Centre de ressources en 2016, on constate une forte hausse de celle-ci en 2017 : **3 392 personnes sont accueillies**, soit **+ 771** en 1 an.

53 % des visiteurs du Centre de ressources viennent du **territoire du Sicoval** en 2017, contre 48 % en 2016. Cette hausse est notamment liée au nombre, plus important que les années précédentes, de visiteurs provenant du canton d'Escalquens.

Évolution du nombre de visiteurs du Centre de ressources

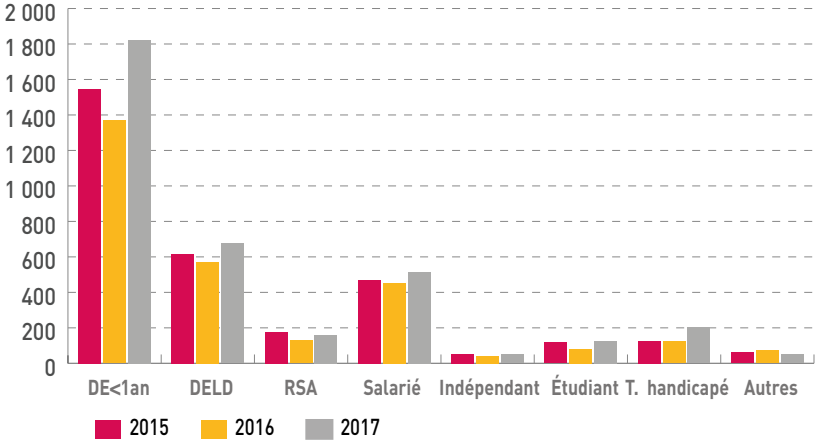


Le profil des visiteurs de l'Espace emploi-formation

Les caractéristiques des publics qui fréquentent l'Espace emploi-formation correspondent globalement à celles des demandeurs d'emploi du territoire :

- plus impactées par le chômage, les **femmes** sont plus nombreuses à fréquenter le lieu (61 %),
- une fréquentation en hausse des **demandeurs d'emploi longue durée** (19 %), des **seniors** et des **jeunes**,
- 49 % des personnes disposent d'un **niveau égal ou supérieur au BAC +2**.

Évolution du nombre de visiteurs du Centre de ressources par publics



Une pluralité de dispositifs pour un accompagnement global

La Mission locale

Les Missions locales remplissent une mission de service public pour **l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire.** Cette mission leur est confiée par l'État et les collectivités territoriales. 9 lieux d'accueil existent dans le département, dont 4 sur des communes du territoire du Sicoval : Castanet, Labège, Montgiscard, Ramonville.

L'antenne Lauragais de la Mission locale en chiffres (2017)



4 000 jeunes en contact

1 350 jeunes ont bénéficié d'au moins un entretien

570 nouveaux inscrits

138 jeunes entrés dans le dispositif d'accompagnement renforcé « Garantie jeune »

Cap emploi handipro 31

Cap emploi handipro 31 Toulouse assure une mission de **service public d'information, de conseil, d'accompagnement et de suivi auprès des demandeurs d'emploi en situation de handicap et des employeurs.**

Cap emploi handipro 31 en chiffres (2017)



+ 16,5 % d'accompagnements en 1 an

64 % de bénéficiaires de plus de 40 ans

Niveau Bac Autant de personnes de niveau inférieur que supérieur au Bac

528 demandeurs d'emploi travailleurs handicapés accompagnés

Le Service emploi du Sicoval

Ce service accompagne, dans leurs démarches d'orientation, **de recherche d'emploi ou de formation, les personnes domiciliées ou salariées** (secteur privé/public) **dans l'une des 36 communes du Sicoval.** Il propose des parcours d'accompagnement adaptés et personnalisés, des outils pour la recherche d'emploi ou de formation, et met en œuvre des dispositifs d'insertion socio-professionnelle.

Le Service emploi en chiffres (2017)



464 personnes accompagnées

198 nouveaux accueils

83 structures ont sollicité le service d'aide au recrutement



Majorité de personnes sur les dispositifs d'insertion

30 % de salariés en demande d'un accompagnement

Les différents types d'accompagnement proposés :

- **À destination des publics fragilisés**
  - **ActiPro RSA** (ex Dispositif territorial d'insertion professionnelle) pour les bénéficiaires du RSA résidant sur l'une des 36 communes du Sicoval. Financé par le Conseil départemental, ce dispositif accompagne **182 bénéficiaires en 2017, dont 52 % ont accédé à une solution positive** (emploi en CDI et CDD, création d'activité, formation qualifiante).
  - **Le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE)**, propose un accompagnement individualisé et renforcé pour les personnes en difficulté d'insertion professionnelle (hors bénéficiaires du RSA). Ce dispositif vise l'accès à un emploi durable. Sur l'année 2017, **172 demandeurs d'emploi** résidant sur l'une des 36 communes du Sicoval sont accompagnées par les référents du territoire (Pôle emploi, Cap emploi, Service emploi du Sicoval), dont 78 par le référent PLIE de la Communauté d'agglomération.

- **L'accompagnement tous publics**

Il s'adresse à toutes les personnes domiciliés ou salariés sur le territoire du Sicoval. Il propose un accompagnement souple, d'une durée adaptée à la demande et aux besoins des personnes volontaires. Les **204 personnes accompagnées** en 2017 sont majoritairement des demandeurs d'emploi. Parmi elles, on trouve un nombre important de salariés à temps partiel, en situation de précarité ou en contrat aidé, ou en fin de CDD.

Les autres acteurs présents au sein de l'Espace emploi-formation

Informations sur la formation, bilans de compétences, accompagnement à la création d'activité, recherche d'emploi pour les cadres, ateliers thématiques... : autant de prestations proposées par les partenaires permanents ou ponctuels de l'Espace emploi-formation.

Le CIBC Pyrénées Méditerranée

Le CIBC Pyrénées Méditerranée est un partenaire permanent de l'Espace emploi-formation au service des salariés, des demandeurs d'emploi, des jeunes, des seniors, des personnes en situation de handicap, des entreprises et des institutions du territoire.

Les conseillers du CIBC reçoivent les personnes qui souhaitent **de l'information sur le bilan de compétences, les prestations d'orientation, une validation de projet ou sur la démarche de Validation des acquis de l'expérience (VAE).**

Le CIBC en chiffres



50 salariés
ont réalisé un bilan de compétences dans les locaux de l'ancienne MCEF



Près de **250**
personnes ont reçu de l'information et du conseil en VAE



90 personnes
suivies dans le cadre de la Prestation d'orientation professionnelle (POP) (financement de la Région Occitanie)

L'APEC

Acteur du marché de l'emploi des cadres, l'APEC **accompagne et conseille les cadres** tout au long de leur parcours professionnel pour anticiper et préparer leur évolution, ainsi que les jeunes issus de l'enseignement supérieur dans la recherche de leur 1er emploi.

L'APEC en chiffres



4 permanences
assurées



11 personnes
reçues

Le FONGECIF Occitanie

Le FONGECIF Occitanie est un fonds paritaire interprofessionnel régional, agréé pour la **gestion du congé individuel de formation.** Il a pour mission, notamment, de financer tout ou partie des projets de formation des salariés ou de certains demandeurs d'emploi appartenant ou ayant appartenu à son secteur de compétences.

LE FONGECIF Occitanie en chiffres



11 réunions
d'information organisées au sein de l'Escape emploi-formation



95 personnes
reçues

La Boutique de gestion Créer

Réseau associatif à but non lucratif, Boutique de gestion Créer soutient la création d'entreprise pour qu'elle soit une réalité accessible à tous, ouvrir des perspectives, sécuriser le parcours des entrepreneurs et créer des solutions pérennes pour l'emploi et le développement local.

La Boutique de gestion Créer en chiffres



114
porteurs de projets ou chefs d'entreprises en activité reçus



52 %
du public reçu pour la 1re fois (soit + 9 % par rapport à 2016)

Maison de l'initiative

En complément des ateliers animés par BGE, la Maison de l'initiative anime des ateliers permettant d'obtenir une **information générale sur la Maison de l'initiative, ses accompagnements, la coopérative d'activités** et d'être orienté sur le dispositif le plus approprié à la situation des porteurs de projets.

Le Tremplin

Le Tremplin est une association intermédiaire qui intervient sur 7 lieux d'accueil, dont 3 sur le territoire du Sicoval : Castanet-Tolosan, Ramonville Saint-Agne et Labège.

Acteur de l'emploi et de l'insertion, il accompagne des demandeurs d'emploi dans leur parcours socio-professionnel sur une durée de 2 ans, avec mise en place de missions de travail. Il est également **un acteur économique :** il génère de l'activité sur les territoires avec une offre de service adaptée aux besoins des populations. Elle touche trois secteurs : le service aux entreprises, aux particuliers et aux collectivités locales.

Le Tremplin en chiffres



90 salariés
en parcours d'insertion, dont 53 nouveaux inscrits

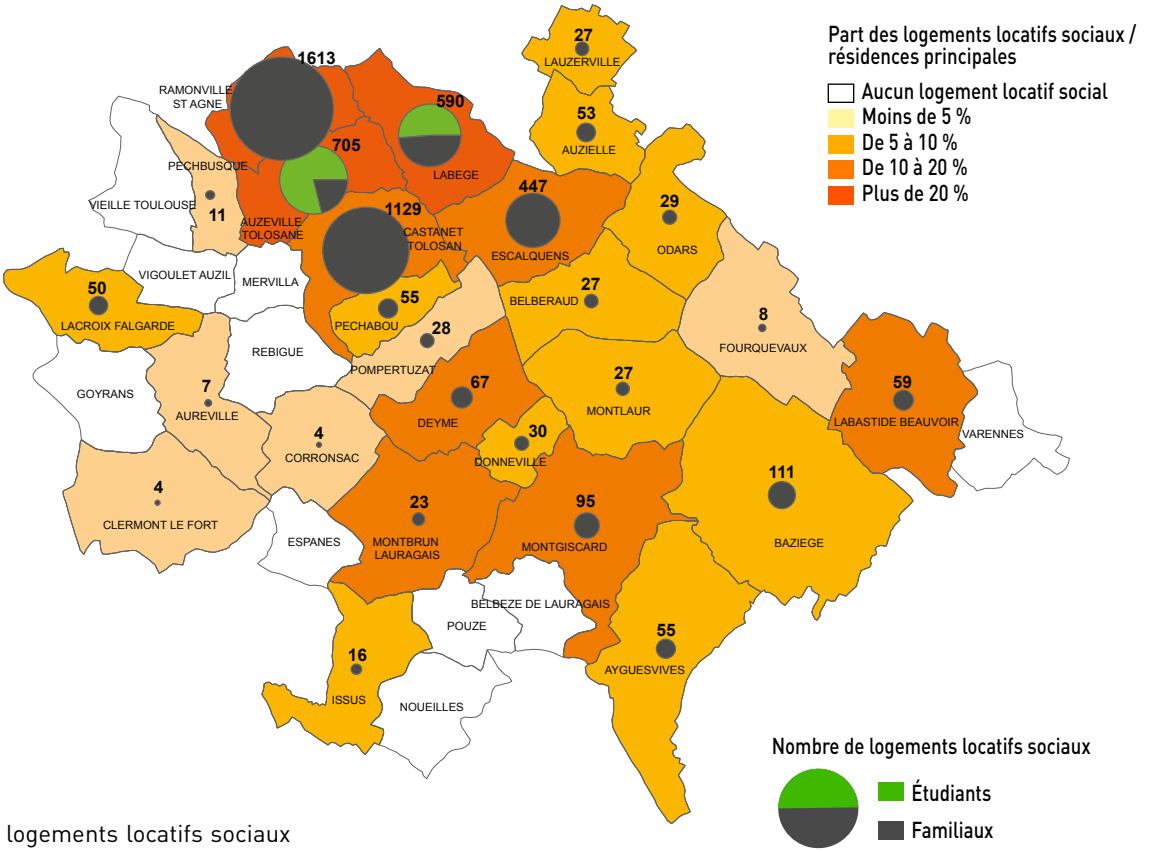
LE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL EN MUTATION

(Sources : DREAL - RPLS au 1er janvier 2017 et RP-Insee 2018, millésime 2015)

Une offre qui a doublé en 10 ans

Au 1er janvier 2017, le territoire compte **5 270 logements sociaux,** dont **4 411 logements sociaux familiaux,** répartis sur **26 communes.**

Répartition territoriale des logements locatifs sociaux

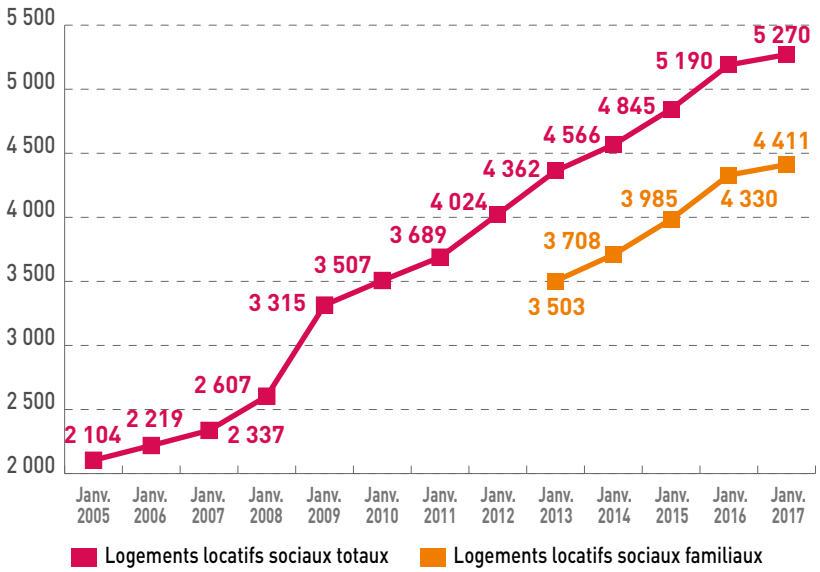


86 % des logements locatifs sociaux se situent sur le secteur de la **ville intense nord** qui comprend les cinq communes du territoire soumises à l'article 55 de la loi SRU (Auzeville, Castanet-Tolosan, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne). Les secteurs des **coteaux** et de la **vallée** comptent **9 %** de l'offre, alors que la **ville intense sud** représente **4 %** de l'offre en logements sociaux du territoire.

En 10 ans, le nombre total de logements sociaux a plus que doublé sur le territoire du Sicoval. Ce nombre augmente de **8,5 % chaque année** en moyenne depuis 2007.

16 % des logements familiaux autorisés en 2017 sont des logements locatifs sociaux. La dynamique de construction est en baisse depuis 2 ans, notamment en raison du nombre très important de logements autorisés la même année en accession libre : 898 logements.

Évolution du nombre de logements sociaux

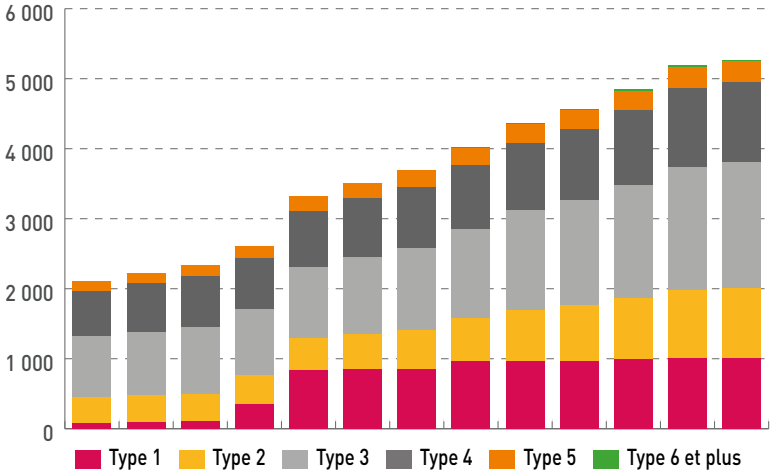


Le territoire compte **peu de petits logements locatifs sociaux :**

- **38 % des logements** sont des **T1** ou des **T2**. Étant donné que 83 % des T1 du parc social sont des logements étudiants, la part des T1 et T2 hors logement étudiants est ramenée à 22 %.
- **56 %** sont des logements familiaux **T3 et T4**,
- **6 %** sont des grands logements **(T5 et plus).**

Les logements sociaux sur le territoire sont majoritairement collectifs (85,8 %). Cette tendance est confirmée parmi les nouveaux logements livrés. Proportionnellement, le nombre de maisons individuelles sociales a légèrement diminué.

Évolution de la taille des logements locatifs sociaux



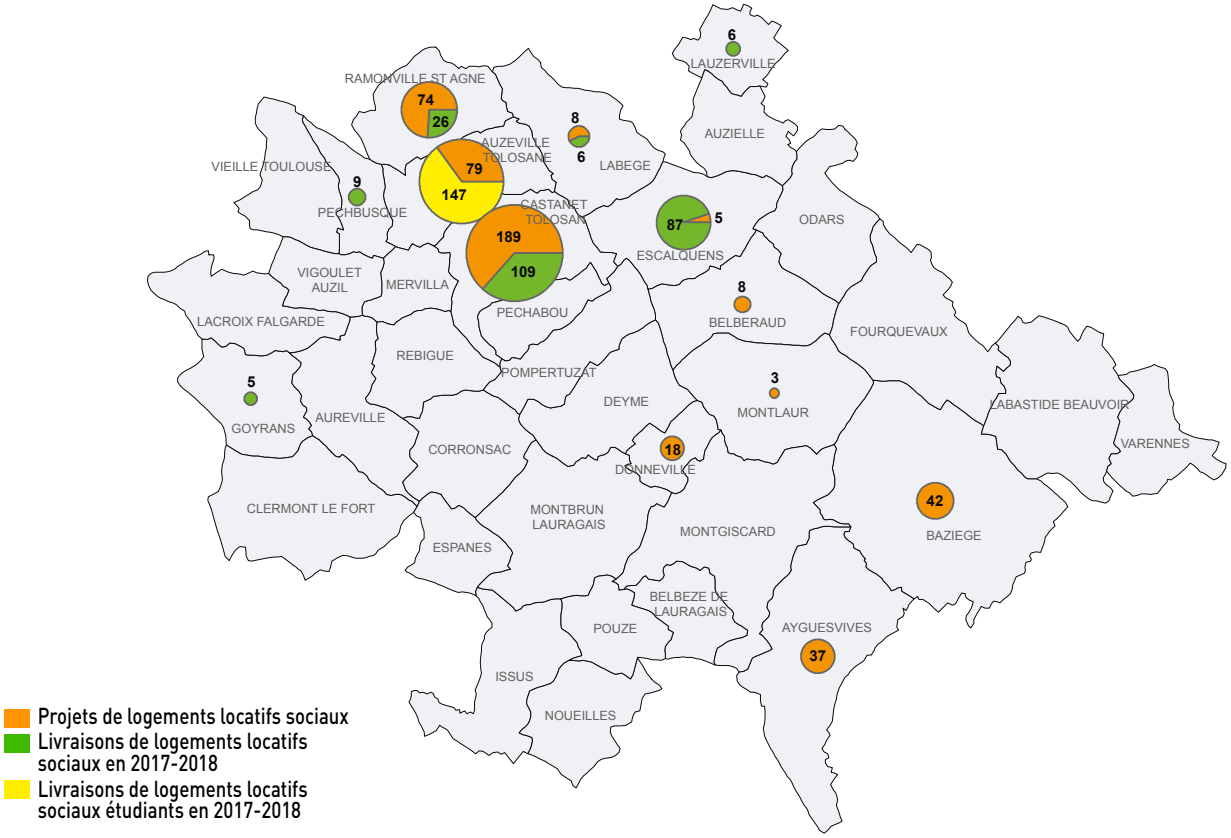
Une dynamique amenée à se poursuivre

(Source : Outil habiter- AUAT)

En **2017 et 2018, 242 logements sociaux familiaux ont été livrés** sur le territoire.

Plus de **460 logements sociaux** sont en projet à court terme.

Livraisons et projets en logements locatifs sociaux



La demande locative sociale : une situation « tendue »

(Source : ATLAS)

Le Sicoval, un territoire recherché

En 2017, parmi les **38 485 demandes** de logements sociaux **centralisées au niveau départemental, 6 269 demandes,** soit 16 %, **citent au moins une fois une commune du Sicoval** dans leurs vœux de localisation. Parmi elles, 1 964 (soit 31 %) nomment une commune du Sicoval en 1er choix. La grande majorité des demandeurs souhaitent trouver un logement dans les secteurs où l'offre de logements est la plus importante et le niveau d'emplois, de services, de transports et de commerces plus présents :

- **la ville intense nord** (Auzeville, Castanet, Escalquens, Labège, Pechabou, Ramonville),
- **la ville intense sud** (Ayguesvives, Baziège et Montgiscard).

On constate une **augmentation des demandes de logements de 31 %** entre 2016 et 2017, essentiellement en raison du grand nombre de mise en location de nouveaux appartements.

Au niveau départemental, l'année 2017 connaît une forte progression du nombre de demandes : + 17,7 % de demandes actives supplémentaires.

La moitié des demandes sont émises par des personnes résidant à Toulouse. Un tiers des demandes sont déposées par des habitants d'autres agglomérations et 16 % par des personnes demeurant sur le Sicoval. Si ces derniers souhaitent changer de logement, ils demandent cependant à rester sur le territoire de la Communauté d'agglomération.

DÉFINITION

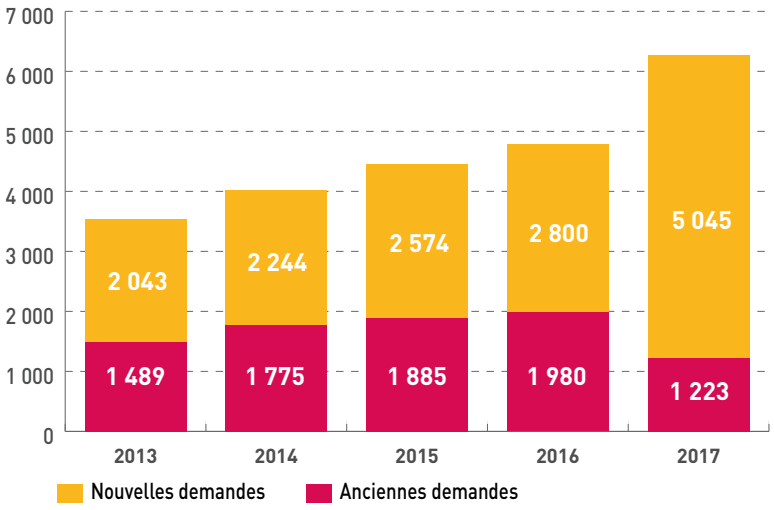
Toute demande se formalise aujourd'hui par un dossier unique qui est accessible à tous les réservataires de logements : l'État, le Conseil départemental, les bailleurs sociaux, les mairies ou les collecteurs du 1 % logement.

Une Commission d'attribution de logements (CAL) examine les différents dossiers et attribue les logements en fonction de plusieurs critères : revenus, correspondance demande-offre, composition familiale, etc.

Une demande est valable une année et peut être renouvelée. Les demandeurs peuvent exprimer plus de 10 choix de localisation.

Le Sicoval choisit d'analyser toutes les demandes de logements sociaux (« tous choix confondus »), y compris celles des demandeurs dont le choix d'une commune du Sicoval n'apparaît pas en 1er choix.

Évolution du nombre de demandes de logements locatifs sociaux



Les personnes seules, principales demandeuses

Portrait des demandeurs de logement social



42 %
de célibataires non étudiants



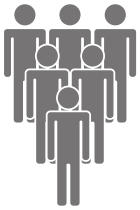
32 %
de couples avec ou sans enfant(s)



23 %
de familles monoparentales



46 %
d'actifs en emploi (souvent précaires)



25 %
de personnes en recherche d'emploi

Les petits logements en tête des demandes

40 % de la demande porte sur des **petits logements** (T1-T2) pour une offre qui est restreinte : en 2017, le territoire du Sicoval compte 22 % de T1 et T2, hors logements étudiants.

Des attributions qui peinent à répondre à la demande

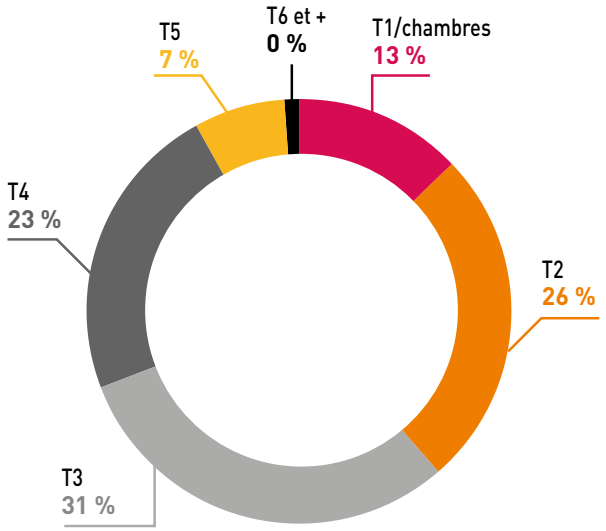
(Source : ATLAS)

En 2017, 708 logements sociaux sont attribués, soit **1 demande sur 9 satisfaite.** En moyenne, la plupart des demandes restent **en attente** entre **1 à 3 ans.**

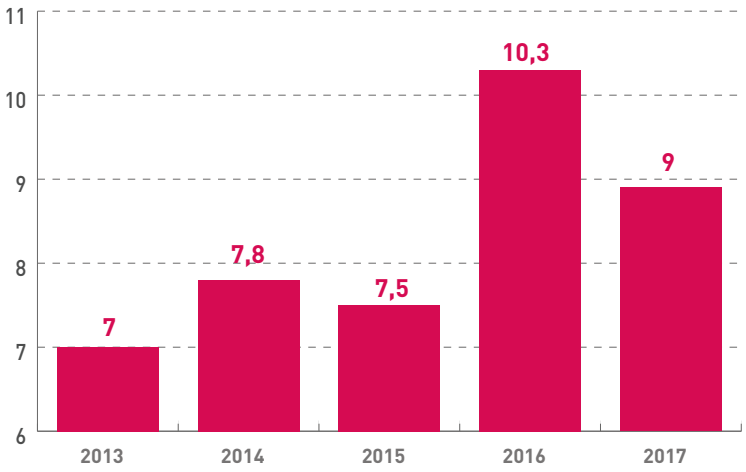
Le nombre de demandes (tous choix confondus) rapporté au nombre d'attributions montre la forte pression exercée sur le logement locatif social. Le **taux de rotation** dans les logements existants **fluctuant peu** d'une année sur l'autre, les années les plus « tendues » sont caractérisées par une faible mise en location de nouveaux logements.

Les personnes en emploi sont privilégiées pour l'obtention d'un logement, et la pérennité d'un emploi favorise clairement le dossier du demandeur : **46 % des personnes ayant obtenu un logement dans le parc social étaient en CDI**.

Répartition des demandes de logements locatifs sociaux par types de logements (en %)



Ratio du nombre de demandes sur le nombre d'attributions (tous choix confondus)



Un rapport offre-demande-attribution en déséquilibre

(hors logements locatifs sociaux étudiants)

(Sources : RPLS au 1er janvier 2017 et ATLAS année 2017)

DÉFINITION

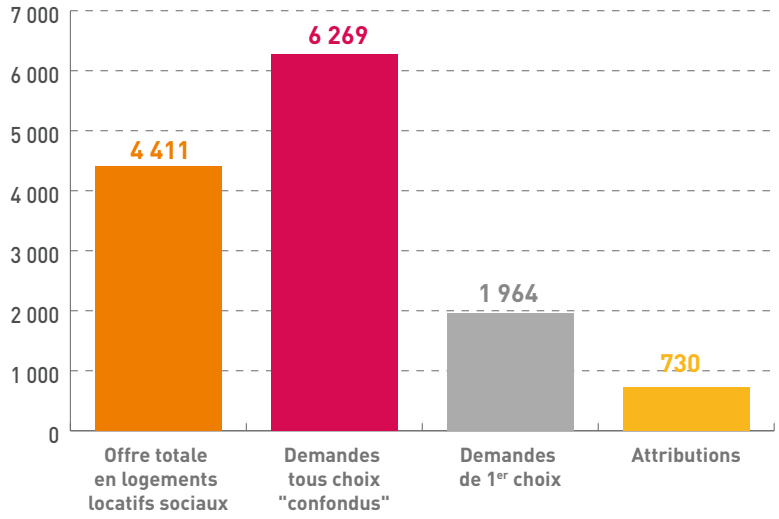
DEMANDES DE 1ER CHOIX : nombre de demandeurs dont une commune du Sicoval est demandée en 1er choix.

DEMANDES TOUS CHOIX CONFONDUS : nombre de demandeurs dont le choix d'une commune du Sicoval apparaît au moins une fois (peut donc apparaître en 5e choix, par exemple).

En 2017, on compte **2,7 demandes pour une commune du Sicoval citée en 1er choix pour 1 attribution.** Ce rapport est de 3,2 dans le département.

Le nombre de demandes 1er choix par rapport à l'offre totale de logements locatifs sociaux familiaux est de 2,2 sur le Sicoval contre 2,1 dans le département.

Comparaison entre offre-demande-attribution



Parmi les appartements attribués, l'écart le plus important entre demandes et attributions concerne les appartements **type T1 : 11 % sont demandés, 3 % sont attribués.**
La faible offre de T1 familiaux (176 logements existants au 1er janvier 2017), le nombre de demandes élevé pour ce produit et le faible taux de rotation, induisent une pression particulière : on recense 32 demandes de T1 pour une attribution.

Pour améliorer le rapport offre-demande-attribution, le Sicoval a prévu :
- de mettre en place la conférence intercommunale du logement (CIL), chargée d'élaborer les orientations en matière d'attribution des logements sociaux à l'échelle du territoire,
- de structurer le service d'accueil et d'information du demandeur de logement social, pour que chaque ménage puisse avoir un accompagnement adapté à sa situation.

Aides au logement : un soutien toujours indispensable

(Source : CAF, Renoval, Direction de la cohésion sociale du Sicoval)

Les allocataires de l'Aide personnalisé au logement et de l'Allocation logement familial ou social

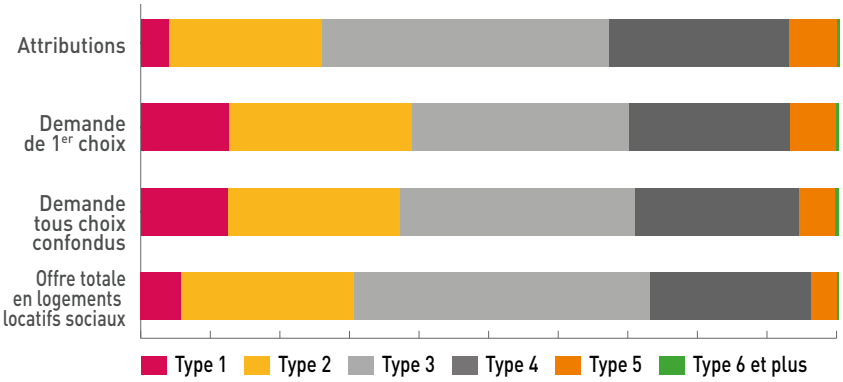
Après une légère baisse en 2016, le **nombre d'allocataires augmente en 2017.** 6 751 allocataires bénéficient d'une aide au logement, soit 46 % des allocataires percevant des aides de la CAF sur le Sicoval.
Ces allocataires représentent 20,4 % des ménages du territoire, part qui augmente légèrement chaque année depuis 2011, date à laquelle ils représentaient 18,9 % des ménages.

Les dispositifs soutenus par le Sicoval

La plateforme Rénoval

Le Sicoval a mis en place en 2015 une plateforme appelée Rénoval. Elle est destinée à **accompagner les particuliers** dans les **projets de rénovation énergétique de leur logement,** conformément au Plan national de rénovation énergétique de l'habitat.

Comparatif offre-demande-attribution par types de logements (en %)



Les **objectifs** de rénovation sur le territoire du Sicoval étaient de **352 logements par an** sur la période **2015-2017.**
Bilan de la période 2015-2017 :
- **1 038 ménages** accompagnés,
- **38 entreprises** de travaux associées à Rénoval (dont 18 du territoire).

Le dispositif a été reconduit jusqu'en avril 2019.

Les aides attribuées par le Sicoval pour le compte de l'État

Le Programme d'intérêt général d'amélioration des logements privés pour les ménages modestes

Depuis 2011, le Programme d'intérêt général (PIG) pour l'amélioration de l'habitat privé vise à **accompagner les ménages modestes** dans la réalisation de **travaux d'amélioration de leur logement** sur les thématiques suivantes :
- la lutte contre l'**habitat indigne** et **dégradé**,
- l'adaptation des logements au **vieillissement et au handicap,**
- la lutte contre la **précarité énergétique.**

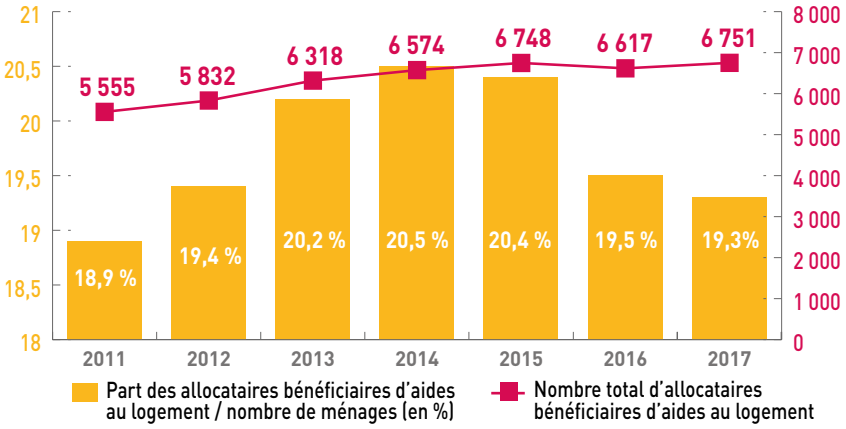
Sous conditions de ressources, ces ménages bénéficient d'un **accompagnement renforcé et gratuit** du Sicoval qui assure le montage technique et financier des dossiers, suite à un audit et entretien réalisés au domicile.

Les aides à la pierre au parc privé

Le Sicoval assure la **gestion déléguée des aides à la pierre pour le parc privé.** Dans ce cadre, il attribue les subventions de l'État aux ménages modestes.

Sur la période de délégation 2012-2017 :
- **207 ménages** ont bénéficié de subventions et d'un accompagnement technique et financier renforcé,
- le **montant moyen des travaux** est de **16 448 € TTC** par logement,
- le montant moyen des subventions allouées par logement est de **11 252 €**.

Évolution du nombre d'allocataires bénéficiaires d'aides au logement



HABITAT SPÉCIFIQUE : UNE OFFRE QUI S'ADAPTE AUX BESOINS

Les gens du voyage : le Sicoval en conformité avec le Schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage

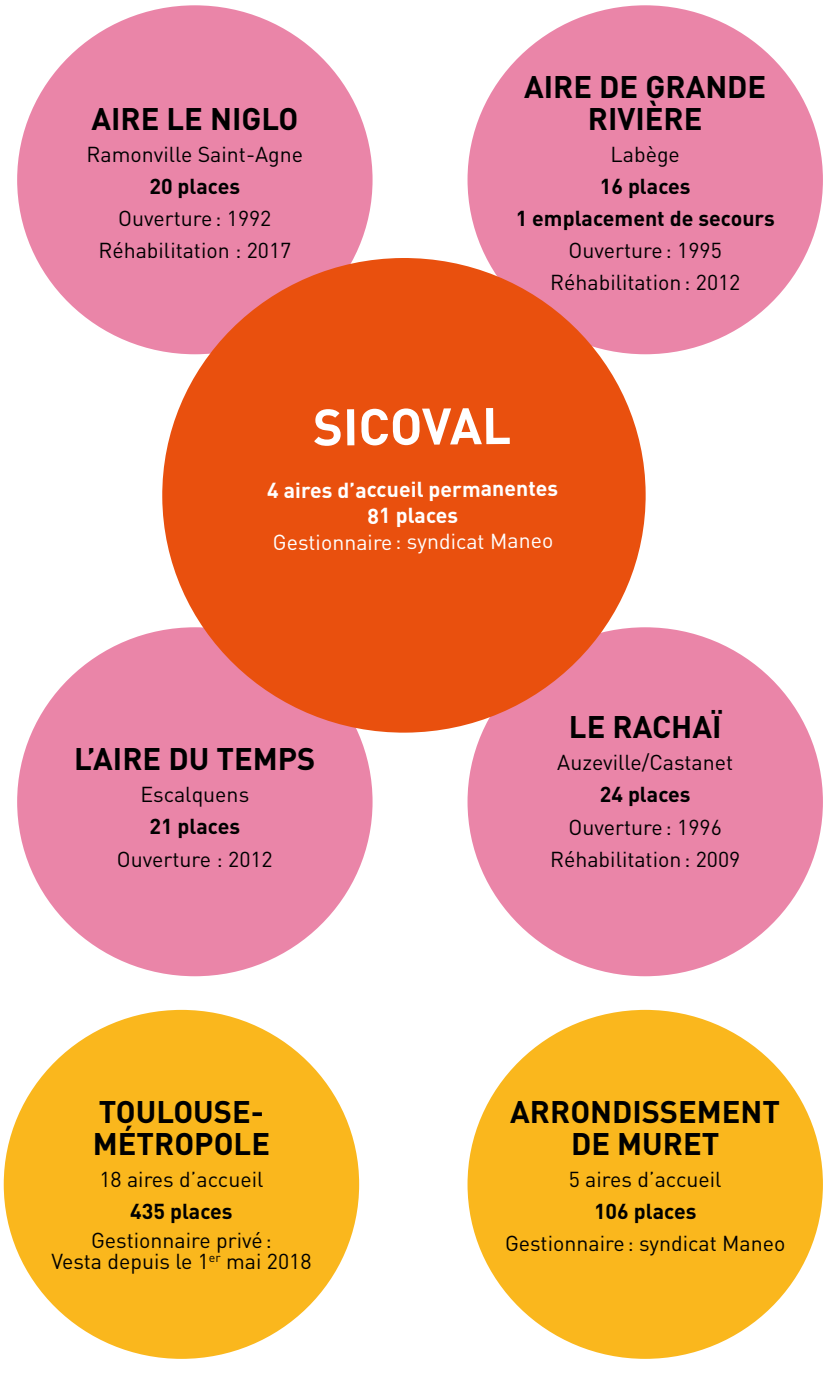
(Sources : Conseil départemental de la Haute-Garonne, Syndicat Maneo et Direction de la cohésion sociale du Sicoval)

La population des gens du voyage est estimée à 300 000 personnes en France. **Le Sicoval accueille environ 200 personnes dans les aires d'accueil aménagées** et recense environ **200 personnes en stationnements illicites chaque année.**

L'accueil et l'habitat des gens du voyage sont principalement réglementés par la **loi du 5 juillet 2000.** Celle-ci vise à **concilier les besoins en accueil des populations nomades** avec la préoccupation des collectivités d'**éviter les installations illicites**. Elle prévoit donc l'élaboration d'un Schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage, qui fixe les équipements à réaliser par les collectivités territoriales, à titre individuel ou collectif : les **aires d'accueil permanentes et les aires de grands passages.**

Les aires d'accueil permanentes

Le Sicoval compte 4 aires d'accueil permanentes sur son territoire, pour un total de 81 places. La gestion de ces aires a été confiée au syndicat Maneo.



Les aires d'accueil de grands passages

Ces aires temporaires (ouverture légale d'avril à septembre) peuvent **regrouper de 50 à 200 caravanes**. Elles **ne sont pas ouvertes de manière permanente** mais doivent être accessibles pour des rassemblements traditionnels de type religieux ou évènements familiaux (mariage, décès...).

Une aire de grand passage nécessite des terrains de 1,5 à 4 hectares, de surface plane, proches des grands axes de circulation, loin des habitations et à proximité des centres commerciaux et supermarchés, tout en évitant des zones agricoles et naturelles protégées.

Le Schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage prévoit un quota de 5 aires de grands passages sur le département dont :

- 3 sur l'arrondissement de Toulouse, réparties sur Toulouse-Métropole (2 aires) et le Sicoval (1 aire),
- 1 sur l'arrondissement de Muret,
- 1 sur l'arrondissement de Saint-Gaudens.

Communes susceptibles d'accueillir une aire de grand passage



Le Sicoval a opté pour une aire de grand passage tournante avec tirage au sort de la localisation de cette aire parmi les communes éligibles. Le financement et les charges des aires sont assumés par le Sicoval.

Malgré l'effort consenti par le Sicoval, la problématique des stationnements illicites reste prégnante sur le territoire, notamment sur les zones d'activité. On y recense en effet plus de **40 stationnements illicites chaque année depuis 3 ans.**

Les 10 premières communes du territoire tirées au sort pour accueillir l'aire de grand passage

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Labège	Auzeville-Tolosane	Deyme	Escalquens	Castanet-Tolosan	Montlaur	Belberaud	Ayguesvives	Ramonville Saint-Agne	Donneville

L'habitat adapté : une autre solution d'accueil des gens du voyage

L'habitat adapté **combine habitat mobile et habitat en dur.** Cet habitat peut être proposé en location ou en accession à la propriété.

Un projet de création d'habitat adapté est programmé sur la commune de Ramonville Saint-Agne, à l'intention des « résidents permanents » de l'aire du Niglo.

Une offre de logements étudiants en forte croissance

(Source: Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat du Sicoval)

La population étudiante qui fréquente les 16 établissements d'enseignement supérieur du territoire du Sicoval et la proximité de l'université Paul Sabatier nécessitent une offre de logements étudiants conséquente. Le Sicoval compte aujourd'hui **10 résidences étudiantes** qui proposent **2 226 logements, dont 939 logements sociaux** (soit 42 % de l'offre en résidence) destinés en priorité aux étudiants boursiers.

Ces résidences sont localisées sur **Labège** (3 résidences), **Auzeville-Tolosane** (4 résidences) et **Ramonville Saint-Agne** (3 résidences).

Le territoire compte également **4 internats** proposant environ **235 places.**

La production de logements étudiants a été particulièrement active entre 2006 et 2011 : près de 900 logements étudiants ont été construits sur cette période.

Les logements étudiants **en projet :**

- à Auzeville-Tolosane, sont en cours de construction :
  - une résidence de **124 logements étudiants** pour répondre aux besoins de l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse (ENSAT),
  - **234 logements privés** pour une livraison prévue fin 2019-début 2020,
- sur Labège-Innopole, la construction de **50 logements étudiants,** couplés à une structure de **50 logements pour jeunes actifs** (résidence habitat jeunes) est en projet,
- à Castanet-Tolosan, **137 logements étudiants** sont en avant-projet.

Des logements pour personnes âgées concentrés au nord du territoire

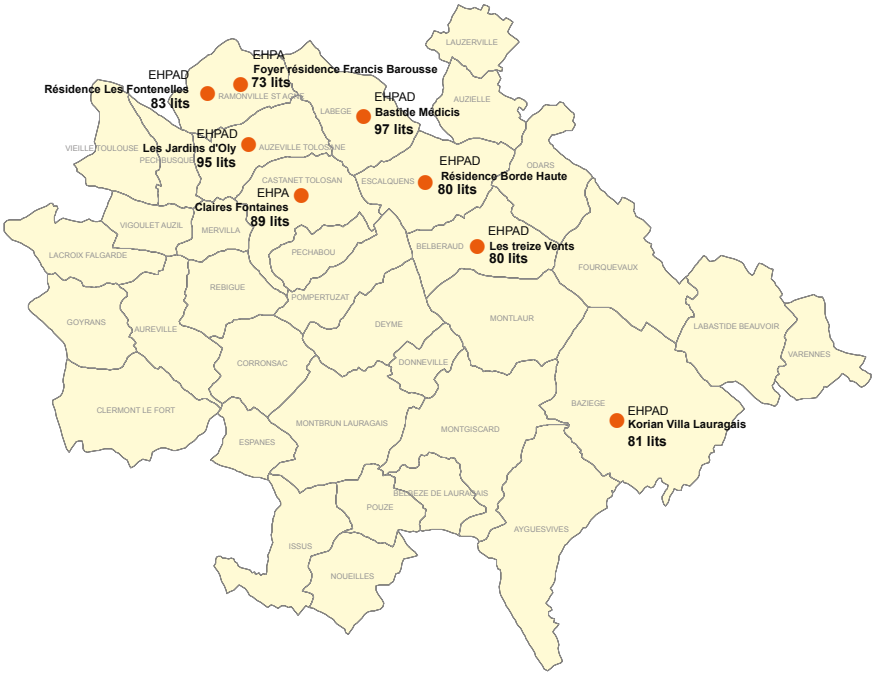
(Sources : Conseil départemental de la Haute-Garonne et Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat du Sicoval)

La population des plus de 80 ans sur le Sicoval est de 3 402 personnes (soit 4,5 % de la population). En matière d'hébergement dédié, le territoire compte 668 chambres pour personnes âgées réparties dans :

- **2 Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) :** 162 lits permanents,
- **6 Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) :** 506 lits permanents.

En comparaison, le territoire de la Communauté d'agglomération du **Muretain,** qui compte 5 250 personnes (soit 4,4 % de la population) de plus de 80 ans, accueille **13 EHPA et EHPAD** pour **953 lits** permanents, **53 unités de soins de longue durée**, **5 hébergements temporaires** et **18 accueils de jour.**

Localisation des EHPA et EHPAD du territoire



Le taux d'équipement pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

Le Sicoval affiche un bon taux d'équipement en foyer logement et EHPAD. Mais cette offre se concentre sur le nord du territoire, à l'exception d'un EHPAD à Baziège.

Taux d'équipement	Sicoval	Haute-Garonne	France
Taux d'équipement en foyer-logement	32,4	15,3	27,3
Taux d'équipement en EHPAD	104	96,4	95,1

Prévention et sécurité : s'adapter aux évolutions du territoire

Orientation politique : assurer la sécurité et la tranquillité publique, développer la prévention envers les jeunes et garantir l'accès aux droits

Hausse de la population de 2 % par an, attractivité du territoire pour les entreprises, proximité de la métropole toulousaine… : autant de facteurs qui ont un impact sur la délinquance. Afin de maintenir la qualité du cadre de vie des habitants, le Sicoval s'est emparé de ce thème en se dotant notamment d'un Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance.

UN TERRITOIRE INÉGALEMENT IMPACTÉ PAR LA DÉLINQUANCE

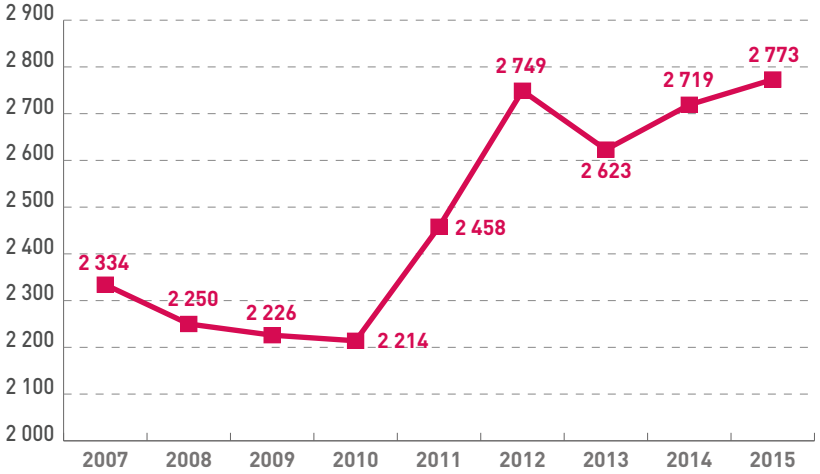
(Sources : Observatoire de la délinquance du Sicoval 2015 réalisé par Ressources & territoires, Gendarmerie nationale et Direction de la cohésion sociale du Sicoval)

DÉFINITION

TAUX DE CRIMINALITÉ : nombre de faits constatés (crimes et délits) pour 1 000 habitants. Il permet de rapporter le volume de faits enregistrés au sein du territoire à la population qui y réside.

En 2015, le **nombre de faits constatés** sur le Sicoval s'établit à **2 773** faits, soit une augmentation de 18,81 % par rapport à 2007.

Évolution du nombre de faits constatés entre 2007 et 2015



Des faits constatés en légère hausse

La tendance à la hausse a débuté en 2011 (+ 11 %) et s'est confirmée en 2012 (+ 11,8 %). Après un recul en 2013 (- 4,6 %), la délinquance générale connaît une légère hausse depuis 2014 (+ 2 % de 2014 à 2015, soit 54 faits supplémentaires). Cependant, il ne s'agit que d'une moyenne : l'évolution de la délinquance sur le territoire varie en fonction des communes et/ou des types d'infractions considérées.

Le **taux de criminalité en 2015** est de **36,7 pour 1 000 habitants**, soit un volume moyen de 37 infractions pour 1 000 habitants. Le taux de criminalité du Sicoval reste bien inférieur à la moyenne nationale (de 56 ‰).

Les faits de délinquance constatés par la Gendarmerie sur le territoire sont globalement modérés.

Ces actes impactent de manière différenciée les communes, selon leur taille démographique, la proximité de la métropole toulousaine, la proximité de la RD 813…

Évolution du nombre de faits constatés et du taux de criminalité

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2007-2015
Nombre de faits constatés	**2 334**	**2 250**	**2 226**	**2 214**	**2 458**	**2 749**	**2 623**	**2 719**	**2 773**	**+ 18,81 %**
Taux de variation		*- 3,6 %*	*- 1,1 %*	*- 0,5 %*	*11 %*	*11,8 %*	*-4,6 %*	*3,7 %*	*2 %*	
Taux de criminalité	33,60 ‰	32,39 ‰	32,04 ‰	31,87 ‰	35,38 ‰	39,57 ‰	37,76 ‰	36,31 ‰	37,03 ‰ *	
Taux de criminalité - Moyenne nationale	*58,08 ‰*	*52,27 ‰*	*56,36 ‰*	*54,90 ‰*	*54,54 ‰*	*54,64 ‰*	*52,24 ‰*	*56,23 ‰*	*56,31 ‰*	

* Taux calculé sur une base de population Insee 2013

La délinquance touche plus fortement le **nord de l'agglomération**, notamment en limite de Toulouse : Ramonville Saint-Agne, Labège, Castanet-Tolosan et, dans une moindre mesure, Escalquens et Auzeville-Tolosane. Elle touche également la **pointe sud** du territoire et les territoires situés le long des axes de communication.

Une délinquance majoritairement liée aux cambriolages et aux violences intrafamiliales

Les problématiques majeures du territoire sont les cambriolages de résidences et les violences intrafamiliales. Les cambriolages relèvent essentiellement d'une délinquance itinérante et sont donc rarement le fait d'auteurs locaux. Les violences intrafamiliales concernent tous les âges.

Les atteintes aux personnes

En 2015, **103 « coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort »** ont été constatés sur le territoire (+ 66,13 % entre 2007 et 2015).
Les menaces et chantages ont également fortement augmenté (+ 105,56 %) entre 2007 et 2015, sur des volumes néanmoins modérés (37 en 2015).

Les atteintes aux biens

Les vols

Entre 2007 et 2015, les faits constatés relatifs aux vols ont presque tous augmenté (excepté les vols à main armée avec arme à feu). Les **vols simples, 535** en 2015, sont le type de vols le plus commis. Viennent ensuite les **vols à la tire (74)**, à l'étalage (40), et **24 vols avec violence** ont été commis en 2015.

Les cambriolages

Les cambriolages connaissent des évolutions contrastées entre 2007 et 2015. En 2015, **372 faits de cambriolages de résidences** ont été commis. Ce type de cambriolages est le plus important.

Les atteintes aux biens

En 2015, **93 faits de « destructions et dégradations de biens publics ou privés »** ont été constatés, tandis que le nombre d'atteintes à l'autorité enregistrées restent minoritaires (10 infractions en 2015) par rapport à l'ensemble des faits de cette année-là.
Les atteintes aux biens, dans leur globalité, constituent la catégorie de délinquance la plus importante.

La délinquance liée à l'automobile

La délinquance liée à l'automobile est **globalement en baisse**, **sauf** la catégorie **« destructions et dégradations de véhicules privés »**. Les **vols d'automobile** ont enregistré une forte baisse **(- 64,78 %)** sur la période 2007-2015.

Les infractions liées aux stupéfiants

Les **infractions liées aux stupéfiants** subissent une **augmentation** exponentielle : + 677 % entre 2007 et 2015. Cette évolution fait très nettement état d'un **investissement accru des forces de Gendarmerie** en la matière, car les infractions à la législation sur les stupéfiants relèvent des « infractions révélées par l'action des services ». Celles-ci traduisent davantage une action proactive de la Gendarmerie plutôt qu'un accroissement effectif du type de problématique.

LA PRÉVENTION, UNE PRÉOCCUPATION PARTAGÉE

Le Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) coordonne les actions de prévention et de sécurité inscrites dans son plan d'actions (Charte intercommunale de sécurité et de prévention de la délinquance).

Justice de proximité, accès aux droits, aide aux victimes

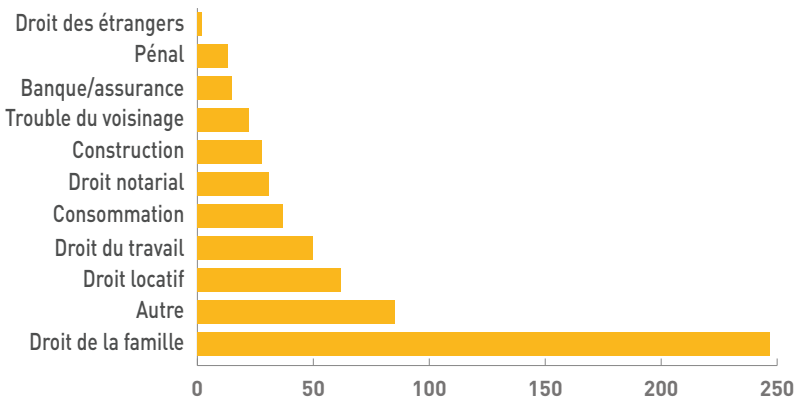
L'accès aux droits

(Sources : Conseil départemental d'accès au droit de la Haute-Garonne, Conciliateurs de justice, Défenseur des droits, Association départementale pour l'information sur le logement en Haute-Garonne)

Depuis 2003, dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil départemental d'accès au droit de la Haute-Garonne, des permanences juridiques ont été mises en place pour permettre aux habitants d'avoir accès aux professionnels du droit et de la justice d'une manière simple et concrète, anonyme et gratuite.

En 2017, plus de **1 000 personnes** sont **reçues** par ces professionnels (avocats, notaires, huissiers, conciliateurs de justice, Défenseur des droits) et les autres permanenciers généralistes ou spécialisés dans les six points d'accès au droit du territoire (Castanet-Tolosan, Escalquens, Labège, Lacroix-Falgarde, Montgiscard, Ramonville Saint-Agne) et la permanence de l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL) à Belberaud.
Sur toutes les permanences juridiques, les motifs de consultations liés au **droit de la famille** sont récurrents. Les autres motifs peuvent être liés à la présence de certains professionnels uniquement sur certaines communes (Point d'accès au droit renforcé).

Nombre de consultations par motifs



Il existe également des permanences de médiation familiale pour favoriser les modes amiables de règlement de conflit, permanences sur le territoire ou à l'extérieur.

L'aide aux victimes

(Source : France victimes 31)

Plusieurs associations d'aide aux victimes reçoivent les habitants du Sicoval. **Le CISPD soutient particulièrement France victimes 31** (ex SAVIM, Service d'aide aux victimes et de médiation, Toulouse), pour la mise en œuvre d'une action conjointe avec la Gendarmerie nationale : le recours à **une intervenante sociale en gendarmerie.**

Lorsque les gendarmes en mission relèvent des situations relatives à des faits de violences intrafamiliales, ils établissent une fiche de liaison à destination de cette intervenante sociale de France victimes 31.

En 2017, sur l'ensemble du département de la Haute-Garonne, 334 fiches de liaison gendarmerie sont traitées par l'intervenante sociale en gendarmerie, contre 229 en 2016. Comme pour la délinquance, il est difficile d'appréhender les situations de violences intrafamiliales par le seul prisme de ces données.

La prévention de la récidive

(Sources : Protection judiciaire de la jeunesse, Services pénitentiaires d'insertion et de probation)

DÉFINITIONS

MESURE DE RÉPARATION : mesure éducative prononcée à l'égard d'un mineur auteur d'une infraction. Elle se distingue du Travail d'intérêt général, dont l'inexécution constitue un délit.

TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (TIG) : peine alternative à l'incarcération, dont l'amplitude horaire se situe entre 20 et 280 heures.

TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ (TNR) : mesure alternative aux poursuites, qui peut durer 15 jours (TNR circuit court) à 6 mois (TNR classique).

Le **territoire** paraît également **relativement préservé**, au regard des données d'activité des acteurs de la justice et de la prévention de la récidive.

La Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

La Protection judiciaire de la jeunesse pour mission **l'action éducative pour les mineurs dans le cadre judiciaire.** Elle met en œuvre les dispositions de l'Ordonnance du 2 février 1945 qui pose comme principe une responsabilité pénale atténuée des mineurs doués de discernement ainsi que la primauté de l'éducatif sur le répressif. Elle **assure également l'exécution et le suivi des mesures judiciaires prononcées à l'encontre des mineurs et jeunes majeurs par un magistrat.**

L'Unité éducative de milieu ouvert de Lespinet suit relativement peu de cas issus du territoire du Sicoval. En 2016, 53 mineurs sont suivis par la PJJ, principalement dans le cadre de mesures de réparations. Les mineurs concernés sont originaires des communes de Castanet et Ramonville, Labège, Escalquens et Baziège.

Les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

Les Services pénitentiaires d'insertion et de probation sont des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire au niveau départemental. Ils assurent **le contrôle et le suivi des personnes mineures et majeures placées sous main de justice,** qu'elles soient en milieu ouvert ou fermé.

Afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion des personnes condamnées, **ils concourent à l'individualisation des peines privatives de liberté et à la préparation des décisions de justice à caractère pénal.**

Le SPIP a noté une **légère augmentation de mesures sur le territoire** en lien avec l'arrivée de nouvelles populations. En **octobre 2016, 152 mesures** étaient en cours sur le Sicoval, dont 58 % concentrées sur Ramonville Saint-Agne et Castanet-Tolosan et près de 10 % à Escalquens.

Les infractions portent principalement sur les **délits routiers**, **l'usage de stupéfiants** ou de **petits vols**.

Les mesures ne concernent pas que des jeunes mais ceux-ci restent majoritaires, à l'image du département où 60 % des publics en TIG ou TNR ont moins de 30 ans.

L'implication du Sicoval

Pour prévenir la réitération d'infractions, ainsi que le basculement ou l'enracinement des jeunes dans des parcours de vie désocialisants ou délinquants, le Sicoval a lancé en **2017** une **expérimentation d'accueil de personnes placées sous main de justice au sein de ses services,** notamment des personnes devant effectuer des TIG, des TNR ou des mesures de réparation.

En 2017, **4 personnes** placées sous main de justice ont été accueillies par le Sicoval pour effectuer des travaux d'entretien des espaces verts, de rénovation du patrimoine, des tâches administratives…

La prévention des cambriolages et la sécurité des entreprises

(Sources : Gendarmerie nationale et Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance du Sicoval)

En **2015**, **494 faits de cambriolages** sont constatés sur le territoire, dont **75 % sur des résidences de particuliers et 16 % sur des « locaux industriels, commerciaux, financiers ».**

Une des actions du CISPD consiste à sensibiliser les habitants, notamment sur les tentatives d'escroquerie et de vol par ruse. Une centaine de personnes étaient ainsi sensibilisées sur ces questions en partenariat avec la Gendarmerie nationale et Renoval, guichet unique et plateforme d'accompagnement à la rénovation de l'habitat privé pour les habitants du Sicoval.

La prévention et la sécurité routière

(Sources: Direction départementale des territoires et Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance du Sicoval)

Entre 2011 et 2016, 113 accidents ont été recensés **mettant en cause 240 personnes**. Sur l'ensemble des 240 usagers concernés par les accidents, **30 % sont des jeunes** de moins de 30 ans, **9 % sont âgés de 65 ans et plus.** En 2017, 905 collégiens ont été sensibilisés à la prévention routière avec le concours des communes et des nombreux partenaires de l'éducation routière. Un concours de création artistique a également permis de mobiliser enfants et jeunes sur la thématique. D'autre part, 2 journées de sensibilisation à l'attention des seniors ont réuni environ 60 personnes.

Nos sources et nos partenaires

PARTIE 1
ÉLÉMENTS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Insee

Recensement de la population (RP)

Une nouvelle méthode de recensement de la population a succédé, depuis 2004, aux recensements généraux de la population. L'Insee fournit désormais des recensements annuels (contre tous les 8-9 ans jusqu'en 1999), avec 3 ans de décalage (exemple : le recensement 2018 sera publié en 2021).

Méthodologie :

- Les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées exhaustivement tous les cinq ans, par roulement.
- Les communes de plus de 10 000 habitants font l'objet d'une enquête par sondage tous les ans, 40 % de leur population étant recensée au bout de cinq ans.

Les informations collectées sont ramenées à une même date (année du milieu des cinq années écoulées) pour toutes les communes, afin d'assurer l'égalité de traitement entre elles et garantir la fiabilité des données.

L'Insee recommande de calculer des évolutions sur des périodes d'intervalles de 5 ans (exemple : comparer les données de 2015 avec celles de 2010).

Omphale

Le modèle Omphale permet de réaliser des projections démographiques à moyen/long terme (horizon 2050) sur tout territoire de plus de 50 000 habitants. Elles sont établies à partir d'hypothèses sur les trois éléments conditionnant l'évolution de la population : fécondité, mortalité et migration. Ce modèle s'appuie sur les résultats du recensement de la population à partir duquel un ensemble de 27 scénarios est établi. Le scénario central a été privilégié dans le Portrait de territoire.

Dispositif sur les revenus localisés sociaux et fiscaux (Filosofi)

Ce dispositif produit un ensemble d'indicateurs sur les revenus déclarés (avant distribution) d'une part, et sur les revenus disponibles (après redistribution et imputation de revenus financiers non déclarés) d'autre part tels que le taux de pauvreté, des indicateurs de structure des revenus et d'analyse de la distribution des revenus (nombres, déciles, médiane…).

Académie de Toulouse

L'Académie de Toulouse diffuse en opendata les données des effectifs du premier degré d'enseignement (préélémentaires et élémentaires) et du second degré (collèges et lycées) par établissement scolaire.

PARTIE 2
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Insee

Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP)

Le dispositif CLAP produit des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié privé et public pour les différentes activités des secteurs marchand et non marchand. Les non-salariés (artisans, professions libérales…) ne sont pas comptabilisés.

Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations issues :

- des Déclarations annuelles de données sociales (DADS),
- des bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'URSSAF,
- de la Mutualité sociale agricole (MSA) pour les secteurs d'activité en lien avec l'agriculture (en complément des données URSSAF),
- du système d'information sur les agents de l'État.

Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE)

Le répertoire SIRENE enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements, quelle que soit leur forme juridique et leur secteur d'activité (industriels, commerçants, artisans, professions libérales, agriculteurs, collectivités territoriales, banques, assurances, associations…).

Agence d'urbanisme et d'aménagement Toulouse aire métropolitaine (AUAT)

L'AUAT accompagne le développement de l'aire urbaine de Toulouse et éclaire les collectivités et les acteurs de la ville dans la connaissance des évolutions urbaines, sociales, économiques et environnementales.

Chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) de la Haute-Garonne

L'Observatoire Economique-Statistique de la CMA 31 propose notamment :

- un site internet S.I.G. donnant accès aux statistiques et aux cartes de l'artisanat sur le territoire de la Haute-Garonne : Artisanligne.com,
- un portrait de territoire annuel sur le territoire du Sicoval.

Observatoire toulousain immobilier entreprise (OTIE)

Association loi 1901, l'Otie a été créé en 2002 par des professionnels des transactions en immobilier d'entreprise, les établissements publics de coopération intercommunale de Toulouse-Métropole, du Sicoval et du Muretain, la Chambre de commerce et de l'industrie de Toulouse et l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine. Il a notamment pour mission de fournir un outil d'analyse du marché dans ce domaine d'activité.

Nos sources et nos partenaires

Enédis (anciennement Électricité réseau distribution France - ERDF), Gaz Réseau Distribution France (GRDF)
Dans le cadre d'une convention de partenariat et d'échanges de données pour la mise en place d'un observatoire de l'énergie et l'élaboration d'un Plan climat, Enédis et GRDF transmettent au Sicoval les données de consommation en électricité (Enédis) et de gaz (GRDF), ainsi que les données de production d'électricité (Enédis) du territoire à l'échelle communale.

Soleval
Afin de mettre en place une politique énergétique au plan local, le Sicoval a participé en 2007 à la création d'une Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) sur son territoire, appelée Soleval. Outre ses missions de conseil en énergie partagée auprès des communes, et d'espace info énergie auprès des habitants, Soleval informe et sensibilise les acteurs du territoire (particuliers, collectivités, entreprises) au développement des énergies renouvelables.

Observatoire régional de l'énergie d'Occitanie (OREO)
L'Observatoire régional de l'énergie est un outil d'observation et d'information sur la situation énergétique régionale et locale, un lieu de concertation entre les acteurs régionaux de l'énergie, doté d'une capacité de proposition.
Sur la thématique de production d'énergies renouvelables, le bureau d'études et de conseil Axenne a réalisé pour le compte du Sicoval en 2013 une étude sur le potentiel d'énergies renouvelables du territoire.

ATMO Occitanie, observatoire régional de la qualité de l'air
Association agréée par le Ministère de l'écologie et du développement durable pour la surveillance de la qualité de l'air en région Occitanie.

Observatoire de la SAFER, Vigifoncier
Vigifoncier est un outil cartographique unique en ligne pour accéder aux données du marché foncier du territoire.

ObserveR de l'immobilier toulousain
Association loi 1901 dont l'objet est la création, la gestion, l'animation d'un observatoire des marchés de l'immobilier neuf de Toulouse, de la Métropole toulousaine, du Sicoval et de l'aire urbaine de Toulouse, par la mise en place d'un outil de gestion de base de données.

Perval
La base des références immobilières du notariat, gérée par la S.A. Perval, a été créée en 1990 afin de permettre l'évaluation de biens immobiliers par comparaison, seule méthode reconnue par les tribunaux. Elle recense, grâce au volontariat des notaires, les ventes de biens immobiliers et indique le prix réel des transactions.
Le champ d'observation recouvre les appartements neufs et anciens, les maisons anciennes (seules les maisons vendues dans les 5 ans de leur achèvement sont enregistrées dans la base Perval) ainsi que les terrains à bâtir. Ce qui représente plus de 85 % des ventes de biens immobiliers.

Clameur
Connaître les Loyers et Analyser les Marchés sur les Espaces Urbains et Ruraux : tel est l'objectif du partenariat qui a conduit les acteurs de l'immobilier à mettre en place un outil permettant de mesurer les loyers des marchés locatifs privés. Clameur observe depuis 1999 le marché locatif privé dans 1 870 villes et établissements publics de coopération intercommunale selon une méthode d'échantillonnage.

Conseil départemental de la Haute-Garonne
Lignes de transport en commun interurbaines
La desserte en transports en commun du Sicoval est assurée par le Département de la Haute-Garonne pour les transports interurbains (lignes Arc en ciel).

Tisséo collectivités
Lignes de transport en commun urbaines
La desserte en transports en commun du Sicoval est assurée par Tisséo collectivités pour les transports urbains (lignes de bus, transports à la demande).

Enquête Ménages-Déplacements
Organisée par Tisséo-SMTC, avec l'aide technique et financière de l'État, une Enquête Ménages-Déplacements (EMD) a été réalisée entre octobre 2012 et avril 2013. 6600 ménages habitant 179 communes ont été interrogés sur leurs déplacements quotidiens. Cet outil permet de mesurer la mobilité quotidienne, d'élaborer les politiques de déplacement et d'évaluer les politiques publiques.

PARTIE 3
SERVICES AUX HABITANTS, AUX COMMUNES ET CADRE DE VIE

Conseil départemental de la Haute-Garonne
Le Conseil départemental est mobilisé pour apporter le Très haut débit dans toutes les communes du département. Toutes les informations concernant cette thématique sont disponibles sur www.haute-garonne.fr.

DEchetteries, Collectes SElectives, Traitements (DECOSET)
Ce syndicat mixte de réalisation, composé exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale et créé en 1993, a pour vocation la mise en place d'une filière optimale de traitement et de valorisation des déchets ménagers.

Système d'information sur l'eau du bassin Adour-Garonne (SIEAG)
Le portail du bassin Adour-Garonne (adour-garonne.eaufrance.fr) est destiné à la mise à disposition des données produites par les partenaires du système d'information sur l'eau. Un espace cartographique, des fiches sur les masses d'eau par communes sont accessibles et ont été exploitées dans ce Portrait de territoire.

PARTIE 4
SOLIDARITÉ, COHÉSION ET ACTION SOCIALES

Caisse d'allocations familiales
Données allocataires

Dans le cadre de ses services à la personne, le Sicoval et la CAF Haute-Garonne ont signé une convention de partenariat, qui permet notamment à la Communauté d'agglomération d'accéder à des jeux de données sur les allocataires, structurés aux niveaux communal et intercommunal.

Pôle emploi
Données sur les demandeurs d'emploi

L'Observatoire régional de l'emploi en Occitanie publie des rapports thématiques et des données trimestrielles sur le marché du travail à l'échelle du Sicoval.

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
Répertoire sur le parc locatif social (RPLS)

Le Répertoire sur le parc locatif social (RPLS) porte sur le patrimoine des bailleurs propriétaires des logements locatifs sociaux.
Les bailleurs sociaux pris en compte dans ce répertoire sont définis par le Code de la construction et de l'habitat (CCH) : organismes HLM, SEM, établissements public de gestion immobilière, associations foncières…

Association territoires logement et analyses sociales (ATLAS)
Imhoweb, fichier partagé de la demande locative sociale de Haute-Garonne

Depuis 2011, les bailleurs sociaux de la Haute-Garonne et leurs partenaires ont mis en place un fichier unique de la demande locative sociale, géré par une association loi 1901 : ATLAS.
Ce fichier s'appuie sur le formulaire unique rempli par toutes les personnes souhaitant bénéficier d'un logement d'habitation à loyer modéré (HLM) en Haute-Garonne.

Conseil départemental de la Haute-Garonne
Observatoire social et immobilier

Le Conseil départemental pilote de nombreuses actions en faveur de la politique sociale. Insertion, famille, enfance, éducation, séniors, personnes handicapés, etc. sont autant de thématiques sur lesquelles le Conseil départemental intervient comme acteur majeur.
Le Sicoval et le Conseil départemental de la Haute-Garonne travaillent conjointement et co-contruisent notamment le portrait social de territoire du Sicoval. Dans ce cadre, l'Observatoire social et immobilier du Conseil départemental et l'Observatoire territorial du Sicoval ont mis en place un partenariat d'échanges de données afin d'apporter des éléments quantitatifs communs au portrait social de territoire.

Maneo, syndicat mixte d'accueil des gens du voyage
Créé en 1984, à l'initiative d'élus de communes du département, Maneo a pour objectif de permettre aux collectivités adhérentes de concevoir et de gérer en commun des équipements d'accueil et d'habitat, adaptés aux besoins des gens du voyage, dans le département de la Haute-Garonne. En 2018, 12 intercommunalités, dont le Sicoval, adhérent à Maneo.

Gendarmerie nationale
La Gendarmerie présente des données de référence sur le thème de l'insécurité et de la délinquance (État 4001). Ces dernières intègrent les faits délictuels et criminels qui ont fait l'objet d'une plainte auprès des services de la Gendarmerie nationale ou qui ont été directement constatés par eux sur le territoire du Sicoval. Les statistiques concernent donc exclusivement les faits ayant fait l'objet d'une procédure judicaire transmise au Parquet.
Ces données ont été exploitées et valorisées par Ressources et Territoires jusqu'en 2015, dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire de la délinquance du Sicoval.

Direction judiciaire de la jeunesse
C'est la direction de la justice des mineurs. Elle est chargée, dans le cadre de la compétence du Ministère de la justice, de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenantes.

Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)
Ce sont des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire au niveau départemental. Ils assurent le contrôle et le suivi des personnes placées sous-main de justice, qu'elles soient en milieu ouvert ou en milieu fermé.

Maison commune emploi formation (MCEF)
La MCEF, dispositif financé par le Sicoval et la Région, avait pour mission l'accompagnement, l'information et l'orientation dans les démarches de recherche d'emploi, de formation, de créations d'entreprise. Dissoute en juin 2018, ses actions ont été reprises par l'Espace emploi formation du Sicoval depuis juillet 2018.

Direction départementale des territoires
Une convention d'échange permet au Sicoval d'exploiter certaines données du Fichier national des accidents corporels, constitué et administré par l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR). Ce fichier comporte les données relatives aux accidents corporels de la circulation.

SICOVAL

L'**Observatoire territorial** du Sicoval collecte la donnée auprès de ses partenaires, les centralise, les exploite et les restitue. Il constitue alors une base de connaissance partagée qui permet aux élus de mieux connaître l'évolution du territoire afin d'aider à la décision politique.

L'ensemble des directions du Sicoval ont été mobilisées pour apporter leurs données d'activité.

Notes

Élaboration et rédaction : Sicoval - Maquette : Studio Ogham
Achevé d'imprimer en décembre 2018 sur les presses de l'imprimerie Delort - 500 ex.
Imprim'vert - Iso 26000

Contacts

Direction de la prospective et de l'évaluation

dpe@sicoval.fr
05 81 76 24 61



RAPPORT
DÉVELOPPEMENT DURABLE 2020

Sicoval
Communauté d'agglomération
du Sud-Est Toulousain

RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE 2020

Sommaire

Introduction 4

Comment lire ce rapport ? 5

Quelle est la finalité de ce rapport ? 5

Eléments de contexte 6

Les objectifs mondiaux du développement durable 6

La démarche de développement durable dans la collectivité 8

Quelques chiffres clés 10

Faits marquants 2020 13

Accompagner la transition énergétique 14

Aménager durablement le territoire 16

Habiter durablement 18

Développer les mobilités alternatives 22

Soutenir une économie de transition 26

Tendre vers une alimentation saine et durable pour tous 28

Limiter la production de déchets et améliorer leur valorisation 30

Préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques 34

Respecter la place de la nature 36

Agir pour plus de solidarité et de cohésion sociale 38

Une collectivité exemplaire 42

Edito



2021 débute avec des ambitions, des objectifs et des responsabilités plus fortes que jamais pour notre collectivité et les élus que nous sommes.

Nous faisons face à des transformations majeures : environnementales, sociales, économiques, numériques. Transformations, voire révolutions, qui nous amènent à encore plus de solidarité, d'innovation et d'agilité dans nos politiques publiques.

À cela s'ajoute une crise sanitaire sans précédent, durant laquelle collectivement, élus, services publics, se sont mobilisés pour assurer la continuité de nos interventions, préserver la cohésion et ne pas abandonner l'essentiel, être au service de l'Humain.

Nous ne devons pas être simplement porteurs d'espoir mais créateurs d'avenir, pour tous et encore plus pour les générations futures.

2020, Annus Horribilis, certes, mais année d'actions, et notamment dans le cadre de notre politique de Développement Durable qui fait l'objet de ce rapport annuel. Habiter, aménager, développer les mobilités douces, tendre vers une alimentation saine et durable, limiter les déchets, voilà quelques grandes thématiques illustrées dans ce document.
Développement de projets nombreux donc, mais aussi positionnement fort du Sicoval en termes de partenariats avec en particulier la signature avec l'État et l'Ademe d'un Contrat de Transition Ecologique pour notre territoire (le premier de Haute-Garonne), nous mettent dans les meilleures dispositions pour être là-aussi les précurseurs du Contrat de Relance et de Transition Écologique afin de préparer au mieux l'avenir.

« Résilience » est bien plus qu'un mot et un concept sur notre territoire. Nous allons continuer à travailler sans relâche à réconcilier nos différents écosystèmes, et à mettre en œuvre des solutions durables. Nous participerons alors pleinement à la reconstruction de notre société après la pandémie.
Aujourd'hui rempart face aux crises, faisons que demain nous soyons les facilitateurs d'une vie meilleure, d'un espoir retrouvé, et d'un futur durable.

Jacques Oberti
Président du Sicoval



Introduction

L'actualité climatique est marquée par la parution de **plusieurs rapports** d'importance. Ceux du Groupement intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC), **ont mis en évidence l'accélération du réchauffement global et la nécessité d'augmenter** significativement l'ambition de l'Accord de Paris. Pour cela, des transformations radicales et immédiates doivent s'opérer.

Pour un changement de 2 degrés à l'échelle globale, l'Occitanie subirait un réchauffement plus important qui impliquerait des évènements climatiques exceptionnels de plus en plus fréquents (sécheresse, canicule, tempête, inondation, grand froid).

Ces nombreux rapports invitent plus que jamais à **agir face à l'urgence** : urgence de **contenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C** par rapport à l'ère préindustrielle, urgence de **s'adapter aux changements** déjà à l'œuvre. C'est l'affaire de tous.

Les résultats des dernières élections municipales, ainsi que de nombreuses initiatives locales, témoignent de **l'intérêt croissant** et de l'**engagement fort des citoyens, de la société civile et des collectivités.**

Parmi celles-ci, la **Communauté d'Agglomération du Sicoval occupe une place déterminante.** À travers la gestion de son patrimoine (bâtiments, flotte de véhicules…), l'exercice de ses compétences (transports déléguée à Tisséo, déchets, énergie, eau,…) et les effets indirects de ses orientations sur les pratiques quotidiennes des habitants et des acteurs du territoire (déplacements, logement, alimentation…), elle s'est donné comme **ambition de réduire de 60 % les émissions de gaz à effet de serre du territoire à 2050** (par rapport 2013).

Le présent rapport se veut le **reflet de son action en 2020 dans la lutte contre le changement climatique** et, plus largement, en faveur d'un **développement plus durable et solidaire du territoire**.



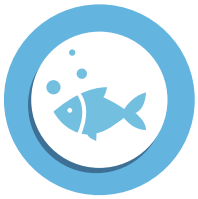
Comment lire ce rapport ?

Pour chaque thématique sont présentés les principaux éléments de contexte et d'objectifs portés par le Sicoval, des chiffres clés et certaines réalisations concrètes mises en œuvre en 2020.

Chaque action présentée concourt à une ou plusieurs des cinq finalités du développement durable, renseignées grâce aux pictogrammes suivants :



LUTTER
contre le changement climatique



PRÉSERVER
la biodiversité, les milieux et les ressources



ASSURER
la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations



CONTRIBUER
à l'épanouissement des êtres humains



ENGAGER
des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

La façon dont ces actions sont conduites participe aussi de la construction d'un territoire plus durable et solidaire. Ainsi, **la concertation avec les acteurs** (élus, partenaires, entreprises, associations, citoyens, etc.), lorsqu'elle a eu lieu, **est signalée par la présence de pictogrammes** précisant le niveau de participation mis en place :



INFORMATION
le public/les acteurs locaux sont informés



CONSULTATION
l'avis du public/des acteurs locaux est recueilli



CONCERTATION
le public/les acteurs locaux échangent autour d'un enjeu et confrontent leurs idées



CO-CONSTRUCTION
Le public/les acteurs locaux participent à l'action, de sa définition à sa mise en place et à son évaluation

Enfin, des éléments budgétaires figurent dans ce rapport aux fins d'être portés à la connaissance des élus de la Communauté d'Agglomération, conformément aux dispositions réglementaires.

Quelle est la finalité de ce rapport ?

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2, **rend obligatoire la rédaction d'un rapport annuel** sur la situation en matière de **développement durable** pour toutes les collectivités locales et **intercommunalités de plus de 50 000 habitants.**

Ce rapport doit faire l'objet d'une présentation aux élus préalablement au débat sur les **orientations budgétaires.** Il est une opportunité pour mettre au cœur des discussions les enjeux du développement durable et les moyens mobilisés/à mobiliser par la collectivité pour y répondre.

Il illustre, à travers quelques actions significatives, **l'engagement de la collectivité en matière de développement durable.** Synthétique, il ne prétend pas à l'exhaustivité. Elaboré avec l'ensemble des services, il est le **fruit d'un travail collectif et participatif.**

Eléments de contexte

Les objectifs mondiaux du développement durable

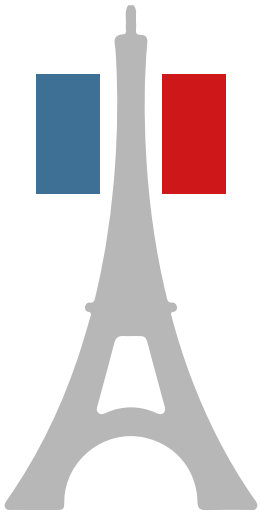


OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD ou Agenda 2030) ont été adoptés en septembre 2015 par 193 pays aux Nations Unies, à la suite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ils constituent **un plan d'action pour la paix, l'humanité, la planète et la prospérité**, nécessitant la mise en œuvre de **partenariats multi-acteurs.** Ils ambitionnent de transformer nos sociétés en **éradiquant la pauvreté** et en assurant une transition juste vers un développement durable d'ici à 2030.

Universels, inclusifs et interconnectés, ces objectifs appellent à l'action de tous et instaurent un langage commun universel. Les ODD constituent un **cadre de référence** pour agir, un **outil de sensibilisation**, une **source d'opportunités économiques** et un **levier de collaboration** multi-acteurs.

Ces **17 objectifs s'accompagnent de 169 cibles liées entre elles**, s'adressant à tous types d'acteurs et précisant leurs contenus. Il est essentiel d'en prendre connaissance en vue d'identifier les ODD les plus pertinents pour notre collectivité.



Du 30 novembre
au 11 décembre 2015

Les enjeux de la COP 21

196
parties
(195 pays + UE)

Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC)

Un accord juridiquement contraignant

↓

Une réduction des émissions de CO2

↓

Un réchauffement global limité à **2°C**

Les enjeux pour l'Europe :



La Loi climat européenne présentée en mars 2020 a pour ambition de réduire de 55 % les émissions de GES à 2030 (au lieu de -40 % précédemment) et devrait faire de l'Europe le « premier continent neutre en carbone » d'ici à 2050.

Les enjeux pour la Région :

La Région Occitanie Pyrénées · Méditerranée

La RÉGION à énergie POSITIVE

Les enjeux pour le Sicoval :

	Objectifs Sicoval à 2030	Objectifs Sicoval à 2050
Emissions de GES	**-19 %** Réduction de 19 % des émissions de Gaz à Effet de Serre par rapport à 2013	**- 60 %** Réduction de 60 % des émissions de Gaz à Effet de Serre par rapport à 2013
Maîtrise de la consommation d'énergie finale	**-12 %** Réduction de 12 % de consommation énergétique par rapport à 2013	**- 50 %** Réduction de 50 % de consommation énergétique par rapport à 2013
Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage	**+70 %** Presque doubler la part de production d'énergies renouvelables sur le territoire par rapport à 2013	**+ 200 % d'ENR** Triplement de la part locale des énergies renouvelables consommées sur le territoire par rapport à 2013

La démarche de développement durable dans la collectivité

La Communauté d'Agglomération contribue au développement durable à travers ses politiques...

Urbanisme et aménagement de l'espace : schéma de cohérence territoriale ; préservation et mise en valeur des paysages, patrimoines architecturaux et urbains caractéristiques du Sicoval.

Gestion intégrée du cycle de l'eau : production et distribution de l'eau potable, assainissement collectif et individuel, lutte contre la pollution (domestique, agricole ou industrielle), surveillance des cours d'eau et des milieux aquatiques, prévention des inondations, gestion des eaux pluviales, entretien et aménagement de cours d'eau, protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

De la ville : développement urbain, développement local, insertion économique et sociale, prévention de la délinquance.

Infrastructures et mobilités actives.

Touristique : stratégie, action et animation partenariale de projets en faveur du tourisme durable.

Climat Air Energie / Biodiversité : actions de maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables / adaptation aux changements climatiques, lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores, préservation de la biodiversité.

Cohésion sociale : mise en place de tarifications incitatives ou sociales, accompagnement des publics fragiles.

Mutualisation avec les communes du territoire.

Habitat : rénovation énergétique des logements, réhabilitation de logements, adaptation de l'habitat pour des personnes âgées ou en situation de handicap.

Développement économique / agriculture : un soutien prioritaire porté à l'innovation et la prise en compte des aspirations sociétales et environnementales du territoire ; la préservation du foncier agricole.

Achats écoresponsables en interne.

Alimentation saine et durable pour tous.

Prévention, collecte et valorisation des déchets, économie circulaire.

...et son Plan Climat Air Energie Territorial 2019-2024.

Le Plan Climat Air Energie Territorial 2019 - 2024 s'inscrit dans la continuité du 1er, adopté en 2012.

Il reconduit la stratégie territoriale visant à lutter contre le réchauffement climatique, développer les énergies renouvelables et maîtriser les consommations d'énergies. Il intègre cependant une nouvelle dimension : la prévention et la réduction des polluants atmosphériques.

À travers ce document, le territoire réaffirme son engagement en faveur de la transition énergétique. En effet, ce PCAET réaffirme des **objectifs particulièrement ambitieux d'ici 2050** puisqu'il vise une **réduction de 60 % des émissions de gaz à effet de serre et de 50 % de la consommation énergétique** du territoire (par rapport à 2013) ainsi qu'une **multiplication par 3** (par rapport à 2012) **du recours aux énergies renouvelables** dans les consommations énergétiques du territoire.

Des objectifs qui s'inscrivent dans ceux portés par la Région Occitanie qui ambitionne de devenir la 1re Région à énergie positive d'Europe.

Le PCAET du Sicoval se décline en 5 axes et 17 objectifs stratégiques. 54 actions en découlent dont certaines ont déjà démarré.

AXE 1

Un territoire en **transition énergétique** (diminution des consommations d'énergie, développement des énergies renouvelables...).

AXE 2

Un air respirable, **un enjeu sanitaire** (diminution du trafic routier, des émissions de polluants liées à l'habitat et à l'agriculture...).

AXE 3

Changement climatique : un territoire concerné et une population vulnérable (atténuation de l'impact du territoire sur le climat et adaptation du territoire au changement climatique...).

AXE 4

Un territoire à entraîner (sensibiliser tous les acteurs du territoire, faire du Sicoval une collectivité exemplaire...).

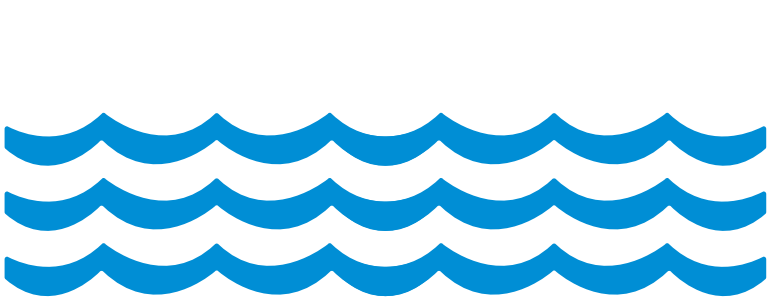
AXE 5

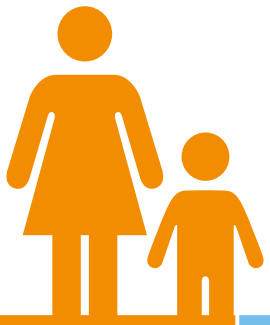
Un programme d'actions efficient (développement des partenariats, trouver des financements...).

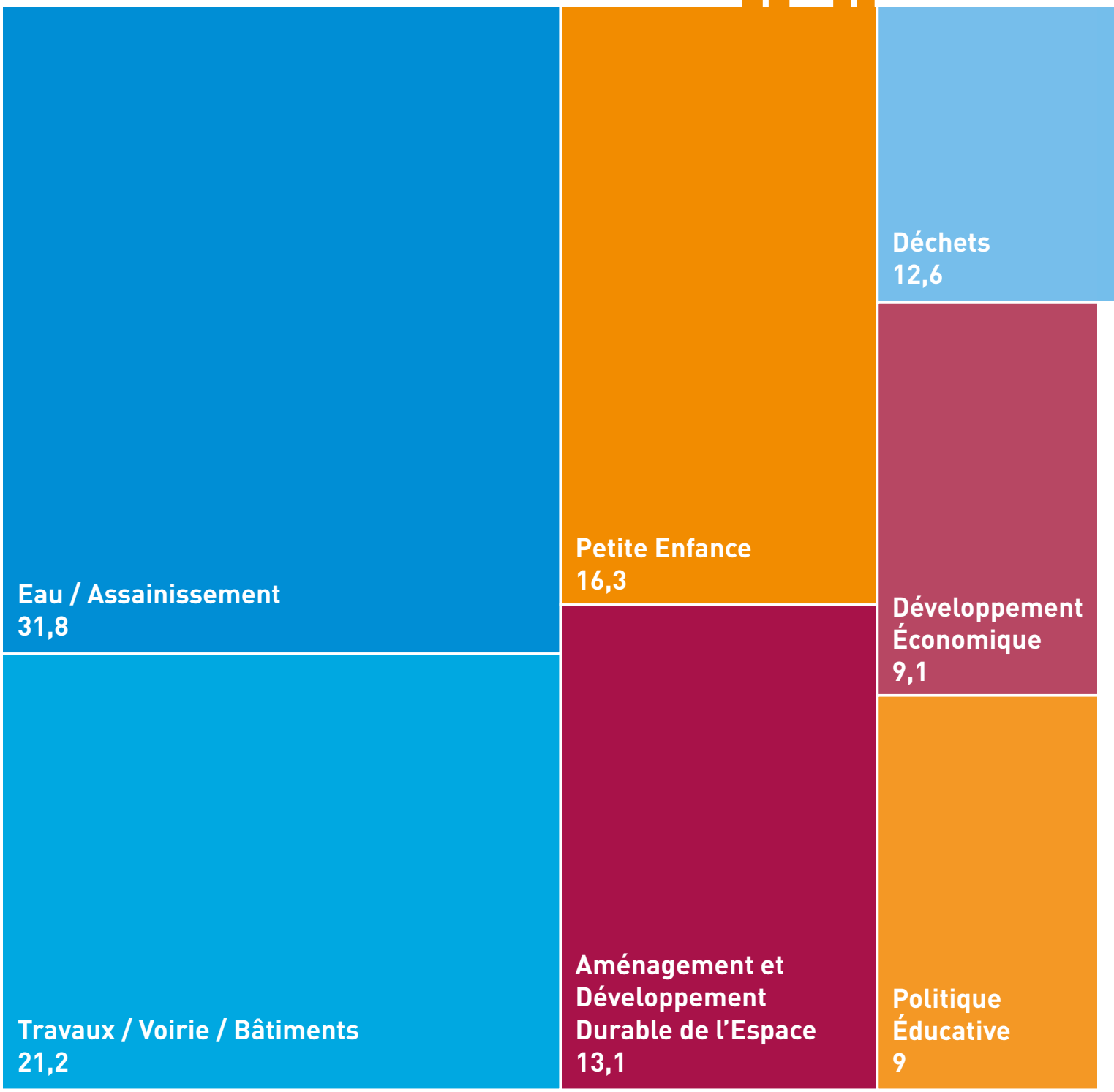
Fin 2020, le niveau d'avancement du plan d'actions du PCAET atteignait 58 %.

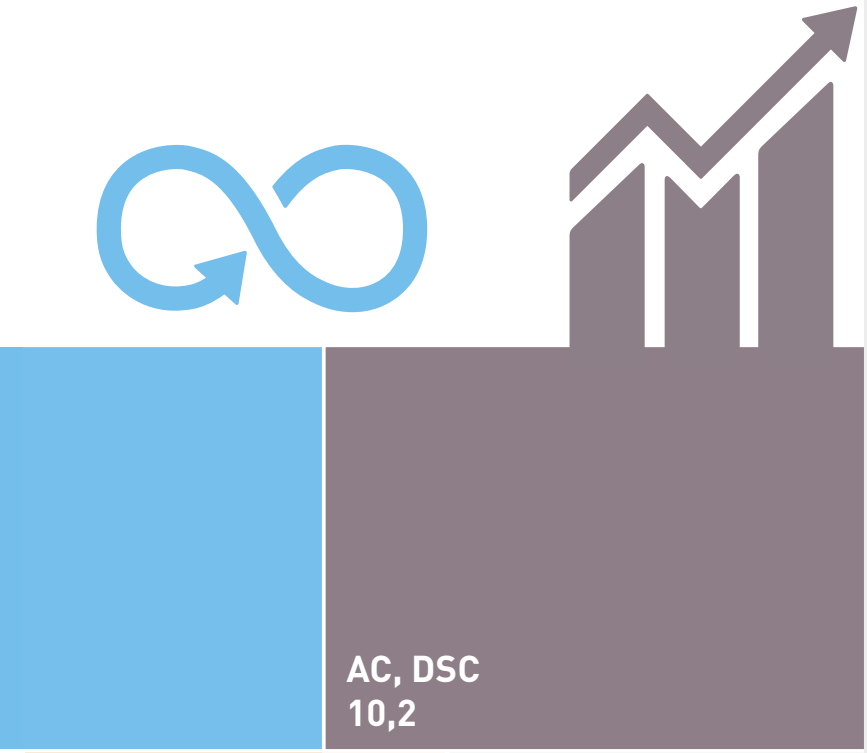
Quelques chiffres clés

Total dépenses 2019 par politiques publiques
(En M€, au Réel, fonctionnement et investissement cumulés)









Développement territorial

- Aménagement et Développement Durable de l'espace
- Développement Économique
- Transition Écologique
- Transports et Déplacements

Service aux habitants, aux communes et cadre de vie

- Eau / Assainissement
- Travaux / Voirie / Bâtiments
- Déchets
- Préservation et Valorisation des Espaces Naturels et Agricoles

Solidarité, cohésion et action sociales

- Petite Enfance
- Politiques éducatives
- Cohésion Sociale
- Soutien à l'Autonomie
- Prévention et Sécurité

Gouvernance et développement durable

- Gestion Administrative et Ressources Humaines
- Numérique et Développement du Système d'Information
- Communication
- Dialogue Citoyen
- Gouvernance des Politiques Publiques

Finances

- Attributions de compensation (AC), Dotations de solidarité aux communes (DSC)
- Autres dépenses
- Solidarité Nationale (FPIC/FNGIR)
- Gestion de la dette

FAITS MARQUANTS 2020






Chaque action présentée concourt à une ou plusieurs des cinq finalités du développement durable, renseignées grâce aux pictogrammes suivants :

LUTTER
contre le changement climatique

PRÉSERVER
la biodiversité, les milieux et les ressources

ASSURER
la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations

CONTRIBUER
à l'épanouissement des êtres humains

ENGAGER
des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

Le niveau de participation citoyenne lorsqu'elle a lieu est signalé par la présence des pictogrammes suivants :

INFORMATION
le public/les acteurs locaux sont informés

CONSULTATION
l'avis du public/des acteurs locaux est recueilli

CONCERTATION
le public/les acteurs locaux échangent autour d'un enjeu et confrontent leurs idées

CO-CONSTRUCTION
Le public/les acteurs locaux participent à l'action, de sa définition à sa mise en place et à son évaluation



Accompagner la transition énergétique

Contexte et objectifs

Le Sicoval s'engage dans la **réduction de la consommation d'énergie** (sobriété et performance), **l'augmentation de la production d'énergie renouvelable** (EnR) et **l'innovation énergétique**. L'habitat et le tertiaire en sont les cibles prioritaires.

Le Sicoval répond aux enjeux de massification des rénovations énergétiques performantes, d'appui au déploiement des énergies renouvelables (bois énergie, solaire (photovoltaïque et thermique), aérothermie et géothermie « basse énergie »), d'accompagnement de la gestion intelligente des réseaux énergétiques et de développement des réseaux de calories (chaud et froid) à base d'énergies renouvelables sur le territoire.

Projets 2020

1// Des projets solaires citoyens sur les toitures des bâtiments intercommunaux et communaux.

En 2016, dans le cadre du premier PCET, le Sicoval a accompagné l'émergence d'un projet citoyen de développement des énergies renouvelables ICEA (Initiative Citoyenne pour une Energie Alternative) jusqu'à la constitution d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), qui compte aujourd'hui plus de 329 sociétaires dont 4 communes du territoire et le Sicoval. **Trois nouveaux toits ont été équipés en 2020**. Aujourd'hui, treize installations photovoltaïques ont été implantées sur des toitures proposées par les communes et le Sicoval. La recherche de nouveaux toits se poursuit.

Plus d'infos www.icea-enr.fr

Chiffres Clés

13 toitures publiques équipées

192 kWc installés

1100 m² de panneaux photovoltaïques

329 sociétaires

350 000 € d'investissement

160 000 € collecte citoyenne

2// Développement de la mobilité Gaz Naturel pour Véhicules (GNV).

Afin de lancer la dynamique, le Sicoval a signé en 2020 un **accord de partenariat** avec la société **Seven**, lauréate de l'appel à projet GNV de l'Ademe pour **l'installation de deux stations d'avitaillement territoriales GNV**. En effet, la communauté d'agglomération, possède un potentiel d'attraction important à la sortie de l'agglomération toulousaine grâce à un accès direct sur l'A61 non encore équipée. La **première station GNV** devrait voir le jour **en 2021 sur un terrain du Sicoval à proximité de l'échangeur de Montgiscard** (Zone Laval Priout à Ayguesvives).



3// Boucle d'eau tempérée sur la zone d'activités Enova Labège-Toulouse : une technologie innovante et durable.

Le projet prévoit la réalisation d'une **boucle d'eau tempérée géothermique** permettant aux futurs bâtiments de disposer d'une **énergie renouvelable et compétitive.**

Ce système permettra de **répondre aux besoins en chaleur et en froid du village numérique**, soit environ **90 000 m² de surface de plancher.**

Pour une telle dimension, un **champ de forage** de près de **350 sondes à 150 m de profondeur**, reliées entre elles et connectées à des pompes à chaleur desservant chaque bâtiment, sera nécessaire. Un complément de chauffage au gaz est prévu en cas de nécessité.

Suite à une étude de faisabilité menée en 2020, le Sicoval planche sur la possibilité de créer un opérateur de production et gestion d'énergies renouvelables, en lien avec la boucle d'eau tempérée.

4// Patrimoine bâti du Sicoval : des travaux pour améliorer la sobriété et l'efficacité énergétique.

Suite à la réalisation d'audits énergétiques, le Sicoval poursuit le programme de rénovation énergétique de ses bâtiments. Celui-ci s'intègre dans le Schéma Directeur d'Economies d'Energie de son patrimoine (approuvé en octobre 2018).

Les travaux de rénovation énergétique de **la crèche « Les petits mousses » à Ramonville-Saint-Agne** en 2019-2020 ont permis d'améliorer ses performances énergétiques. Ainsi, l'installation d'une pompe à chaleur sur forage géothermique vertical, l'isolation du bâtiment par l'extérieur, le remplacement des menuiseries et des luminaires existants ont **permis une réduction de 65 % des consommations d'énergie et de 70 % des émissions de GES.** Grâce à ces travaux, la crèche est aujourd'hui classée énergétique C.



5// Photovoltaique en autoconsommation : installation de trois nouvelles centrales.

Suite à son étude sur les potentiels de développement des énergies renouvelables et de récupération, **le Sicoval** dont l'ambition est de tripler la production d'énergie renouvelable sur son territoire à horizon 2050 (passer de 5,8 % en 2012 d'énergies renouvelables sur l'ensemble des consommations d'énergie du territoire à 17 %) **expérimente le photovoltaïque en autoconsommation.**

Ainsi, **trois centrales photovoltaïques ont été installées en 2019 et 2020.**

Une centrale au sol pour alimenter la **station d'épuration de Labège** (1028 m², 185 kWc, production : 245 MWh/an, taux de couverture : 24 %).

Deux centrales sur les toits de **l'unité de stockage du compost de la station d'épuration Axe Sud à Ayguesvives** (651 m², 131 kWc, production : 174 MWh/an, taux de couverture : 15 %) et du **centre des congrès Diagora à Labège** (374 m², 67 kWc, production : 77 MWh/an, taux de couverture : 12 %).



Et aussi :

> Citergie.

Notre niveau de labellisation est significatif malgré un contexte difficile couplant année électorale et crise sanitaire. **Le niveau de réalisation du programme d'action** est élevé puisqu'il atteint **58 % au bout de deux ans de mise en œuvre.** Ce résultat encourageant démontre que le Sicoval intègre dans ce programme des actions matures permettant un déploiement et des résultats rapides.

> Nouveaux dispositifs de financement via les Certificats d'économie d'Energie (CEE).

Avec le programme ACTEE porté par Soleval – notre agence locale de l'énergie - pour financer des études, de l'accompagnement et des subventions à la rénovation du parc bâti des collectivités. Avec le financement du **Service Public Intégré de Rénovation Energétique (SPIRE)**.

>Conversion de la flotte de véhicules du Sicoval.

En 2020, la communauté d'agglomération a fait **l'acquisition** d'une flotte de **9 véhicules légers et utilitaires GNV / Essence** (172 000 €TTC).



Aménager durablement le territoire

Contexte et objectifs

Il s'agit d'**atténuer le changement climatique en diminuant de 60 % à l'horizon 2050 les émissions de GES** par rapport à 2013 et **en augmentant la séquestration carbone** avec des actions sur les transports et déplacements, sur l'urbanisme et les bâtiments et sur la préservation des ressources.

L'adaptation au changement climatique est quant à elle envisagée à travers la préservation de la biodiversité, de la ressource en eau et des espaces naturels et agricoles, l'adaptation de l'urbanisme au changement climatique (confort d'été par exemple), l'appui à une production locale et la solidarité.

Projets 2020

1// Construction du Centre de loisirs sans hébergement de Castanet -Tolosan.

Les travaux du futur bâtiment accueillant l'ALSH (Accueil de loisir sans hébergement) de Castanet-Tolosan ont débuté en 2020. Ce **bâtiment aux usages mutualisés** accueillera 300 enfants les mercredis et les vacances scolaires dans les locaux de l'**ALSH**, les assistantes maternelles au sein du **Relais des Assistantes Maternelles** et le public dans une **salle polyvalente** à l'accès indépendant. Il disposera à terme d'un **espace restauration collective** (phase 2).

Ce projet bénéficie de l'Appel à projet No Watt de la Région et s'inscrit dans le Contrat de Transition Ecologique lui permettant de mobiliser des financements.

Le bâtiment a pour ambition d'atteindre le niveau le plus élevé du label E+C- à savoir E4C2.

Pour atteindre ce niveau d'excellence, qui fera de l'ALSH l'un des premiers bâtiments bas carbone du territoire, un travail sur la qualité énergétique de la conception du bâtiment a été nécessaire ainsi que le **recours massif au bois et aux matériaux biosourcés**. De plus, les équipements performants et une gestion technique du bâtiment (GTB) permettront de suivre et maîtriser l'efficacité du bâtiment. La production d'énergie renouvelable grâce aux **panneaux photovoltaïque,** le **chauffage par géothermie** et le **rafraichissement par geocooling** permettent au bâtiment d'être à énergie positive.

Les **usagers ont été impliqués** dans la conception du projet aussi bien **sur les usages** du bâtiment que **sur son accessibilité,** y compris en terme de transports (bus, pistes cyclables, cheminements piétons, etc.).

Les travaux d'une durée de 18 mois s'achèveront en juillet 2021. **La mise en service est prévue en novembre 2021.**



2// ZAC du Rivel : Déclaration d'utilité publique une nouvelle étape du projet franchie en 2020 pour ce projet à haute exigence environnementale.

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, le Sicoval implante un **pôle d'équilibre économique au Sud de son territoire,** sur les communes de **Baziège** et **Montgiscard**.

La ZAC du Rivel est un **parc d'activités économiques dédié aux technologies vertes innovantes, aux énergies renouvelables et à l'économie circulaire.** Il a l'ambition de devenir le **premier parc d'activité à énergie positive et bas carbone d'Occitanie.**

La déclaration d'utilité publique de ce projet a été signée par le Préfet en 2020. Les **premiers travaux d'aménagement** devraient débuter **en 2021** pour un projet qui s'échelonnera sur 15 ans et s'articulera autour de **3 grandes phases :**

> **De 2021 à 2022 :** la viabilisation des terrains autour du rond-point de la RD16 et la RD24 puis l'accueil des 1res entreprises.

> **De 2023 à 2027 :** la réalisation de la déviation de la RD16, la suppression du passage à niveau de Montgiscard et la réalisation d'un ouvrage d'art au-dessus de la voie ferrée.

> **De 2028 à 2035 :** la réalisation d'un ouvrage de franchissement du ruisseau le Rivel et la connexion entre les voies de la zone et les voies communales.



Sur 110 ha, le site accueillera des activités économiques (68 % environ), des espaces paysagers (27 % environ) et des espaces publics (5 %) qui mêleront :

- Grande industrie (de 1 à 6 ha).
- Industrie et services (1 à 3 ha).
- Petite industrie, artisanat et PME/TPE (0,5 à 1 ha).
- Conception, recherche et bureaux (2 000 à 5 000 m²).



Et aussi :

> Préservation des terres agricoles : des mesures de compensations au plus près du territoire impacté.

Si la préservation des terres agricoles reste la priorité de la collectivité, ses projets d'aménagement peuvent parfois impacter les filières agricole et agro-alimentaire. A ce titre, le Sicoval, comme tout aménageur, doit en compenser les impacts.

En 2020, la communauté d'agglomération a proposé aux services de l'État, garants de ces compensations, **ainsi qu'aux acteurs institutionnels agricoles** (Chambre d'Agriculture de Haute-Garonne) **de mettre en place un comité d'attribution de ces compensations financières** afin que celles-ci reviennent au plus près du territoire impacté. Ce système sera **déployé dès 2021 avec le versement de 200 000 €** de compensations pour différents projets collectifs agricoles et alimentaires qui seront examinés par le comité (600 000 € au total répartis en trois phases). **Ce système sera étendu** dans la mesure du possible **à tous les acteurs aménageurs qui impactent les terres agricoles de notre territoire.**



Habiter durablement

Contexte et objectifs

Le territoire du Sicoval connait une **croissance démographique supérieure à celle de l'aire urbaine toulousaine**. Cette tendance est principalement liée à l'installation de nouveaux habitants sur le territoire. Les **villes du Nord du territoire** (Auzeville-Tolosane, Catanet-Tolosan, Escalquens, Labège, Pechabou, Ramonville-Saint Agne) **accueillent** à elles seules **53 % de la population de l'Agglo.**

Cette forte croissance ne doit cependant pas cacher **l'accélération du vieillissement** de la population, la **baisse du nombre de jeunes ménages** (30-44 ans) et **l'augmentation** du nombre de **personnes seules et de familles monoparentales.**

Le projet politique 2017-2022 du Sicoval en matière d'habitat s'organise autour de 4 orientations stratégiques.
> Maintenir l'attractivité du territoire.
> Maîtriser la consommation foncière en polarisant le développement de l'habitat.
> Répondre aux besoins diversifiés des ménages et les accompagner dans leur parcours résidentiel.
> S'assurer de la qualité d'usage, de l'adaptation et de la performance énergétique des logements.

Projets 2020

1// Rénovation énergétique des logements : Renoval et le Programme d'Intérêt Général (P.I.G) Amélioration de l'Habitat Privé.

Afin d'accompagner ses habitants dans la rénovation de leur logement, le Sicoval a mis en place l'**opération Rénoval**. Ce **guichet unique,** animé par l'agence locale de l'énergie et du climat **Soleval**, propose un **parcours sécurisé** (de l'évaluation énergétique aux travaux) ; un **accompagnement neutre et indépendant** tout au long du projet ; une **information sur tous les financements** existants ; ainsi que l'**accès à des professionnels qualifiés**. **En 2020,** dans le cadre de la plateforme, **400 ménages ont reçu des conseils** personnalisés pour leurs travaux d'amélioration de la performance énergétique, **9 ménages ont signé un contrat d'audit** avec l'AREC (Agence Régionale Energie Climat) **dans le cadre du nouveau Service Public Intégré de la Rénovation Energétique** de la Région Occitanie **que le Sicoval déploie depuis mars 2020.**

Les ménages éligibles au « Programme d'intérêt Général » Amélioration de l'Habitat privé du Sicoval sont orientés vers l'opérateur **Expertises et Patrimoine** qui leur propose le **montage technique et financier** du dossier ainsi qu'une **visite technique** à domicile avant et après travaux. **En 2020, 61 logements ont été subventionnés pour un montant total de l'ensemble des aides de 925 698 €.** Le montant total de travaux réalisés est de 1 264 890 €TTC. Le reste à charge pour les propriétaires est de 339 192 €.

L'impact énergétique de ces programmes de rénovation **est important** puisque 20 dossiers présentent un gain de 2 étiquettes énergétiques ou plus, et 19 d'entre eux un gain énergétique moyen de plus de 36 % de Kw EP/m².an.

Sur les 47 dossiers engagés en 2020, le **gain énergétique moyen est de 41 % et celui sur les émissions de Gaz à Effets de Serre de 57 %.**

D'un point de vue économique, **29 % des travaux entrepris dans le cadre de Renoval sont réalisés par des entreprises du territoire.**

2// Production de logements et certification : le logement est au cœur de la qualité de vie des habitants.

Le 4e programme local de l'habitat (PLH) du Sicoval décline, sur six années (2017-2022), les réponses à apporter aux besoins en matière d'habitat et d'hébergement, en matière de développement ou d'adaptation de l'offre, cela pour tous les publics, notamment pour les personnes ou ménages aux ressources les plus modestes.
Pour pouvoir répondre à la demande des personnes qui habitent déjà le territoire mais qui souhaitent changer de logement (pour des raisons familiales, d'emploi...) et accueillir de nouveaux habitants, **le Sicoval ambitionne la production d'environ 1 000 logements/an. Un objectif atteint, avec 1 080 logements autorisés en moyenne chaque année depuis 3 ans**. Par ailleurs, **76 % de ces nouveaux logements se situent sur la partie la plus urbanisée du territoire,** ce qui dépasse l'objectif affiché dans différents documents cadres (le PLH du Sicoval et le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la grande agglomération toulousaine).

Concernant les **logements locatifs sociaux ou en accession à la propriété** à prix abordable, les efforts se poursuivent pour en **augmenter la production, afin de répondre** au mieux **aux besoins** exprimés sur le territoire.

L'ouverture d'une Résidence Habitat Jeunes pour les jeunes travailleurs et les jeunes en insertion, ainsi que **l'augmentation** d'une offre de **logements étudiants** permet de **diversifier** l'offre. L'accompagnement des demandeurs est amélioré depuis 2018 grâce à la Conférence Intercommunale du Logement.

Pour lutter contre l'étalement urbain, coûteux en réseaux (eau, électricité...), consommateur de ressources foncières et impactant les paysages naturels et agricoles, **le Sicoval** s'est fixé comme objectifs de **favoriser la production de logements collectifs dans des espaces déjà urbanisés** et de **réduire la consommation foncière des maisons individuelles. Sur ces 3 dernières années, 57 % des logements produits l'ont été dans le cadre du renouvellement urbain et la consommation foncière a atteint son plus bas niveau depuis 15 ans :** 45 hectares (contre 76 hectares entre 2005 et 2007).

Pour **garantir la qualité des logements** proposés sur son territoire, la Communauté d'agglomération du **Sicoval encourage les aménageurs à faire certifier leurs logements** aux normes NF habitat et NF Habitat HQE. Entre 2017 et 2019, ce sont presque 900 logements neufs qui ont reçu l'une de ces deux certifications. Et **451 demandes supplémentaires de certification sont en cours.**



3// Le Sicoval lauréat de l'appel à projet de l'Ademe pour réaliser son Schéma directeur immobilier et énergétique.

Le Sicoval dispose d'un patrimoine immobilier affecté à des utilisations variées : crèches, centres de loisirs, pépinières d'entreprises,...

Établir un Schéma directeur immobilier et énergétique, permettra de **gérer le patrimoine immobilier** de la collectivité **de manière rationnalisée et adaptée pour réduire les consommations énergétiques** qu'il engendre.

Ce schéma qui associe l'ensemble des parties prenantes, définira la **stratégie immobilière** de l'agglomération sur l'ensemble de son patrimoine **grâce à l'étude des consommations et des usages** de tous ses bâtiments. Il permettra de **prioriser les actions en rénovation ou en mutation** (vente de certains bâtiments).

Le Sicoval, lauréat de l'appel à projet de l'Ademe en 2020, au côté des communes de Castanet-Tolosan et Ramonville Saint-Agne, également lauréates, bénéficiera d'**un soutien méthodologique financé à 100 % par l'ADEME et la Banque des Territoires.**



Et **aussi :**

> Mise en accessibilité du patrimoine communautaire.

Le Sicoval met en conformité et améliore l'accessibilité de ses équipements et de ses établissements sur tout le territoire.
Conformément à la loi du 11 février 2005, Le **Sicoval a élaboré son Agenda d'Accessibilité Programmée** (Ad'AP) **en 2015 et s'est engagé à réaliser et financer les travaux nécessaires d'ici fin 2021.**
Les mises en accessibilité des bâtiments dédiés à l'enfance et la petite enfance (66 % des Etablissement Recevant du Public (ERP) du Sicoval) ainsi que ceux au taux d'accessibilité le plus bas ou inscrits dans le programme de rénovation énergétique (mutualisation des travaux) ont été priorisées par la collectivité.
Les travaux programmés en 2020 de mise aux normes d'Agora-Diagora – Labège (132 700 €HT) non réalisés en raison de la crise sanitaire, sont reportés en 2021.

> Construire dans son jardin pour préserver les terres naturelles et agricoles.

Le Bimby (« Build in My Back Yard », littéralement, « **construire dans mon jardin** »), est un concept qui consiste à l'agrandissement de sa maison individuelle ou la division de sa parcelle déjà construite pour y accueillir de nouveaux voisins. **Le Bimby préserve les terres naturelles et agricoles en évitant le mitage** (éparpillement des équipements, des habitations...).

En 2020, un **guide du Bimby édité par le Sicoval** fait le point sur les bonnes pratiques et les formalités à accomplir avant de se lancer. Cette **action de sensibilisation,** soulignée par les services de l'Etat en 2020, **a permis une augmentation des autorisations d'urbanisme en intensification** (découpage parcellaire) par rapport au diffus.









Développer les mobilités alternatives

Contexte et objectifs

Le Sicoval déploie sur son territoire une offre de mobilités actives et d'intermodalité, en cohérence avec le Projet Mobilités de l'agglomération toulousaine (PDU) pour renforcer l'usage des deux ouvrages majeurs (métros) programmés à savoir la connexion ligne B (CLB) et la 3e ligne.

Projets 2020

1// Ouverture de la Station V, La Maison des Mobilités cyclables du Sicoval.

Station V répond aux volontés du Sicoval et de Tisséo Collectivités de **compléter la desserte en transports en commun de la zone d'activités Enova Labège-Toulouse** par des solutions d'Ecomobilité, **favorisant** plus particulièrement **l'usage du vélo** pour les déplacements courts.

Ce nouveau service s'inscrit dans le plan d'actions du Projet Mobilités 2020.2025.2030 porté par Tisséo Collectivités et les objectifs des Schémas Directeurs Cyclables d'agglomération et du Sicoval.

Ce projet est acccompagné par la « **Communauté des Modes Actifs et de la glisse urbaine** », instance de co-construction mise en place par le Sicoval. Il est soutenu par l'ADEME dans le cadre de l'**appel à projet « Vélos et Territoires »** - programme AVELO.
Depuis juin 2020, c'est l'association La Maison du Vélo de Toulouse qui en assure l'exploitation et la gestion.

Station V propose la **location de vélos** (classiques Tisséo ou adaptés : VAE, cargo,...) ainsi que **des services** et de nombreuses **animations** : découverte et repérage d'itinéraires, conduite du vélo en milieu urbain, ateliers de réparations et d'autoréparation, conseils à la location ou à l'achat de vélos, marquage Bicycode, accompagnement des entreprises en démarche de plans de mobilité employeur, vente de produits liés à la sécurité routière, à l'entretien des vélos et à l'équipement des cyclistes.

Station V exploite le **parc de stationnement vélo Tisséo en proximité de la gare SNCF Labège**, (capacité de 80 accroches vélos) et la vente de titres de transport Tisséo.



2// Des avancées pour la 3e ligne de métro et la Connexion Ligne B (CLB).

Les **arrêtés de déclarations d'utilité publique** de la 3e ligne de métro et de la connexion ligne B ont été signés par le Préfet le **7 février 2020**.

La connexion ligne B sera constituée par le prolongement de la ligne B de métro entre le terminus actuel de Ramonville et la station Institut National Polytechnique (INP) sur la zone d'activités Enova Labège Toulouse. La station INP sera une station commune avec la 3e ligne de métro, laquelle se prolongera jusqu'au pôle d'échanges multimodal de Labège La Cadène. La CLB desservira également le Parc technologique du canal de Ramonville et son extension.

Jusqu'à présent, les plannings 3e ligne et CLB étaient concomitants, avec une mise en service prévue en 2025.

Il est annoncé fin 2020, un **décalage de la mise en service de la 3e ligne à horizon 2028** et une déconnexion temporelle des projets avec **une mise en service de la CLB en 2026.**

L'année 2020 a permis de poursuivre les études techniques CLB, de compléter les dossiers administratifs environnementaux qui seront validés au 2e semestre 2021 avec une procédure allégée par rapport à la 3e ligne du fait des autorisations déjà obtenues dans le cadre du projet initial de prolongement de la ligne B (PLB). Ainsi, une nouvelle enquête publique ne sera pas nécessaire. La validation des études d'avant-projet en mai 2021 permettra d'affiner les caractéristiques du projet y compris le planning associé.

En 2020, a été également élaboré le **pacte urbain sur le périmètre 3e ligne – CLB – Ligne Aéroport Express (LAE)** qui vise à articuler dans le temps le **développement de l'urbanisation** avec le **développement de l'offre de mobilités**. Les signataires de ce document sont : le Conseil Départemental, le Conseil Régional, Tisséo Collectivités ainsi que Toulouse Métropole, le Sicoval et les communes concernées. Le pacte urbain a été présenté lors du comité syndical du 16 décembre 2020 et sera approuvé par les partenaires en 2021.



3// La Communauté des Modes Actifs du Sicoval s'agrandit au Sud.

Le Sicoval a initié et anime la **Communauté des modes actifs** (CMA), **instance de concertation** qui associe et mobilise divers acteurs **autour du développement du vélo et de la marche** (représentants d'entreprises, associations, élus locaux et partenaires).

La CMA a réalisé un **diagnostic des usages et des infrastructures actuels** et a proposé une feuille de route préconisant des améliorations du réseau ou le développement de nouveaux services. **Treize actions prioritaires** ont été identifiées et toutes ont été engagées dès 2019. **Fin 2019, sept actions** étaient déjà **finalisées.**

En 2020, la démarche de la CMA est maintenue avec la poursuite de la **réalisation du plan d'actions** ainsi que la **création d'une antenne** supplémentaire **sur le territoire Sud du Sicoval.**

L'accompagnement de l'AREC est reconduit pour un montant de 30 000 € ainsi que le soutien de l'Ademe et des Certificats d'Economie d'Energie dans le cadre du dispositif « AVELO ». Les 3000 € de budget participatif alloués à la CMA ont permis de mener des actions de communications.
En 2020, la mise en œuvre du Schéma Directeur Cyclable du Sicoval a été ralentie par le contexte de crise sanitaire et de différé partiel des élections. Le Sicoval a néanmoins mobilisé un budget de **50 000 € pour le déploiement de services vélo** (évolution de la Maison de la mobilité en « Station V », bénéficiant du soutien du dispositif « AVELO ») et de **190 000 € pour les aménagements et la sécurisation d'itinéraires cyclables** essentiellement sur la ZAC Enova Labège-Toulouse (plateau traversant et bandes cyclables Rue Marco Polo, sécurisation, jalonnement et stationnement, réfection de l'accès cyclable Nord).

4// Enova Labège-Toulouse : vers un nouvel accès dédié aux modes actifs.





Le Sicoval s'est engagé à mener les études nécessaires à la **réalisation d'un nouveau franchissement de la voie ferrée Toulouse-Narbonne entre le quartier Enova Labège-Toulouse** (au Nord du centre commercial) **et la route de Labège (RD16)**.

Le franchissement sera dédié aux modes actifs : piétons et cycles. Il permettra d'**accéder à la future station de métro INP**, desservie par la 3e ligne de métro et la connexion ligne B (CLB) depuis la RD16 et plus largement Toulouse et Saint-Orens.

La **construction d'un parking-dédié à la dépose / reprise de covoitureurs** est également envisagée afin de compléter le dispositif et permettre aux usagers de se faire déposer à proximité de la future station INP.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet urbain Enova, ainsi que du schéma directeur cyclable d'agglomération coordonné par Tisséo Collectivités.

Les **études préliminaires** d'un montant estimé à **115 000 €** permettront notamment de **définir le programme technique**, les coûts, les modalités de réalisation et le planning associé à l'opération. Elles seront suivies d'études de niveau Avant-projet puis Projet avant sa **réalisation à l'horizon 2025.**

Et **aussi :**

> Requalification de la piste cyclable permettant l'accès Nord à Enova Labège-Toulouse.

En 2020, pour pallier aux mouvements des sols argileux et à la problématique récurrente de fissuration des structures et revêtements de la piste cyclable, le Sicoval a posé une « géogrille », permettant d'isoler partiellement la partie supérieure de la structure des fissures de l'assise. Le choix d'utiliser des enrobés lisses sur les sections traitées correspond à la volonté d'**assurer le maximum de confort et de sécurité des usagers**, quel que soit leur mode de déplacement (vélo, trottinette ou autre).

> Suppression du passage à niveau d'Escalquens.

Le **passage à niveau n°196** situé au croisement de la RD 79 et de la ligne ferroviaire Toulouse-Narbonne, **présente** pour la SNCF **un fort risque d'accident**. L'avenue de la gare ne permettant pas d'accueillir l'ouvrage de franchissement de la voie ferrée, il a été décidé de **créer une voie nouvelle, entre la RD 79 et la RD 16 qui franchira en aérien la voie ferrée.**

Les travaux pour la création d'un giratoire chemin de la Masquère, ainsi que les voies qui permettront son raccordement au futur pont et sa connexion à l'avenue de la gare ont débuté en septembre 2020.

Coût du projet : 11,2 M€.
Financement : SNCF, Département 31, Région Occitanie, Sicoval, Commune d'Escalquens.
Mise en service : 2022.

> Edition de deux guides pratiques pour promouvoir le vélo sur le territoire.

En 2020, le Sicoval a élaboré en collaboration avec la Communauté des Modes Actifs du Sicoval, **deux guides pratiques pour encourager les déplacements à vélo.** Ces guides ont pour objectif de démontrer que le vélo, seul ou en complément des transports en commun, constitue une solution concrète et durable de mobilité.









Soutenir une économie de transition

Contexte et objectifs

Le Sicoval est engagé dans une démarche innovante pour **accompagner et soutenir une transition écologique génératrice d'activités économiques et d'opportunités sociales**. L'agglomération veut démontrer par des actions concrètes que l'**écologie est un moteur de l'économie** permettant de **développer l'emploi local** (structuration de filières, développement de nouvelles formations). Le Sicoval agit au côté de tous les acteurs du territoire, publics comme privés, pour traduire concrètement la transition écologique sur des projets au service du quotidien des habitants et des salariés de son territoire.

Projets 2020

1// Éco-Bâtival : lancement de l'étude de faisabilité.

En plein cœur de la ZAC du Rivel sera implantée la **cité à énergies positives, Éco-Bâtival.** Ce projet a pour ambition de devenir un **lieu phare de la construction durable** (réemploi de matériaux, matériaux biosourcés, etc.) **et de l'économie circulaire.** Imaginée pour être un véritable **lieu d'échanges et d'informations**, elle accueillera les professionnels et les particuliers.

Aujourd'hui ce projet unique et exemplaire au niveau national, fait l'objet d'une **étude de faisabilité**. Lancée en 2020, en partenariat avec la Banque des Territoires, celle-ci permettra d'**approfondir le positionnement du projet et l'offre de services** ; d'étudier la faisabilité économique, le montage juridique et la gouvernance. Dès aujourd'hui, la communauté des acteurs réunis autour du projet Eco-Bâtival imagine des actions concrètes.



2// CTE : Un Contrat pour accélérer la Transition Écologique.

Accélérer la transition écologique sur le territoire du Sicoval telle est l'ambition du Contrat de Transition Écologique (CTE) adopté en janvier 2020.

Pluriannuels, ces contrats permettent aux territoires de **bénéficier d'un accompagnement de l'État pour concrétiser leurs actions et mobiliser des financements**. Ils rassemblent les collectivités, les entreprises locales, les associations et les citoyens autour d'un projet commun de territoire et intègrent les trois volets du développement durable : environnemental, économique et social.

Le **Sicoval est le seul territoire à avoir été retenu en Haute-Garonne** parmi les 61 nouveaux territoires engagés au niveau national depuis juillet 2019.

Le CTE du Sicoval s'articule autour de 4 axes :

- mettre l'économie au service des transitions,
- construire durable,
- développer les énergies renouvelables,
- favoriser la mobilité durable.

Le CTE du Sicoval regroupe 11 actions : le Projet alimentaire de territoire, le programme Rénoval, la boucle d'eau tempérée par géothermie d'Enova Labège-Toulouse, la ZAC du Rivel, les projets de mobilités actives,...

3//Club climat : KonecTeam une plateforme collaborative en faveur du développement de l'économie circulaire.

Faute de pouvoir organiser un évènement d'ampleur pour dynamiser la Charte Climat entreprise (ou Club Climat) en 2020 en raison du contexte sanitaire, le Sicoval maintient ces actions pour **entretenir la dynamique initiée en 2019.**

En particulier, autour d'une plateforme collaborative, à l'initiative de l'entreprise Leroy Automation et développée par la startup KonecTeam (hébergée à la pépinière Prologue). Cette application web et mobile a pour objectif de **fédérer tous les collaborateurs d'une entreprise ou d'une zone d'activités du Sicoval en générant du lien social, des synergies inter et intra entreprises dans la perspective d'un maillage territorial.** Conçue pour accroître la notoriété locale, mutualiser les besoins, développer le business local, poursuivre les efforts environnementaux, elle est accessible aux chefs d'entreprises et aux salariés.

Aujourd'hui, **67 entreprises** du territoire ont déjà répondu favorablement au projet. Des entreprises **de toutes tailles, tous secteurs d'activités confondus** : Thalès, CEA Tech, Leroy Automation, Coca-Cola, La Toulousaine, Centre commercial Labège 2, etc.

Par ailleurs de **nombreux échanges** ont eu lieu en 2020 entre les signataires de la Charte Climat et les membres du Club Climat **pour diffuser des informations sur les aides à la mobilité durable, à l'efficacité énergétique, à la compensation carbone**,...

4//Crise sanitaire : le Sicoval s'engage auprès des entreprises, commerces et communes de son territoire.

Depuis le début de la crise sanitaire, le Sicoval s'engage auprès de la Région Occitanie et des communes pour essayer d'en **limiter les conséquences économiques et sociales**. Tout d'abord, l'agglo a débloqué une enveloppe de **835 000 €** qui a permis de **soutenir financièrement 550 très petites entreprises de son territoire** intervenant dans les secteurs du commerce de proximité, de l'artisanat, de l'évènementiel en s'adossant aux dispositifs (Fonds de solidarité exceptionnel Occitanie et fonds l'Occal) mis en place par la Région Occitanie.

Ensuite, le Sicoval a **exonéré 250 entreprises du paiement de la contribution foncière des Entreprises** pour un montant de **488 000 €.**

Par ailleurs, le Sicoval a **augmenté en 2020 les montants de dotation de solidarité communautaire** (DSC), versée par le Sicoval aux communes tous les ans afin de les aider à prendre en charge l'attribution d'une aide compensatoire à la perte de revenus des ménages du territoire en raison de la crise sanitaire.



Et aussi :

> Click'N Co, une plateforme pour soutenir les commerces fragilisés par les périodes de confinement.

Suite au deuxième confinement national d'octobre 2020, le Sicoval a mis à disposition des artisans et commerçants du territoire, la plateforme « Click'N Co » qui les recense et leur permet de créer leur propre boutique en ligne pour valoriser leurs produits. Ce nouveau service permet aux consommateurs de commander par internet ou téléphone et de retirer leurs achats en magasin.



Tendre vers une alimentation saine et durable pour tous

Contexte et objectifs

Entre villes et campagnes, marchés de ville et producteurs locaux, **le Sicoval est le terreau idéal pour le développement d'un Projet Alimentaire Territorial** (PAT) qui aborde l'alimentation sous toutes ses formes : Aménagement et urbanisme, Accessibilité à une alimentation de qualité pour tous, Culture et gastronomie, Économie alimentaire, Environnement et santé.

L'agriculture représente environ 58 % de la superficie de l'agglomération avec 260 exploitations en grandes cultures, élevage, maraîchage. Près de **126 agriculteurs exploitants produisent sur le territoire et approvisionnent ses habitants** en viandes, fruits et légumes, produits laitiers, produits de la ruche, et autres produits « insolites » comme le safran. Certains d'entre eux pratiquent la vente directe sur leur exploitation, sur les différents marchés alimentaires de l'agglomération ou dans un magasin de producteurs.

Projets 2020

1// Lancement du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Ce projet de territoire a pour objectif d'**offrir une alimentation saine et locale à tous ses habitants au travers d'un modèle agricole et alimentaire équitable, plus durable et plus responsable.**

Le projet alimentaire territorial représente **une opportunité d'accélérer la transition agricole et alimentaire** sur notre territoire **en facilitant l'accès à une alimentation saine et de qualité, issue d'une agriculture locale durable** (rémunératrice, créatrice d'emplois, respectueuse de l'environnement...).

L'objectif du projet alimentaire est de **définir un programme d'actions partagées** dans le but de **relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans nos communes** en créant des conditions favorables à l'installation d'agriculteurs, au développement de circuits courts et en rendant l'accès aux produits locaux de qualité plus facile au plus grand nombre.

En engageant une démarche de PAT, le Sicoval souhaite **entraîner l'ensemble des acteurs pour faire de l'alimentation saine, locale, de qualité, pour toutes et tous, une véritable politique publique.** Il souhaite également se mettre en cohérence avec les nouvelles pratiques et attentes des consommateurs, qui privilégient de plus en plus un approvisionnement local et respectueux de l'environnement.





2// Elaboration du diagnostic partagé de l'alimentation et de l'agriculture.

Ce PAT est un **"Projet de territoire" co-construit avec** les acteurs du territoire : **agriculteurs, entreprises agroalimentaires, artisans, commerçants, partenaires institutionnels, habitants, communes, associations.**

L'élaboration du PAT est ainsi l'occasion d'une concertation élargie et d'un travail à court/moyen/long terme afin de **fixer un cap commun** et de **concevoir une stratégie et un programme d'actions partagées** par tous les acteurs.

En 2020, le diagnostic a débuté par une **concertation grand public en ligne « Quelles sont vos habitudes alimentaires ? »** à l'automne suivie par plusieurs **ateliers de co-construction thématiques** en fin d'année.

Au 1er trimestre 2021, le Sicoval déposera sa candidature auprès de l'appel à projet Programme National de l'Alimentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de bénéficier de moyens supplémentaires pour poursuivre et animer sa démarche.

La **2e phase de co-construction de la stratégie et du plan d'actions débutera au printemps 2021.**

Et aussi :

> Silocal et le Guide Manger Local.

Le **premier confinement** a été l'occasion de donner un **coup de projecteur à nos agriculteurs locaux** et d'offrir un **service de proximité aux consommateurs** du territoire. En effet, producteurs et commerçants de proximité ont dû adapter leurs activités pour approvisionner les consommateurs en produits frais.

Le Sicoval a mis à la disposition des habitants une **liste non exhaustive des producteurs et commerçants du territoire** qui proposent des achats à emporter ou en livraison dès le mois de mars. Il a élaboré **un guide pour découvrir les circuits courts alimentaires fin 2020.**







Limiter la production de déchets et améliorer leur valorisation

Contexte et objectifs

Dans le cadre de la réduction des gaz à effet de serre et de la préservation des ressources, la réduction des déchets est une des priorités des lois relatives à la transition énergétique, au gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire.

Le Sicoval est pleinement engagé dans une politique ambitieuse afin de limiter la production de déchets et d'améliorer leur valorisation, ceci dans le cadre de son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Il s'agit d'un document réglementaire qui **fixe des objectifs** de prévention des déchets **à l'échéance 2024**, notamment en matière de réduction des déchets produits sur son territoire et de gestion des déchets in situ en particulier sur les biodéchets. Issu des lois Grenelle 2 et Transition Energétique pour la Croissance Verte, le **PLPDMA définit les mesures et actions visant à amoindrir les impacts des déchets sur l'environnement**.

Le PLPDMA du Sicoval se décline en 4 axes pour 14 actions déployées entre 2019 et 2024. **Il affiche des objectifs ambitieux pour 2024 :**

- **Réduire de 15 %** les déchets ménagers et assimilés, soit - 23 kg par habitant/2016.
- **Réduire de 37 %** les ordures ménagères résiduelles, soit - 24 kg par habitant/2016.
- **Valoriser à 60 %** les déchets non dangereux (matière organique et recyclage).
- Viser l'objectif quantitatif de réduction associé au compostage **de 18 kg/hab** (60 % des 31kg potentiel de réduction PLPDMA).

La mise en œuvre d'une **dynamique d'économie circulaire** est un levier important de la transition écologique qui **concourt également à la prévention et la réduction des déchets**.

Faire évoluer les missions et compétences du Sicoval, en s'adressant à tous types d'acteurs du territoire, en traitant l'ensemble des flux associés aux activités économiques et en raisonnant sur chaque étape du cycle de vie des biens, services ou politiques publiques permettra la réduction des prélèvements des ressources et des impacts environnementaux liés.





Projets 2020

1// Collecte bio-déchets.

Les bio déchets représentent encore 27 % du contenu de la poubelle grise dont 17 % (26 kg /habitant/an) sont compostables (source Etude caractérisation OM -Sicoval 2017).

La prédominance de l'habitat individuel est propice à la pratique du compostage domestique. Toutefois, la **part importante d'habitat collectif** (40 %) ainsi que la **présence de nombreux professionnels de la restauration** sur le territoire **oriente la collectivité vers la recherche de nouveaux dispositifs** tels que la collecte séparée des biodéchets (tout déchet non dangereux biodégradable issu de parc ou de jardin, ainsi que tout déchet alimentaire, restes de cuisine ou gaspillage alimentaire), la mise en place de composteurs partagés pour **donner à chacun la possibilité de composter sur son lieu d'habitation ou de travail**.

Depuis le 1er septembre 2019, le Sicoval propose aux producteurs de biodéchets professionnels un service de collecte spécifique.

En 2020, 50 tonnes de biodéchets ont été collectés auprès de 21 professionnels de la restauration, des commerces de bouche et de la restauration collective (cantines scolaire des écoles de Montgiscard et Labège, Lycée La Cadène à Labège, un restaurant universitaire et la cuisine centrale du Sicoval).

Un excellent résultat (8,6 tonnes collectées en 2019) même si les périodes de confinement liées à la crise sanitaire ont entraîné une forte baisse des tonnages et un retard dans la mise en place de nouveaux partenariats avec des professionnels (cuisine centrale Ramonville, BioCoop Labège...).

2// Matériaux recyclés sur nos routes.

Chaque année, **50 000 kilomètres de route sont rénovés.** Cela représente **34,5 millions de tonnes de matériaux.** La valorisation et le recyclage des déchets produits sont donc un enjeu majeur de l'économie circulaire.

Le Sicoval maître d'ouvrage joue un rôle essentiel pour faire évoluer les pratiques dans les orientations qu'il donne à travers la commande publique et la manière de concevoir ses projets.

Aujourd'hui dans le cadre de son marché à bons de commande voirie, **le Sicoval respecte les objectifs d'utilisation des matériaux alternatifs lors de travaux routiers, fixés par la loi de transition énergétique du 17 août 2015.** Ainsi au moins 20 % des matériaux utilisés dans les couches de surface et 30 % de ceux exploités dans les couches d'assise, lors de chantiers d'entretien et de construction, sont issus de réemploi sur site ou de la valorisation de déchets.

Par ailleurs, **pour les couches de forme des chaussées, le Sicoval met en œuvre trois techniques particulièrement durables.**

La première consiste dans le **traitement en place** grâce à l'utilisation d'un liant hydraulique (chaux-ciment) mélangé au sol existant (argile, limon, sable,...). Cette technique permet de réduire de 38 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à une technique classique.

La seconde est **l'utilisation de mâchefers** c'est-à-dire les résidus solides issus de la combustion des déchets ménagers qui après traitement (extraction des métaux, des imbrulés, criblage et concassage) seront transformés en grave de mâchefer et utilisés en couche de forme. Cette technique est toutefois limitée dans son usage et interdite à proximité de zones inondables, des cours d'eau,...

La troisième est la **valorisation des déchets de construction** (béton recyclé et concassé).

Toutes **ces techniques permettent d'économiser les ressources naturelles, de limiter les transports de matériaux et, ainsi, la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.**

En 2020, ces trois techniques ont été utilisées.
Traitement en place : Commune de Castanet-Tolosan - Parking Brel (106 places) avenue Mendes France. Surface totale = environ 2700 m² / Coût (partie voirie sans rétention pluvial) = 219 000 € H.T. Économie de 40 000 € HT par rapport à une solution granulaire.
Béton recyclé : Commune d'Escalquens / ZAC La Masquère / Mise en œuvre couche de forme sous trottoirs 3 862 m².
Mâchefers : Commune d'Escalquens / Rue des Ormeaux / Mise en œuvre couche de forme sous chaussée 360 m³.



3// Bilan du programme Territoire 0 déchet 0 gaspillage (TZDZG).

Le Sicoval a dressé en 2020 le bilan de ses 3 années de participation au programme TZDZG de l'Ademe. Durant la période 2016-2019, le Sicoval a bénéficié de **300 000 € d'aides afin de dépasser les objectifs de la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (TEPCV) en matière de réduction des déchets**.

Afin de prolonger la dynamique insufflée par le programme TZDZG, **le Sicoval s'est engagé sur la période 2020-2024,** entre autres, à une **réduction de 37 % des Ordures Ménagères Résiduelles** (OMR) **et de 17 % des Déchets Ménagers et Assimilés** (DMA). Si le contrat a été rempli dès 2020 pour les OMR, il est plus difficile à atteindre pour les DMA, en raison d'apports plus importants en déchèterie.

4// GD6D

Le Sicoval labellisé "Territoire Zéro Déchet - Zéro Gaspillage" cherche, depuis plusieurs années, à prévenir / réduire le tonnage des déchets sur son territoire et à améliorer sa qualité de tri.

Si, dès 2016 la **redevance incitative a permis** à la communauté d'agglomération **de réduire significativement sa production de déchets,** le Sicoval reste convaincu qu'il faut **accompagner les habitants à changer leurs pratiques** pour produire moins de déchets et mieux utiliser le service mis en place par l'agglomération.

Pour ce faire, **depuis octobre 2020, le Sicoval expérimente** avec E3D-Environnement et Suez son prestataire de collecte, **« GD6D » un programme d'accompagnement du changement** des comportements pour réduire les déchets, économiser l'énergie et l'eau, changer ses pratiques de consommation auprès de 1800 foyers répartis sur 4 communes (Ramonville-Saint Agne, Castanet-Tolosan, Auzeville-Tolosane et Montgiscard).

Par cette action, le Sicoval, souhaite comprendre comment accompagner ses habitants vers une meilleure gestion des déchets, **la création d'initiatives locales pour améliorer le tri, accompagner / améliorer le fonctionnement de la redevance incitative.**





5// Achats de broyeurs mutualisés.

Dans le cadre de l'appel à projet de l'Ademe et de la Région « Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie », **le Sicoval accompagne les communes** du territoire **pour l'achat de broyeurs de déchets verts mutualisés** subventionnés à hauteur de 50 %.

En 2020, deux dossiers de candidature ont été déposés. Le premier pour les communes d'Aureville (porteuse de l'achat), Auzeville-Tolosane, Pechbusque et Vigoulet-Auzil qui ont réceptionné leur broyeur en septembre 2020. Le second concerne les communes d'Issus (porteuse de l'achat), Montbrun, Corronsac, Espanès et Noueilles, la réception du broyeur est prévue au deuxième semestre 2021.

Le Sicoval accompagne les communes sur le **choix du matériel** et la **rédaction de leur dossier de candidature**. Il formalise la **convention de partage financier** (reste à charge après subvention) **et de fonctionnement** qui sera signée par les communes du groupement (nombre d'heures d'utilisation par commune, calendrier et règles d'utilisation du matériel, entretien et maintenance du matériel,...).

Le Sicoval est engagé auprès des partenaires **sur le volet sensibilisation et mise à disposition des habitants** sur des journées spécifiques. Compte-tenu du contexte sanitaire aucune action grand public n'a été menée en 2020.

6// Une ressourcerie bientôt sur le territoire.

Le Sicoval, labellisé Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, soutient l'implantation d'une ressourcerie sur son territoire.

En **partenariat** avec la **commune de Castanet-Tolosan, l'agglomération concrétise ce projet en s'engageant sur son financement.**

L'association la Rafistolerie, qui porte ce projet, a lancé une **campagne de financement participatif sur la plateforme Hello Asso** pour soutenir la récupération, la valorisation et la revente de ces objets de seconde main.

Ces dons permettront à l'association de **créer la Ressourcerie en 2021, dans un local situé à Castanet-Tolosan.**



Et aussi :

> Le Sicoval soutient l'Appel à projets « Booster circulaire » avec Valdelia.

Cet appel à projet a pour vocation d'accompagner les acteurs de l'ameublement/agencement pour recycler du mobilier en fin de vie. Ce dernier sera re-designé puis revendu par la CAMIF.

> Bacs de collecte déchets en fin de vie revendus et recyclés.

En 2020 ce sont plus de 900 bacs et 700 couvercles qui ont été valorisés.

> Réemploi des fournitures de bureau suite au déménagement des services du Sicoval vers le nouveau siège « Diagonale » à Labège.

Les agents ont participé à une grande collecte de fournitures de bureau encore en bon état. Classeurs, chemises, bannettes, parapheurs... plus de 1 000 objets ont été récoltés et constituent aujourd'hui un stock de fournitures mis à la disposition de tous les services.

> Clauses environnementales du marché de collecte.

Lors de la relance de son marché de collecte des déchets pour la période 2018/2024, le Sicoval a fait le choix d'une **procédure innovante** celle du **dialogue compétitif.** Cette solution a permis d'échanger avec les candidats **pour adapter les solutions** disponibles **aux plus près des attentes de la collectivité** en termes de performance et de qualité du service.

Des clauses incitatives liées aux résultats ont été intégrées au marché concernant l'amélioration du taux de refus de la collecte sélective, la réduction des gaz à effet de serre, la satisfaction de la relation usager, la collecte des encombrants et des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).





Préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques

Contexte et objectifs

La politique publique de l'eau s'inscrit ainsi pleinement dans le développement durable, en visant une gestion équilibrée des ressources en eau. Sur le long terme, elle doit permettre le **développement des usages économiques de l'eau**, assurer **l'accès de tous à une eau de qualité**, tout en garantissant la **préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques**.

Projets 2020

1// Prévention des inondations : un travail partenarial autour du PAPI.

Signature de la convention cadre du **Programme d'actions et de prévention des inondations (PAPI) d'intention** qui a pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Le PAPI permet la mise en œuvre d'une **politique globale de prévention des inondations**, pensée **à l'échelle du bassin de risque**, dans notre cas, la Garonne. C'est pour cela que la convention cadre est signée avec les trois autres Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du bassin Garonne toulousain (dont l'Hers) : Toulouse Métropole, Muretain Agglo et la Communauté de Communes de la Save au Touch.

Le **PAPI d'intention** est un **programme d'études** pré-opérationnelles pour **élaborer une stratégie assortie d'actions et de travaux** à définir dans le cadre du PAPI complet.

Cette convention cadre a identifié **32 actions sur 7 axes de la prévention des inondations que sont :**

- L'amélioration de la conscience et de la connaissance du risque.
- La surveillance et la prévision des crues et des inondations.
- L'alerte et la gestion de crise.
- La prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme.
- La réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes.
- Le ralentissement des écoulements.
- La gestion des ouvrages de protection hydraulique.

Pour chacun des 7 axes de prévention du PAPI d'intention, des mandataires ont été désignés au sein des collectivités. A cet effet une 2e convention dite de coopération a été signée afin de faciliter la gestion administrative et financière des études à mettre en œuvre.

Le Sicoval sera en charge de la partie concernant l'étude de la réduction de la vulnérabilité des établissements et équipements publics.

La participation financière a, quant à elle, été calculée au prorata de la surface du bassin versant de chaque EPCI.

Le territoire du Sicoval représente 25 % du bassin versant Garonne toulousain, soit 258 km², ce qui correspond à un coût financier pour les études partagées de 162 250 € sur un total d'études de 649 000 € pour les 3 années du programme. Ces dépenses seront subventionnées à hauteur de 50 % minimum par le fond Barnier, la Région et l'Agence de l'eau.

2// Gestion des eaux pluviales urbaines : une nouvelle compétence depuis le 1er janvier 2020.

Depuis janvier 2020, le Sicoval a en charge la gestion des eaux pluviales urbaines, c'est-à-dire **la rédaction d'avis hydrauliques adossés aux autorisations d'urbanisme, la collecte, le transport, le traitement, le stockage et le rejet des eaux résultant des précipitations atmosphériques** dans un milieu urbain caractérisé par l'artificialisation des sols. C'est la loi NOTRe du 7 août 2015 précisée par la loi Ferrand du 3 août 2018 qui a confié cette compétence, jusque-là exercée par les communes, à l'Agglo.

Le **montant des participations** dues par les communes au Sicoval dans le cadre de ce transfert de compétences et donc de charges financières est **calculé en fonction de l'importance des réseaux pluviaux locaux, de la surface urbanisée**, et **du nombre d'habitants**. Il sera déduit du reversement annuel de fiscalité (attribution de compensation) effectué par le Sicoval au profit des communes.

3// Travaux sur les réseaux d'eau potable pour limiter les pertes et améliorer les rendements.

Dans son schéma directeur d'eau potable, le Sicoval s'est engagé dans une démarche de **réduction des fuites** et **d'amélioration des performances de son réseau de distribution.**

Aussi, d'importants **travaux de réhabilitation des réseaux dans les secteurs les plus sujets aux fuites** ont été réalisés depuis 2016, date à laquelle une aide conséquente a été accordée par l'Agence de l'Eau Adour Garonne dans le cadre de l'appel à projet « Réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable ».

Les communes concernées sont Auzeville-Tolosane, Castanet-Tolosan, Labège, Pechabou, Pompertuzat et Ramonville-Saint-Agne. Cette action a permis d'améliorer le rendement du réseau de ces secteurs, passant de 72,7 % en 2015 à 73,5 % en 2019.

Ces travaux subventionnés à hauteur de 40 % (pour un montant de dépenses de l'ordre de 3 500 000 € HT) ont augmenté le taux moyen de renouvellement des réseaux (0,54 % en 2019 / 0,36 % en 2015).

Dans le même temps, afin d'améliorer la connaissance du fonctionnement du réseau, réduire les pertes en eau et ainsi préserver la ressource, **des compteurs intelligents sont progressivement mis en place sur les canalisations publiques permettant** à notre exploitant Réseau 31 **de détecter des anomalies** et d'agir en conséquence.

Le Sicoval va poursuivre ses actions afin d'assurer aux usagers une bonne gestion de ce bien commun et de maîtriser le prix de ce service.





Et aussi :

> Traitement des boues d'épuration.
En raison de la crise sanitaire, l'épandage des boues liquides a été interdit en 2020. Leur transfert a été organisé sur d'autres stations d'épuration pour permettre d'intégrer la filière de compostage. En effet, le process du compostage permet, grâce à la montée en température dans les casiers, d'hygéniser les boues.

> Démolition de la STEP d'Ayguesvives et du local annexe au poste de refoulement des eaux usées principal de la commune de Baziège suite à la mise en service en 2019 de la Station d'épuration Axe Sud qui traite désormais les eaux usées de ces deux communes ainsi que celles de la commune de Montgiscard.

> Des équipements plus modernes et moins énergivores dans les stations d'épuration de Labège et d'Auzeville-Tolosane grâce au remplacement des surpresseurs d'air en 2020.

> Enquête publique concernant la déclaration d'utilité publique pour l'opération de construction de deux châteaux d'eau « Rebigue 2 » et « Castanet 2 ».

> Nouveau Règlement d'assainissement collectif. Un travail de co-construction de ce nouveau règlement a été mené avec les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) concernant la relation usager.



Respecter la place de la nature

Contexte et objectifs

Aujourd'hui, nous vivons une **grande crise de la biodiversité.** Cette érosion massive est majoritairement **liée aux activités humaines** : destruction et fragmentation des habitats naturels, introduction d'espèces invasives, pollutions, chasses et pêches intensives... En outre, les **changements climatiques** pourraient causer une **augmentation supplémentaire de 15 à 37 % des extinctions prématurées des espèces** existantes au cours des 50 prochaines années.

Le Sicoval s'engage sur son territoire à protéger et à favoriser au mieux la biodiversité de façon à enrayer son érosion.

Projets 2020

1// Renaturation de l'Amadou.

Le Sicoval, gestionnaire de 21 cours d'eau sur le territoire, procède régulièrement à des travaux de renaturation qui ont pour objectifs d'**améliorer la qualité de l'eau**, **d'abriter et de nourrir la faune** sauvage (améliorer la biodiversité) et de **prévenir le risque d'inondation**.

En 2020, les élèves de l'école d'Ayguesvives ont participé aux 1res plantations sur les berges de l'Amadou. Les opérations d'aménagements sur les cours d'eau rentrent dans le cadre du **Programme Pluriannuel de Gestion des cours d'eau**, et sont également inscrites dans l'appel à projet **« Territoires engagés pour la Nature »** de l'Agence Régionale de la Biodiversité dont le Sicoval est lauréat depuis le 20 novembre 2019.





2// Le numérique au service d'une nouvelle agriculture.

Le Sicoval a intégré en 2020 le **projet Occit@num** qui a pour ambition d'**accélérer la transformation de l'agriculture** vers plus de compétitivité et de respect de l'environnement grâce aux technologies numériques.

Porté par l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE), il **regroupe 48 partenaires d'Occitanie** (acteurs de la formation/recherche/transfert, entreprises, chambres consulaires, collectivités locales...).

Ce projet a pour objectifs de tester et co-construire des services ou des outils numériques permettant de faciliter le déploiement de pratiques agroécologiques et des systèmes alimentaires territorialisés, de transformer les territoires en renouant le lien agriculture/société et d'innover autrement à travers des démarches d'innovation ouvertes (Living Labs*).

Dans le cadre de ce projet Occit@num, **le Sicoval va accueillir sur son territoire un des 7 Open Labs** du projet**, en l'occurrence celui qui concerne l'**apiculture**. Piloté par l'Association de développement de l'apiculture Occitanie, situé à Auzeville-Tolosane, cet Open Labs vise à aider l'apiculture professionnelle et à la mobiliser au service de la biodiversité ainsi que de l'agroécologie.

**** Living Lab :*** *méthodologie où citoyens, habitants, usagers sont considérés comme des acteurs clés des processus de recherche et d'innovation.* ***** Open Lab :*** *lieu et démarche permettant d'imaginer/créer les produits et services innovants de demain grâce à un travail collaboratif entre tous les acteurs concernés par ces produits et ces services (entreprises, organismes institutionnels, utilisateurs finaux...), et non pas seulement les « professionnels initiés ».*



3// Plan abeilles.

Depuis 2015, le Sicoval participe au protocole national d'observation des abeilles solitaires en partenariat avec l'Observatoire Agricole de la Biodiversité (OAB) et le Muséum d'histoires naturelles. Des **nichoirs à abeilles solitaires sont installés sur 11 parcelles agricoles réparties sur 6 communes du Sicoval**. Ils font l'objet de relevés tous les mois, d'avril à novembre, nous donnant une information sur leur diversité et leur abondance en relation avec les cultures et l'environnement des parcelles.

Engagé dans le zéro phyto et la gestion différenciée des espaces verts, **le Sicoval favorise la plantation d'espèces locales mais aussi mellifères.**

Depuis 2018, **le Sicoval dispose de 4 ruches sur son site de l'Astel à Belberaud.** L'installation d'une **ruche pédagogique** sur le site de la **station d'épuration Axe Sud d'Ayguesvives** permet de développer la sensibilisation auprès du grand public et de démontrer le rôle de bio indicateur des abeilles domestiques.

Nos abeilles, infatigables insectes, ont effectué des milliers d'aller-retour entre nos espaces verts, les champs, les jardins et **les ruches communautaires pour produire 200 kg de miel** en 2020 !



Et aussi :

> Charte de l'arbre.

En 2020, trois communes se sont lancées dans **l'inventaire de leur patrimoine arboré**. Le Sicoval a rencontré sept nouvelles communes qui sont prêtes à lancer leur phase d'inventaire. Aujourd'hui, le Sicoval travaille à l'élaboration de **14 fiches techniques sur l'arbre** à destination des communes, services interne du Sicoval et acteurs de l'aménagement du territoire. Enfin, tout au long de l'année, la communauté d'agglomération poursuit son rôle de conseil/expertise sur le patrimoine arboré.



Agir pour plus de solidarité et de cohésion sociale

Contexte et objectifs

Le « social » est l'un des 3 piliers fondateurs du développement durable. Il s'agit de **garantir l'accès pour tous aux ressources de façon équitable** afin de **réduire les inégalités** et de **favoriser la cohésion sociale**.

Avec l'augmentation de la population mondiale, il est essentiel d'assurer une bonne qualité de vie pour tous. L'accès aux ressources, aux services universels (éducation, santé,...) n'est aujourd'hui pas équitable et les inégalités sociales se creusent même sur le territoire du Sicoval.

La communauté d'agglomération met tout en œuvre pour les réduire en améliorant l'accès à l'information sur les dispositifs, l'accès aux droits, au logement, à l'emploi, à la santé. Elle soutient au travers de ses services à la personne de nombreuses **initiatives sociales dans lesquelles l'humain tient une place centrale** et qui organisent, favorisent la cohésion sociale en plaçant le partage et la solidarité au cœur des échanges.

Projets 2020

1// Remojeunes : un programme pour repérer et mobiliser les jeunes "invisibles".

En Haute-Garonne, les jeunes dits « invisibles » (qui ne sont ni en formation, ni en emploi, ni demandeurs d'emploi, ni scolarisés) représentent 17,5 % des 16-29 ans.

En 2020, le Sicoval a décidé de rejoindre le **projet « Remojeunes » piloté par la Mission locale Haute-Garonne afin de repérer et mobiliser les jeunes « invisibles » de son territoire**. Concrètement, une cellule Lauragais pilotée et animée par la Mission locale Haute-Garonne rassemble les acteurs locaux et les professionnels de la jeunesse, de l'insertion sociale et professionnelle, de l'éducation, des loisirs.

Le Sicoval œuvre ainsi aux côtés de ses partenaires pour favoriser : la **reprise du dialogue avec ces jeunes** dits « invisibles », **leur remobilisation vers l'intégration sociale et professionnelle** à travers des solutions concrètes, adaptées, attractives et les associant pleinement, **l'affirmation de leur projet** et la facilitation de l'accès aux premières étapes de leur réalisation effective.

2// Accueils de loisirs sans hébergement 3-12 ans : vers une tarification unique à la rentrée 2022.

L'harmonisation des tarifs sur l'ensemble du territoire se poursuit pour les Accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) 3-12 ans.

En 2012, il existait 9 systèmes tarifaires différents avec des écarts de 1 à 10. Une 1re phase en 2018 a permis l'harmonisation des bases de calculs de ces tarifs. Le lancement de la 2e phase en 2019 fait **converger les tarifs vers une tarification unique à la rentrée 2021 pour les vacances scolaires, et à la rentrée 2022 pour les mercredis, garantissant** ainsi **l'équité d'accès de tous les enfants du territoire à ces services.**

3// Le territoire de l'Agglo et la Caf élargissent leur partenariat.

En 2020, le Sicoval et les 36 communes membres ont signé avec la Caf Haute-Garonne un nouveau partenariat appelé "Convention Territoriale Globale" pour les 5 années à venir.

Ce nouvel engagement constitue le **volet social du projet de territoire du Sicoval**, il est adapté aux besoins des habitants, quels que soient leurs parcours de vie et leurs situations. **Le partenariat avec la Caf**, jusqu'alors centré sur l'enfance et la jeunesse, élargit ses ambitions. Il **englobe désormais tous les domaines d'intervention liés à la famille** (petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès au droit, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement...) **et mobilise l'ensemble des ressources locales** (associations, fédérations...).

Depuis 2012, les partenariats successifs avec la Caf ont **permis au territoire d'augmenter le nombre de places d'accueil en crèches, en accueils de loisirs...** ; de définir et mettre en œuvre un projet éducatif applicable à l'ensemble des accueils de loisirs du territoire ; **de permettre l'accueil d'enfants en situation de handicap** ; de développer de nouvelles actions auprès des 11-17 ans...





4// Un pacte pour lutter contre l'exclusion et favoriser l'insertion des plus démunis.

Le Sicoval a rejoint en 2020 **le Pacte Territorial d'Insertion (PIT) 2019-2021**, animé par le Conseil départemental de la Haute-Garonne. Ce pacte rassemble une dizaine de partenaires (Département, Etat, Conseil Régional, Pôle Emploi, la C.A.F.,...) pour **articuler et coordonner leurs interventions** auprès de tous les publics **afin de lutter de concert contre l'exclusion**.

Les priorités définies sont : l'accès à l'emploi et à la formation pour tous, la fluidité des parcours, l'accès aux droits, le développement du numérique et l'accès aux soins.

Ces enjeux, **le Sicoval** les partage largement, et depuis longtemps puisqu'il **met en œuvre** depuis 2001 pour le compte du Département **le dispositif d'accompagnement des bénéficiaires du RSA**, aujourd'hui appelé Actipro, qu'il **participe au Plan local pour l'insertion et l'emploi** (PLIE) depuis 1996, que les **Point information jeunesse** (PIJ) et **Espace emploi formation** (labellisés Service public régional d'orientation en mai 2009) proposent des services de proximité en faveur de l'emploi et de l'insertion.

5// Accompagner la perte d'autonomie et le grand âge.

Alors que le handicap et le grand âge sont des sujets de préoccupations majeurs à l'échelle nationale, **l'agglomération a voté pour 2021 un budget de 4,5 M€ pour les services exercés au domicile** (services d'aide et d'accompagnement et de soins infirmiers) **et à la Halte répit détente du Sicoval**.

Associés au **service de portage de repas à domicile**, ils ont joué un rôle essentiel dans le maintien du lien social et le soutien aux familles au plus fort de la crise sanitaire Covid19 en adaptant les activités et les protocoles pour être au plus proche des usagers.

Chiffres Clés

Le **soutien à l'autonomie** du Sicoval c'est :

1000 bénéficiaires.

100 agents de terrain.

20 administratifs.

Des interventions à domicile **365 jours par an de 7h à 21h**.

Et **aussi :**



> Coopération internationale - renouvellement du soutien de l'Agglo en Guinée Conakry.

Au travers de son programme de coopération et solidarité internationales, le Sicoval déploie des actions de développement et d'accompagnement à l'adaptation au changement climatique et à la raréfaction des ressources, afin de contribuer à un échange équilibré entre le Nord et le Sud

En 2020, le Sicoval et la Commune urbaine de Labé en Guinée Conakry poursuivent leurs actions communes visant à **améliorer les conditions de vie des populations locales.** Un projet structurant visant à **renforcer les compétences de la nouvelle équipe communale** avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères a vu le jour ainsi qu'un **projet d'accès à l'eau et à l'assainissement, en particulier dans les écoles**. La réalisation de ce projet est confié à l'ONG « Le partenariat ».

> Un portail famille qui simplifie la vie des parents, pour **gérer en ligne les activités des enfants dans les accueils de loisirs et les espaces jeunes** du Sicoval. Consultation des programmes d'activités, inscription, paiement des factures sont réalisables 7j/7 et 24h/24 depuis votre smartphone, votre tablette ou votre ordinateur.

> Le Sicoval reçoit le label Argent dans la catégorie Inclusion numérique lors du Forum des Interconnectés pour sa démarche exemplaire et innovante de lutte contre l'illectronisme.

« Territoire d'Action pour un numérique inclusif » suite à la signature d'une charte avec l'Etat en février 2019, la collectivité s'est engagée dans un **programme d'actions pour que chacun puisse trouver dans les services offerts par le numérique les moyens de gagner en autonomie et en capacité d'agir.**

Elle s'appuie sur un **diagnostic participatif original** des appétences et compétences des publics visés. **Un sondage réalisé par La Poste** a évalué à domicile le niveau de compétences des seniors (+ de 70 ans) et des ménages modestes. **Un serious game** accessible via une borne d'arcade développé en collaboration avec une start up locale, Freya Games a invité des personnes de générations différentes à échanger sur leurs pratiques numériques et a permis de collecter des données.

Lors du Forum, Jacques Oberti, Président du Sicoval, animateur de la Commission E-inclusion des Interconnectés, a remis au Gouvernement un manifeste de **5 propositions pour faire face à l'urgence de l'illectronisme**.

Concernant la question du financement, le **Sicoval s'est engagé avec 4 autres intercommunalités à expérimenter** la mise en place d'**une conférence des financeurs**. Cette **expérimentation débutera** concrètement en **février 2021**.



> Dispositifs de lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales.

La cohabitation permanente en raison des périodes de confinement rendues nécessaires par la crise sanitaire a généré ou renforcé les violences conjugales ou intrafamiliales.

Fortement mobilisé dans la lutte contre les violences faites aux femmes, le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** (CISPD) **du Sicoval a accompagné en 2020 la Gendarmerie Nationale dans la mise en œuvre du dispositif VIF « réseau commerçants ».** Étendu sur tout le territoire du Sicoval, les commerçants adhérents au réseau d'alerte et d'accompagnement des victimes et témoins, sont identifiables grâce à un logo et un QR code apposés sur leur devanture. Ils peuvent orienter leur interlocuteur, en leur communiquant les numéros utiles et en les informant sur les dispositifs locaux.

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES
LA LOI VOUS PROTÈGE

VIOLENCES FEMMES INFO
APPELEZ LE 3919*
*Appel anonyme et gratuit.
stop-violences-femmes.gouv.fr

Par ailleurs, une **séance de sensibilisation** sur le phénomène des violences conjugales a été organisée **en visioconférence pour le personnel d'accueil des structures du territoire recevant du public.** Ces actions viennent renforcer les dispositifs mis en place par le gouvernement.

> Aires d'accueil des gens du voyage.

Par souci de cohérence territoriale et afin de soulager les difficultés sociales des gens du voyage, aggravées par la crise sanitaire, le Sicoval a baissé depuis juillet 2020 le tarif électricité sur les quatre aires d'accueil des gens du voyage de son territoire (Castanet-Tolosan, Auzeville-Tolosane, Escalquens, Labège et Ramonville-Saint Agne).

Par ailleurs, le montant de la caution liée à l'installation a été diminué pour se mettre en cohérence avec les textes réglementaires.





Une collectivité exemplaire

Sicoval
Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain

Contexte et objectifs

Le Sicoval ambitionne d'entraîner tous les acteurs du territoire (communes, entreprises, citoyens...) en confortant l'exemplarité de ses actions sur son patrimoine, la formation des agents pour la prise en compte du climat et de la pollution atmosphérique dans ses missions (mutualisation, exemplarité, responsabilité, innovation).

Projets 2020

1// Achats groupés d'électricité et de gaz : une étape de plus dans la mutualisation entre le Sicoval et les communes.

À l'occasion du renouvellement de son marché d'électricité et de gaz, le Sicoval a proposé aux communes du territoire de participer à un groupement d'achat. Il s'agit d'une étape supplémentaire dans la mise en place du schéma de mutualisation adopté en 2016.

Dans un **contexte financier contraint** par la baisse des dotations de l'État aux collectivités, **la démarche de mutualisation a pour ambition de réduire les coûts de procédure de passation des marchés, d'abaisser les prix d'achat** par l'ajout des volumes de chaque partie prenante et **d'améliorer la qualité du service.**

En 2020, deux conventions ont été adoptées : l'une constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture d'électricité de 2022 à 2024, l'autre pour l'achat de gaz sur la période 2022-2025.

En tout, **29 communes sur les 36 du territoire ont adhéré à cette démarche**. Le lancement des consultations visant à sélectionner les fournisseurs pour ces deux marchés aura lieu en 2021.

2// Le Scope améliore la visibilité de l'achat public local.

Le Scope centralise les marchés de tous les acteurs publics sur le territoire régional, quelle que soit leur taille, le montant de leurs achats ou leurs besoins (fournitures, travaux ou services). Ce portail offre aussi aux entreprises la possibilité de **trier les offres** par secteurs d'activité et/ou géographique et **d'être alertées** lorsqu'une annonce répond à leurs critères de sélection. Cette plateforme leur permet aussi d'avoir une **vision prospective de 6 à 18 mois sur les projets d'achats** de ces acteurs, afin qu'elles puissent s'organiser en termes de réponse et de plan de charge.

Ce nouvel outil de simplification de l'accès aux marchés publics locaux est le **fruit d'un partenariat entre plusieurs grands comptes publics d'Occitanie** : Préfecture de la région Occitanie, Région Occitanie, Département de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole, **Sicoval**, Chambre de commerce et d'industrie de Toulouse Haute-Garonne.

SCOPE
LE PORTAIL DES MARCHÉS PUBLICS EN OCCITANIE

3// Plan de Mobilité Interne du nouveau siège du Sicoval.

A l'automne 2020, le siège de la communauté d'agglomération a déménagé sur la zone Enova Labège-Toulouse dans le bâtiment Diagonale situé au bord de la RD916. Ce bâtiment qui accueille 320 agents dispose d'un nombre limité de places de parking (118 places).

Plusieurs solutions ont été imaginées pour **faciliter l'accessibilité du site** aux agents. Si l'ajout de places de stationnement en périphérie du site a été envisagé, l'objectif principal du Plan de Mobilité Interne est d'**inciter les agents à repenser leurs déplacements domicile / travail.**

Pour cela, le Sicoval propose à ses agents de combiner la voiture et les modes actifs ou les transports en commun en adaptant les itinéraires (création d'un arrêt sur la ligne 204) ou en utilisant des parkings relais (gare, pôle multimodal, etc.).

En parallèle, pour inciter à l'usage du vélo, le **Sicoval développe une flotte de vélos à assistance électrique (VAE) et du stationnement sécurisé** sur site. Ces VAE pourraient être proposés aux agents qui s'engageraient à abandonner la voiture solo pour leurs trajets domicile-travail.

Enfin, la crise du Covid19, a **accéléré le déploiement du télétravail et des visioconférences** permettant de limiter les déplacements des agents.



4// Un pacte de gouvernance pour une démocratie locale partagée.

En 2020, les élus communautaires ont décidé d'élaborer un **nouveau Pacte de gouvernance.** A travers ce pacte les élus municipaux et intercommunaux vont s'accorder sur des règles de fonctionnement de l'intercommunalité **permettant à chacun de participer au projet de territoire** tout en respectant la spécificité de leurs mandats électifs ainsi que les relations communes / Sicoval. Son adoption devrait intervenir en mars 2021, après avis des 36 communes membres. Ce pacte fera l'objet d'une évaluation et d'un enrichissement jusqu'à la fin du mandat.

5// L'accueil de jeunes en Service Civique.

La Communauté d'Agglo renouvelle son **engagement pour accueillir des jeunes** volontaires en contrat de Service Civique. Le Service Civique constitue un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans sans condition de diplôme. Environ **9 volontaires intégreront le Sicoval chaque année jusqu'en 2026**.

Le Sicoval participe ainsi à promouvoir et soutenir l'engagement solidaire des jeunes en **favorisant leur intégration socio-professionnelle**. **Depuis 2010, 55 jeunes ont été accueillis** par le biais de ces contrats sur le territoire du Sicoval et à l'international. Les volontaires entre 20 et 25 ans s'engagent, pour une durée de 8 mois en moyenne. Ils exercent principalement des missions de sensibilisation et de promotion dans les domaines de l'environnement, de la cohésion sociale, et du logement.

Pour l'Agglo, l'intégration de ces jeunes au sein des services permet d'**apporter un nouveau regard sur les missions** et de **renforcer la transversalité entre les services.**



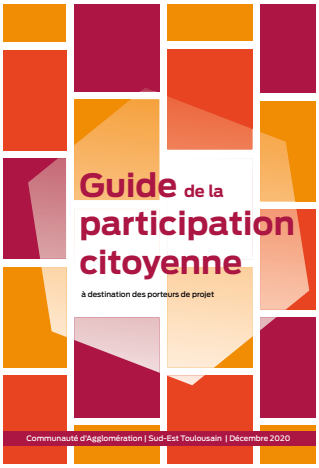
6// Participation citoyenne.

La loi Engagement et Proximité de novembre 2019 a introduit de nouvelles dispositions concernant l'exercice de la démocratie locale, afin de la rendre plus accessible, compréhensible et participative.

En 2020, **le Sicoval a reconduit la Charte de la participation citoyenne et les modalités de participation citoyenne définies lors du précédent mandat.**

Cette charte, qui sera intégrée au Pacte de Gouvernance 2021, définit **7 engagements**, dont le premier prévoit que **tout projet structurant pour la vie sur le territoire doit être soumis à participation citoyenne.** Elle met également en place **3 instances permettant aux** différents **acteurs du territoire de s'impliquer** auprès de la Communauté d'agglomération : la **Commission consultative des services publics locaux (CCSPL),** le **Conseil de développement (Codev)**, la **Communauté des modes actifs (CMA).**

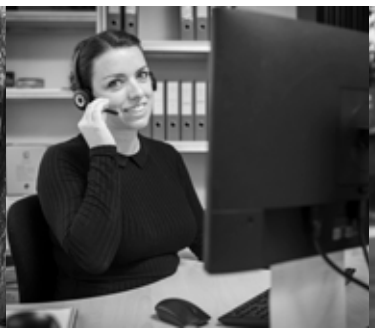
Le Sicoval a également travaillé à la rédaction du **Guide de la participation citoyenne**, véritable outil opérationnel, permettant aux élus et aux agents de la collectivité de déployer des démarches participatives dans les différents champs de compétence de la collectivité.



7// Covid19 : assurer la continuité du service public.

Le contexte sanitaire que nous avons connu à partir de mars 2020 a conduit **les services et les politiques à s'adapter de manière brutale** pour d'une part, assurer au maximum la **continuité du service public** (généralisation du télétravail, dématérialisation des circuits de décision, coordination de l'information à destination des agents et des communes ...) et la prise en compte de **mesures exceptionnelles pour accompagner les communes, habitants et acteurs économiques** à surmonter les impacts de cette crise (Click'nCo, aides aux CCAS en complément de l'aide des communes pour les personnes précaires, distribution de masques...).

En parallèle, un travail interne a été mené pour **identifier et analyser** toutes **les bonnes pratiques** mises en place **afin de les intégrer aux projets d'établissement ou politique.**



Et aussi :

> Egalité Femmes - Hommes

Les effectifs du Sicoval (en tant qu'organisme employeur) comptent **75 % de femmes**, taux bien supérieur à la moyenne nationale dans la fonction publique territoriale. Les **femmes sont majoritaires dans toutes les catégories** (A, B et C) **mais pas dans toutes les filières.** Elles sont en effet quasiment ou totalement absentes des filières sportive et technique. Les **postes d'encadrement** sont également **majoritairement occupés par des femmes** au sein de l'Agglo.

Des points positifs qu'il convient de nuancer puisque la quasi-totalité des postes à temps partiels et non-complets sont occupés par des femmes. Les congés parentaux ou les disponibilités pour élever un enfant, suivre le conjoint ou pour convenance personnelle sont essentiellement demandés par des femmes.

Enfin, les rémunérations présentent un écart global de 13 % entre les femmes et les hommes (au bénéfice de ces derniers).

Pour lutter contre les inégalités, le Sicoval a mené en 2020 différentes actions notamment la formation des agents.








Notes

Notes

Remerciements à nos partenaires et financeurs :



Sicoval
Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain

Communauté d'agglomération
110, rue Marco Polo - 31670 Labège
Tél. 05 62 24 02 02
info@sicoval.fr

Conception et impression sur papier PEFC : Sicoval - © photos : Sicoval - Vincent Laratta - Adobe Stock - Anthony Jean pour Old On Project - 100 ex- Février 2021

Suivez-nous

La vie du territoire
Les décisions politiques
Notre territoire en images
Les services de l'Agglo en vidéo sur YouTube

Annexe 2 : Programmation Pluriannuelle par Orientations Stratégiques

Volet COMMUNES

PROJETS SICOVAL		ACTIONS		Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais	• Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.								
		• Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..								
		• Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais								
	2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports	• Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance.								
		• Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.	Aureville	Aménagement centre bourg						
			Ayguesvives	Acquisitions foncières - maisons Camolèse et Denise (place du fort - centre bourg)	290 000					250 000
			Ayguesvives	Aménagement de la place du Fort / parc				300 000	300 000	400 000
			Belberaud	Aménagement cœur du village (avec transports en commun)						
			Donneville	Acquisition et réhabilitation d'un ensemble immobilier pour centre bourg		400 000	200 000	200 000	100 000	100 000
			Goyrans	Aménagement centre village	5 000	45 000	30 000			
			Lauzerville	Aménagement du centre bourg	60 000	80 000	500 000	500 000		
			Montgiscard	Acquisition immobilière	330 000					
			Montgiscard	VRD		1 000 000	1 000 000			
			Vieille-Toulouse	Construction d'un pôle d'équipements : mairie, halle, espace polyvalent	500 000	1 000 000				
			Espanès	Aménagement du "triangle" (verger partagé, terrain multisports, mobilités)			40 000	100 000		
		• Garantir l'accès de tous au territoire : logements, équipements et services.								
		• Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire								
		• Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.	Rebigue	Rénovation d'un bâtiment et création de 4 logements		400 000	400 000			
		• Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles								
	3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace	• Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre du ZAN, et respectueuse de la biodiversité, tout en s'assurant que cette trajectoire soit adaptée aux caractéristiques d'un territoire périurbain afin de ne pas rompre sa dynamique, notamment en termes d'accueil d'activités économiques	Baziège	Sobriété foncière : communications et manifestations					10 000	
		• Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations								
		• Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire.								
		• Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,								
	4/ Garantir l'accès des usagers aux services	• Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.	Ramonville	Rénovation de la place Jean-Jaurès			300 000	2 000 000	2 000 000	
		• Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale)	Aureville	Réhabilitation d'un hangar agricole en salle des fêtes et halle couverte	645 510	1 000 000				
			Auzeville	Aulympie : aménagement d'un complexe sportif		500 000	3 000 000	1 300 000		
			Auzeville	Réhabilitation espace René Lavergne et extension écoles				1 000 000	1 500 000	
			Auzeville	Construction de nouveaux ateliers municipaux						750 000
			Auzielle	Construction école élémentaire		939 250	939 250	939 250	939 250	
			Ayguesvives	Groupe scolaire - extension préau, dortoir			250 000	250 000		
			Ayguesvives	Groupe scolaire - réaménagement de la cuisine		100 000	600 000	500 000		
			Ayguesvives	Construction de nouveaux ateliers			250 000	250 000		
			Ayguesvives	Création d'un skatepark		110 000	110 000			
			Ayguesvives	Piste d'athlétisme et terrain d'honneur	56 568					
			Ayguesvives	Cimetière - création d'un nouveau site	5 633			50 000		
			Baziège	Construction salle omnisports		2 500 000				
			Baziège	Ecole élémentaire centre bourg			2 000 000			
			Belberaud	Rénovation des vestiaires	22 000					
			Belberaud	Rénovation du presbytère		150 000				
			Belberaud	Atelier fitness plaine des sports		25 000				
			Belbèze	Rénovation de la mairie et construction salle multi-activités	50 000	69 338	400 459			
			Belbèze	Création d'une place centrale du village						
			Castanet	Création d'un lieu hybride culturel et social avec médiathèque	60 000	330 000	2 000 000	2 000 000		
			Castanet	Extension du gymnase Jean-Jaurès	275 000	275 000				
			Clermont-le-fort	Réhabilitation de la salle des fêtes						
			Clermont-le-fort	Restructuration de la salle de restauration / cuisine						
			Corronsac	Acquisition et création d'une structure multi-activités	180 000	250 000				
			Deyme	Extension école primaire		400 000				
			Deyme	Déplacement du city parc	50 000					
			Deyme	Réhabilitation de la mairie			700 000			
			Deyme	Réhabilitation de la salle des fêtes				500 000		
			Donneville	Aménagement d'un city parc		50 000	50 000			
			Escalquens	Construction d'un nouveau gymnase pour le collège	3 993 141					
			Escalquens	Travaux d'étanchéité du toit et réfection de la porte de l'ancien gymnase	42 000					
			Escalquens	Extension de l'école maternelle (bâtiment des Romarins)	100 000					
			Escalquens	Travaux de sécurisation des balcons de l'église	127 175					
			Escalquens	Rénovation ancienne mairie pour y accueillir le service de police municipale		23 000				
			Escalquens	Accessibilité de la maison des associations		140 000				
			Escalquens	Projet de plaine des sports (tranche 1)						
			Escalquens	Construction d'une école maternelle						
			Espanès	Amélioration et mise aux normes de la salle des fêtes	7 000	10 000		40 000	40 000	
			Espanès	Toiture de l'église	8 000					
			Espanès	Rénovation de la bibliothèque municipale		15 000				
			Espanès	Aménagement de l'église pour salle de concert					20 000	20 000
			Fourquevaux	Création d'aires de jeux pour enfants	49 373					
			Fourquevaux	Aménagement terrains de sport						
			Fourquevaux	Création d'un boulodromme couvert						
			Issus	Aménagement des espaces publics		100 000	300 000	200 000		
			Issus	Equipements ados						
			Issus	Cimetière						
			Labastide-Beauvoir	Médiathèque-café-tiers lieu	227 000					
			Labastide-Beauvoir	Terrain multisports		70 000				
			Labège	Transformation ancienne salle des fêtes			566 000			
			Labège	Réalisation d'une arthotèque				60 000		
			Lacroix-Falgarde	Aménagement de salles communales, terrains de sport, espaces coworking autour de l'école + extension						
			Lacroix-Falgarde	Réménagement de bâtiments sur l'espace du Ramier						
			Lauzerville	Construction d'ateliers municipaux (aménagement centre)	35 000	365 000				
			Lauzerville	Réhabilitation du local tennis		20 000	20 000			
			Lauzerville	Aménagement du parc communal (électricité, toilettes sèches,...)		6 000	6 000			
			Lauzerville	Création d'un lieu communal à vocation multiple (commerce, culture, tiers-lieu, conseil municipal)				400 000	400 000	
			Lauzerville	Equipements sportifs (piste bicross, skatepark, citystade,...)					25 000	
			Mervilla	Création d'une salle polyvalente						
			Montbrun-Lauragais	Rénovation de la cour de l'école		35 000				
			Montgiscard	Construction d'un gymnase				1 000 000	1 000 000	
			Montgiscard	Construction d'un groupe scolaire		1 666 667	1 666 667	1 666 667		
			Montlaur	Réhabilitation RDC ancien presbytère pour aménagement de la bibliothèque	30 000					
			Montlaur	Transformation de la bibliothèque actuelle en locaux de restaurations scolaire		190 000				
			Montlaur	Réhabilitation et création d'une salle ALAE, motricité et vestiaires			94 000			
			Montlaur	Création de 2 classes mixtes et mutualisées, dortoir, espace sanitaire				470 000	360 000	
			Montlaur	Réhabilitation extension de la mairie						540 000
			Odars	Réhabilitation / construction bâtisse			576 000			
		• Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en terme d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite,	Odars	Aménagements extérieurs				144 000		
			Péchabou	Rénovation hangar lauragais et extension ateliers municipaux						
			Péchabou	Réhabilitation - transformation des anciens ateliers en gymnase multisport						
			Pompertuzat	Création d'une salle de sport		1 500 000				
			Ramonville	Rénovation du groupe scolaire Jean-Jaurès			2 500 000	2 500 000		
			Ramonville	Rénovation de la piste d'athlétisme	890 632					

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
			Varennes	Rénovation mairie						
			Varennes	Aménagement autour de la salle des fêtes						
			Varennes	Construction d'un atelier municipal						
			Belberaud	Aménagement parc mairie avec parcours de santé arboré			150 000			
			Fourquevaux	Création accès PMR du cimetière St-Germier	91 952					
			Fourquevaux	Accès PMR salles associatives + aire de stationnement						
			Labège	Accessibilité salle polyvalente		41 956				
			Labège	Accessibilité espace Tricou			5 440			
			Escalquens	Travaux de mise en accessibilité des services techniques	25 000					

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
2/ TRANSITION SOCIETALE	1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales	• Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.								
		• Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).								
		• Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et le soutien scolaire pour une réelle égalité des chances.								
		• Contribuer à l'autonomie des jeunes	Baziège	Budget jeunes						60 000
		• Améliorer l'accès à la culture et au sport	Ramonville	Projet culturel de pôle spectacle vivant	345 262	345 262				
	2/ Renforcer les solidarités	• Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants…),								
		• Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire...)	Ramonville	Création d'une épicerie sociale	150 000	27 843	22 843	22 843	22 843	22 843
		• Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes…								
		• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC…) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.	Baziège	Emploi / formation (mise à disposition de personnel)						120 000
		• Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.								
	3/ Conforter la cohésion sociale et le vivre ensemble	• Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.								
		• Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).								
		• Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.								
		• Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.								
		• Favoriser des actions intergénérationnelles.	Castanet	Réhabilitation d'une place de quartier pour en créer un espace de rencontre et de convivialité	500 000	140 000				
		• Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.								
		• Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.								
		• Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.								
		• Lutter contre les violences faites aux femmes.	Baziège	Violences conjugales					10 000	
	4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers	• Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré …) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services								
		• Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité…).								
		• Elaborer un Projet Territorial de Santé afin	Ramonville	Projet de lutte contre les perturbateurs endocriniens	7 500	7 500				
			Fourquevaux	Santé : création d'une maison de santé pluri-disciplinaire						
			Lacroix-Falgarde	Création d'un centre de santé						
	5/ Améliorer l'articulation des politiques sociales et autres; développer les partenariats	• Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.	Fourquevaux	Création d'une salle associative						
			Issus	Jardin partagé	5 000					
			Labège	Construction de locaux associatifs		800 000	600 000			
			Labège	Aménagement local jeunes		12 000				
			Lacroix-Falgarde	Projet de mise en place d'un café municipal	30 000					
			Montbrun-Lauragais	Maison des associations / centre bourg		30 000	60 000			
			Montlaur	Construction d'une salle associative/culturelle/sportive/ loisirs	345 000					
			Péchabou	Rénovation de la maison des associations	233 333					
			Rebigue	Création d'un pôle intergénérationnel et culturel avec local technique		400 000	400 000			
		• Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.								
		• Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.								
		• Renforcer la lisibilité de l'action publique locale à travers une démarche collective de qualité des accueils.								
		• Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.								
		• Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.								
		• Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région…)								
		• Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
3/ TRANSITION ECOLOGIQUE		• Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables.	Ramonville	Plan lumière			133 333	133 333	133 333	
			Castanet	Création d'installation de géothermie sur les batiments publics		420 000	650 000			
			Odars	Pose panneaux photovoltaiques sur la salle					66 000	
			Pechbusque	Installation de panneaux solaires (mairie, école, salle polyvalente)	75 000					
		• Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.	Odars	Réfection toiture salle polyvalente				100 000		
			Pompertuzat	Remplacement des volets roulants sur le groupe scolaire	34 306					
			Auzeville	Rénovation du chauffage de la mairie, étanchéité, charpente	60 000	30 000	30 000			
			Auzeville	Isolation des écoles et traitement des excès de chaleur en été	15 000	50 000	250 000	250 000		
			Auzeville	Isolation de la mairie					250 000	
			Auzeville	Modernisation et isolation de la mairie vieille (associations)					200 000	
			Ayguesvives	MJC / tiers-lieu : rénovation énergétique (isolation, huisseries)	67 553					
			Ayguesvives	Couverture terrains de tennis - photovoltaique			210 000	210 000		
			Ayguesvives	Réfection de l'éclairage du gymnase	13 499					
			Ayguesvives	Remplacement du chauffage ECS gymnase	28 313					
			Ayguesvives	Rénovation énergétique du terrain de pétanque			110 000	124 000		
			Ayguesvives	Rénovation énergétique de logements communaux	40 000	45 000				
			Ayguesvives	Rénovation du système de chauffage de l'Orangerie	35 767					
			Bazième	Isolation thermique des bâtiments				250 000		
			Donneville	Rénovation énergétique de l'école	39 442					
			Escalquens	Rénovation énergétique de l'ancien gymnase et de la salle des fêtes	700 000					
			Escalquens	Rénovation énergétique de l'école élémentaire						
			Escalquens	Rénovation énergétique de la maison des associations						
			Escalquens	Rénovation énergétique de la mairie et des services techniques						
	1/ Réduire les émissions de gaz à effet de serre		Escalquens	Rénovation énergétique de l'école maternelle (lien construction nlle école)						
			Espanès	Isolation de bâtiments publics et appartements communaux	10 000					
			Fourquevaux	Rénovation énergétique du centre culturel et sportif						
			Fourquevaux	Ecole : rénovation énergétique et agrandissement						
			Goyrans	Maison pour tous (bâtiment énergie positive)	10 000	40 000	300 000	50 000		
			Issus	Rénovation énergétique de la cantine et de la salle des fêtes	450 000					
			Labastide-Beauvoir	Agrandisssement école et isolation					900 000	
			Labège	Rénovation énergétique des bâtiments communaux		48 000	18 000	12 000	24 000	
			Lauzerville	Rénovation de la salle des fêtes	15 000	120 000	115 000			
			Lauzerville	Aménagements de l'école (alternative climatisation)	5 000					
			Montbrun-Lauragais	Rénovation énergétique des bâtiments communaux	200 000	115 000				
			Montgiscard	Rénovation de bâtiments publics		500 000	500 000	500 000		
			Odars	Rénovation énergétique école	43 000					
			Odars	Rénovation maison des associations		288 000				
			Odars	Isolation salle polyvalente		28 000				
			Odars	Pot déstratificateurs (complément chauffage)				22 400		
			Pouze	Sas entrée salle l'oustal			12 700			
			Pouze	Changement système de chauffage salle l'oustal					16 100	
			Pouze	Rénovation et isolation plafond salle l'oustal				18 250		
			Ramonville	Rénovation thermique de la piscine	50 000	950 000				
			Varennes	Rénovation mairie						
			Varennes	Remise en conformité de la salle des fêtes (chauffage et éclairage)						
			Vieille-Toulouse	Rénovation énergétique de la bibliothèque + ADAP			100 000			
			Vigoulet	Centre culturel : rénovation énergétique et extension	317 585	800 000				
			Varennes	Réfection toiture école						
		• Promouvoir et développer la construction durable à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.								
		• Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.								
	2/ Aménagement durable et promotion de l'habitat	• Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.								
		• Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.	Escalquens	Projet de parc urbain le long du Berjean						
			Montgiscard	Création d'un parc / jardin public "poumon vert"				500 000	500 000	
		• Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.	Castanet	Création de jardins partagés	32 000		32 000			
		• Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.								
		• Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030	Ayguesvives	Travaux de sécurité (CMA sud)						
			Ayguesvives	Création de pistes cyclables					300 000	400 000
			Bazième	Pistes cyclables, voies douces					200 000	
			Belberaud	Aménagement chemin de la Bécasse	15 000					
			Belberaud	Pistes cylclables ch briquetterie => ch de la tour + trotoirs sécurisés						
			Belberaud	Aménagement d'un rond point route de Fourquevaux						
			Castanet	Création d'une piste cyclable	1 411 250	1 411 250	1 411 250	1 411 250		
			Escalquens	Piste cyclable avenue de Toulouse (part communale)	170 000					
			Escalquens	Piste cyclable de la Caprice (part communale)	194 000					
			Espanès	Aménagement de la rue du château		20 000	100 000			
			Fourquevaux	Mobilités douces : aménagement du carrefour de la croix de la barre	109 885					
			Fourquevaux	Sécurité routière : aménagement du carrefour RD2/RD31						
			Fourquevaux	Création cheminements piétonniers / pistes cyclables						
			Issus	Mobilités douces		143 000				
			Labastide-Beauvoir	Déplacements doux			100 000			
			Labège	Opération "mon 1er vélo" (mobilités douces)		4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
			Lacroix-Falgarde	Aménagement de déplacements doux pour la traversée du village	300 000	300 000				
			Lacroix-Falgarde	Déplacements doux vers la commune de Portet (chemin des étroits)			100 000			
			Lacroix-Falgarde	Déplacements doux le long du ruisseau Cossignol						
			Lacroix-Falgarde	Rénovation du pont en fer (traversée Ariège)			300 000	500 000	500 000	
			Lauzerville	Abribus "lycée" impasse du communal	22 000					
			Lauzerville	Cheminement doux impasse de la tuilerie	10 000					
			Lauzerville	Cheminement doux Télégraphe (rte de Lauzerville)		10 000				
			Lauzerville	Cheminement doux rte d'Auzielle			10 000			
			Lauzerville	Signalisation verticale cheminement doux et village		10 000				
			Montbrun-Lauragais	Cheminements doux (RD 91,...)		40 000	40 000	120 000	100 000	100 000
			Montgiscard	Création de liaisons douces		150 000	150 000			
			Odars	Création modes circulation doux (TEN)				100 000		
			Odars	Pistes cyclables long RD2					450 000	
			Odars	Aménagement RD2						
			Péchabou	Création liaison douce centre commune et quartiers résidentiels						
			Pechbusque	Réalisation de cheminements doux	134 814					
			Pompertuzat	Création d'une piste cyclable	600 000					
			Pouze	Mise en place de bornes de recharge pour vélo électrique		12 500				
			Ramonville	Etude mobilité	60 000	298 500				
			Vigoulet	Aménagement d'une piste cyclable		150 000				
	3/ Développer les mobilités collectives et alternatives	• Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.	Bazième	Véhicules neufs électriques						100 000
			Labège	Achat de véhicules électriques			20 000	20 000		
			Ayguesvives	Acquisition de véhicules propres	20 472					
			Fourquevaux	Achat d'un véhicule bio GNV	40 000					
			Pechbusque	Achat d'un véhicule utilitaire électrique	23 333					
		• Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.								
		• Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.	Ramonville	Réintroduction de maraichage agroécologique en zone périurbaine		968 399	968 399	968 399	140 000	140 000
	4/ Soutien à une économie de transition		Ramonville	Projet qualité alimentaire		188 000	102 000	80 000	80 000	80 000
		• Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.	Ayguesvives	Développement filière production/consommation pdts locaux						
		• Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.	Bazième	Gestion de l'eau : communications et manifestations					10 000	
			Bazième	Biodiversité : formation, communication						10 000
			Bazième	Développement EV, création de vergers et jardins partagés					50 000	
			Bazième	Biodiversité : communication et manifestations						
			Bazième	Environnement : manifestations, publications					15 000	
			Castanet	Démolition d'un parking minéralisé pour créer un espces vert de rencontres et d'animations		220 000				
			Escalquens	Création d'une zone humide (protection biodiversité - prolongement DR916)						
			Espanès	Acquisition et aménagement de chemins de randonnées						20 000
			Labège	Plantation espaces boisés ("une naissance, un arbre)		6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
			Lauzerville	Plantations végétaux	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
			Lauzerville	Végétalisation et aménagement de lieux ponctuels	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
			Lauzerville	Verger collaboratif			10 000			
	5/ Préserver la biodiversité et la qualité de vie		Montbrun-Lauragais	Valorisation des eaux pluviales		10 000	30 000			
			Ramonville	0 phyto sur équipements sportifs	85 600					
			Ramonville	Atlas de la biodiversité communale	17 809	17 809	17 809			
		• Réduire la production de déchets en	Lauzerville	Mise en place dispositif self loi Egalim et zéro déchets		5 000	2 000			

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.	Lauzerville	Achat poubelles sélectives espaces publics		4 000				
			Lauzerville	Broyeur végétaux verts sur site		12 000	13 000			
		• Préserver et sécuriser la ressource en eaux.								
		• Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
4/ TRANSITION ECONOMIQUE	1/ attirer, prospecter les talents et rayonner	• Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.								
		• Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.								
		• Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.								
		• Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.								
		• Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.								
		• Développer le tourisme d'affaire.	Ayguesvives	Acquisition foncière - maison Odol	360 000					
		• Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire.	Ayguesvives	Port des Landes						
			Baziège	Rénovation phare aéronautique				250 000		
			Montgiscard	Aménagement d'une aire de pique-nique sur les berges du Canal du Midi		25 000	25 000			
			Pompertuzat	Aménagement de l'aire de loisirs aux abords du canal	7 591					
			Ramonville	Quartier fluvial		580 667	580 667	580 667		
	2/ orienter et transformer notre offre d'accueil	• Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).									
		• Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)								
		• Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.	Ayguesvives	Animation du tiers lieu Espace Cocagne (service civique)	8 000					
			Ayguesvives	Création d'un tiers-lieu						
			Issus	Tiers lieu						
		• Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.								
	3/ Poursuivre un développement harmonieux durable et solidaire	• Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).								
		• Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,	Lacroix-Falgarde	Extension des parking au niveau du centre commercial		100 000	100 000			
			Baziège	Animation commerces & artisanat						15 000
			Montbrun-Lauragais	Rénovation de la boulangerie			60 000			
		• Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.								
		• Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace	Baziège	Réhabilitation friche industrielle						2 000 000
			Ayguesvives	Création d'un tiers-lieu						
		• Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE		**INTITULES ACTIONS**								
	1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):	• Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.								
	2/ Accompagnement des publics	• Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.	Baziège	Illectronisme (MAD personnel)					50 000	
			Ayguesvives	Groupe scolaire - plan informatique	7 296					
			Ayguesvives	Mairie - plan informatique	25 620					
			Baziège	Enseignement numérique				25 000		
			Escalquens	Projet numérique : dématérialisation des services aux usagers						
			Labège	Conseillers numériques France Services						
			Lauzerville	Rénovation du site internet		4 000				
			Ramonville	Plan numérique des écoles	226 000					
		• Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.								
	3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données	• Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.								
		• Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.								
		• Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local								
	4/ Développement des usages et des modes de production du service public	• Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.								
		• Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services.								
		• Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.								
		• Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.								
		• Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental								
	5/ Partenariat fort avec le tissu économique local	• Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.								
		• Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.								
		• Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.								

PROJET SICOVAL	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais	• Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.							
			• Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..							
			• Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais							
		2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports	• Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance.							
			• Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.							
			• Garantir l'accès de tous au territoire - logements, équipements et services.	Amélioration de l'accueil des gens du voyage (ACS)	**134 500**	**300 000**	**500 000**			
				Poursuite du programme d'intérêt général amélioration de l'habitat privé	**112 900**	**154 150**	**154 150**	**154 150**	**154 150**	**154 150**
			• Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire							
			• Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.							
			• Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles	Territorialiser le schéma de développement économique						
		3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace	• Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre du ZAN, et respectueuse de la biodiversité, tout en s'assurant que cette trajectoire soit adaptée aux caractéristiques d'un territoire périurbain afin de ne pas rompre sa dynamique, notamment en termes d'accueil d'activités économiques							
			• Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations	Diagnostic agricole (fiche commune avec action 4/3/1)	**10 000**	**14 200**				
			• Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire.	Plan Paysage	**20 000**	**30 000**	**30 000**			
			• Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,							
		4/ Garantir l'accès des usagers aux services	• Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.							
			• Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale)	Equipements intérieurs ALSH, à Castanet-Tolosan (ACS)	**120 000**					
				Réhabilitation de l'ALSH La Caprice, à Escalquens (ACS)				**250 000**	**250 000**	
				Etudes de faisabilité rénovation-réhabilitation de l'ALSH Les Sables, à Ramonville-Saint-Agne (ACS)		**50 000**				
				Amélioration généralisée des équipements accueillant la Petite Enfance (ACS)		**183 334**	**183 333**	**183 333**		
			• Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en terme d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite,							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	ACTIONS	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES ACTIONS	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
2/ TRANSITION SOCIETALE	2/ TRANSITION SOCIETALE	1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales	• Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.	Prévention santé et alimentation en direction des personnes dépendantes (ACS)		50 000	50 000			
			• Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).	Des services plus inclusifs pour mieux accueillir et accompagner les usagers en situation de handicap (ACS)	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
			• Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et le soutien scolaire pour une réelle égalité des chances.							
			• Contribuer à l'autonomie des jeunes adultes.							
			• Améliorer l'accès à la culture et au sport							
		2/ Renforcer les solidarités	• Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants…),							
			• Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire…)	Un partenariat booster au service de l'insertion socio professionnelle pour rebondir après la crise (ACS)	20 000	50 000				
			• Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes…							
			• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC…) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.							
			• Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.							
		3/ Conforter la cohésion sociale et le vivre ensemble	• Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.	Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes	72 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
			• Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).	Prévention jeunesses (Facilitation du parcours des jeunes et traitement des situations des jeunes les plus vulnérables) (ACS)	8 000	46 500	46 500			
			• Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.	Avant-Projet de structure d'hébergement pour les personnes précaires et-ou victimes de violence intrafamiliales (ACS)		40 000				
			• Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.	Promotion du vivre-ensemble et lutte contre les exclusions (ACS)		10 000	10 000			
			• Favoriser des actions intergénérationnelles.							
			• Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.							
			• Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.	Mise en place d'un dispositif de vidéoprotection (ACS)	187 919	268 353	268 352			
			• Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.							
			• Lutter contre les violences faites aux femmes.							
		4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers	• Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré …) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services							
			• Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité…).	Dispositif itinérant Jeunesse (14-17 ans) (ACS)		130 000	25 000			
			• Elaborer un Projet Territorial de Santé afin d'améliorer l'offre globale.	Projet territorial de santé - diagnostic (ACS)		25 000	25 000			
		5/ Améliorer l'articulation des politiques sociales et autres; développer les partenariats	• Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.							
			• Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.							
			• Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.	Assistant conversationnel multicanal (extension du Chatbot COCO aux communes)						
			• Renforcer la lisibilité de l'action publique locale à travers une démarche collective de qualité des accueils.							
			• Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.							
			• Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.							
			• Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région…)							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
			• Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
3/ TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE	3/ TRANSITION ECOLOGIQUE et ENERGETIQUE	1/ Réduire les émissions de gaz à effet de serre	• Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables.	Projet de boucle d'eau tempérée	150 000	3 750 000	3 750 000			
				Projet territorial de production de bioGNV / hydrogène	40 000	à définir	à définir	à définir		
			• Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.	Schéma Directeur Immobilier Energie (Etude et mise en œuvre)	60 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
			• Promouvoir et développer la construction durable à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.	Dispositifs d'aides à la mobilité durable pour les particuliers et les professionnels	70 000	140 000	140 000	70 000		
				Mettre en œuvre un Contrat d'objectif territorial pour une transition écologique						
		2/ Aménagement durable et promotion de l'habitat	• Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.	Mise en place du guichet unique de la rénovation énergétique Rénov'occitanie						
			• Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.							
			• Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.	Schéma directeur des eaux pluviales urbaines						
			• Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.							
		3/ Développer les mobilités collectives et alternatives	• Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.	Schéma Directeur Voirie (Mise en œuvre)	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
				Franchissement de la voie ferrée Nord Enova	115 000	115 000	115 000	1 135 500	1 514 000	1 514 000
				Projet de Hub multimodal A61	premières études à lancer en 2021 : pas de chiffrage pour l'instant (fin 2021?)					
			• Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030	Développement des Plans de Mobilités décarbonées Employeurs	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
				Politique cyclable	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000
				Services vélo : Station V de Labège	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
				Cas d'usage mobilités						
			• Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.	Renouvellement de la flotte des véhicules SSIAD et SAAD (ACS)	95 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
				Achats de véhicules propres	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
		4/ Soutien à une économie de transition	• Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.	Animation / sensibilisation transition écologique	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000
			• Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.	Expo/Phyto	69 379	67 305				
				Plan d'actions du Projet Alimentaire Territorial (PAT)	attente retour territoire au 10 mai					
			• Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.	Impulser une dynamique d'innovation sociale et favoriser le développement de l'ESS sur le territoire (ACS)		70 000	50 000	50 000	50 000	50 000
		5/ Préserver la biodiversité et la qualité de vie	• Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.	Atlas de la biodiversité intercommunale	143 330	143 330	143 330	143 330	143 330	143 330
				Etudes PAPI 2021-2023	94 500	151 550	21 000			
				Accompagner la mise en œuvre de la charte de l'arbre	3 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
				Gérer durablement milieux aquatiques et lutte contre inondations 2022-2025 (GEMAPI)	240 000					
			• Réduire la production de déchets en accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.	Alternatives à l'utilisation des plastiques en restauration collective (ACS)	20 000	40 000				
				Accompagner les habitants pour un territoire durable 2022-2025	100 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
				Agir pour résorption dépôts sauvages et incivilités 2022-2025	15 000	15 000				
				Déployer le PLPDMA	430 000	430 000	430 000	430 000	430 000	430 000
			• Préserver et sécuriser la ressource en eau	Lutte contre les fuites (compteurs communicants)	150 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000		
				Schéma Directeur Assainissement (Etude et mise en œuvre)	250 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
				Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT)	80 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
				Schéma Directeur Eau Potable (Mise en œuvre)	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
			• Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
4/ TRANSITION ECONOMIQUE	4/ TRANSITION ECONOMIQUE	1/ attirer, prospecter les talents et rayonner	• Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.	Engager une démarche de prospection/commercialisation des parcs d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
			• Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.	Création de la plate-forme eco bâtiVal			8 070 843			
				Animation de la plate-forme eco bâtival	46 200	46 200	46 200	46 200	46 200	46 200
			• Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.	Soutien aux projets GeT-PlaGe porté par L'INRAE, E2SA et transformation des espaces portés par l'INP dans le cadre du CPER	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
			• Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.							
			• Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.							
			• Développer le tourisme d'affaire.							
			• Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire.	Structurer une offre touristique de destination nature	45 000	50 000	75 000	75 000	75 000	75 000
				Tourisme Canal du Midi	30 000	30 000	8 770 000	30 000	30 000	30 000
				Structurer une offre touristique autour de l'histoire et du patrimoine	15 000	44 000	40 000	40 000	40 000	40 000
		2/ orienter et transformer notre offre d'accueil	• Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).	Parc d'activités du Rivel, un quartier durable à énergie positive bas carbone						
				Management des parcs d'activité	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
			• Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)	Projet agrobiotech/ferme du futur	attente conclusion étude de faisabilité fin 2021					
			• Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.	Pépinière du futur - Pôle entrepreneurial	attente chiffrage étude					
			• Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.							
		3/ Poursuivre un développement harmonieux durable et solidaire	• Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).	Diagnostic agricole	10 000	14 200				
			• Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,	Promouvoir la diversité des commerçants et artisans du SICOVAL	15 000	15 000				
				Créer un poste de manager du commerce	21 500	21 500	50 000	50 000	50 000	50 000
				Elaborer une charte d'accueil des commerçants et artisans		15 000				
				Mettre en place un observatoire du commerce		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
			• Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.							
			• Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace							
			• Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
	PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**	**Projets**	**CALENDRIER BUDGETAIRE**					
	STRATEGIE		**INTITULES ACTIONS**	**INTITULES Projets**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	**2 024**	**2 025**	**2 026**
5/ TRANSITION NUMERIQUE		1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):	• Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.							
		2/ Accompagnement des publics	• Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.	Montée en compétence des usagers du numérique pour contribuer à une plus grande autonomie et réduire fracture numérique (ACS) + Conseiller numérique	**71 705**	**96 705**	**71 705**			
				Prévention au danger des écrans (ACS)	**10 000**	**10 000**				
			• Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.							
		3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données	• Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.							
			• Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.	Parcours de sécurisation cyber-sécurité du Sicoval	**110 000**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**
			• Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local	Diagnostic et stratégie de mutualisation système d'informations	**0**	**80 000**				
		4/ Développement des usages et des modes de production du service public	• Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.							
			• Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services.	Transformation numérique de nos services sociaux dans le but de faciliter le parcours de l'usager (ACS)	**147 756**	**186 535**	**24 170**	**24 170**	**24 170**	**24 170**
			• Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.							
			• Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.	Développement de la Civictech						
			• Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental.	Dématérialisation ADS	**62 090**	**10 783**	**210 783**	**22 652**	**22 652**	**22 652**
		5/ Partenariat fort avec le tissu économique local	• Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.							
			• Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.	Modernisation SI des pépinières	**116 000**	**172 000**	**82 000**	**82 000**	**82 000**	**82 000**
			• Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.	Accélerer la digitalisation des commerces	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**

Annexe 2 : Programmation Pluriannuelle par Orientations Stratégiques

Volet COMMUNES

PROJETS SICOVAL		ACTIONS		Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais	• Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.								
		• Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..								
		• Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais								
	2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports	• Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance.								
		• Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.	Aureville	Aménagement centre bourg						
			Ayguesvives	Acquisitions foncières - maisons Camolèse et Denise (place du fort - centre bourg)	290 000					250 000
			Ayguesvives	Aménagement de la place du Fort / parc				300 000	300 000	400 000
			Belberaud	Aménagement cœur du village (avec transports en commun)						
			Donneville	Acquisition et réhabilitation d'un ensemble immobilier pour centre bourg		400 000	200 000	200 000	100 000	100 000
			Goyrans	Aménagement centre village	5 000	45 000	30 000			
			Lauzerville	Aménagement du centre bourg	60 000	80 000	500 000	500 000		
			Montgiscard	Acquisition immobilière	330 000					
			Montgiscard	VRD		1 000 000	1 000 000			
			Vieille-Toulouse	Construction d'un pôle d'équipements : mairie, halle, espace polyvalent	500 000	1 000 000				
			Espanès	Aménagement du "triangle" (verger partagé, terrain multisports, mobilités)			40 000	100 000		
		• Garantir l'accès de tous au territoire : logements, équipements et services.								
		• Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire								
		• Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.	Rebigue	Rénovation d'un bâtiment et création de 4 logements		400 000	400 000			
		• Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles								
	3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace	• Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre du ZAN, et respectueuse de la biodiversité, tout en s'assurant que cette trajectoire soit adaptée aux caractéristiques d'un territoire périurbain afin de ne pas rompre sa dynamique, notamment en termes d'accueil d'activités économiques	Baziège	Sobriété foncière : communications et manifestations					10 000	
		• Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations								
		• Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire.								
		• Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,								
	4/ Garantir l'accès des usagers aux services	• Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.	Ramonville	Rénovation de la place Jean-Jaurès			300 000	2 000 000	2 000 000	
		• Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale)	Aureville	Réhabilitation d'un hangar agricole en salle des fêtes et halle couverte	645 510	1 000 000				
			Auzeville	Aulympie : aménagement d'un complexe sportif		500 000	3 000 000	1 300 000		
			Auzeville	Réhabilitation espace René Lavergne et extension écoles				1 000 000	1 500 000	
			Auzeville	Construction de nouveaux ateliers municipaux						750 000
			Auzielle	Construction école élémentaire		939 250	939 250	939 250	939 250	
			Ayguesvives	Groupe scolaire - extension préau, dortoir			250 000	250 000		
			Ayguesvives	Groupe scolaire - réaménagement de la cuisine		100 000	600 000	500 000		
			Ayguesvives	Construction de nouveaux ateliers			250 000	250 000		
			Ayguesvives	Création d'un skatepark		110 000	110 000			
			Ayguesvives	Piste d'athlétisme et terrain d'honneur	56 568					
			Ayguesvives	Cimetière - création d'un nouveau site	5 633			50 000		
			Baziège	Construction salle omnisports		2 500 000				
			Baziège	Ecole élémentaire centre bourg			2 000 000			
			Belberaud	Rénovation des vestiaires	22 000					
			Belberaud	Rénovation du presbytère		150 000				
			Belberaud	Atelier fitness plaine des sports		25 000				
			Belbèze	Rénovation de la mairie et construction salle multi-activités	50 000	69 338	400 459			
			Belbèze	Création d'une place centrale du village						
			Castanet	Création d'un lieu hybride culturel et social avec médiathèque	60 000	330 000	2 000 000	2 000 000		
			Castanet	Extension du gymnase Jean-Jaurès	275 000	275 000				
			Clermont-le-fort	Réhabilitation de la salle des fêtes						
			Clermont-le-fort	Restructuration de la salle de restauration / cuisine						
			Corronsac	Acquisition et création d'une structure multi-activités	180 000	250 000				
			Deyme	Extension école primaire		400 000				
			Deyme	Déplacement du city parc	50 000					
			Deyme	Réhabilitation de la mairie			700 000			
			Deyme	Réhabilitation de la salle des fêtes				500 000		
			Donneville	Aménagement d'un city parc		50 000	50 000			
			Escalquens	Construction d'un nouveau gymnase pour le collège	3 993 141					
			Escalquens	Travaux d'étanchéité du toit et réfection de la porte de l'ancien gymnase	42 000					
			Escalquens	Extension de l'école maternelle (bâtiment des Romarins)	100 000					
			Escalquens	Travaux de sécurisation des balcons de l'église	127 175					
			Escalquens	Rénovation ancienne mairie pour y accueillir le service de police municipale		23 000				
			Escalquens	Accessibilité de la maison des associations		140 000				
			Escalquens	Projet de plaine des sports (tranche 1)						
			Escalquens	Construction d'une école maternelle						
			Espanès	Amélioration et mise aux normes de la salle des fêtes	7 000	10 000		40 000	40 000	
			Espanès	Toiture de l'église	8 000					
			Espanès	Rénovation de la bibliothèque municipale		15 000				
			Espanès	Aménagement de l'église pour salle de concert					20 000	20 000
			Fourquevaux	Création d'aires de jeux pour enfants	49 373					
			Fourquevaux	Aménagement terrains de sport						
			Fourquevaux	Création d'un boulodromme couvert						
			Issus	Aménagement des espaces publics		100 000	300 000	200 000		
			Issus	Equipements ados						
			Issus	Cimetière						
			Labastide-Beauvoir	Médiathèque-café-tiers lieu	227 000					
			Labastide-Beauvoir	Terrain multisports		70 000				
			Labège	Transformation ancienne salle des fêtes			566 000			
			Labège	Réalisation d'une arthotèque				60 000		
			Lacroix-Falgarde	Aménagement de salles communales, terrains de sport, espaces coworking autour de l'école + extension						
			Lacroix-Falgarde	Réménagement de bâtiments sur l'espace du Ramier						
			Lauzerville	Construction d'ateliers municipaux (aménagement centre)	35 000	365 000				
			Lauzerville	Réhabilitation du local tennis		20 000	20 000			
			Lauzerville	Aménagement du parc communal (électricité, toilettes sèches,...)		6 000	6 000			
			Lauzerville	Création d'un lieu communal à vocation multiple (commerce, culture, tiers-lieu, conseil municipal)				400 000	400 000	
			Lauzerville	Equipements sportifs (piste bicross, skatepark, citystade,...)					25 000	
			Mervilla	Création d'une salle polyvalente						
			Montbrun-Lauragais	Rénovation de la cour de l'école		35 000				
			Montgiscard	Construction d'un gymnase				1 000 000	1 000 000	
			Montgiscard	Construction d'un groupe scolaire		1 666 667	1 666 667	1 666 667		
			Montlaur	Réhabilitation RDC ancien presbytère pour aménagement de la bibliothèque	30 000					
			Montlaur	Transformation de la bibliothèque actuelle en locaux de restaurations scolaire		190 000				
			Montlaur	Réhabilitation et création d'une salle ALAE, motricité et vestiaires			94 000			
			Montlaur	Création de 2 classes mixtes et mutualisées, dortoir, espace sanitaire				470 000	360 000	
			Montlaur	Réhabilitation extension de la mairie						540 000
			Odars	Réhabilitation / construction bâtisse			576 000			
		• Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en terme d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite,	Odars	Aménagements extérieurs				144 000		
			Péchabou	Rénovation hangar lauragais et extension ateliers municipaux						
			Péchabou	Réhabilitation - transformation des anciens ateliers en gymnase multisport						
			Pompertuzat	Création d'une salle de sport		1 500 000				
			Ramonville	Rénovation du groupe scolaire Jean-Jaurès			2 500 000	2 500 000		
			Ramonville	Rénovation de la piste d'athlétisme	890 632					

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
			Varennes	Rénovation mairie						
			Varennes	Aménagement autour de la salle des fêtes						
			Varennes	Construction d'un atelier municipal						
			Belberaud	Aménagement parc mairie avec parcours de santé arboré			150 000			
			Fourquevaux	Création accès PMR du cimetière St-Germier	91 952					
			Fourquevaux	Accès PMR salles associatives + aire de stationnement						
			Labège	Accessibilité salle polyvalente		41 956				
			Labège	Accessibilité espace Tricou			5 440			
			Escalquens	Travaux de mise en accessibilité des services techniques	25 000					

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
2/ TRANSITION SOCIETALE	1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales	• Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.								
		• Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).								
		• Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et le soutien scolaire pour une réelle égalité des chances.								
		• Contribuer à l'autonomie des jeunes	Baziège	Budget jeunes						60 000
		• Améliorer l'accès à la culture et au sport	Ramonville	Projet culturel de pôle spectacle vivant	345 262	345 262				
	2/ Renforcer les solidarités	• Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants…),								
		• Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire...)	Ramonville	Création d'une épicerie sociale	150 000	27 843	22 843	22 843	22 843	22 843
		• Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes…								
		• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC…) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.	Baziège	Emploi / formation (mise à disposition de personnel)						120 000
		• Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.								
	3/ Conforter la cohésion sociale et le vivre ensemble	• Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.								
		• Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).								
		• Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.								
		• Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.								
		• Favoriser des actions intergénérationnelles.	Castanet	Réhabilitation d'une place de quartier pour en créer un espace de rencontre et de convivialité	500 000	140 000				
		• Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.								
		• Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.								
		• Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.								
		• Lutter contre les violences faites aux femmes.	Baziège	Violences conjugales					10 000	
	4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers	• Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré …) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services								
		• Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité…).								
		• Elaborer un Projet Territorial de Santé afin	Ramonville	Projet de lutte contre les perturbateurs endocriniens	7 500	7 500				
			Fourquevaux	Santé : création d'une maison de santé pluri-disciplinaire						
			Lacroix-Falgarde	Création d'un centre de santé						
	5/ Améliorer l'articulation des politiques sociales et autres; développer les partenariats	• Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.	Fourquevaux	Création d'une salle associative						
			Issus	Jardin partagé	5 000					
			Labège	Construction de locaux associatifs		800 000	600 000			
			Labège	Aménagement local jeunes		12 000				
			Lacroix-Falgarde	Projet de mise en place d'un café municipal	30 000					
			Montbrun-Lauragais	Maison des associations / centre bourg		30 000	60 000			
			Montlaur	Construction d'une salle associative/culturelle/sportive/ loisirs	345 000					
			Péchabou	Rénovation de la maison des associations	233 333					
			Rebigue	Création d'un pôle intergénérationnel et culturel avec local technique		400 000	400 000			
		• Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.								
		• Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.								
		• Renforcer la lisibilité de l'action publique locale à travers une démarche collective de qualité des accueils.								
		• Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.								
		• Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.								
		• Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région…)								
		• Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
3/ TRANSITION ECOLOGIQUE		• Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables.	Ramonville	Plan lumière			133 333	133 333	133 333	
			Castanet	Création d'installation de géothermie sur les batiments publics		420 000	650 000			
			Odars	Pose panneaux photovoltaiques sur la salle					66 000	
			Pechbusque	Installation de panneaux solaires (mairie, école, salle polyvalente)	75 000					
		• Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.	Odars	Réfection toiture salle polyvalente				100 000		
			Pompertuzat	Remplacement des volets roulants sur le groupe scolaire	34 306					
			Auzeville	Rénovation du chauffage de la mairie, étanchéité, charpente	60 000	30 000	30 000			
			Auzeville	Isolation des écoles et traitement des excès de chaleur en été	15 000	50 000	250 000	250 000		
			Auzeville	Isolation de la mairie					250 000	
			Auzeville	Modernisation et isolation de la mairie vieille (associations)					200 000	
			Ayguesvives	MJC / tiers-lieu : rénovation énergétique (isolation, huisseries)	67 553					
			Ayguesvives	Couverture terrains de tennis - photovoltaique			210 000	210 000		
			Ayguesvives	Réfection de l'éclairage du gymnase	13 499					
			Ayguesvives	Remplacement du chauffage ECS gymnase	28 313					
			Ayguesvives	Rénovation énergétique du terrain de pétanque			110 000	124 000		
			Ayguesvives	Rénovation énergétique de logements communaux	40 000	45 000				
			Ayguesvives	Rénovation du système de chauffage de l'Orangerie	35 767					
			Baziège	Isolation thermique des bâtiments				250 000		
			Donneville	Rénovation énergétique de l'école	39 442					
			Escalquens	Rénovation énergétique de l'ancien gymnase et de la salle des fêtes	700 000					
			Escalquens	Rénovation énergétique de l'école élémentaire						
			Escalquens	Rénovation énergétique de la maison des associations						
			Escalquens	Rénovation énergétique de la mairie et des services techniques						
	1/ Réduire les émissions de gaz à effet de serre		Escalquens	Rénovation énergétique de l'école maternelle (lien construction nlle école)						
			Espanès	Isolation de bâtiments publics et appartements communaux	10 000					
			Fourquevaux	Rénovation énergétique du centre culturel et sportif						
			Fourquevaux	Ecole : rénovation énergétique et agrandissement						
			Goyrans	Maison pour tous (bâtiment énergie positive)	10 000	40 000	300 000	50 000		
			Issus	Rénovation énergétique de la cantine et de la salle des fêtes	450 000					
			Labastide-Beauvoir	Agrandisssement école et isolation					900 000	
			Labège	Rénovation énergétique des bâtiments communaux		48 000	18 000	12 000	24 000	
			Lauzerville	Rénovation de la salle des fêtes	15 000	120 000	115 000			
			Lauzerville	Aménagements de l'école (alternative climatisation)	5 000					
			Montbrun-Lauragais	Rénovation énergétique des bâtiments communaux	200 000	115 000				
			Montgiscard	Rénovation de bâtiments publics		500 000	500 000	500 000		
			Odars	Rénovation énergétique école	43 000					
			Odars	Rénovation maison des associations		288 000				
			Odars	Isolation salle polyvalente		28 000				
			Odars	Pot déstratificateurs (complément chauffage)				22 400		
			Pouze	Sas entrée salle l'oustal			12 700			
			Pouze	Changement système de chauffage salle l'oustal					16 100	
			Pouze	Rénovation et isolation plafond salle l'oustal				18 250		
			Ramonville	Rénovation thermique de la piscine	50 000	950 000				
			Varennes	Rénovation mairie						
			Varennes	Remise en conformité de la salle des fêtes (chauffage et éclairage)						
			Vieille-Toulouse	Rénovation énergétique de la bibliothèque + ADAP			100 000			
			Vigoulet	Centre culturel : rénovation énergétique et extension	317 585	800 000				
			Varennes	Réfection toiture école						
		• Promouvoir et développer la construction durable à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.								
	2/ Aménagement durable et promotion de l'habitat	• Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.								
		• Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.								
		• Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.	Escalquens	Projet de parc urbain le long du Berjean						
			Montgiscard	Création d'un parc / jardin public "poumon vert"				500 000	500 000	
		• Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.	Castanet	Création de jardins partagés	32 000		32 000			
	3/ Développer les mobilités collectives et alternatives	• Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.								
		• Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030	Ayguesvives	Travaux de sécurité (CMA sud)						
			Ayguesvives	Création de pistes cyclables					300 000	400 000
			Baziège	Pistes cyclables, voies douces					200 000	
			Belberaud	Aménagement chemin de la Bécasse	15 000					
			Belberaud	Pistes cylclables ch briquetterie => ch de la tour + trotoirs sécurisés						
			Belberaud	Aménagement d'un rond point route de Fourquevaux						
			Castanet	Création d'une piste cyclable	1 411 250	1 411 250	1 411 250	1 411 250		
			Escalquens	Piste cyclable avenue de Toulouse (part communale)	170 000					
			Escalquens	Piste cyclable de la Caprice (part communale)	194 000					
			Espanès	Aménagement de la rue du château		20 000	100 000			
			Fourquevaux	Mobilités douces : aménagement du carrefour de la croix de la barre	109 885					
			Fourquevaux	Sécurité routière : aménagement du carrefour RD2/RD31						
			Fourquevaux	Création cheminements piétonniers / pistes cyclables						
			Issus	Mobilités douces		143 000				
			Labastide-Beauvoir	Déplacements doux			100 000			
			Labège	Opération "mon 1er vélo" (mobilités douces)		4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
			Lacroix-Falgarde	Aménagement de déplacements doux pour la traversée du village	300 000	300 000				
			Lacroix-Falgarde	Déplacements doux vers la commune de Portet (chemin des étroits)			100 000			
			Lacroix-Falgarde	Déplacements doux le long du ruisseau Cossignol						
			Lacroix-Falgarde	Rénovation du pont en fer (traversée Ariège)			300 000	500 000	500 000	
			Lauzerville	Abribus "lycée" impasse du communal	22 000					
			Lauzerville	Cheminement doux impasse de la tuilerie	10 000					
			Lauzerville	Cheminement doux Télégraphe (rte de Lauzerville)		10 000				
			Lauzerville	Cheminement doux rte d'Auzielle			10 000			
			Lauzerville	Signalisation verticale cheminement doux et village		10 000				
			Montbrun-Lauragais	Cheminements doux (RD 91,...)		40 000	40 000	120 000	100 000	100 000
			Montgiscard	Création de liaisons douces		150 000	150 000			
			Odars	Création modes circulation doux (TEN)				100 000		
			Odars	Pistes cyclables long RD2					450 000	
			Odars	Aménagement RD2						
			Péchabou	Création liaison douce centre commune et quartiers résidentiels						
			Pechbusque	Réalisation de cheminements doux	134 814					
			Pompertuzat	Création d'une piste cyclable	600 000					
			Pouze	Mise en place de bornes de recharge pour vélo électrique		12 500				
			Ramonville	Etude mobilité	60 000	298 500				
			Vigoulet	Aménagement d'une piste cyclable		150 000				
		• Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.	Baziège	Véhicules neufs électriques						100 000
			Labège	Achat de véhicules électriques			20 000	20 000		
			Ayguesvives	Acquisition de véhicules propres	20 472					
			Fourquevaux	Achat d'un véhicule bio GNV	40 000					
			Pechbusque	Achat d'un véhicule utilitaire électrique	23 333					
	4/ Soutien à une économie de transition	• Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.								
		• Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.	Ramonville	Réintroduction de maraichage agroécologique en zone périurbaine		968 399	968 399	968 399	140 000	140 000
			Ramonville	Projet qualité alimentaire		188 000	102 000	80 000	80 000	80 000
		• Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.	Ayguesvives	Développement filière production/consommation pdts locaux						
	5/ Préserver la biodiversité et la qualité de vie	• Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.	Baziège	Gestion de l'eau : communications et manifestations					10 000	
			Baziège	Biodiversité : formation, communication						10 000
			Baziège	Développement EV, création de vergers et jardins partagés					50 000	
			Baziège	Biodiversité : communication et manifestations						
			Baziège	Environnement : manifestations, publications					15 000	
			Castanet	Démolition d'un parking minéralisé pour créer un espces vert de rencontres et d'animations		220 000				
			Escalquens	Création d'une zone humide (protection biodiversité - prolongement DR916)						
			Espanès	Acquisition et aménagement de chemins de randonnées						20 000
			Labège	Plantation espaces boisés ("une naissance, un arbre)		6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
			Lauzerville	Plantations végétaux	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
			Lauzerville	Végétalisation et aménagement de lieux ponctuels	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
			Lauzerville	Verger collaboratif			10 000			
			Montbrun-Lauragais	Valorisation des eaux pluviales		10 000	30 000			
			Ramonville	0 phyto sur équipements sportifs	85 600					
			Ramonville	Atlas de la biodiversité communale	17 809	17 809	17 809			
		• Réduire la production de déchets en	Lauzerville	Mise en place dispositif self loi Egalim et zéro déchets		5 000	2 000			

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.	Lauzerville	Achat poubelles sélectives espaces publics		4 000				
			Lauzerville	Broyeur végétaux verts sur site		12 000	13 000			
		• Préserver et sécuriser la ressource en eaux.								
		• Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
4/ TRANSITION ECONOMIQUE	1/ attirer, prospecter les talents et rayonner	• Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.								
		• Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.								
		• Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.								
		• Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.								
		• Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.								
		• Développer le tourisme d'affaire.	Ayguesvives	Acquisition foncière - maison Odol	360 000					
		• Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire.	Ayguesvives	Port des Landes						
			Baziège	Rénovation phare aéronautique				250 000		
			Montgiscard	Aménagement d'une aire de pique-nique sur les berges du Canal du Midi		25 000	25 000			
			Pompertuzat	Aménagement de l'aire de loisirs aux abords du canal	7 591					
			Ramonville	Quartier fluvial		580 667	580 667	580 667		
	2/ orienter et transformer notre offre d'accueil	• Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).									
		• Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)								
		• Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.	Ayguesvives	Animation du tiers lieu Espace Cocagne (service civique)	8 000					
			Ayguesvives	Création d'un tiers-lieu						
			Issus	Tiers lieu						
		• Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.								
	3/ Poursuivre un développement harmonieux durable et solidaire	• Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).								
		• Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,	Lacroix-Falgarde	Extension des parking au niveau du centre commercial		100 000	100 000			
			Baziège	Animation commerces & artisanat						15 000
			Montbrun-Lauragais	Rénovation de la boulangerie			60 000			
		• Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.								
		• Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace	Baziège	Réhabilitation friche industrielle						2 000 000
			Ayguesvives	Création d'un tiers-lieu						
		• Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE		**INTITULES ACTIONS**								
	1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):	• Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.								
	2/ Accompagnement des publics	• Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.	Baziège	Illectronisme (MAD personnel)					50 000	
			Ayguesvives	Groupe scolaire - plan informatique	7 296					
			Ayguesvives	Mairie - plan informatique	25 620					
			Baziège	Enseignement numérique				25 000		
			Escalquens	Projet numérique : dématérialisation des services aux usagers						
			Labège	Conseillers numériques France Services						
			Lauzerville	Rénovation du site internet		4 000				
			Ramonville	Plan numérique des écoles	226 000					
		• Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.								
	3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données	• Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.								
		• Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.								
		• Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local								
	4/ Développement des usages et des modes de production du service public	• Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.								
		• Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services.								
		• Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.								
		• Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.								
		• Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental								
	5/ Partenariat fort avec le tissu économique local	• Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.								
		• Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.								
		• Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.								

PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais	• Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.							
			• Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..							
			• Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais							
		2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports	• Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance.							
			• Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.							
			• Garantir l'accès de tous au territoire - logements, équipements et services.	Amélioration de l'accueil des gens du voyage (ACS)	**134 500**	**300 000**	**500 000**			
				Poursuite du programme d'intérêt général amélioration de l'habitat privé	**112 900**	**154 150**	**154 150**	**154 150**	**154 150**	**154 150**
			• Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire							
			• Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.							
			• Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles	Territorialiser le schéma de développement économique						
		3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace	• Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre du ZAN, et respectueuse de la biodiversité, tout en s'assurant que cette trajectoire soit adaptée aux caractéristiques d'un territoire périurbain afin de ne pas rompre sa dynamique, notamment en termes d'accueil d'activités économiques							
			• Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations	Diagnostic agricole (fiche commune avec action 4/3/1)	**10 000**	**14 200**				
			• Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire.	Plan Paysage	**20 000**	**30 000**	**30 000**			
			• Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,							
		4/ Garantir l'accès des usagers aux services	• Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.							
			• Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale)	Equipements intérieurs ALSH, à Castanet-Tolosan (ACS)	**120 000**					
				Réhabilitation de l'ALSH La Caprice, à Escalquens (ACS)				**250 000**	**250 000**	
				Etudes de faisabilité rénovation-réhabilitation de l'ALSH Les Sables, à Ramonville-Saint-Agne (ACS)		**50 000**				
				Amélioration généralisée des équipements accueillant la Petite Enfance (ACS)		**183 334**	**183 333**	**183 333**		
			• Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en terme d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite,							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	ACTIONS	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES ACTIONS	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
2/ TRANSITION SOCIETALE	2/ TRANSITION SOCIETALE	1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales	• Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.	Prévention santé et alimentation en direction des personnes dépendantes (ACS)		50 000	50 000			
			• Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).	Des services plus inclusifs pour mieux accueillir et accompagner les usagers en situation de handicap (ACS)	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
			• Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et le soutien scolaire pour une réelle égalité des chances.							
			• Contribuer à l'autonomie des jeunes adultes.							
			• Améliorer l'accès à la culture et au sport							
		2/ Renforcer les solidarités	• Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants…),							
			• Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire…)	Un partenariat booster au service de l'insertion socio professionnelle pour rebondir après la crise (ACS)	20 000	50 000				
			• Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes…							
			• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC…) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.							
			• Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.							
		3/ Conforter la cohésion sociale et le vivre ensemble	• Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.	Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes	72 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
			• Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).	Prévention jeunesses (Facilitation du parcours des jeunes et traitement des situations des jeunes les plus vulnérables) (ACS)	8 000	46 500	46 500			
			• Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.	Avant-Projet de structure d'hébergement pour les personnes précaires et-ou victimes de violence intrafamiliales (ACS)		40 000				
			• Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.	Promotion du vivre-ensemble et lutte contre les exclusions (ACS)		10 000	10 000			
			• Favoriser des actions intergénérationnelles.							
			• Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.							
			• Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.	Mise en place d'un dispositif de vidéoprotection (ACS)	187 919	268 353	268 352			
			• Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.							
			• Lutter contre les violences faites aux femmes.							
		4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers	• Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré …) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services							
			• Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité…).	Dispositif itinérant Jeunesse (14-17 ans) (ACS)		130 000	25 000			
			• Elaborer un Projet Territorial de Santé afin d'améliorer l'offre globale.	Projet territorial de santé - diagnostic (ACS)		25 000	25 000			
		5/ Améliorer l'articulation des politiques sociales et autres; développer les partenariats	• Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.							
			• Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.							
			• Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.	Assistant conversationnel multicanal (extension du Chatbot COCO aux communes)						
			• Renforcer la lisibilité de l'action publique locale à travers une démarche collective de qualité des accueils.							
			• Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.							
			• Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.							
			• Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région…)							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
			• Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
3/ TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE	3/ TRANSITION ECOLOGIQUE et ENERGETIQUE	1/ Réduire les émissions de gaz à effet de serre	• Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables.	Projet de boucle d'eau tempérée	150 000	3 750 000	3 750 000			
				Projet territorial de production de bioGNV / hydrogène	40 000	à définir	à définir	à définir		
			• Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.	Schéma Directeur Immobilier Energie (Etude et mise en œuvre)	60 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
			• Promouvoir et développer la construction durable à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.	Dispositifs d'aides à la mobilité durable pour les particuliers et les professionnels	70 000	140 000	140 000	70 000		
				Mettre en œuvre un Contrat d'objectif territorial pour une transition écologique						
		2/ Aménagement durable et promotion de l'habitat	• Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.	Mise en place du guichet unique de la rénovation énergétique Rénov'occitanie						
			• Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.							
			• Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.	Schéma directeur des eaux pluviales urbaines						
			• Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.							
		3/ Développer les mobilités collectives et alternatives	• Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.	Schéma Directeur Voirie (Mise en œuvre)	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
				Franchissement de la voie ferrée Nord Enova	115 000	115 000	115 000	1 135 500	1 514 000	1 514 000
				Projet de Hub multimodal A61	premières études à lancer en 2021 : pas de chiffrage pour l'instant (fin 2021?)					
			• Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030	Développement des Plans de Mobilités décarbonées Employeurs	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
				Politique cyclable	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000
				Services vélo : Station V de Labège	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
				Cas d'usage mobilités						
			• Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.	Renouvellement de la flotte des véhicules SSIAD et SAAD (ACS)	95 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
				Achats de véhicules propres	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
		4/ Soutien à une économie de transition	• Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.	Animation / sensibilisation transition écologique	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000
			• Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.	Expo/Phyto	69 379	67 305				
				Plan d'actions du Projet Alimentaire Territorial (PAT)	attente retour territoire au 10 mai					
			• Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.	Impulser une dynamique d'innovation sociale et favoriser le développement de l'ESS sur le territoire (ACS)		70 000	50 000	50 000	50 000	50 000
		5/ Préserver la biodiversité et la qualité de vie	• Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.	Atlas de la biodiversité intercommunale	143 330	143 330	143 330	143 330	143 330	143 330
				Etudes PAPI 2021-2023	94 500	151 550	21 000			
				Accompagner la mise en œuvre de la charte de l'arbre	3 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
				Gérer durablement milieux aquatiques et lutte contre inondations 2022-2025 (GEMAPI)	240 000					
			• Réduire la production de déchets en accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.	Alternatives à l'utilisation des plastiques en restauration collective (ACS)	20 000	40 000				
				Accompagner les habitants pour un territoire durable 2022-2025	100 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
				Agir pour résorption dépôts sauvages et incivilités 2022-2025	15 000	15 000				
				Déployer le PLPDMA	430 000	430 000	430 000	430 000	430 000	430 000
			• Préserver et sécuriser la ressource en eau	Lutte contre les fuites (compteurs communicants)	150 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000		
				Schéma Directeur Assainissement (Etude et mise en œuvre)	250 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
				Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT)	80 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
				Schéma Directeur Eau Potable (Mise en œuvre)	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
			• Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
4/ TRANSITION ECONOMIQUE	4/ TRANSITION ECONOMIQUE	1/ attirer, prospecter les talents et rayonner	• Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.	Engager une démarche de prospection/commercialisation des parcs d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
			• Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.	Création de la plate-forme eco bâtiVal			8 070 843			
				Animation de la plate-forme eco bâtival	46 200	46 200	46 200	46 200	46 200	46 200
			• Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.	Soutien aux projets GeT-PlaGe porté par L'INRAE, E2SA et transformation des espaces portés par l'INP dans le cadre du CPER	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
			• Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.							
			• Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.							
			• Développer le tourisme d'affaire.							
			• Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire.	Structurer une offre touristique de destination nature	45 000	50 000	75 000	75 000	75 000	75 000
				Tourisme Canal du Midi	30 000	30 000	8 770 000	30 000	30 000	30 000
				Structurer une offre touristique autour de l'histoire et du patrimoine	15 000	44 000	40 000	40 000	40 000	40 000
		2/ orienter et transformer notre offre d'accueil	• Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).	Parc d'activités du Rivel, un quartier durable à énergie positive bas carbone						
				Management des parcs d'activité	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
			• Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)	Projet agrobiotech/ferme du futur	attente conclusion étude de faisabilité fin 2021					
			• Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.	Pépinière du futur - Pôle entrepreneurial	attente chiffrage étude					
			• Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.							
		3/ Poursuivre un développement harmonieux durable et solidaire	• Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).	Diagnostic agricole	10 000	14 200				
			• Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,	Promouvoir la diversité des commerçants et artisans du SICOVAL	15 000	15 000				
				Créer un poste de manager du commerce	21 500	21 500	50 000	50 000	50 000	50 000
				Elaborer une charte d'accueil des commerçants et artisans		15 000				
				Mettre en place un observatoire du commerce		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
			• Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.							
			• Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace							
			• Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
	PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**	**Projets**	**CALENDRIER BUDGETAIRE**					
	STRATEGIE		**INTITULES ACTIONS**	**INTITULES Projets**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	**2 024**	**2 025**	**2 026**
5/ TRANSITION NUMERIQUE		1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):	• Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.							
		2/ Accompagnement des publics	• Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.	Montée en compétence des usagers du numérique pour contribuer à une plus grande autonomie et réduire fracture numérique (ACS) + Conseiller numérique	**71 705**	**96 705**	**71 705**			
				Prévention au danger des écrans (ACS)	**10 000**	**10 000**				
			• Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.							
		3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données	• Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.							
			• Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.	Parcours de sécurisation cyber-sécurité du Sicoval	**110 000**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**
			• Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local	Diagnostic et stratégie de mutualisation système d'informations	**0**	**80 000**				
		4/ Développement des usages et des modes de production du service public	• Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.							
			• Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services	Transformation numérique de nos services sociaux dans le but de faciliter le parcours de l'usager (ACS)	**147 756**	**186 535**	**24 170**	**24 170**	**24 170**	**24 170**
			• Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.							
			• Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.	Développement de la Civictech						
			• Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental	Dématérialisation ADS	**62 090**	**10 783**	**210 783**	**22 652**	**22 652**	**22 652**
		5/ Partenariat fort avec le tissu économique local	• Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.							
			• Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.	Modernisation SI des pépinières	**116 000**	**172 000**	**82 000**	**82 000**	**82 000**	**82 000**
			• Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.	Accélerer la digitalisation des commerces	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**

Annexe 2 : Programmation Pluriannuelle par Orientations Stratégiques

Volet COMMUNES

PROJETS SICOVAL		ACTIONS		Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais	• Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.								
		• Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..								
		• Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais								
	2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports	• Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance.								
		• Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.	Aureville	Aménagement centre bourg						
			Ayguesvives	Acquisitions foncières - maisons Camolèse et Denise (place du fort - centre bourg)	290 000					250 000
			Ayguesvives	Aménagement de la place du Fort / parc				300 000	300 000	400 000
			Belberaud	Aménagement cœur du village (avec transports en commun)						
			Donneville	Acquisition et réhabilitation d'un ensemble immobilier pour centre bourg		400 000	200 000	200 000	100 000	100 000
			Goyrans	Aménagement centre village	5 000	45 000	30 000			
			Lauzerville	Aménagement du centre bourg	60 000	80 000	500 000	500 000		
			Montgiscard	Acquisition immobilière	330 000					
			Montgiscard	VRD		1 000 000	1 000 000			
			Vieille-Toulouse	Construction d'un pôle d'équipements : mairie, halle, espace polyvalent	500 000	1 000 000				
			Espanès	Aménagement du "triangle" (verger partagé, terrain multisports, mobilités)			40 000	100 000		
		• Garantir l'accès de tous au territoire : logements, équipements et services.								
		• Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire								
		• Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.	Rebigue	Rénovation d'un bâtiment et création de 4 logements		400 000	400 000			
		• Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles								
	3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace	• Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre du ZAN, et respectueuse de la biodiversité, tout en s'assurant que cette trajectoire soit adaptée aux caractéristiques d'un territoire périurbain afin de ne pas rompre sa dynamique, notamment en termes d'accueil d'activités économiques	Baziège	Sobriété foncière : communications et manifestations					10 000	
		• Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations								
		• Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire.								
		• Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,								
	4/ Garantir l'accès des usagers aux services	• Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.	Ramonville	Rénovation de la place Jean-Jaurès			300 000	2 000 000	2 000 000	
		• Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale)	Aureville	Réhabilitation d'un hangar agricole en salle des fêtes et halle couverte	645 510	1 000 000				
			Auzeville	Aulympie : aménagement d'un complexe sportif		500 000	3 000 000	1 300 000		
			Auzeville	Réhabilitation espace René Lavergne et extension écoles				1 000 000	1 500 000	
			Auzeville	Construction de nouveaux ateliers municipaux						750 000
			Auzielle	Construction école élémentaire		939 250	939 250	939 250	939 250	
			Ayguesvives	Groupe scolaire - extension préau, dortoir			250 000	250 000		
			Ayguesvives	Groupe scolaire - réaménagement de la cuisine		100 000	600 000	500 000		
			Ayguesvives	Construction de nouveaux ateliers			250 000	250 000		
			Ayguesvives	Création d'un skatepark		110 000	110 000			
			Ayguesvives	Piste d'athlétisme et terrain d'honneur	56 568					
			Ayguesvives	Cimetière - création d'un nouveau site	5 633			50 000		
			Baziège	Construction salle omnisports		2 500 000				
			Baziège	Ecole élémentaire centre bourg			2 000 000			
			Belberaud	Rénovation des vestiaires	22 000					
			Belberaud	Rénovation du presbytère		150 000				
			Belberaud	Atelier fitness plaine des sports		25 000				
			Belbèze	Rénovation de la mairie et construction salle multi-activités	50 000	69 338	400 459			
			Belbèze	Création d'une place centrale du village						
			Castanet	Création d'un lieu hybride culturel et social avec médiathèque	60 000	330 000	2 000 000	2 000 000		
			Castanet	Extension du gymnase Jean-Jaurès	275 000	275 000				
			Clermont-le-fort	Réhabilitation de la salle des fêtes						
			Clermont-le-fort	Restructuration de la salle de restauration / cuisine						
			Corronsac	Acquisition et création d'une structure multi-activités	180 000	250 000				
			Deyme	Extension école primaire		400 000				
			Deyme	Déplacement du city parc	50 000					
			Deyme	Réhabilitation de la mairie			700 000			
			Deyme	Réhabilitation de la salle des fêtes				500 000		
			Donneville	Aménagement d'un city parc		50 000	50 000			
			Escalquens	Construction d'un nouveau gymnase pour le collège	3 993 141					
			Escalquens	Travaux d'étanchéité du toit et réfection de la porte de l'ancien gymnase	42 000					
			Escalquens	Extension de l'école maternelle (bâtiment des Romarins)	100 000					
			Escalquens	Travaux de sécurisation des balcons de l'église	127 175					
			Escalquens	Rénovation ancienne mairie pour y accueillir le service de police municipale		23 000				
			Escalquens	Accessibilité de la maison des associations		140 000				
			Escalquens	Projet de plaine des sports (tranche 1)						
			Escalquens	Construction d'une école maternelle						
			Espanès	Amélioration et mise aux normes de la salle des fêtes	7 000	10 000		40 000	40 000	
			Espanès	Toiture de l'église	8 000					
			Espanès	Rénovation de la bibliothèque municipale		15 000				
			Espanès	Aménagement de l'église pour salle de concert					20 000	20 000
			Fourquevaux	Création d'aires de jeux pour enfants	49 373					
			Fourquevaux	Aménagement terrains de sport						
			Fourquevaux	Création d'un boulodromme couvert						
			Issus	Aménagement des espaces publics		100 000	300 000	200 000		
			Issus	Equipements ados						
			Issus	Cimetière						
			Labastide-Beauvoir	Médiathèque-café-tiers lieu	227 000					
			Labastide-Beauvoir	Terrain multisports		70 000				
			Labège	Transformation ancienne salle des fêtes			566 000			
			Labège	Réalisation d'une arthotèque				60 000		
			Lacroix-Falgarde	Aménagement de salles communales, terrains de sport, espaces coworking autour de l'école + extension						
			Lacroix-Falgarde	Réménagement de bâtiments sur l'espace du Ramier						
			Lauzerville	Construction d'ateliers municipaux (aménagement centre)	35 000	365 000				
			Lauzerville	Réhabilitation du local tennis		20 000	20 000			
			Lauzerville	Aménagement du parc communal (électricité, toilettes sèches,...)		6 000	6 000			
			Lauzerville	Création d'un lieu communal à vocation multiple (commerce, culture, tiers-lieu, conseil municipal)				400 000	400 000	
			Lauzerville	Equipements sportifs (piste bicross, skatepark, citystade,...)					25 000	
			Mervilla	Création d'une salle polyvalente						
			Montbrun-Lauragais	Rénovation de la cour de l'école		35 000				
			Montgiscard	Construction d'un gymnase				1 000 000	1 000 000	
			Montgiscard	Construction d'un groupe scolaire		1 666 667	1 666 667	1 666 667		
			Montlaur	Réhabilitation RDC ancien presbytère pour aménagement de la bibliothèque	30 000					
			Montlaur	Transformation de la bibliothèque actuelle en locaux de restaurations scolaire		190 000				
			Montlaur	Réhabilitation et création d'une salle ALAE, motricité et vestiaires			94 000			
			Montlaur	Création de 2 classes mixtes et mutualisées, dortoir, espace sanitaire				470 000	360 000	
			Montlaur	Réhabilitation extension de la mairie						540 000
			Odars	Réhabilitation / construction bâtisse			576 000			
		• Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en terme d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite,	Odars	Aménagements extérieurs				144 000		
			Péchabou	Rénovation hangar lauragais et extension ateliers municipaux						
			Péchabou	Réhabilitation - transformation des anciens ateliers en gymnase multisport						
			Pompertuzat	Création d'une salle de sport		1 500 000				
			Ramonville	Rénovation du groupe scolaire Jean-Jaurès			2 500 000	2 500 000		
			Ramonville	Rénovation de la piste d'athlétisme	890 632					

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
			Varennes	Rénovation mairie						
			Varennes	Aménagement autour de la salle des fêtes						
			Varennes	Construction d'un atelier municipal						
			Belberaud	Aménagement parc mairie avec parcours de santé arboré			150 000			
			Fourquevaux	Création accès PMR du cimetière St-Germier	91 952					
			Fourquevaux	Accès PMR salles associatives + aire de stationnement						
			Labège	Accessibilité salle polyvalente		41 956				
			Labège	Accessibilité espace Tricou			5 440			
			Escalquens	Travaux de mise en accessibilité des services techniques	25 000					

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
2/ TRANSITION SOCIETALE	1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales	• Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.								
		• Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).								
		• Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et le soutien scolaire pour une réelle égalité des chances.								
		• Contribuer à l'autonomie des jeunes	Baziège	Budget jeunes						60 000
		• Améliorer l'accès à la culture et au sport	Ramonville	Projet culturel de pôle spectacle vivant	345 262	345 262				
	2/ Renforcer les solidarités	• Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants…),								
		• Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire...)	Ramonville	Création d'une épicerie sociale	150 000	27 843	22 843	22 843	22 843	22 843
		• Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes…								
		• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC…) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.	Baziège	Emploi / formation (mise à disposition de personnel)						120 000
		• Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.								
	3/ Conforter la cohésion sociale et le vivre ensemble	• Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.								
		• Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).								
		• Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.								
		• Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.								
		• Favoriser des actions intergénérationnelles.	Castanet	Réhabilitation d'une place de quartier pour en créer un espace de rencontre et de convivialité	500 000	140 000				
		• Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.								
		• Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.								
		• Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.								
		• Lutter contre les violences faites aux femmes.	Baziège	Violences conjugales					10 000	
	4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers	• Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré …) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services								
		• Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité…).								
		• Elaborer un Projet Territorial de Santé afin	Ramonville	Projet de lutte contre les perturbateurs endocriniens	7 500	7 500				
			Fourquevaux	Santé : création d'une maison de santé pluri-disciplinaire						
			Lacroix-Falgarde	Création d'un centre de santé						
	5/ Améliorer l'articulation des politiques sociales et autres; développer les partenariats	• Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.	Fourquevaux	Création d'une salle associative						
			Issus	Jardin partagé	5 000					
			Labège	Construction de locaux associatifs		800 000	600 000			
			Labège	Aménagement local jeunes		12 000				
			Lacroix-Falgarde	Projet de mise en place d'un café municipal	30 000					
			Montbrun-Lauragais	Maison des associations / centre bourg		30 000	60 000			
			Montlaur	Construction d'une salle associative/culturelle/sportive/ loisirs	345 000					
			Péchabou	Rénovation de la maison des associations	233 333					
			Rebigue	Création d'un pôle intergénérationnel et culturel avec local technique		400 000	400 000			
		• Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.								
		• Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.								
		• Renforcer la lisibilité de l'action publique locale à travers une démarche collective de qualité des accueils.								
		• Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.								
		• Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.								
		• Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région…)								
		• Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
3/ TRANSITION ECOLOGIQUE		• Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables.	Ramonville	Plan lumière			133 333	133 333	133 333	
			Castanet	Création d'installation de géothermie sur les batiments publics		420 000	650 000			
			Odars	Pose panneaux photovoltaiques sur la salle					66 000	
			Pechbusque	Installation de panneaux solaires (mairie, école, salle polyvalente)	75 000					
		• Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.	Odars	Réfection toiture salle polyvalente				100 000		
			Pompertuzat	Remplacement des volets roulants sur le groupe scolaire	34 306					
			Auzeville	Rénovation du chauffage de la mairie, étanchéité, charpente	60 000	30 000	30 000			
			Auzeville	Isolation des écoles et traitement des excès de chaleur en été	15 000	50 000	250 000	250 000		
			Auzeville	Isolation de la mairie					250 000	
			Auzeville	Modernisation et isolation de la mairie vieille (associations)					200 000	
			Ayguesvives	MJC / tiers-lieu : rénovation énergétique (isolation, huisseries)	67 553					
			Ayguesvives	Couverture terrains de tennis - photovoltaique			210 000	210 000		
			Ayguesvives	Réfection de l'éclairage du gymnase	13 499					
			Ayguesvives	Remplacement du chauffage ECS gymnase	28 313					
			Ayguesvives	Rénovation énergétique du terrain de pétanque			110 000	124 000		
			Ayguesvives	Rénovation énergétique de logements communaux	40 000	45 000				
			Ayguesvives	Rénovation du système de chauffage de l'Orangerie	35 767					
			Baziège	Isolation thermique des bâtiments				250 000		
			Donneville	Rénovation énergétique de l'école	39 442					
			Escalquens	Rénovation énergétique de l'ancien gymnase et de la salle des fêtes	700 000					
			Escalquens	Rénovation énergétique de l'école élémentaire						
			Escalquens	Rénovation énergétique de la maison des associations						
			Escalquens	Rénovation énergétique de la mairie et des services techniques						
	1/ Réduire les émissions de gaz à effet de serre		Escalquens	Rénovation énergétique de l'école maternelle (lien construction nlle école)						
			Espanès	Isolation de bâtiments publics et appartements communaux	10 000					
			Fourquevaux	Rénovation énergétique du centre culturel et sportif						
			Fourquevaux	Ecole : rénovation énergétique et agrandissement						
			Goyrans	Maison pour tous (bâtiment énergie positive)	10 000	40 000	300 000	50 000		
			Issus	Rénovation énergétique de la cantine et de la salle des fêtes	450 000					
			Labastide-Beauvoir	Agrandisssement école et isolation					900 000	
			Labège	Rénovation énergétique des bâtiments communaux		48 000	18 000	12 000	24 000	
			Lauzerville	Rénovation de la salle des fêtes	15 000	120 000	115 000			
			Lauzerville	Aménagements de l'école (alternative climatisation)	5 000					
			Montbrun-Lauragais	Rénovation énergétique des bâtiments communaux	200 000	115 000				
			Montgiscard	Rénovation de bâtiments publics		500 000	500 000	500 000		
			Odars	Rénovation énergétique école	43 000					
			Odars	Rénovation maison des associations		288 000				
			Odars	Isolation salle polyvalente		28 000				
			Odars	Pot déstratificateurs (complément chauffage)				22 400		
			Pouze	Sas entrée salle l'oustal			12 700			
			Pouze	Changement système de chauffage salle l'oustal					16 100	
			Pouze	Rénovation et isolation plafond salle l'oustal				18 250		
			Ramonville	Rénovation thermique de la piscine	50 000	950 000				
			Varennes	Rénovation mairie						
			Varennes	Remise en conformité de la salle des fêtes (chauffage et éclairage)						
			Vieille-Toulouse	Rénovation énergétique de la bibliothèque + ADAP			100 000			
			Vigoulet	Centre culturel : rénovation énergétique et extension	317 585	800 000				
			Varennes	Réfection toiture école						
		• Promouvoir et développer la construction durable à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.								
	2/ Aménagement durable et promotion de l'habitat	• Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.								
		• Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.								
		• Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.	Escalquens	Projet de parc urbain le long du Berjean						
			Montgiscard	Création d'un parc / jardin public "poumon vert"				500 000	500 000	
		• Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.	Castanet	Création de jardins partagés	32 000		32 000			
	3/ Développer les mobilités collectives et alternatives	• Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.								
		• Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030	Ayguesvives	Travaux de sécurité (CMA sud)						
			Ayguesvives	Création de pistes cyclables					300 000	400 000
			Baziège	Pistes cyclables, voies douces					200 000	
			Belberaud	Aménagement chemin de la Bécasse	15 000					
			Belberaud	Pistes cylclables ch briquetterie => ch de la tour + trotoirs sécurisés						
			Belberaud	Aménagement d'un rond point route de Fourquevaux						
			Castanet	Création d'une piste cyclable	1 411 250	1 411 250	1 411 250	1 411 250		
			Escalquens	Piste cyclable avenue de Toulouse (part communale)	170 000					
			Escalquens	Piste cyclable de la Caprice (part communale)	194 000					
			Espanès	Aménagement de la rue du château		20 000	100 000			
			Fourquevaux	Mobilités douces : aménagement du carrefour de la croix de la barre	109 885					
			Fourquevaux	Sécurité routière : aménagement du carrefour RD2/RD31						
			Fourquevaux	Création cheminements piétonniers / pistes cyclables						
			Issus	Mobilités douces		143 000				
			Labastide-Beauvoir	Déplacements doux			100 000			
			Labège	Opération "mon 1er vélo" (mobilités douces)		4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
			Lacroix-Falgarde	Aménagement de déplacements doux pour la traversée du village	300 000	300 000				
			Lacroix-Falgarde	Déplacements doux vers la commune de Portet (chemin des étroits)			100 000			
			Lacroix-Falgarde	Déplacements doux le long du ruisseau Cossignol						
			Lacroix-Falgarde	Rénovation du pont en fer (traversée Ariège)			300 000	500 000	500 000	
			Lauzerville	Abribus "lycée" impasse du communal	22 000					
			Lauzerville	Cheminement doux impasse de la tuilerie	10 000					
			Lauzerville	Cheminement doux Télégraphe (rte de Lauzerville)		10 000				
			Lauzerville	Cheminement doux rte d'Auzielle			10 000			
			Lauzerville	Signalisation verticale cheminement doux et village		10 000				
			Montbrun-Lauragais	Cheminements doux (RD 91,...)		40 000	40 000	120 000	100 000	100 000
			Montgiscard	Création de liaisons douces		150 000	150 000			
			Odars	Création modes circulation doux (TEN)				100 000		
			Odars	Pistes cyclables long RD2					450 000	
			Odars	Aménagement RD2						
			Péchabou	Création liaison douce centre commune et quartiers résidentiels						
			Pechbusque	Réalisation de cheminements doux	134 814					
			Pompertuzat	Création d'une piste cyclable	600 000					
			Pouze	Mise en place de bornes de recharge pour vélo électrique		12 500				
			Ramonville	Etude mobilité	60 000	298 500				
			Vigoulet	Aménagement d'une piste cyclable		150 000				
		• Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.	Baziège	Véhicules neufs électriques						100 000
			Labège	Achat de véhicules électriques			20 000	20 000		
			Ayguesvives	Acquisition de véhicules propres	20 472					
			Fourquevaux	Achat d'un véhicule bio GNV	40 000					
			Pechbusque	Achat d'un véhicule utilitaire électrique	23 333					
	4/ Soutien à une économie de transition	• Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.								
		• Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.	Ramonville	Réintroduction de maraichage agroécologique en zone périurbaine		968 399	968 399	968 399	140 000	140 000
			Ramonville	Projet qualité alimentaire		188 000	102 000	80 000	80 000	80 000
		• Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.	Ayguesvives	Développement filière production/consommation pdts locaux						
	5/ Préserver la biodiversité et la qualité de vie	• Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.	Baziège	Gestion de l'eau : communications et manifestations					10 000	
			Baziège	Biodiversité : formation, communication						10 000
			Baziège	Développement EV, création de vergers et jardins partagés					50 000	
			Baziège	Biodiversité : communication et manifestations						
			Baziège	Environnement : manifestations, publications					15 000	
			Castanet	Démolition d'un parking minéralisé pour créer un espces vert de rencontres et d'animations		220 000				
			Escalquens	Création d'une zone humide (protection biodiversité - prolongement DR916)						
			Espanès	Acquisition et aménagement de chemins de randonnées						20 000
			Labège	Plantation espaces boisés ("une naissance, un arbre)		6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
			Lauzerville	Plantations végétaux	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
			Lauzerville	Végétalisation et aménagement de lieux ponctuels	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
			Lauzerville	Verger collaboratif			10 000			
			Montbrun-Lauragais	Valorisation des eaux pluviales		10 000	30 000			
			Ramonville	0 phyto sur équipements sportifs	85 600					
			Ramonville	Atlas de la biodiversité communale	17 809	17 809	17 809			
		• Réduire la production de déchets en	Lauzerville	Mise en place dispositif self loi Egalim et zéro déchets		5 000	2 000			

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
		accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.	Lauzerville	Achat poubelles sélectives espaces publics		4 000				
			Lauzerville	Broyeur végétaux verts sur site		12 000	13 000			
		• Préserver et sécuriser la ressource en eaux.								
		• Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE	**OBJECTIFS**	**INTITULES ACTIONS**								
4/ TRANSITION ECONOMIQUE	1/ attirer, prospecter les talents et rayonner	• Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.								
		• Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.								
		• Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.								
		• Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.								
		• Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.								
		• Développer le tourisme d'affaire.	Ayguesvives	Acquisition foncière - maison Odol	360 000					
		• Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire.	Ayguesvives	Port des Landes						
			Baziège	Rénovation phare aéronautique				250 000		
			Montgiscard	Aménagement d'une aire de pique-nique sur les berges du Canal du Midi		25 000	25 000			
			Pompertuzat	Aménagement de l'aire de loisirs aux abords du canal	7 591					
			Ramonville	Quartier fluvial		580 667	580 667	580 667		
	2/ orienter et transformer notre offre d'accueil	• Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).									
		• Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)								
		• Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.	Ayguesvives	Animation du tiers lieu Espace Cocagne (service civique)	8 000					
			Ayguesvives	Création d'un tiers-lieu						
			Issus	Tiers lieu						
		• Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.								
	3/ Poursuivre un développement harmonieux durable et solidaire	• Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).								
		• Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,	Lacroix-Falgarde	Extension des parking au niveau du centre commercial		100 000	100 000			
			Baziège	Animation commerces & artisanat						15 000
			Montbrun-Lauragais	Rénovation de la boulangerie			60 000			
		• Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.								
		• Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace	Baziège	Réhabilitation friche industrielle						2 000 000
			Ayguesvives	Création d'un tiers-lieu						
		• Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.								

STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	Commune	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**								
STRATEGIE		**INTITULES ACTIONS**								
	1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):	• Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.								
	2/ Accompagnement des publics	• Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.	Baziège	Illectronisme (MAD personnel)					50 000	
			Ayguesvives	Groupe scolaire - plan informatique	7 296					
			Ayguesvives	Mairie - plan informatique	25 620					
			Baziège	Enseignement numérique				25 000		
			Escalquens	Projet numérique : dématérialisation des services aux usagers						
			Labège	Conseillers numériques France Services						
			Lauzerville	Rénovation du site internet		4 000				
			Ramonville	Plan numérique des écoles	226 000					
		• Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.								
	3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données	• Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.								
		• Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.								
		• Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local								
	4/ Développement des usages et des modes de production du service public	• Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.								
		• Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services.								
		• Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.								
		• Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.								
		• Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental								
	5/ Partenariat fort avec le tissu économique local	• Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.								
		• Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.								
		• Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.								

PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ TRANSITION DEMOGRAPHIQUE	1/ Renforcer le positionnement du Territoire entre Métropole et Lauragais	• Maintenir les complémentarités territoriales et fonctionnelles au sein de la Grande Agglomération et à l'échelle du Sicoval.							
			• Garantir une interdépendance choisie et équilibrée, avec les territoires voisins : la Métropole, le Muretain, le Lauragais, les intercommunalités du Dialogue Métropolitain, les intercommunalités Haut-garonnaises, Occitanes, Françaises à travers les réseaux : ADCF, AMF, Interconnectés, ANCT etc..							
			• Renforcer les collaborations avec les territoires du Lauragais							
		2/ Préserver un développement équilibré entre habitat, activités et transports	• Veiller à un développement de l'ensemble intercommunal en multipolarité et non en tâche d'huile pour préserver les identités communales et développer le sentiment d'appartenance.							
			• Renforcer la lecture du territoire en accompagnant la rénovation et la mise en valeur des centres-bourgs et adaptant les formes urbaines.							
			• Garantir l'accès de tous au territoire - logements, équipements et services.	Amélioration de l'accueil des gens du voyage (ACS)	**134 500**	**300 000**	**500 000**			
				Poursuite du programme d'intérêt général amélioration de l'habitat privé	**112 900**	**154 150**	**154 150**	**154 150**	**154 150**	**154 150**
			• Maîtriser la spéculation foncière pour assurer le maintien de la diversité fonctionnelle du territoire							
			• Conserver une cohérence équilibrée de l'aménagement du territoire entre accueil de populations, d'emplois, d'offres de logements, de mobilité et d'équipements.							
			• Identifier les espaces d'accueil potentiel d'activités économiques nouvelles	Territorialiser le schéma de développement économique						
		3/ Promouvoir la frugalité dans la consommation de l'espace	• Garantir une gestion économe du foncier communautaire dans le cadre du ZAN, et respectueuse de la biodiversité, tout en s'assurant que cette trajectoire soit adaptée aux caractéristiques d'un territoire périurbain afin de ne pas rompre sa dynamique, notamment en termes d'accueil d'activités économiques							
			• Préserver et valoriser les espaces agricoles pour maintenir l'activité économique et accompagner ses mutations	Diagnostic agricole (fiche commune avec action 4/3/1)	**10 000**	**14 200**				
			• Mettre en valeur la lecture et l'appropriation richesses paysagères du territoire pour en faire un socle de la politique d'aménagement du territoire.	Plan Paysage	**20 000**	**30 000**	**30 000**			
			• Mettre en valeur et préserver le Patrimoine naturel pour combiner protection et contribution à la qualité du cadre de vie,							
		4/ Garantir l'accès des usagers aux services	• Renforcer le rôle d'équilibre des Bourgs-centres dans la production et l'implantation de services aux habitants.							
			• Répondre aux attentes d'une population exigeante en matière d'offre de services, (Petite enfance, Scolaire, Sport, Culture, Santé, Jeunesse, Vie locale)	Equipements intérieurs ALSH, à Castanet-Tolosan (ACS)	**120 000**					
				Réhabilitation de l'ALSH La Caprice, à Escalquens (ACS)				**250 000**	**250 000**	
				Etudes de faisabilité rénovation-réhabilitation de l'ALSH Les Sables, à Ramonville-Saint-Agne (ACS)		**50 000**				
				Amélioration généralisée des équipements accueillant la Petite Enfance (ACS)		**183 334**	**183 333**	**183 333**		
			• Anticiper et se préparer aux mutations pouvant émerger de la situation actuelle en terme d'aspirations résidentielles, de modes de travailler, de demande d'espaces verts et de loisirs, d'accessibilité aux espaces de services par les personnes à mobilité réduite,							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	ACTIONS	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES ACTIONS	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
2/ TRANSITION SOCIETALE	2/ TRANSITION SOCIETALE	1/ Développer l'autonomie du plus grand nombre à travers nos politiques sociales	• Développer le maintien à domicile et l'autonomie des personnes âgées en élargissant notre action à l'animation de la vie sociale des séniors.	Prévention santé et alimentation en direction des personnes dépendantes (ACS)		50 000	50 000			
			• Mettre en place des mesures d'accompagnement plus inclusives (personnes en situation de handicap) en développant des services adaptées (accueils du jeune enfant, ALSH).	Des services plus inclusifs pour mieux accueillir et accompagner les usagers en situation de handicap (ACS)	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
			• Soutenir la parentalité, conforter les politiques éducatives et le soutien scolaire pour une réelle égalité des chances.							
			• Contribuer à l'autonomie des jeunes adultes.							
			• Améliorer l'accès à la culture et au sport							
		2/ Renforcer les solidarités	• Renforcer l'accompagnement social et l'accès aux droits des publics notamment précaires (jeunes adultes, étudiants, intérimaires, travailleurs indépendants…),							
			• Renforcer la coopération au sein du bloc local dans la réponse aux urgences (perte de revenus, aide alimentaire…)	Un partenariat booster au service de l'insertion socio professionnelle pour rebondir après la crise (ACS)	20 000	50 000				
			• Développer les solidarités envers les plus fragiles : personnes en situation de handicap, gens du voyage, personnes isolées, personnes âgées très dépendantes…							
			• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle (apprentissage, contrats de professionnalisation, PEC…) et soutenir les personnes à faible niveau de qualification, développer des formations sur le territoire pour accéder à des emplois non délocalisables.							
			• Promouvoir les emplois locaux, en soutenant l'économie sociale et solidaire comme levier d'inclusion de certains publics fragiles.							
		3/ Conforter la cohésion sociale et le vivre ensemble	• Former à la citoyenneté dès le plus jeune âge et développer des actions pédagogiques permettant d'améliorer le vivre-ensemble: laïcité, valeurs de la République, égalité filles/garçons, lutte contre les discriminations, respect des diversités, ouverture au monde.	Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes	72 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
			• Encourager les projets innovants mobilisant les jeunes (interculturalité, solidarité internationale).	Prévention jeunesses (Facilitation du parcours des jeunes et traitement des situations des jeunes les plus vulnérables) (ACS)	8 000	46 500	46 500			
			• Garantir une cohésion sociale entre toutes les composantes de la population qu'elles soient anciennes ou nouvellement installées, de passage ou ancrées sur le territoire.	Avant-Projet de structure d'hébergement pour les personnes précaires et-ou victimes de violence intrafamiliales (ACS)		40 000				
			• Faire en sorte que nos usagers ne soient pas simples « consommateurs » de service, développer leur participation et le lien social.	Promotion du vivre-ensemble et lutte contre les exclusions (ACS)		10 000	10 000			
			• Favoriser des actions intergénérationnelles.							
			• Favoriser la mixité sociale et le rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire à travers le PLH.							
			• Renforcer la tranquillité publique et les dispositifs d'accompagnement et de coordination des polices municipales.	Mise en place d'un dispositif de vidéoprotection (ACS)	187 919	268 353	268 352			
			• Lutter contre les conduites à risques et mettre en place des mesures de prévention.							
			• Lutter contre les violences faites aux femmes.							
		4/ Améliorer l'accès aux services de nos usagers	• Simplifier le parcours de l'usager (portail familles, guichet unique emploi insertion, service intégré …) et mettre en place des démarches de certification/labellisation de certains services							
			• Développer l' « aller-vers » certains publics dits « invisibles » et renforcer la communication (jeunes, publics en très grande précarité…).	Dispositif itinérant Jeunesse (14-17 ans) (ACS)		130 000	25 000			
			• Elaborer un Projet Territorial de Santé afin d'améliorer l'offre globale.	Projet territorial de santé - diagnostic (ACS)		25 000	25 000			
		5/ Améliorer l'articulation des politiques sociales et autres; développer les partenariats	• Garantir le maintien d'une forme d'authenticité et de proximité à travers l'animation de la vie locale et le renforcement du sentiment d'appartenance.							
			• Développer les formes de gouvernance associant les habitants, les citoyens, les usagers du territoire.							
			• Développer les formes de mutualisation pour plus d'efficience de l'action publique.	Assistant conversationnel multicanal (extension du Chatbot COCO aux communes)						
			• Renforcer la lisibilité de l'action publique locale à travers une démarche collective de qualité des accueils.							
			• Développer avec les partenaires les dispositifs d'observation et d'analyse des besoins sociaux du territoire.							
			• Améliorer la veille sociale et le repérage des publics fragiles.							
			• Co-construire les politiques de solidarité avec nos partenaires, au plus près des besoins des usagers (Etat, CD31, ARS, CAF, Région…)							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
			• Développer des stratégies de coopération avec d'autres acteurs associatifs, institutionnels, privés et renforcer les démarches transversales avec les autres politiques publiques du territoire.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
3/ TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE	3/ TRANSITION ECOLOGIQUE et ENERGETIQUE	1/ Réduire les émissions de gaz à effet de serre	• Accompagner la transition énergétique en développant la production et la consommation locale d'énergies renouvelables.	Projet de boucle d'eau tempérée	150 000	3 750 000	3 750 000			
				Projet territorial de production de bioGNV / hydrogène	40 000	à définir	à définir	à définir		
			• Accélérer la rénovation énergétique des habitations, des bâtiments à vocation économique et des bâtiments publics afin de réduire les consommations.	Schéma Directeur Immobilier Energie (Etude et mise en œuvre)	60 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
			• Promouvoir et développer la construction durable à travers l'émulation de la profession et l'exemplarité de la construction publique.	Dispositifs d'aides à la mobilité durable pour les particuliers et les professionnels	70 000	140 000	140 000	70 000		
				Mettre en œuvre un Contrat d'objectif territorial pour une transition écologique						
		2/ Aménagement durable et promotion de l'habitat	• Conforter le positionnement du Sicoval en tant que territoire exemplaire en matière de transition écologique et énergétique à travers le développement d'opérations pilotes en partenariat avec les acteurs locaux et les autres territoires.	Mise en place du guichet unique de la rénovation énergétique Rénov'occitanie						
			• Conforter les démarches d'aménagement durable du territoire à travers la qualification et/ou la labellisation des opérations d'aménagement.							
			• Améliorer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols et en garantissant la qualité des rejets au milieu naturel.	Schéma directeur des eaux pluviales urbaines						
			• Promouvoir et développer la création d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains.							
		3/ Développer les mobilités collectives et alternatives	• Développer les mobilités collectives et alternatives en partenariat avec les acteurs locaux privés ou associatifs.	Schéma Directeur Voirie (Mise en œuvre)	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
				Franchissement de la voie ferrée Nord Enova	115 000	115 000	115 000	1 135 500	1 514 000	1 514 000
				Projet de Hub multimodal A61	premières études à lancer en 2021 : pas de chiffrage pour l'instant (fin 2021?)					
			• Elaborer et mettre en œuvre un Plan Territorial des Mobilités Décarbonées sur la période 2021-2030	Développement des Plans de Mobilités décarbonées Employeurs	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
				Politique cyclable	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000	1 120 000
				Services vélo : Station V de Labège	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
				Cas d'usage mobilités						
			• Mettre en œuvre un plan de mobilité interne à l'échelle du Sicoval.	Renouvellement de la flotte des véhicules SSIAD et SAAD (ACS)	95 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
				Achats de véhicules propres	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
		4/ Soutien à une économie de transition	• Promouvoir les démarches écoresponsables dans les entreprises.	Animation / sensibilisation transition écologique	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000
			• Répondre de façon adaptée à l'enjeu prioritaire d'alimentation durable et à l'accompagnement des agriculteurs vers de nouvelles pratiques durables et résilientes, dans un objectif de préservation de l'activité agricole et de valorisation des productions au plus près des lieux de consommation.	Expo/Phyto	69 379	67 305				
				Plan d'actions du Projet Alimentaire Territorial (PAT)	attente retour territoire au 10 mai					
			• Développer les démarches d'économie circulaire à travers l'animation des filières, le soutien aux initiatives et la commande publique locale.	Impulser une dynamique d'innovation sociale et favoriser le développement de l'ESS sur le territoire (ACS)		70 000	50 000	50 000	50 000	50 000
		5/ Préserver la biodiversité et la qualité de vie	• Protéger, développer et mettre en valeur la biodiversité par la protection des milieux naturels et notamment aquatiques et par la mise en place de Plans de Gestion pour l'ensemble des espaces naturels et Paysagers du territoire.	Atlas de la biodiversité intercommunale	143 330	143 330	143 330	143 330	143 330	143 330
				Etudes PAPI 2021-2023	94 500	151 550	21 000			
				Accompagner la mise en œuvre de la charte de l'arbre	3 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
				Gérer durablement milieux aquatiques et lutte contre inondations 2022-2025 (GEMAPI)	240 000					
			• Réduire la production de déchets en accompagnant et encourageant les changements de comportement des citoyens.	Alternatives à l'utilisation des plastiques en restauration collective (ACS)	20 000	40 000				
				Accompagner les habitants pour un territoire durable 2022-2025	100 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
				Agir pour résorption dépôts sauvages et incivilités 2022-2025	15 000	15 000				
				Déployer le PLPDMA	430 000	430 000	430 000	430 000	430 000	430 000
			• Préserver et sécuriser la ressource en eau	Lutte contre les fuites (compteurs communicants)	150 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000		
				Schéma Directeur Assainissement (Etude et mise en œuvre)	250 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
				Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT)	80 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
				Schéma Directeur Eau Potable (Mise en œuvre)	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
			• Agir pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air afin de préserver la santé des populations.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
PROJET SICOVA	PROJETS SICOVAL		ACTIONS	Projets	CALENDRIER BUDGETAIRE					
STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
4/ TRANSITION ECONOMIQUE	4/ TRANSITION ECONOMIQUE	1/ attirer, prospecter les talents et rayonner	• Développer les partenariats économiques avec les territoires voisins pour éviter les concurrences stériles et préférer la saine émulation par la qualité de l'action économique que le dumping sur les prix.	Engager une démarche de prospection/commercialisation des parcs d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
			• Transformer l'excellence environnementale du territoire en vecteur de développement local à travers la création d'une filière d'excellence autour de la transition énergétique et de l'écoconstruction.	Création de la plate-forme eco bâtiVal			8 070 843			
				Animation de la plate-forme eco bâtival	46 200	46 200	46 200	46 200	46 200	46 200
			• Soutenir le développement des structures d'enseignement et de recherche et nouer des partenariats d'innovation avec eux pour booster la compétitivité des entreprises du territoire et attirer les talents.	Soutien aux projets GeT-PlaGe porté par L'INRAE, E2SA et transformation des espaces portés par l'INP dans le cadre du CPER	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
			• Affirmer l'identité économique du territoire par une politique de promotion ciblée.							
			• Rapprocher l'écosystème de la formation des besoins des entreprises locales.							
			• Développer le tourisme d'affaire.							
			• Développer une offre touristique reposant sur la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel du territoire.	Structurer une offre touristique de destination nature	45 000	50 000	75 000	75 000	75 000	75 000
				Tourisme Canal du Midi	30 000	30 000	8 770 000	30 000	30 000	30 000
				Structurer une offre touristique autour de l'histoire et du patrimoine	15 000	44 000	40 000	40 000	40 000	40 000
		2/ orienter et transformer notre offre d'accueil	• Préserver l'équilibre entre arrivées de populations et offres d'emploi en augmentant et en qualifiant les capacités d'accueil du territoire dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territorial de la Grande Agglomération Toulousaine (rivel, extension du parc du canal, enova, agrobiopôle).	Parc d'activités du Rivel, un quartier durable à énergie positive bas carbone						
				Management des parcs d'activité	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
			• Soutenir le développement des filières d'excellence du territoire et l'émergence de filière en devenir par l'animation des réseaux d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité, et par le renforcement de la mise en relation, (Bio santé, Numérique responsable, internet des objets, spatial, systèmes embarqués, sous-traitance aéronautique, agrobiologie, datas scientisme et intelligence artificielle, nouvelles énergies, fintech, Marketing digital, drones, nouvelles mobilités, silver économie)	Projet agrobiotech/ferme du futur	attente conclusion étude de faisabilité fin 2021					
			• Adapter notre offre de services aux entreprises pour faciliter leur parcours résidentiel de la création à la reprise en passant par toutes les phases de croissance.	Pépinière du futur - Pôle entrepreneurial	attente chiffrage étude					
			• Accompagner la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée dans le soutien aux entreprises en difficulté à la suite de la crise sanitaire.							
		3/ Poursuivre un développement harmonieux durable et solidaire	• Accompagner la mutation de la filière agricole par le soutien à la diversification et le développement des activités de valorisation de la production locale (énergie, alimentation, matériaux, santé,..).	Diagnostic agricole	10 000	14 200				
			• Conforter le développement des services offerts aux habitants et promouvoir l'emploi local non-délocalisable à travers le soutien à l'artisanat et au commerce de proximité,	Promouvoir la diversité des commerçants et artisans du SICOVAL	15 000	15 000				
				Créer un poste de manager du commerce	21 500	21 500	50 000	50 000	50 000	50 000
				Elaborer une charte d'accueil des commerçants et artisans		15 000				
				Mettre en place un observatoire du commerce		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
			• Soutenir la croissance des entreprises du territoire par une politique volontariste d'achat local et responsable.							
			• Accompagner les mutations de friches industrielles dans le souci d'une gestion économe et résiliente de l'espace							
			• Veiller à l'équilibre territorial des implantations économiques dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial et du développement de la Ville Intense au sud du territoire.							

STRATEGIES	STRATEGIE	OBJECTIFS	INTITULES ACTIONS	INTITULES Projets	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
	PROJETS SICOVAL		**ACTIONS**	**Projets**	**CALENDRIER BUDGETAIRE**					
	STRATEGIE		**INTITULES ACTIONS**	**INTITULES Projets**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	**2 024**	**2 025**	**2 026**
5/ TRANSITION NUMERIQUE		1/ Amélioration de l'accès à l'information (SDAN):	• Permettre l'accès de tous à un réseau numérique performant à travers la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique.							
		2/ Accompagnement des publics	• Favoriser l'autonomie et l'inclusion de tous les usagers du numérique notamment en développant l'accompagnement des plus éloignés.	Montée en compétence des usagers du numérique pour contribuer à une plus grande autonomie et réduire fracture numérique (ACS) + Conseiller numérique	**71 705**	**96 705**	**71 705**			
				Prévention au danger des écrans (ACS)	**10 000**	**10 000**				
			• Anticiper l'impact du numérique sur l'emploi et les nouvelles façons de travailler.							
		3/ Fiabilisation, maîtrise et sécurisation des données	• Garantir la sécurisation des données du territoire et leur exploitation responsable dans l'intérêt des citoyens.							
			• Renforcer la sécurisation des services locaux en limitant leur vulnérabilité aux attaques extérieures.	Parcours de sécurisation cyber-sécurité du Sicoval	**110 000**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**	**à chiffrer suite au parcours de sécurisation ANSSI**
			• Développer une gestion collective du numérique à l'échelle du bloc local	Diagnostic et stratégie de mutualisation système d'informations	**0**	**80 000**				
		4/ Développement des usages et des modes de production du service public	• Innover dans la conception et la diffusion des services publics par la Co-construction avec les acteurs du territoire.							
			• Développer les usages et moderniser les services publics locaux pour les rendre plus efficients notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'accès à l'information, de gouvernance, de gestion technique à distance, de transport et déplacement, de reporting de l'activité des services	Transformation numérique de nos services sociaux dans le but de faciliter le parcours de l'usager (ACS)	**147 756**	**186 535**	**24 170**	**24 170**	**24 170**	**24 170**
			• Développer le Tourisme à travers les outils numériques de mise en valeur du patrimoine local.							
			• Renforcer le lien avec les citoyens et la concertation à travers des outils numériques.	Développement de la Civictech						
			• Développer une approche responsable de nos pratiques et usages pour en limiter l'impact environnemental	Dématérialisation ADS	**62 090**	**10 783**	**210 783**	**22 652**	**22 652**	**22 652**
		5/ Partenariat fort avec le tissu économique local	• Développer les espaces d'innovation et d'expérimentation.							
			• Accompagner la transition numérique des entreprises et des acteurs économiques du territoire.	Modernisation SI des pépinières	**116 000**	**172 000**	**82 000**	**82 000**	**82 000**	**82 000**
			• Favoriser le développement économique par le numérique, serviciel.	Accélerer la digitalisation des commerces	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**



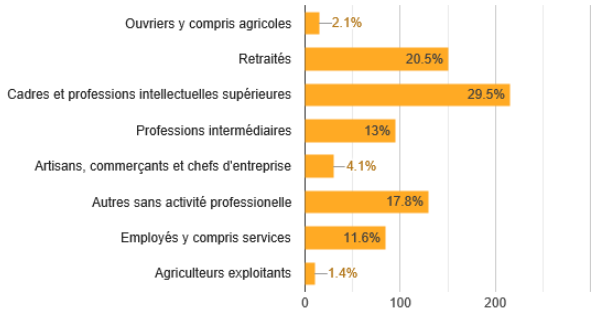
Aureville

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	7	2,8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	128	-	+15,3%
Population en 2017, en hab (1)	899	-	+15,4%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	36	4%	+33,3%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	117	13%	+12,5%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	88	9,8%	+8,6%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	59	6,6%	+47,5%
- Dont personnes de plus de 65 ans	132	14,7%	+34,7%
- Dont personnes de plus de 80 ans	20	2,2%	-20%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	4	-	-4 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	8,9	-	-13,6%
Décès, en 2018	2	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	320	-	+12,7%
- Dont familles monoparentales	25	7,8%	+56,3%
- Dont personnes seules	40	12,5%	+11,1%
- Dont couples avec enfant(s)	150	46,9%	+29,3%
- Dont couples sans enfant	100	31,3%	-3,8%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,8	-	0%

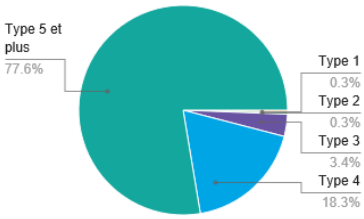
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	335	-	+14,3%
- Dont résidences principales (RP)	322	96,1%	+14,2%
- Dont résidences secondaires	3	0,9%	-40%
- Dont logements vacants	10	3%	+66,7%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	331	98,8%	+15,3%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	3	0,9%	-50%
Propriétaires des RP, en 2017	288	89,4%	+16,1%
Locataires des RP, en 2017	31	9,6%	+10,7%
Logés gratuitement des RP, en 2017	3	0,9%	-50%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	7	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	2	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	20	-	-33,3%
- Dont logements familiaux	20	100%	-33,3%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	18	-	-10%
- Classe	1	-	+1 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	44	-	+33,3%
- Classe	2	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	384	62,6%	+22,7%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	85	13,9%	+11,8%
- CAP ou BEP	87	14,2%	+2,4%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	57	9,3%	-12,3%

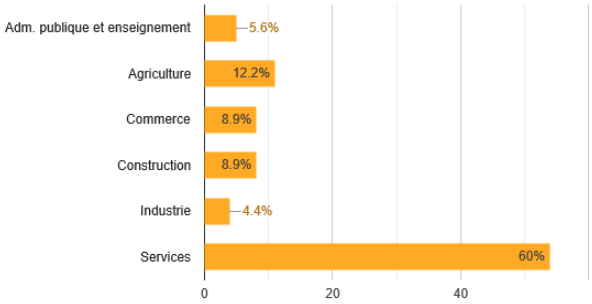
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	90	-	-8,2%
- Dont établissements publics	4	4,4%	0%
- Dont professions libérales	15	16,7%	-25%
- Dont associations	13	14,4%	+8,3%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	58	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	10	45	2	15	72
1 ou 2 salariés	2	9	1	-	12
3 à 5 salariés	-	2	-	-	2
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	-	-	-	1
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	1	-	-	2
TOTAL	13	58	4	15	90

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	7	1,7%	-36,4%
- Deux roues	9	2,2%	0%
- Voiture	382	93,4%	+22%
- Marche	11	2,7%	+22,2%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	70	-	+2,9%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	355	-	+18,3%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	62	-	-7,5%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	27,1%	-	+39%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	1	-	0%
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	5,7	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	142	-	+1,4%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	384	-	+6,1%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	116	-	+8,4%
Personnes couvertes, en 2019	402	-	+7,8%
Allocataires percevant une aide au logement	7	6%	-12,5%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	5	1,2%	0%
Allocataires percevant l'AAH	5	4,3%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	31 670	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	440	76,9%	+15,2%
Inactifs résidents, en 2017	132	23,1%	+4,8%
- Dont étudiants	83	14,5%	+48,2%
- Dont retraités	26	4,5%	-36,6%
Taux de chômage, en 2017	3,6%	-	-50,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	53	-	0%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	41	-	+17,1%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	3 959	-	-0,6%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	74	-	-3,9%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Ateliers communaux	- Photovoltaïque







Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



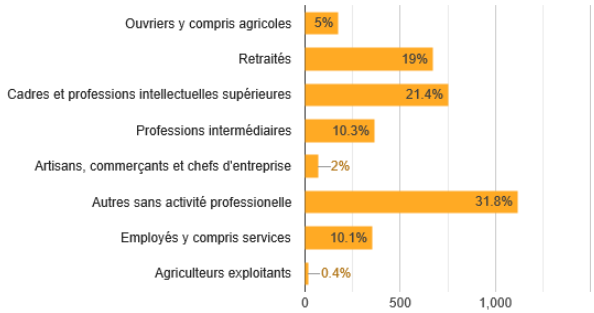
Auzeville-Tolosane

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	7	2,8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	589	-	+16,6%
Population en 2017, en hab (1)	4 126	-	+16,7%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	95	2,3%	+6,7%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	363	8,8%	+19,4%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	288	7%	+1,8%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	1 071	26%	+22,3%
- Dont personnes de plus de 65 ans	646	15,7%	+6,6%
- Dont personnes de plus de 80 ans	204	4,9%	+25,9%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	29	-	+1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	6,8	-	-23,6%
Décès, en 2018	31	-	+8 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	2 024	-	+19,1%
- Dont familles monoparentales	156	7,7%	+57,6%
- Dont personnes seules	1 015	50,1%	+22,4%
- Dont couples avec enfant(s)	384	19%	+2,4%
- Dont couples sans enfant	409	20,2%	+10,2%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	1,9	-	-5%

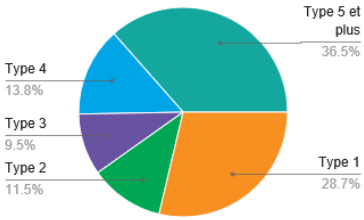
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	2 163	-	+24,5%
- Dont résidences principales (RP)	2 036	94,1%	+20,8%
- Dont résidences secondaires	61	2,8%	+577,8%
- Dont logements vacants	65	3%	+54,8%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	926	42,8%	+5,7%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	1 184	54,7%	+39,6%
Propriétaires des RP, en 2017	909	44,6%	+16,8%
Locataires des RP, en 2017	1 092	53,6%	+26%
Logés gratuitement des RP, en 2017	35	1,6%	-12,5%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	698	-	-0,1%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	738	34,3%	0%
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	145	-	+2,1%
Attributions en LLS, en 2019	39	-	+30%
Logements autorisés, en 2019 (4)	15	-	-84,7%
- Dont logements familiaux	15	100%	-84,7%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-100%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	140	-	+0,7%
- Classe	5	-	-1 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	235	-	+14,1%
- Classe	10	-	+2 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	1 522	63,4%	+25,5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	365	15,2%	+18,9%
- CAP ou BEP	263	11%	-4,4%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	250	10,4%	-0,8%

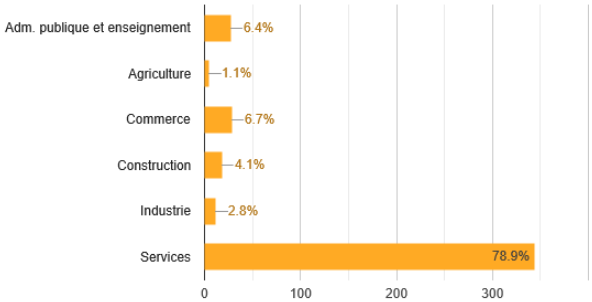
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	3
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	3
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	6
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	436	-	+4,3%
- Dont établissements publics	16	3,7%	0%
- Dont professions libérales	80	18,3%	+5,3%
- Dont associations	92	21,1%	+9,5%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	205	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	68	189	4	76	337
1 ou 2 salariés	6	28	1	3	38
3 à 5 salariés	6	15	2	1	24
6 à 9 salariés	5	4	1	-	10
10 à 19 salariés	2	-	-	-	5
20 à 49 salariés	1	2	4	-	7
50 à 99 salariés	1	1	1	-	3
100 à 199 salariés	-	-	1	-	1
200 à 249 salariés	-	-	1	-	1
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	1	-	1
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	3	6	-	-	9
TOTAL	92	248	16	80	436

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	3	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	7,3	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	190	12%	+20,3%
- Deux roues	138	8,8%	+100%
- Voiture	1 169	74,1%	+19,9%
- Marche	80	5,1%	+40,4%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	263	-	-15,7%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	1 338	-	+36,5%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	1 285	-	+18%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	2	-	0%
Places en crèche, en 2019	45	-	+4,7%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	75,1%	-	+1,6%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	1	-	0%
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	12,8	-	+9,1%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	136	-	0%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	1 712	-	+4%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	2	-	-88,2%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	1 262	-	+18,3%
Personnes couvertes, en 2019	2 215	-	+11,8%
Allocataires percevant une aide au logement	875	69,3%	+17,8%
Allocataires percevant le RSA	47	3,7%	-9,6%
Personnes couvertes par le RSA	85	3,8%	-11,5%
Allocataires percevant l'AAH	57	4,5%	+26,7%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 730	-	-
- 1er décile	13 990	-	-
- 9ème décile	50 030	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	8,0%	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 778	61,4%	+25,4%
Inactifs résidents, en 2017	1 116	38,6%	+14%
- Dont étudiants	924	31,9%	+15,6%
- Dont retraités	77	2,7%	-21,4%
Taux de chômage, en 2017	9,3%	-	+1,1%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	477	-	+7,7%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	215	-	-8,5%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	27 230	-	-0,1%
- Gaz (18)	24 114	-	+1%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	80	-	+3,9%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Ecole Aimé Cézaire	- Solaire thermique






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



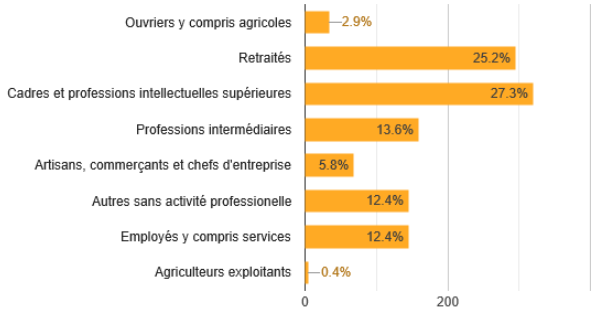
Auzielle

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	5	2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	300	-	+18,1%
Population en 2017, en hab (1)	1 500	-	+18,1%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	38	2,5%	+5,6%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	180	12%	+63,6%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	142	9,5%	+7,6%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	83	5,5%	+9,2%
- Dont personnes de plus de 65 ans	269	17,9%	+40,8%
- Dont personnes de plus de 80 ans	33	2,2%	+65%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	14	-	-2 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	10,7	-	+18,9%
Décès, en 2018	4	-	-1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	613	-	+20%
- Dont familles monoparentales	63	10,3%	+75%
- Dont personnes seules	121	19,7%	+37,5%
- Dont couples avec enfant(s)	222	36,2%	+28,3%
- Dont couples sans enfant	198	32,3%	-3,4%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	-4%

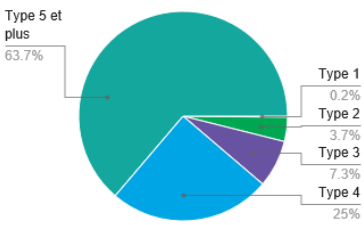
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	640	-	+20,8%
- Dont résidences principales (RP)	615	96,1%	+20,1%
- Dont résidences secondaires	3	0,5%	-25%
- Dont logements vacants	22	3,4%	+57,1%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	577	90,2%	+9,9%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	62	9,7%	+1450%
Propriétaires des RP, en 2017	525	85,4%	+15,4%
Locataires des RP, en 2017	81	13,2%	+58,8%
Logés gratuitement des RP, en 2017	9	1,4%	+50%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	53	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	53	8,3%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	18	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	3	-	+50%
Logements autorisés, en 2019 (4)	13	-	+116,7%
- Dont logements familiaux	13	100%	+116,7%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	61	-	-1,6%
- Classe	3	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	127	-	+9,5%
- Classe	5	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	616	57%	+19,6%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	192	17,8%	+13,6%
- CAP ou BEP	157	14,5%	+18,9%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	116	10,7%	-7,2%

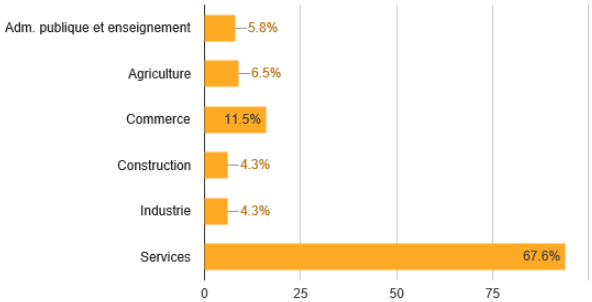
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	139	-	+4,5%
- Dont établissements publics	7	5%	0%
- Dont professions libérales	37	26,6%	+2,8%
- Dont associations	21	15,1%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	74	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	17	60	4	36	117
1 ou 2 salariés	-	9	-	-	9
3 à 5 salariés	3	2	2	-	7
6 à 9 salariés	-	2	-	-	2
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	1	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	1	-	1	3
TOTAL	21	74	7	37	139

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	3	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	3,2	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	29	4,4%	+16%
- Deux roues	25	3,8%	+127,3%
- Voiture	592	90,4%	+11,7%
- Marche	9	1,4%	-43,8%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	63	-	-28,4%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	637	-	+20%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	82	-	+121,6%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	71,7%	-	+1,3%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	7,2	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	100	-	0%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	697	-	+1%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	20	-	+25%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	238	-	+6,3%
Personnes couvertes, en 2019	724	-	+0,3%
Allocataires percevant une aide au logement	50	21%	+6,4%
Allocataires percevant le RSA	13	5,5%	0%
Personnes couvertes par le RSA	31	4,3%	0%
Allocataires percevant l'AAH	13	5,5%	+8,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 270	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	725	76,1%	+14%
Inactifs résidents, en 2017	228	23,9%	-3,4%
- Dont étudiants	114	12%	+8,6%
- Dont retraités	64	6,7%	-23,8%
Taux de chômage, en 2017	7,1%	-	0%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	25	-	+8,7%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	88	-	-2,2%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	5 735	-	+0,4%
- Gaz (18)	2 188	-	+7,8%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	73	-	+10,6%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



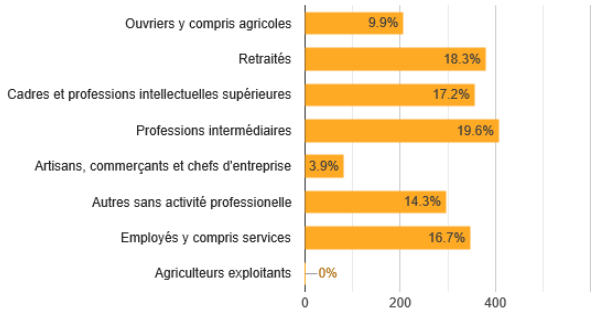
Ayguesvives

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	13	5,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	204	-	+8,5%
Population en 2017, en hab (1)	2 655	-	+8,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	103	3,9%	+25,6%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	402	15,1%	+4,1%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	249	9,4%	+12,7%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	148	5,6%	-8,6%
- Dont personnes de plus de 65 ans	313	11,8%	+20,4%
- Dont personnes de plus de 80 ans	69	2,6%	-5,5%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	22	-	-4 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	9,8	-	+22,5%
Décès, en 2018	6	-	-10 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	1 002	-	+10,2%
- Dont familles monoparentales	96	9,6%	+60%
- Dont personnes seules	192	19,2%	+3,8%
- Dont couples avec enfant(s)	421	42%	+2,7%
- Dont couples sans enfant	277	27,6%	+21%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,7	-	0%

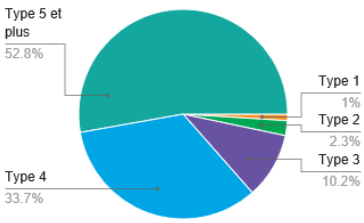
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	1 072	-	+12,8%
- Dont résidences principales (RP)	1 002	93,5%	+9,9%
- Dont résidences secondaires	9	0,8%	+50%
- Dont logements vacants	61	5,7%	+90,6%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	980	91,4%	+12,3%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	70	6,5%	+52,2%
Propriétaires des RP, en 2017	821	81,9%	+14,8%
Locataires des RP, en 2017	167	16,7%	-5,6%
Logés gratuitement des RP, en 2017	14	1,3%	-30%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	53	-	-1,9%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	23	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	4	-	0%
Logements autorisés, en 2019 (4)	40	-	-13%
- Dont logements familiaux	40	100%	-13%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-100%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	107	-	0%
- Classe	4	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	209	-	+4%
- Classe	8	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	828	-	+7,5%
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	858	47,7%	+29,4%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	280	15,6%	+5,3%
- CAP ou BEP	368	20,5%	-2,9%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	291	16,2%	-13,6%

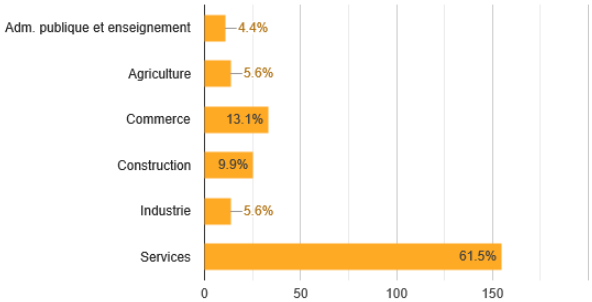
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	2
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	252	-	+3,7%
- Dont établissements publics	8	3,2%	0%
- Dont professions libérales	49	19,4%	-12,5%
- Dont associations	27	10,7%	+12,5%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	156	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	20	130	4	46	200
1 ou 2 salariés	5	18	1	3	27
3 à 5 salariés	-	7	-	-	7
6 à 9 salariés	-	4	-	-	4
10 à 19 salariés	-	1	1	-	3
20 à 49 salariés	-	1	-	-	1
50 à 99 salariés	-	1	2	-	3
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	2	5	-	-	7
TOTAL	27	168	8	49	252

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	2	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	3	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	2	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	5,6	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	41	3,3%	-8,9%
- Deux roues	29	2,4%	-12,1%
- Voiture	1 140	92,5%	+13,3%
- Marche	22	1,8%	+15,8%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	221	-	-3,5%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	1 071	-	+25%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	286	-	-7,7%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	22	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	64,9%	-	+8%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-100%
- Camping	1	-	0%
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	12,7	-	-7,7%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	114	-	-7,3%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	1 161	-	+2,5%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	17	-	-10,5%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	437	-	+4,8%
Personnes couvertes, en 2019	1 371	-	-0,1%
Allocataires percevant une aide au logement	78	17,8%	0%
Allocataires percevant le RSA	26	5,9%	+4%
Personnes couvertes par le RSA	47	3,4%	-9,6%
Allocataires percevant l'AAH	17	3,9%	-22,7%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	26 130	-	-
- 1er décile	15 970	-	-
- 9ème décile	39 130	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 361	79,7%	+10,3%
Inactifs résidents, en 2017	346	20,3%	-4,2%
- Dont étudiants	176	10,3%	+1,7%
- Dont retraités	91	5,3%	-23,5%
Taux de chômage, en 2017	7,2%	-	-2,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	239	-	+3,5%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	138	-	-13,8%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	10 743	-	+5,6%
- Gaz (18)	8 092	-	+7,9%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	250	-	-5,3%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	Types d'énergie :
- MJC	- Photovoltaïque
- Crèche	- Photovoltaïque
- En Turet	- Réseau chaleur bois
- Gymnase d'Ayguesvives	- ICEA-PV
- STEP Axe Sud	- Photovoltaïque






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



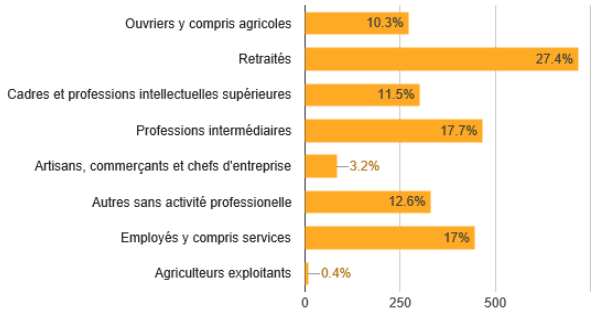
Baziège

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	20	8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	167	-	+5%
Population en 2017, en hab (1)	3 346	-	+5%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	125	3,7%	-3,8%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	437	13,1%	+7,4%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	293	8,8%	+12,7%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	182	5,4%	-7,1%
- Dont personnes de plus de 65 ans	565	16,9%	+21,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	211	6,3%	+9,3%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	45	-	-7 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	15,5	-	+12,3%
Décès, en 2018	48	-	-2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	1 276	-	+4,8%
- Dont familles monoparentales	111	8,7%	+14,4%
- Dont personnes seules	293	23%	+9,3%
- Dont couples avec enfant(s)	480	37,6%	-2%
- Dont couples sans enfant	342	26,8%	+1,2%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	0%

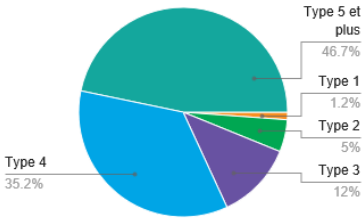
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	1 418	-	+6,1%
- Dont résidences principales (RP)	1 288	90,8%	+5,9%
- Dont résidences secondaires	18	1,3%	+28,6%
- Dont logements vacants	112	7,9%	+5,7%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	1 251	88,2%	+7,7%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	157	11,1%	-5,4%
Propriétaires des RP, en 2017	905	70,3%	+17,4%
Locataires des RP, en 2017	369	28,6%	-14,2%
Logés gratuitement des RP, en 2017	14	1%	-6,7%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	111	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	66	-	+22,2%
Attributions en LLS, en 2019	49	-	+276,9%
Logements autorisés, en 2019 (4)	115	-	+57,5%
- Dont logements familiaux	107	93%	+69,8%
- Dont logements locatifs sociaux	22	20,6%	+46,7%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	128	-	-11,7%
- Classe	6	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	250	-	+2,5%
- Classe	10	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	836	35%	+10%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	417	17,5%	+14,9%
- CAP ou BEP	583	24,4%	+3,7%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	552	23,1%	-6,4%

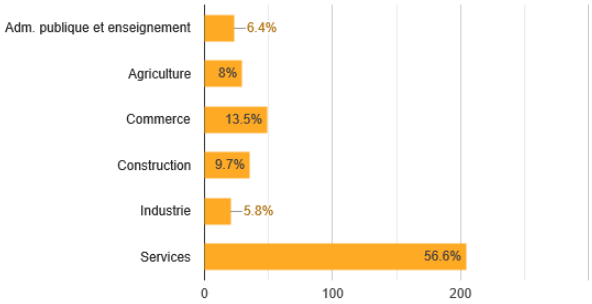
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	3
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	362	-	-1,1%
- Dont établissements publics	8	2,2%	0%
- Dont professions libérales	75	20,7%	-5,1%
- Dont associations	58	16%	+11,5%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	205	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	47	161	3	67	278
1 ou 2 salariés	4	34	-	8	46
3 à 5 salariés	1	8	1	-	10
6 à 9 salariés	-	4	1	-	5
10 à 19 salariés	2	1	1	-	5
20 à 49 salariés	1	1	-	-	2
50 à 99 salariés	-	1	1	-	2
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	1	-	-	1
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	3	9	1	-	13
TOTAL	58	221	8	75	362

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	1,5	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	76	5,2%	+15,2%
- Deux roues	37	2,5%	-37,3%
- Voiture	1 316	89,8%	+6,6%
- Marche	36	2,5%	-46,3%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	306	-	+0,3%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	1 233	-	+3,5%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	574	-	+37,6%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	25	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	75,4%	-	+12,7%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	2	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	25,8	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	123	-	+12,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	1 607	-	+6,6%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	+12,5%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	684	-	+17,7%
Personnes couvertes, en 2019	1 866	-	+11,4%
Allocataires percevant une aide au logement	195	28,5%	+2,1%
Allocataires percevant le RSA	43	6,3%	+34,4%
Personnes couvertes par le RSA	63	3,4%	+10,5%
Allocataires percevant l'AAH	76	11,1%	+13,4%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	22 700	-	-
- 1er décile	13 870	-	-
- 9ème décile	35 620	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	7,0%	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 628	78,8%	+2,5%
Inactifs résidents, en 2017	439	21,2%	-4,4%
- Dont étudiants	184	8,9%	-2,1%
- Dont retraités	130	6,3%	-3%
Taux de chômage, en 2017	6,9%	-	-9,2%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	564	-	+7,8%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	234	-	+1,7%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	19 158	-	+9,9%
- Gaz (18)	5 808	-	+2,3%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	365	-	+32,7%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	Type d'énergie :
- Crèche	- Géothermie






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



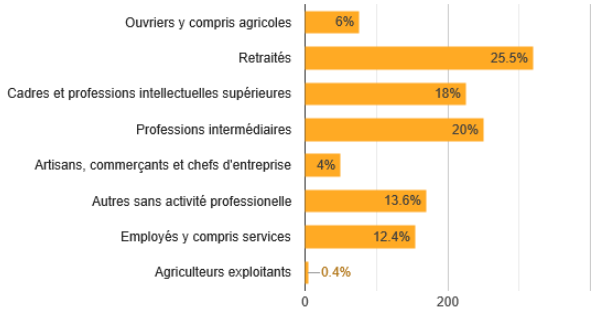
Belberaud

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	7	2,8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	215	-	+16,8%
Population en 2017, en hab (1)	1 503	-	+16,6%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	48	3,2%	+29,7%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	160	10,6%	+17,6%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	138	9,2%	-2,8%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	91	6,1%	-4,2%
- Dont personnes de plus de 65 ans	287	19,1%	+38%
- Dont personnes de plus de 80 ans	109	7,3%	+18,5%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	11	-	-6 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	11,3	-	+29,9%
Décès, en 2018	20	-	-1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	570	-	+27,2%
- Dont familles monoparentales	50	8,8%	+72,4%
- Dont personnes seules	110	19,3%	+64,2%
- Dont couples avec enfant(s)	215	37,7%	+6,4%
- Dont couples sans enfant	185	32,5%	+27,6%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-7,4%

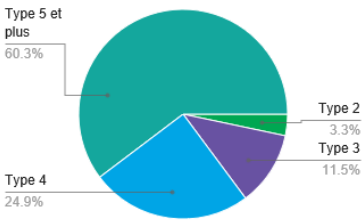
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	599	-	+27,4%
- Dont résidences principales (RP)	575	96%	+28,1%
- Dont résidences secondaires	3	0,5%	-25%
- Dont logements vacants	21	3,5%	+23,5%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	546	91,2%	+23,5%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	51	8,5%	+112,5%
Propriétaires des RP, en 2017	463	80,5%	+25,8%
Locataires des RP, en 2017	107	18,6%	+50,7%
Logés gratuitement des RP, en 2017	5	0,8%	-50%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	27	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	28	5%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	8	-	-33,3%
Attributions en LLS, en 2019	10	-	+400%
Logements autorisés, en 2019 (4)	25	-	+150%
- Dont logements familiaux	25	100%	+150%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	63	-	+3,3%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	81	-	+11%
- Classe	4	-	+1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	561	50,9%	+32,6%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	164	14,9%	-1,2%
- CAP ou BEP	205	18,6%	+23,5%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	173	15,7%	+13,1%

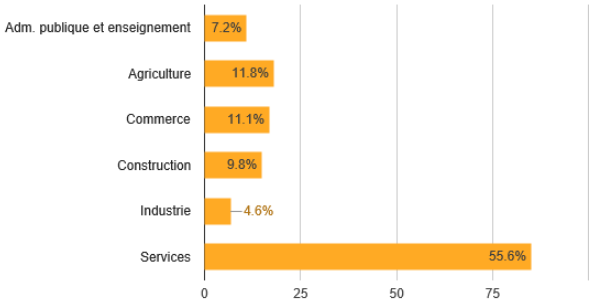
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	153	-	+2,7%
- Dont établissements publics	4	2,6%	0%
- Dont professions libérales	28	18,3%	-6,7%
- Dont associations	29	19%	+7,4%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	77	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	24	62	1	27	114
1 ou 2 salariés	1	19	-	1	21
3 à 5 salariés	2	7	2	-	11
6 à 9 salariés	1	-	-	-	1
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	2	1	-	3
50 à 99 salariés	-	1	-	-	1
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	1	-	-	2
TOTAL	29	92	4	28	153

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	2	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,9	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	27	3,9%	+12,5%
- Deux roues	25	3,6%	+47,1%
- Voiture	636	91,8%	+18,7%
- Marche	5	0,7%	-28,6%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	100	-	+14,9%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	630	-	+15,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	380	-	+15,2%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	25,6%	-	+4,9%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	8,8	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	115	-	-4,2%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	651	-	+5,5%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	17	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	230	-	+10,6%
Personnes couvertes, en 2019	653	-	+2,2%
Allocataires percevant une aide au logement	40	17,4%	+5,3%
Allocataires percevant le RSA	14	6,1%	+100%
Personnes couvertes par le RSA	23	3,5%	+53,3%
Allocataires percevant l'AAH	8	3,5%	+14,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	26 670	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	752	79,6%	+18,4%
Inactifs résidents, en 2017	193	20,4%	-5,9%
- Dont étudiants	107	11,3%	-10,1%
- Dont retraités	51	5,4%	-5,6%
Taux de chômage, en 2017	6,8%	-	-6,8%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	244	-	+5,6%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	95	-	+11,8%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	7 719	-	+7,1%
- Gaz (18)	2 821	-	+2,1%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	85	-	-3,4%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	Types d'énergie :
- Astel	- Solaire thermique
- Astel	- Photovoltaïque
- Astel	- Chaufferie bois






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



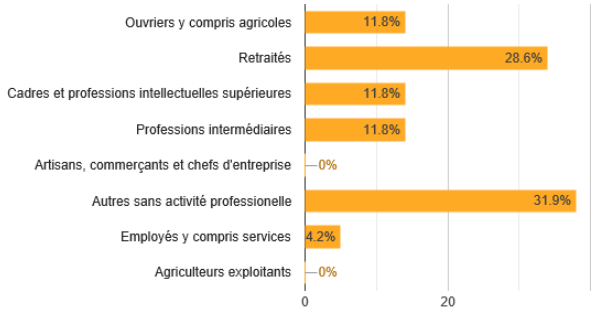
Belbèze-de-Lauragais

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	4	1,6%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	31	-	+19,2%
Population en 2017, en hab (1)	123	-	+18,3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	2	1,6%	-33,3%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	8	6,5%	0%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	15	12,2%	+25%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	9	7,3%	+28,6%
- Dont personnes de plus de 65 ans	20	16,3%	+25%
- Dont personnes de plus de 80 ans	4	3,3%	0%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	0	-	-1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	8,1	-	-50,9%
Décès, en 2018	0	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	48	-	+6,7%
- Dont familles monoparentales	5	10,4%	-
- Dont personnes seules	5	10,4%	0%
- Dont couples avec enfant(s)	19	39,6%	-13,6%
- Dont couples sans enfant	19	39,6%	0%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,7	-	-3,6%

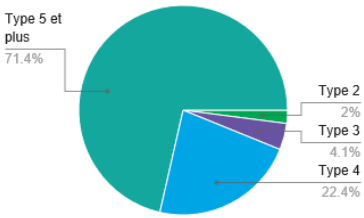
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	52	-	+20,9%
- Dont résidences principales (RP)	48	92,3%	+26,3%
- Dont résidences secondaires	2	3,8%	+100%
- Dont logements vacants	2	3,8%	-33,3%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	50	96,2%	+28,2%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	2	3,8%	-50%
Propriétaires des RP, en 2017	40	83,3%	+21,2%
Locataires des RP, en 2017	7	14,6%	+40%
Logés gratuitement des RP, en 2017	1	1,9%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	0	-	-
- Dont logements familiaux	0	-	-
- Dont logements locatifs sociaux	0	-	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	50	54,9%	+31,6%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	14	15,4%	+27,3%
- CAP ou BEP	12	13,2%	-7,7%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	15	16,5%	+7,1%

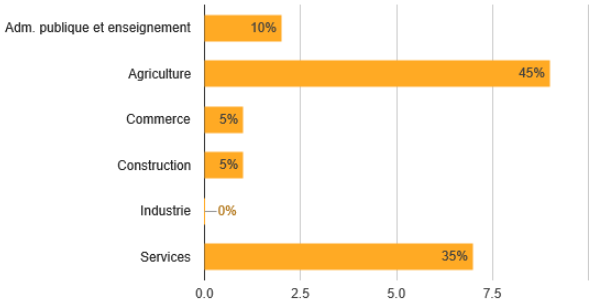
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	20	-	+5,3%
- Dont établissements publics	1	5%	0%
- Dont professions libérales	3	15%	-25%
- Dont associations	4	20%	+33,3%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	6	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	3	12	-	2	17
1 ou 2 salariés	-	-	-	1	1
3 à 5 salariés	-	-	1	-	1
6 à 9 salariés	-	-	-	-	-
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	-	-	-	1
TOTAL	4	12	1	3	20

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	1	1,9%	-50%
- Deux roues	3	5,7%	0%
- Voiture	49	92,5%	+6,5%
- Marche	0	0%	-
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	-	-	-100%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	43	-	-30,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	-	-	-100%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	0,0%	-	-

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	1,7	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	128	-	+13,3%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	52	-	0%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	14	-	-6,7%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	11	-	0%
Personnes couvertes, en 2019	37	-	0%
Allocataires percevant une aide au logement	-	0%	-
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	26 120	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	60	69,8%	+11,1%
Inactifs résidents, en 2017	26	30,2%	+62,5%
- Dont étudiants	12	14%	+50%
- Dont retraités	9	10,5%	+350%
Taux de chômage, en 2017	8,1%	-	+138,2%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	0	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	4	-	-20%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	378	-	+1,9%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	9	-	-






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



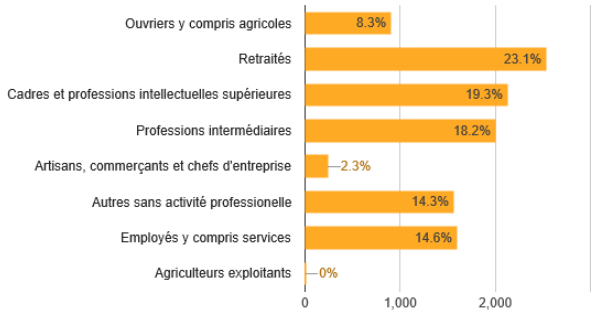
Castanet-Tolosan

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	8	3,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	1 691	-	+18,3%
Population en 2017, en hab (1)	13 529	-	+18,3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	506	3,7%	+50,6%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	1 514	11,2%	+36,5%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	948	7%	-0,6%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	1 241	9,2%	+19,1%
- Dont personnes de plus de 65 ans	2 192	16,2%	+4,4%
- Dont personnes de plus de 80 ans	543	4%	-14,6%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	131	-	-8 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	10,3	-	0%
Décès, en 2018	88	-	-6 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	6 418	-	+19,7%
- Dont familles monoparentales	652	10,2%	+6,7%
- Dont personnes seules	2 506	39%	+32,4%
- Dont couples avec enfant(s)	1 502	23,4%	+19,6%
- Dont couples sans enfant	1 613	25,1%	+9,3%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,1	-	0%

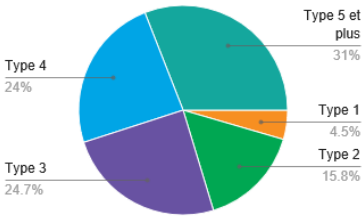
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	6 792	-	+19,6%
- Dont résidences principales (RP)	6 424	94,6%	+19,8%
- Dont résidences secondaires	88	1,3%	+120%
- Dont logements vacants	280	4,1%	+1,4%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	2 960	43,6%	+3%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	3 741	55,1%	+34%
Propriétaires des RP, en 2017	3 192	49,7%	+2,1%
Locataires des RP, en 2017	3 171	49,4%	+48,5%
Logés gratuitement des RP, en 2017	61	0,9%	-39,6%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	1 250	-	+1,7%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	1 300	20,1%	+8,4%
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	546	-	+12,8%
Attributions en LLS, en 2019	167	-	+6,4%
Logements autorisés, en 2019 (4)	401	-	-5%
- Dont logements familiaux	401	100%	-5%
- Dont logements locatifs sociaux	50	12,5%	-12,3%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	413	-	+2%
- Classe	15	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	750	-	+0,3%
- Classe	32	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	876	-	+1,4%
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	4 785	49,1%	+27,3%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	1 626	16,7%	+9,3%
- CAP ou BEP	1 847	19%	+31,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	1 483	15,2%	-15,8%

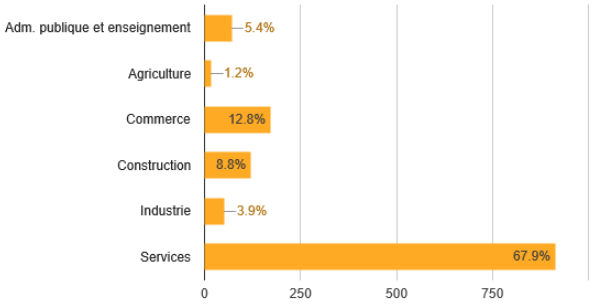
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	3
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	2
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	7
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	1 345	-	+1,1%
- Dont établissements publics	29	2,2%	0%
- Dont professions libérales	344	25,6%	-6,5%
- Dont associations	178	13,2%	+1,1%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	857	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	124	497	5	319	945
1 ou 2 salariés	21	126	1	15	163
3 à 5 salariés	8	63	6	1	78
6 à 9 salariés	3	36	2	-	41
10 à 19 salariés	1	3	3	-	29
20 à 49 salariés	5	11	3	-	19
50 à 99 salariés	-	4	1	-	5
100 à 199 salariés	-	1	2	-	3
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	1	-	1
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	16	31	5	9	61
TOTAL	178	794	29	344	1 345

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	5	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	12,5	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	763	12,7%	+9,8%
- Deux roues	394	6,6%	+33,6%
- Voiture	4 578	76,3%	+20%
- Marche	265	4,4%	+9,5%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	1 214	-	+14%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	4 972	-	+18,2%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	2 818	-	+13,4%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	2	-	0%
Places en crèche, en 2019	145	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	76,1%	-	+4,8%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	2	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	12,1	-	-7,7%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	110	-	+0,9%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	7 616	-	+0,5%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	-5,3%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	3 188	-	+9,6%
Personnes couvertes, en 2019	6 880	-	+5,6%
Allocataires percevant une aide au logement	1 603	50,3%	+0,3%
Allocataires percevant le RSA	265	8,3%	+8,2%
Personnes couvertes par le RSA	516	7,5%	+2,8%
Allocataires percevant l'AAH	288	9%	+8,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	23 820	-	-
- 1er décile	12 710	-	-
- 9ème décile	40 980	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	10,0%	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	6 905	78,4%	+22,5%
Inactifs résidents, en 2017	1 903	21,6%	+5,9%
- Dont étudiants	894	10,1%	-4,9%
- Dont retraités	531	6%	+1,3%
Taux de chômage, en 2017	11,4%	-	+48,1%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	2 298	-	+1,2%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	1 135	-	-7,3%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	59 282	-	+2,8%
- Gaz (18)	36 237	-	+1,5%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	518	-	+0,2%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Camus	- Réseau chaleur bois






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



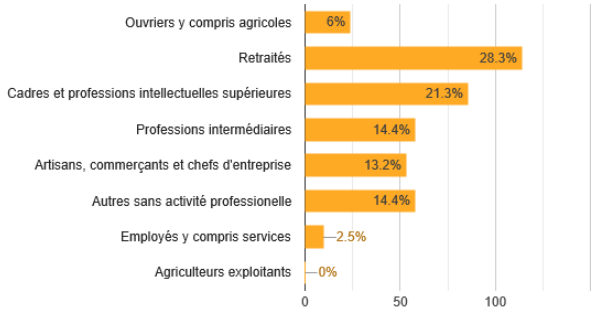
Clermont-le-Fort

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	10	4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	51	-	-3,8%
Population en 2017, en hab (1)	506	-	-5,2%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	9	1,8%	-50%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	63	12,5%	-6%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	44	8,7%	-21,4%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	25	4,9%	-28,6%
- Dont personnes de plus de 65 ans	86	17%	+17,8%
- Dont personnes de plus de 80 ans	23	4,5%	+15%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	3	-	-4 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	13,8	-	+40,8%
Décès, en 2018	2	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	193	-	-2%
- Dont familles monoparentales	20	10,4%	-28,6%
- Dont personnes seules	49	25,4%	+36,1%
- Dont couples avec enfant(s)	62	32,1%	-3,1%
- Dont couples sans enfant	57	29,5%	-16,2%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	-7,7%

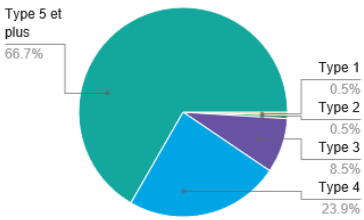
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	226	-	+5,6%
- Dont résidences principales (RP)	201	88,9%	+2,6%
- Dont résidences secondaires	12	5,3%	+140%
- Dont logements vacants	13	5,8%	0%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	209	92,5%	+7,2%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	14	6,2%	-12,5%
Propriétaires des RP, en 2017	159	79,1%	+1,3%
Locataires des RP, en 2017	37	18,4%	+8,8%
Logés gratuitement des RP, en 2017	5	2,2%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	4	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-100%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	3	-	+200%
- Dont logements familiaux	3	100%	+200%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	0	-	-
- Classe	0	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	46	-	-2,1%
- Classe	2	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	174	45,8%	+11,5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	52	13,7%	-13,3%
- CAP ou BEP	70	18,4%	-4,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	84	22,1%	-6,7%

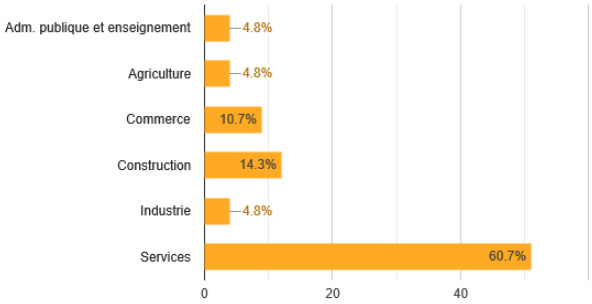
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	84	-	-3,4%
- Dont établissements publics	3	3,6%	0%
- Dont professions libérales	14	16,7%	-12,5%
- Dont associations	9	10,7%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	51	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	8	48	1	13	70
1 ou 2 salariés	1	7	-	-	8
3 à 5 salariés	-	1	2	-	3
6 à 9 salariés	-	-	-	-	-
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	1	-	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	1	-	1	2
TOTAL	9	58	3	14	84

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	7	3,5%	+75%
- Deux roues	5	2,5%	-16,7%
- Voiture	186	93%	-13,9%
- Marche	2	1%	-33,3%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	39	-	-2,5%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	168	-	-2,9%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	36	-	-40%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	0,0%	-	-

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	20,7	-	+17,6%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	114	-	+1,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	247	-	+0,8%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	16	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	79	-	+6,8%
Personnes couvertes, en 2019	232	-	0%
Allocataires percevant une aide au logement	15	19%	+15,4%
Allocataires percevant le RSA	12	15,2%	-20%
Personnes couvertes par le RSA	31	13,4%	-13,9%
Allocataires percevant l'AAH	10	12,7%	0%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 950	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	240	74,1%	-3,2%
Inactifs résidents, en 2017	84	25,9%	-13,4%
- Dont étudiants	27	8,3%	-27%
- Dont retraités	33	10,2%	+73,7%
Taux de chômage, en 2017	14,7%	-	+308,3%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	41	-	-10,9%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	35	-	0%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	2 064	-	+3,2%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	88	-	0%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



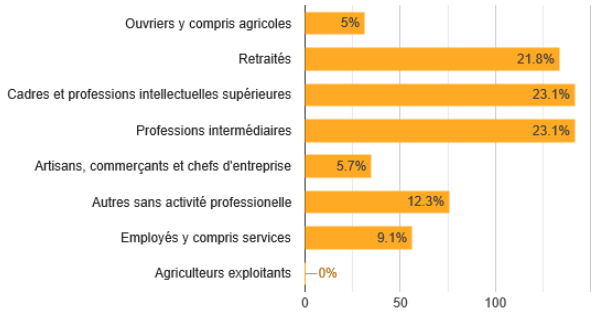
Corronsac

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	6	2,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	136	-	+10,6%
Population en 2017, en hab (1)	813	-	+10,2%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	27	3,3%	+58,8%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	115	14,1%	-16,1%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	99	12,2%	+35,6%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	43	5,3%	+19,4%
- Dont personnes de plus de 65 ans	106	13%	+60,6%
- Dont personnes de plus de 80 ans	25	3,1%	+13,6%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	10	-	+0 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	12,3	-	+23%
Décès, en 2018	3	-	+3 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	297	-	+15,6%
- Dont familles monoparentales	15	5,1%	+87,5%
- Dont personnes seules	58	19,5%	+31,8%
- Dont couples avec enfant(s)	151	50,8%	+17,1%
- Dont couples sans enfant	72	24,2%	+12,5%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,7	-	-3,6%

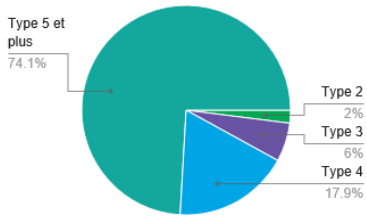
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	314	-	+13,8%
- Dont résidences principales (RP)	300	95,5%	+14,5%
- Dont résidences secondaires	3	1%	-50%
- Dont logements vacants	11	3,5%	+37,5%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	299	95,2%	+17,7%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	16	5,1%	-27,3%
Propriétaires des RP, en 2017	261	87%	+15%
Locataires des RP, en 2017	32	10,7%	+14,3%
Logés gratuitement des RP, en 2017	7	2,2%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	4	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-100%
Attributions en LLS, en 2019	1	-	0%
Logements autorisés, en 2019 (4)	4	-	-50%
- Dont logements familiaux	4	100%	-50%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	0	-	-
- Classe	0	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	98	-	+5,4%
- Classe	4	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	341	62,9%	+21,4%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	69	12,7%	+9,5%
- CAP ou BEP	72	13,3%	-4%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	60	11,1%	-9,1%

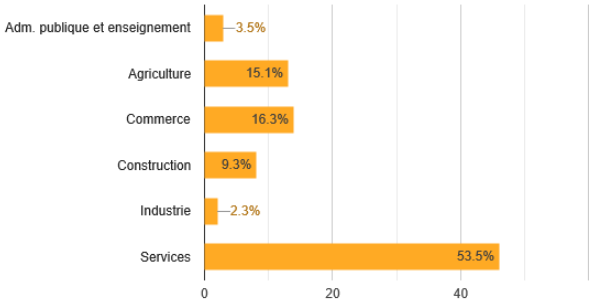
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	86	-	+13,2%
- Dont établissements publics	3	3,5%	-25%
- Dont professions libérales	13	15,1%	0%
- Dont associations	8	9,3%	+14,3%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	46	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	8	48	1	13	70
1 ou 2 salariés	-	7	-	-	7
3 à 5 salariés	-	2	1	-	3
6 à 9 salariés	-	-	-	-	-
10 à 19 salariés	-	1	1	-	2
20 à 49 salariés	-	1	-	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	3	-	-	3
TOTAL	8	62	3	13	86

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	2	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	12	3,3%	-33,3%
- Deux roues	12	3,3%	+100%
- Voiture	339	92,4%	+3,4%
- Marche	4	1,1%	0%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	31	-	-40,4%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	350	-	+13,3%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	72	-	+300%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	45,6%	-	+48,5%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	10,4	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	124	-	-8,1%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	350	-	+1,7%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	17	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	118	-	+8,3%
Personnes couvertes, en 2019	382	-	-2,3%
Allocataires percevant une aide au logement	11	9,3%	+10%
Allocataires percevant le RSA	5	4,2%	-
Personnes couvertes par le RSA	5	1,3%	-
Allocataires percevant l'AAH	5	4,2%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	28 900	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	412	79,4%	+7,6%
Inactifs résidents, en 2017	107	20,6%	+10,3%
- Dont étudiants	70	13,5%	+40%
- Dont retraités	29	5,6%	-17,1%
Taux de chômage, en 2017	6,9%	-	+46,8%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	122	-	-12,2%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	45	-	+12,5%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	3 188	-	+2,1%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	17	-	-22,7%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



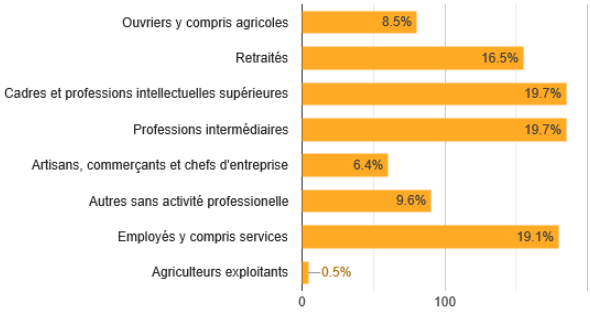
Deyme

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	7	2,8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	170	-	+38,2%
Population en 2017, en hab (1)	1 192	-	+38,6%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	65	5,5%	+261,1%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	136	11,4%	+40,2%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	90	7,6%	+30,4%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	68	5,7%	-1,4%
- Dont personnes de plus de 65 ans	145	12,2%	+26,1%
- Dont personnes de plus de 80 ans	24	2%	+26,3%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	12	-	-3 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	12,6	-	-11,9%
Décès, en 2018	6	-	+2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	500	-	+43,7%
- Dont familles monoparentales	45	9%	+181,3%
- Dont personnes seules	130	26%	+71,1%
- Dont couples avec enfant(s)	185	37%	+44,5%
- Dont couples sans enfant	140	28%	+12,9%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	-4%

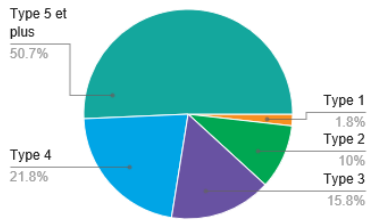
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	538	-	+41,6%
- Dont résidences principales (RP)	502	93,3%	+46,4%
- Dont résidences secondaires	10	1,9%	-58,3%
- Dont logements vacants	26	4,8%	+100%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	410	76,2%	+24,6%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	109	20,3%	+1111,1%
Propriétaires des RP, en 2017	365	72,7%	+28,5%
Locataires des RP, en 2017	130	25,9%	+160%
Logés gratuitement des RP, en 2017	7	1,3%	-22,2%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	67	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	67	13,5%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	12	-	+9,1%
Attributions en LLS, en 2019	10	-	+11,1%
Logements autorisés, en 2019 (4)	7	-	-70,8%
- Dont logements familiaux	7	100%	-70,8%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-100%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	0	-	-
- Classe	0	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	89	-	+21,9%
- Classe	4	-	+1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	456	53,1%	+42,5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	136	15,8%	+72,2%
- CAP ou BEP	152	17,7%	+38,2%
- Aucun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	115	13,4%	-4,2%

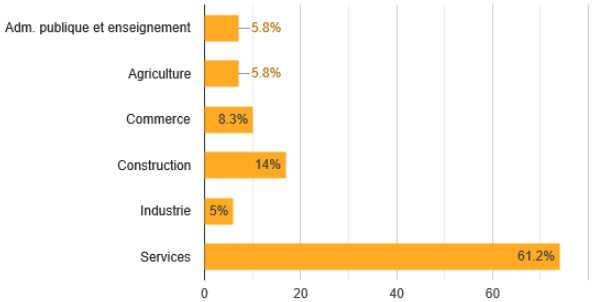
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	2
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	121	-	+5,2%
- Dont établissements publics	3	2,5%	0%
- Dont professions libérales	16	13,2%	+23,1%
- Dont associations	23	19%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	65	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	20	55	1	16	92
1 ou 2 salariés	3	11	-	-	14
3 à 5 salariés	-	5	1	-	6
6 à 9 salariés	-	2	-	-	2
10 à 19 salariés	-	1	1	-	3
20 à 49 salariés	-	2	-	-	2
50 à 99 salariés	-	1	-	-	1
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	1	-	-	1
TOTAL	23	79	3	16	121

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	2,7	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	32	5,3%	+68,4%
- Deux roues	24	4%	+9,1%
- Voiture	545	89,8%	+43,8%
- Marche	6	1%	+20%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	75	-	+10,3%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	585	-	+62,5%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	275	-	+51,1%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	14,3%	-	-71,3%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	1	-	0%
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	6,1	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	132	-	-7,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	575	-	+4%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	20	-	+5,3%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	229	-	+7%
Personnes couvertes, en 2019	637	-	+3,6%
Allocataires percevant une aide au logement	58	25,3%	+1,8%
Allocataires percevant le RSA	13	5,7%	-23,5%
Personnes couvertes par le RSA	21	3,3%	-36,4%
Allocataires percevant l'AAH	16	7%	+45,5%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 480	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	666	83,1%	+42,6%
Inactifs résidents, en 2017	135	16,9%	+8,9%
- Dont étudiants	65	8,1%	+8,3%
- Dont retraités	35	4,4%	-23,9%
Taux de chômage, en 2017	7,4%	-	+27,6%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	290	-	+41,5%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	77	-	+10%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	7 156	-	-1,2%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	668	-	-9,4%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Mairie + école	- Géothermie






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



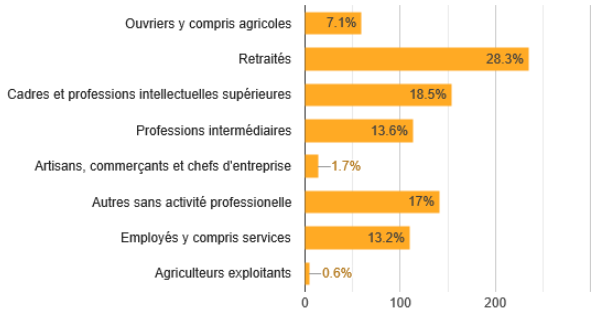
Donneville

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	3	1,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	336	-	-3,4%
Population en 2017, en hab (1)	1 009	-	-3,4%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	34	3,4%	0%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	106	10,5%	-35%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	91	9%	-3,2%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	71	7%	-9%
- Dont personnes de plus de 65 ans	154	15,3%	+57,1%
- Dont personnes de plus de 80 ans	25	2,5%	+4,2%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	6	-	-3 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	8,9	-	+1,1%
Décès, en 2018	7	-	+2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	406	-	+10,3%
- Dont familles monoparentales	26	6,4%	+8,3%
- Dont personnes seules	90	22,2%	+69,8%
- Dont couples avec enfant(s)	160	39,4%	-5,9%
- Dont couples sans enfant	120	29,6%	+2,6%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-7,4%

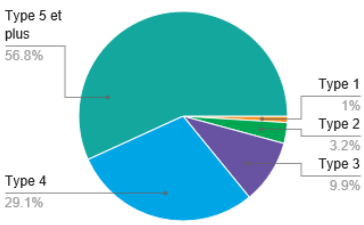
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	420	-	+7,7%
- Dont résidences principales (RP)	405	96,4%	+9,2%
- Dont résidences secondaires	2	0,5%	-
- Dont logements vacants	13	3,1%	-31,6%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	384	91,4%	+4,6%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	37	8,8%	+60,9%
Propriétaires des RP, en 2017	337	83,2%	+6,3%
Locataires des RP, en 2017	61	15,1%	+32,6%
Logés gratuitement des RP, en 2017	7	1,7%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	30	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	7	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	20	-	+566,7%
Logements autorisés, en 2019 (4)	23	-	+91,7%
- Dont logements familiaux	23	100%	+91,7%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	45	-	+12,5%
- Classe	1	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	51	-	-10,5%
- Classe	3	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	326	44,8%	+10,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	117	16,1%	-7,1%
- CAP ou BEP	150	20,6%	+17,2%
- Aucun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	134	18,4%	-10,1%

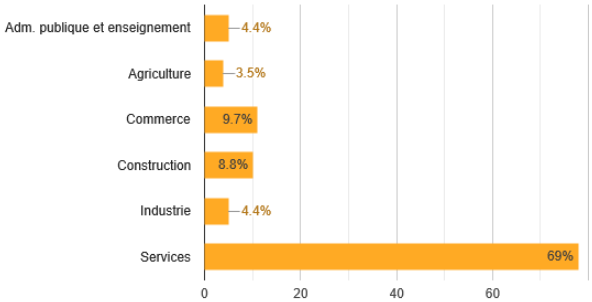
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	113	-	-1,7%
- Dont établissements publics	5	4,4%	-16,7%
- Dont professions libérales	23	20,4%	-8%
- Dont associations	22	19,5%	+10%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	73	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	17	50	2	21	90
1 ou 2 salariés	1	3	-	2	6
3 à 5 salariés	1	2	-	-	3
6 à 9 salariés	-	2	1	-	3
10 à 19 salariés	-	1	1	-	4
20 à 49 salariés	1	-	-	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	2	3	1	-	6
TOTAL	22	63	5	23	113

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	1,4	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	11	2,5%	-21,4%
- Deux roues	11	2,5%	-21,4%
- Voiture	417	93,1%	-4,1%
- Marche	9	2%	-25%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	63	-	-32,3%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	356	-	-7,3%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	89	-	-27,6%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	30	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	149,4%	-	-6%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	1	-	0%
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	2	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	5,9	-	-16,7%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	108	-	+2,9%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	508	-	+6,5%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	16	-	-11,1%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	181	-	+21,5%
Personnes couvertes, en 2019	486	-	+12%
Allocataires percevant une aide au logement	36	19,9%	+44%
Allocataires percevant le RSA	16	8,8%	+166,7%
Personnes couvertes par le RSA	31	6,4%	+244,4%
Allocataires percevant l'AAH	14	7,7%	0%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 260	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	504	76%	-3,8%
Inactifs résidents, en 2017	159	24%	-8,1%
- Dont étudiants	79	11,9%	-7,1%
- Dont retraités	48	7,2%	-21,3%
Taux de chômage, en 2017	6,9%	-	+32,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	86	-	+19,4%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	58	-	-3,3%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	4 186	-	+1,3%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	60	-	+9,1%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	Types d'énergie :
- Vestiaires	- Photovoltaïque
- Médiathèque Cabanac	- Géothermie
- Vestiaires	- Photovoltaïque






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



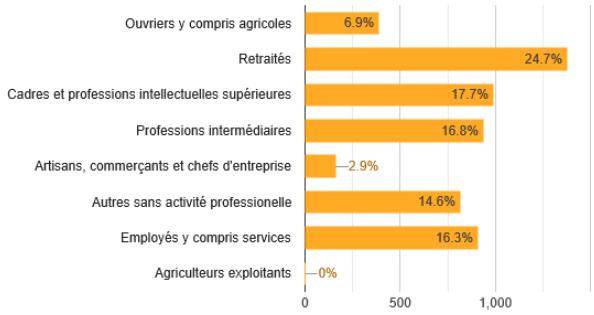
Escalquens

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	8	3,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	833	-	+8,7%
Population en 2017, en hab (1)	6 660	-	+8,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	182	2,7%	+9,6%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	657	9,9%	+1,7%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	545	8,2%	0%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	535	8%	0%
- Dont personnes de plus de 65 ans	1 199	18%	+36,1%
- Dont personnes de plus de 80 ans	313	4,7%	+30,4%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	75	-	+24 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	7,7	-	-28%
Décès, en 2018	55	-	+2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	2 842	-	+17,7%
- Dont familles monoparentales	313	11%	+58,9%
- Dont personnes seules	744	26,2%	+49,7%
- Dont couples avec enfant(s)	820	28,9%	-2,3%
- Dont couples sans enfant	909	32%	+9,3%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,3	-	-8%

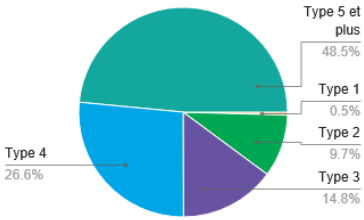
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	2 948	-	+18,9%
- Dont résidences principales (RP)	2 839	96,3%	+17,8%
- Dont résidences secondaires	25	0,8%	+25%
- Dont logements vacants	85	2,9%	+70%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	2 176	73,8%	+8,3%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	766	26%	+64,4%
Propriétaires des RP, en 2017	1 891	66,6%	+7,1%
Locataires des RP, en 2017	915	32,2%	+48,3%
Logés gratuitement des RP, en 2017	33	1,1%	+22,2%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	553	-	+1,5%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	596	20,5%	+15,5%
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	163	-	-11,9%
Attributions en LLS, en 2019	66	-	-16,5%
Logements autorisés, en 2019 (4)	14	-	-83,5%
- Dont logements familiaux	14	100%	-83,5%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-100%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	201	-	+3,6%
- Classe	7	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	404	-	+1,8%
- Classe	15	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	2 375	48,2%	+22,4%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	804	16,3%	+9,1%
- CAP ou BEP	897	18,2%	+17,9%
- Aucun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	854	17,3%	-14,4%

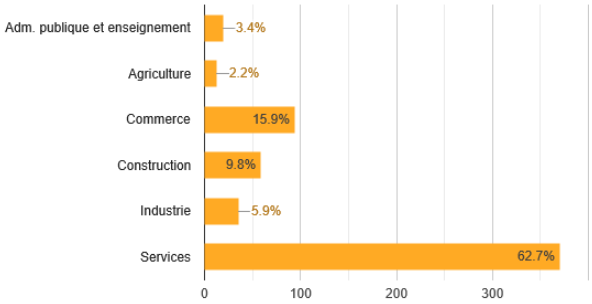
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	2
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	5
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	590	-	-1%
- Dont établissements publics	7	1,2%	0%
- Dont professions libérales	129	21,9%	-6,5%
- Dont associations	71	12%	+2,9%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	402	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	50	257	3	123	433
1 ou 2 salariés	12	63	-	4	79
3 à 5 salariés	3	18	-	-	21
6 à 9 salariés	-	12	1	-	13
10 à 19 salariés	2	2	2	-	22
20 à 49 salariés	2	6	-	-	8
50 à 99 salariés	-	3	-	-	3
100 à 199 salariés	-	-	1	-	1
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	1	-	-	1
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	2	5	-	2	9
TOTAL	71	383	7	129	590

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	3	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	6,5	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	235	7,8%	+14,6%
- Deux roues	128	4,2%	+15,3%
- Voiture	2 594	86,1%	+7,7%
- Marche	55	1,8%	+1,9%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	514	-	-5,3%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	2 657	-	+14%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	1 212	-	+18%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	2	-	0%
Places en crèche, en 2019	65	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	82,4%	-	+6,9%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	7,6	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	102	-	-4,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	3 321	-	+0,8%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	19	-	-5%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	1 252	-	+11,9%
Personnes couvertes, en 2019	3 183	-	+6,6%
Allocataires percevant une aide au logement	429	34,3%	-0,5%
Allocataires percevant le RSA	133	10,6%	+3,1%
Personnes couvertes par le RSA	294	9,2%	+8,9%
Allocataires percevant l'AAH	87	6,9%	+11,5%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	26 150	-	-
- 1er décile	14 170	-	-
- 9ème décile	44 860	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	7,0%	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	3 356	76,8%	+9,5%
Inactifs résidents, en 2017	1 012	23,2%	-7,9%
- Dont étudiants	499	11,4%	+0,2%
- Dont retraités	303	6,9%	-22,3%
Taux de chômage, en 2017	8,2%	-	+15,5%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	1 462	-	+5,8%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	481	-	-6,6%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	31 353	-	+2,4%
- Gaz (18)	22 241	-	+3,7%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	209	-	-5%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	**Types d'énergie :**
- Crèche	- Photovoltaïque
- Maison des solidarités	- Photovoltaïque
- Espace Berjean	- Photovoltaïque
- Aire GDV	- Solaire thermique







Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



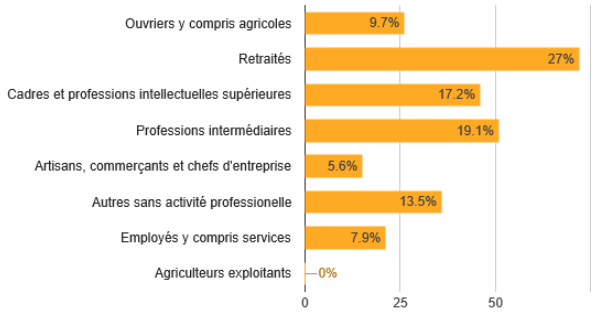
Espanès

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	4	1,6%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	81	-	+26,6%
Population en 2017, en hab (1)	325	-	+27%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	15	4,6%	+150%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	37	11,4%	+19,4%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	30	9,2%	+42,9%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	20	6,2%	+66,7%
- Dont personnes de plus de 65 ans	47	14,5%	+20,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	11	3,4%	-8,3%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	3	-	+1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	6,2	-	-60%
Décès, en 2018	1	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	123	-	+16%
- Dont familles monoparentales	0	0%	-
- Dont personnes seules	26	21,1%	+13%
- Dont couples avec enfant(s)	46	37,4%	+17,9%
- Dont couples sans enfant	51	41,5%	+45,7%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,6	-	0%

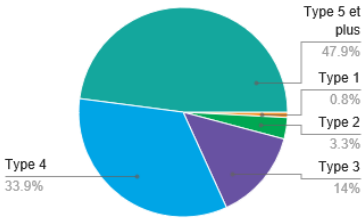
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	130	-	+21,5%
- Dont résidences principales (RP)	121	93,1%	+19,8%
- Dont résidences secondaires	3	2,3%	+200%
- Dont logements vacants	6	4,6%	+20%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	120	92,3%	+18,8%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	10	7,7%	+66,7%
Propriétaires des RP, en 2017	100	82,6%	+20,5%
Locataires des RP, en 2017	20	16,5%	+17,6%
Logés gratuitement des RP, en 2017	2	1,5%	+100%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	0	-	-
- Dont logements familiaux	0	-	-
- Dont logements locatifs sociaux	0	-	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	128	55,9%	+43,8%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	22	9,6%	0%
- CAP ou BEP	48	21%	+20%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	31	13,5%	-16,2%

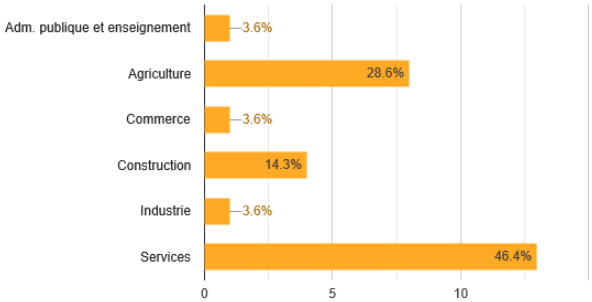
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	28	-	-15,2%
- Dont établissements publics	1	3,6%	0%
- Dont professions libérales	5	17,9%	-28,6%
- Dont associations	1	3,6%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	13	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	-	20	-	5	25
1 ou 2 salariés	1	1	-	-	2
3 à 5 salariés	-	-	1	-	1
6 à 9 salariés	-	-	-	-	-
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	-	-	-	-
TOTAL	1	21	1	5	28

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	4	2,7%	-20%
- Deux roues	4	2,7%	+33,3%
- Voiture	138	93,9%	+20%
- Marche	1	0,7%	-
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	21	-	+31,3%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	129	-	+3,2%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	5	-	+400%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	64,0%	-	+94,5%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	5,9	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	115	-	-10,2%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	136	-	0%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	16	-	-5,9%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	37	-	+2,8%
Personnes couvertes, en 2019	116	-	-4,1%
Allocataires percevant une aide au logement	8	21,6%	+33,3%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	5	4,3%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 870	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	155	73,1%	+17,4%
Inactifs résidents, en 2017	57	26,9%	+46,2%
- Dont étudiants	29	13,7%	+61,1%
- Dont retraités	17	8%	+30,8%
Taux de chômage, en 2017	8,6%	-	+132,4%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	2	-	-33,3%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	10	-	0%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	1 130	-	-4,8%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	11	-	0%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



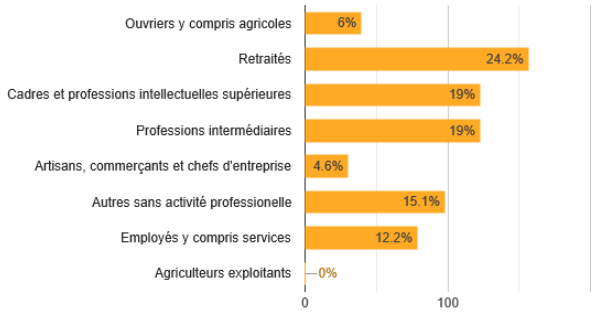
Fourquevaux

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	10	4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	77	-	+2,7%
Population en 2017, en hab (1)	771	-	+2,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	20	2,6%	-23,1%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	77	10%	-3,8%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	63	8,2%	-7,4%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	44	5,7%	+15,8%
- Dont personnes de plus de 65 ans	160	20,8%	+15,1%
- Dont personnes de plus de 80 ans	32	4,2%	-11,1%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	7	-	-1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	10,4	-	-28,3%
Décès, en 2018	5	-	+2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	315	-	+10,9%
- Dont familles monoparentales	30	9,5%	+25%
- Dont personnes seules	54	17,1%	+35%
- Dont couples avec enfant(s)	108	34,3%	+12,5%
- Dont couples sans enfant	118	37,5%	-1,7%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-3,8%

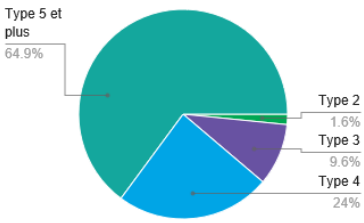
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	335	-	+10,6%
- Dont résidences principales (RP)	312	93,1%	+9,5%
- Dont résidences secondaires	6	1,8%	+50%
- Dont logements vacants	18	5,4%	+28,6%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	321	95,8%	+13,4%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	13	3,9%	-35%
Propriétaires des RP, en 2017	247	79,2%	+10,8%
Locataires des RP, en 2017	57	18,3%	+1,8%
Logés gratuitement des RP, en 2017	8	2,4%	+33,3%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	8	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	1	-	-50%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	1	-	-75%
- Dont logements familiaux	1	100%	-75%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	20	-	-20%
- Classe	1	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	53	-	-5,4%
- Classe	2	-	-1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	274	47,2%	+16,6%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	104	17,9%	-8%
- CAP ou BEP	107	18,4%	+15,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	95	16,4%	-15,9%

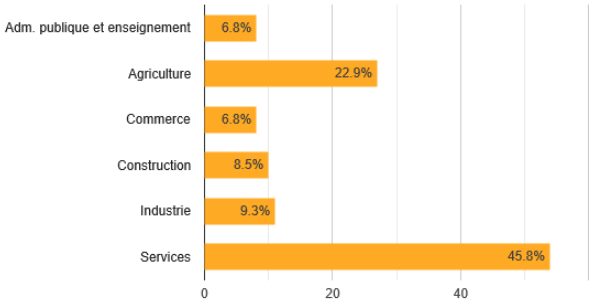
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	2
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	118	-	+0,9%
- Dont établissements publics	3	2,5%	0%
- Dont professions libérales	19	16,1%	+11,8%
- Dont associations	16	13,6%	+14,3%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	50	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	12	62	1	18	93
1 ou 2 salariés	2	10	-	-	12
3 à 5 salariés	1	3	1	-	5
6 à 9 salariés	-	1	1	-	2
10 à 19 salariés	-	-	-	-	1
20 à 49 salariés	-	1	-	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	2	-	1	4
TOTAL	16	80	3	19	118

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	3	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	9	2,5%	-30,8%
- Deux roues	9	2,5%	-30,8%
- Voiture	338	94,2%	+16,6%
- Marche	3	0,8%	-70%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	39	-	-35%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	344	-	+28,4%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	96	-	+14,3%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	34,9%	-	+14,1%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	12,2	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	174	-	+0,6%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	370	-	+0,3%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	+12,5%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	104	-	+9,5%
Personnes couvertes, en 2019	306	-	-2,2%
Allocataires percevant une aide au logement	8	7,7%	-11,1%
Allocataires percevant le RSA	6	5,8%	+20%
Personnes couvertes par le RSA	7	2,3%	+40%
Allocataires percevant l'AAH	6	5,8%	+20%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	26 210	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	385	79,9%	+8,8%
Inactifs résidents, en 2017	97	20,1%	-13,4%
- Dont étudiants	53	11%	+17,8%
- Dont retraités	30	6,2%	-28,6%
Taux de chômage, en 2017	5,4%	-	-23,9%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	63	-	-10%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	45	-	-10%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	4 919	-	+0,2%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	73	-	-5,2%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	Type d'énergie :
- Ecole	- Géothermie






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



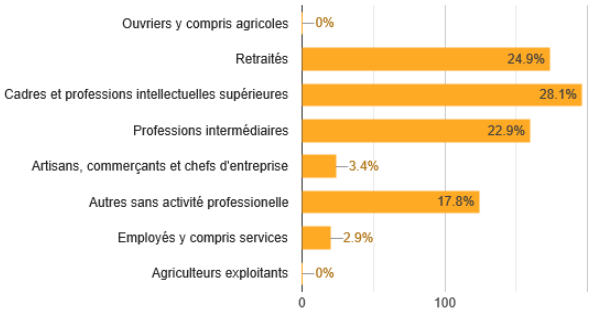
Goyrans

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	6	2,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	141	-	-6,6%
Population en 2017, en hab (1)	843	-	-6,9%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	19	2,3%	-34,5%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	96	11,4%	-22,6%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	79	9,4%	-3,7%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	54	6,4%	-8,5%
- Dont personnes de plus de 65 ans	146	17,3%	+27%
- Dont personnes de plus de 80 ans	27	3,2%	+17,4%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	7	-	+1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	7,1	-	+20,3%
Décès, en 2018	1	-	-5 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	317	-	-5,1%
- Dont familles monoparentales	10	3,2%	+25%
- Dont personnes seules	58	18,3%	+11,5%
- Dont couples avec enfant(s)	132	41,6%	-19%
- Dont couples sans enfant	112	35,3%	+8,7%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,6	-	-7,1%

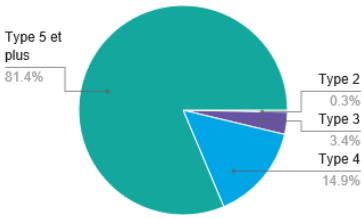
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	347	-	+2,7%
- Dont résidences principales (RP)	322	92,8%	-2,1%
- Dont résidences secondaires	4	1,2%	0%
- Dont logements vacants	21	6,1%	+320%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	338	97,4%	+1,5%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	9	2,6%	+125%
Propriétaires des RP, en 2017	298	92,5%	-1,3%
Locataires des RP, en 2017	17	5,3%	-15%
Logés gratuitement des RP, en 2017	7	2%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	1	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	1	-	-80%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	5	-	0%
- Dont logements familiaux	5	100%	0%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	58	-	+11,5%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	52	-	-7,1%
- Classe	2	-	-1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	408	68%	+4,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	71	11,8%	-28,3%
- CAP ou BEP	63	10,5%	+8,6%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	58	9,7%	-17,1%

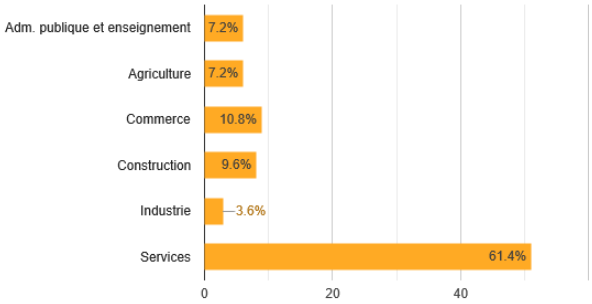
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	83	-	-2,4%
- Dont établissements publics	5	6%	0%
- Dont professions libérales	18	21,7%	+12,5%
- Dont associations	14	16,9%	-6,7%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	47	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	12	42	2	18	74
1 ou 2 salariés	1	3	-	-	4
3 à 5 salariés	-	-	1	-	1
6 à 9 salariés	-	-	2	-	2
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	1	-	-	2
TOTAL	14	46	5	18	83

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,3	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	16	4,2%	+128,6%
- Deux roues	12	3,2%	+33,3%
- Voiture	348	91,8%	-14,1%
- Marche	3	0,8%	-
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	40	-	+11,1%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	335	-	-13%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	16	-	0%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	23,5%	-	+13,5%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	8,9	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	135	-	-6,3%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	370	-	+3,1%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	20	-	+5,3%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	108	-	-2,7%
Personnes couvertes, en 2019	345	-	-5,7%
Allocataires percevant une aide au logement	8	7,4%	+33,3%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	35 340	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	410	75,5%	-8,5%
Inactifs résidents, en 2017	133	24,5%	-8,3%
- Dont étudiants	68	12,5%	-6,8%
- Dont retraités	40	7,4%	-18,4%
Taux de chômage, en 2017	7,2%	-	+46,9%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	6	-	-25%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	37	-	-32,7%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	4 165	-	+3,4%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	34	-	+3%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL

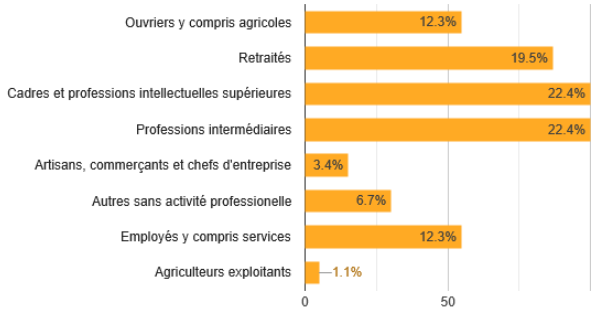


Issus

Données au 15 septembre 2020

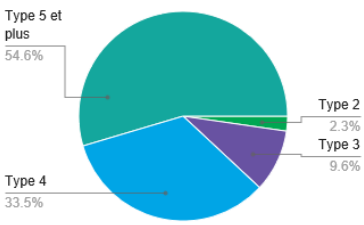
Démographie et territoire	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	7	2,8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	85	-	+26,9%
Population en 2017, en hab (1)	595	-	+26,1%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	36	6,1%	+24,1%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	103	17,3%	+27,2%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	42	7,1%	+27,3%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	32	5,4%	+60%
- Dont personnes de plus de 65 ans	47	7,9%	+20,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	12	2%	0%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	4	-	-1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	8,4	-	-54,8%
Décès, en 2018	2	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	217	-	+31,5%
- Dont familles monoparentales	20	9,2%	+400%
- Dont personnes seules	36	16,6%	+50%
- Dont couples avec enfant(s)	100	46,1%	+13,6%
- Dont couples sans enfant	51	23,5%	+15,9%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,8	-	-3,4%

CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	228	-	+27,4%
- Dont résidences principales (RP)	218	95,6%	+30,5%
- Dont résidences secondaires	3	1,3%	+200%
- Dont logements vacants	7	3,1%	-36,4%

Taille des logements des RP, en 2017



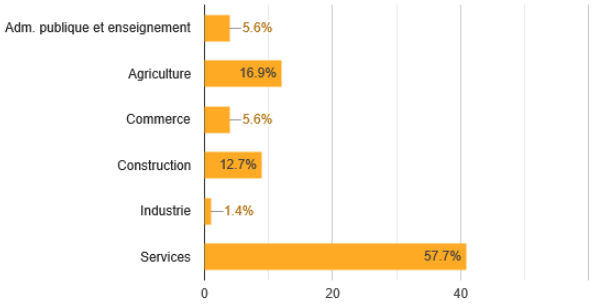
Maisons (individuel) des RP, en 2017	216	94,7%	+25,6%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	11	4,8%	+83,3%
Propriétaires des RP, en 2017	166	76,1%	+27,7%
Locataires des RP, en 2017	46	21,1%	+43,8%
Logés gratuitement des RP, en 2017	6	2,6%	+20%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	16	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	1	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	2	-	-85,7%
- Dont logements familiaux	2	100%	-85,7%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	54	-	-1,8%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	19	-	+46,2%
- Classe	1	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	180	45,5%	+26,8%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	84	21,2%	+71,4%
- CAP ou BEP	69	17,4%	+23,2%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	63	15,9%	-1,6%

Equipements publics	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	71	-	0%
- Dont établissements publics	3	4,2%	0%
- Dont professions libérales	10	14,1%	-16,7%
- Dont associations	12	16,9%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	29	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	11	32	1	10	54
1 ou 2 salariés	1	6	-	-	7
3 à 5 salariés	-	2	1	-	3
6 à 9 salariés	-	3	1	-	4
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	1	-	-	1
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	2	-	-	2
TOTAL	12	46	3	10	71

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	5	1,8%	-54,5%
- Deux roues	5	1,8%	-28,6%
- Voiture	270	96,1%	+29,2%
- Marche	1	0,4%	-66,7%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	15	-	-68,8%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	286	-	+69,2%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	99	-	+141,5%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	25,5%	-	+0,4%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	2	-	0%
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	6,2	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	95	-	-7,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	260	-	+3,2%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	-5,3%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	112	-	+7,7%
Personnes couvertes, en 2019	369	-	+4,8%
Allocataires percevant une aide au logement	20	17,9%	-13%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	6	5,4%	-14,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 200	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	310	80,9%	+25,5%
Inactifs résidents, en 2017	73	19,1%	+23,7%
- Dont étudiants	32	8,4%	+14,3%
- Dont retraités	25	6,5%	+25%
Taux de chômage, en 2017	6,5%	-	+32,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	85	-	+4,9%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	31	-	-11,4%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	6 051	-	-6,9%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	54	-	-1,8%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	Type d'énergie :
- Ecole	- Solaire thermique






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



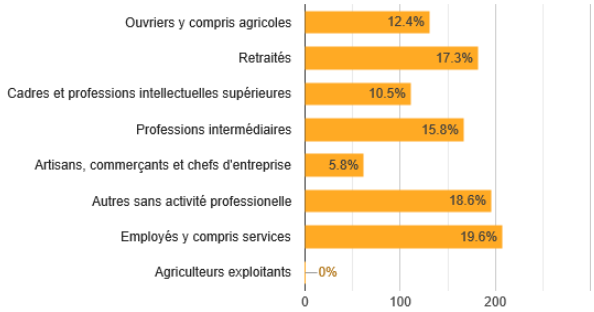
Labastide-Beauvoir

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	10	4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	127	-	+12,4%
Population en 2017, en hab (1)	1 272	-	+12,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	37	2,9%	-17,8%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	149	11,7%	+10,4%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	99	7,8%	-3,9%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	67	5,3%	+21,8%
- Dont personnes de plus de 65 ans	187	14,7%	+37,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	39	3,1%	+25,8%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	10	-	-8 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	14,2	-	+158,2%
Décès, en 2018	7	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	491	-	+23,4%
- Dont familles monoparentales	30	6,1%	-23,1%
- Dont personnes seules	121	24,6%	+44%
- Dont couples avec enfant(s)	187	38,1%	+11,3%
- Dont couples sans enfant	147	29,9%	+37,4%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	-7,7%

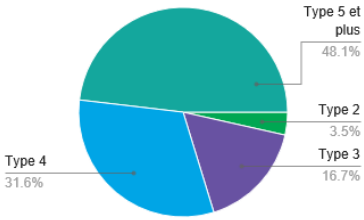
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	508	-	+21%
- Dont résidences principales (RP)	484	95,3%	+20,7%
- Dont résidences secondaires	5	1%	-28,6%
- Dont logements vacants	20	3,9%	+66,7%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	416	81,9%	+12,1%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	91	17,9%	+85,7%
Propriétaires des RP, en 2017	354	73,1%	+13,5%
Locataires des RP, en 2017	123	25,4%	+44,7%
Logés gratuitement des RP, en 2017	6	1,2%	+50%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	59	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	8	-	-33,3%
Attributions en LLS, en 2019	7	-	+600%
Logements autorisés, en 2019 (4)	4	-	+300%
- Dont logements familiaux	4	100%	+300%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	43	-	-4,4%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	65	-	-8,5%
- Classe	3	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	364	38,6%	+24,2%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	182	19,3%	+25,5%
- CAP ou BEP	212	22,5%	+1,9%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	186	19,7%	+13,4%

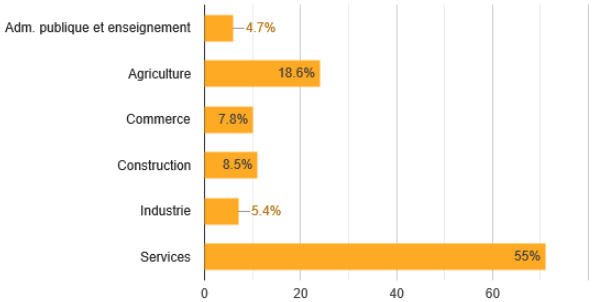
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	2
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	2
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	129	-	-2,3%
- Dont établissements publics	4	3,1%	0%
- Dont professions libérales	26	20,2%	-3,7%
- Dont associations	11	8,5%	+10%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	79	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	9	64	2	25	100
1 ou 2 salariés	2	17	-	1	20
3 à 5 salariés	-	1	-	-	1
6 à 9 salariés	-	1	1	-	2
10 à 19 salariés	-	1	1	-	1
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	1	-	-	1
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	4	-	-	4
TOTAL	11	88	4	26	129

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	29	4,9%	-19,4%
- Deux roues	15	2,5%	+150%
- Voiture	536	90,1%	+12,4%
- Marche	15	2,5%	-25%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	66	-	-48%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	571	-	+49,5%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	126	-	+40%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	51,8%	-	-9,8%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	2	-	0%
- Gîte	2	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	10,8	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	135	-	+10,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	541	-	+0,9%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	16	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	198	-	+4,2%
Personnes couvertes, en 2019	561	-	-2,4%
Allocataires percevant une aide au logement	44	22,2%	+2,3%
Allocataires percevant le RSA	8	4%	-20%
Personnes couvertes par le RSA	11	2%	-8,3%
Allocataires percevant l'AAH	16	8,1%	+23,1%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 310	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	654	77,9%	+7,6%
Inactifs résidents, en 2017	186	22,1%	+24,8%
- Dont étudiants	67	8%	+1,5%
- Dont retraités	38	4,5%	+11,8%
Taux de chômage, en 2017	5,7%	-	-19,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	137	-	+1,5%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	75	-	-6,3%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	4 810	-	+1,4%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	115	-	+16,2%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



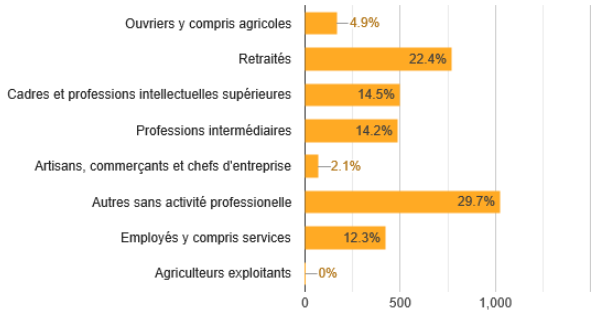
Labège

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	8	3,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	506	-	-2,1%
Population en 2017, en hab (1)	4 044	-	-2,3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	96	2,4%	-17,2%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	332	8,2%	-18,2%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	260	6,4%	-2,3%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	1 028	25,4%	-7,3%
- Dont personnes de plus de 65 ans	667	16,5%	+19,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	213	5,3%	+7,6%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	32	-	-1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	8,2	-	+9,3%
Décès, en 2018	48	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	2 181	-	+2,7%
- Dont familles monoparentales	153	7%	+1,3%
- Dont personnes seules	1 203	55,2%	+1,4%
- Dont couples avec enfant(s)	382	17,5%	-5,2%
- Dont couples sans enfant	418	19,2%	+14,8%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	1,8	-	0%

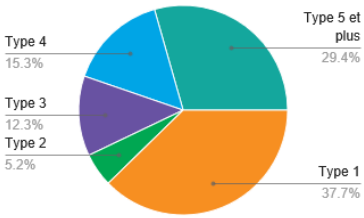
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	2 565	-	+8,6%
- Dont résidences principales (RP)	2 180	85%	+2%
- Dont résidences secondaires	229	8,9%	+48,7%
- Dont logements vacants	155	6%	+115,3%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	1 061	41,4%	+11,8%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	1 462	57%	+16%
Propriétaires des RP, en 2017	861	39,5%	+7,8%
Locataires des RP, en 2017	1 288	59,1%	-1,7%
Logés gratuitement des RP, en 2017	31	1,2%	+14,8%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	590	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	590	26,1%	0%
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	226	-	+7,1%
Attributions en LLS, en 2019	45	-	+15,4%
Logements autorisés, en 2019 (4)	38	-	-69,4%
- Dont logements familiaux	38	100%	+58,3%
- Dont logements locatifs sociaux	5	13,2%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	194	-	+10,9%
- Classe	7	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	302	-	-4,4%
- Classe	13	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	1 171	48,4%	+14,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	399	16,5%	+5%
- CAP ou BEP	430	17,8%	+3,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	421	17,4%	-20,1%

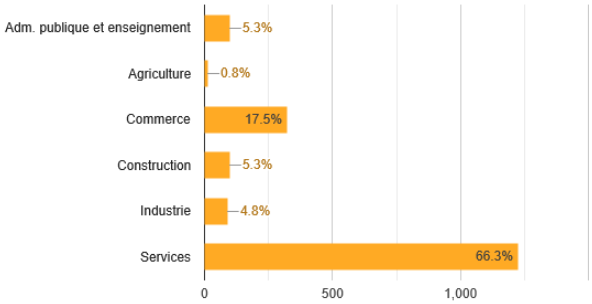
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	2
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	3
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	2

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	1 847	-	+3,2%
- Dont établissements publics	27	1,5%	0%
- Dont professions libérales	106	5,7%	-0,9%
- Dont associations	165	8,9%	+6,5%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	1 028	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	109	670	9	96	884
1 ou 2 salariés	21	209	1	6	237
3 à 5 salariés	11	191	1	1	204
6 à 9 salariés	5	125	2	-	132
10 à 19 salariés	8	3	3	-	149
20 à 49 salariés	4	111	6	-	121
50 à 99 salariés	-	33	2	-	35
100 à 199 salariés	-	9	-	-	9
200 à 249 salariés	1	3	1	-	5
250 à 499 salariés	-	7	-	-	7
500 à 999 salariés	-	1	-	-	1
1000 à 1999 salariés	-	1	1	-	2
Non renseigné	6	51	1	3	61
TOTAL	165	1 549	27	106	1 847

Déplacement

	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	4	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	2	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	18,4	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	130	8,4%	-12,2%
- Deux roues	86	5,6%	+21,1%
- Voiture	1 261	81,5%	+2,6%
- Marche	70	4,5%	+7,7%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	377	-	-23,5%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	1 126	-	+12,5%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	13 138	-	+11,7%

Petite enfance

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	3	-	0%
Places en crèche, en 2019	97	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	161,1%	-	+3,7%

Tourisme

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	5	-	0%
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	2	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	5,9	-	0%

Eau, assainissement, déchets

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	163	-	+5,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	2 855	-	+3%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	-5,3%

Revenu

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	1 418	-	+5,8%
Personnes couvertes, en 2019	2 336	-	+3,2%
Allocataires percevant une aide au logement	1 028	72,5%	+3,3%
Allocataires percevant le RSA	62	4,4%	-13,9%
Personnes couvertes par le RSA	102	4,4%	-20,3%
Allocataires percevant l'AAH	42	3%	+16,7%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 600	-	-
- 1er décile	12 840	-	-
- 9ème décile	44 160	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	10,0%	-	-

Emploi

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 760	62,5%	+1%
Inactifs résidents, en 2017	1 055	37,5%	-11%
- Dont étudiants	844	30%	-6,2%
- Dont retraités	101	3,6%	-26,3%
Taux de chômage, en 2017	10,8%	-	-3,6%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	19 065	-	+6,8%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	283	-	-4,1%

Energie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	90 680	-	+0,7%
- Gaz (18)	18 160	-	+5,1%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	432	-	-1,8%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	Types d'énergie :
- Mairie annexe	- Photovoltaïque
- Maternelle	- Photovoltaïque
- Gymnase	- Solaire thermique
- Diagora	- Photovoltaïque
- STEP Labège	- Photovoltaïque







Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



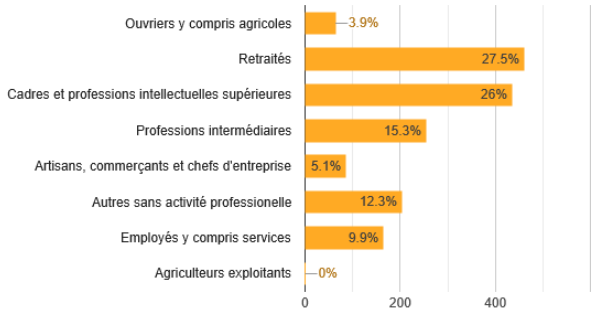
Lacroix-Falgarde

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	6	2,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	345	-	+0,6%
Population en 2017, en hab (1)	2 068	-	+0,6%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	72	3,5%	-8,9%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	245	11,8%	-8,6%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	162	7,8%	+10,2%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	110	5,3%	-7,6%
- Dont personnes de plus de 65 ans	447	21,6%	+31,1%
- Dont personnes de plus de 80 ans	88	4,3%	+39,7%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	22	-	+6 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	7,7	-	-39,4%
Décès, en 2018	10	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	870	-	+5,1%
- Dont familles monoparentales	65	7,5%	+16,1%
- Dont personnes seules	235	27%	+17,5%
- Dont couples avec enfant(s)	270	31%	-0,7%
- Dont couples sans enfant	285	32,8%	-2,4%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	0%

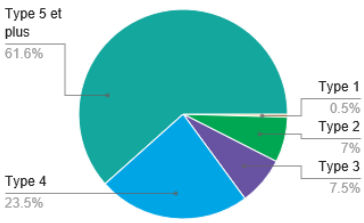
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	952	-	+6,1%
- Dont résidences principales (RP)	872	91,6%	+4,8%
- Dont résidences secondaires	8	0,8%	-38,5%
- Dont logements vacants	72	7,6%	+38,5%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	789	82,9%	+4,1%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	161	16,9%	+19,3%
Propriétaires des RP, en 2017	657	75,3%	+9,1%
Locataires des RP, en 2017	196	22,5%	-8,4%
Logés gratuitement des RP, en 2017	19	2%	+18,8%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	50	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	54	6,2%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	20	-	+11,1%
Attributions en LLS, en 2019	7	-	-22,2%
Logements autorisés, en 2019 (4)	3	-	-40%
- Dont logements familiaux	3	100%	-40%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	94	-	+10,6%
- Classe	3	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	139	-	-0,7%
- Classe	6	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	839	55,9%	+6,5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	241	16,1%	+5,7%
- CAP ou BEP	237	15,8%	+13,4%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	183	12,2%	-29,3%

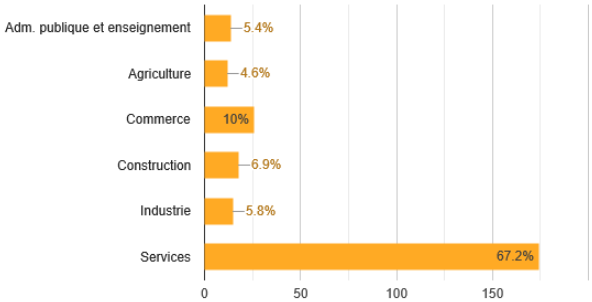
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	3
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	259	-	+2,4%
- Dont établissements publics	6	2,3%	0%
- Dont professions libérales	59	22,8%	+3,5%
- Dont associations	37	14,3%	+8,8%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	153	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	30	111	3	54	198
1 ou 2 salariés	5	20	-	1	26
3 à 5 salariés	-	9	1	-	10
6 à 9 salariés	-	5	1	1	7
10 à 19 salariés	-	-	-	-	2
20 à 49 salariés	-	-	1	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	2	10	-	3	15
TOTAL	37	157	6	59	259

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	2	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	1,3	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	36	4,2%	+5,9%
- Deux roues	36	4,2%	+33,3%
- Voiture	782	90,3%	-6,9%
- Marche	12	1,4%	-7,7%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	120	-	-26,8%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	770	-	-5,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	126	-	-15,4%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	45	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	103,5%	-	+12,9%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	13,4	-	+8,3%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	114	-	-1,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	1 008	-	-0,3%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	19	-	+5,6%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	314	-	+7,2%
Personnes couvertes, en 2019	944	-	+3,1%
Allocataires percevant une aide au logement	65	20,7%	-7,1%
Allocataires percevant le RSA	26	8,3%	+4%
Personnes couvertes par le RSA	46	4,9%	+15%
Allocataires percevant l'AAH	18	5,7%	+12,5%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	28 830	-	-
- 1er décile	15 310	-	-
- 9ème décile	51 640	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	957	78,1%	-3,5%
Inactifs résidents, en 2017	268	21,9%	-6,6%
- Dont étudiants	134	10,9%	+28,8%
- Dont retraités	69	5,6%	-43,4%
Taux de chômage, en 2017	8,8%	-	+18,9%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	144	-	+11,6%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	124	-	-0,8%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	9 965	-	+7%
- Gaz (18)	4 193	-	+5,6%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	107	-	-2,7%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Ateliers communaux	- Photovoltaïque







Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



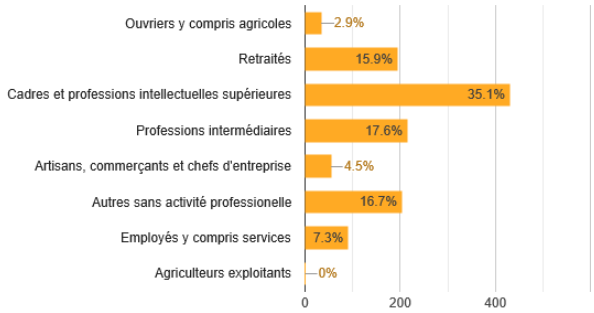
Lauzerville

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	3	1,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	529	-	+8,2%
Population en 2017, en hab (1)	1 588	-	+8,3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	42	2,6%	-6,7%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	230	14,5%	+5%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	175	11%	-1,7%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	124	7,8%	+24%
- Dont personnes de plus de 65 ans	157	9,9%	+63,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	16	1%	+77,8%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	11	-	+0 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	6,9	-	+81,6%
Décès, en 2018	4	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	550	-	+14,6%
- Dont familles monoparentales	30	5,5%	-16,7%
- Dont personnes seules	50	9,1%	+25%
- Dont couples avec enfant(s)	290	52,7%	+6,6%
- Dont couples sans enfant	170	30,9%	+32,8%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,9	-	-6,5%

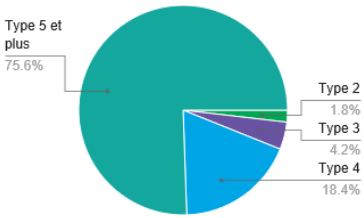
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	556	-	+13,5%
- Dont résidences principales (RP)	544	97,8%	+13,1%
- Dont résidences secondaires	1	0,2%	-50%
- Dont logements vacants	11	2%	+57,1%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	525	94,4%	+12,9%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	30	5,4%	+25%
Propriétaires des RP, en 2017	484	89%	+12%
Locataires des RP, en 2017	57	10,5%	+23,9%
Logés gratuitement des RP, en 2017	3	0,5%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	33	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019 (2B)	34	6%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	9	-	+80%
Attributions en LLS, en 2019	2	-	-60%
Logements autorisés, en 2019 (4)	2	-	-80%
- Dont logements familiaux	2	100%	-80%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	55	-	-9,8%
- Classe	2	-	-1 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	119	-	-4,8%
- Classe	5	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	655	62,5%	+23,4%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	165	15,7%	+13%
- CAP ou BEP	149	14,2%	-3,2%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	79	7,5%	-28,8%

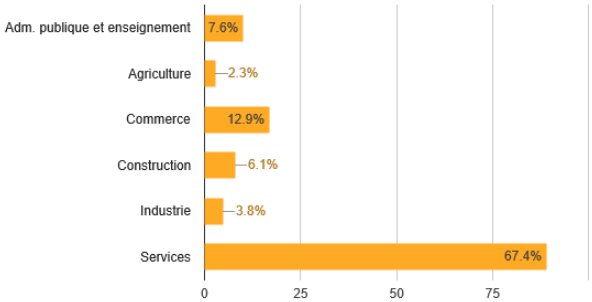
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	132	-	+4,8%
- Dont établissements publics	4	3%	0%
- Dont professions libérales	32	24,2%	-13,5%
- Dont associations	6	4,5%	+50%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	90	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	2	78	2	32	114
1 ou 2 salariés	2	7	-	-	9
3 à 5 salariés	1	2	-	-	3
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	1	1	-	1
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	3	-	-	4
TOTAL	6	90	4	32	132

Déplacement

	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	2	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,4	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	25	3,3%	-16,7%
- Deux roues	29	3,8%	+31,8%
- Voiture	702	92,2%	+9,9%
- Marche	5	0,7%	-28,6%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	70	-	+34,6%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	720	-	+2,9%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	60	-	+27,7%

Petite enfance

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	57,9%	-	+41,6%

Tourisme

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	1,2	-	0%

Eau, assainissement, déchets

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	123	-	-3,9%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	645	-	+1,1%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	19	-	+18,8%

Revenu

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	224	-	+6,7%
Personnes couvertes, en 2019	737	-	+2,9%
Allocataires percevant une aide au logement	21	9,4%	-22,2%
Allocataires percevant le RSA	15	6,7%	+25%
Personnes couvertes par le RSA	28	3,8%	+47,4%
Allocataires percevant l'AAH	7	3,1%	-12,5%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	30 510	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	832	77%	+8,2%
Inactifs résidents, en 2017	248	23%	+3,3%
- Dont étudiants	165	15,3%	+18,7%
- Dont retraités	46	4,3%	-28,1%
Taux de chômage, en 2017	6,9%	-	+4,5%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	37	-	+27,6%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	88	-	+3,5%

Energie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	5 464	-	+1,8%
- Gaz (18)	3 362	-	+3,3%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	85	-	+10,4%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Ecole	- Géothermie






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



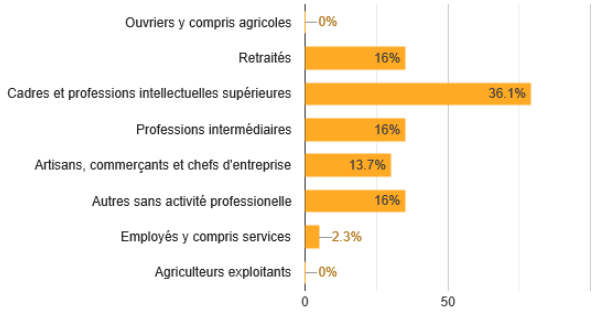
Mervilla

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	3	1,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	90	-	+2,3%
Population en 2017, en hab (1)	269	-	+2,3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	7	2,6%	-12,5%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	35	13%	+16,7%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	22	8,2%	-33,3%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	14	5,2%	-12,5%
- Dont personnes de plus de 65 ans	57	21,2%	+29,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	19	7,1%	+46,2%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	3	-	+1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	7,4	-	+94,7%
Décès, en 2018	1	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	104	-	+11,8%
- Dont familles monoparentales	0	0%	-100%
- Dont personnes seules	20	19,2%	+66,7%
- Dont couples avec enfant(s)	54	51,9%	+12,5%
- Dont couples sans enfant	30	28,8%	+25%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,7	-	-6,9%

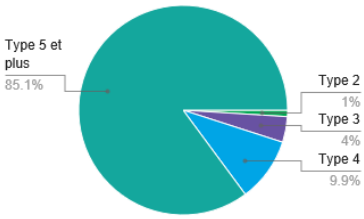
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	109	-	+9%
- Dont résidences principales (RP)	101	92,7%	+8,6%
- Dont résidences secondaires	4	3,7%	+33,3%
- Dont logements vacants	4	3,7%	0%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	109	100%	+9%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	0	0%	-
Propriétaires des RP, en 2017	90	89,1%	+8,4%
Locataires des RP, en 2017	11	10,9%	+22,2%
Logés gratuitement des RP, en 2017	0	0%	-100%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	0	0%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	2	-	-60%
- Dont logements familiaux	2	100%	-60%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	138	72,3%	+16,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	12	6,3%	-50%
- CAP ou BEP	21	11%	0%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	20	10,5%	+53,8%

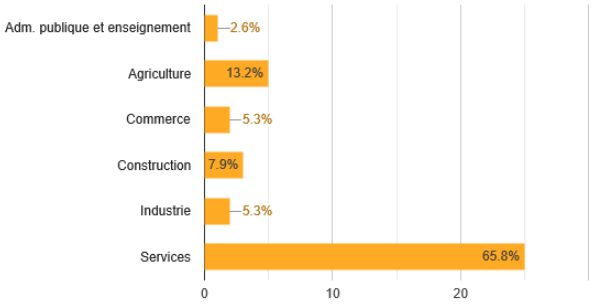
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	38	-	+5,6%
- Dont établissements publics	2	5,3%	0%
- Dont professions libérales	6	15,8%	0%
- Dont associations	2	5,3%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	21	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	2	17	1	6	26
1 ou 2 salariés	-	5	-	-	5
3 à 5 salariés	-	2	-	-	2
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	-	-	-	1
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	3	-	-	3
TOTAL	2	28	2	6	38

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	8	6,7%	+100%
- Deux roues	3	2,5%	-
- Voiture	107	89,2%	0%
- Marche	2	1,7%	0%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	15	-	+25%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	119	-	+5,3%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	13	-	+44,4%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	0,0%	-	-

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	7,0	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	158	-	+3,9%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	119	-	+1,7%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	21	-	+5%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	30	-	+3,4%
Personnes couvertes, en 2019	109	-	-1,8%
Allocataires percevant une aide au logement	-	0%	-
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	38 440	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	133	83,1%	+14,7%
Inactifs résidents, en 2017	27	16,9%	-43,8%
- Dont étudiants	21	13,1%	-22,2%
- Dont retraités	1	0,6%	-92,3%
Taux de chômage, en 2017	6,0%	-	+71,4%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	34	-	0%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	12	-	+20%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	1 358	-	+3,8%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	13	-	+18,2%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



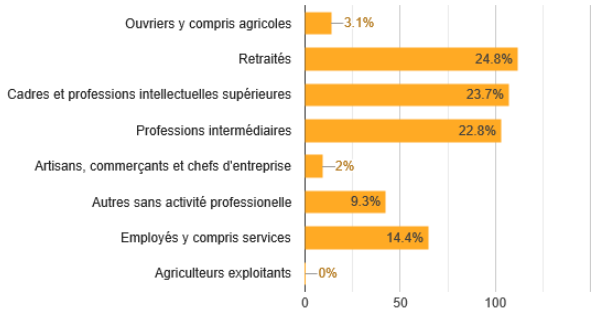
Montbrun-Lauragais

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	11	4,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	56	-	+9,8%
Population en 2017, en hab (1)	611	-	+8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	28	4,6%	+75%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	75	12,3%	-1,3%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	55	9%	-6,8%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	38	6,2%	+5,6%
- Dont personnes de plus de 65 ans	69	11,3%	+32,7%
- Dont personnes de plus de 80 ans	8	1,3%	0%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	7	-	+2 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	8,2	-	-3,5%
Décès, en 2018	3	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	234	-	+8,3%
- Dont familles monoparentales	14	6%	-51,7%
- Dont personnes seules	37	15,8%	-2,6%
- Dont couples avec enfant(s)	93	39,7%	+1,1%
- Dont couples sans enfant	84	35,9%	+44,8%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,6	-	0%

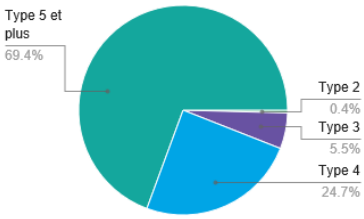
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	254	-	+10%
- Dont résidences principales (RP)	235	92,5%	+10,3%
- Dont résidences secondaires	10	3,9%	-16,7%
- Dont logements vacants	8	3,1%	+60%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	243	95,7%	+11%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	9	3,5%	-25%
Propriétaires des RP, en 2017	203	86,4%	+14%
Locataires des RP, en 2017	29	12,3%	-12,1%
Logés gratuitement des RP, en 2017	4	1,6%	+33,3%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	23	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	4	-	-33,3%
Attributions en LLS, en 2019	3	-	-25%
Logements autorisés, en 2019 (4)	14	-	+100%
- Dont logements familiaux	14	100%	+100%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-100%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	63	-	-4,5%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	10	-	+42,9%
- Classe	1	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	230	54,1%	+7,5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	80	18,8%	+40,4%
- CAP ou BEP	79	18,6%	+9,7%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	36	8,5%	-16,3%

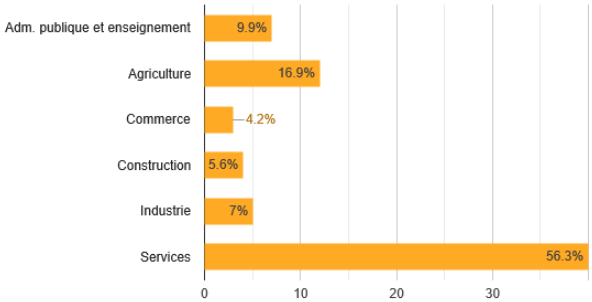
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	71	-	-7,8%
- Dont établissements publics	4	5,6%	0%
- Dont professions libérales	8	11,3%	-27,3%
- Dont associations	9	12,7%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	43	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	8	38	2	8	56
1 ou 2 salariés	1	8	-	-	9
3 à 5 salariés	-	1	1	-	2
6 à 9 salariés	-	-	-	-	-
10 à 19 salariés	-	1	1	-	1
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	3	-	-	3
TOTAL	9	50	4	8	71

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	4	1,3%	-63,6%
- Deux roues	7	2,4%	-22,2%
- Voiture	282	94,9%	+4,8%
- Marche	4	1,3%	+33,3%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	33	-	+135,7%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	252	-	-10%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	17	-	+54,5%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	73,0%	-	+78,9%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	12,5	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	153	-	+11,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	299	-	+1%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	16	-	-11,1%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	95	-	+9,2%
Personnes couvertes, en 2019	309	-	+3%
Allocataires percevant une aide au logement	21	22,1%	+16,7%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	10	3,2%	+66,7%
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 580	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	318	76,6%	+2,9%
Inactifs résidents, en 2017	97	23,4%	+21,3%
- Dont étudiants	49	11,8%	+8,9%
- Dont retraités	34	8,2%	+88,9%
Taux de chômage, en 2017	5,9%	-	+25,5%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	7	-	-30%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	24	-	-20%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	2 450	-	+4,9%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	21	-	-4,5%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	Types d'énergie :
- Ecole	- Géothermie
- Ecole de Montbrun-Lauragais	- ICEA-PV






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



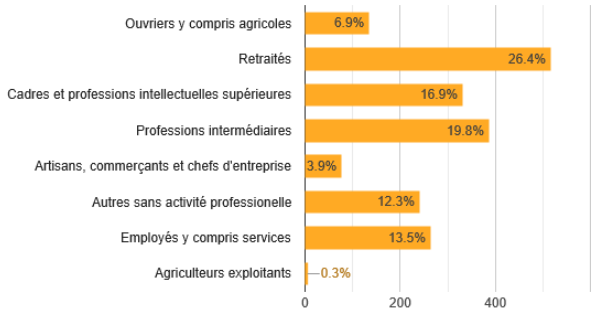
Montgiscard

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	13	5,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	187	-	+14,7%
Population en 2017, en hab (1)	2 430	-	+14,7%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	105	4,3%	+59,1%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	306	12,6%	+24,4%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	187	7,7%	-4,1%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	126	5,2%	+11,5%
- Dont personnes de plus de 65 ans	446	18,4%	+22,9%
- Dont personnes de plus de 80 ans	118	4,9%	+28,3%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	19	-	-21 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	16,5	-	+16,2%
Décès, en 2018	11	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	1 025	-	+19,5%
- Dont familles monoparentales	81	7,9%	-11%
- Dont personnes seules	302	29,5%	+43,8%
- Dont couples avec enfant(s)	350	34,1%	+21,1%
- Dont couples sans enfant	287	28%	+13,4%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	0%

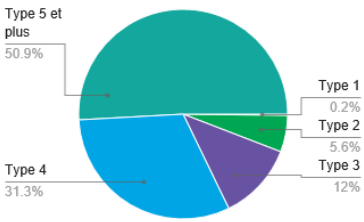
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	1 066	-	+16,5%
- Dont résidences principales (RP)	1 028	96,4%	+19,8%
- Dont résidences secondaires	7	0,7%	+133,3%
- Dont logements vacants	31	2,9%	-43,6%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	925	86,8%	+14,2%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	141	13,2%	+34,3%
Propriétaires des RP, en 2017	773	75,2%	+19,1%
Locataires des RP, en 2017	230	22,4%	+26,4%
Logés gratuitement des RP, en 2017	25	2,3%	-7,4%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	95	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	34	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	8	-	-27,3%
Logements autorisés, en 2019 (4)	22	-	-35,3%
- Dont logements familiaux	22	100%	-35,3%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	115	-	-0,9%
- Classe	4	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	195	-	+9,6%
- Classe	8	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	804	45,7%	+22,6%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	302	17,2%	+33,6%
- CAP ou BEP	352	20%	+7,6%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	300	17,1%	-11%

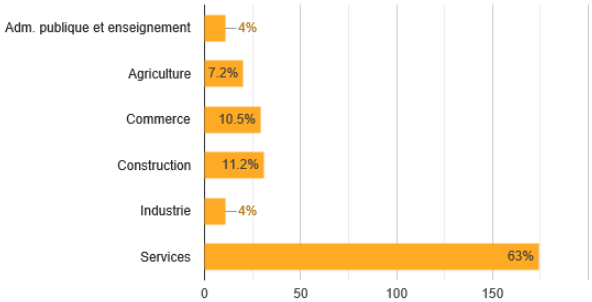
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	3
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	276	-	0%
- Dont établissements publics	9	3,3%	0%
- Dont professions libérales	59	21,4%	0%
- Dont associations	43	15,6%	+2,4%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	159	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	34	118	5	57	214
1 ou 2 salariés	5	25	-	2	32
3 à 5 salariés	-	7	1	-	8
6 à 9 salariés	2	4	-	-	6
10 à 19 salariés	-	1	1	-	3
20 à 49 salariés	1	3	-	-	4
50 à 99 salariés	-	-	1	-	1
100 à 199 salariés	-	-	1	-	1
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	6	-	-	7
TOTAL	43	165	9	59	276

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	4,3	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	33	3,1%	-8,3%
- Deux roues	35	3,3%	+40%
- Voiture	970	91%	+13,6%
- Marche	28	2,6%	+7,7%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	196	-	+10,1%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	906	-	+16,8%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	333	-	-14,8%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	2	-	0%
Places en crèche, en 2019	23	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	92,1%	-	+12,5%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	14,7	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	114	-	+1,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	1 187	-	+2,5%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	-14,3%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	451	-	+10%
Personnes couvertes, en 2019	1 246	-	+4,6%
Allocataires percevant une aide au logement	109	24,2%	-1,8%
Allocataires percevant le RSA	27	6%	-3,6%
Personnes couvertes par le RSA	51	4,1%	+10,9%
Allocataires percevant l'AAH	36	8%	-14,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 630	-	-
- 1er décile	13 980	-	-
- 9ème décile	39 950	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 183	80%	+13,3%
Inactifs résidents, en 2017	296	20%	0%
- Dont étudiants	129	8,7%	+4%
- Dont retraités	91	6,2%	-24,2%
Taux de chômage, en 2017	7,5%	-	+1,4%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	239	-	-1,6%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	165	-	-5,7%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	15 616	-	-5,2%
- Gaz (18)	2 239	-	+3,5%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	85	-	-3,4%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Restaurant scolaire	- Solaire thermique






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



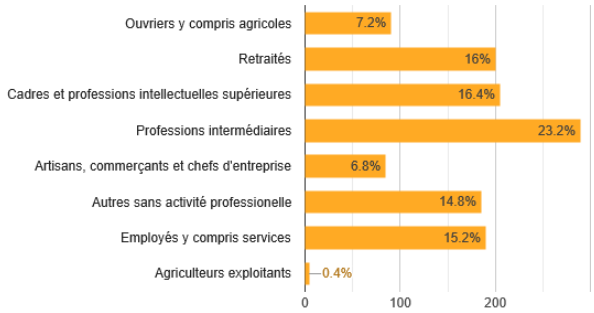
Montlaur

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	10	4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	158	-	+32,8%
Population en 2017, en hab (1)	1 576	-	+33%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	90	5,7%	+181,3%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	189	12%	+6,2%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	147	9,3%	+14,8%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	103	6,5%	+32,1%
- Dont personnes de plus de 65 ans	199	12,6%	+33,6%
- Dont personnes de plus de 80 ans	50	3,2%	+31,6%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	13	-	-14 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	17,1	-	-11,9%
Décès, en 2018	7	-	+1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	580	-	+33%
- Dont familles monoparentales	45	7,8%	+12,5%
- Dont personnes seules	105	18,1%	+31,3%
- Dont couples avec enfant(s)	290	50%	+57,6%
- Dont couples sans enfant	135	23,3%	+8,9%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,7	-	0%

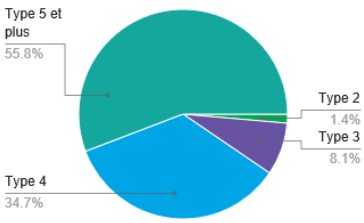
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	617	-	+35,3%
- Dont résidences principales (RP)	579	93,8%	+33,1%
- Dont résidences secondaires	11	1,8%	+57,1%
- Dont logements vacants	27	4,4%	+92,9%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	595	96,4%	+36,2%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	20	3,2%	+11,1%
Propriétaires des RP, en 2017	488	84,3%	+43,5%
Locataires des RP, en 2017	76	13,1%	-6,2%
Logés gratuitement des RP, en 2017	15	2,4%	+7,1%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	64	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	7	-	-30%
Attributions en LLS, en 2019	2	-	-50%
Logements autorisés, en 2019 (4)	8	-	+14,3%
- Dont logements familiaux	8	100%	+14,3%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	95	-	+9,2%
- Classe	4	-	+1 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	125	-	+14,7%
- Classe	5	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	519	47,8%	+71,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	190	17,5%	+62,4%
- CAP ou BEP	200	18,4%	+9,9%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	177	16,3%	-9,2%

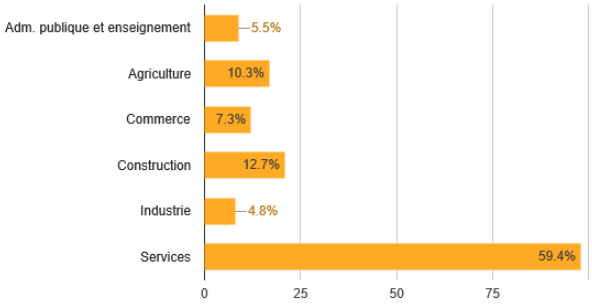
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	2
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	165	-	+7,8%
- Dont établissements publics	4	2,4%	0%
- Dont professions libérales	26	15,8%	+18,2%
- Dont associations	21	12,7%	+5%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	91	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	18	96	2	25	141
1 ou 2 salariés	2	10	-	1	13
3 à 5 salariés	-	2	-	-	2
6 à 9 salariés	-	1	1	-	2
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	1	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	5	-	-	6
TOTAL	21	114	4	26	165

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	26	3,4%	+36,8%
- Deux roues	23	3%	+9,5%
- Voiture	712	93,1%	+54,4%
- Marche	4	0,5%	-42,9%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	65	-	-18,8%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	775	-	+62,8%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	31	-	+72,2%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	27,1%	-	-46,2%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	1	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	7,5	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	108	-	-2,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	744	-	+1,4%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	292	-	+1,7%
Personnes couvertes, en 2019	937	-	+0,6%
Allocataires percevant une aide au logement	40	13,7%	-20%
Allocataires percevant le RSA	10	3,4%	+11,1%
Personnes couvertes par le RSA	18	1,9%	-5,3%
Allocataires percevant l'AAH	10	3,4%	+25%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 410	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	830	81,2%	+48,2%
Inactifs résidents, en 2017	192	18,8%	-4%
- Dont étudiants	118	11,5%	+22,9%
- Dont retraités	37	3,6%	-43,1%
Taux de chômage, en 2017	5,7%	-	-16,2%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	25	-	0%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	99	-	-10%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	5 510	-	+1,7%
- Gaz (18)	885	-	+32,7%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	56	-	+27,3%







Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



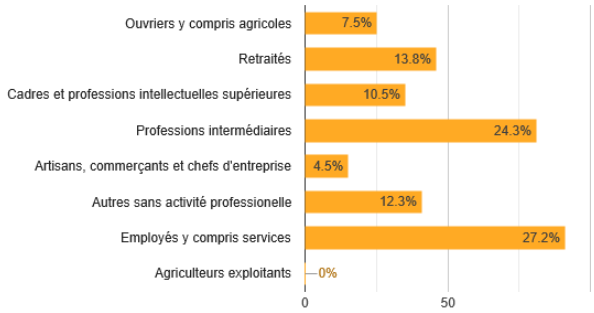
Noueilles

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	6	2,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	67	-	+11,7%
Population en 2017, en hab (1)	401	-	+11,7%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	19	4,7%	+18,8%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	54	13,5%	-11,5%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	37	9,2%	+32,1%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	26	6,5%	+8,3%
- Dont personnes de plus de 65 ans	33	8,2%	+22,2%
- Dont personnes de plus de 80 ans	15	3,7%	+7,1%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	7	-	+6 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	2,5	-	-74,7%
Décès, en 2018	0	-	-2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	147	-	+18,5%
- Dont familles monoparentales	10	6,8%	+150%
- Dont personnes seules	20	13,6%	+53,8%
- Dont couples avec enfant(s)	61	41,5%	+1,7%
- Dont couples sans enfant	51	34,7%	+18,6%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,7	-	-3,6%

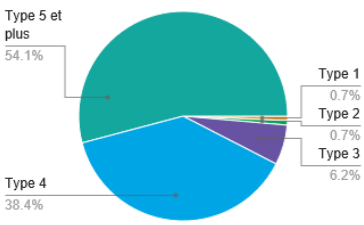
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	160	-	+12,7%
- Dont résidences principales (RP)	146	91,3%	+15,9%
- Dont résidences secondaires	7	4,4%	-22,2%
- Dont logements vacants	7	4,4%	0%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	154	96,3%	+10,8%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	5	3,1%	+150%
Propriétaires des RP, en 2017	123	84,2%	+16%
Locataires des RP, en 2017	17	11,6%	+13,3%
Logés gratuitement des RP, en 2017	6	3,8%	+20%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	0	-	-100%
- Dont logements familiaux	0	-	-100%
- Dont logements locatifs sociaux	0	-	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	0	-	-
- Classe	0	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	72	-	+9,1%
- Classe	3	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	117	42,1%	+33%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	39	14%	+39,3%
- CAP ou BEP	72	25,9%	+9,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	50	18%	-18%

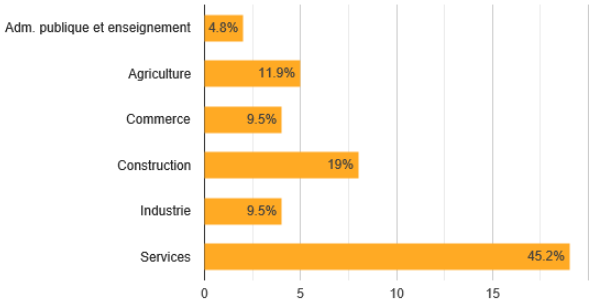
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	42	-	+10,5%
- Dont établissements publics	4	9,5%	0%
- Dont professions libérales	4	9,5%	+33,3%
- Dont associations	5	11,9%	+25%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	18	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	5	22	2	4	33
1 ou 2 salariés	-	5	-	-	5
3 à 5 salariés	-	-	1	-	1
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	2	-	-	2
TOTAL	5	29	4	4	42

Déplacement

	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	7	3,5%	+16,7%
- Deux roues	6	3%	+50%
- Voiture	182	91,9%	+7,7%
- Marche	3	1,5%	-25%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	35	-	+66,7%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	182	-	+29,1%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	11	-	-31,3%

Petite enfance

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	26,1%	-	-30,8%

Tourisme

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	4,1	-	0%

Eau, assainissement, déchets

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	105	-	-33,5%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	161	-	+0,6%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	17	-	-5,6%

Revenu

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	57	-	-6,6%
Personnes couvertes, en 2019	184	-	-8,9%
Allocataires percevant une aide au logement	-	0%	-
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 410	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	226	81,9%	+13%
Inactifs résidents, en 2017	50	18,1%	+28,2%
- Dont étudiants	27	9,8%	+50%
- Dont retraités	12	4,3%	+33,3%
Taux de chômage, en 2017	7,6%	-	+58,3%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	2	-	-50%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	23	-	-8%

Energie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	1 297	-	+3,6%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	11	-	0%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	**Types d'énergie :**
- Mairie + école	- Chaufferie bois
- Salle des fêtes	- Photovoltaïque






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



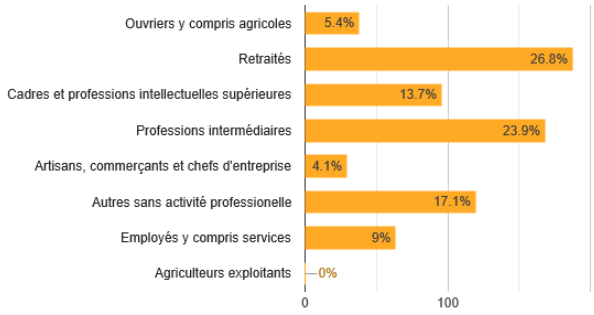
Odars

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	7	2,8%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	125	-	+14,7%
Population en 2017, en hab (1)	872	-	+14,7%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	22	2,5%	-26,7%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	110	12,6%	+39,2%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	64	7,3%	-13,5%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	58	6,7%	+31,8%
- Dont personnes de plus de 65 ans	162	18,6%	+37,3%
- Dont personnes de plus de 80 ans	36	4,1%	0%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	8	-	+3 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	5,7	-	-45,7%
Décès, en 2018	4	-	+2 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	346	-	+18,5%
- Dont familles monoparentales	34	9,8%	+3%
- Dont personnes seules	72	20,8%	+30,9%
- Dont couples avec enfant(s)	111	32,1%	-6,7%
- Dont couples sans enfant	130	37,6%	+60,5%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-3,8%

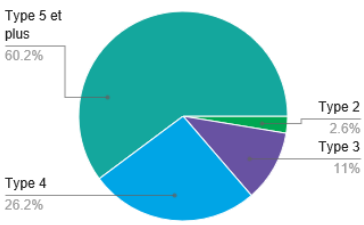
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	355	-	+16,8%
- Dont résidences principales (RP)	344	96,9%	+15,8%
- Dont résidences secondaires	4	1,1%	-
- Dont logements vacants	7	2%	0%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	340	95,8%	+14,5%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	14	3,9%	+100%
Propriétaires des RP, en 2017	275	79,9%	+15,1%
Locataires des RP, en 2017	64	18,6%	+18,5%
Logés gratuitement des RP, en 2017	4	1,1%	0%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	28	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	5	-	+25%
Attributions en LLS, en 2019	2	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	4	-	0%
- Dont logements familiaux	4	100%	0%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	36	-	-7,7%
- Classe	1	-	-1 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	80	-	+9,6%
- Classe	4	-	+1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	347	54%	+24,8%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	93	14,5%	+16,3%
- CAP ou BEP	119	18,5%	+40%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	83	12,9%	-25,2%

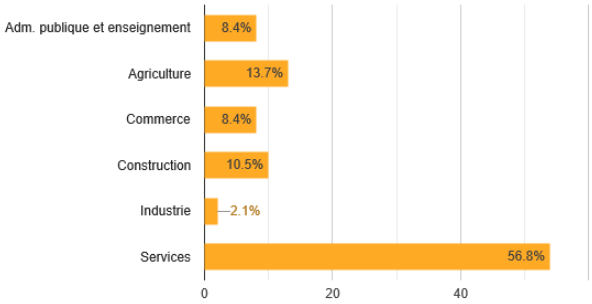
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	2
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	95	-	-6,9%
- Dont établissements publics	4	4,2%	0%
- Dont professions libérales	21	22,1%	-4,5%
- Dont associations	10	10,5%	+11,1%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	59	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	7	55	2	21	85
1 ou 2 salariés	3	3	-	-	6
3 à 5 salariés	-	-	-	-	-
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	1	1	-	1
20 à 49 salariés	-	1	-	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	1	-	-	1
TOTAL	10	60	4	21	95

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	2	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,5	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	14	3,4%	0%
- Deux roues	13	3,2%	+44,4%
- Voiture	381	92,5%	+14,8%
- Marche	4	1%	-33,3%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	29	-	-38,3%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	366	-	+20,4%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	59	-	-7,8%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	25	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	92,1%	-	-15,1%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	11,0	-	-8,3%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	107	-	0%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	408	-	+1,7%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	+5,9%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	131	-	+10,1%
Personnes couvertes, en 2019	388	-	+8,1%
Allocataires percevant une aide au logement	24	18,3%	-14,3%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	7	1,8%	-50%
Allocataires percevant l'AAH	7	5,3%	+40%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	27 210	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	438	79,1%	+13,5%
Inactifs résidents, en 2017	116	20,9%	+1,8%
- Dont étudiants	58	10,5%	+3,6%
- Dont retraités	35	6,3%	-2,8%
Taux de chômage, en 2017	6,6%	-	+8,2%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	25	-	+19%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	55	-	-8,3%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	3 487	-	+4%
- Gaz (18)	497	-	+12,2%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	40	-	+81,8%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Ecole d'Odars	- ICEA-PV






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



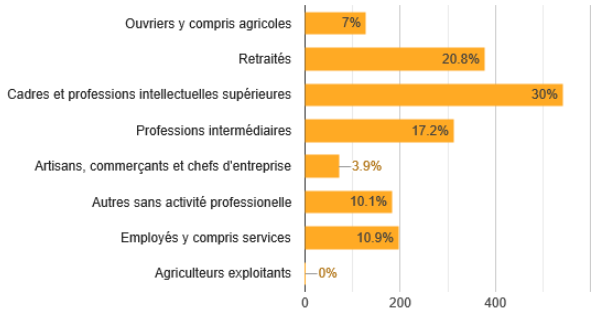
Péchabou

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	4	1,6%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	583	-	+18,7%
Population en 2017, en hab (1)	2 330	-	+18,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	93	4%	+4,5%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	328	14,1%	+49,1%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	170	7,3%	+2,4%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	154	6,6%	-20,2%
- Dont personnes de plus de 65 ans	267	11,5%	+56,1%
- Dont personnes de plus de 80 ans	52	2,2%	+52,9%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	19	-	-10 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	12,5	-	-13,2%
Décès, en 2018	5	-	-1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	951	-	+23,7%
- Dont familles monoparentales	71	7,5%	-13,4%
- Dont personnes seules	225	23,7%	+56,3%
- Dont couples avec enfant(s)	361	38%	+30,3%
- Dont couples sans enfant	293	30,8%	+15,4%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-3,8%

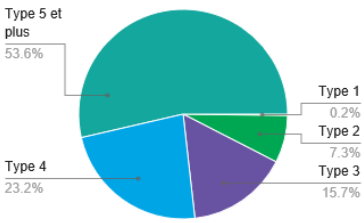
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	1 025	-	+27,3%
- Dont résidences principales (RP)	944	92,1%	+22,6%
- Dont résidences secondaires	12	1,2%	+200%
- Dont logements vacants	69	6,7%	+122,6%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	767	74,8%	+25,9%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	257	25,1%	+31,1%
Propriétaires des RP, en 2017	667	70,7%	+23,3%
Locataires des RP, en 2017	275	29,1%	+25%
Logés gratuitement des RP, en 2017	2	0,2%	-75%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	108	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	108	11,1%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	20	-	0%
Attributions en LLS, en 2019	11	-	-15,4%
Logements autorisés, en 2019 (4)	2	-	-96,6%
- Dont logements familiaux	2	100%	-96,6%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	88	-	-7,4%
- Classe	4	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	175	-	-11,6%
- Classe	7	-	-1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	999	61,5%	+29,6%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	226	13,9%	+12,4%
- CAP ou BEP	237	14,6%	+6,3%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	162	10%	-9,5%

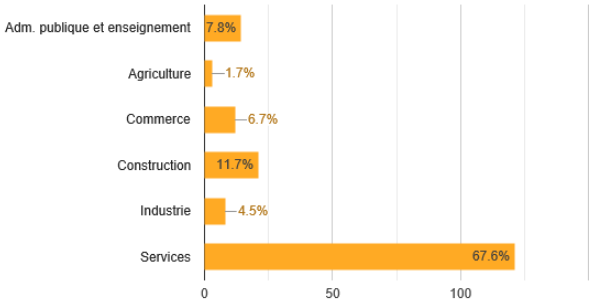
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	2
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	179	-	-5,8%
- Dont établissements publics	7	3,9%	0%
- Dont professions libérales	31	17,3%	-26,2%
- Dont associations	34	19%	+9,7%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	117	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	25	80	3	30	138
1 ou 2 salariés	4	11	-	1	16
3 à 5 salariés	2	9	1	-	12
6 à 9 salariés	-	2	1	-	3
10 à 19 salariés	-	1	1	-	3
20 à 49 salariés	-	-	1	-	1
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	3	3	-	-	6
TOTAL	34	107	7	31	179

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	2	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	2,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	74	6,6%	+4,2%
- Deux roues	61	5,4%	+35,6%
- Voiture	982	87,1%	+11%
- Marche	11	1%	+22,2%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	142	-	+91,9%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	1 037	-	+12,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	159	-	-4,8%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	30	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	71,6%	-	+6,1%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	6,3	-	+20%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	92	-	-3,2%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	1 124	-	+0,6%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	20	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	414	-	+4%
Personnes couvertes, en 2019	1 198	-	+0,8%
Allocataires percevant une aide au logement	100	24,2%	-1%
Allocataires percevant le RSA	26	6,3%	-25,7%
Personnes couvertes par le RSA	64	5,3%	-3%
Allocataires percevant l'AAH	20	4,8%	+5,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	28 040	-	-
- 1er décile	15 880	-	-
- 9ème décile	46 380	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 251	80,4%	+13,5%
Inactifs résidents, en 2017	305	19,6%	0%
- Dont étudiants	152	9,8%	-6,2%
- Dont retraités	85	5,5%	-1,2%
Taux de chômage, en 2017	7,9%	-	+8,2%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	85	-	-6,6%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	148	-	-10,3%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	8 336	-	+1,4%
- Gaz (18)	4 311	-	+7,6%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	97	-	+10,2%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipement :	**Type d'énergie :**
- Crèche	- Solaire thermique







Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



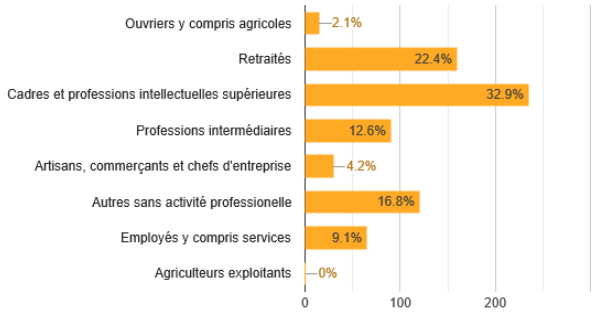
Pechbusque

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	3	1,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	294	-	+5,8%
Population en 2017, en hab (1)	882	-	+5,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	23	2,6%	-4,2%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	116	13,2%	+4,5%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	76	8,6%	+38,2%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	44	5%	-37,1%
- Dont personnes de plus de 65 ans	175	19,8%	+45,8%
- Dont personnes de plus de 80 ans	23	2,6%	+43,8%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	6	-	+1 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	5,7	-	-29,6%
Décès, en 2018	1	-	-3 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	335	-	+3,4%
- Dont familles monoparentales	20	6%	-37,5%
- Dont personnes seules	55	16,4%	+14,6%
- Dont couples avec enfant(s)	135	40,3%	+25%
- Dont couples sans enfant	120	35,8%	-9,1%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,6	-	0%

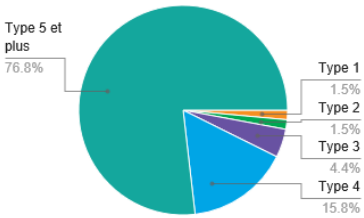
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	346	-	+0,6%
- Dont résidences principales (RP)	341	98,6%	+5,6%
- Dont résidences secondaires	0	0%	-100%
- Dont logements vacants	5	1,4%	-66,7%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	329	95,1%	+1,2%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	17	4,9%	-10,5%
Propriétaires des RP, en 2017	290	85%	+3,6%
Locataires des RP, en 2017	40	11,7%	+2,6%
Logés gratuitement des RP, en 2017	11	3,2%	+175%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	20	-	+81,8%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	11	3,2%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	6	-	-45,5%
Attributions en LLS, en 2019	4	-	-60%
Logements autorisés, en 2019 (4)	5	-	-66,7%
- Dont logements familiaux	5	100%	-66,7%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	37	-	-5,1%
- Classe	1	-	-1 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	72	-	+4,3%
- Classe	4	-	+1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	462	73%	+15,2%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	84	13,3%	+6,3%
- CAP ou BEP	50	7,9%	-9,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	37	5,8%	-38,3%

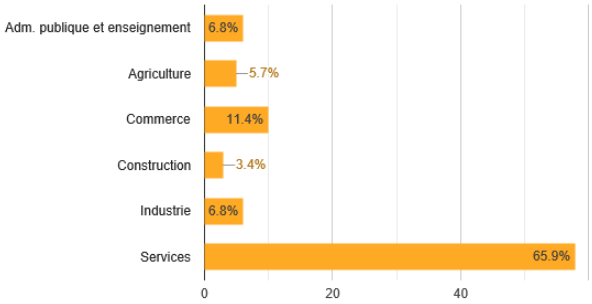
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	88	-	+10%
- Dont établissements publics	5	5,7%	0%
- Dont professions libérales	14	15,9%	+16,7%
- Dont associations	7	8%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	47	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	6	54	3	13	76
1 ou 2 salariés	-	5	-	1	6
3 à 5 salariés	1	1	-	-	2
6 à 9 salariés	-	-	2	-	2
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	2	-	-	2
TOTAL	7	62	5	14	88

Déplacement

	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,5	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	17	4,6%	-26,1%
- Deux roues	20	5,4%	0%
- Voiture	330	89,2%	-3,5%
- Marche	3	0,8%	-25%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	55	-	+14,6%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	375	-	+13%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	54	-	-11,5%

Petite enfance

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	45	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	220,9%	-	+15,6%

Tourisme

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	4,2	-	0%

Eau, assainissement, déchets

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	124	-	+5,1%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	409	-	+5,7%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	-10%

Revenu

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	127	-	+11,4%
Personnes couvertes, en 2019	412	-	+7%
Allocataires percevant une aide au logement	17	13,4%	-5,6%
Allocataires percevant le RSA	5	3,9%	0%
Personnes couvertes par le RSA	6	1,5%	-33,3%
Allocataires percevant l'AAH	8	6,3%	+33,3%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	36 600	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	408	76,4%	-1,4%
Inactifs résidents, en 2017	126	23,6%	-2,3%
- Dont étudiants	68	12,7%	+30,8%
- Dont retraités	31	5,8%	-35,4%
Taux de chômage, en 2017	6,4%	-	+10,3%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	20	-	+42,9%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	36	-	+2,9%

Energie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	3 943	-	+2,4%
- Gaz (18)	2 025	-	-1,4%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	41	-	-6,8%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



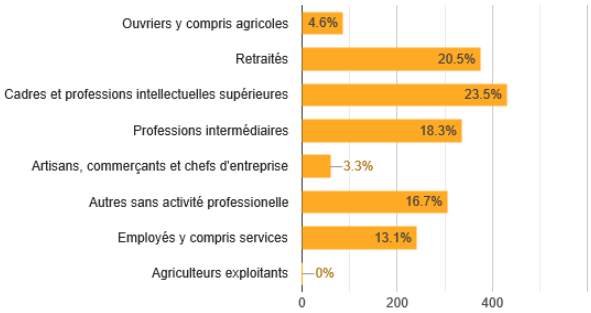
Pompertuzat

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	5	2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	462	-	+11,9%
Population en 2017, en hab (1)	2 312	-	+12%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	86	3,7%	+41%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	300	13%	+2,4%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	207	9%	+4,5%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	187	8,1%	+10,7%
- Dont personnes de plus de 65 ans	291	12,6%	+50%
- Dont personnes de plus de 80 ans	63	2,7%	+37%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	22	-	-2 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	10,4	-	-1,9%
Décès, en 2018	8	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	895	-	+16,5%
- Dont familles monoparentales	75	8,4%	+70,5%
- Dont personnes seules	195	21,8%	+39,3%
- Dont couples avec enfant(s)	345	38,5%	+0,3%
- Dont couples sans enfant	270	30,2%	+18,4%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,6	-	-3,7%

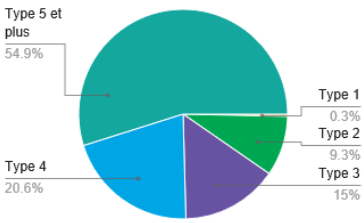
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	934	-	+14,6%
- Dont résidences principales (RP)	895	95,8%	+16,2%
- Dont résidences secondaires	7	0,7%	+75%
- Dont logements vacants	32	3,4%	-22%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	711	76,1%	+13%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	223	23,9%	+19,9%
Propriétaires des RP, en 2017	673	75,2%	+15,6%
Locataires des RP, en 2017	210	23,5%	+18%
Logés gratuitement des RP, en 2017	12	1,3%	+20%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	28	-	0%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	33	3,8%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	10	-	-23,1%
Attributions en LLS, en 2019	4	-	+33,3%
Logements autorisés, en 2019 (4)	37	-	+1750%
- Dont logements familiaux	37	100%	+1750%
- Dont logements locatifs sociaux	34	91,9%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	160	-	0%
- Classe	6	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	167	-	+1,8%
- Classe	7	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	896	56,2%	+23,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	253	15,9%	+8,1%
- CAP ou BEP	272	17,1%	+11,9%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	172	10,8%	-16,1%

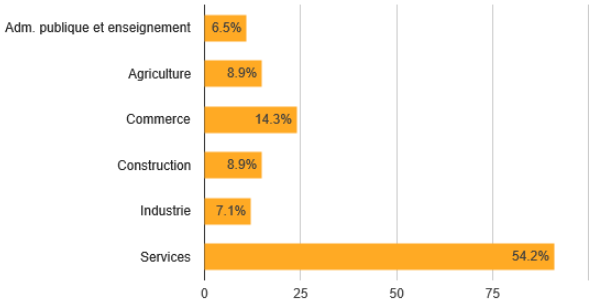
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	168	-	-4%
- Dont établissements publics	9	5,4%	0%
- Dont professions libérales	32	19%	-5,9%
- Dont associations	17	10,1%	+6,3%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	97	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	14	89	4	30	137
1 ou 2 salariés	2	9	-	1	12
3 à 5 salariés	-	4	-	-	4
6 à 9 salariés	-	2	2	-	4
10 à 19 salariés	1	-	-	-	2
20 à 49 salariés	-	1	1	-	2
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	4	2	1	7
TOTAL	17	110	9	32	168

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	2	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	2	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	2,8	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	59	5,4%	+25,5%
- Deux roues	47	4,3%	+27%
- Voiture	986	89,7%	+10,3%
- Marche	7	0,6%	+16,7%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	135	-	+40,6%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	970	-	+2,3%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	125	-	+98,4%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	39,7%	-	-8,1%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	2	-	0%
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	3,9	-	-40%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	104	-	-2,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	959	-	+0,3%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	345	-	+7,1%
Personnes couvertes, en 2019	1 042	-	+0,2%
Allocataires percevant une aide au logement	56	16,2%	-13,8%
Allocataires percevant le RSA	11	3,2%	-52,2%
Personnes couvertes par le RSA	19	1,8%	-44,1%
Allocataires percevant l'AAH	25	7,2%	-3,8%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	26 930	-	-
- 1er décile	15 100	-	-
- 9ème décile	47 070	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	1 209	78,2%	+11,9%
Inactifs résidents, en 2017	338	21,8%	+5%
- Dont étudiants	202	13,1%	+38,4%
- Dont retraités	66	4,3%	-37,7%
Taux de chômage, en 2017	6,9%	-	-1,4%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	112	-	0%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	132	-	-2,2%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	8 101	-	-2,3%
- Gaz (18)	1 182	-	+6,5%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	91	-	-8,1%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



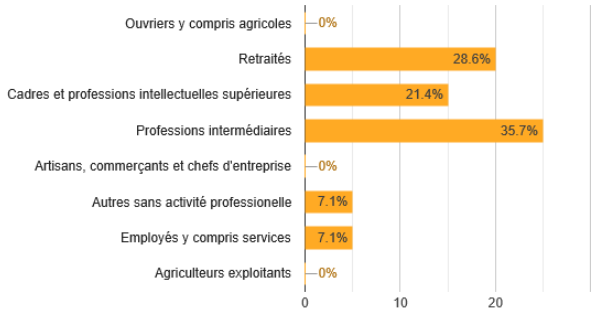
Pouze

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	4	1,6%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	22	-	-4,3%
Population en 2017, en hab (1)	88	-	-4,3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	3	3,4%	+200%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	6	6,8%	-14,3%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	5	5,7%	-37,5%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	2	2,3%	-50%
- Dont personnes de plus de 65 ans	16	18,2%	+60%
- Dont personnes de plus de 80 ans	3	3,4%	-25%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	1	-	+0 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	11,4	-	-49,3%
Décès, en 2018	1	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	40	-	0%
- Dont familles monoparentales	0	0%	-100%
- Dont personnes seules	10	25%	+25%
- Dont couples avec enfant(s)	10	25%	-16,7%
- Dont couples sans enfant	20	50%	+25%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,1	-	-12,5%

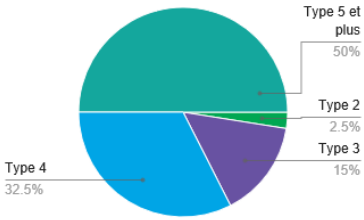
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	45	-	0%
- Dont résidences principales (RP)	40	88,9%	+5,3%
- Dont résidences secondaires	3	6,7%	0%
- Dont logements vacants	2	4,4%	-50%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	43	95,6%	+2,4%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	2	4,4%	-33,3%
Propriétaires des RP, en 2017	30	75%	0%
Locataires des RP, en 2017	7	17,5%	-12,5%
Logés gratuitement des RP, en 2017	3	6,7%	-
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	0	-	-
- Dont logements familiaux	0	-	-
- Dont logements locatifs sociaux	0	-	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	36	50,7%	+5,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	7	9,9%	-41,7%
- CAP ou BEP	12	16,9%	-25%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	16	22,5%	+60%

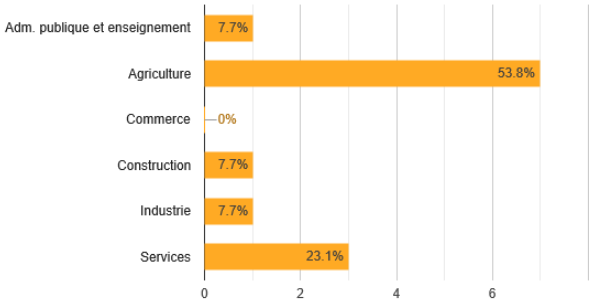
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	13	-	-7,1%
- Dont établissements publics	2	15,4%	0%
- Dont professions libérales	0	0%	-
- Dont associations	1	7,7%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	3	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	1	7	1	-	9
1 ou 2 salariés	-	3	-	-	3
3 à 5 salariés	-	-	-	-	-
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	-	-	-	-
TOTAL	1	10	2	-	13

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	0	0%	-100%
- Deux roues	0	0%	-
- Voiture	46	95,8%	-4,2%
- Marche	2	4,2%	+100%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	-	-	-100%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	45	-	-19,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	6	-	-

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	0,0%	-	-

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	4,8	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	113	-	+7,6%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	49	-	0%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	16	-	-11,1%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	10	-	+42,9%
Personnes couvertes, en 2019	31	-	+47,6%
Allocataires percevant une aide au logement	-	0%	-
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	-	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	49	80,3%	-7,5%
Inactifs résidents, en 2017	12	19,7%	-29,4%
- Dont étudiants	4	6,6%	-42,9%
- Dont retraités	3	4,9%	-25%
Taux de chômage, en 2017	0,0%	-	-100%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	2	-	0%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	5	-	0%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	399	-	-4,3%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	80	-	+627,3%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



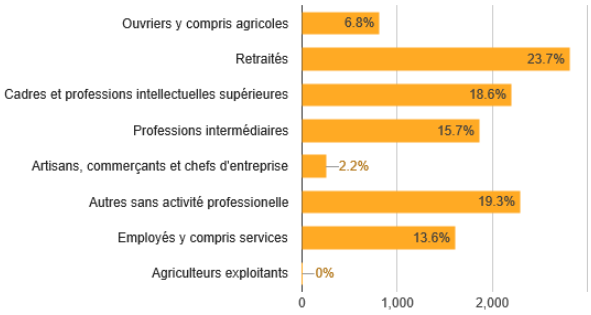
Ramonville-St-Agne

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	6	2,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	2 398	-	+14,1%
Population en 2017, en hab (1)	14 388	-	+14,1%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	504	3,5%	+11,5%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	1 646	11,4%	+54%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	830	5,8%	+1,7%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	1 898	13,2%	+21,4%
- Dont personnes de plus de 65 ans	2 667	18,5%	+2,5%
- Dont personnes de plus de 80 ans	887	6,2%	+16,4%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	188	-	+38 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	10,4	-	-6,3%
Décès, en 2018	105	-	+4 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	7 102	-	+14,2%
- Dont familles monoparentales	708	10%	+26,4%
- Dont personnes seules	3 174	44,7%	+24,6%
- Dont couples avec enfant(s)	1 328	18,7%	+14%
- Dont couples sans enfant	1 594	22,4%	-9,7%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,0	-	0%

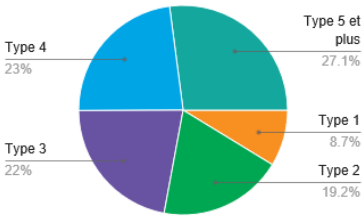
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	7 828	-	+9,9%
- Dont résidences principales (RP)	7 099	90,7%	+14,2%
- Dont résidences secondaires	111	1,4%	-9,8%
- Dont logements vacants	618	7,9%	-21,3%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	2 482	31,7%	+0,6%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	5 318	67,9%	+14,8%
Propriétaires des RP, en 2017	3 313	46,7%	+6,1%
Locataires des RP, en 2017	3 672	51,7%	+24,4%
Logés gratuitement des RP, en 2017	114	1,5%	-20,8%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	1 403	-	-1%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	1 592	22,7%	-0,7%
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	936	-	+3,5%
Attributions en LLS, en 2019	122	-	-24,7%
Logements autorisés, en 2019 (4)	2	-	-94,1%
- Dont logements familiaux	2	100%	-94,1%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-100%

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	452	-	-0,4%
- Classe	19	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	813	-	-2,2%
- Classe	37	-	+1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	733	-	+3,4%
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	5 606	56,8%	+18,5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	1 445	14,6%	+1,5%
- CAP ou BEP	1 299	13,2%	+7,7%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	1 524	15,4%	-8,7%

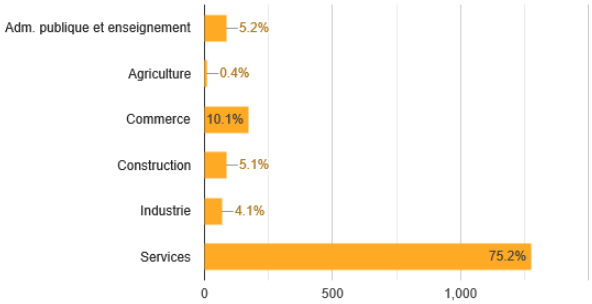
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	5
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	1 700	-	+2,6%
- Dont établissements publics	32	1,9%	0%
- Dont professions libérales	350	20,6%	-7,2%
- Dont associations	294	17,3%	+6,9%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	963	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	200	640	10	318	1 168
1 ou 2 salariés	38	133	1	20	192
3 à 5 salariés	11	90	4	3	108
6 à 9 salariés	5	38	5	-	48
10 à 19 salariés	8	6	6	-	52
20 à 49 salariés	2	31	1	-	34
50 à 99 salariés	4	8	3	-	15
100 à 199 salariés	3	4	-	-	7
200 à 249 salariés	-	1	-	-	1
250 à 499 salariés	2	1	1	-	4
500 à 999 salariés	-	2	-	-	2
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	21	38	1	9	69
TOTAL	294	1 024	32	350	1 700

Déplacement

	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	10	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	3	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	20,8	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	1 055	18,2%	+35,4%
- Deux roues	553	9,6%	+33,3%
- Voiture	3 937	68,1%	+7%
- Marche	240	4,1%	+0,8%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	1 208	-	+1,8%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	4 734	-	+16,8%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	4 765	-	-4,4%

Petite enfance

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	8	-	0%
Places en crèche, en 2019	197	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	65,6%	-	+9,9%

Tourisme

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	4	-	0%
- Gîte	3	-	0%
- Chambre d'hôtes	2	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	11,2	-	0%

Eau, assainissement, déchets

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	98	-	+7,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	8 161	-	+1,3%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	19	-	0%

Revenu

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	3 799	-	+7%
Personnes couvertes, en 2019	7 950	-	+6,2%
Allocataires percevant une aide au logement	2 229	58,7%	-1,2%
Allocataires percevant le RSA	409	10,8%	+7,3%
Personnes couvertes par le RSA	865	10,9%	+8,3%
Allocataires percevant l'AAH	368	9,7%	+6,7%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	23 320	-	-
- 1er décile	11 420	-	-
- 9ème décile	42 630	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	14,0%	-	-

Emploi

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	6 746	73,6%	+14,6%
Inactifs résidents, en 2017	2 421	26,4%	+8,6%
- Dont étudiants	1 467	16%	+25,7%
- Dont retraités	386	4,2%	-31,1%
Taux de chômage, en 2017	13,7%	-	+8,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	6 512	-	-6,7%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	1 376	-	-2,8%

Energie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	56 022	-	+0,5%
- Gaz (18)	71 847	-	+2,5%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	252	-	+52,7%

Installation publique d'énergie renouvelable, en 2018 (19)

Equipements :	Types d'énergie :
- Crèche P'tit Mousses	- Solaire thermique
- Groupe scolaire Sajus	- Solaire thermique
- Mairie	- Photovoltaïque
- Marengon-Floralies	- Réseau chaleur bois






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



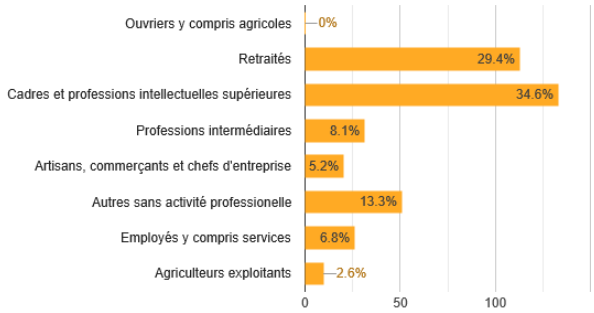
Rebigue

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	5	2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	96	-	-5%
Population en 2017, en hab (1)	478	-	-5,7%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	17	3,6%	+54,5%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	38	7,9%	-29,6%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	42	8,8%	-31,1%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	32	6,7%	-13,5%
- Dont personnes de plus de 65 ans	104	21,8%	+10,6%
- Dont personnes de plus de 80 ans	23	4,8%	+91,7%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	5	-	+2 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	6,3	-	-23,2%
Décès, en 2018	4	-	-1 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	184	-	-1,6%
- Dont familles monoparentales	10	5,4%	+150%
- Dont personnes seules	31	16,8%	+10,7%
- Dont couples avec enfant(s)	72	39,1%	-19,1%
- Dont couples sans enfant	72	39,1%	+18%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-7,4%

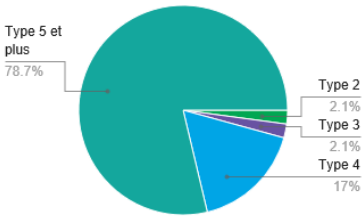
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	196	-	+3,7%
- Dont résidences principales (RP)	188	95,9%	+2,2%
- Dont résidences secondaires	2	1%	-
- Dont logements vacants	6	3,1%	+20%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	195	99,5%	+4,3%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	1	0,5%	-50%
Propriétaires des RP, en 2017	166	88,3%	+3,1%
Locataires des RP, en 2017	16	8,5%	+6,7%
Logés gratuitement des RP, en 2017	6	3,1%	-25%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	2	-	-75%
- Dont logements familiaux	2	100%	-75%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
- Classe	-	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	222	62,7%	-0,9%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	38	10,7%	-11,6%
- CAP ou BEP	61	17,2%	+27,1%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	33	9,3%	-21,4%

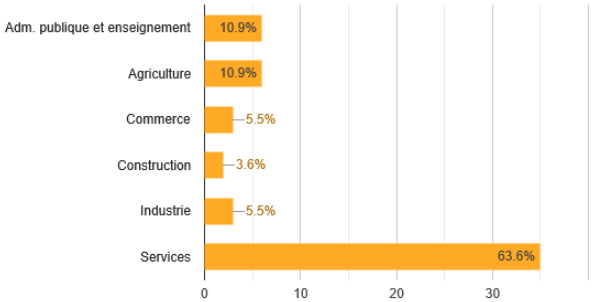
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	55	-	-5,2%
- Dont établissements publics	3	5,5%	0%
- Dont professions libérales	11	20%	-8,3%
- Dont associations	4	7,3%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	36	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	2	31	2	10	45
1 ou 2 salariés	1	3	-	1	5
3 à 5 salariés	-	-	-	-	-
6 à 9 salariés	1	1	1	-	3
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	2	-	-	2
TOTAL	4	37	3	11	55

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	16	7,5%	+33,3%
- Deux roues	6	2,8%	-25%
- Voiture	188	87,9%	-2,1%
- Marche	4	1,9%	+300%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	36	-	-12,2%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	174	-	-8,9%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	9	-	0%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	60,7%	-	+20,7%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	0	-	-
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	6,0	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	131	-	-3,7%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	216	-	+6,9%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	58	-	+7,4%
Personnes couvertes, en 2019	186	-	+6,3%
Allocataires percevant une aide au logement	6	10,3%	-33,3%
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	31 580	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	231	76,2%	+1,3%
Inactifs résidents, en 2017	72	23,8%	-20,9%
- Dont étudiants	38	12,5%	-28,3%
- Dont retraités	20	6,6%	-31%
Taux de chômage, en 2017	6,2%	-	+6,9%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	19	-	+18,8%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	31	-	+24%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	2 106	-	+4,2%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	33	-	0%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



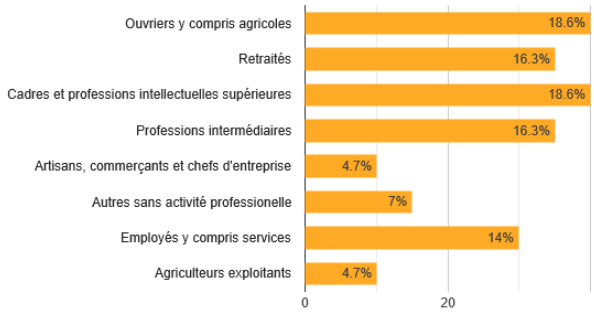
Varennes

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	5	2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	54	-	+3,8%
Population en 2017, en hab (1)	271	-	+5%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	6	2,2%	-57,1%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	33	12,2%	0%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	28	10,3%	+64,7%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	10	3,7%	0%
- Dont personnes de plus de 65 ans	37	13,7%	+42,3%
- Dont personnes de plus de 80 ans	8	3%	0%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	2	-	-2 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	14,8	-	-
Décès, en 2018	3	-	+0 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	106	-	+5%
- Dont familles monoparentales	5	4,7%	-58,3%
- Dont personnes seules	20	18,9%	+25%
- Dont couples avec enfant(s)	40	37,7%	-16,7%
- Dont couples sans enfant	40	37,7%	+66,7%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-3,8%

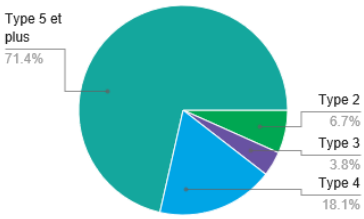
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	111	-	+3,7%
- Dont résidences principales (RP)	105	94,6%	+4%
- Dont résidences secondaires	1	0,9%	-50%
- Dont logements vacants	5	4,5%	+25%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	102	91,9%	+9,7%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	7	6,3%	-41,7%
Propriétaires des RP, en 2017	88	83,8%	+15,8%
Locataires des RP, en 2017	16	15,2%	-23,8%
Logés gratuitement des RP, en 2017	1	0,9%	-75%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	-	-	-
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	0	-	-
- Dont logements familiaux	0	-	-
- Dont logements locatifs sociaux	0	-	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	0	-	-
- Classe	0	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	39	-	-7,1%
- Classe	2	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	84	42,6%	+5%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	41	20,8%	+17,1%
- CAP ou BEP	40	20,3%	-4,8%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	32	16,2%	+3,2%

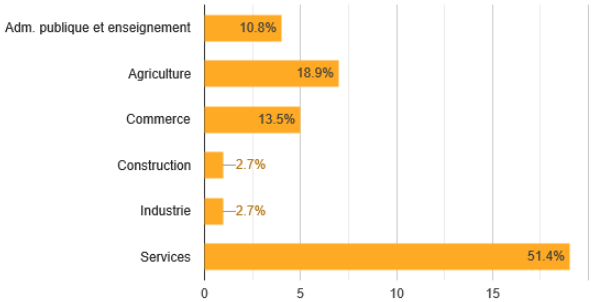
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Non	-
- Plateau de jeux exterieurs	Non	-
- Salle polyvalente ou spécialisée	Non	-
- Bibliothèque/médiathèque	Non	-

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	37	-	-2,6%
- Dont établissements publics	4	10,8%	0%
- Dont professions libérales	5	13,5%	0%
- Dont associations	5	13,5%	0%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	17	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	5	17	2	4	28
1 ou 2 salariés	-	3	-	1	4
3 à 5 salariés	-	-	1	-	1
6 à 9 salariés	-	-	1	-	1
10 à 19 salariés	-	-	-	-	-
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	-	3	-	-	3
TOTAL	5	23	4	5	37

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	1	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	1	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	0	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	1	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	8	6,3%	+100%
- Deux roues	2	1,6%	+100%
- Voiture	116	90,6%	-0,9%
- Marche	2	1,6%	-33,3%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	51	-	+41,7%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	106	-	+1%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	9	-	-10%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	69,2%	-	+72,6%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	2	-	0%
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	1,3	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	128	-	+4,1%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	114	-	+0,9%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	17	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	37	-	+8,8%
Personnes couvertes, en 2019	108	-	+1,9%
Allocataires percevant une aide au logement	11	29,7%	-
Allocataires percevant le RSA	-	0%	-
Personnes couvertes par le RSA	-	0%	-
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	24 910	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	140	77,8%	+2,9%
Inactifs résidents, en 2017	40	22,2%	+2,6%
- Dont étudiants	14	7,8%	+27,3%
- Dont retraités	18	10%	+12,5%
Taux de chômage, en 2017	6,5%	-	+47,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	4	-	+100%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	19	-	+90%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	981	-	-1,9%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	21	-	+90,9%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



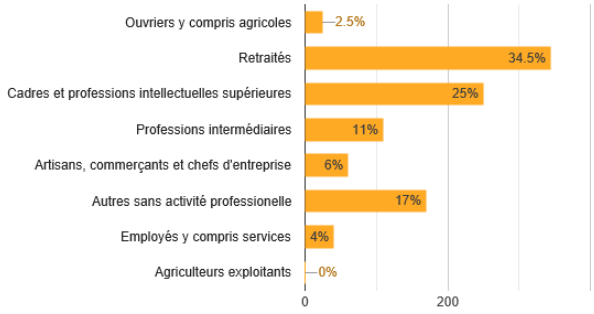
Vieille-Toulouse

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	6	2,4%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	195	-	+3,2%
Population en 2017, en hab (1)	1 169	-	+3%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	28	2,4%	+7,7%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	122	10,4%	+13%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	94	8%	-15,3%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	69	5,9%	-12,7%
- Dont personnes de plus de 65 ans	314	26,9%	+21,7%
- Dont personnes de plus de 80 ans	80	6,8%	+135,3%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	10	-	+2 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	6,8	-	+13,3%
Décès, en 2018	7	-	+4 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	470	-	+5,9%
- Dont familles monoparentales	15	3,2%	-68,8%
- Dont personnes seules	90	19,1%	+18,4%
- Dont couples avec enfant(s)	145	30,9%	+3,6%
- Dont couples sans enfant	200	42,6%	+28,2%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,5	-	-3,8%

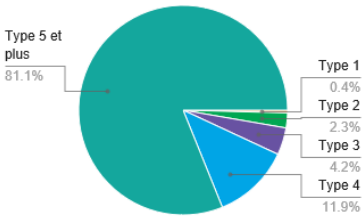
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	503	-	+3,5%
- Dont résidences principales (RP)	477	94,8%	+7%
- Dont résidences secondaires	13	2,6%	+30%
- Dont logements vacants	13	2,6%	-56,7%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	468	93%	+4%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	32	6,4%	-8,6%
Propriétaires des RP, en 2017	400	83,9%	+6,4%
Locataires des RP, en 2017	65	13,6%	+18,2%
Logés gratuitement des RP, en 2017	12	2,4%	-20%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	0	0%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	14	-	-6,7%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	17	-	-34,6%
- Dont logements familiaux	17	100%	-34,6%
- Dont logements locatifs sociaux	0	0%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	43	-	-2,3%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	60	-	-22,1%
- Classe	3	-	-
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	623	72,3%	+11,1%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	107	12,4%	-12,3%
- CAP ou BEP	60	7%	+13,2%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	72	8,4%	-18,2%

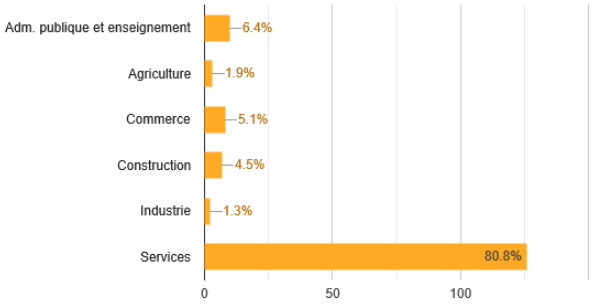
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	156	-	+5,4%
- Dont établissements publics	5	3,2%	0%
- Dont professions libérales	25	16%	-21,9%
- Dont associations	19	12,2%	+5,6%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	97	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	16	84	3	22	125
1 ou 2 salariés	1	11	-	3	15
3 à 5 salariés	-	4	1	-	5
6 à 9 salariés	-	1	-	-	1
10 à 19 salariés	1	1	1	-	3
20 à 49 salariés	-	-	-	-	-
50 à 99 salariés	-	-	-	-	-
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	6	-	-	7
TOTAL	19	107	5	25	156

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	16	3,5%	-11,1%
- Deux roues	21	4,6%	+23,5%
- Voiture	417	91%	-1%
- Marche	4	0,9%	+33,3%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	70	-	+16,7%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	395	-	-5%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	170	-	+66,7%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	-	-	-
Places en crèche, en 2019	-	-	-
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	13,5%	-	+84,9%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	1	-	0%
- Gîte	2	-	0%
- Chambre d'hôtes	3	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	9,5	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	169	-	+1,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	543	-	+1,7%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	21	-	-4,5%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	126	-	+6,8%
Personnes couvertes, en 2019	428	-	+0,9%
Allocataires percevant une aide au logement	16	12,7%	+77,8%
Allocataires percevant le RSA	9	7,1%	-
Personnes couvertes par le RSA	11	2,6%	+120%
Allocataires percevant l'AAH	6	4,8%	+20%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	40 550	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	492	74,7%	+1%
Inactifs résidents, en 2017	167	25,3%	-15,7%
- Dont étudiants	88	13,4%	-12%
- Dont retraités	33	5%	-29,8%
Taux de chômage, en 2017	7,1%	-	+14,5%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	51	-	+34,2%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	52	-	+4%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	11 468	-	-0,1%
- Gaz (18)	1 133	-	+11,2%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	57	-	+3,6%






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL



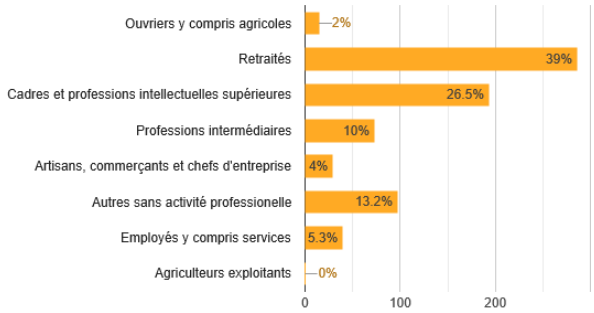
Vigoulet-Auzil

Données au 15 septembre 2020

Démographie et territoire

	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	3	1,2%	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	301	-	-2,9%
Population en 2017, en hab (1)	904	-	-2,8%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	28	3,1%	+133,3%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	77	8,5%	+18,5%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	61	6,7%	-26,5%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	56	6,2%	-16,4%
- Dont personnes de plus de 65 ans	296	32,7%	+8%
- Dont personnes de plus de 80 ans	82	9,1%	+41,4%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	9	-	+5 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	4,4	-	-44,3%
Décès, en 2018	8	-	+6 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	359	-	-1,9%
- Dont familles monoparentales	34	9,5%	+70%
- Dont personnes seules	53	14,8%	+3,9%
- Dont couples avec enfant(s)	97	27%	-4,9%
- Dont couples sans enfant	175	48,7%	-6,9%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,4	-	-4%

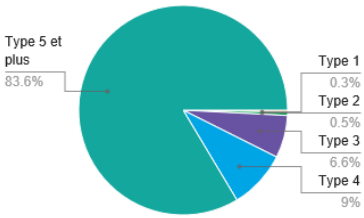
CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	386	-	-1,3%
- Dont résidences principales (RP)	366	94,8%	-1,9%
- Dont résidences secondaires	5	1,3%	+25%
- Dont logements vacants	15	3,9%	+15,4%

Taille des logements des RP, en 2017



Maisons (individuel) des RP, en 2017	362	93,8%	-1,9%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	22	5,7%	+4,8%
Propriétaires des RP, en 2017	327	89,3%	+0,6%
Locataires des RP, en 2017	37	10,1%	-11,9%
Logés gratuitement des RP, en 2017	2	0,5%	-66,7%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	-	-	-
Logements sociaux comptés SRU, en 2019 (2B)	0	0%	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	2	-	-50%
Attributions en LLS, en 2019	-	-	-
Logements autorisés, en 2019 (4)	32	-	+190,9%
- Dont logements familiaux	32	100%	+190,9%
- Dont logements locatifs sociaux	3	9,4%	-

Education

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	68	-	+36%
- Classe	2	-	-
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	60	-	+27,7%
- Classe	3	-	+1 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	-	-	-
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	505	72,5%	+1,4%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	99	14,2%	0%
- CAP ou BEP	46	6,6%	-8%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	47	6,7%	-21,7%

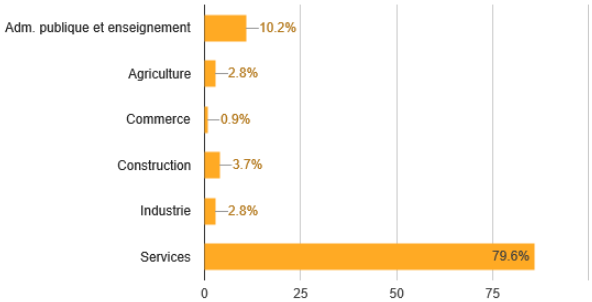
Equipements publics

	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	1
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	1
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	1
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	1

Economie

	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	108	-	-4,4%
- Dont établissements publics	5	4,6%	0%
- Dont professions libérales	30	27,8%	-9,1%
- Dont associations	19	17,6%	+5,6%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	63	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	16	37	3	29	85
1 ou 2 salariés	1	6	-	1	8
3 à 5 salariés	1	4	1	-	6
6 à 9 salariés	-	1	-	-	1
10 à 19 salariés	-	1	1	-	1
20 à 49 salariés	-	1	-	-	1
50 à 99 salariés	-	1	-	-	1
100 à 199 salariés	-	-	-	-	-
200 à 249 salariés	-	-	-	-	-
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-
500 à 999 salariés	-	-	-	-	-
1000 à 1999 salariés	-	-	-	-	-
Non renseigné	1	4	-	-	5
TOTAL	19	54	5	30	108

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	0	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	0	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	0	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	0,0	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	19	5,5%	+26,7%
- Deux roues	14	4,1%	+40%
- Voiture	310	90,4%	+9,9%
- Marche	0	0%	-100%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur la commune	53	-	+15,2%
- Actifs résidents travaillant hors de la commune	267	-	-6,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur la commune	171	-	+1,2%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	1	-	0%
Places en crèche, en 2019	20	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	216,1%	-	+28,9%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	0	-	-
- Gîte	0	-	-
- Chambre d'hôtes	1	-	0%
- Camping	0	-	-
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	5,9	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	158	-	+3,3%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	438	-	+2,3%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	21	-	-8,7%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	98	-	+14%
Personnes couvertes, en 2019	306	-	+8,9%
Allocataires percevant une aide au logement	13	13,3%	+18,2%
Allocataires percevant le RSA	5	5,1%	-28,6%
Personnes couvertes par le RSA	8	2,6%	-20%
Allocataires percevant l'AAH	-	0%	-
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	38 000	-	-
- 1er décile	-	-	-
- 9ème décile	-	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	-	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	356	74,9%	+0,3%
Inactifs résidents, en 2017	119	25,1%	-33,9%
- Dont étudiants	62	13,1%	-31,1%
- Dont retraités	25	5,3%	-53,7%
Taux de chômage, en 2017	7,1%	-	-42,7%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	153	-	-5%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	39	-	-13,3%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	6 309	-	+3,5%
- Gaz (18)	-	-	-
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	44	-	0%






Photos © Sicoval

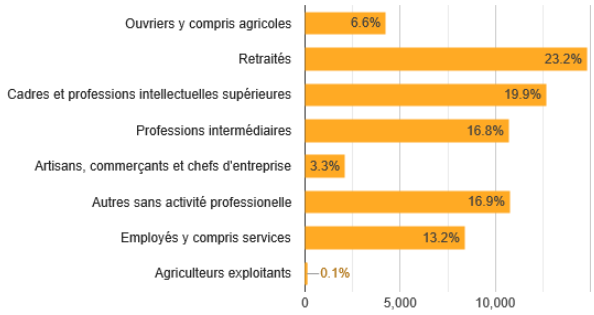
(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL

Sicoval

Données au 15 septembre 2020

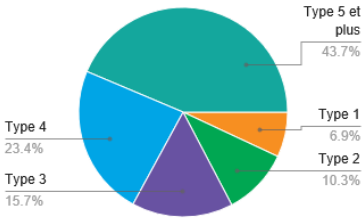
Démographie et territoire	Nombre	Part en %	Evolution
Superficie, en km²	250	-	-
			Evolution 2012-2017
Densité de population, en 2017, hab. par km²	313	-	+11,4%
Population en 2017, en hab (1)	78 348	-	+11,7%
- Dont enfants de moins de 2 ans inclus	2 668	3,4%	+19,8%
- Dont enfants de 3 à 11 ans	8 959	11,4%	+17,1%
- Dont jeunes de 12 à 17 ans	5 964	7,6%	+1,9%
- Dont jeunes de 18 à 25 ans	7 921	10,1%	+9,1%
- Dont personnes de plus de 65 ans	13 106	16,7%	+17,6%
- Dont personnes de plus de 80 ans	3 507	4,5%	+13,5%
			Evolution 2017-2018
Naissances, en 2018 (1)	777	-	-9 nais.
Taux de natalité, pour 1000 hab., en 2018	10,0	-	-4,8%
Décès, en 2018	518	-	+11 déc.
			Evolution 2012-2017
Ménages, en 2017 (1)	34 452	-	+14,8%
- Dont familles monoparentales	3 038	8,8%	+19%
- Dont personnes seules	11 543	33,5%	+25,6%
- Dont couples avec enfant(s)	9 780	28,4%	+9,3%
- Dont couples sans enfant	9 295	27%	+6,9%
Nombre de personnes par ménage, en 2017	2,2	-	-4,3%

CSP des personnes de + de 15 ans, en 2017



Habitat	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Logements, en 2017 (1)	37 075	-	+14,7%
- Dont résidences principales (RP)	34 499	93,1%	+14,9%
- Dont résidences secondaires	696	1,9%	+35,7%
- Dont logements vacants	1 880	5,1%	+4,5%

Taille des logements des RP, en 2017



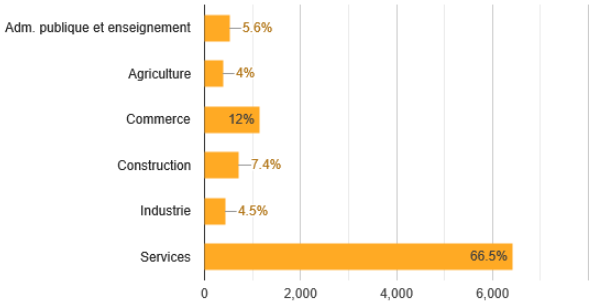
Maisons (individuel) des RP, en 2017	22 711	61,3%	+9%
Appartements (collectif) des RP, en 2017	14 067	37,9%	+25,8%
Propriétaires des RP, en 2017	21 229	61,5%	+10,5%
Locataires des RP, en 2017	12 771	37%	+24,9%
Logés gratuitement des RP, en 2017	499	1,3%	-13,5%
			Evolution 2018-2019
Logements locatifs sociaux (LLS), en 2019 (2)	5 383	-	+0,4%
Logements sociaux comptés SRU, en 2019(2B)	-	-	-
			Evolution 2018-2019
Demandes en LLS en 1er choix, en 2019 (3)	2 294	-	+3,6%
Attributions en LLS, en 2019	586	-	+3,5%
Logements autorisés, en 2019 (4)	882	-	-25,9%
- Dont logements familiaux	874	99,1%	-19,1%
- Dont logements locatifs sociaux	114	13%	-26%

Education	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Ecoles préélémentaires, rentrée 2019 (5)			
- Effectif	2 851	-	+1,1%
- Classe	108	-	-2 cl.
Ecoles élémentaires, rentrée 2019			
- Effectif	5 001	-	+1,5%
- Classe	215	-	+5 cl.
Collège, rentrée 2019			
- Effectif	2 437	-	+4%
			Evolution 2012-2017
Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus, en 2017 (1)			
- Diplôme de l'enseignement supérieur	28 892	52,9%	+21,2%
- Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	8 605	15,7%	+9,3%
- CAP ou BEP	9 100	16,6%	+12,4%
- Auncun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB	8 062	14,7%	-12,1%

Equipements publics	Présence	Nombre
Equipements sportifs et culturels, en 2019 (6)		
- Terrain de grands jeux	Oui	28
- Plateau de jeux exterieurs	Oui	26
- Salle polyvalente ou spécialisée	Oui	62
- Bibliothèque/médiathèque	Oui	26

Economie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Etablissements, en décembre 2018 (7)	9 649	-	+1,5%
- Dont établissements publics	250	2,6%	-0,8%
- Dont professions libérales	1 723	17,9%	-5,5%
- Dont associations	1 307	13,5%	+6%
Entreprises marchandes, en décembre 2018 (8)	5 595	-	-

Etablissements par secteurs d'activités, en décembre 2018 (7)



Etablissements par tranches d'effectifs, en décembre 2018 (7)

	Associations	Autres entreprises	Entreprises publiques	Professions libérales	TOTAL
0 salarié	960	4 078	96	1 609	6 743
1 ou 2 salariés	149	847	6	77	1 079
3 à 5 salariés	52	464	35	6	557
6 à 9 salariés	22	251	33	1	307
10 à 19 salariés	25	27	27	-	295
20 à 49 salariés	17	176	20	-	213
50 à 99 salariés	5	55	11	-	71
100 à 199 salariés	3	15	5	-	23
200 à 249 salariés	1	5	2	-	8
250 à 499 salariés	2	9	2	-	13
500 à 999 salariés	-	3	1	-	4
1000 à 1999 salariés	-	1	1	-	2
Non renseigné	71	222	11	30	334
TOTAL	1 307	6 369	250	1 723	9 649

Déplacement	Nombre	Part en %	Evolution
Lignes de bus urbaine, en 2020 (9)	16	-	-
Lignes bus Arc-en-ciel, en 2020	5	-	-
TAD, zonage et/ou affreté, en 2020	1	-	-
Spots de covoiturage, en 2020	36	-	-
Réseaux cyclables, en km, en 2020	92,8	-	-
			Evolution 2012-2017
Modes de transport des actifs occupés, en 2017 (1)			
- Transport en commun	3 042	8,9%	+15,6%
- Deux roues	1 846	5,4%	+28,6%
- Voiture	28 264	82,9%	+10,9%
- Marche	932	2,7%	+0,2%
			Evolution 2012-2017
Déplacements domicile-travail, en 2017 (1)			
- Actifs résidents travaillant sur le Sicoval	12 616	-	+9,9%
- Actifs résidents travaillant hors du Sicoval	22 592	-	+13,6%
- Actifs non-résidents travaillant sur le Sicoval	19 980	-	+6%

Petite enfance	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Crèches et Haltes garderie, en 2019 (10)	27	-	0%
Places en crèche, en 2019	812	-	0%
			Evolution 2016-2017
Taux de couverture total, en 2017 (11)	72,0%	-	+3,6%

Tourisme	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2019-2020
Hébergements touristiques, en décembre 2020 (12)			
- Hôtel	15	-	0%
- Gîte	22	-	0%
- Chambre d'hôtes	20	-	-4,8%
- Camping	2	-	0%
			Evolution 2018-2020
Chemins de randonnée, en km, en 2020 (13)	311,8	-	0%

Eau, assainissement, déchets	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Consommation en eau potable, en m3/an/foyer, en 2019 (20)	116	-	+1,8%
Foyers desservis en eau potable, en 2019	39 997	-	+1,8%
Sorties de bac moyen/an/foyer, en 2019	18	-	0%

Revenu	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2018-2019
Allocataires CAF, en 2019 (11)	16 610	-	+9%
Personnes couvertes, en 2019	39 616	-	+4,8%
Allocataires percevant une aide au logement	7 248	43,6%	+2%
Allocataires percevant le RSA	1 232	7,4%	+3,3%
Personnes couvertes par le RSA	2 422	6,1%	+3,5%
Allocataires percevant l'AAH	1 189	7,2%	+8,2%
Personnes couvertes percevant l'AAH	-	0%	-
			Evolution 2012-2017
Revenu médian disponible, en euros, en 2017 (1)	25 860	-	-
- 1er décile	13 630	-	-
- 9ème décile	45 720	-	-
Taux de pauvreté, en 2017	7,8%	-	-

Emploi	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2012-2017
Actifs résidents, en 2017 (1)	38 301	75,6%	+12,9%
Inactifs résidents, en 2017	12 375	24,4%	+0,8%
- Dont étudiants	7 120	14,1%	+7,2%
- Dont retraités	2 670	5,3%	-19,1%
Taux de chômage, en 2017	9,4%	-	+13,3%
			Evolution 2018-2019
Emplois salariés privés, en 2019 (15)	32 730	-	+3,3%
			Evolution 2018-2019
Demandeurs d'emploi, en décembre 2019 (16)	5 555	-	-4,4%

Energie	Nombre	Part en %	Evolution
			Evolution 2017-2018
Consommation, en kWh, en 2018			
- Electricité (17)	436 715	-	+1,5%
- Gaz (18)	211 335	-	+3%
Production d'énergie photovoltaïque, en kWh, en 2018 (17)	4 349	-	+5,1%
Installation publique d'énergie renouvelable, en 2019 (19)	40	-	-






Photos © Sicoval

(1) Insee, recensement de la population (2) DREAL, fichier RPLS (2B) Préfecture pour les 5 communes SRU (3) ATLAS, outil Imhoweb (4) Sicoval, DAUH (5) Académie de Toulouse (6) Base permanente des équipements de l'Insee et Ministère de la culture (7) Insee, fichier SIRENE des établissements (8) Sicoval, DDAE, base EUDONET (9) Tisséo, conseil départemental et Sicoval (10) Sicoval, DPPE (11) CAF (12) Tourisme (13) Sicoval, SIG (14) Sicoval, DEP (15) ACOSS/URSSAF (16) Observatoire Pôle emploi Midi-Pyrénées (17) ERDF (18) GRDF (19) SOLEVAL

Trier c'est bien,

réduire ses déchets c'est mieux !

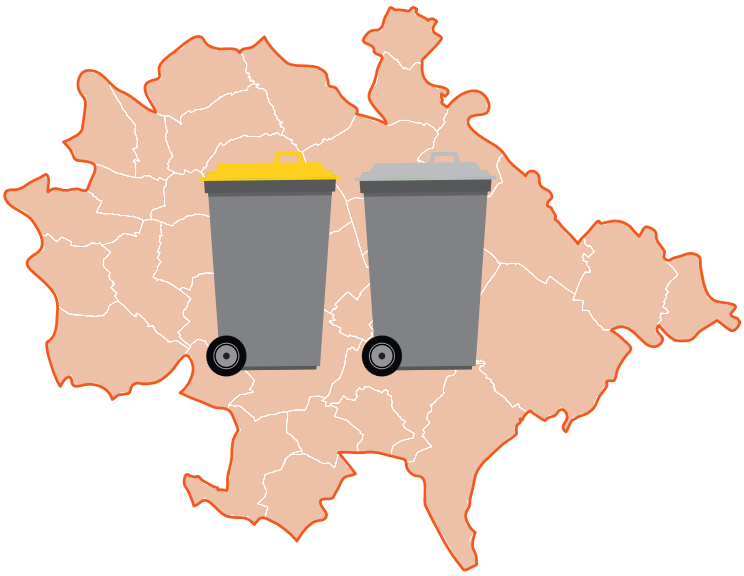


Programme Local de Prévention
des Déchets Ménagers et Assimilés

2019
2024

Sicoval
Communauté d'agglomération
du Sud-Est Toulousain

CONTEXTE



Le Sicoval, communauté d'Agglomération du sud-est toulousain, **est le service public en charge de la collecte et du traitement des déchets des habitants, des établissements publics et des entreprises de son territoire.** Depuis sa prise de compétence déchets en 2001, il développe une politique de prévention et de gestion des déchets visant à :

- Maîtriser les dépenses,
- Valoriser et recycler tous les déchets afin de protéger l'environnement,
- Adapter le niveau de service aux besoins des usagers,
- Mettre en œuvre des actions de prévention pour la réduction des déchets.

LES GRANDS ENJEUX

La prévention des déchets est un ensemble de mesures et d'actions visant à amoindrir les impacts des déchets sur l'environnement.
La politique de prévention des déchets consiste à :

- Réduire les quantités de déchets produits et collectés et réduire leur nocivité
- Améliorer leur caractère valorisable, dans une logique de préservation des ressources.

LE PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Face aux enjeux importants de la prévention des déchets, un cadre législatif et réglementaire national a émergé et s'est développé au cours des années 2000 en France.

Aujourd'hui le Sicoval édite son PLPDMA pour la période 2019-2024.

La loi dite « Grenelle 2 » rend obligatoire la mise en place de Programmes Locaux de Prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) dans les collectivités qui détiennent la compétence de la collecte et/ou du traitement des déchets. Ces programmes doivent alors comprendre des objectifs de réduction des quantités de déchets produits. Le Programme Local de Prévention et les bilans annuels doivent être rendus publics.

La loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015 introduit des dispositions relatives aux déchets pour promouvoir l'économie circulaire et la lutte contre les gaspillages.

LES OBJECTIFS

En cohérence avec les dispositions générales du Code de l'Environnement sur l'économie circulaire et la prévention des déchets, le Programme Local de Prévention des Déchets et Assimilés (PLPDMA) du Sicoval se fixe des objectifs quantitatifs, qualitatifs et de gouvernance.
Ces objectifs ambitieux doivent permettre d'ancrer en profondeur le changement des modes de consommation et les pratiques.

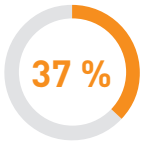
D'ici 2024, il s'agit de

Réduire de



les déchets ménagers et assimilés, soit -23 kg par habitant/2016.

Réduire de



les ordures ménagères résiduelles, soit -24 kg par habitant/2016.

Valoriser à



les déchets non dangereux (matière organique et recyclage).

En matière de gouvernance et d'animation territoriale, il s'agit de développer la mobilisation et la coopération des communes du Sicoval et des autres acteurs du territoire (associations, entreprises, autres institutions...).

L'année de référence et les données indiquées sont celles de 2016.

LE TERRITOIRE : ENTRE COTEAUX ET VALLÉE

Fondée en 1975, la Communauté d'Agglomération du Sicoval rassemble aujourd'hui 36 communes urbaines et rurales au sud-est toulousain et compte 72 662 habitants en 2016



- **24 981 hectares** d'espaces naturels, agricoles et urbains
- une densité de population d'environ **300 habitants au km²,**
- une progression annuelle de **+ 1,6 %** sur les 3 dernières années (+ 1 100 habitants/an),
- un habitat majoritairement pavillonnaire avec **60%** d'habitations individuelles et **40%** d'habitat vertical.

LES COMPÉTENCES AU SERVICE DU TERRITOIRE

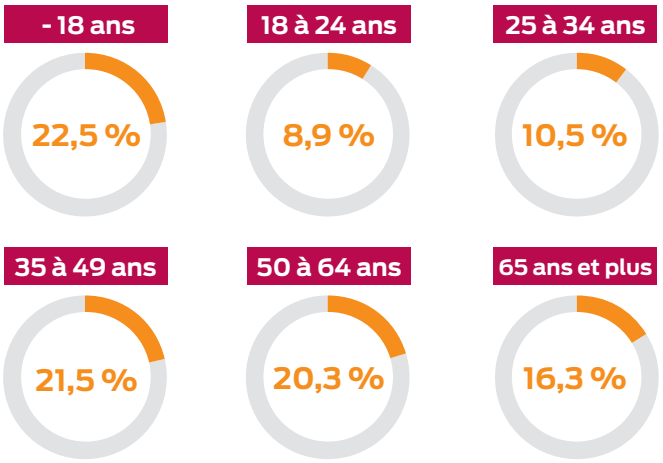
Le Sicoval exerce les principales missions et compétences permettant la mise en œuvre d'une intercommunalité de projets et de services.

- **Aménagement de l'espace communautaire**
- **Politique de la ville**
- **Déchets**
- **Action**
- **Assainissement**
- **Création, aménagement et entretien de la voirie**
- **Développement économique**
- **Équilibre social de l'habitat**
- **Gens du voyage**
- **Eau**
- **Environnement et cadre de vie**
- **Équipements culturels, sportifs et de loisirs**

LES FORCES VIVES

La population du Sicoval se rapproche de celle de la France métropolitaine, avec une représentation égale des jeunes, jeunes adultes et adultes. La proportion des personnes âgées est plus faible mais augmente régulièrement depuis 2011.

- **25 000 foyers**
- **9 500 établissements / 31 672 emplois**
- **1 200 associations et regroupements citoyens**



Le Sicoval emploie 1152 agents dont 36 pour les déchets, la sensibilisation et la relation aux usagers

UNE POPULATION MIXTE ET ÉQUILIBRÉE

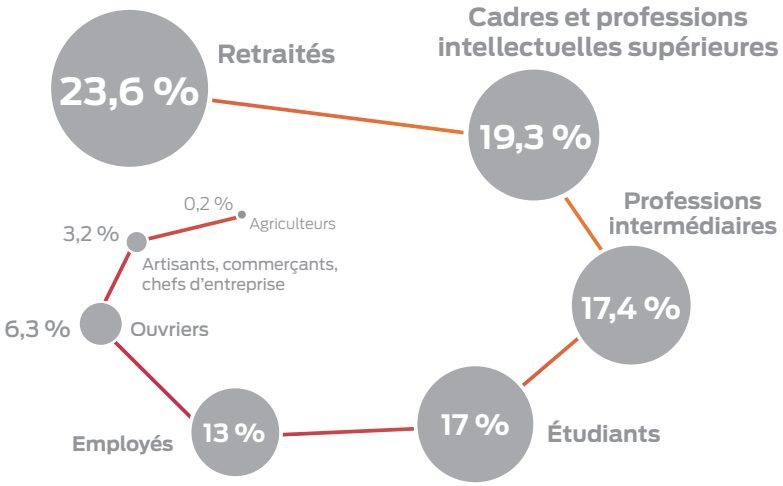
Dans la répartition de la population homme/femme par catégories socio-professionnelles, les hommes sont moins représentés dans :

- les professions intermédiaires,
- les employés,
- les retraités,
- les personnes sans activité professionnelle.

À l'inverse, les femmes sont moins représentées chez :

- les agriculteurs exploitants,
- les artisans, commerçants et chefs d'entreprise,
- les cadres et professions intellectuelles supérieures,
- les ouvriers.

Le Sicoval compte en moyenne plus de femmes que d'hommes.



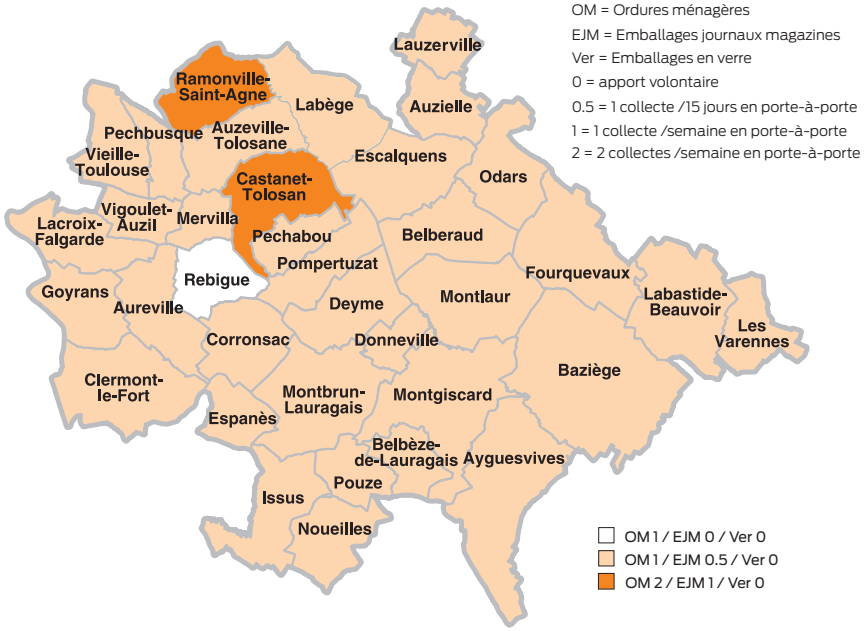
L'ORGANISATION DE LA COLLECTE

Déchets ménagers et tri sélectif

Plusieurs modes de collecte coexistent sur le territoire :

- en porte-à-porte : collecte en conteneurs individuels ou collectifs, destinée aux ordures ménagères résiduelles et au tri sélectif (près de 58 400 bacs installés),
- en apport volontaire : collecte en colonnes de grande capacité (de 3 à 5m^3), soit aériennes, soit enterrées. Les flux collectés sont les ordures ménagères résiduelles, le tri sélectif en mélange, le verre, le papier-carton (275 colonnes sur le domaine public et 67 colonnes sur le domaine privé).

Fréquence de collecte et répartition



Les autres collectes

Trois collectes à domicile sont proposées tout au long de l'année :

- **Les encombrants,**
- **Les déchets électriques et électroniques (DEEE),**
- **Les branchages (collecte payante).**

À celles-ci s'ajoute une collecte à la demande pour les personnes à mobilité réduite.

Le Sicoval étudie la mise en place d'une collecte des biodéchets pour les gros producteurs et les grands collectifs. Il est également attentif au développement d'autres processus de traitement (méthanisation...)

REDEVANCE INCITATIVE : LE NOUVEAU MODE DE FINANCEMENT

Un engagement politique affirmé

Depuis sa prise de compétence déchets en 2001, le Sicoval développe une politique de gestion des déchets visant à maîtriser les dépenses et limiter ainsi l'impact sur les tarifs de la redevance.

En 2013, le Conseil de communauté s'engageait sur la mise en place de la **redevance incitative**, avec 3 enjeux majeurs :

- **le financement,** avec une volonté de continuer à maîtriser la redevance,
- **l'environnement,** en réduisant les tonnages des ordures ménagères résiduelles,
- **la responsabilisation de l'usager,** en encourageant et en valorisant les comportements vertueux et responsables.

Le Sicoval est la **1re communauté d'agglo d'Occitanie** à relever le défi et à se lancer dans la démarche.

Entrée en vigueur le 1er janvier 2016, la redevance incitative finance :

- **le service de collecte,**
- **le transport,**
- **le traitement des déchets,**
- **la mise à disposition des équipements,**
- **l'accès aux déchèteries,**
- **les actions de sensibilisation,**
- **le service de broyage à domicile,**
- **les frais de fonctionnement du service.**



Plus juste, plus transparente

Établie au semestre, la facture est composée de deux éléments :

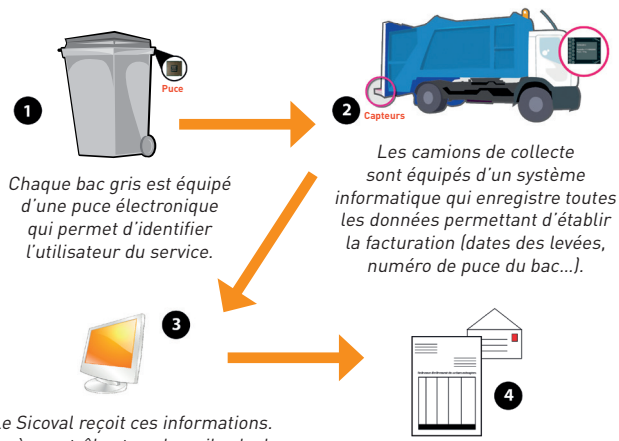
- une **part fixe « abonnement »** comprenant : le volume du bac d'ordures ménagères et les coûts fixes du service,
- une **part incitative « consommation »** liée à l'utilisation du service, c'est à dire au nombre de levées du bac d'ordures ménagères.

En 2016, plus de **60 % des factures sont en baisse**, correspondant à 22 levées par an en moyenne, contre 31 en 2015.

Un dispositif performant

Ce n'est pas le poids qui est pris en compte pour établir la facture, mais le nombre de levées du bac à ordures ménagères (couvercle gris) et son volume. Comment ça marche ?

Le principe est le même avec les colonnes enterrées dont l'ouverture est déclenchée par un badge.



Chaque bac gris est équipé d'une puce électronique qui permet d'identifier l'utilisateur du service.

Les camions de collecte sont équipés d'un système informatique qui enregistre toutes les données permettant d'établir la facturation (dates des levées, numéro de puce du bac...).

Le Sicoval reçoit ces informations. Après contrôle et analyse, il calcule votre redevance en fonction de l'utilisation réelle du service.

Vous recevez une facture qui détaille le nombre de fois où les bacs gris ont été vidés.

DÉCHETS MÉNAGERS : LA BAISSE SE POURSUIT



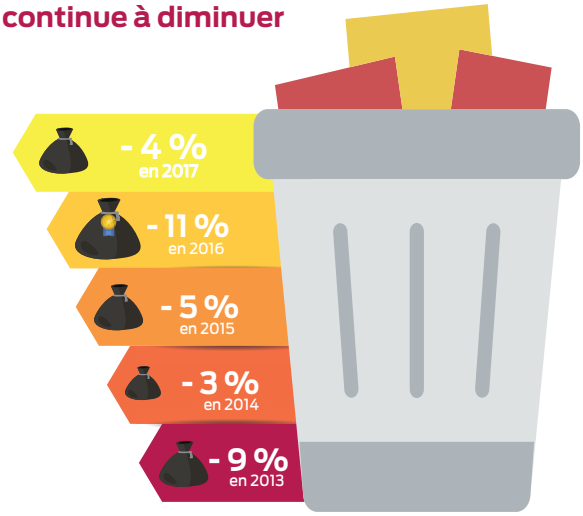
Depuis de nombreuses années, le Sicoval initie des actions de sensibilisation et d'accompagnement visant à réduire le volume des déchets :

- **Stop pub,**
- **compostage domestique,**
- **broyage des branchages à domicile,**
- **sensibilisation au tri,**
- **animations en milieu scolaire,**
- **déploiement de bornes pour les textiles...**

La tendance observée depuis 2006 s'est accélérée suite à la mise en place de la redevance incitative en 2016.

La production de déchets ménagers résiduels est de 174 kg par habitant en 2016.

La production de déchets sur le territoire du Sicoval continue à diminuer



TERRITOIRE ZÉRO DÉCHET ZÉRO GASPILLAGE

Le Sicoval est lauréat de l'appel à projet Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG) porté par l'ADEME. Le TZDZG a pour objectifs la prévention des déchets et du gaspillage sur le territoire, dans une dynamique d'économie circulaire.

Le programme d'actions se compose de 5 axes :

- **éviter le gaspillage en interrogeant nos consommations,**
- **limiter les impacts futurs sur nos biens et services en y réfléchissant en amont,**
- **offrir une nouvelle vie à ces ressources mises au rebut,**
- **opter pour le meilleur traitement et favoriser le recyclage,**
- **mettre en œuvre les outils de gouvernance du programme.**

La mise en œuvre du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés est intégrée dans le TZDZG.

TERRITOIRE ZÉRO DÉCHET zér GASPILLAGE

La production de déchets
(données 2016)

LES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (DMA)

Regroupent la totalité des déchets des ménages et des activités économiques pris en charge par le service public.

31 152 tonnes
(429 kg/hab/an)

ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES
12 650 tonnes
(174 kg/hab/an)

DÉCHETS VERTS
38 tonnes
(0,5 kg/hab/an)

DEEE
18 tonnes
(0,25 kg/hab/an)

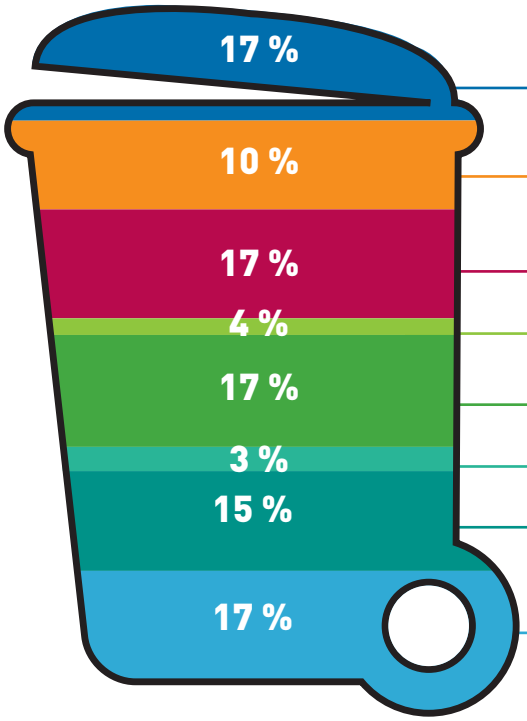
ENCOMBRANTS
395 tonnes
(5,4 kg/hab/an)

TRI SÉLECTIF
6 339 tonnes
(87 kg/hab/an)

TEXTILES
249 tonnes
(3,4 kg/hab/an)

DÉCHÈTERIES
11 463 tonnes
(158 kg/hab/an)

QUE TROUVE-T-ON DANS LES ORDURES MÉNAGÈRES ?



- **Compostable**
- **Gaspillage alimentaire**
- **Recyclage (dont 3/4 papiers et cartons*)**
- **Verre (bouteilles, pots et bocaux)**
- **Plastique non recyclable**
- **Textiles, chaussures, maroquinerie**
- **Sanitaires : lingettes, couches, mouchoirs jetables**
- **Autres déchets non recyclables**

** journaux, magazines, bureautique, briques alimentaires*

Des marges de progrès sont encore possibles, en particulier sur les déchets putrescibles (compostage, gaspillage alimentaire), les éléments recyclables et les textiles sanitaires.

LES **AXES ET ACTIONS** DU PLPDMA

Axe 1 — Promotion de la réduction et d'une meilleure valorisation des biodéchets et des résidus végétaux

		Potentiel de réduction associé (kg/hab.)
› **Action 1**	Développer le compostage individuel	5,0
› **Action 2**	Développer le compostage collectif	4,9
› **Action 3**	Développer le compostage partagé	1,9
› **Action 4**	Développer le lombricompostage	0,11
› **Action 5**	Développer le compostage dans les cimetières	0,56
› **Action 6**	Développer le compostage dans les écoles	0,04
› **Action 7**	Lutter contre le gaspillage alimentaire	2,0
› **Action 8**	Développer les alternatives à la collecte des résidus végétaux	3,4
		18

Axe 2 — Promotion du réemploi, de la réparation, de la réutilisation

› **Action 9**	Développer les alternatives à la collecte des encombrants/DEEE	2,8
› **Action 10**	Détourner encore des textiles des ordures ménagères	4,0
		6,8

Axe 3 — Sensibilisation et accompagnement des gestes de prévention des déchets

› **Action 11**	Sensibiliser pour un changement de pratiques	1,0
› **Action 12**	Poursuivre et intensifier la distribution des autocollants Stop-pub	5,1
› **Action 13**	Limiter la production des déchets dangereux des ménages et réduire leur nocivité	0,13
		6,3

Axe 4 — Exemplarité du Sicoval et des 36 communes

› **Action 14**	Être éco-exemplaire en tant qu'établissement public	0,12

Axe 1



Promotion de la réduction et d'une meilleure valorisation des biodéchets et des résidus végétaux

- **Action 1** Développer le compostage individuel
- **Action 2** Développer le compostage collectif
- **Action 3** Développer le compostage partagé
- **Action 4** Développer le lombricompostage
- **Action 5** Développer le compostage dans les cimetières
- **Action 6** Développer le compostage dans les écoles
- **Action 7** Lutter contre le gaspillage alimentaire
- **Action 8** Développer les alternatives à la collecte des résidus végétaux

Action 1

Développer le **compostage individuel**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES. LA PRÉDOMINANCE DE L'HABITAT INDIVIDUEL (60 %) EST UN FACTEUR PROPICE À LA PRATIQUE DU COMPOSTAGE DOMESTIQUE.



DANS QUEL BUT ?

- valoriser les déchets alimentaires n'ayant pu être évités et les résidus végétaux du jardin,
- renforcer l'action de compostage déjà engagée sur le territoire,
- améliorer la qualité du compost produit.



COMMENT ?

- encourager chaque foyer à s'équiper d'un composteur,
- accompagner l'installation : formations, visites in situ, suivi… pour garantir une pratique correcte et pérenne,
- poursuivre l'information des foyers équipés.



QUAND ?

- Tout au long de l'année



POUR QUI ?

- Tous les foyers en habitat pavillonnaire

RÉSULTATS ATTENDUS

60 %
de foyers équipés d'ici 2024

Action 2

Développer le **compostage collectif**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES. LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU COMPOSTAGE EN HABITAT COLLECTIF EST INDISPENSABLE DANS UNE DÉMARCHE GLOBALE DE PRÉVENTION VISANT AUX CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT.



DANS QUEL BUT ?

- valoriser les déchets alimentaires n'ayant pu être évités et les résidus végétaux,
- renforcer l'action de compostage déjà engagée sur le territoire,
- améliorer la qualité du compost produit.



COMMENT ?

- encourager chaque résidence à s'équiper d'un site de compostage,
- accompagner l'installation : formations, visites in situ, suivi... pour garantir une pratique correcte et pérenne,
- poursuivre l'information des résidences équipées,
- créer un réseau de référents.



QUAND ?

- Tout au long de l'année
- À l'occasion des inaugurations de site



POUR QUI ?

- Tous les gestionnaires (bailleurs, syndics...)
- Tous les foyers en habitat collectif

RÉSULTATS ATTENDUS

200 **résidences équipées d'ici 2024**

Action 3

Développer le **compostage partagé**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES. LES PAVILLONS ET LES RÉSIDENCES N'ONT PAS TOUS LA POSSIBILITÉ DE METTRE EN PLACE UN SITE DE COMPOSTAGE (MANQUE DE PLACE, PAS D'ESPACES VERTS/JARDINS). LE DÉVELOPPEMENT DU COMPOSTAGE PARTAGÉ PERMET À CES HABITANTS DE COMPOSTER.



DANS QUEL BUT ?

- valoriser les déchets alimentaires n'ayant pu être évités et les résidus végétaux du jardin,
- renforcer l'action de compostage déjà engagée sur le territoire,
- améliorer la qualité du compost produit.



COMMENT ?

- encourager un quartier, un village, une zone d'activité… à s'équiper d'un site de compostage,
- accompagner l'installation : formations, visites in situ, suivi… pour garantir une pratique correcte et pérenne.



QUAND ?

- Tout au long de l'année



POUR QUI ?

- Les habitants
- Les professionnels
- Les collectivités
- Les associations

RÉSULTATS ATTENDUS

25 **sites de compostage partagé installés d'ici 2024**

Action 4

Développer le **lombricompostage**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES. PARFOIS, IL EST IMPOSSIBLE DE METTRE EN PLACE UN COMPOSTEUR COLLECTIF MAIS L'USAGER PEUT ÊTRE INTÉRESSÉ PAR LA PRATIQUE DU LOMBRICOMPOSTAGE, AU SEIN DE SON HABITATION.

DANS QUEL BUT ?

- valoriser les déchets alimentaires n'ayant pu être évités dans un petit espace,
- compléter l'action de compostage déjà engagée sur le territoire,
- améliorer la qualité du compost produit.

COMMENT ?

- encourager chaque foyer à s'équiper d'un lombricomposteur,
- accompagner l'installation : formations, fabrication, suivi... pour garantir une pratique correcte et pérenne,
- poursuivre l'information des foyers équipés.

QUAND ?

- Tout au long de l'année

POUR QUI ?

- Les foyers volontaires n'ayant pas la possibilité d'installer un composteur individuel ou collectif

RÉSULTATS ATTENDUS

250 **foyers équipés d'ici 2024**

Action 5

Développer le **compostage dans les cimetières**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES. LES CIMETIÈRES DISPOSENT DE BACS POUR COLLECTER CE QUI EST QUALIFIÉ DE DÉCHETS RÉSIDUELS. POURTANT IL S'AGIT NOTAMMENT DE « DÉCHETS » VERTS : FLEURS FANÉES, PLANTES, OU ENCORE DE SUBSTRAT, TERRE...



DANS QUEL BUT ?

- valoriser les résidus végétaux des cimetières,
- renforcer l'action de compostage déjà engagée sur le territoire,
- améliorer la qualité du compost produit.



COMMENT ?

- encourager chaque commune à équiper son (ses) cimetière(s),
- accompagner l'installation : formations, visites in situ, suivi... pour garantir une pratique correcte et pérenne,
- poursuivre l'information des communes déjà équipées.



QUAND ?

- Tout au long de l'année



POUR QUI ?

- Toutes les communes du territoire

RÉSULTATS ATTENDUS

36 **communes équipées d'ici 2024**

Action 6

Développer le **compostage dans les écoles**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES. LES ÉCOLES PRODUISENT DES BIODÉCHETS DE PAR LEUR RESTAURATION. LA MISE EN PLACE DU COMPOSTAGE A PLUSIEURS VERTUS : DÉTOURNER DES BIODÉCHETS DE LA COLLECTE, FAIRE PREUVE D'ÉCO-EXEMPLARITÉ EN TANT QU'ÉTABLISSEMENT PUBLIC, DISPOSER D'UN ESPACE PÉDAGOGIQUE POUR LES ENFANTS.

DANS QUEL BUT ?

- valoriser les déchets alimentaires de la restauration collective,
- renforcer l'action de compostage déjà engagée sur le territoire,
- améliorer la qualité du compost produit,
- développer l'éco-exemplarité dans les écoles.

COMMENT ?

- encourager chaque structure à s'équiper d'un site de compostage,
- accompagner l'installation : formations, visites in situ, suivi... pour garantir une pratique correcte,
- poursuivre l'information des sites équipés.

QUAND ?

- Tout au long de l'année

POUR QUI ?

- Les élèves
- Le personnel
- Les parents d'élèves

RÉSULTATS ATTENDUS

100 %

des restaurants scolaires équipés d'ici 2024

Action 7

Lutter contre le **gaspillage alimentaire**

LES BIODÉCHETS REPRÉSENTENT 27 % DU CONTENU DES ORDURES MÉNAGÈRES ; 10 % SONT DIRECTEMENT DUS AU GASPILLAGE ALIMENTAIRE. LE PACTE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE A ÉTABLI UN OBJECTIF DE DIMINUTION DE 50 % DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE D'ICI 2025.



DANS QUEL BUT ?

- réduire le gaspillage alimentaire dans la restauration collective,
- réduire l'impact environnemental, économique et éthique du gaspillage alimentaire,
- remplir l'obligation réglementaire de réduction du gaspillage alimentaire (loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte).



COMMENT ?

- accompagner la mise en œuvre d'un plan d'actions : formations, animations, visites in situ, suivi...
- sensibiliser tous les publics concernés : élèves et parents, agents, animateurs, habitants,
- poursuivre l'information des établissements déjà engagés.



QUAND ?

- Tout au long de l'année



POUR QUI ?

- La restauration collective
- Les commerces
- Les professionnels de la restauration
- Les habitants

RÉSULTATS ATTENDUS

73 **établissements scolaires engagés d'ici 2024**

20 % **de la population sensibilisée d'ici 2024**

Action 8

Développer les **alternatives à la collecte des résidus végétaux**

LES RÉSIDUS VÉGÉTAUX REPRÉSENTENT ENVIRON 14% DE L'ENSEMBLE DES DÉCHETS PRIS EN CHARGE SUR LE TERRITOIRE (EN PORTE-À-PORTE OU EN DÉCHÈTERIE), ET SONT EN CONSTANTE AUGMENTATION CES DERNIÈRES ANNÉES. IL CONVIENT AUJOURD'HUI DE LES CONSIDÉRER COMME UNE VRAI RESSOURCE ET NON PLUS COMME UN DÉCHET.

DANS QUEL BUT ?

- réduire la production de résidus végétaux,
- recycler la matière organique et les résidus végétaux du jardin,
- réduire l'impact environnemental et économique du traitement de ces résidus,
- réduire les apports importants en déchèterie.

COMMENT ?

- encourager la pratique de méthodes alternatives : compostage, broyage, paillage,
- guider les utilisateurs vers les espèces végétales à croissance lente : gazon rustique, prairies fleuries, arbres d'ornement... générant moins de résidus,
- poursuivre l'information auprès des habitants utilisant le service de broyage à domicile,
- mettre en réseau les acteurs locaux du territoire.

QUAND ?

- Tout au long de l'année

POUR QUI ?

- Tous les foyers en habitat pavillonnaire
- Les communes
- Les professionnels
- Les associations

RÉSULTATS ATTENDUS

32 **réunions d'information organisées d'ici 2024**

Le compostage individuel

Dans la nature, les feuilles et les branches mortes se décomposent et se transforment en une sorte de terreau (l'humus).

Le compostage consiste à imiter ce procédé en rassemblant certains **déchets biodégradables,** soit dans un appareil (le composteur), soit directement sur le sol en faisant un tas. On obtient ainsi un engrais: le **compost.**

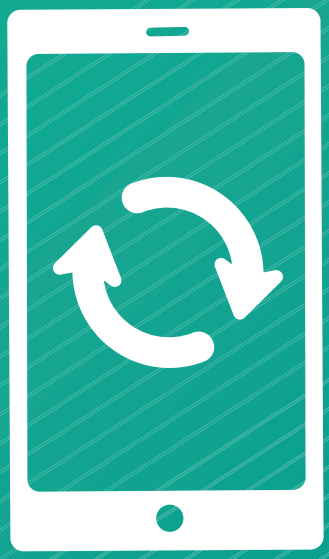


Le sais-tu?

Un compostage permet de valoriser **jusqu'à 30 %** du poids de la poubelle.

Avec 1 kilo de déchets composté on obtient **de 300 à 500 grammes** d'engrais naturel en 8 à 10 mois

Axe 2



Promotion du réemploi, de la réparation, de la réutilisation

- **Action 9** Développer les alternatives à la collecte des encombrants/DEEE
- **Action 10** Détourner encore des textiles des ordures ménagères

Action 9

Développer les **alternatives à la collecte des encombrants/DEEE**

LE SECTEUR DU RÉEMPLOI REMET DANS LE CIRCUIT DES OBJETS QUI SONT SOUVENT EN BON ÉTAT OU RÉPARABLES, ET PERMET DE S'ÉQUIPER À MOINDRE COÛT (JEUNES FOYERS, ÉTUDIANTS...).

DANS QUEL BUT ?

- réemployer un objet qui aurait pu être jeté,
- réduire l'impact environnemental et économique du traitement de ces déchets,
- créer des emplois pour la remise en état : ressourcerie,
- favoriser la rencontre et l'échange entre les habitants.

COMMENT ?

- mettre en place une collecte spécifique des encombrants et des déchets électriques et électroniques (DEEE),
- confier ces objets à une entreprise d'insertion,
- encourager les habitants à adopter des habitudes de consommation différentes : location plutôt qu'achat, don, échange...

QUAND ?

- Tout au long de l'année
- À l'occasion de Troc Voisins

POUR QUI ?

- Tous les habitants
- Les communes
- Les professionnels
- Les administrations
- Les établissements publics

RÉSULTATS ATTENDUS

60 %
des objets réemployés d'ici 2024

Action 10

Détourner encore des **textiles*** **des ordures ménagères**

LE TEXTILE PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RÉEMPLOI, OU A MINIMA D'UN RECYCLAGE QUAND IL EST COLLECTÉ DANS LA FILIÈRE PRÉVUE À CET EFFET. MALHEUREUSEMENT, UNE QUANTITÉ NON NÉGLIGEABLE DE TEXTILE SE RETROUVE DANS LES ORDURES MÉNAGÈRES (5KG/HAB/AN).



DANS QUEL BUT ?

- réduire les quantités de textiles jetés dans les ordures ménagères,
- réemployer ou recycler tous les textiles au lieu de les incinérer,
- compléter et rappeler les objets concernés et les consignes : vêtements usagés troués ou tachés, les chiffons, la maroquinerie...



COMMENT ?

- s'assurer d'un nombre suffisant de bornes, en ajouter si besoin,
- communiquer sur les consignes, y compris sur les bornes,
- expliquer le devenir de ces textiles.



QUAND ?

- Tout au long de l'année



POUR QUI ?

- Tous les habitants
- Les professionnels
- Les administrations
- Les établissements publics

RÉSULTATS ATTENDUS

7,5 kg/hab/an
de textiles collectés d'ici 2024

**vêtements, linge de maison, chaussures, petite maroquinerie*

TROC VOISINS



Axe 3



Sensibilisation et accompagnement des gestes de prévention des déchets

- **Action 11** Sensibiliser pour un changement de pratiques
- **Action 12** Poursuivre et intensifier la distribution des autocollants Stop-pub
- **Action 13** Limiter la production des déchets dangereux des ménages et réduire leur nocivité

Action 11

Sensibiliser pour un **changement de pratiques**

LA RÉDUCTION DES DÉCHETS NE PEUT ÊTRE EFFECTIVE QUE PAR UNE PRISE DE CONSCIENCE DE CHACUN SUR SA PROPRE PRODUCTION. CETTE ACTION CONSISTE DONC À SENSIBILISER SUR LE THÈME GÉNÉRAL DE LA PRÉVENTION ET À VALORISER LES PRATIQUES VERTUEUSES.



DANS QUEL BUT ?

- responsabiliser les habitants vis-à-vis de leur production de déchets,
- réduire l'impact environnemental et économique,
- promouvoir les achats éco-responsables et les gestes de réduction et de prévention.



COMMENT ?

- utiliser tous les supports de communication à notre disposition : publications, internet et réseaux sociaux, presse...
- aller à la rencontre des habitants : marchés plein vent, fêtes de village, vide-greniers...
- valoriser les usagers 0 déchet, produisant peu de déchets,
- accompagner les organisateurs d'évènements pour réduire la production de déchets hors domicile,
- s'appuyer sur les évènements régionaux, nationaux, européens,
- communiquer sur les résultats obtenus et les progrès possibles.



QUAND ?

- Tout au long de l'année
- À l'occasion des évènements organisés sur le territoire



POUR QUI ?

- Tous les habitants
- Les professionnels
- Les administrations
- Les établissements publics

RÉSULTATS ATTENDUS

40 **actions de sensibilisation /an en 2024**

Action 12

Poursuivre et intensifier **la distribution des autocollants Stop-pub**

EN FRANCE, LES IMPRIMÉS DISTRIBUÉS EN BOÎTE AUX LETTRES REPRÉSENTENT 800 000 TONNES, 1000 TONNES SUR LE TERRITOIRE DU SICOVAL, SOIT 16 KG/HAB/AN, CE QUI EST CONSIDÉRABLE. L'AUTOCOLLANT STOP-PUB MENTIONNE LE SOUHAIT DE NE PLUS LES RECEVOIR.

DANS QUEL BUT ?

- réduire les volumes de prospectus publicitaires non adressés*,
- répondre au souhait des habitants ne désirant plus recevoir ces imprimés.

**imprimés sans adresse, non sollicités par le destinataire*

COMMENT ?

- mettre les Stop-Pub à disposition dans les lieux d'accueil : mairies, sites Sicoval,
- s'appuyer sur les acteurs locaux : cinémas, bibliothèques, piscines...
- proposer le Stop-Pub sur les évènements,
- promouvoir le Stop-Pub sur nos supports de communication et auprès des communes,
- travailler avec les annonceurs et les distributeurs pour réduire les quantités imprimées.

QUAND ?

- Tout au long de l'année

POUR QUI ?

- Tous les habitants
- Les professionnels
- Les administrations
- Les établissements publics

RÉSULTATS ATTENDUS

55 % **des boites aux lettres équipées d'ici 2024**

8,5 kg **d'imprimés évités/hab en 2024**

Action 13

Limiter la production des **déchets dangereux des ménages et réduire leur nocivité**

AVEC ENVIRON 11 MILLIONS DE TONNES, LES DÉCHETS DANGEREUX REPRÉSENTENT 3 % DES DÉCHETS PRODUITS EN FRANCE. ILS DOIVENT DONC FAIRE L'OBJET DE PRÉCAUTIONS PARTICULIÈRES.

DANS QUEL BUT ?

- réduire les risques sanitaires pour la population et l'environnement,
- réduire les coûts de traitement très élevés de ces produits,
- limiter leur utilisation,
- récupérer ces déchets pour les diriger vers les installations de traitement adaptées.

COMMENT ?

- informer les utilisateurs sur les solutions alternatives : formations sur le jardinage au naturel, opération zéro phyto « Adopte un hérisson »,
- inciter les usagers à utiliser les lieux de dépôt mis à leur disposition,
- augmenter les lieux de dépôt dans les lieux publics : mairies, établissements scolaires, lieux de pratiques sportives et culturelles… pour certains produits (piles, ampoules, cartouches d'encre…),
- faire connaitre les dispositifs de reprise en magasin ou par le Sicoval.

QUAND ?

- Tout au long de l'année
- À l'occasion d'opérations spéciales

POUR QUI ?

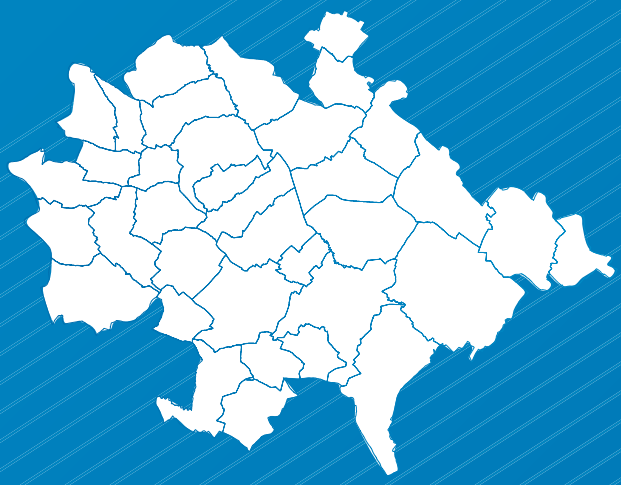
- Tous les habitants
- Les professionnels
- Les administrations
- Les établissements publics

RÉSULTATS ATTENDUS

700 **chartes « Adopte un hérisson » signées d'ici 2024**

4 **opérations de reprise/an**

Axe 4



Exemplarité du Sicoval et des 36 communes

› **Action 14** Être éco-exemplaire en tant qu'établissement public

Action 14



Être éco-exemplaire en tant qu'établissement public

5 À 15 % DES DÉCHETS DES TERRITOIRES SONT PRODUITS PAR LES ACTEURS PUBLICS ET 50 % DES ACHATS PROVIENNENT D'UNE COMMANDE PUBLIQUE, À L'ÉCHELLE NATIONALE. LE SICOVAL S'ENGAGE À RÉDUIRE SES PROPRES DÉCHETS ET À RÉPONDRE AINSI AUX OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES DE LA LOI DE TRANSITION ENERGÉTIQUE.



DANS QUEL BUT ?

- réduire le volume de tous les déchets produits par la collectivité, mais également les 36 communes et les établissements publics du territoire,
- poursuivre et intensifier les actions déjà menées par le Sicoval : utilisation du papier, compostage, lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration collective, dématérialisation...



COMMENT ?

- associer et sensibiliser tous les acteurs concernés : agents, élus, mais aussi les utilisateurs des lieux publics, services et évènements,
- engager des actions plus marquées sur la fourniture et la consommation du papier,
- intégrer la notion de réduction des déchets dans les marchés publics : réemploi, achats durables...
- accompagner les communes et les établissements publics dans cette démarche.



QUAND ?

- Tout au long de l'année
- À l'occasion d'évènements organisés par le Sicoval et les communes



POUR QUI ?

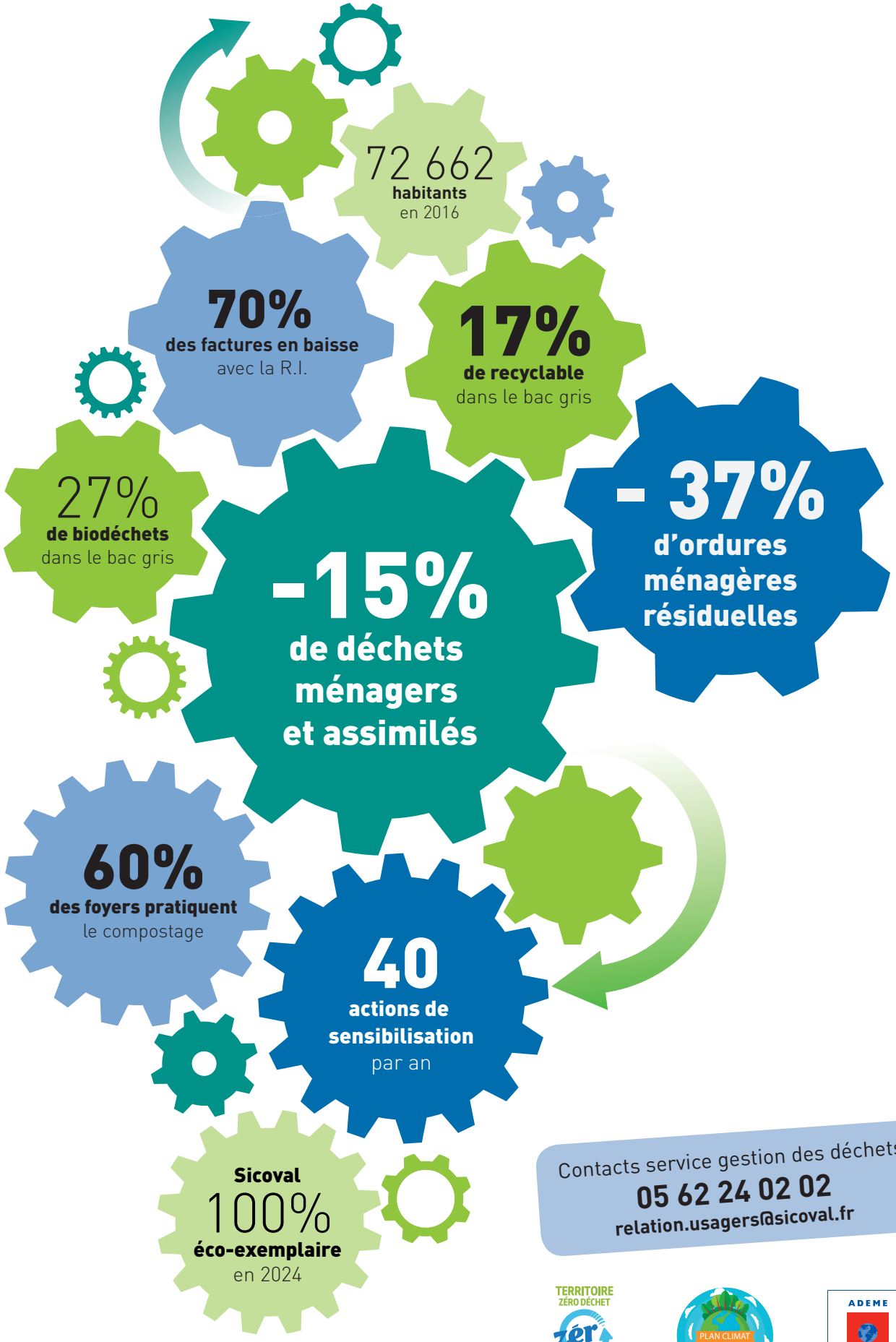
- Tous les agents (Sicoval et communes)
- Les administrations
- Les établissements publics

RÉSULTATS ATTENDUS

600 **diagnostics internes réalisés d'ici 2024**

36 **communes accompagnées d'ici 2024**

Le PLPDMA en chiffres



Contacts service gestion des déchets
05 62 24 02 02
relation.usagers@sicoval.fr

Mise en page & impression : Sicoval. Imprimé sur papier PEFC provenant de forêts gérées durablement. Novembre 2018.